Rapport périodique sur l'état de la qualité de l'éducation et les progrès accomplis dans la réalisation des cibles de l'ODD4 des Objectifs de développement durable dans les pays arabes

(Premier rapport –2025)



Premier Rapport Annuel – 2025

Remerciements

Le Centre Régional de l'UNESCO pour la Qualité et l'Excellence en éducation adresse ses sincères remerciements et gratitudes à leurs Excellences les ministres de l'Éducation des États arabes, à leurs groupes de travail, aux Comités nationaux de l'éducation, de la culture et des sciences, ainsi qu'aux chercheurs ayant contribué à l'élaboration de ce rapport.

Nous remercions également le comité scientifique du centre pour ses efforts de supervision et de suivi des projets, études et rapports scientifiques. Nous remercions également les collègues qui ont contribué aux activités de recherche scientifique, de traduction, de conception et de suivi, et leurs efforts collaboratifs ont joué un rôle important dans l'amélioration de la qualité de ce travail, afin que ce rapport soit publié et accessible à tous.

Nous souhaitons également exprimer nos remerciements et notre profonde gratitude, par avance, à toutes celles et tous ceux qui nous feront part de leurs suggestions et offriront des opportunités d'excellence et de créativité, afin de soutenir les efforts et les initiatives du centre en faveur de l'amélioration de la qualité et de l'excellence de l'éducation dans les pays arabes

Centre régional UNESCO pour la qualité et l'excellence en éducation ©

Tous droits réservés.
Ce travail appartient au Centre Régional UNESCO pour la Qualité et l'Excellence en éducation UNESCO RCQE

Il est interdit de reproduire, transmettre, publier ou imprimer ce type de contenu par quelque moyen ou forme que ce soit (papier ou électronique) sans obtenir une autorisation officielle préalable du Centre.

Pour toute question concernant les droits et autorisations de publication ou d'obtenir la copie complète du rapport s'il n'est pas publié intégralement, veuillez contacter à :

Centre Régional UNESCO pour la Qualité et l'Excellence en éducation (UNESCO RCQE)
Jubail Industrial - Arabie Saoudite

Déclaration concernant le rapport

Ce rapport fait partie des initiatives mises en œuvre par le Centre Régional de l'UNESCO pour la Qualité et l'Excellence en éducation, dans le cadre de ses projets et programmes visant à améliorer la qualité et l'excellence de l'éducation dans les pays arabes, et à soutenir les efforts régionaux pour atteindre les objectifs du quatrième objectif des Objectifs de développement durable.

Comment citer ce rapport

Cette publication peut être citée dans les références comme suit :

Centre régional UNESCO pour la qualité et l'excellence en éducation (2025). Rapport périodique sur l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes et les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs de l'Objectif de développement durable IV. Jubail Industrial : UNESCO RCQE, Arabie Saoudite.

Informations de contact

Centre régional UNESCO pour la qualité et l'excellence en éducation (RCQE) - 7864 district d'Al-Hijaz
Jubail Industrial 35718 – 7546
Arabie Saoudite

Table des matières :

Chapitre	Page
Résumé exécutif (Français)	10
Résumé exécutif (Anglais)	14
Chapitre I : Cadre général du projet de recherche pour le rapport périodique sur l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes	17
Introduction	18
1.Principaux et sous-objectifs du projet de recherche	19
2.Importance du rapport	20
3.Limites du rapport	20
4.Démarche méthodologique	20
5.Concepts de base	21
6.Structures du rapport	23
Chapitre II : Population et développement humain	25
Introduction	26
Caractéristiques de la population dans les pays arabes	26
Développement humain	33
Chapitre III : Indicateurs éducatifs	55
Introduction	56
1.Paysage général de l'éducation dans les États arabes	59
2.Cadres législatifs des politiques et systèmes éducatifs	63
3.Application des lois et règlements	69
4.Ressources allouées à l'éducation	78
Chapitre IV : Qualité de l'éducation générale	94
Introduction	95
1.Processus d'enseignement et apprentissage	95
2.Résultats d'enseignement et d'apprentissage	129
3.Conclusion : L'état de la qualité dans les pays arabes	143
Chapitre V : Qualité de l'enseignement universitaire	148
Introduction	149
1.Caractéristiques de l'enseignement universitaire	149
2.Recherche scientifique dans les institutions universitaires	181
3.Classification internationale des établissements universitaires	192
4.Constatations générales	198
Chapitre VI : Principaux résultats relatifs à l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes et le cadre proposé pour le développement	201
Introduction	202
1. Résultats généraux relatifs à l'état de la qualité de l'éducation générale et l'enseignement universitaire	202
2. Cadre de priorités de développement et de domaines possibles de changement dans l'éducation dans les pays arabes	206
3. Conclusion	226
Chapitre VII : Profils des pays	229
Sources et références arabes et étrangères	320
Références en langue arabe	321
Références en langues étrangères	334
Annexes	339

Liste des figures :

	Chapitre II.	
Figure 1	Répartition de la population par région dans les pays arabes en 2022	27
Figure 2	L'augmentation annuelle de la population dans les pays arabes en 2022	28
Figure 3	Répartition de la population par groupes d'âge dans les pays arabes en 2022 (%)	29
Figure 4	% Population dans les zones rurales en de la population des pays arabes en 2022	31
Figure 5	Revenu national par habitant selon la parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	34
Figure 6	Le taux de pauvreté selon les seuils nationaux de pauvreté en 2020	38
Figure 7	Pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'électricité en 2023	39
Figure 8	Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes en 2020	42
Figure 9	Taux de mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes en 2021.	43
Figure 10	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances en 2022	44
Figure 11	Taux de littératie et de numératie pour le groupe d'âge des 15 à 24 ans en 2021/2022	46
Figure 12	Le taux d'inscription total au niveau primaire en 2023	47
Figure 13	La population utilisant l'Internet et les téléphones mobiles en pourcentage de la population totale en 2021	49
Figure 14	Proportion de jeunes et d'adultes ayant des compétences en TIC numériques	50
Figure 15	Classification des pays arabes selon les indicateurs de niveau de vie et la valeur de l'indice de développement humain pour l'année 2023	51
Figure 16 (a)	Classification des pays arabes par indice de santé (espérance de vie à la naissance) et indice de développement humain	52
Figure 16 (b)	Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	53
Figure 16 (c)	Taux de mortalité infantile et de mortalité des moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes	53
Figure 17	Classification des groupes de pays arabes selon les indicateurs d'acquisition de connaissances et la valeur de l'indice de développement humain	54
	Chapitre III.	
Figure 18	Répartition des élèves de l'enseignement général entre l'éducation de base et secondaire (en pourcentage)	61
Figure 19	Le taux de scolarisation avant un an d'enseignement primaire formel dans les pays arabes	69
Figure 20	Taux d'inscription en première année	72
Figure 21	Taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire dans les États arabes	74
Figure 22	Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire dans les États arabes	75
Figure 23	Le taux d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire et le premier cycle du secondaire	78
Figure 24	Le pourcentage du produit national brut et des dépenses publiques brutes consacrées par les pays arabes à l'éducation en termes	79
Figure 25	Le taux d'élèves par enseignant dans les pays arabes dans l'enseignement public et privé	81
Figure 26	La répartition relative des enseignants dans les pays arabes selon le certificat scientifique, la qualification éducative et les années d'expérience	84
Figure 27	La taille moyenne des écoles dans les pays arabes	86
Figure 28	Répartition des États arabes en fonction de leur niveau de réalisation des valeurs standard ou minimales pour un ensemble d'indicateurs éducatifs dans l'enseignement primaire	93
	Chapitre IV.	
Figure 29	Pourcentage des heures du quorum de l'enseignant par année d'heures de présence scolaire officielle	100
Figure 30	L'évolution des salaires des enseignants dans les pays arabes par rapport au salaire versé au début de la nomination	105
Figure 31	La proportion d'heures consacrées aux activités éducatives dans les pays arabes par rapport au total des heures suivies par l'élève à l'école	111

Figure 32	Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	121
Figure 33	Classification des pays arabes selon l'atteinte des valeurs standard des indicateurs des processus éducatifs	128
Figure 34	Pourcentage de jeunes sans emploi ou sans éducation ou formation dans les pays arabes	138
Figure 35	Classification des pays arabes selon l'atteinte des valeurs standard des indicateurs de résultat de l'éducation	141
Figure 36	Classification des pays arabes selon leur réalisation des valeurs standard des indicateurs de l'éducation, des processus éducatifs et des résultats d'apprentissage	144
	Chapitre V.	
Figure 37	Nombre d'établissements universitaires par million d'habitants dans les pays arabes	154
Figure 38	Répartition des établissements d'enseignement universitaire par secteur (public et privé)	155
Figure 39	Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur dans les pays arabes	160
Figure 40	Répartition des étudiants dans les établissements universitaires par domaine de spécialisation et sexe (en pourcentage)	162
Figure 41	Nombre d'étudiants par enseignant dans les établissements universitaires des pays arabes	178
Figure 42	La part des dépenses de recherche scientifique dans les pays arabes dans le PIB	182
Figure 43	Répartition des centres de recherche dans un certain nombre de pays arabes selon le domaine de spécialisation de la recherche	186
Figure 44	Classement des pays arabes selon le nombre de centres de recherche scientifique dans les universités et classés selon le nombre de chercheurs par million d'habitants	189
Figure 45	Les meilleures institutions universitaires de chaque pays dans le classement de l'AU dans l'indice d'éducation, l'indice de recherche scientifique, l'indice d'innovation et l'indice de coopération internationale	196
Page	**Chapitre VI.**	
Figure 46	La réalisation des valeurs standard des indicateurs éducatifs dans les pays arabes	204
Figure 47	Répartition des domaines proposés pour le développement et le changement dans l'éducation publique et universitaire selon les priorités et les groupes de pays dans l'indice de développement humain	226
Figure 48	Répartition des étudiants dans les pays arabes par niveau d'éducation.	227

Liste des tableaux

Page	Chapitre II.	
Tableau 1	Moyenne d'âge à la naissance dans les pays arabes en 2021	41
Tableau 2	Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	45
	Chapitre III.	
Tableau 3	Indicateurs d'éducation et indicateurs de qualité selon les dimensions fondamentales dans le système des intrants, processus et extrants	57
Tableau 4	Pourcentage des étudiants dans l'enseignement général dans la population des pays arabes	60
Tableau 5	Répartition des élèves de l'enseignement primaire et secondaire entre l'enseignement public et privé dans les pays arabes (%)	62
Tableau 6	Quelques contenus de la législation promulguée dans les États arabes concernant la garantie d'une éducation de base pour tous	65
Tableau 7	L'échelle éducative formelle et la disponibilité de la garantie d'éducation gratuite dans les textes des lois des États arabes	66
Tableau 8	Indicateurs de garantie légale pour la fourniture de l'éducation préscolaire	68
Tableau 9	Taux de scolarisation dans l'éducation de base dans les pays arabes	73
Tableau 10	Indicateurs de parité entre les sexes aux niveaux primaire et préparatoire dans les pays arabes	76
Tableau 11	Conditions de recrutement dans la profession d'enseignant et ses exigences dans les pays arabes	82
Tableau 12	Programmes de développement professionnel disponibles pour les enseignants dans les pays arabes	83
Tableau 13	Proportion d'écoles équipées d'électricité, d'Internet et d'ordinateurs à des fins éducatives, ainsi que d'eau potable et de services d'assainissement dans les écoles primaires des États arabes	87
Tableau 14	Soutien et services d'accompagnement des apprenants dans les pays arabes	89
Tableau 15	Répartition des étudiants ayant des besoins spécifiques dans les pays arabes	91
Tableau 16	Valeurs de référence pour les indicateurs de l'éducation primaire dans les pays arabes	92
	Chapitre IV.	
Tableau 17	Le nombre d'heures de formation annuelles attribuées aux étudiants	96
Tableau 18	Nombre d'heures d'enseignement légal par an pour les enseignants dans les pays arabes par niveau d'éducation	99
Tableau 19	Intitulés de fonctions classés du grade le plus bas au plus élevé dans les pays arabes	102
Tableau 20	Conditions de promotion dans les grades professionnels des enseignants dans les pays arabes	104
Tableau 21	La part des matières (%) dans les quotas totaux établis aux niveaux primaire et préparatoire dans les pays arabes	107
Tableau 22	Le nombre d'heures allouées annuellement à l'enseignement de l'arabe, de l'anglais, des mathématiques et des matières scientifiques dans les pays arabes pour les classes inférieures et supérieures de l'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire	108
Tableau 23	Volume annuel d'heures de présence de l'élève en activités d'enseignement et d'apprentissage	112
Tableau 24	Volume annuel d'heures d'enseignement de l'éducation à la citoyenneté suivies par l'apprenant dans les pays arabes	113
Tableau 25	Types d'examens réguliers appliqués dans les pays arabes aux niveaux primaire et préparatoire selon l'autorité responsable (école - centrale)	116
Tableau 26	Répartition des dépenses d'éducation par niveaux éducatifs dans les pays arabes (%)	118
Tableau 27	Taille des classes dans les pays arabes à différents niveaux d'éducation	120
Tableau 28	Taux d'achèvement de l'éducation dans les pays arabes	122
Tableau 29	Taux de réussite aux examens centraux à la fin des trois premiers cycles de l'éducation de base	124
Tableau 30	Taux d'abandon scolaire aux niveaux primaire, préparatoire et secondaire dans les pays arabes	125
Tableau 31	Valeurs standard pour les indicateurs des processus éducatifs dans les pays arabes	127
Tableau 32	Niveau de compétence en lecture dans les pays arabes (%)	130

Tableau 33	Taux de privation d'éducation, de privation d'apprentissage et de pauvreté d'apprentissage dans les pays arabes	131
Tableau 34	Niveau de compétence en mathématiques dans les pays arabes (%)	133
Tableau 35	Scores moyens des étudiants participant au programme PISA 2022 dans les pays arabes	135
Tableau 36	Scores moyens des pays arabes participant aux évaluations PIRLS 2021 et TIMSS 2023	137
Tableau 37	Le rendement moyen de l'éducation aux niveaux primaire et secondaire dans un certain nombre de pays arabes	140
Tableau 38	Les valeurs standard des indicateurs de processus éducatifs et la source de chaque valeur standard	141
Tableau 39	Le degré de réalisation des valeurs normatives telles qu'indiquées dans les indicateurs d'apprentissage (chapitre III) et dans les processus d'enseignement et d'apprentissage et les résultats de l'éducation.	143
	Chapitre V.	
Tableau 40	Nombre d'établissements d'enseignement dans le secteur de l'enseignement supérieur dans les pays arabes	151
Tableau 41	Réglementations officielles relatives à l'assurance qualité de l'enseignement supérieur dans les pays arabes et cadres des qualifications scientifiques	157
Tableau 42	Nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dans les pays arabes par sexe	161
Tableau 43	Répartition des étudiants dans les établissements universitaires par domaine de spécialisation et sexe (en pourcentage)	163
Tableau 44	Disciplines scientifiques contemporaines proposées dispensées dans des institutions universitaires dans les pays arabes	166
Tableau 45	La répartition relative du personnel enseignant dans les établissements universitaires des pays arabes par grades académiques	179
Tableau 46	Nombre de centres de recherche scientifique dans les institutions universitaires des pays arabes	184
Tableau 47	Répartition relative des centres de recherche dans les institutions universitaires dans un certain nombre de pays arabes selon le domaine de spécialisation de la recherche	187
Tableau 48	Nombre de chercheurs dans les pays arabes par million d'habitants	188
Tableau 49	Nombre de recherches appliquées et descriptives dans les institutions universitaires par million d'habitants dans les pays arabes	191
Tableau 50	Résultats de la classification des institutions universitaires dans les pays arabes dans le classement QSWorld	192
Tableau 51	Résultats du classement des institutions universitaires dans les pays arabes pour l'année 2025 dans le classement du Times Higher Education	193
Tableau 52	Résultats du classement des établissements universitaires dans les pays arabes pour l'année 2024 dans la classification ARU	195
Tableau 53	Répartition des pays arabes en fonction du niveau d'offre des établissements universitaires par rapport au niveau de demande pour l'enseignement universitaire	199
	Chapitre VI.	
Tableau 54	Domaines proposés pour le développement et le changement en matière de cadres législatifs et politiques éducatives dans les pays arabes.	209
Tableau 55	Domaines proposés pour le développement et le changement en matière d'orientation des ressources disponibles pour l'éducation dans les pays arabes	212
Tableau 56	Domaines proposés pour le développement et le changement en matière d'orientation des processus d'enseignement et d'apprentissage dans les pays arabes	215
Tableau 57	Domaines proposés pour le développement et le changement dans l'objectif des résultats de l'éducation et des retombées économiques et sociales dans les pays arabes	218
Tableau 58	Domaines proposés pour le développement et le changement dans l'axe de l'enseignement universitaire dans les pays arabes	221
Tableau 59	Domaines proposés pour le développement et le changement dans l'éducation générale et l'enseignement universitaire selon les groupes de pays dans l'indice de développement humain	225

Liste des annexes

	Chapitre III.
Annexe 3. 1	Formulaire de collecte de données sur l'éducation générale dans les pays arabes
Annexe 3.2	Formulaire de collecte des données sur l'enseignement universitaire dans les pays arabes
Annexe 3.3	Nombre d'enseignants dans les pays arabes par sexe et cycle d'enseignement
Annexe 3.4	(a) Nombre d'écoles dans les pays arabes par cycle
	(b) Nombre d'écoles dans les pays arabes par secteur
	Chapitre IV.
Annexe 4. 1	Grille salariale des enseignants dans les pays arabes en trois étapes : salaire d'entrée dans la profession, salaire à mi-carrière et salaire en fin de carrière
Annexe 4.2	Part de l'étudiant dans les dépenses d'éducation dans un certain nombre de pays arabes en monnaie locale
Annexe 4.3	Programmes du calendrier national dans les pays arabes
Annexe 4.4	Pourcentage des jeunes âgés de 15 à 24 ans sans emploi, sans éducation ou formation dans les pays arabes
Annexe 4.5	Répartition des pays arabes selon le niveau de réalisation des valeurs standard des indicateurs des processus d'enseignement et d'apprentissage
Annexe 4.6	Répartition des pays arabes selon le niveau de réalisation des valeurs standard des indicateurs de résultats d'apprentissage et d'enseignement
	Chapitre V.
Annexe 5. 1	Nombre d'établissements d'enseignement universitaire publics et privés dans les pays arabes
Annexe 5.2	Nombre d'étudiants par discipline dans chaque pays
	Chapitre VI.
Annexe 6. 1	Indice de développement humain pour les États arabes 2023

Résumé exécutif



Résumé exécutif

Contexte du projet de recherche :

La qualité s'est imposée comme un cadre d'action stratégique au niveau international, auquel chaque système éducatif dans le monde est tenu de se conformer. Elle figure clairement dans le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, qui comprend dix-sept objectifs, dont le quatrième est consacré à l'éducation et énonce ce qui suit : « Garantir à tous une éducation de qualité, inclusive et équitable, et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Cet objectif stratégique intègre deux cibles fondamentales, à savoir la généralisation de l'éducation pour tous et la qualité de l'éducation. Sept cibles relèvent de cet objectif, que tous les États membres des Nations Unies se sont engagés à atteindre d'ici 2030.

Cet engagement a rendu nécessaire l'accélération des efforts visant à améliorer la qualité de l'éducation et à renforcer les opportunités offertes à tous, afin que chaque individu bénéficie d'un enseignement équitable et de qualité. Dans ce cadre, le Centre régional pour la qualité et l'excellence de l'éducation s'emploie à jouer pleinement son rôle en menant la présente étude, qui vise à analyser l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes, ainsi que les mécanismes de régulation et de mise en œuvre, et à promouvoir l'apprentissage mutuel autour des meilleures pratiques en matière de qualité de l'éducation aux niveaux régional et mondial. Cette étude contribue également à diffuser, parmi les différents acteurs de l'éducation dans les pays arabes, les contenus des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 liés à l'objectif 4 et à ses cibles, et à formuler des propositions d'amélioration et de développement de l'éducation à partir des indicateurs de qualité de l'éducation dans les pays arabes.

L'étude comprend sept parties couvrant les chapitres allant du premier au sixième, auxquels s'ajoute une septième partie consacrée aux rapports de cas propres à chaque pays arabe, ainsi qu'un résumé exécutif. Le présent rapport constitue la première édition d'un rapport sur la qualité de l'éducation dans les pays arabes. Il propose un modèle susceptible d'être adopté et enrichi dans les futurs rapports nationaux arabes. Il constitue également un document de référence important et un apport significatif à la bibliothèque scientifique du Centre régional pour la qualité et l'excellence.

Chapitre 1

Ce chapitre présente le cadre général de l'étude et du projet de recherche, en exposant l'importance du rapport sur l'état de la qualité de l'éducation, ses objectifs généraux et spécifiques, ainsi que ses limites spatiales et temporelles. Il précise la méthodologie de collecte des données, fondée sur deux approches. La première est une approche théorique et documentaire, basée sur l'exploitation des sources d'information disponibles sur l'éducation dans les pays arabes, qu'il s'agisse des rapports et données publiés sur les sites des ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans les pays arabes, ou de ceux émanant d'organismes internationaux et régionaux.

La seconde approche, de nature appliquée et empirique, constitue la partie centrale de cette étude analytique. Un questionnaire a été élaboré pour la collecte des données relatives à l'éducation de base dans les pays arabes. Ce questionnaire est divisé en deux sections :

a) Une section consacrée à l'éducation de base, comprenant des informations sur les systèmes éducatifs et leurs cadres législatifs, ainsi qu'une partie relative aux statistiques de l'éducation et aux indicateurs d'éducation (taux de scolarisation, indicateurs d'efficacité interne et externe, environnement éducatif, etc.).
b) Une section consacrée à l'enseignement supérieur dans les pays arabes, qui comporte des données statistiques et des indicateurs sur les universités, ainsi que des informations sur les centres de recherche scientifique, les recherches produites et les revues et périodiques scientifiques publiés par les universités. Les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur des pays arabes ont rempli ces questionnaires en fonction des données disponibles.

Chapitre 2

Ce chapitre est consacré à la population, au développement humain et à leurs caractéristiques dans les pays arabes. La population des pays arabes présente des traits similaires qui se répercutent sur l'éducation et sur le niveau des services sociaux. Elle se caractérise par une structure démographique jeune et par une forte mobilité, illustrée, par exemple, par la main-d'œuvre étrangère dans les pays du Golfe, les migrations et déplacements internes des campagnes vers les villes, ainsi que les migrations externes liées aux conflits ou aux problèmes environnementaux tels que les inondations, la désertification, etc.

Ces caractéristiques, ainsi que les conditions économiques, sociales et politiques, influencent le niveau de développement humain et, par conséquent, la position de chaque pays dans l'Indice de développement humain, lequel est mesuré à partir de dix indicateurs regroupés en trois dimensions : un niveau de vie décent, une vie longue et en bonne santé, et l'acquisition de connaissances. Les pays arabes sont ainsi répartis en quatre catégories : « développement humain très élevé », «développement humain élevé », « développement humain moyen » et « développement humain faible ». Les chapitres suivants, qui traitent des indicateurs de l'éducation et de l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes, montrent à quel point ces niveaux de développement humain se reflètent directement sur l'éducation.

Chapitre 3

Le contenu de ce chapitre s'inspire du cadre conceptuel de la qualité élaboré par l'UNESCO pour aider les pays à orienter leurs politiques et leurs pratiques en vue de garantir une éducation de qualité. Ce cadre permet de mettre en perspective les principaux éléments des systèmes éducatifs (intrants, processus et résultats) et d'analyser la manière dont ils interagissent, à travers leurs différentes dimensions, dans les processus d'enseignement et d'apprentissage qui déterminent directement la qualité de l'éducation. Il propose également un ensemble d'indicateurs applicables à tous les systèmes éducatifs, en tenant compte des spécificités de chaque contexte national. Le chapitre met particulièrement l'accent sur l'un des éléments clés, à savoir les intrants de l'éducation : systèmes, lois, politiques, ressources financières, matérielles et humaines. La plupart des pays arabes se sont engagés à offrir une éducation pour tous et à garantir la gratuité de l'enseignement pour tous les enfants en âge de scolarité obligatoire, à travers des cadres législatifs et réglementaires, un effort financier en faveur de l'éducation de base, la mobilisation de ressources humaines qualifiées et la mise en place d'un environnement éducatif approprié pour tous les élèves. Cet engagement s'illustre par la quasi-généralisation de l'enseignement de base, l'ouverture de possibilités d'inclusion pour les élèves à besoins éducatifs particuliers, ainsi que par la réalisation d'une certaine égalité des chances entre les sexes. Toutefois, un pourcentage d'enfants en âge de scolarité (14%) reste encore en dehors de l'école, un taux supérieur à la moyenne mondiale estimée à 8,8%.

Chapitre 4

Ce chapitre se rapproche davantage de l'évaluation de la situation éducative, en adoptant la perspective des processus d'enseignement et d'apprentissage, des résultats de l'éducation et de ses retombées sociales et économiques attendues. Il s'appuie sur des critères explicites, au premier rang desquels figurent les cibles de l'Objectif de développement durable 4 et les engagements des pays arabes à les atteindre. Les indicateurs relatifs aux processus d'enseignement et d'apprentissage montrent que le temps d'apprentissage dont disposent les enfants dans les écoles des pays arabes est inférieur à la moyenne mondiale, et qu'il existe par ailleurs de fortes disparités entre pays arabes en matière de temps d'apprentissage annuel, ce qui influe sur l'acquisition des compétences et des connaissances dans les différentes disciplines. Les enseignants des pays arabes assurent, en moyenne annuelle, un volume d'heures d'enseignement supérieur à celui de leurs homologues des pays développés. Cependant, certains pays arabes ont pu, grâce à leurs ressources financières et à la croissance de leur économie, offrir de meilleures conditions aux enseignants en termes de charge d'enseignement et de politiques de promotion et de développement professionnel. La tendance générale va vers la construction d'une image plus professionnelle du métier d'enseignant, à travers

des politiques de sélection et de recrutement, ainsi que des dispositifs variés de formation et de développement professionnel.

Les curricula des pays arabes demeurent largement structurés selon un modèle traditionnel de répartition des disciplines (éducation religieuse, langues, sciences sociales, mathématiques, sciences), l'informatique ayant été introduite comme matière autonome. Les domaines de vie contemporains sont peu présents comme choix clairement identifiables dans les programmes, bien que certains pays aient pris des initiatives pour se rapprocher des exigences du XXIe siècle. Les matières d'éducation religieuse et de langue arabe constituent un dénominateur commun entre les pays arabes. Les autres matières s'articulent autour de trois grands axes : les langues étrangères ; les mathématiques, les sciences et les technologies de l'information ; et les sciences humaines et sociales. Les thématiques de la citoyenneté mondiale, des valeurs de paix, de sécurité sociale et de coexistence sont intégrées soit sous forme de matières distinctes, soit de manière transversale dans les disciplines et les activités scolaires et extrascolaires.

Les niveaux et la nature des résultats de l'enseignement de base varient selon les contextes politiques, économiques et sociaux des pays arabes. Les conflits internes et régionaux, l'insécurité, les mouvements de déplacement et de réfugiés, ainsi que la faible capacité des systèmes éducatifs à maintenir les élèves dans le système ont affecté plusieurs indicateurs, notamment le nombre d'années passées à l'école et les taux d'achèvement de la scolarité. Des écarts se manifestent également entre les sexes, entre l'enseignement public et privé, et entre les différents niveaux d'enseignement.

La capacité des indicateurs éducatifs à rendre compte des acquis cognitifs des élèves reste limitée, alors même que ces acquis sont étroitement liés aux pratiques pédagogiques, à la disponibilité des ressources financières et humaines, ainsi qu'aux politiques et mesures mises en œuvre. Cette limite tient en grande partie au manque de données sur les performances des élèves dans les matières fondamentales comme la lecture et les mathématiques. L'évaluation des résultats de l'éducation, bien que disposant d'infrastructures de base, n'a pas encore atteint un degré de maturité suffisant pour fournir une base d'information robuste pour le pilotage des systèmes éducatifs. Il existe néanmoins des signaux positifs, comme la participation de plusieurs pays arabes aux évaluations internationales, qui permet de situer la compétitivité de leurs résultats éducatifs sur la scène mondiale.

Chapitre 5

Ce chapitre porte sur l'enseignement universitaire et présente la situation de l'éducation dans les pays arabes à ce niveau, sous l'angle de l'enseignement académique et scientifique, d'une part, et de la recherche scientifique, d'autre part. Les données montrent que la plupart des pays arabes se sont dotés de plans stratégiques pour le développement de l'enseignement supérieur, comprenant l'exploration des possibilités d'amélioration du secteur, y compris pour l'enseignement technique et appliqué pré-universitaire.

Les établissements d'enseignement supérieur se sont développés et diversifiés dans la plupart des pays arabes, avec une contribution notable du secteur privé à cette expansion, permettant de répondre à une demande croissante d'accès à l'enseignement supérieur. Les institutions d'enseignement pré-universitaire jouent un rôle important dans la création d'opportunités d'emploi variées répondant aux besoins du marché du travail, tout en maintenant, pour certaines, des passerelles flexibles vers l'enseignement universitaire.

Les opportunités d'accès à l'enseignement supérieur varient sensiblement d'un pays arabe à l'autre. L'expansion du secteur privé y est pour beaucoup, certains pays ayant permis à ce secteur d'investir dans l'enseignement supérieur, tandis que d'autres y ont été plus réservés. Les systèmes d'enseignement supérieur de plusieurs pays arabes témoignent d'initiatives intéressantes consistant à introduire des filières scientifiques contemporaines pour répondre aux exigences du XXIe siècle, telles que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les énergies renouvelables ou la robotique.

Les écarts sont également marqués en matière de recherche scientifique au sein des universités, qui constituent pourtant le principal cadre institutionnel de la recherche. Certains pays ont achevé la phase de mise en place des capacités et des infrastructures nécessaires (centres de recherche diversifiés, personnels qualifiés), tandis que d'autres restent en deçà du niveau requis.

D'une manière générale, l'ensemble des pays arabes souffre d'un déficit de données sur la production scientifique et sur le niveau de qualification des chercheurs. Les données disponibles montrent un volume de production scientifique globalement inférieur à la moyenne mondiale.

Les indicateurs relatifs au classement international de certaines universités arabes mettent en lumière le niveau atteint par ces institutions. Les résultats des classements régionaux et internationaux des universités arabes montrent des points forts et des points faibles. Dans leur ensemble, la majorité des universités arabes se situent à des rangs inférieurs à ceux de leurs homologues mondiales. Cependant, certaines universités arabes occupent des positions honorables dans différents classements, fournissant ainsi des indications précieuses sur les facteurs de réussite et d'excellence dont peuvent s'inspirer les autres établissements.

Chapitre 6

Ce chapitre présente les principaux résultats du projet de recherche sur l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes et propose une vision opérationnelle des principaux axes de changement possibles et des priorités de développement que le projet suggère aux pays arabes d'engager à court terme. L'Indice de développement humain et la typologie des pays arabes qui en découle sont mobilisés dans ce chapitre pour synthétiser les principaux résultats des chapitres 2, 3, 4 et 5.

Le chapitre examine le degré d'atteinte des valeurs de référence de 45 indicateurs relatifs à l'éducation et à la qualité de l'éducation, afin de mesurer la proximité ou l'éloignement des pays arabes par rapport à ces normes et de dresser un tableau d'ensemble de leurs systèmes éducatifs. Cette analyse a permis de tracer une feuille de route pour les différents groupes de pays selon leur niveau de développement humain, ainsi que pour chaque pays pris individuellement. Cette feuille de route identifie les priorités urgentes et les domaines de changement possibles autour de cinq axes : cadres juridiques et législatifs, ressources allouées à l'éducation, processus d'enseignement et d'apprentissage, résultats de l'éducation, enseignement supérieur.

Chapitre 7

Ce chapitre regroupe les rapports nationaux sur la qualité de l'éducation dans les pays arabes. Il présente, pour chaque pays, une synthèse statistique incluant les principales données démographiques, les caractéristiques du système éducatif, les statistiques relatives aux élèves et les indicateurs éducatifs étudiés dans le projet de recherche, ainsi que la position de chaque pays pour chacun de ces indicateurs au regard des valeurs de référence.

Executive Summary

Background

Quality has become an international strategic goal required in every educational system in the world. This is highlighted in the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development, which includes seventeen goals, including the fourth goal (quality education). This requires "ensuring inclusive and equitable quality education and promoting lifelong learning opportunities for all.". This strategic goal realizes two primary objectives: universal education for all and quality education. Seven targets underline this goal that all UN member states have committed to implementing by 2030. Commitment for achieving quality education called for accelerating the pace of work to improve education and enhance opportunities for all so that every individual can enjoy an equitable and quality education. Therefore, the Regional Center for Quality and Excellence in Education seeks to play its anticipated role by implementing the current study that aims to identify the reality of education quality in Arab countries; and it works to enhance exchange experiences of best practices in the quality of education. The case study contributes to disseminating the content of the 2030 Sustainable Development Goals related to the fourth goal and its objectives among various stakeholders concerned with education in Arab countries, thus formulating proposals to improve and develop education through educational indicators for the quality of education in Arab countries.

Chapter 1

Includes general framework of the study and research project which describes the importance of the research report for the state of education quality, the main and sub-objectives, and the limitations (spatial and temporal) of the report. The chapter explains the data collection methodology, which relied on two approaches. The first is the theoretical research aspect, which relies on exploring available information sources on education in Arab countries. This includes: gathering and reviewing reports and data available on the websites of ministries of education, ministries of higher education and scientific research in Arab countries, data available on the websites of international and regional bodies such as UNESCO, UNICEF, the UNDP, the World Bank, ALECSO, and others. The applied approach constituted the most important part of this analytical study. A collecting data questionnaire was designed which was divided into two sections: a) A section on general formal education, required information on education systems and legislation. It also entails statistics, as well as education indicators on enrolment in education, internal and external efficiency of education, and the available environment. b) A section on higher education in Arab countries, which required statistical data on universities, as well as data on research centers in these universities, and periodicals and journals issued by the universities. Ministries of Education and Ministries of Higher Education in Arab countries completed the questionnaire affording available data in higher education.

Chapter 2

This refers to population, human development, and their conditions in Arab countries. The populations of Arab countries share similar characteristics that influence education and the level of social services, characterized by a young and dynamic population and active population movement. For example, migrant workers in Gulf States, internal migration and displacement from rural to urban areas in African Arab countries, and external migration due to conflicts or environmental problems such as floods, desertification, or others. These economic, social and political characteristics and conditions are reflected in the level of human development and therefore in each country's position in the Human Development Index (HDI). The Index is composite index focusing on three basic dimensions of human development: to lead a long and healthy life, the ability to acquire knowledge, and the ability to achieve a decent standard of living. According to this Index, countries are divided into four groups: "Very High Human Development", "High Human Development", "Medium Human Development" and "Low Human Development." The following chapters, which deal with education indicators and the state of education quality in Arab countries, emphasize how these levels of human development are directly reflected in education.

Chapter 3

This chapter is framed by UNESCO's quality of education framework, which supports countries in rationalizing their policies and processes to achieve educational excellence. The framework clarifies the essential components of education systems—inputs, processes, and outputs—and how their interaction shapes teaching and learning, thereby determining overall quality. It also provides a set of indicators applicable across diverse contexts, while allowing for national specificities. The chapter concentrates on the inputs of the educational process, encompassing laws, regulations, policies, and financial, material, and human resources. Most Arab countries have pledged to ensure educational opportunities for all, enshrining free education for children in legislative agendas, committing public expenditure to education, allocating qualified personnel, and creating inclusive environments for all student groups. Evidence suggests that many Arab countries are close to achieving universal basic education, expanding opportunities for students with disabilities, and promoting gender equality. Nevertheless, challenges remain: approximately 14% of school-age children are still out of school, a figure that surpasses the global average of 8.8%.

Chapter 4

This chapter emphasizes the assessment of educational reality in Arab countries through the lens of educational processes, learning outcomes, and anticipated social and economic returns. The evaluation is guided by clear criteria, most notably the objectives of Sustainable Development Goal 4 and the commitments undertaken by Arab states to achieve them. Indicators related to teaching and learning reveal that the amount of instructional time available to children in Arab schools is below the global average, with significant disparities among countries. These variations underscore factors that shape the acquisition of knowledge and skills in core academic subjects. Teachers in Arab countries generally spend more hours teaching annually than their counterparts in developed nations. Nevertheless, several countries have leveraged financial resources and economic growth to improve teachers' working conditions, including teaching loads, promotion policies, and professional development. Overall, the prevailing trend is to enhance the professional image of teaching through policies on recruitment, appointment, and continuous training.

Curricula across Arab countries largely follow a traditional structure, dividing subjects into religious education, languages, social studies, mathematics, and science. Information technology has been introduced as a distinct subject, yet contemporary life issues remain insufficiently integrated, despite efforts in some countries to align with twenty-first century developments. Religious education and Arabic language constitute common elements across the region, while other subjects emphasize foreign languages, mathematics, science, information technology, humanities, and social studies. Concepts such as global citizenship, peace, social security, and coexistence are incorporated either as independent subjects or embedded within curricular and extracurricular activities.

The quality and level of basic education outcomes vary according to political, economic, and social contexts. Internal and regional conflicts, insecurity, displacement, and refugee movements, combined with systemic inefficiencies and weak learner retention, have negatively affected indicators such as school attendance and completion rates. Inequalities have also emerged, including gender disparities, differences between public and private education, and variations across educational stages. The capacity of indicators to capture students' cognitive outcomes—closely tied to teaching practices, resource availability, and policy measures—remains limited due to scarce data on performance in core subjects such as reading and mathematics. Although infrastructure for assessment exists, evaluation mechanisms have not yet matured sufficiently to provide a comprehensive evidence base for educational planning. Nonetheless, progress is evident in the participation of several Arab countries in international assessments, which allows for benchmarking and highlights the competitiveness of educational outcomes on the global stage.

Chapter 5

It addresses university education and examines the educational situation in Arab countries at this level, distinguishing between academic and scientific instruction on the one hand, and scientific

research on the other. Evidence indicates that most Arab countries have developed strategic plans for higher education, exploring prospects for growth in the sector and its links with pre-university applied and technical education. Institutions of higher learning have expanded across various disciplines, with the private sector playing a significant role in this expansion to meet the rising demand. Pre-university institutions also contribute by offering employment opportunities aligned with labor market needs, while maintaining flexible pathways to university education.

Opportunities for university education differ considerably among Arab countries, largely due to the role of the private sector. In some cases, policies have encouraged private investment in higher education, whereas others have approached this trend with caution. Moreover, several Arab university systems have introduced initiatives to establish contemporary scientific disciplines that respond to the demands of the twenty-first century, including artificial intelligence, cybersecurity, renewable energy, and robotics. Marked disparities also exist in the field of scientific research, with universities serving as the primary incubators. Some countries have completed capacity-building efforts and established research infrastructure, including specialized centers and qualified personnel, while others remain below the required threshold. A common challenge across all Arab countries is the absence of comprehensive databases on research output and the qualifications of human resources. Available data further reveal that scientific production generally falls short of global standards.

Regional and international rankings of Arab universities highlight both strengths and weaknesses. Overall, most institutions lag behind their global counterparts. Nevertheless, a number of Arab universities achieve commendable positions, offering valuable indicators of success factors that can serve as models for excellence in the development of higher education across the region.

Chapter 6

The most important findings of this research project on the state of education quality in Arab countries provide a practical vision of the important possible routes of change and development priorities that the project suggests Arab countries should initiate in the near future. The Human Development Index referred to earlier in this summary are employed in reviewing the most important findings in chapters two, three, four and five. This clarifies the extent to which the benchmark values of the 45 indicators have been achieved, in order to identify how much close or how much far Arab countries are from achieving the benchmark values, which allow to draw a portrait of the education system and its features. This vision has contributed to drawing a vision map for each group of countries according to the level of human development index, and for each country individual. It includes a vision of urgent and pressing priorities and possible areas of change in five areas: legal frameworks and regulations – resources allocated to education – teaching and learning processes – educational outputs – university education.

Chapter 7

Countries profiles, including a comprehensive statistical summary for each country. It briefly reviewing the most important data on population, education system, student statistics, educational indicators reviewed in the research project, as well as each country's position in each indicator compared to the reference benchmark values.

Chapitre

Cadre général



Chapitre I.
Le cadre général du rapport périodique sur l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes

Introduction :

L'éducation a été et demeure un moteur de changement, ainsi qu'un outil de réforme et de développement dans les différentes sociétés. C'est par elle que commence la formation de l'individu, la construction de ses valeurs et de ses orientations, ainsi que l'acquisition de ses connaissances et de ses compétences, et c'est aussi par elle que les sociétés se constituent et bâtissent leur présent et leur avenir. Les niveaux de croissance dans les sociétés et l'étendue de leurs progrès ont toujours été liés à l'ampleur du développement et des progrès de l'éducation, et ont été influencés par la façon dont elle est planifiée, gouvernée pilotée. Dans la mesure où les institutions éducatives « produisent » des compétences et des expertises capables d'innover et de créer, et de contribuer à l'élévation du niveau économique de la société, elles conduisent—lorsqu'elles offrent un enseignement de qualité—à une vie saine et durable, et donc à la formation d'une société productive et durable.

En conséquence la qualité s'est imposée avec force dans le système éducatif, en tant que mécanisme d'arbitrage efficace et adapté aux différents programmes d'enseignement, permettant d'apprécier leur capacité à répondre aux exigences de l'époque, à accompagner ses évolutions, et à construire l'être humain en soutenant son développement durable. Au cours des dernières décennies, la communauté internationale a commencé à élaborer des cadres stratégiques et opérationnels pour évaluer la qualité de l'éducation afin de garantir l'atteinte de ses objectifs et de ses finalités majeures. Ces cadres ont été fondés sur un ensemble de visions stratégiques mondiales pour l'éducation, notamment le document « Cadre de Dakar pour l'éducation pour tous d'ici 2015 » (UNESCO, 2000), suivi par l'Agenda 2030 pour le développement durable (Nations Unies, [U.N] 2015), dans lequel l'éducation a émergé comme un objectif distinct (le quatrième objectif : une éducation de qualité), suivi par la Déclaration d'Incheon et le Cadre d'action pour atteindre le quatrième objectif de développement durable de l'éducation jusqu'en 2030 (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], 2016). Ainsi, les exigences pour atteindre une éducation de qualité pour la réforme et le développement étaient fondées sur les recommandations de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, lorsque les États membres ont adopté l'Agenda pour le développement durable à l'horizon 2030 (Nations Unies, 2015). Cet agenda comprend dix-sept objectifs, dont le quatrième relatif à l'éducation, qui stipule :

"Assurer une éducation équitable et inclusive de qualité pour tous et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous."

Cet objectif se décline en sept indicateurs :

- Cible 4.1 : « D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile et pertinent".
- Cible 4.2 : « D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire ».
- Cible 4.3 : « D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel et tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable ».
- Cible 4.4 : « D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat ».
- Cible 4.5 : « Dici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assure l'égalité l'accès à tous les niveaux de l'éducation et de la formation professionnelle,

pour les personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable ».

- Cible 4.6 : « D'ici à 2030, faire en sorte que tous les jeunes et une proportion substantielle d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter ».
- Cible 4.7 : « D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité entre les sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable ».

Dans ce cadre mondial, les pays arabes coordonnent leurs efforts afin d'atteindre des objectifs communs et d'honorer leurs engagements aux niveaux régional et international. Cette dynamique exige d'accélérer les initiatives visant à améliorer la qualité et les opportunités accessibles à tous malgré les défis, afin de « reconstruire en mieux », ce qui implique de renforcer la coopération et la coordination aux plans local, régional et international (Centre régional pour la qualité et l'excellence en éducation, 2020a).

Le présent projet de recherche vise, à travers l'identification de la réalité de la qualité de l'éducation dans les pays arabes, de son cadre de référence, ainsi que des mécanismes d'organisation et de mise en œuvre, à préparer un rapport complet sur l'état de la qualité dans ces pays, à la lumière des normes et tendances internationales. Conformément aux exigences du Centre Régional pour la Qualité et l'Excellence en éducation (Royaume d'Arabie saoudite), le cadre actuel comprend les axes suivants:

1. Objectifs principaux et secondaires
2. Importance de étude
3. Limites de l'étude
4. Démarche méthodologique
5. Concepts de Base
6. Chapitres du rapport

Ce rapport s'appuie sur l'ensemble des sources et informations disponibles relatives à la qualité de l'éducation — ses indicateurs et ses méthodes de mesure — ainsi que sur les rapports et plans nationaux en vigueur dans les pays arabes. Il a pour objet de produire une analyse dédiée à la qualité de l'éducation dans la région, évaluée au regard de l'Objectif 4 des Objectifs de développement durable. Le rapport périodique sur l'état de la qualité, à la fois descriptif et analytique, contribuera à dessiner des perspectives pour l'avenir de la qualité éducative dans les pays arabes ; il constitue le premier numéro d'une série bisannuelle consacrée à cette thématique dans le monde arabe.

1. Objectif principal et sous-objectifs spécifiques

1.1. Objectif principal : élaborer un état des lieux de la qualité de l'éducation dans les pays arabes à la lumière des normes et tendances internationales contemporaines.

1.2. Sous-objectifs spécifiques :

a. Identifier l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes, son cadre de référence et les mécanismes d'organisation et d'application.
b. Renforcer l'apprentissage mutuel à partir des meilleures pratiques en matière de qualité de l'éducation au niveau régional et mondial, grâce à une lecture analytique des systèmes de qualité de l'éducation et des expériences dans un certain nombre de pays développés.
c. Contribuer à la diffusion du contenu des Objectifs de développement durable 2030 liés au quatrième objectif et à ses cibles.
d. Améliorer et développer l'éducation dans les pays arabes en s'appuyant sur des indicateurs éducatifs de la qualité de l'éducation.

2. Importance de étude:

a. examiner l'état de la qualité des systèmes éducatifs dans les pays arabes et fournit un retour d'information aux décideurs et aux responsables des ministères de l'éducation et de l'enseignement supérieur dans les pays ciblés.
b. fournir des indicateurs importants des changements dans divers domaines d'enseignement et d'apprentissage tels que les programmes, l'enseignement, l'infrastructure, etc., alertant ainsi les décideurs sur les effets et résultats des efforts de réforme et de menés au cours des périodes précédentes.
c. attirer l'attention des décideurs sur certains domaines qui nécessitent une amélioration, tels que les régions spécifiques, les niveaux d'éducation ou autres.
d. servir de référence pour les éditions futures consacrées à la qualité de l'éducation dans les pays arabes, en comblant une lacune des publications antérieures qui n'avaient pas traité spécifiquement cette thématique. Il mettra en lumière les opportunités, les défis et les bénéfices potentiels liés à la mise en œuvre d'une éducation de qualité, en s'appuyant sur les normes établies, le modèle arabe de qualité éducative et les tendances internationales en la matière.

3. Limites de l'étude :

3. 1. Limites spatiales :

a. L'étude est focalisée sur les ministères de l'éducation et les universités dans les pays arabes.
b. Elle couvre vingt-deux pays arabes à savoir : la République arabe d'Égypte, la République algérienne démocratique et populaire, l'État libyen, la République du Soudan, la République de Tunisie et le Royaume du Maroc. République de Djibouti, République des Comores, République islamique de Mauritanie, République d'Iraq, République somalienne République libanaise, État occupé de Palestine, Royaume hachémite de Jordanie, l'Arabie saoudite, République arabe syrienne, État du Koweït, Royaume de Bahreïn, Sultanat d'Oman, État du Qatar, Émirats arabes unis République du Yémen.

3. 2. Limites temporelles :

a. L'étude fournit un état des lieux de la qualité de l'éducation durant une période de temps remontant aux deux décennies précédentes.
b. Lorsque des indicateurs ou rapports nationaux et internationaux sont utilisés pour mesurer la qualité de l'éducation et pour établir des comparaisons entre pays, l'équipe sélectionne en priorité les versions les plus récentes des données et des indicateurs. Cette approche réduit le risque de biais temporel et assure une meilleure comparabilité des résultats au niveau régional et mondial.

4. Démarche méthodologique :

Le rapport suit l'approche descriptive et analytique pour examiner la qualité des systèmes éducatifs dans les pays arabes à la lumière des normes de qualité, des critères du modèle arabe de qualité et d'excellence en éducation, et des tendances internationales relative la qualité de l'éducation.

4. 1.Sources de collecte des données : L'étude s'appuie sur les sources suivantes :

Documents officiels publiés par des organisations régionales et internationales

- La publication des Nations Unies « Cadre d'indicateurs mondiaux pour les objectifs et cibles de l'Agenda 2030 pour le développement durable » (Nations Unies, 2020) et les indicateurs détaillés qui en découlent pour suivre les trajectoires de la qualité et ses programmes dans les pays arabes, ce document constituant un guide pour le suivi de l' Objectif 4 (« éducation de qualité »).
- La publication du Centre régional pour la qualité et l'excellence en éducation, intitulé « Qualité de l'éducation dans le monde arabe : indicateurs statistiques et comparaisons » (RCQE, 2016), qui comprend les principaux indicateurs de qualité liés aux intrants, processus et extrants

éducatifs. Ce rapport inclut également le suivi des indicateurs de qualité au niveau des pays arabes dans les mêmes cadres utilisés par les Nations Unies.

- Rapports éducatifs et études scientifiques nationales relatives à la qualité de l'éducation dans les pays arabes.
- Documents et comptes rendus des expériences internationales ayant pour objet la mise en place des programmes pour le renforcement de la qualité des systèmes éducatifs. La comparaison tiendra compte de plusieurs aspects tels que l'expérience des pays appliquant le système d'éducation de qualité, les pays ayant un niveau avancé d'éducation, etc.

Enquêtes de terrain : celle-ci inclut :
- Un formulaire de collecte de données sur l'éducation générale dans les États arabes, y compris des données sur le système éducatif, les statistiques des élèves et des enseignants et les indicateurs de base de l'éducation (annexe 3-1).
- Un formulaire de collecte de données sur l'enseignement universitaire dans les pays arabes, y compris les données relatives aux étudiants, aux enseignants et aux centres de recherche scientifique (annexe 3-2).

Indicateurs éducatifs liés à la qualité de l'éducation publiés dans les rapports des organisations internationales et régionales.

4. 2. Méthode de collecte des données :

a. Établissement d'une base de données de base pour les pays arabes, qui comprend comprenant trois volets : (a) population et développement humain, (b) enseignement général et supérieur, (c) indicateurs de qualité dans l'enseignement général et supérieur, en mobilisant les sources citées après vérification de leur fiabilité et de l'actualité des données.
b. Consultation des sites Web des ministères de l'éducation et des ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans les pays arabes et recensement de toutes les données disponibles relatives à l'éducation et aux indicateurs de qualité.
c. Identification des besoins fondamentaux les plus importants en matière d'informations et de données sur l'éducation et la qualité de l'éducation, et sollicitation directe des services concernés (rapports, statistiques non disponibles dans les bases constituées, indicateurs importants, politiques, plans et programmes)..
d. Communication avec les parties concernées dans les ministères de l'éducation des pays arabes par l'intermédiaire du Centre régional pour la qualité et l'excellence en éducation.
e. Mobilisation de toutes les sources officielles, scientifiques et éducatives mentionnées dans la section précédente
f. Soumettre les données qualitatives et quantitatives collectées à une méta-analyse d'aboutir à des conclusions statistiques précises et fiables.

5. Concepts de base :

Cette section traite les concepts de base inhérents à la qualité de l'éducation à savoir les concepts de qualité et d'indicateurs éducatifs.

5. 1. Qualité:

Sur la base de l'accord mondial sur le rôle de l'éducation et son importance dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable, la question de la qualité est devenue un enjeu mondial des systèmes éducatifs imposant à chaque pays un engagement moral et politique en raison de son appartenance à la communauté internationale et de sa contribution à la réalisation d'objectifs mondiaux. Le discours sur la qualité en éducation existait depuis des décennies, mais il est devenu une exigence explicitement formulée lors de la Déclaration « Éducation pour tous » (Dakar, 2000), dont l'objectif 6 stipule: améliorer tous les aspects qualitatifs de l'éducation et garantir l'excellence pour tous, de sorte que tous les apprenants obtiennent des résultats clairs et mesurables, notamment en lecture, écriture, calcul et compétences essentielles pour la vie» (UNESCO, 2000, p. 17).

Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous (UNESCO, 2004) fournit un cadre conceptuel qui inclut une définition opérationnelle de la qualité utilisable aux niveaux international, régional et local afin d'aider les États à rationaliser leurs politiques, actions et processus dans ce domaine (UNESCO, 2003). Il clarifie les principaux éléments des systèmes éducatifs et leurs interactions comme dimensions affectant les processus d'enseignement et d'apprentissage, et en conséquence, la qualité de l'éducation. Les éléments mentionnés comprennent :

a. les caractéristiques de l'apprenant : y compris les variables démographiques, l'accessibilité, l'assiduité, la préparation scolaire, les connaissances préalables, les obstacles à l'apprentissage.
b. Le contexte éducatif : Y compris les conditions économiques locales, les facteurs sociaux, culturels et religieux, les ressources publiques disponibles pour l'éducation, le soutien parental, les normes nationales, l'attitude des enseignants envers les processus d'apprentissage et les apprenants, le temps disponible pour l'enseignement et les devoirs.
c. Les intants et moyens facilitateurs, : les ressources humaines des enseignants, des gestionnaires et des mentors, le matériel d'enseignement et d'apprentissage, ainsi que l'infrastructure physique et les installations.
d. les processus d'enseignement et d'apprentissage incluent le temps d'apprentissage, les méthodes d'enseignement, l'évaluation, les incitations et l'intensité de la classe.
e. les résultats : Y compris les compétences en lecture et en calcul, les valeurs, les aptitudes à la vie quotidienne et les compétences créatives (UNESCO, 2004).

Ce cadre s'inspire de l'approche intrants–processus–extrants, tout en cherchant à la dépasser en portant attention à d'autres dimensions intégrées aux indicateurs d'éducation et de qualité, telles que le contexte d'apprentissage et les caractéristiques des apprenants. La qualité en éducation dépasse toutefois la seule considération des processus et des résultats (acquis des apprenants), car elle englobe aussi les caractéristiques des systèmes éducatifs, leur capacité à assurer justice et équité entre les apprenants selon leurs situations et besoins, et leur aptitude à réduire les écarts importants. Dans le cadre du programme de Dakar « Éducation pour tous », l'UNESCO a élaboré une documentation détaillée d'objectifs et de stratégies comprenant des cadres d'action régionaux et des indicateurs intégrant des preuves d'équité, mais ces éléments restent un chantier permanent dans l'espace éducatif international afin d'approcher une représentation aussi fidèle que possible.

5.2. Indicateurs éducatifs :

L'Encyclopédie internationale de l'éducation définit les indicateurs éducatifs comme des « statistiques descriptives des aspects clés de l'éducation qui permettent à ceux qui les utilisent d'évaluer et de suivre les écoles, les enseignants, les programmes et les étudiants » (Creemers & Kyriakides, 2010). Les systèmes éducatifs ainsi que les organisations internationales se sont engagés à utiliser et employer des indicateurs éducatifs comme outil d'évaluation et de réforme de l'éducation, en raison de leur capacité à révéler la dynamique des systèmes et des pratiques éducatives ; Ils sont également utilisés comme outil de suivi et de responsabilisation, parfois décrits comme des « systèmes d'alerte précoce » reflétant les « signes vitaux » du système éducatif.(Rodney Ogawa, Ed Collom, 1998).
L'importance et la fonction de l'indicateur éducatif réside dans la qualité de la donnée utilisée et dans le lien de cette donnée avec le rendement du système, en particulier les résultats des élèves (les extrants). L'utilisation d'un indicateur ne se limite donc pas à sélectionner des données et à leur appliquer un traitement statistique, mais suppose aussi de considérer la nature des données et la fonction de l'indicateur afin qu'il permette les opérations d'évaluation visées.

5. 2. 1: Les valeurs comparatives des indicateurs :

La collecte et l'analyse d'indicateurs exigent des points de référence permettant d'évaluer les résultats détaillés et la situation globale, ce qui revient à définir un étalon de comparaison entre dimensions d'un domaine ou d'un problème, et à comparer au modèle attendu afin de rapprocher progressivement la réalité du niveau souhaité (UIS, 2021). Ces références peuvent être des normes de performance

ciblées ou des niveaux à atteindre (objectifs), et elles constituent une technique utilisée pour soutenir la gouvernance, la redevabilité, l'amélioration de la qualité et l'efficacité.
Il devient alors nécessaire d'établir un cadre conceptuel pour chaque indicateur; Décrire sa signification et fixer ses limites. Il faut également indiquer comment l'indicateur ou l'équation statistique ou mathématique est calculé et formulé de manière transparente et claire pour tous les compilateurs. L'organisme chargé du suivi et de l'évaluation de la qualité de l'éducation publie donc des lignes directrices pour les indicateurs, en indiquant leur définition précise, leurs limites et leurs méthodes de calcul. Un soutien, un accompagnement et une formation sont également fournis aux personnes impliquées dans l'extraction d'indicateurs (voir par exemple, UNESCO Institute of Statistics [UIS], 2021).

5. 2. 2 : Organisation des indicateurs et cadres de calcul :

Les indicateurs dans l'éducation reflètent des niveaux variés allant du général aux niveaux spécifiques, qui sont directement liés à trois niveaux d'action en éducation (OCDE, 2022).

a. Niveau du système éducatif dans son ensemble. Les indicateurs à ce niveau sont généraux et agrégés ; comme le taux de participation à l'enseignement général de la population totale du même groupe d'âge, le taux d'obtention d'un diplôme d'études primaires ou la proportion d'élèves ayant une maîtrise minimale en mathématiques en deuxième et troisième années des examens nationaux. Ce niveau d'indicateurs donne une image générale de l'éducation aux décideurs en matière de politique éducative.
b. Le niveau des établissements et des services éducatifs, y compris les établissements d'enseignement et les écoles. Cela inclut également l'environnement éducatif au sein de ces institutions, tels que les salles de classe et les enseignants. Ceux-ci seront plus détaillés ; Par exemple, le taux d'élèves par enseignant aux niveaux primaire, préparatoire et secondaire, la densité d'une classe et l'espace disponible pour chaque élève dans la classe primaire. Ce type d'indicateur sert à identifier de nombreuses forces et faiblesses dans les intrants et les processus d'enseignement et d'apprentissage.
c. Le niveau des bénéficiaires de l'éducation et du système éducatif se rapporte également à des indicateurs détaillés mais plus précis qui peuvent nécessiter des enquêtes, des questionnaires, etc., tels que la classification des bénéficiaires de l'enseignement supérieur, le rapport entre les niveaux d'éducation des étudiants et leur milieu social, ou des opportunités dans l'enseignement supérieur pour les femmes selon la spécialisation scientifique).

6. Structure du rapport:

Le rapport se compose des chapitres suivants :

6.1. Chapitre I : Cadre théorique et opérationnel :

Cette section présente le cadre théorique et opérationnel du projet de recherche, incluant les objectifs de l'étude, son importance scientifique et pratique, les notions de qualité en l'éducation et d'indicateurs éducatifs, ainsi que les principales orientations internationales sur lesquelles s'appuie le travail analytique, en plus de la méthodologie de collecte et de traitement des données.

6. 2. Chapitre II : Population et développement humain :

Le projet de recherche comprend une lecture de la population et du développement humain dans les pays arabes. Notre lecture de ces deux aspects se reflète dans notre vision de l'éducation et son rôle dans le développement durable. Le chapitre fournit une image des efforts d'investissement de chaque pays dans des domaines tels que la santé, l'emploi, le bien-être, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que les dynamiques migratoires, en se concentrant sur la démographie et sur les défis du développement humain et leur lien avec l'éducation.

6. 3. Chapitre III : Indicateurs éducatifs :

Les indicateurs y sont abordés sous plusieurs angles : indicateurs globaux au niveau du système, et indicateurs plus détaillés au niveau du service éducatif, des bénéficiaires (élèves) ou des acteurs

(enseignants) (Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2022). Les indicateurs seront également considérés du point de vue du processus éducatif, en distinguant trois dimensions :

- Résultats d'apprentissage directs et mesurables
- Indicateurs des processus éducatifs, de la participation et des progrès au sein des niveaux d'enseignement
- Indicateurs de l'apport éducatif

6. 4. Chapitre IV : Qualité de l'éducation dans les pays arabes.

Le chapitre traite des efforts déployés pour assurer la qualité dans l'éducation, en étudiant les mécanismes de planification et d'organisation, et en mettant en évidence les résultats atteints, les leçons apprises et les expériences pionnières dans ce domaine. Il aborde également les défis, les faiblesses et les obstacles. Il se concentre notamment sur les extrants directs, les processus éducatifs, les intrants, l'état d'avancement vers les cibles de l'Objectif 4, les opportunités d'apprentissage pour les personnes à besoins spécifiques, et les initiatives régionales distinguées

6. 5. Chapitre V : Qualité de l'enseignement supérieur dans les pays arabes.

Ce chapitre examine l'état de la qualité dans l'enseignement supérieur, avec une étude comparative et interprétative succincte par pays.

6. 6. Chapitre VI : Résultats du projet de recherche sur l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes selon les normes internationales :

Cette partie rassemble la synthèse des résultats de l'étude (l'ensemble des chapitres précédents), concernant la qualité dans l'enseignement général, les indicateurs éducatifs, et la qualité dans l'enseignement supérieur.

6. 7. Profils des pays :

Ce livrable constitue une annexe au rapport principal comprenant un résumé en arabe et en anglais pour chacun des 22 pays, présentant les principaux indicateurs de l'état de la qualité dans le pays. Il inclut également un résumé exécutif en arabe et en anglais exprimant l'ensemble des résultats du projet sur l'état de la qualité.

Chapitre II
Population et développement humain



Chapitre II.
Population et développement humain

Introduction :

Les pays arabes constituent une région d'une importance stratégique majeure, tant sur le plan politique qu'économique. Cette position en a fait un centre d'attention privilégié pour diverses puissances nourrissant des ambitions économiques et géopolitiques. Leurs frontières s'étendent sur deux continents, l'Asie et l'Afrique, et dominent plusieurs mers et océans : l'océan Atlantique à l'ouest, l'océan Indien au sud, la mer Méditerranée au nord, ainsi que la mer Rouge bordant la péninsule Arabique. Cette dernière représente un corridor stratégique reliant l'Est et l'Ouest, abritant des points névralgiques tels que le canal de Suez au nord et le détroit de Bab al-Mandab au sud. Quant au golfe Arabique, qui s'étend du Shatt al-Arab en Irak jusqu'au golfe d'Oman, il occupe une position centrale sur les principales routes maritimes internationales et regroupe de nombreux ports ainsi que des stations de ravitaillement indispensables au transport aérien et maritime.

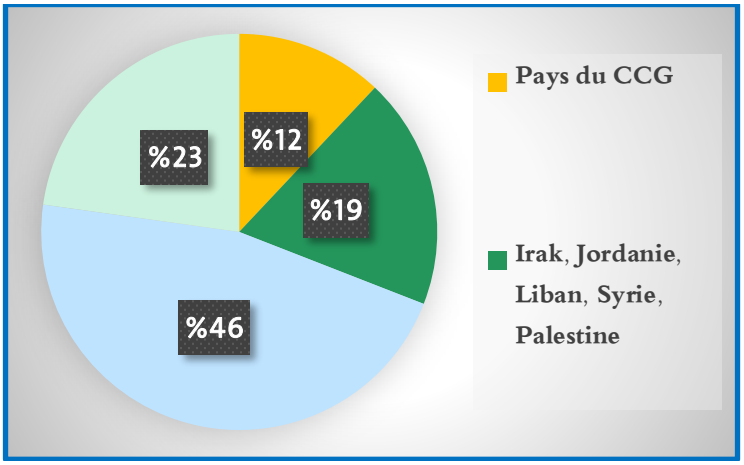
Les pays arabes disposent d'immenses richesses naturelles, notamment en minéraux, pétrole et gaz, ainsi que de vastes terres arables capables d'assurer la sécurité alimentaire de leurs populations pour de nombreuses générations. Pourtant, ces États sont confrontés à une multitude de défis internes et externes qui freinent le développement humain et économique, limitent leur capacité à répondre aux aspirations internationales et maintiennent certains d'entre eux en retrait. Aujourd'hui, le monde arabe est marqué par une succession de crises et de conflits, tant internes qu'internationaux. Outre le conflit arabo-palestinien avec Israël et ses lourdes conséquences pour les Palestiniens et l'ensemble du peuple arabe, la région est secouée par la guerre persistante au Yémen, le conflit interne en Syrie et la guerre actuelle au Soudan. Ces affrontements engendrent une instabilité chronique, provoquent des déplacements massifs de populations et accentuent les problèmes environnementaux, sanitaires et éducatifs. Ils entraînent également la destruction des infrastructures essentielles à la vie humaine, fragilisant l'agriculture, les ressources en eau et l'équilibre écologique. Malgré ces difficultés et la gravité des conflits, les perspectives de développement restent présentes. Les pays arabes disposent encore des moyens de surmonter leurs épreuves, de progresser sur la voie du développement humain et de résoudre leurs différends. La paix demeure possible dans l'ensemble du monde arabe, sans exception, à condition que les efforts soient conjugués pour transformer ces potentialités en réalités.

Ce chapitre propose un aperçu de la situation démographique dans les pays arabes et examine plusieurs indicateurs liés au développement humain. L'analyse s'appuie sur un large éventail de sources de données, notamment le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Institut de statistique de l'UNESCO, la Ligue des États arabes, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'Organisation mondiale de la santé. Elle mobilise également divers rapports et études portant sur la population, le développement humain, l'éducation et la culture. Par ailleurs, cette présentation intègre les indicateurs mondiaux définis dans les plans des organisations internationales, en particulier les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'objectif est de mettre en lumière la réalité du développement humain dans les pays arabes, de souligner les principales disparités entre eux et d'offrir une lecture comparative de leur situation démographique. Enfin, notre interprétation de la population et du développement humain se reflète dans notre conception de l'éducation, qui constitue le cœur du présent rapport. Le rôle de l'éducation dans la réalisation du développement durable sera approfondi dans les sections suivantes.

1. Caractéristiques de la population dans les pays arabes

1.1. Taille de la population

Le monde arabe regroupe 22 pays s'étendant sur une vaste superficie d'environ 14 millions de km^2 répartie entre l'Asie et l'Afrique. La partie africaine représente 74 % de cette superficie et comprend 10 États arabes. Parmi eux, l'Algérie est le plus grand pays avec 2,3 millions de km^2, tandis que les Comores sont le plus petit, avec seulement 2 034 km^2. La partie asiatique, qui couvre 26 % de l'ensemble, est dominée par l'Arabie saoudite avec près de 2,2 millions de km^2, alors que Bahreïn occupe la dernière place en termes de superficie, ne dépassant pas 760 km^2 (Jadallah, 2005). Sur le plan démographique, la région arabe présente une grande diversité selon l'âge, le sexe et les niveaux de vie. La population, estimée à environ 481 millions de personnes et 778 milles habitants, soit,5,8 % de la population mondiale totale en 2023 (Groupe de la Banque mondiale, 2022a). Près de 46 % des habitants se concentrent en Afrique du Nord et de l'Ouest, notamment en Égypte, en Libye, en Tunisie, en Algérie, au Maroc et en Mauritanie. Le reste est réparti entre le Croissant fertile, la côte orientale de l'Afrique, le Soudan et les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Figure1). L'Égypte est le pays le plus peuplé avec 114,536 millions d'habitants, tandis que les Comores comptent la population la plus réduite, avec environ 850 mille habitants.



Source : Groupe de la Banque mondiale, 2022A.

Figure 1 : Répartition de la population par région dans les pays arabes en 2022

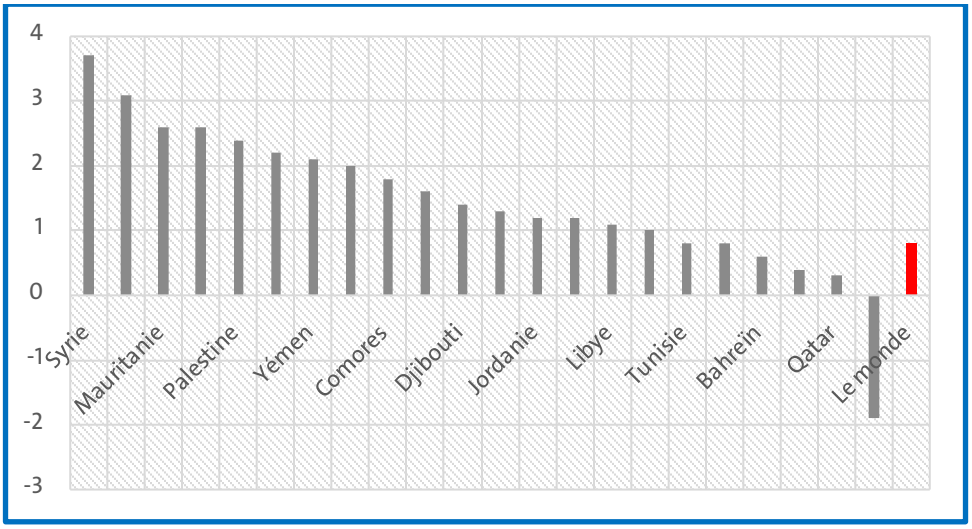
1.2- Croissance de la population :

Les statistiques révèlent que la croissance annuelle moyenne de la population dans les pays arabes atteint 1,5 %, soit 0,7 point de plus que la moyenne mondiale (Groupe de la Banque mondiale, 2022b). Selon les projections de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO, 2018), la population arabe devrait dépasser 521 millions d'habitants d'ici 2030. Cette dynamique démographique engendrera d'importantes pressions sociales, économiques et politiques, que les États arabes devront relever pour atteindre leurs objectifs de développement. Les tendances démographiques indiquent une augmentation du nombre de jeunes en âge de travailler, parallèlement au vieillissement progressif de la population. En 2030, la tranche des 25 à 59 ans comptera environ 226 millions de personnes, soit 43,3% de la population totale, tandis que les moins de 25 ans représenteront près de 47 % (CESAO, 2018).

Ces évolutions posent des défis majeurs mais ouvrent également des perspectives de développement qu'il convient de planifier et d'investir. L'éducation apparaît comme un levier central pour renforcer le capital humain et générer des retombées économiques et sociales durables. Les États arabes doivent, d'une part, accroître leurs investissements dans l'éducation, en améliorant son accessibilité et sa qualité, et en accélérant la mise en œuvre de politiques éducatives inclusives. L'objectif est de garantir une éducation de base universelle et de doter les apprenants des compétences

fondamentales adaptées aux exigences actuelles et futures. D'autre part, il est nécessaire de développer l'enseignement secondaire, professionnel et supérieur afin qu'il devienne un moteur de transformation et de diversification des opportunités d'emploi. Cela permettra de favoriser l'intégration productive des jeunes actifs sur le marché du travail et de réduire les niveaux de chômage, contribuant ainsi à un développement humain plus équilibré et durable.

La croissance démographique repose principalement sur deux facteurs : le taux de fécondité[1], mesuré par le nombre moyen d' enfants par femme, et le taux de mortalité. Ces deux indicateurs sont étroitement liés au niveau de santé, à la qualité des soins disponibles, ainsi qu'au degré d'éducation et de sensibilisation des populations, qui influencent directement leur évolution à la hausse ou à la baisse. Entre 2011 et 2021, les pays arabes ont enregistré une baisse des taux de fécondité, en raison notamment du recul de l'âge au mariage et du report de la maternité. Parallèlement, les progrès réalisés dans les services de santé et de protection sociale ont contribué à l'allongement de l'espérance de vie. Toutefois, cette dynamique reste inégale selon les pays : la croissance annuelle moyenne de la population varie généralement entre 1 % et 2 %, mais certains États connaissent des taux supérieurs à 3 %. C'est le cas de la Syrie et de la Somalie, où les taux atteignent respectivement 3,7 % et 3,1 % par an (Groupe de la Banque mondiale, 2022b).
La figure 2 illustre l'évolution annuelle de la population dans les pays arabes en 2022. [2]



Source : Groupe Banque mondiale, 2022b

Figure 2 : Augmentation annuelle de la population dans les pays arabes en 2022.

En Tunisie et aux Émirats arabes unis, les taux de croissance démographique avoisinent la moyenne mondiale (0,8 %), tandis que ceux du Royaume de Bahreïn et du Qatar se situent en dessous. Un autre groupe de pays arabes - comprenant le Maroc, la Libye, Oman, la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Algérie, Djibouti et les Comores - enregistre des taux de croissance inférieurs à 2 % par an. À l'inverse, certains États connaissent encore des taux supérieurs à 2,5 %, soit près de trois fois la moyenne mondiale : la Syrie (3,7 %), la Somalie (3,1 %), la Mauritanie et le Soudan (Groupe de la Banque mondiale, 2022b). Ces niveaux élevés de croissance démographique accentuent les pressions sociales et économiques dans ces pays et représentent un défi majeur pour atteindre les objectifs de développement durable. La situation du Liban se distingue nettement : le pays est le seul pays arabe à enregistrer une diminution de sa population, avec un taux de croissance négatif de -1,9 %. Les taux de fécondité y sont particulièrement faibles, atteignant 2,1 naissances pour mille femmes, tandis que

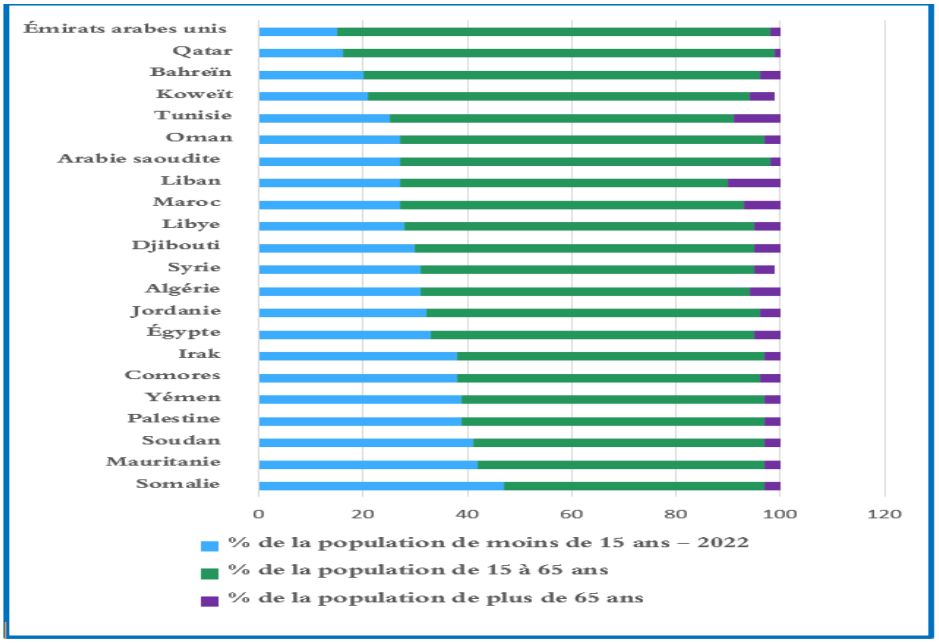
1 - Le nombre de naissances vivantes au cours d'une année donnée (ou le nombre moyen de naissances vivantes pour une période donnée) par millier de femmes en âge de procréer (âgées de 15 à 49 ans) de la population totale au milieu de l'année .
2 Le nombre de décès sur une période donnée divisé par les années/personnes vécues par la population pendant cette période. Il est exprimé par un chiffre qui est la moyenne annuelle des décès pour 1 000 habitants.

le taux de mortalité s'élève à 8 pour mille, contre une moyenne de 6 pour mille dans l'ensemble des pays arabes en 2021. En outre, en 2020, les émigrés représentaient environ 12,6 % de la population totale du pays (CESAO, 2022a).
Ces évolutions démographiques, contrastées d'un pays à l'autre, influencent directement la structure par âge des populations arabes, comme nous l'examinerons dans la section suivante.

1.3. Structure de la population selon l'âge

La figure 3 illustre la répartition de la population des pays arabes selon trois grands groupes d'âge : les moins de 15 ans, les 15 à 64 ans et les plus de 65 ans. Elle met en évidence une caractéristique essentielle de la région : une société majoritairement jeune, puisque la tranche des 15 à 64 ans représente environ deux tiers de la population (63%) (Groupe de la Banque mondiale, 2022c). Toutefois, cette structure démographique varie sensiblement d'un pays à l'autre, en raison notamment des mouvements migratoires, de l'afflux de travailleurs étrangers dans certains États et des flux de réfugiés dans d'autres. Les données disponibles pour 2022 montrent que la proportion d'enfants de moins de 15 ans atteint en moyenne 30 %. Ce taux est particulièrement élevé en Somalie (47%), en Mauritanie (42%) et au Soudan (41%). À l'inverse, les Émirats arabes unis (15 %) et le Qatar (16%) enregistrent les proportions les plus faibles, traduisant des dynamiques démographiques très contrastées au sein du monde arabe.

Ces pourcentages exercent une pression considérable sur les services sociaux essentiels, tels que la santé, l'éducation et la protection sociale. À long terme, toutefois, les dépenses dans ces domaines doivent être perçues comme un investissement stratégique dans le capital humain. Pour les pays à faibles revenus, elles constituent le levier le plus important pour favoriser la reprise sociale et renforcer le potentiel économique des populations.
Bien que les États arabes aient accompli des progrès notables pour assurer le bien-être de leurs citoyens et réduire les disparités dans l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la protection sociale, leurs efforts demeurent insuffisants au regard des ambitions fixées par les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. En comparaison internationale, la part des dépenses sociales dans les pays arabes reste nettement inférieure : en 2018, elle ne représentait que 8 % du PIB, contre une moyenne mondiale de 20%. De plus, la répartition de ces dépenses entre les différents groupes sociaux révèle un déséquilibre marqué : les enfants ne bénéficient que de moins de 5 % des dépenses publiques consacrées aux services sociaux (CESAO, 2022b).



Source: Groupe Banque Mondiale, 2022c

Figure 3 : Répartition de la population par groupe d'âge dans les pays arabes en 2022 (%).

La proportion de la population âgée de 15 à 65 ans varie sensiblement d'un pays arabe à l'autre. Dans les États du Golfe, elle atteint les trois quarts, voire davantage, de la population, en raison de l'afflux massif d'expatriés économiquement actifs. Dans les autres pays, ce pourcentage se situe généralement entre 60 % et 70 %, tandis qu'il est le plus faible en Somalie, où il ne dépasse pas 50 %. Cet indicateur constitue un atout démographique, car il reflète un potentiel humain susceptible de stimuler la croissance économique et de favoriser la création d'emplois. Toutefois, son impact reste tributaire de la capacité des économies nationales à générer des opportunités d'emploi et à mobiliser efficacement cette force de travail. La productivité dépend directement de la qualité du système éducatif et des compétences scientifiques et appliquées qu'il transmet. Elle repose sur l'adéquation entre les formations dispensées et les besoins du marché du travail, ainsi que sur la capacité de l'éducation à anticiper et à répondre aux exigences économiques de la société.

1.4. Population et migration vers et depuis les États arabes

La migration et le déplacement constituent l'une des caractéristiques majeures de la dynamique démographique dans les pays arabes. Ils englobent à la fois la migration internationale et les déplacements forcés ou volontaires, motivés soit par la recherche de moyens de subsistance, soit par les conflits régionaux et mondiaux. On distingue généralement trois formes de migration :

- La migration de travail, liée aux opportunités économiques.
- La migration forcée, provoquée par les conflits armés ou les catastrophes naturelles.
- La migration mixte (ou déportation), qui désigne les mouvements irréguliers de réfugiés, de demandeurs d'asile et d'autres personnes quittant leur pays en quête de protection internationale ou de meilleures conditions économiques.

En 2020, la région arabe a accueilli environ 41,4 millions de migrants et de réfugiés, soit près de 15 % du total mondial (United Nations Human Settlements Program – UN-Habitat, 2018).

1.4.1. Migration de main-d'œuvre : La migration de la main-d'œuvre constitue un phénomène généralement temporaire, qu'elle soit régulière ou irrégulière, et concerne principalement les personnes en âge de travailler. Elle vise avant tout à améliorer la situation économique des migrants dans leur pays d'origine. Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) accueillent environ 74 % de ces travailleurs, qui s'y installent principalement pour des raisons professionnelles. L'Arabie saoudite occupe la première place avec près de 13,5 millions de travailleurs migrants, suivie des Émirats arabes unis (8,7 millions) et du Koweït (3,1 millions). Plus des deux tiers de ces migrants appartiennent à la tranche d'âge active de 25 à 64 ans (CESAO, 2022a). Ces pays accueillent également les familles des travailleurs migrants, dont les enfants ont accès à l'éducation, soit dans des établissements privés relevant de leurs communautés, soit dans les écoles publiques, à condition de maîtriser la langue du programme officiel de l'État. Le choix du type d'école et la qualité de l'enseignement dépendent souvent des moyens financiers des familles. Certains pays imposent des restrictions : aux Émirats arabes unis, par exemple, le taux d'acceptation des enfants expatriés dans les écoles publiques est limité à 20 %. Bahreïn fait figure d'exception, puisqu'il admet tous les enfants expatriés sans frais de scolarité ; les élèves non-citoyens représentent ainsi la moitié des effectifs des écoles publiques (UNESCO, 2019a)

La migration de main-d'œuvre suscite une attention particulière dans les forums internationaux et régionaux, en raison de ses implications directes sur le développement et de ses effets positifs pour les pays d'accueil comme pour les pays d'origine. D'une part, l'arrivée d'individus hautement qualifiés contribue à dynamiser les économies d'accueil en soutenant la mise en œuvre de nombreux programmes stratégiques de développement. D'autre part, elle exerce un impact économique favorable sur les pays exportateurs, en réduisant les taux de chômage et en offrant des perspectives d'emploi à une partie de leur population active. Par ailleurs, les transferts financiers effectués par les travailleurs migrants vers leurs pays d'origine jouent un rôle essentiel : ils améliorent le niveau de vie des familles, contribuent à la réduction de la pauvreté et renforcent la résilience économique des

sociétés locales. Cependant, la migration de main-d'œuvre présente également des effets négatifs, tant pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil. Dans les États exportateurs, elle peut entraîner un épuisement de la main-d'œuvre qualifiée : une part importante des compétences et de l'expertise humaine quitte le pays pour chercher de meilleures opportunités à l'étranger et ne revient pas toujours. Cela se traduit par une baisse du rendement des investissements dans l'éducation et par une perte de capital humain hautement qualifié. Le Liban et le Maroc enregistrent les taux les plus élevés de migration qualifiée, avec un travailleur sur quatre exerçant à l'étranger (UNESCO, 2019a). Ce phénomène affecte directement le rendement externe de l'enseignement supérieur.
Dans les pays d'accueil, la présence massive de migrants crée une concurrence accrue sur le marché du travail. Ce phénomène a commencé à se manifester dans certains pays du CCG dès le milieu des années 1980 (CESAO, 2011) et demeure perceptible aujourd'hui. La concurrence des travailleurs expatriés a parfois réduit la capacité des citoyens à accéder à certains emplois et secteurs. Les taux de chômage parmi les nationaux ont ainsi augmenté, atteignant 12% aux Émirats arabes unis, environ 9% en Arabie saoudite et jusqu'à 6% au Koweït (OIT, 2024). Ces constats soulèvent des interrogations cruciales sur l'adéquation des systèmes éducatifs aux besoins du marché du travail et sur leur efficacité à former des compétences capables de rivaliser non seulement au niveau local, mais aussi sur les plans régional et international..

1.4.2. Migration rurale-urbaine : Les pays arabes connaissent un phénomène marqué d'urbanisation, caractérisé par la migration des populations des zones rurales vers les zones urbaines. Ce processus est particulièrement visible dans plusieurs États arabes et se traduit par une augmentation constante de la proportion de citadins par rapport à la population totale. En 2023, la population urbaine représentait en moyenne 60 % de l'ensemble des habitants des pays arabes, tandis que la population rurale poursuivait son déclin (Groupe de la Banque mondiale, 2023a).
La figure 4 illustre la répartition de la population dans les zones rurales des États arabes, mettant en évidence les disparités entre pays et la tendance générale à la concentration démographique dans les espaces urbains.

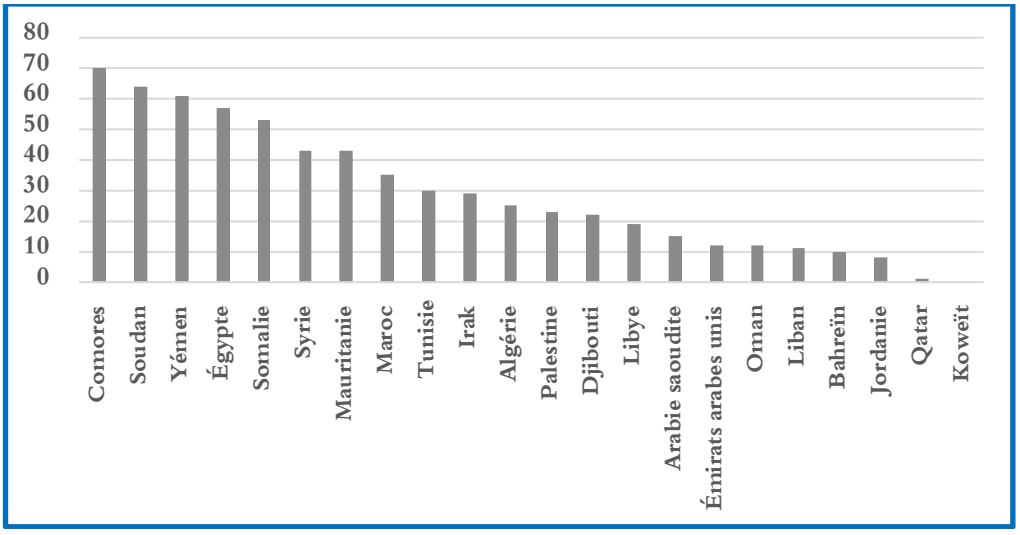


Figure 4 : Répartition de la population par groupe d'âge dans les pays arabes en 2022 (%)

Le déplacement des populations des zones rurales vers les zones urbaines varie selon les pays arabes et s'explique par des causes multiples. Parmi les principales raisons figurent l'effondrement des secteurs agricole et de la pêche, dont la productivité a décliné en raison d'une faible adaptation aux progrès technologiques, ainsi que la dégradation environnementale liée à la désertification, qui affecte négativement les ressources agricoles et animales. D'autres facteurs contribuent également à cette migration : la pauvreté, la discrimination et les inégalités, le manque d'opportunités d'emploi, le chômage, les bas salaires et l'accès limité à une éducation de qualité. Le niveau plus élevé des

services sociaux et des infrastructures dans les zones urbaines agit aussi comme un puissant facteur d'attraction.

Cette dynamique a entraîné une baisse notable de la part de la main-d'œuvre agricole dans les pays arabes, passée de 22,3 % en 2010 à 17,7 % en 2022 (Fonds monétaire arabe, 2023). Ces mouvements de population présentent à la fois des opportunités et des défis : ils traduisent une redistribution de la main-d'œuvre d'un secteur moins productif (agriculture rurale) vers des secteurs plus productifs (industrie et services), favorisant ainsi une croissance économique plus rapide et une productivité accrue. Cependant, la migration interne comporte également des dimensions sociales et environnementales qui nécessitent une attention particulière. Les migrants internes s'installent souvent durablement dans les régions où ils trouvent un emploi, ce qui exige une planification précoce et adaptée afin de créer des conditions favorables à leur intégration et de garantir un environnement propice à leur bien-être.

La migration des zones rurales vers les zones urbaines peut aider à visiter les opportunités des jeunes migrants pour obtenir une éducation, en particulier une éducation supérieure ou technique et professionnelle. En Tunisie, par exemple, 8% de la population émigre à l'intérieur pour obtenir une éducation. Des études en Égypte montrent que les enfants dont les parents quittent les zones rurales pour s'installer dans les villes sont plus susceptibles de poursuivre leurs études que leurs homologues ruraux (UNESCO, 2019). D'autre part, une telle migration peut avoir un impact négatif sur l'environnement physique de l'éducation en termes de nombre d'écoles, de surpopulation des salles de classe et de la forte proportion d'élèves parmi les enseignants, car davantage d'élèves se disputent des ressources limitées.

1.4. 3 Migration forcée : La migration forcée désigne le déplacement contraint de populations, qu'il s'agisse de mouvements transfrontaliers ou internes, provoqués par des conflits armés, des persécutions, des guerres, une instabilité politique ou encore des catastrophes naturelles menaçant la vie, telles que les tremblements de terre ou les inondations. Les statistiques indiquent que la région arabe du Machrek compte environ 2,1 millions de réfugiés. La Jordanie et le Liban figurent parmi les principales destinations de ces populations déplacées, en raison des conflits persistants dans leur voisinage. Le Liban accueille près de 870 000 réfugiés, tandis que la Jordanie en recense environ 703 000. Rapporté à leur population nationale, ces chiffres représentent l'un des taux les plus élevés de réfugiés par habitant dans le monde.[3] (CESAO, 2022A). En matière de déplacement interne − c'est-à-dire la migration à l'intérieur des frontières nationales − le nombre de personnes déplacées dans les pays arabes a atteint environ 17 millions en 2020. Près de 46 % de ces déplacés se trouvent dans les pays du Machrek arabe, principalement en République arabe syrienne et en République irakienne. Le groupe des pays arabes les moins avancés, comprenant le Yémen, la Somalie et le Soudan, a enregistré les plus fortes proportions de déplacés internes : environ 3,6 millions au Yémen, 2,9 millions en Somalie et 2,3 millions au Soudan. Ces déplacements sont la conséquence directe des conflits armés, des guerres internes, de l'insécurité et de l'instabilité persistante (CESAO, 2022a) [4] .

Les enfants constituent l'un des groupes les plus vulnérables face au déplacement interne forcé. Dans les zones de conflit, l' accès à des services éducatifs adéquats demeure extrêmement limité et semé de risques. Bien que le droit international impose aux États de répondre aux besoins

3 Ces chiffres n'incluent pas les Palestiniens enregistrés auprès de l'UNRWA en Jordanie ; République arabe syrienne ; La Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est; La bande de Gaza ; Et le Liban.

[4] Ces comptes n'incluent pas les personnes déplacées vers des pays arabes en raison de conflits provenant de pays voisins, par exemple, la Mauritanie a reçu en 2019 environ 57 000 réfugiés du Mali, dont 36 000 enfants de moins de 18 ans (UNESCO, 2019). Le Maroc, par exemple, a été confronté au problème des migrants d'Afrique subsaharienne qui arrivent au Maroc en cherchant à migrer vers l'Europe mais s'installent au Maroc et qui, selon les statistiques officielles, représentent environ 27 % de toutes les arrivées. En 2018, quelque 1600 enseignants ont été inscrits à des cours de formation organisés par des organisations de la société civile sur la langue et la culture marocaines.

éducatifs des enfants déplacés, le niveau réel de ces services reste souvent minimal. La crise syrienne illustre cette situation : environ 2,1 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés et 1,3 millions supplémentaires risquaient d'abandonner l'école (UNESCO, 2019a). L'insécurité a également poussé plus de 41 % des enseignants à quitter les zones de conflit, réduisant drastiquement les opportunités éducatives et compromettant la qualité de l'enseignement. Au Yémen, marqué par des conflits internes prolongés, près de 5% des enfants déplacés en âge scolaire n'ont aucune possibilité d'accéder à l'éducation. Les agences internationales et les organisations humanitaires tentent de pallier cette situation en mettant en place des projets éducatifs temporaires, principalement destinés aux enfants de moins de 13 ans (UNESCO, 2019). La situation est tout aussi critique au Soudan, où les affrontements dans la région du Darfour ont détruit de nombreuses écoles et laissé les autres dans un état de négligence. Dans le Kordofan méridional, plus de 21 % des établissements scolaires sont inutilisables. L'éducation y est assurée dans des espaces d'apprentissage temporaires gérés par des ONG et des agences des Nations unies (UNESCO, 2019).

2. Développement humain

Avant 1990, la conception classique de développement se limitait généralement à sa dimension économique, mesurée par le revenu issu du travail ou d'autres sources. Le développement humain, en revanche, dépasse cette approche matérielle. La relation étroite entre l'économie, le travail et le développement humain rend impossible toute séparation: le développement ne consiste pas uniquement à accroître le revenu individuel ou national, mais englobe également des aspects qualitatifs et matériels liés au bien-être des personnes. Selon la définition adoptée par les Nations Unies, le développement humain correspond à une amélioration souhaitable des conditions de vie des individus et à l'élargissement de leurs choix, afin de les rendre plus accessibles et utilisables dans leur quotidien (PNUD, 2015). Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) identifie trois dimensions fondamentales qui reflètent les besoins essentiels des populations à travers le monde : un niveau de vie adéquat, une vie saine et longue et la capacité d'acquérir des connaissances.

Les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 ont intégré ces dimensions dans leurs objectifs principaux, notamment :

- Objectif 3 : Assurer des modes de vie sains et le bien-être pour tous, à tout âge.
- Objectif 4 : Garantir une éducation de qualité, équitable et inclusive, et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie.
- Objectif 10 : Réduire les inégalités au sein des pays et entre eux.

Dans le cadre de l'Objectif 10, la cible 10.1 stipule la nécessité d'atteindre et de maintenir une croissance des revenus supérieure à la moyenne nationale pour les 40 % les plus pauvres de la population. Sur la base de ces dimensions fondamentales des choix humains, un ensemble d'indicateurs spécifiques sera examiné séparément afin d'évaluer le développement humain dans ses différentes composantes

2.1. La première dimension du développement humain : Un niveau de vie adéquat

Dans cette dimension, trois indicateurs fondamentaux du développement humain sont pris en compte:

- Revenu national par habitant : Il s'agit d'un indicateur économique essentiel, obtenu en divisant le produit intérieur brut (PIB) d'un pays par sa population totale. Il reflète la capacité des individus à accéder aux biens et services de base disponibles dans leur pays.
- Taux de pauvreté : Défini par rapport au seuil de pauvreté, qui correspond à la valeur monétaire minimale permettant à un individu de satisfaire ses besoins quotidiens en biens et services essentiels. Le seuil international est fixé à 2,15 $ PPA (prix de 2017). Le taux de pauvreté se calcule en rapportant la proportion de la population vivant en dessous de ce seuil à la population totale de l'État.

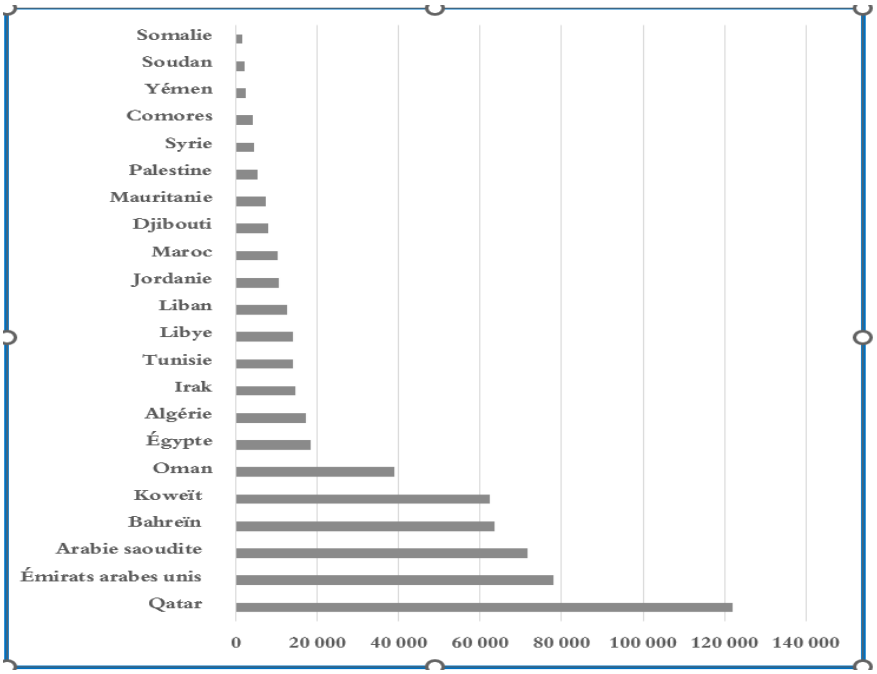
- Conditions de logement adaptées : Cet indicateur évalue l'accès des ménages aux services de base indispensables, tels que l'eau potable, les systèmes d'assainissement et les réseaux électriques, qui constituent des éléments essentiels du bien-être et de la dignité humaine.

2. 1. 1 Revenu national par habitant : Le revenu national correspond à la somme des valeurs ajoutées générées, au cours d'une année, par les biens et services produits par les secteurs de production appartenant à l'État et à ses habitants, qu'ils soient situés à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Dans les pays arabes, les changements démographiques influencent directement la performance des secteurs économiques, puisque le revenu national dépend de la capacité des secteurs vitaux à créer des emplois et à générer des revenus. Ces économies reposent fortement sur des secteurs clés tels que le pétrole, le gaz naturel, l'agriculture et l'industrie manufacturière. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le pétrole occupe une place centrale dans le développement économique : il a permis d'accélérer le rythme de croissance économique et sociale, et les gouvernements ont profité des périodes de prix élevés pour investir dans les infrastructures et améliorer le revenu des citoyens. Cependant, cette dépendance à l'économie pétrolière rend ces pays vulnérables aux tendances externes et aux fluctuations des prix, qui dépendent de la demande mondiale et de l'évolution de la part des énergies alternatives. Par ailleurs, le secteur public demeure le principal employeur dans les pays du CCG, représentant plus de 70 % de l'emploi total (OIT, 2024).

Au cours des trois dernières décennies, la région arabe a souffert d'une faible productivité dans plusieurs secteurs économiques, révélant un potentiel limité en matière de compétitivité et de durabilité. L'agriculture et la pêche, en particulier, ont été affectées par une fuite de main-d'œuvre, des difficultés de commercialisation et une faible productivité liée au retard technologique. La part du secteur agricole dans l'emploi est ainsi passée de 20 % en 1992 à seulement 7,6 % en 2022 (OIT, 2024). Le secteur industriel, quant à lui, est confronté à des problèmes structurels qui ont entraîné une diminution de sa contribution au PIB. De même, le secteur du tourisme n'a pas été exploité de manière optimale : malgré la position stratégique et le potentiel considérable des pays arabes, la contribution de ce secteur reste faible et la région n'a pas réussi à se hisser aux premiers rangs de l'indice mondial des voyages et du tourisme (Ahmed et Nour al-Din, 2022).
Depuis 2011, la trajectoire de croissance économique des pays arabes a été fortement perturbée par une succession de conflits régionaux, ainsi que par des fluctuations et crises politiques et sociales internationales. La pandémie de COVID-19 a accentué cette fragilité, provoquant une contraction économique nette en 2020, à l'échelle mondiale comme dans la région arabe (OIT, 2024). Bien que des signes de reprise économique commencent à apparaître, les conditions instables et les turbulences persistantes continuent de représenter un défi majeur pour la stabilité et la résilience des économies arabes.

Selon la parité de pouvoir d'achat (en prix courants du dollar international), la production nationale des pays arabes en 2022 s'élevait à 7 815 millions de dollars, dont 3 858 millions de dollars provenaient des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), soit 49,3 % du total. Les prévisions de croissance du PIB pour 2024 indiquent une progression de 3,7 % dans les pays du CCG et de 2,6% dans les autres régions arabes. Toutefois, ces estimations demeurent incertaines, car elles restent tributaires des conditions instables et de leurs répercussions sur l'économie (OIT, 2024).
Par ailleurs, une forte disparité existe entre les pays arabes en matière de revenu national par habitant, indicateur essentiel pour évaluer les conditions de vie des populations et effectuer des comparaisons entre États. La Banque mondiale utilise cet indicateur pour classer les pays en différentes catégories de revenu, ce qui permet de mieux comprendre les écarts socio-économiques au sein de la région. :

a. Groupe des pays à revenu élevé : Au-dessus de 14 005 $
b. Groupe à revenu moyen (tranche supérieure) : 4 516 $ à 14 005 $
c. Groupe à revenu moyen (tranche inférieure) : 1 145 $ à 4 515 $
d. Groupe à faible revenu : Moins de 1 145 $ (Groupe de la Banque mondiale, 2023B).



Source: Groupe de la Banque Mondiale, 2024

Figure 5 : Revenu national par habitant, calculé selon la parité de pouvoir d'achat aux prix courants du dollar américain pour l'année 2024

La figure 5 illustre le revenu national par habitant, calculé selon la parité de pouvoir d'achat aux prix courants du dollar américain pour l'année 2024. Les données révèlent une forte disparité entre les pays arabes en matière de revenu par habitant. Conformément à la classification de la Banque mondiale, les pays arabes se répartissent en trois groupes:

a. Pays à haut revenu : ce groupe comprend dix États, à savoir l'ensemble des pays du Conseil de coopération du Golfe, ainsi que l'Égypte, l'Algérie, l'Irak, la Tunisie et la Libye.

b. Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure): il regroupe le Liban, la Jordanie, le Maroc, Djibouti, la Mauritanie et la Palestine.

c. Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) : ce dernier groupe inclut la Syrie, les Comores, le Soudan, la Somalie et le Yémen

d. Pays à faible revenu : moins de 1 145 $ (Groupe de la Banque mondiale, 2023b).

Cette classification met en évidence les écarts significatifs de conditions de vie et de développement économique au sein du monde arabe, reflétant la diversité des trajectoires économiques et sociales des pays de la région.

Au sein du groupe des pays arabes à revenu élevé, des disparités notables subsistent. Ce groupe peut être subdivisé en deux segments :

- La tranche supérieure : elle regroupe l'ensemble des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), où le PIB par habitant varie de 38 800 dollars en Oman à près de 120 000 dollars au Qatar.
- Le segment inférieur : Il comprend l'Égypte, l'Algérie, l'Irak, la Tunisie et la Libye. Dans ces pays, le PIB par habitant oscille entre 14 050 dollars en Libye et 18 230 dollars en Égypte.

Cette distinction met en évidence la diversité des trajectoires économiques au sein même des pays classés à revenu élevé, reflétant des différences structurelles dans la dépendance aux ressources naturelles, la diversification économique et la capacité à générer un revenu par habitant élevé.

Cette disparité reflète des différences notables dans les indicateurs de développement humain liés au logement, à la santé, à l'éducation et aux services sociaux. Les inégalités éducatives entre groupes de pays, classés selon leur niveau de revenu, s'accumulent sur le long terme et perturbent profondément les trajectoires de développement humain, limitant la capacité des populations à occuper une place digne dans le monde contemporain.

Dans l'enseignement supérieur, les écarts sont particulièrement marqués : dans les pays à revenu élevé, environ 50 % des enfants accèdent à l'enseignement supérieur, contre seulement 3 % dans les pays à faible revenu. Autrement dit, un enfant sur deux bénéficie de cette opportunité dans la première catégorie, tandis qu'un enfant sur trente seulement y accède dans la seconde (PNUD, 2019). Les données du Rapport sur le développement humain 2021/2022 mettent également en évidence des différences significatives dans les indicateurs de scolarisation. Dans les pays arabes à revenu élevé, un enfant peut espérer achever en moyenne 14,3 années de scolarité, contre 11 années dans les pays à revenu intermédiaire. Dans le CCG, cette moyenne atteint 15 années, tandis qu'elle chute à 8,6 années dans des pays comme Djibouti, la Mauritanie, le Yémen, le Soudan et la Syrie (PNUD, 2022).

Ces indicateurs révèlent également les opportunités éducatives perdues au sein même des pays, notamment entre zones urbaines et rurales, entre populations riches et pauvres, ou encore entre différents groupes sociaux. Ils mettent en évidence des inégalités persistantes dans l'accès au marché du travail et dans les perspectives d'amélioration des revenus. La relation entre l'éducation et le revenu est en effet bidirectionnelle : le revenu peut constituer un obstacle à l'accès à l'éducation, tandis que l'éducation elle-même peut être un levier d'amélioration du revenu. Ainsi, l'éducation agit comme un équivalent social et économique, capable de réduire les écarts de classe. Son impact est particulièrement fort dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où elle contribue davantage à la mobilité sociale, alors que son effet est plus limité dans les pays à revenu élevé (CESAO, 2021). Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'assurer l'accès à l'éducation, mais de garantir une éducation de qualité.

Dans les pays arabes, l'enseignement obligatoire s'est largement répandu et a permis d'élargir les opportunités éducatives pour les enfants en âge scolaire. Les taux d'alphabétisation des jeunes adultes se sont également améliorés. Cependant, ces avancées n'ont eu qu'un impact restreint sur les résultats scolaires, révélant que les niveaux d'éducation dans la région restent inférieurs à la moyenne mondiale (CESAO, 2021). Les efforts éducatifs devraient donc se concentrer sur la qualité et l'efficacité des apprentissages, en veillant à ce que les étudiants acquièrent les compétences de base et les savoirs compétitifs nécessaires pour répondre aux exigences du marché du travail. L'éducation doit également favoriser la formation de personnalités libres, capables de prendre des décisions éclairées et de développer une pensée critique constructive.

2.1.2 Taux de pauvreté : Les Nations Unies définissent le seuil de pauvreté mondial comme l'équivalent de 2,15 dollars par personne et par jour, calculé en parité de pouvoir d'achat[5] (prix de 2017) (Nations Unies, 2023). Toute personne vivant avec moins de ce montant est considérée en situation d'extrême pauvreté. Cependant, la pauvreté ne se limite pas à la privation de revenus matériels. Elle ne peut être réduite à un simple niveau de vie économique, ni être traitée comme un facteur isolé contrôlable par des interventions ponctuelles. Elle résulte au contraire d'accumulations historiques et de multiples influences sociales, économiques et politiques, propres à chaque société et à ses fragilités. Sa réduction exige donc une planification stratégique visant à éliminer ces accumulations et à mettre en œuvre des mesures préventives adaptées. C'est pourquoi les Nations Unies ont insisté sur la nécessité d'adopter une approche multidimensionnelle de la pauvreté, qui offre une image plus complète de ce phénomène. En complément du seuil de pauvreté international, la plupart des pays définissent également leur propre seuil national, établi en fonction des conditions

5 Le terme pouvoir d'achat permet de comparer les données de chaque pays sur le revenu et la consommation à l'échelle mondiale. La parité de pouvoir d'achat est calculée sur la base des données sur les prix mondiaux par le Programme de comparaison internationale des prix, un programme statistique indépendant basé au sein du Groupe de la Banque mondiale.

de vie locales, des niveaux de revenu et des besoins spécifiques de leur population[6]. L'éradication de la pauvreté constitue le premier des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, formulé comme « l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes ». Malgré l'engagement des États arabes à atteindre ces objectifs et les efforts mobilisés aux niveaux local et régional, de nombreux défis régionaux et mondiaux entravent leur réalisation. Les conflits internes, l'insécurité et l'instabilité politique, conjugués aux effets de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine, ont eu des répercussions négatives sur la situation socio-économique de plusieurs pays arabes[7]. Toutefois, l'impact de ces événements n'a pas été uniforme dans l'ensemble de la région.

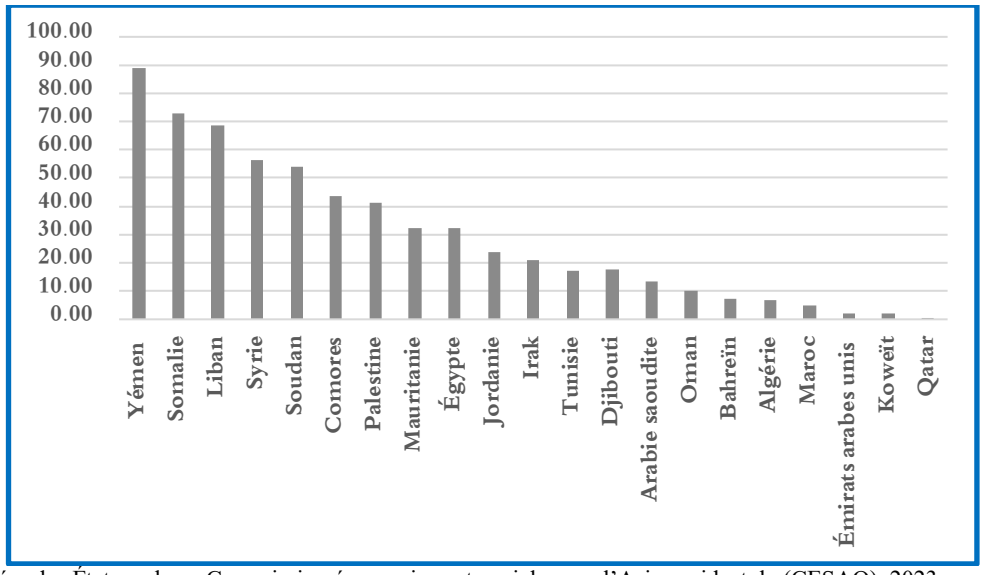
Par rapport à la période précédant la pandémie, les taux de pauvreté ont augmenté en 2022 : environ 35,3 % de la population arabe vivait en dessous du seuil de pauvreté national. La proportion d'enfants en situation d'extrême pauvreté est particulièrement alarmante, atteignant 54 %, soit le deuxième taux le plus élevé au monde (Fonds monétaire arabe, 2023). Les rapports de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) indiquent que le nombre de personnes pauvres dans 14 pays arabes est passé de 66 millions en 2010 à 101 millions en 2019. Plus de la moitié de ces personnes (56 %) vivent dans des pays fragiles affectés par des conflits internes, ce qui accentue leur niveau de privation et limite les perspectives de sortie de la pauvreté (CESAO, 2023a).

L'examen détaillé des taux de pauvreté par pays, tel qu'illustré dans la figure 6, révèle une disparité marquée entre les États arabes. Le taux le plus élevé est enregistré au Yémen (88,9%), suivi par la Somalie (72,7%), le Liban (68,6%), la Syrie (56,6%), le Soudan (54%), les Comores (43,6%) et l'État de Palestine (41,2%). Dans d'autres pays, les taux se situent autour d'un tiers de la population, comme en Mauritanie (32,3%) et en Égypte (32,2%), ou près d'un quart, comme en Jordanie (24%). En Irak (20,8%), à Djibouti (17,5%) et en Tunisie (17,4%), environ un cinquième de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), ainsi que l'Algérie et le Maroc, affichent les taux les plus bas. L'Arabie saoudite (13,6%), le Sultanat d'Oman (10,1%) et le Bahreïn (7,3%) présentent des niveaux plus élevés que le Koweït, les Émirats arabes unis et le Qatar, où les taux sont respectivement inférieurs à 2% pour le Koweït et les Émirats, et de 6% pour le Qatar. Enfin, l'Algérie (6,7%) et le Maroc (4,7%) se distinguent par des taux particulièrement bas (CESAO, 0,4b).[8] .

6 Le terme pouvoir d'achat permet de comparer les données de chaque pays sur le revenu et la consommation à l'échelle mondiale. La parité de pouvoir d'achat est calculée sur la base des données sur les prix mondiaux par le Programme de comparaison internationale des prix, un programme statistique indépendant basé au sein du Groupe de la Banque mondiale.

7 Par exemple, la croissance de l'économie de la région arabe a diminué de 4,5 % en 2020, et le taux de déclin dans les pays touchés par un conflit était d'environ 15 %. dans la période Corona, les pays arabes ont vu leurs taux de chômage augmenter de 10,9 % en 2019 à 12,5 % en 2021 en raison des fermetures partielles ou totales et des couvre-feux pendant la période Corona (PNUD, 2022).

8 - Cela est apparu dans une publication spéciale de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) sur les taux de pauvreté parmi les citoyens des pays du CCG, où il a indiqué que le nombre de citoyens vivant dans la pauvreté dans ces pays atteignait 3,3 millions.



Source : Données des États arabes : Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), 2023 .
pays du CCG (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), B2023
Remarque : Les données pour l'État de la Libye ne sont pas disponibles dans la source ci-dessus.

Figure 6 : Taux de pauvreté selon les seuils de pauvreté nationaux dans les pays arabes en 2020.

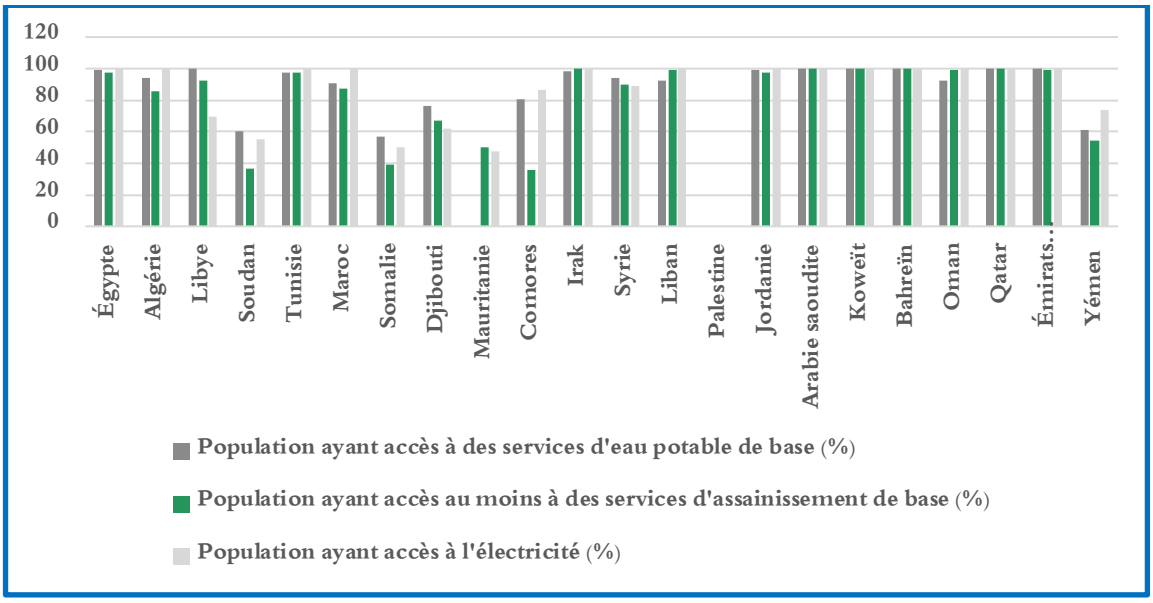
Le rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO, 2023a) révèle que plus d' un tiers de la population de la région arabe, soit 35,3 %, vit en dessous du seuil de pauvreté, en se basant sur le seuil de pauvreté extrême fixé à 1,9 dollar par jour ainsi que sur les seuils nationaux. L'analyse souligne également que les taux de pauvreté ont augmenté dans toutes les régions du monde en 2020, conséquence des prévisions négatives concernant la croissance des dépenses de consommation personnelle, liées à la pandémie de COVID-19 et aux chocs économiques qui l'ont accompagnée. Les projections indiquent que la pauvreté devrait continuer à croître dans la plupart des pays, mais selon des proportions variables. Chaque État est en effet soumis à un ensemble de conditions spécifiques qui influencent le niveau de pauvreté et peuvent l'aggraver ou l'atténuer. Parmi ces facteurs figurent les risques environnementaux et sanitaires − comme ceux engendrés par la pandémie de COVID-19 − ainsi que les crises mondiales, telle la guerre en Ukraine, qui ont eu des effets directs sur la sécurité alimentaire. À cela s'ajoutent les conflits internes persistants dans plusieurs pays arabes, qui exacerbent la pauvreté et accentuent les privations vécues par leurs populations.

L'éducation constitue l'un des moyens les plus efficaces pour briser le cycle de la pauvreté et de la misère, en raison de son impact économique et social sur l'individu et sur l'État. Elle accroît la productivité des personnes et renforce leur contribution à l'économie et au développement. Les recherches montrent que l'éducation est associée à une augmentation du revenu comprise entre 8 % et 13 % (CESAO, 2021) [9]. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus l'individu bénéficie d'une hausse de revenu et d'une probabilité réduite de chômage. Au-delà de cet effet direct sur le revenu, l'éducation génère une valeur économique supplémentaire : les personnes instruites participent activement à des questions stratégiques de développement, telles que la planification, la recherche, la prise de décision, l'élaboration des politiques publiques et l'acquisition des compétences nécessaires pour s'adapter aux évolutions technologiques et numériques. L'éducation produit également un rendement social qui dépasse la simple valeur financière. Elle se traduit par des comportements

[9] Les études sur le rendement économique de l'éducation sont bien-études connues dans l'économie de l'éducation pour calculer la relation entre l'investissement dans l'éducation exprimé dans le coût de l'individu instruit pour obtenir son diplôme à un certain niveau d'éducation et le revenu gagné par cette personne pendant les années de sa vie active calculé par le courant valeur de l'investissement et du revenu.

quotidiens plus efficaces et responsables : meilleure gestion de la consommation, des dépenses, de l'investissement et de l'épargne, adoption de pratiques saines et respectueuses de l'environnement, ainsi qu'une capacité accrue à élever des enfants dans un cadre éducatif et équilibré (Kolesnikova, 2010).

2. 1. 3 Conditions de vie adaptées au logement : L'un des fondements essentiels du développement humain consiste à garantir des conditions de vie matérielles sûres et appropriées pour les individus, en leur assurant l'accès aux services de base tels que l'eau potable, l'électricité, des moyens de transport efficaces, des outils de communication et d'autres infrastructures permettant de surmonter les difficultés de la vie quotidienne. Cette section met en lumière les piliers d'une vie décente et examine un ensemble d'indicateurs qui reflètent les limites minimales nécessaires pour assurer un niveau de vie adéquat. Ces indicateurs incluent notamment la disponibilité d'une eau propre et hygiénique, l'accès à des services d'assainissement fonctionnels et la présence de systèmes d'éclairage et d'électricité fiables. La figure 7 illustre l'intégration de ces services de base dans la plupart des pays arabes. Toutefois, la proportion de la population ayant accès à ces besoins fondamentaux demeure insuffisante dans certains États, notamment les Comores, la Mauritanie, Djibouti, le Yémen, le Soudan et la Somalie, où l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'électricité reste en recul.



Source : Sachs et al., (2023)

Figure 7 : Pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable, l'assainissement et l'électricité dans les pays arabes en 2023.

Les données montrent que l'accès aux services de base − eau potable, assainissement et électricité − demeure insuffisant dans plusieurs pays arabes. En République du Yémen, en République islamique de Mauritanie, en République de Somalie, en République de Djibouti et en République du Soudan, plus de 40 % de la population n'a pas accès à ces besoins fondamentaux. La situation est également préoccupante aux Comores, où moins de 40 % de la population bénéficie de services d'assainissement adéquats. Ces chiffres mettent en évidence des disparités importantes dans la région et soulignent la nécessité de renforcer les infrastructures de base pour garantir une vie décente aux populations concernées

2. 2. La deuxième dimension : aborde la vie saine à travers les indicateurs suivants :

- Espérance de vie à la naissance[10] · (C) : nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre en bonne santé dès sa naissance.
- Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes : nombre de décès maternels enregistrés au cours d'une période donnée pour 100 000 naissances vivantes durant la même période.
- Taux de mortalité infantile : Nombre de décès survenus au cours des 28 premiers jours de vie pour 1 000 naissances vivantes dans une année ou une période donnée.
- Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : Probabilité qu'un enfant né au cours d'une année ou d'une période donnée décède avant l'âge de cinq ans, exprimée pour 1000 naissances vivantes.

La prise en compte des indicateurs de santé, en particulier pour les mères et les enfants de moins de cinq ans, est essentielle dans le domaine de l'éducation. Les soins précoces reçus par l'enfant durant ses premières années − de la naissance à cinq ans − jouent un rôle déterminant dans la construction d'une vie saine et équilibrée. C'est à cette période que l'enfant développe son cerveau, acquiert la parole, le mouvement, la maîtrise de soi et les bases de la communication avec autrui, posant ainsi les fondements de la connaissance et de l'apprentissage. Ces soins relèvent à la fois de la responsabilité de la famille et de l'État, à travers les services de santé, sociaux et éducatifs. L'un des facteurs clés pour renforcer ce partenariat est l'élévation du niveau éducatif de la famille, et de la mère en particulier. Les études montrent une forte corrélation entre le niveau d'éducation des mères et l'adoption de modes de vie familiaux sains, ainsi que la réduction des comportements à risque pour la santé dans la vie quotidienne. Cette relation est particulièrement marquée dans les pays en développement et à faible revenu, où les femmes instruites sont davantage conscientes de l'importance des soins pendant la grossesse et des pratiques de santé pour leurs enfants dans les premières années de vie. L'éducation à la santé sexuelle et familiale contribue également à une meilleure santé reproductive et à une réduction des taux de VIH/sida chez les adolescentes (UNESCO, 2005).

Par ailleurs, la santé influence directement l'éducation. Les statistiques montrent que les interventions en matière de santé et de nutrition auprès des enfants défavorisés entraînent une augmentation moyenne de 2,5 années de scolarité, tandis que les programmes de prévention du paludisme réduisent de 62 % l'absentéisme scolaire (OMS, 2021). Les Nations Unies et ses agences ont formé un partenariat pour promouvoir « la santé et la nutrition scolaires efficaces », qui vise à promouvoir la santé et la nutrition des enfants et des adolescents d'âge scolaire afin de leur permettre d'apprendre et de bien se développer, à travers le lancement de l'initiative Focus Resource on Effective School Health (FRESH) au Forum mondial de l'éducation en 2000 (UNESCO, 2020). L'UNESCO coordonne actuellement avec qui la mise en œuvre de son initiative « Normes mondiales pour les écoles favorables à la santé », qui vise à garantir que toutes les écoles promeuvent des compétences pratiques, cognitives et socio-émotionnelles, ainsi que des modes de vie sain pour tous les élèves en sciences. L'Égypte fait partie des pays pilotes (Organisation mondiale de la santé, 2021).

Ces rapports examinent une série d'indicateurs spécifiques à la santé et soulignent que l'impact de l'éducation sur ces indicateurs peut ne pas être immédiat ni direct. Toutefois, l'éducation exerce une influence notable sur les pratiques de santé et sur les attitudes conscientes adoptées par l'individu dans sa vie quotidienne. Ces comportements, une fois acquis, deviennent des habitudes durables et continues, contribuant ainsi à l'amélioration globale de la santé et du bien-être.

[10] – Définition de l'Organisation Mondiale de la Santé https://data.who.int/ar/indicators/i/90E2E48

2. 2. 1 Espérance de vie à la naissance : Cet indicateur est considéré comme l'un des plus importants en matière de santé publique. Il est influencé par de nombreux facteurs, notamment la qualité des services de santé disponibles pour les nouveau-nés et les enfants (comme la vaccination contre les maladies), ainsi que par le niveau des infrastructures de base nécessaires à une vie saine, telles que l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement adéquats. Une espérance de vie élevée reflète une amélioration de la santé globale des individus et traduit également une meilleure situation humanitaire dans le pays. Le Tableau 1 présente l'espérance de vie à la naissance dans les pays arabes en 2021, mettant en évidence les disparités régionales et les progrès réalisés dans certains États.

Tableau 1 : Âge moyen à la naissance en 2021 :

Pays	Espérance de vie	Pays	Espérance de vie
Oman	73	Qatar	79
Syrie	72	Émirats arabes unis	79
Libye	72	Koweït	79
Irak	70	Bahreïn	79
Égypte	70	Arabie saoudite	77
Soudan	65	Algérie	76
Mauritanie	64	Liban	75
Yémen	64	Tunisie	74
Comores	63	Maroc	74
Djibouti	62	Jordanie	74
Somalie	55	Palestine	73

Source: PNUD, 2022A.

2. 2. 2. Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes: Le taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes constitue un indicateur central pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'objectif 3 : Assurer une vie saine et promouvoir le bien-être pour tous à tout âge. La cible mondiale vise à réduire ce taux à moins de 70 décès pour 100 000 naissances vivantes.

La figure 8 illustre la situation dans les pays arabes par rapport à la moyenne mondiale, répartis en trois groupes :

- Pays d'Afrique du Nord et du Croissant fertile : Ces pays disposent généralement de services de santé et d'éducation relativement avancés, ce qui leur permet de maintenir un taux de mortalité maternelle inférieur à la moyenne mondiale. Toutefois, des disparités subsistent, l'Égypte enregistrant le taux le plus faible avec 17 décès pour 100 000 naissances vivantes.
- Pays africains les moins avancés : Ces pays souffrent d'un déficit marqué en infrastructures de santé et d'éducation. Leur taux de mortalité maternelle reste largement supérieur à la moyenne mondiale et éloigné de l'objectif fixé pour 2030.
- Pays du Conseil de coopération du Golfe: Grâce à une situation économique favorable et à des revenus élevés, ces pays ont atteint des niveaux de bien-être élevés pour leur population. Ils affichent des taux de mortalité maternelle particulièrement bas, allant de 17 décès à Oman à seulement 7 décès au Koweït.

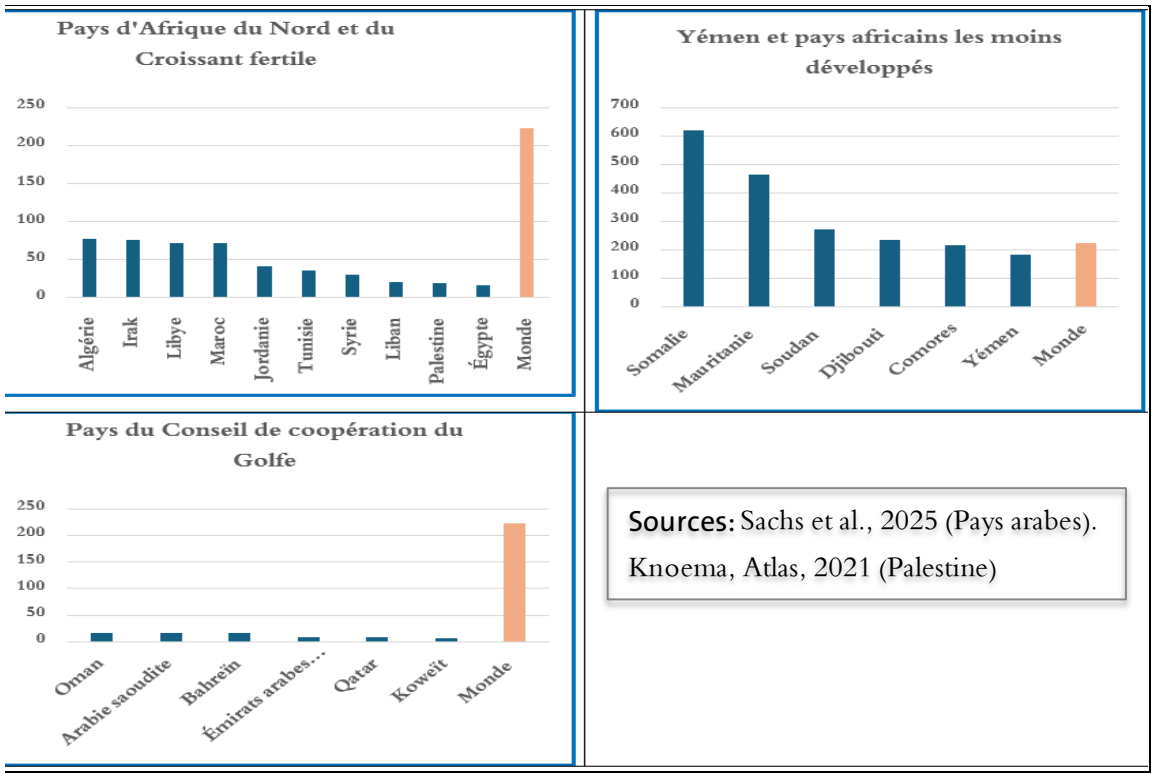


Figure 8 : Taux de mortalité maternelle pour 100 mille naissances vivantes dans les pays arabes en 2020.

2. 2. 3. Taux de mortalité infantile : L'indice de mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes constitue un indicateur fondamental du niveau global de santé disponible pour les enfants dans un pays. Il reflète à la fois la capacité des autorités sanitaires à prendre en charge les nourrissons, l'état de santé des femmes enceintes et le degré de sensibilisation des familles quant à la protection de la mère et de l'enfant durant la grossesse. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de 1,5 million d'enfants sont décédés dans le monde avant l'âge d'un an en 2019. Les principales causes de ces décès étaient liées à des complications obstétricales et à des maladies qui auraient pu être évitées ou traitées grâce à des interventions simples et abordables. Parmi celles-ci figurent les soins familiaux, une nutrition adéquate, l'accès à une eau potable et des services de santé suffisants pendant la grossesse et au moment de la naissance (OMS, 2022b).

Lors de l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) en 2015, les Nations Unies ont fixé, dans le cadre du troisième objectif, la cible de « mettre fin à la mortalité néonatale évitable et à la mortalité des enfants de moins de cinq ans d'ici 2030 ». Le sous-objectif 3.2 prévoit notamment de réduire la mortalité néonatale à 12 décès pour 1000 naissances vivantes au maximum[11].
La figure 9 illustre les progrès réalisés par les pays arabes dans la réduction de la mortalité infantile. Elle montre que certains pays ont atteint le premier objectif, tandis que d'autres restent confrontés à des taux élevés. Les niveaux les plus critiques se trouvent dans les pays africains les moins avancés et au Yémen : Somalie : 35 décès pour 1 000 naissances vivantes ; Djibouti: 28,5 ; Comores: 25,4 ; Soudan: 25,7 ; Mauritanie: 22 ; Yémen : 21,9. Dans le deuxième et le troisième groupe de pays arabes, les taux de mortalité infantile sont inférieurs à la moyenne mondiale, mais plusieurs États n'ont pas encore atteint la cible des ODD fixée à 12 décès. C'est le cas de l'Algérie, de l'Irak et de l'État de Palestine, qui restent au-dessus du seuil visé.

[11] L'objectif est d'« assurer des modes de vie sains et le bien-être pour tous à tout âge ».

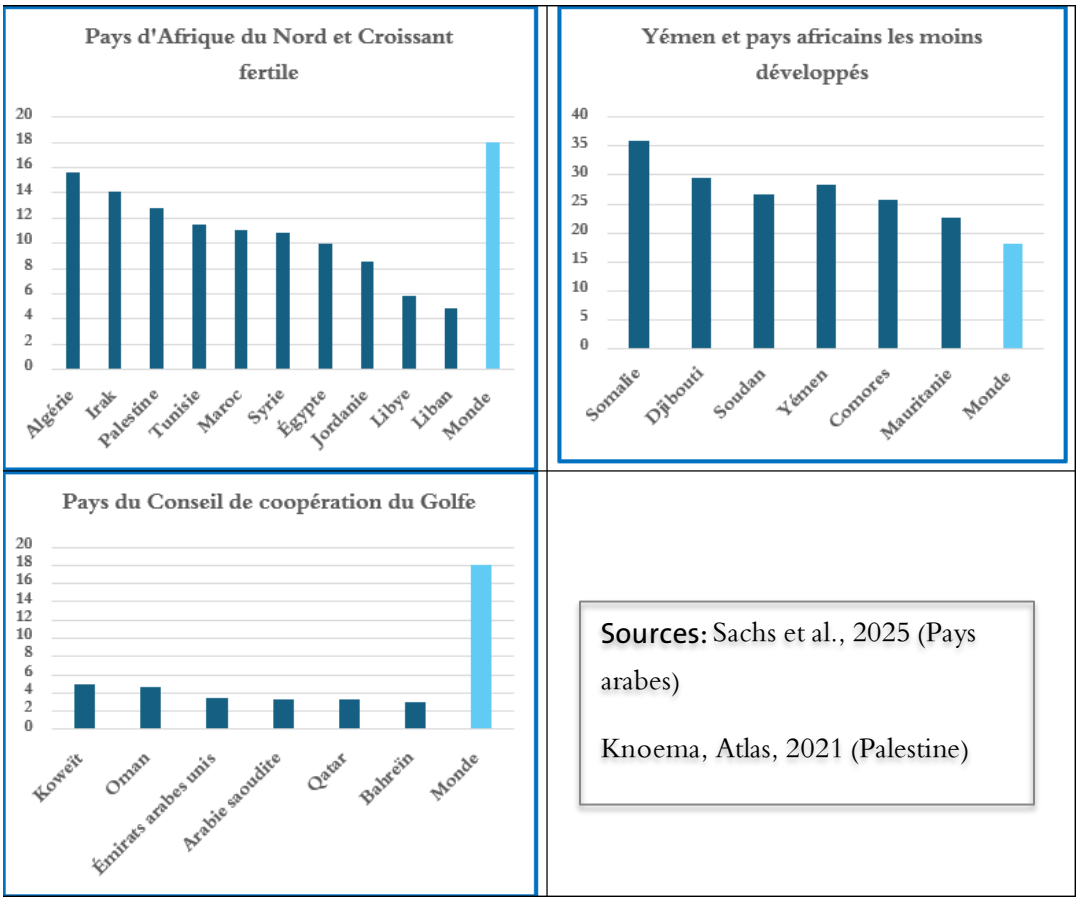


Figure 9 : Taux de mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes en 2021.

2. 2. 4 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que des millions d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans de causes évitables ou pouvant être traitées. Parmi celles-ci, la malnutrition figure comme l'une des principales causes de décès chez les enfants de moins de cinq ans. La surveillance et le suivi de cet indicateur constituent une mesure directe du niveau des services de santé fournis à cette tranche d'âge, particulièrement vulnérable aux risques sanitaires. Une bonne immunité acquise dès les premières années de vie est en effet déterminante pour garantir une existence longue et saine. Cette cible est intégrée dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, et vise à réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans à 25 décès pour 1000 naissances vivantes au maximum.

La figure 10 illustre la situation dans les pays arabes, répartis en trois groupes, et montre des résultats similaires aux tendances précédentes :

- Les pays d'Afrique du Nord et du Croissant fertile affichent des taux inférieurs à la moyenne mondiale de 38 décès pour 1 000 naissances vivantes, et leurs niveaux sont proches de la cible fixée par les ODD.
- Les pays africains les moins avancés et le Yémen présentent des taux plus élevés et variables. La Somalie enregistre l'un des taux les plus critiques, avec 99,9 décès pour 1000 naissances vivantes, tandis que les autres pays de ce groupe se situent à des niveaux proches de la moyenne mondiale (OMS, 2022b).

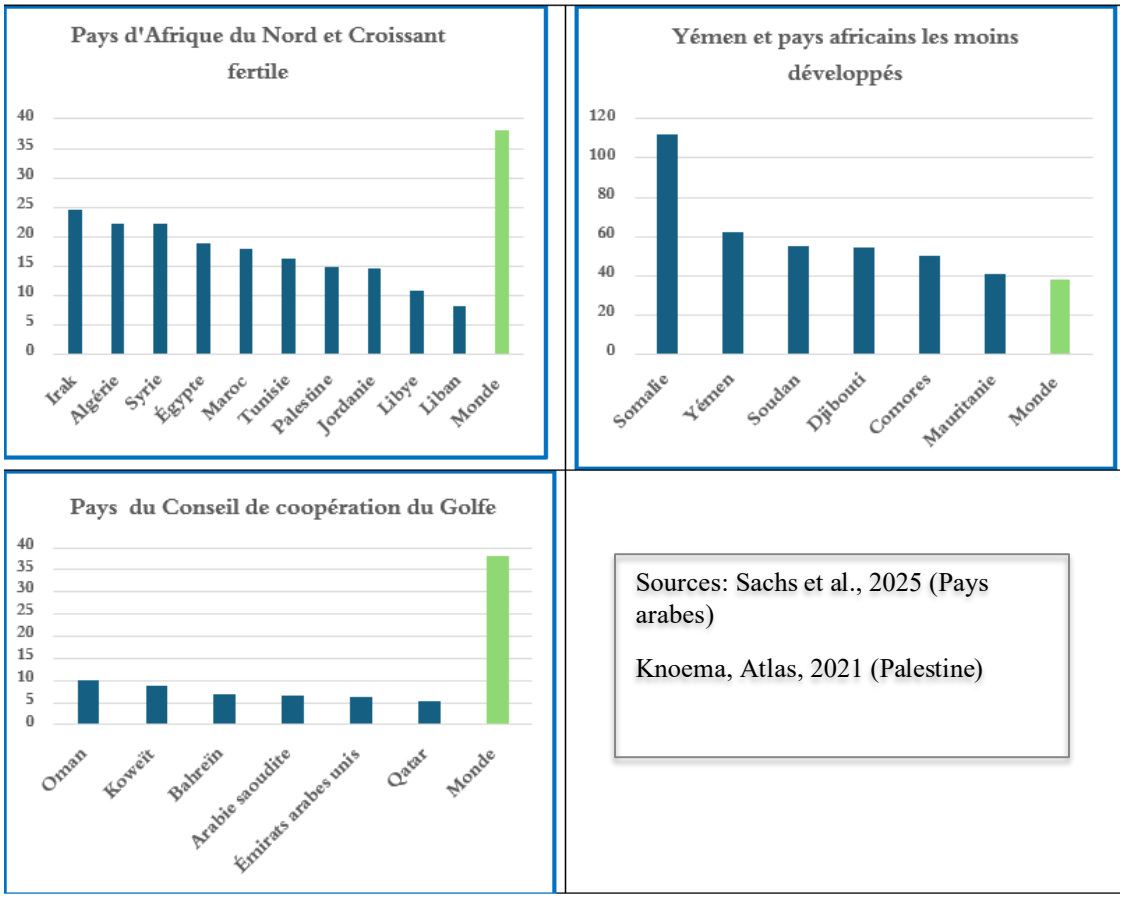


Figure 10 : Taux de mortalité des moins de 5 ans pour 1000 naissances en 2022.

2. 3 Troisième dimension : aborde l'acquisition de connaissances à travers les indicateurs suivants : Elle est approchée à partir des indicateurs suivants :

- Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus : pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus capables de lire, d'écrire et de comprendre un texte simple, rapporté à la population totale de ce groupe d'âge.
- Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) : pourcentage de personnes âgées de 15 à 24 ans disposant de compétences de base en lecture, en écriture et en calcul, rapporté à la population totale du même groupe d'âge.
- Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire: rapport entre le nombre d'enfants effectivement inscrits dans l'enseignement primaire et le nombre total d'enfants en âge d'y être scolarisés, exprimé en pourcentage.

2.3.1 Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus : Cet aspect concerne le niveau de connaissance de la population, en particulier le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus. Cet indicateur fournit des informations essentielles sur la capacité de la population à lire et à écrire, et se distingue du concept d'analphabétisme, considéré comme l'un des problèmes éducatifs et sociaux les plus graves dans les pays en développement, en raison de ses effets négatifs à différents niveaux. L'analphabétisme désigne une personne incapable de lire et d'écrire, et il est calculé en pourcentage de la population dans le même groupe d'âge. On parle d'analphabétisme alphabétique, qui ne doit pas être confondu avec l'analphabétisme culturel, lequel englobe des dimensions plus larges − culturelles, sociales et numériques − souvent difficiles à mesurer dans les enquêtes et projections démographiques. À l'inverse, l'alphabétisation fait référence à la capacité d'une personne à lire, écrire et comprendre un texte simple et court lié à sa vie quotidienne. Elle inclut également la compétence de réaliser des calculs élémentaires. L'alphabétisation a été intégrée comme objectif spécifique dans le quatrième Objectif de développement durable (ODD4), qui stipule que

d'ici 2030, tous les jeunes et une proportion significative d'adultes, hommes et femmes, devront être alphabétisés et numérisés.

Selon le neuvième bulletin statistique de l'ALECSO (2023), le nombre de personnes analphabètes dans les pays arabes s'élève à environ 70 millions parmi celles âgées de 15 ans et plus, dont 62 % sont des femmes. Les États arabes ont déployé divers efforts pour lutter contre l'analphabétisme, notamment à travers la mise en place d'une éducation gratuite, la promulgation de lois sur l'enseignement obligatoire, ainsi que le développement de programmes d'éducation et d'alphabétisation des adultes, en particulier dans les zones rurales. Malgré les progrès enregistrés, des défis majeurs subsistent. Les données disponibles pour 2022 révèlent une forte disparité entre les pays arabes en matière d'alphabétisation de la population adulte (15 ans et plus), comme le montre le Tableau 2, mettant en évidence des écarts significatifs dans les niveaux de réussite éducative et d'accès à l'apprentissage de base.

Tableau 2 : Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus.

Nombre	Pays	Le taux d'alphabétisation de la population de plus de 15 ans	L'année
1	**Émirats arabes unis**	98.00	2022
2	**Qatar**	98.00	2015
3	**Palestine**	98.00	2022
4	**Arabie saoudite**	98.00	2020
5	**Bahreïn**	98.00	2023
6	**Oman**	97.00	2022
7	**Koweït**	96.00	2020
8	**Jordanie**	95.00	2023
9	**Syrie**	94.00	2021
10	**Liban**	93.00	2018
11	**Irak**	86.00	2017
12	**Tunisie**	85.21	2022
13	**Algérie**	81.41	2022
14	**Maroc**	77.35	2022
15	**Égypte**	74.50	2022
16	**Mauritanie**	66.96	2021
17	**Comores**	61.71	2022
18	**Soudan**	60.70	2018
19	**Somalie**	54.00	2022
20	**Libye**	Non disponible	
21	**Djibouti**	Non disponible	
22	**Yémen**	Non disponible	
La moyenne mondiale		**87.36**	**2023**

Sources [0]: Our World in Data, 2023

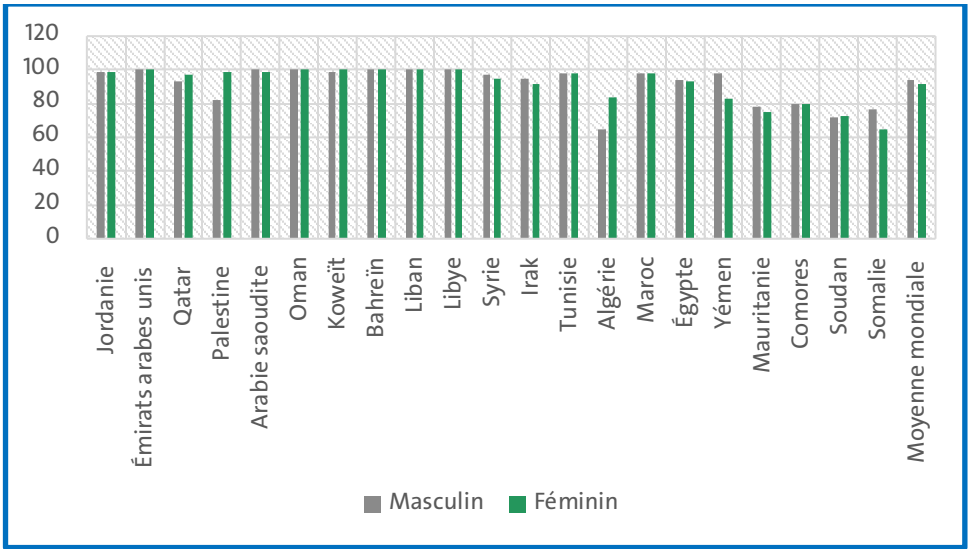
Les taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus dépassent généralement 90 % dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Toutefois, certains États arabes enregistrent des niveaux plus faibles, notamment la République du Yémen, la République libanaise, l'État de Palestine, le Royaume hachémite de Jordanie et la Libye. En Syrie, Irak, Algérie, Maroc et Égypte, les taux d'alphabétisation sont considérés comme moyens, traduisant des progrès notables mais encore insuffisants pour atteindre les niveaux les plus élevés de la région. À l'inverse, certains pays arabes affichent des taux particulièrement faibles. En Somalie, seulement 41 % de la population

adulte est alphabétisée. Des taux modestes sont également observés au Yémen, en Mauritanie, aux Comores et au Soudan, où l'analphabétisme demeure un défi majeur pour le développement humain.

2. 3. 2 Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans : Cette section met en évidence le groupe des enfants et des jeunes, qui devrait bénéficier de davantage d'opportunités éducatives que les générations précédentes. L'alphabétisation et la numératie de ce groupe constituent l'une des cibles du quatrième Objectif de développement durable (ODD 4), lequel vise à « assurer une éducation de qualité équitable et inclusive pour tous et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie ». La cible 4.6 précise : « D'ici à 2030, faire en sorte que tous les jeunes et une grande proportion des adultes, hommes et femmes, soient alphabétisés et numérisés ». Selon l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO, 2023), le nombre de jeunes analphabètes âgés de 15 à 24 ans s'élevait à 9,4 millions en 2020. L'organisation prévoit une baisse à 8,8 millions d'ici 2030, mais ce chiffre demeure considérable, compte tenu de l'importance stratégique de ce groupe appelé à participer activement au marché du travail et à constituer la colonne vertébrale de l'emploi dans les pays arabes.

La figure 11 illustre les taux d'alphabétisation et de numératie des jeunes de 15 à 24 ans dans les pays arabes, ventilés par sexe. Elle montre que la majorité des pays arabes ont presque atteint cet objectif fondamental, garantissant aux jeunes hommes et femmes un minimum de compétences de base ouvrant la voie à d'autres opportunités d'apprentissage et leur permettant de répondre aux exigences de la vie contemporaine. Cependant, les résultats restent faibles dans plusieurs pays d'Afrique du Nord et de la péninsule arabique, notamment en Algérie, en Mauritanie, au Soudan, aux Comores, en Somalie et au Yémen. De plus, des écarts notables entre hommes et femmes persistent :

- Mauritanie : 75 % pour les femmes contre 77,9 % pour les hommes
- Somalie : 64,7 % pour les femmes contre 76,3 % pour les hommes
- Yémen : 82,7 % pour les femmes contre 97,6 % pour les hommes

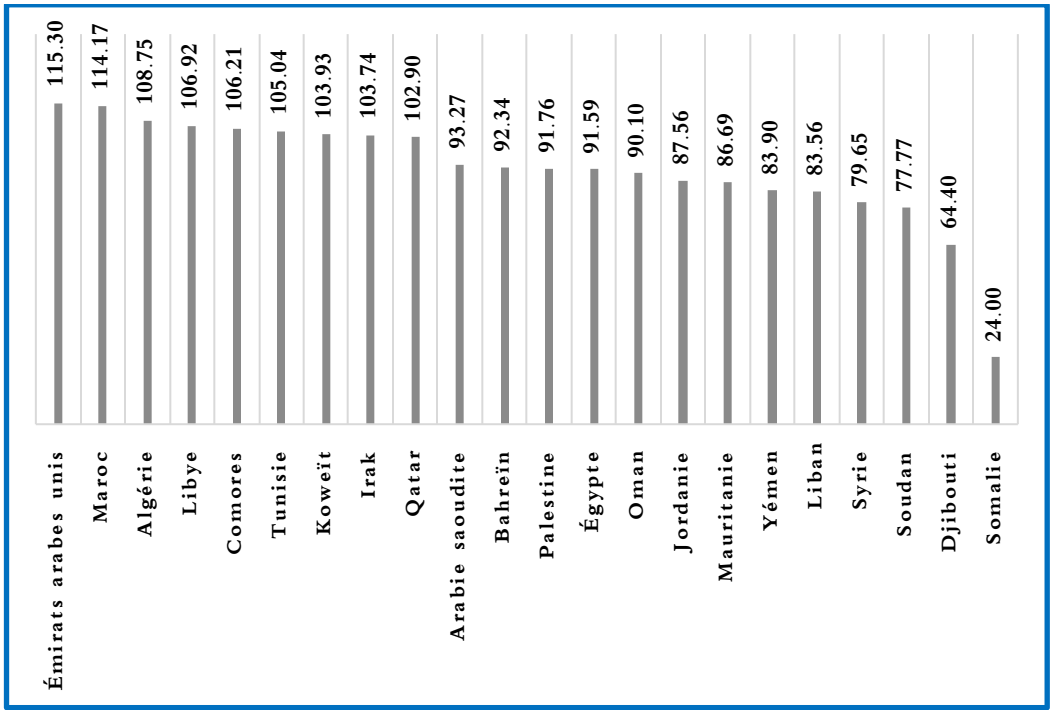


Source : our World on Data, 2024b
Données des pays arabes pour l'année 2022 excepté l'Algérie dont les données remontent à 2019

Figure 11 : Taux d'alphabétisation et de numératie pour le groupe d'âge 15 - 24 ans par sexe pour les années 2021/2022.

2. 3.3. Taux brut de scolarisation au niveau primaire : Cet indicateur est utilisé pour mesurer la capacité d'absorption du système éducatif à un niveau donné et reflète également le niveau global de participation de la communauté à l'éducation. Un taux avoisinant ou dépassant 100% indique que le système éducatif est en mesure d'accueillir l'ensemble de la population d'âge scolaire. Toutefois, un chiffre proche de 100% ne garantit pas nécessairement que tous les enfants en âge d'être scolarisés fréquentent effectivement l'école. C'est pourquoi la communauté éducative utilise également le taux

net de scolarisation, qui mesure plus précisément le pourcentage d'enfants inscrits dans le niveau correspondant à leur âge officiel, rapporté à la population totale de ce groupe d'âge.
Dans cette section, l'analyse se limite au taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire dans les pays arabes, considéré comme le socle minimal de l'éducation, fournissant les connaissances et compétences de base nécessaires pour accéder aux étapes ultérieures du parcours scolaire. La figure 12 présente ces taux pour l'année 2023.



Source : Portail du développement arabe, 2023
Somalie: Ministry of Education, Culture and Higher Education in Somalia, 2022

Figure 12 : Taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire dans les pays arabes en 2023.

Bien que la tendance déjà observée dans l'inégalité entre les pays arabes se répète lorsqu'on analyse ce chiffre, la disparité apparaît moins marquée. À l'exception de la Somalie (24 %) et de Djibouti (64,4 %), qui enregistrent les taux de scolarisation les plus faibles, le reste des pays arabes peut être réparti en deux groupes distincts :
- Un premier groupe dont les taux de scolarisation sont élevés et proches de la couverture universelle.
- Un second groupe dont les taux restent moyens, traduisant des progrès notables mais encore insuffisants pour atteindre les objectifs éducatifs fixés au niveau international.

Premièrement, les pays dont le taux brut d'inscription dans l'enseignement primaire dépasse 100% sont: Émirats arabes unis, Maroc, Algérie, Libye, Comores, Tunisie, Irak, Koweït et Qatar. Ce dépassement peut s'expliquer par plusieurs facteurs propres à chaque pays :
- La présence d'élèves ayant dépassé l'âge officiel de scolarisation, en raison de la répétition des classes ou du redoublement.
- L'admission d'enfants plus jeunes que l'âge officiel du cycle primaire.
- L'intégration d'élèves expatriés ou immigrés dans le système éducatif national.

Ainsi, l'analyse détaillée de chaque système éducatif, notamment à travers l'étude des taux de redoublement, de répétition et d'abandon scolaire à chaque étape, permet de comprendre les raisons pour lesquelles certains pays affichent un taux supérieur à 100 %.

Deuxièmement : Les pays arabes dont le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire est inférieur à 100 % regroupent dix États, avec des valeurs allant de 92,3% au Royaume de Bahreïn à

79,6% en République arabe syrienne. Une baisse du taux en dessous de 100% traduit l'existence d'un groupe d'enfants en âge scolaire non scolarisés, soit parce qu'ils abandonnent l'école avant d'avoir achevé leurs études, soit parce qu'ils ne sont jamais inscrits. Par ailleurs, plusieurs de ces pays connaissent des situations de conflit interne ou d'instabilité politique, ce qui constitue un obstacle majeur à l'accès universel à l'éducation et empêche une partie des enfants d'âge scolaire de rejoindre les établissements primaires.

2.4 Utilisation de la technologie moderne et numérique :

Le monde entre dans une nouvelle étape de la révolution technologique, désormais connue sous le nom de quatrième révolution industrielle, caractérisée par l'essor de technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, la robotique et d'autres innovations numériques. Les sociétés et les États doivent se préparer à cette phase et relever les défis qui pourraient freiner leur adaptation. Les pays en développement, en particulier les pays à faible revenu, sont confrontés à des obstacles majeurs pour suivre ces transformations et réduire la fracture numérique qui les sépare des sociétés plus avancées. Dans le monde arabe, la technologie numérique bénéficie d'une attention croissante. À l'échelle mondiale, les pays arabes se classent 14e en matière de transformation numérique. Les Émirats arabes unis occupent la première place au niveau régional et la 8e place mondiale, tandis que l'Arabie saoudite se situe au deuxième rang régional et à la 50e place mondiale. Au niveau individuel, les données montrent que 130 millions de personnes dans les pays arabes utilisent des applications de communication modernes, illustrant l'ampleur de l'intégration numérique dans la vie quotidienne (Fonds monétaire arabe, 2023).

La prolifération des réseaux de communication électronique constitue l'un des moteurs essentiels de la transformation sociétale et de l'autonomisation, tant institutionnelle qu'individuelle. Elle représente l'infrastructure numérique qui rend possible la communication, la transmission, le stockage et le traitement de l'information. Ce rapport analyse l'utilisation des téléphones mobiles et d'Internet par les individus dans les États arabes, en tant qu'indicateurs de la disponibilité et de la diffusion de cette infrastructure. Deux dimensions principales sont surveillées : pourcentage de personnes qui possèdent ou utilisent un téléphone mobile et pourcentage de personnes qui utilisent Internet. Ces deux indicateurs fournissent une preuve préliminaire de la capacité des États à mettre à disposition des technologies de base pour leurs citoyens et institutions, facilitant la communication interne et externe. Ils traduisent également les opportunités offertes aux individus et aux organisations pour accéder à la connaissance, à l'apprentissage, au travail et à d'autres activités essentielles, dans un contexte où la technologie numérique est devenue le principal vecteur d'intégration sociale et économique.

La figure 13 illustre la proportion de la population utilisant les téléphones mobiles et l'Internet dans les pays arabes.

- L'utilisation de la téléphonie mobile dépasse parfois la taille de la population, atteignant 200 % aux Émirats arabes unis. En revanche, elle reste faible dans certains pays: 43% en République de Djibouti, 51% en République de Somalie et 54% en République du Yémen.
- Les taux d'utilisation d'Internet sont généralement inférieurs à ceux de la téléphonie mobile. Ils atteignent 100 % dans les Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, au Bahreïn et au Qatar, tandis que le Koweït et Oman affichent des niveaux proches de ce seuil.
- Dans d'autres pays arabes, les taux restent élevés mais varient : 88,9% au Maroc, 72,1% en Égypte, ainsi que des niveaux intermédiaires en Jordanie, en Palestine, au Liban et en Algérie

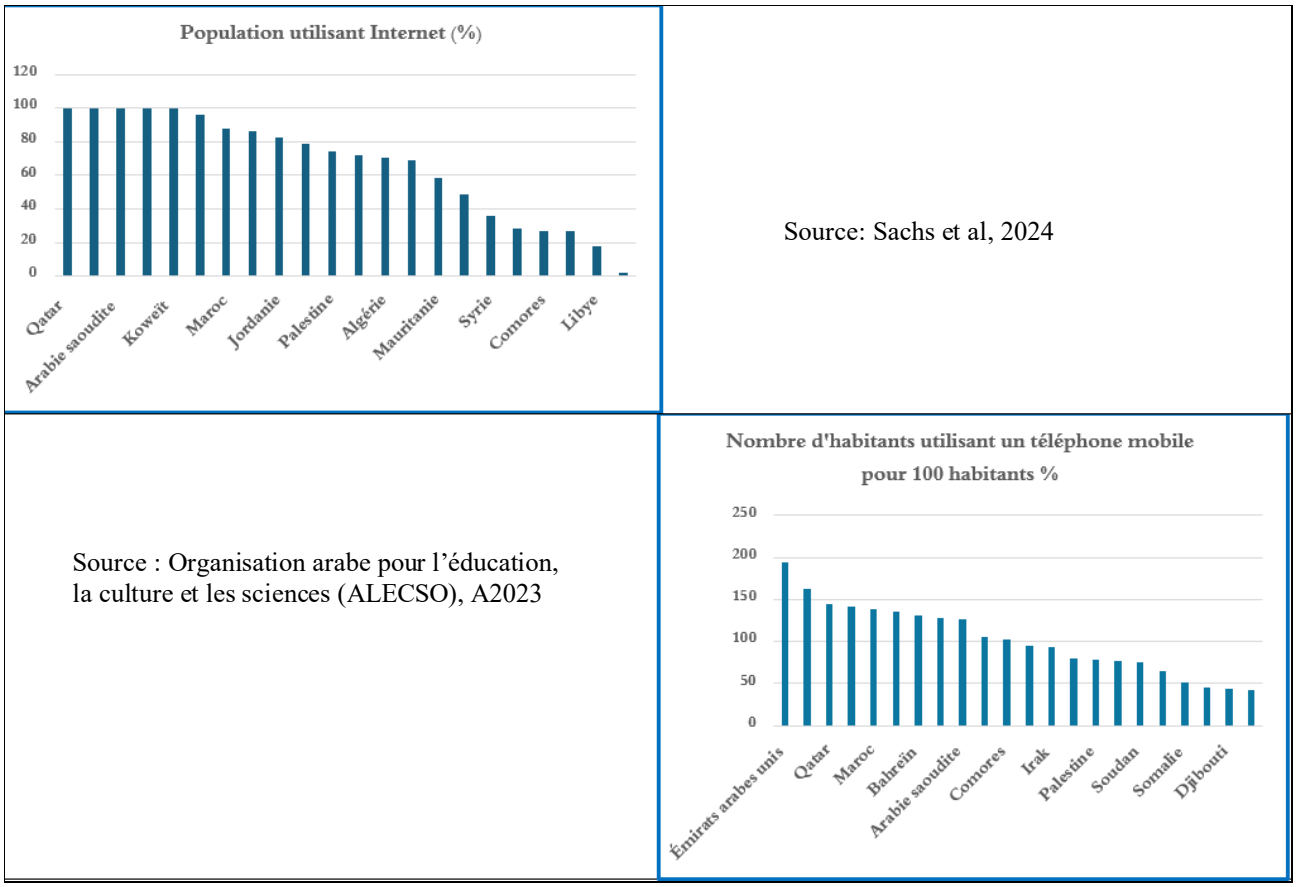
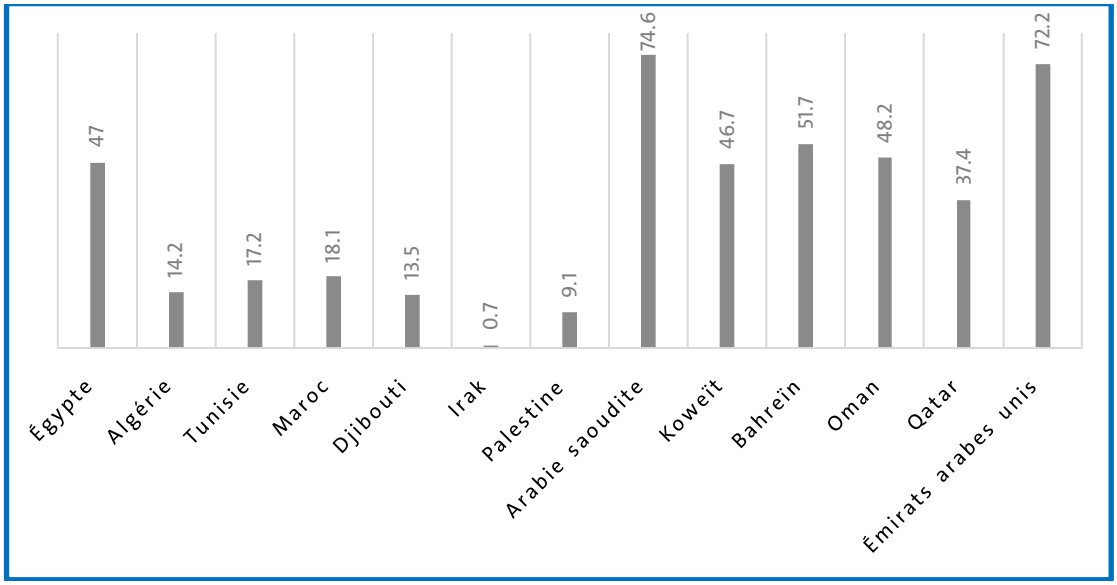


Figure 13 : Population utilisant Internet et téléphone mobile en pourcentage de la population totale dans les pays arabes en 2021.

Le fossé numérique entre les pays arabes apparaît nettement à travers les indicateurs d'utilisation des téléphones mobiles et d'Internet. Ce fossé est particulièrement marqué en Somalie et en République du Yémen, tandis qu'il se réduit légèrement en République du Soudan, à Djibouti et aux Comores. Ces disparités reflètent la capacité et le potentiel des pays à exploiter les opportunités offertes par les technologies numériques, lesquelles peuvent constituer un moteur de développement et permettre aux pays en retard de progresser vers un meilleur bien-être des populations et des institutions.
Dans le domaine de l'éducation, l'usage des technologies s'est accru au cours des dernières années, et son impact est apparu de manière particulièrement évidente durant la pandémie de COVID-19. Cette crise mondiale a mis en lumière l'importance de la transformation numérique dans l'enseignement. L'apprentissage à distance a permis d'éviter l'effondrement des systèmes éducatifs et de maintenir la mission des écoles malgré les fermetures. Durant cette période, 95 % des ministères de l'éducation dans le monde ont mis en place une forme d'enseignement à distance. Toutefois, de nombreux pays ont rencontré des difficultés : bien que 91 % des États aient utilisé des plateformes d'apprentissage en ligne comme alternative à la fermeture des écoles, ces plateformes n'ont atteint qu'un quart des étudiants dans le monde (UNESCO, 2023).

L'utilisation de la technologie numérique est aujourd'hui considérée comme l'un des facteurs clés d'une éducation de qualité et constitue un indicateur essentiel dans ce domaine. Elle englobe à la fois la disponibilité des infrastructures, la formation et la préparation des enseignants à intégrer ces outils dans leurs méthodes pédagogiques, ainsi que l'inclusion des compétences numériques dans les programmes scolaires. Ces compétences doivent garantir au minimum la maîtrise de la lecture et des mathématiques, mais surtout la capacité des apprenants à mobiliser le numérique dans tous les aspects de leur vie professionnelle et sociale (UNESCO, 2023).
La figure 14 illustre la proportion de jeunes et d'adultes disposant de compétences en technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les États arabes. Ces compétences couvrent un

éventail d'aptitudes pratiques, telles qu'installer des programmes électroniques, joindre et créer des fichiers, copier-coller et transférer des fichiers, se connecter à Internet, employer des formules mathématiques, utiliser un langage de programmation, etc. Ces données proviennent des rapports de suivi sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en lien avec la cible 4.4 de l'ODD 4, qui stipule : « Augmenter de manière significative le nombre de jeunes et d'adultes ayant les compétences appropriées, y compris des compétences techniques et professionnelles, pour l'emploi, des emplois décents et l'entrepreneuriat, d'ici 2030 ».



Source : UNESCO UIS, 32023

Figure 14 : Pourcentage de jeunes et adultes ayant des compétences numériques de base dans les TIC dans un groupe de pays arabes pour les années 2021/2022

L'éducation, en tant que source de production du capital humain, se confronte à une double équation. Il ne s'agit pas seulement d' utiliser la technologie en tant que consommateur ou destinataire, mais de promouvoir son transfert et son développement, afin que les résultats de l'éducation deviennent un outil efficace dans la création et l'évolution des technologies avancées. Les établissements d'enseignement supérieur jouent un rôle fondamental dans cette dynamique. Ils constituent la base de ce processus à travers leur implication dans l'innovation, la recherche et le développement scientifique, tout en soutenant les étudiants et chercheurs talentueux. Ce rôle stratégique leur permet de contribuer directement à la production de savoirs et à l'émergence de solutions technologiques capables de répondre aux défis futurs.

2.5 Classification des pays arabes selon la valeur de l'indice de développement humain :

Ce point présente un résumé de la situation des États arabes en matière de développement humain, à travers les indicateurs les plus importants liés au niveau de vie, à la santé et aux connaissances. L'Indice de développement humain (IDH), publié chaque année par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), repose sur une conception élargie du développement humain. Dans cette approche, l'augmentation du revenu individuel ne se limite pas à l'élargissement des choix économiques, mais vise également à promouvoir les droits, les libertés, les potentialités et les opportunités, permettant ainsi à chaque personne de mener une vie longue et saine (PNUD, 2015). La croissance économique est donc considérée comme un moyen et non une fin en soi, au service du développement humain. L'IDH est un indice composite qui mesure trois dimensions fondamentales du bien-être :

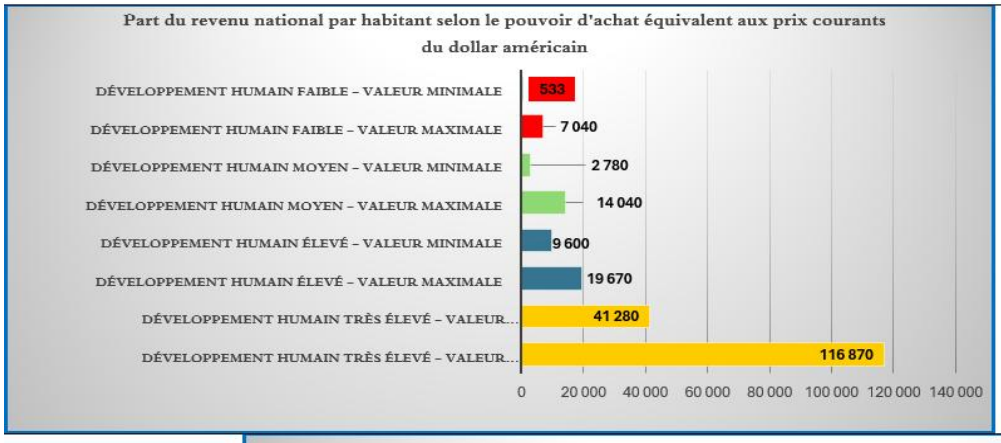
- Niveau de vie suffisant : mesuré par le revenu national brut (RNB) par habitant, en parité de pouvoir d'achat (PPA, en dollars).
- Santé et longévité : mesurée par l'espérance de vie à la naissance (en années).

- Accès à la connaissance : mesuré par le nombre moyen d'années de scolarité et le nombre d'années de scolarité prévues (en années).

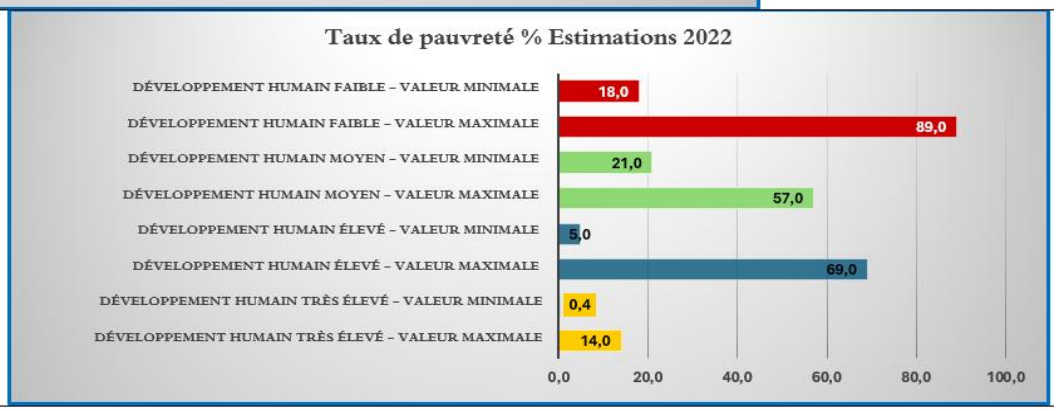
L'Indice de développement humain (IDH) varie entre 0 et 1 et permet de classer les pays en quatre groupes : développement humain faible (IDH < 0,550), développement humain moyen (0,550 ≤ IDH < 0,699), développement humain élevé (0,700 ≤ IDH < 0,799) et Développement humain très élevé (IDH ≥ 0,800 (PNUD, 2025). Depuis sa mise en œuvre, l'IDH constitue un outil essentiel pour mesurer les progrès, la stabilité et les disparités entre pays, tout en mettant en évidence les réalisations et les défis auxquels chaque pays est confronté. Selon cet indice (IDH 2023), les pays arabes se répartissent comme suit :

- développement humain très élevé : pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG).
- développement humain élevé : Algérie, Jordanie, Égypte, Liban, Tunisie, Libye, Maroc.
- développement humain moyen : Irak, Palestine, Comores, Syrie, Mauritanie.
- développement humain faible : Djibouti, Soudan, Yémen, Somalie.

La disparité entre les pays arabes dans la valeur de l'Indice de développement humain (IDH) reflète directement les écarts observés dans les trois principaux indicateurs du bien-être : le niveau de vie, la santé et l'éducation. Ces différences apparaissent clairement dans les figures 15 et 16 (a-b-c), qui détaillent la variation des performances selon chaque dimension. La figure 17 présente la répartition des pays arabes selon la valeur de l'IDH pour l'année 2023, en mettant en évidence leurs réalisations respectives dans ces indicateurs



Source: Groupe de la Banque mondiale, 2024

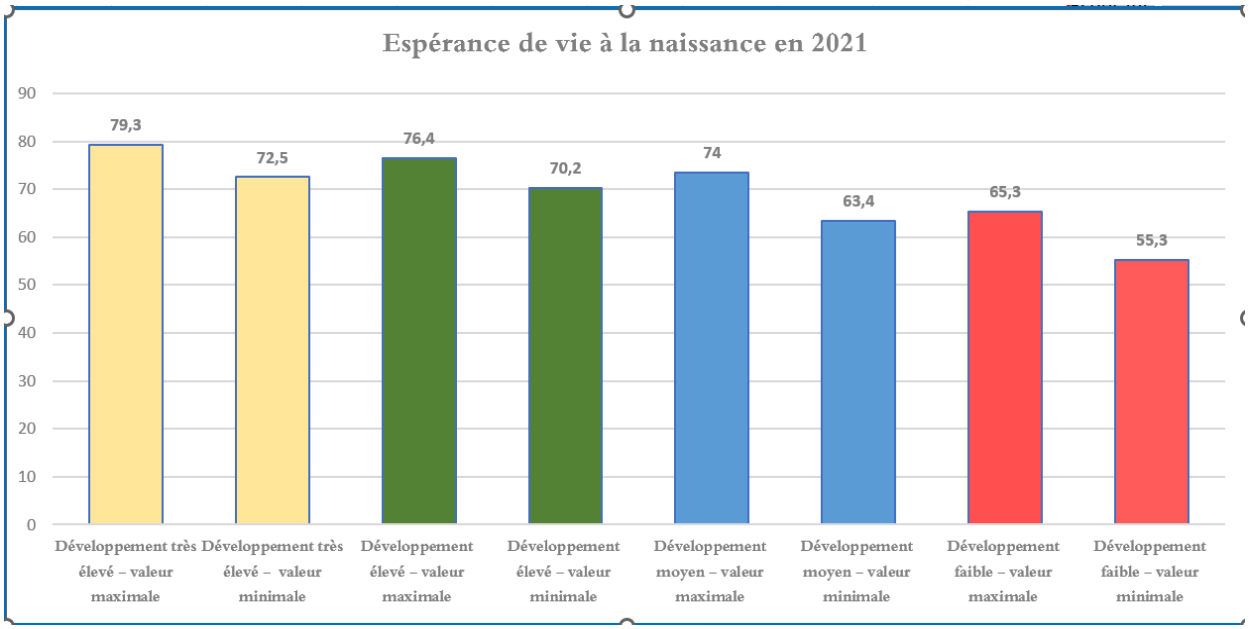


Données des pays de coopération (développement humain très élevé) : Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), 2023.

Figure 15 : Classification des groupes de pays arabes selon les indicateurs des niveaux de vie et la valeur de l'indice de développement humain pour l'année 2023

La figure ci-dessus met en évidence les valeurs extrêmes du revenu national brut (RNB) par habitant et du taux de pauvreté dans les pays arabes, après leur classification selon la valeur de l'Indice de développement humain (IDH). La disparité entre ces deux indicateurs est manifeste, mais elle apparaît plus marquée dans le cas du RNB par habitant. En 2017, l'écart entre la valeur la plus élevée dans les pays à très haut développement humain et la valeur la plus faible dans les pays à faible développement humain atteignait environ 41 000 $ (PPA). Concernant le seuil de pauvreté, les écarts sont également

significatifs entre les pays arabes, même au sein d'une même catégorie : dans le groupe du développement humain élevé, la différence entre la valeur la plus faible et la plus élevée est de 64 %, alors que dans le groupe du développement humain faible, l'écart atteint 71 %. Ces résultats traduisent une forte hétérogénéité socio-économique dans la région arabe, où certains pays disposent de ressources et de revenus élevés, tandis que d'autres restent confrontés à des niveaux de pauvreté importants, accentuant ainsi les disparités internes et régionales. Ces chiffres révèlent la situation dans un certain nombre de pays arabes et les défis majeurs liés à la lutte contre les problèmes de la pauvreté et ses causes parmi les membres de la société en tant que facteur principal dans de nombreuses maladies sociétales et un obstacle majeur au développement.

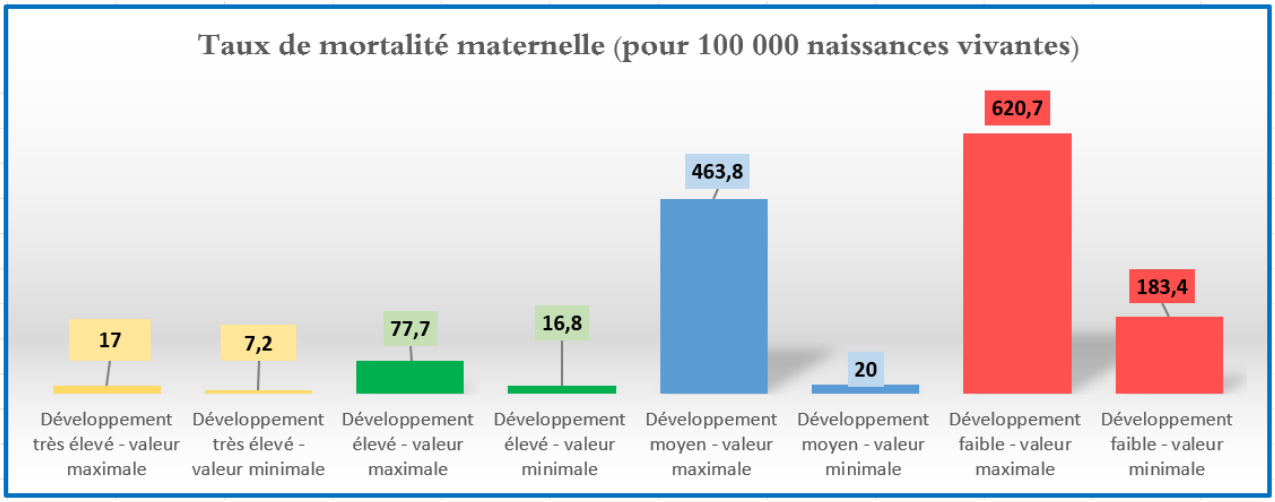


Source: Sachs et al, 2024

Figure 16.a : Classification des pays arabes selon l'indice de santé (âge médian à la naissance) et la valeur de l'indice de développement humain

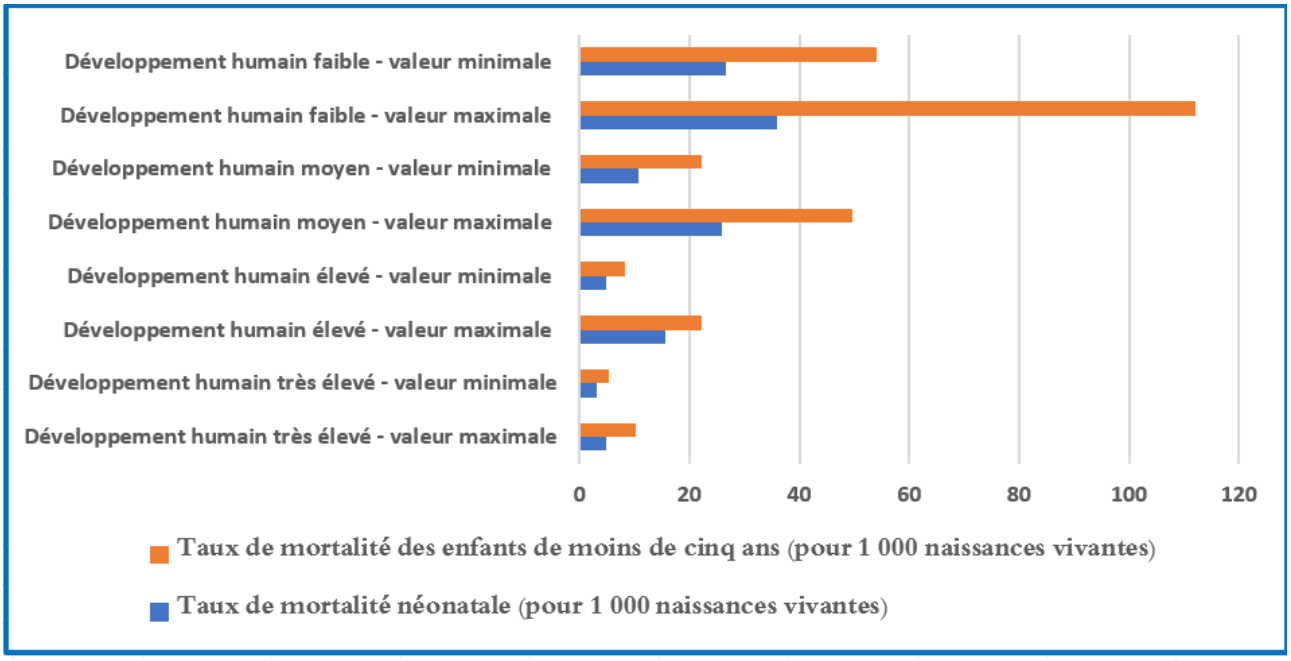
Cet indicateur reflète le niveau global de santé des membres de la communauté, mesuré par le nombre moyen d'années vécues ou prévues. Il traduit le degré de santé dont les individus ont bénéficié tout au long de leur vie, ainsi que la qualité des soins auxquels ils peuvent accéder en cas de besoin. L'allongement de l'espérance de vie constitue ainsi une expression tangible de l'amélioration du niveau général de santé. Il ressort de la figure ci-dessus que le niveau d'inégalité dans ce domaine n'est pas aussi marqué que dans l'indice du niveau de vie. Cela reflète les efforts des pays arabes pour élargir l'accès aux services de santé et toucher un segment plus vaste de la population.

Les figures 16 (b) et 16 (c) mettent en évidence des indicateurs spécifiques concernant un groupe vulnérable de la société : les mères, les nourrissons et les enfants de moins de cinq ans. Ces catégories nécessitent des soins spécialisés et des services continus, compte tenu des risques élevés auxquels elles sont exposées et des conséquences graves que peut entraîner toute insuffisance ou défaillance dans la prestation des services de santé.



Source: Sachs et al, 2024

Figure n° 16-B. taux de mortalité maternelle pour 100 mille naissances vivantes



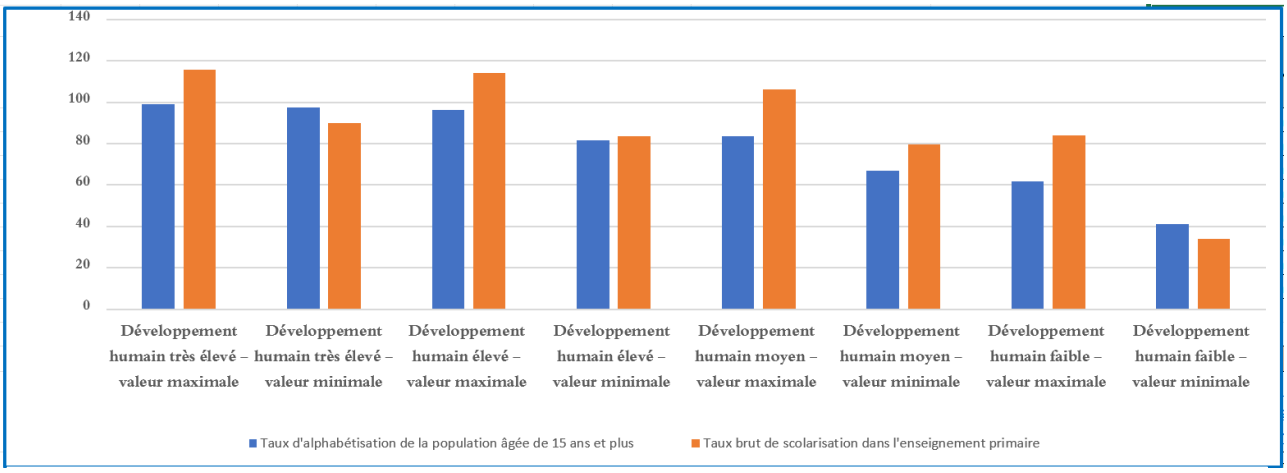
Source: Sachs et al, 2024

Figure n° 16-C. Taux de mortalité infantile et de mortalité des moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes

Les données mettent en évidence un niveau élevé d'inégalité entre les groupes de pays arabes, en particulier entre ceux à faible développement humain et les autres catégories. Toutefois, les efforts en matière de santé déployés dans les pays à très haut et haut revenu contribuent à réduire les écarts, notamment en ce qui concerne les soins destinés aux naissances et aux enfants en bas âge. La troisième dimension du développement humain reflète le niveau de connaissance des pays arabes et leurs initiatives dans ce domaine. Elle se traduit par deux indicateurs fondamentaux :

- Le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus.
- Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, considéré comme le minimum requis pour garantir à chaque individu l'acquisition des connaissances de base.

Ces indicateurs sont présentés dans la figure 17, qui illustre les disparités régionales et met en évidence les progrès réalisés ainsi que les défis persistants dans le domaine de l'éducation.



Source : Taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire : Portail du développement arabe , 2023
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus : Notre monde sur les données, 2024

Figure 17 : Répartition de pays arabes selon les indicateurs d'acquisition de connaissances et la valeur de l'indice de développement humain

La disparité entre les pays arabes demeure évidente, même à l'intérieur d'un même groupe de classification selon l'Indice de développement humain (IDH). Dans le groupe des pays à faible développement humain, l'écart entre la valeur la plus faible et la plus élevée du taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire atteint 50 %, tandis que la différence dans le taux d'alphabétisation est de 20 %. Dans le groupe des pays à développement humain moyen, les écarts sont plus réduits : 16,6 % pour le taux d'alphabétisation et 26,6 % pour le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire. La comparaison entre les deux catégories (faible et moyen développement humain) révèle également des disparités notables :

- Un écart de 25,9 % dans la valeur la plus faible du taux d'alphabétisation.
- Un écart de 45,6 % dans le taux brut de scolarisation primaire.

Ces différences traduisent la persistance d'inégalités structurelles dans l'accès à l'éducation et dans la maîtrise des compétences de base. Les prochains chapitres s'appuieront sur cette classification par groupes IDH pour analyser la qualité de l'éducation, en plus d'autres indicateurs complémentaires afin d'obtenir une image plus complète et nuancée de la qualité de l'éducation dans les pays arabes.

Chapitre III
Indicateurs éducatifs dans les pays arabes



Chapitre III.
Indicateurs éducatifs dans les pays arabes

Introduction :

Les indicateurs de l'éducation sont multiples et complexes ; ils ne sauraient se réduire à un unique rapport sur la qualité, d'autant que le degré d'information qu'ils apportent concernant cette qualité demeure variable. Les observatoires statistiques propres à chaque système éducatif conçoivent leurs propres dispositifs d'indicateurs, chacun adoptant un ensemble intégré de mesures relatives aux pratiques éducatives. Ces instruments permettent de suivre les processus d'apprentissage et d'en évaluer l'efficacité. Chaque pays définit ainsi un ensemble d'objectifs et de fonctions assignés à son système d'indicateurs éducatifs. Leur rôle consiste à décrire la réalité, à identifier les problèmes éducatifs majeurs ou potentiels, à fournir un retour sur les politiques et programmes de réforme, et à rationaliser la prise de décision au sein du système éducatif. Les indicateurs contribuent également à garantir la responsabilisation et le suivi par rapport aux normes de performance attendues, tout en permettant d'évaluer les processus éducatifs et l'efficacité du système dans la réalisation des objectifs fixés (Ogawa & Collom, 1998)

Il existe une pluralité de cadres d'interprétation de la qualité de l'éducation, lesquels tendent à définir un système éducatif idéal destiné à orienter les politiques, les procédures, les évaluations et les recherches relatives aux pratiques éducatives. Ces cadres reposent sur un ensemble d'indicateurs, suivis afin de révéler les spécificités du système éducatif de chaque pays en fonction de ses objectifs, de son contexte et de ses conditions particulières. Dans le cadre du suivi des progrès réalisés vers les objectifs de l'Éducation pour tous, et plus spécifiquement du sixième objectif de Dakar relatif à l'éducation de qualité, l'UNESCO a expérimenté un dispositif analytique visant à réguler et à appréhender les différentes variables liées à la qualité éducative. Ce dispositif postule que les leviers d'amélioration de la qualité de l'éducation peuvent présenter une certaine universalité et qu'il existe un ensemble de dimensions fondamentales des systèmes éducatifs influençant les processus d'apprentissage de base (UNESCO, 2005). Ces dimensions incluent : les caractéristiques des apprenants ; le contexte reliant l'éducation à la société (valeurs, tendances, niveau de richesse ou de pauvreté) ; les apports de soutien en ressources humaines et matérielles ; les processus d'enseignement et d'apprentissage associés ; enfin, les résultats de l'apprentissage, lesquels doivent être évalués à la lumière des objectifs éducatifs. Ces résultats englobent à la fois le rendement des apprenants et les bénéfices sociaux et économiques plus larges.

Le rapport de l'UNESCO sur l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs éducatifs s'est appuyé sur de nombreuses recherches et études menées aux niveaux national et international. Il a examiné de manière systématique l'impact des intrants éducatifs, des ressources disponibles ainsi que des processus d'enseignement et d'apprentissage sur la réussite et le développement des compétences individuelles, à court comme à long terme.
Au niveau des individus et des communautés, une série de facteurs exerce une influence particulière sur la qualité de l'éducation. Dans ce contexte, le rapport analyse un ensemble d'indicateurs relatifs à la qualité des systèmes éducatifs. Les principaux points de l'examen mettent en évidence :

A. Indicateurs de ressources et d'intrants :

- Pourcentage du produit intérieur brut consacré à l'éducation
- Nombre d'années d'enseignement préscolaire disponibles
- Pourcentage d'enfants scolarisés avant l'enseignement primaire
- Durée de l'enseignement obligatoire et gratuit accessible aux apprenants
- Critères d'admission dans la profession enseignante
- Niveau de qualification des enseignants titulaires d'un diplôme universitaire
- Conditions de promotion des enseignants

B. **Indicateurs pour les processus d'enseignement et d'apprentissage :**
   - Nombre d'heures scolaires disponibles pour l'apprentissage
   - Temps consacré à l'étude d'une matière donnée
   - Ratio élèves/enseignants
   - Taille des classes
   - Taux d'échec et d'abandon
   - Évaluation périodique des performances des apprenants et tests réguliers

C. Indicateurs de l'impact d'une éducation de qualité sur le revenu par habitant et la croissance économique :
   - Taux d'achèvement des études à tous les niveaux
   - Nombre d'années d'études suivies par individu
   - Acquisition par l'individu des compétences cognitives de base en lecture, écriture et calcul
   - Moyennes des résultats des élèves en mathématiques et en sciences lors des tests internationaux

Les indicateurs mentionnés ci-dessus constituent un cadre applicable à l'ensemble des systèmes éducatifs, tout en intégrant les spécificités locales propres à chaque contexte, ainsi que leurs forces et leurs faiblesses. À cela peuvent s'ajouter des indicateurs qualitatifs relatifs, par exemple, à l'efficacité des méthodes pédagogiques mises en œuvre par les enseignants, à l'adaptation des programmes et des processus d'enseignement-apprentissage aux besoins et aux caractéristiques des élèves, au rôle de la famille, ainsi qu'au contexte socio-économique. Chaque système doit ainsi être appréhendé de manière distincte. Dans le « Rapport sur l'état de la qualité de l'éducation dans les États arabes », le modèle fondé sur les intrants, les processus et les résultats est mobilisé afin de suivre les indicateurs éducatifs et les indicateurs de qualité, tels que présentés dans le tableau 3.

Tableau 3 : Indicateurs de l'éducation et indicateurs de la qualité selon les dimensions fondamentales du système d'intrants, de processus et d'extrants

Première dimension : Apports au processus éducatif (indicateurs de l'éducation)	
1.1 Cadres législatifs pour les politiques et systèmes éducatifs	Il comprend la législation publiée dans les États arabes concernant la garantie de l'éducation de base pour tous, la disponibilité d'une législation garantissant la gratuité de l'éducation et les indicateurs de garantie légale pour la fourniture de l'éducation préscolaire.
2 l'application des lois et législations dans les pays arabes	Il doit fournir des indicateurs des mesures prises pour mettre en œuvre toutes les obligations du système établies par les lois et la législation ; tels que les taux de participation au pré-primaire, l'inscription en première année, les taux d'inscription dans l'éducation de base, les taux de parité entre les sexes et les taux de non-scolarisation.
3 Les ressources allouées à l'éducation dans les États arabes comprennent :	
Dépenses financières	Les indicateurs incluent les dépenses consacrées à l'éducation en proportion de la production nationale et des dépenses publiques.
Ressources humaines	Il s'intéresse en particulier aux enseignants et suit des indicateurs indiquant les conditions d'emploi, le développement professionnel et les mécanismes de promotion, ainsi que les taux d'étudiants par enseignant.
Ressources matérielles	Il s'agit des infrastructures scolaires et des salles de classe, des services d'éducation fournis par les sources d'apprentissage telles que l'Internet et les ordinateurs, des installations physiques appropriées et sûres, des services de soutien tels que les livres, le transport et la nutrition, ainsi que des infrastructures pour les groupes spéciaux.
La deuxième dimension : L'éducation et les processus éducatifs (indicateurs de qualité)	
2.1 L'apprenant	L'apprenant (l'étudiant) est au centre des processus d'enseignement et d'apprentissage. Cet aspect comprend le suivi des heures

Première dimension : Apports au processus éducatif (indicateurs de l'éducation)	
	d'apprentissage disponibles pour l'étudiant et le temps approprié alloué aux activités et au développement des compétences.
2 – 2 L'enseignant	Inclut l'environnement approprié pour que l'enseignant fournisse une éducation de qualité ; cela inclut un quota de cours d'enseignement, la récompense matérielle qu'il reçoit et son lien avec l'échelle des promotions dans le poste.
2 – 3 Curriculum et contenu d'apprentissage	Les cours et leur pertinence, leur pertinence aux besoins des générations présentes et futures, les heures allouées à l'enseignement des langues indigènes et étrangères, les mathématiques et les sciences, le temps alloué pour l'instruction en classe et les activités scolaires d'accompagnement. Il comprend également des indicateurs sur l'éducation à la citoyenneté et le développement de valeurs de paix, de sécurité et de droits humains.
2 - 4 Calendrier scolaire	L'évaluation est un outil important qui peut être utilisé pour atteindre la qualité de l'éducation et des pratiques éducatives dans la salle de classe en particulier, y compris l'identification des politiques d'évaluation au niveau du système et de l'école.
2 – 5 Environnement de classe et d'école adéquat qui est physiquement et moralement sûr	Les indicateurs incluent la répartition des dépenses d'éducation par niveaux de base et la part de ces dépenses par étudiant, ainsi que des indicateurs pour les classes tels que la densité d'étudiants.
2 – 6 –Efficience	Il suit des indicateurs spécifiques au système éducatif qui incluent le nombre attendu d'années de scolarité, les taux d'achèvement, les taux de réussite aux examens centraux et les taux d'abandon.
La troisième dimension : Résultats et retombées de l'éducation (résultats d'enseignement et d'apprentissage)	
3 résultats à court terme (direct)	L'éducation de qualité cherche à appliquer différentes méthodes pour mesurer ce qui a été appris, et ces efforts doivent être multipliés pour évaluer les résultats d'apprentissage, c'est pourquoi cet aspect concerne le suivi des mesures prises dans ce domaine, tant au niveau national qu'international. Les indicateurs de compétence en lecture et en mathématiques sont également suivis.
3 – 2 Résultats	Il est calculé à moyen terme pour évaluer l'efficacité du système éducatif et sa capacité à doter les individus des connaissances et compétences qu'ils peuvent utiliser dans leur vie sociale et professionnelle. L'un des indicateurs les plus importants à cet égard est la performance des étudiants dans les évaluations internationales à grande échelle. Il comprend des résultats importants pour les étudiants en lecture, mathématiques et matières scientifiques.
3 – 3 Impacts	La valeur à long terme de l'éducation est calculée : • Au niveau individuel : Il s'agit notamment des indicateurs de l'emploi sur le marché du travail et de la poursuite d'études supérieures, ainsi que des indicateurs de jeunes sans emploi ou sans formation. • Au niveau de la communauté : Les indicateurs sont le rendement économique sur l'éducation

Dans ce chapitre, nous aborderons la première dimension, à savoir les indicateurs relatifs aux intrants du processus éducatif, en mettant en lumière ceux qui concernent le contexte éducatif dans les systèmes des pays arabes. Ces indicateurs reflètent principalement des conditions non

incontournables du système éducatif, lesquelles peuvent être maîtrisées et régulées.[12], ces éléments relèvent de la sphère d'intervention du planificateur des politiques éducatives, lequel peut les influencer directement ou indirectement à travers des politiques nationales, des plans et diverses mesures. Les indicateurs ainsi mobilisés contribuent à dresser une image globale de l'éducation dans les pays arabes et constituent une feuille de route pour les indicateurs de qualité associés aux deuxième et troisième dimension, qui seront examinés dans le chapitre IV.
Le contenu de cette section peut être résumé comme suit :

- Le panorama général de l'éducation dans les pays arabes.
- Les cadres législatifs et juridiques, ainsi que leur interprétation en matière de mise en œuvre des politiques éducatives dans la région.
- Les indicateurs permettant de mesurer le degré d'application de ces politiques, à travers le suivi et l'analyse des inscriptions aux différents niveaux d'éducation.
- Les indicateurs relatifs à la mobilisation et à la gestion des ressources allouées à l'éducation, incluant les ressources financières et humaines, l'environnement d'apprentissage mis à disposition des apprenants, ainsi que les dispositifs et formes de soutien qui leur sont fournis.

1. Le paysage général de l'éducation dans les pays arabes

Le paysage de l'éducation générale repose sur la présentation de données statistiques fournies par les pays arabes ayant répondu au formulaire d'éducation générale. Pour les pays n'ayant pas transmis de données complètes, le rapport de recherche s'est appuyé sur les informations disponibles sur leurs sites officiels ou dans les rapports d'organismes internationaux reconnus. Les aspects examinés dans cette section ne couvrent pas l'ensemble des domaines du paysage éducatif, mais mettent en évidence certaines caractéristiques fondamentales permettant au lecteur de saisir une vision d'ensemble de l'éducation dans les pays arabes, afin que les indicateurs de ce paysage puissent être analysés et interprétés par la suite.

a. Les gouvernements des pays arabes assument la responsabilité de fournir une éducation à leurs citoyens et reconnaissent, en particulier, le principe de gratuité de l'éducation de base. La majorité des États arabes adoptent une structure d'enseignement général sur douze années : neuf années d'éducation de base, réparties en deux cycles (élémentaire et préparatoire), suivies de trois années d'enseignement secondaire, comme il sera détaillé ultérieurement. L'État, représenté par le ministère de l'Éducation, valide les programmes des écoles publiques du primaire au secondaire. La plupart des pays arabes ont œuvré à garantir l'accès universel à l'éducation de base par l'adoption de législations appropriées, la mise en place de plans, l'allocation de ressources financières et humaines, ainsi que la mise en œuvre de programmes éducatifs, comme il sera exposé ci-après.

b. Les données recueillies dans le cadre de cette recherche révèlent qu'environ 96 millions d'élèves sont inscrits dans l'enseignement de base (primaire et secondaire inférieur) ainsi que dans l'enseignement secondaire général. Les effectifs de l'enseignement public représentent près de 20 % de la population totale des pays arabes, un pourcentage qui varie selon les États en fonction de la structure démographique propre à chacun et de la diversité des groupes de population (voir tableau 4).

[12] Dans ce contexte, nous aimerions faire référence à ce qui a été présenté au chapitre II du présent rapport, concernant la population et le développement humain, qui a révélé le contexte économique et social, reflétant les facteurs externes qui influencent la politique éducative. Ces facteurs **représentent les** conditions inévitables et incontrôlables de la société, telles que les caractéristiques économiques et sociales de la société que la politique éducative doit prendre en compte, comme la répartition de la population par sexe, région, origine ethnique et religieuse, etc.

Tableau 4 : Pourcentage d'élèves dans l'enseignement public par rapport à la population totale dans les pays arabes

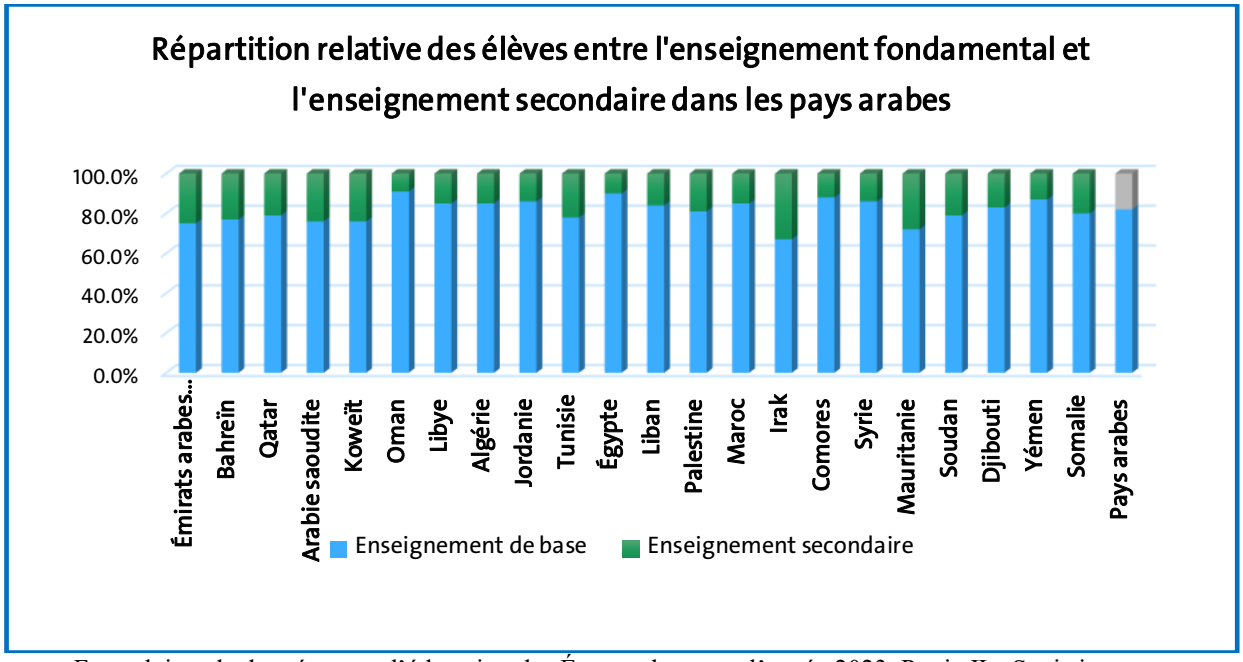
États arabes	% Étudiants / la population	Étudiants	Population en 2023
Émirats arabes unis	11	1,195,023	10,483,751
Bahreïn	14	224,753	1,577,059
Qatar	12	318,618	2,656,032
Arabie saoudite	19	6,397,641	33,264,292
Koweït	13	617,559	4,853,420
Oman	18	909,972	5,049,269
Libye	33	2,401,521	7,305,659
Algérie	24	11,128,140	46,164,219
Jordanie	19	2,144,501	11,439,213
Tunisie	20	2,476,259	12,200,431
Égypte	23	26,399,994	114,535,772
Liban	15	870,832	5,773,493
Palestine	27	1,382,932	5,165,775
Maroc	21	8,080,293	37,712,505
Irak	22	9,895,845	45,074,049
Comores	23	195,190	850,387
Syrie	15	3,527,970	23,594,623
Mauritanie	24	1,198,283	5,022,441
Soudan	27	13,352,576	50,042,791
Djibouti	12	139,067	1,152,944
Yémen	7	2,628,964	39,390,799
Somalie	5	863,167	18,358,615
Total des États arabes	**20**	**96,349,100**	**481,667,539**

Source des données sur la population : Banque mondiale, 2023C.
Source pour les données sur le nombre d'étudiants : Formulaires de données des États arabes pour l'éducation pour 2023. Sauf : (Arabie saoudite : Autorité générale pour la statistique, Arabie saoudite, 2019), (Liban: Centre éducatif pour la recherche et le développement, République libanaise, 2023), (Irak : Autorité des statistiques et des systèmes d'information géographique de la République d'Irak, 2020**),** (Comores : Banque mondiale, 2021), (République du Soudan : Banque mondiale, 2025) et (Djibouti : Ministre de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle de la République de Djibouti, 2023.**)**

L'examen du tableau précédent met en évidence une forte disparité entre les pays arabes, résultant de divers facteurs influençant la détermination des proportions d'élèves. Parmi ces facteurs figurent les caractéristiques démographiques propres à la région, marquée par une société majoritairement jeune, ainsi que la présence importante de travailleurs étrangers dans les pays du Golfe, ce qui contribue à réduire le taux d'élèves par rapport à la population totale dans ces pays, comparativement au reste du monde arabe. La Libye présente la proportion la plus élevée d'élèves, atteignant 33 % de la population, soit un tiers. Le Soudan et la Palestine enregistrent chacun un taux de 27 %, ce qui constitue une lourde charge pour leurs systèmes éducatifs, compte tenu de leurs conditions économiques et politiques. À l'inverse, le Yémen ne dépasse pas 7 % de la population étudiante, tandis que la Somalie affiche un taux encore plus faible, limité à 5 %. L'influence des conditions politiques, économiques et sociales propres à chaque pays, ainsi que de leurs législations et capacités institutionnelles, apparaît clairement dans leur aptitude à accueillir les enfants d'âge scolaire, à ouvrir des opportunités éducatives et à leur permettre d'apprendre et d'acquérir des connaissances. Les sections suivantes contribueront à approfondir l'analyse du contexte éducatif dans les pays arabes.

Les élèves de l'éducation de base représentent 82 % des effectifs inscrits dans l'enseignement formel. Cette proportion constitue une charge considérable pour le financement de l'éducation, les pays s'engageant à rendre l'enseignement de base obligatoire et gratuit, sans compter l'enseignement secondaire, également gratuit dans la majorité des pays arabes. La part de l'enseignement secondaire, en termes d'effectifs, varie d'un pays à l'autre et dépend du flux d'élèves passant de l'éducation de

base à l'enseignement secondaire. Pour nombre de diplômés, ce passage marque une étape vers l'entrée sur le marché du travail, notamment dans les pays agricoles ou à faibles revenus, où les familles recourent au travail des enfants afin d'améliorer leur niveau de vie.
La figure 18 illustre la répartition des élèves entre l'éducation de base et l'enseignement secondaire dans les pays arabes. Il convient de souligner que les taux d'éducation de base dépassent 90 % à Oman et en Égypte. Ils excèdent également 85 % dans des pays caractérisés par la diversité culturelle et le caractère rural de leurs populations, tels que les Comores, le Yémen, la Syrie, la Libye, le Maroc, l'Algérie et la Jordanie.



Source: Formulaires de données pour l'éducation des États arabes pour l'année 2023. Partie II - Statistiques et indicateurs - la première question, sauf :

- Arabie saoudite : Autorité générale des statistiques d'Arabie saoudite, 2019.
- République libanaise : Centre éducatif pour la recherche et le développement en République libanaise, 2023.
- République d'Irak : Autorité des statistiques et des systèmes d'information géographique de la République d'Irak, 2020.
- Comores: World Bank, 2021
- Soudan: World Bank, 2025
- Djibouti: Ministère de l'Education Nationale Et de la formation Professionnelle de la République de Djibouti, 2023

Figure 18 : Répartition en pourcentage des élèves de l'enseignement général entre l'enseignement de base et l'enseignement secondaire

a. Les données révèlent que le taux d'achèvement des études primaires dans les pays arabes est passé de 75 % en 2000 à 82 % en 2022 (CESAO, 2024). Selon les statistiques de la Banque mondiale, ce taux a atteint 85 % en 2023, contre 88 % au niveau mondial la même année (Groupe de la Banque mondiale, 2023).
b. Parallèlement, bien que les pays arabes n'avancent pas au même rythme dans l'élargissement des opportunités éducatives, ils s'efforcent d'améliorer la qualité de l'éducation par le développement et la réforme des programmes scolaires, afin de répondre aux exigences de la vie moderne, de la technologie et de l'information. Ces efforts visent également à renforcer la formation des enseignants, tant initiale qu'en cours d'emploi, et à améliorer l'environnement éducatif. Toutefois, le degré de développement demeure variable selon les capacités et les mécanismes propres à chaque pays. De nombreuses inégalités persistent encore, notamment entre garçons et filles, entre zones rurales et urbaines, ainsi que dans la qualité et le niveau des services éducatifs destinés aux groupes spécifiques et autres catégories (CESAO, 2024).

Le secteur privé dans les pays arabes joue un rôle manifeste dans l'investissement éducatif, allant de la maternelle à l'université. Les organismes spécialisés relevant des ministères de l'Éducation sont chargés d'agréer les établissements privés et de contrôler leur fonctionnement, conformément aux lois et règlements qui définissent les cadres et modalités de création de ces institutions. L'importance du rôle assumé par le secteur privé, ainsi que la nature des services éducatifs qu'il fournit, varient selon les circonstances propres à chaque pays et les conditions imposées par les autorités nationales. Comme l'illustre le tableau 5, les pays arabes peuvent être regroupés en quatre niveaux selon la part assumée par le gouvernement dans la fourniture des services éducatifs.

Tableau 5 : Répartition en pourcentage des élèves de l'enseignement de base et secondaire entre l'enseignement public et privé dans les pays arabes.

Pays	Pourcentage d'élèves en éducation spécialisée	Pourcentage d'élèves dans l'enseignement public	Total
Émirats arabes unis	77.0%	23.0%	100%
Bahreïn	34.0%	66.0%	100%
Qatar	60.0%	40.0%	100%
Arabie saoudite	..	..	..
Koweït	38.0%	62.0%	100%
Oman	15.0%	85.0%	100%
Libye	24.0%	76.0%	100%
Algérie	2.0%	98.0%	100%
Jordanie	28.0%	72.0%	100%
Tunisie	10.0%	90.0%	100%
Égypte	18.0%	82.0%	100%
Liban	72.0%	28.0%	100%
Palestine	35.0%	65.0%	100%
Maroc	15.0%	85.0%	100%
Irak	5.0%	95.0%	100%
Comores	Données non disponibles		
Syrie	100.0%	7.0%	93.0%
Mauritanie	Données non disponibles		
Soudan	Données non disponibles		
Djibouti	12.0%	88.0%	100%
Yémen	8.0%	92.0%	100%
Somalie	59.0%	41.0%	100%

Source : Formulaires de données pour l'éducation des États arabes pour l'année 2023. Partie II - Statistiques et indicateurs - première question sauf : (Arabie saoudite : Autorité générale pour les statistiques en Arabie saoudite, 2019 **),** (Liban : Centre éducatif pour la recherche et le développement en République libanaise, 2023) et (Irak : statistiques et GIS Autorité de la République d'Irak, 2020) et Comores: Banque mondiale, 2021) (Soudan: Banque mondiale, 2025) et (Djibouti: Ministère de l'Éducation Nationale et de la formation Professionnelle de la République de Djibouti, 2023).

La contribution du secteur privé à l'offre d'opportunités éducatives varie sensiblement d'un pays à l'autre, tout comme son impact sur l'éducation et sa rentabilité. En Somalie, par exemple, où la proportion d'élèves inscrits dans le secteur public est limitée à 41 %, les établissements privés assurent près de 87,5 % des services éducatifs au niveau primaire (ALECSO, 2024). L'accès des élèves à l'éducation y dépend largement de leur capacité à s'acquitter de frais de scolarité, estimés en moyenne à 7,8 pour l'enseignement secondaire (Ministère de l'Éducation de la Culture et de l'Enseignement supérieur en Somalie, 2023, tableau 6). Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, le secteur privé connaît une expansion notable, particulièrement aux Émirats arabes unis et au Qatar, et dans une moindre mesure au Koweït et à Bahreïn. L'Arabie saoudite, pour sa part, s'efforce de renforcer son partenariat avec le secteur privé dans la fourniture de services éducatifs, notamment

à travers l'initiative des « Écoles indépendantes », qui vise à transférer la gestion et l'exploitation d'un groupe d'écoles publiques au secteur privé (Autorité générale des statistiques d'Arabie saoudite, 2022). Ces initiatives de développement du secteur éducatif privé reposent sur l'idée que ce partenariat contribuera à améliorer les résultats scolaires et la qualité de l'éducation.

Cependant, l'accès à l'enseignement privé demeure tributaire de la capacité des familles à assumer le coût de la scolarisation de leurs enfants. Le tableau 3-3 montre que la part du secteur privé progresse également au Liban, où l'enseignement privé se divise entre établissements gratuits et non gratuits. L'enseignement privé gratuit attire environ 11 % du total des élèves (Centre éducatif pour la recherche et le développement, Liban, 2023, p. 8). À l'inverse, la proportion d'élèves inscrits dans le secteur public dépasse 90 % en Algérie, atteignant 98 %. Dans ce pays, le système éducatif est centralisé et l'éducation est considérée comme une prérogative de l'État, accessible gratuitement à tous les niveaux. L'État a également renforcé le système central en matière de création d'établissements privés, lesquels sont tenus de suivre les programmes officiels définis par le ministère de l'Éducation, conformément à l'article 60 de la loi nationale sur l'éducation n° 08-04 de 2008 (Ministère de l'Éducation nationale, Algérie, 2008). Les études des élèves aboutissent par ailleurs à des examens organisés par le secteur public, selon les mêmes modalités et conditions que celles appliquées dans les établissements publics (art. 63). La proportion d'élèves inscrits dans le secteur public est également élevée en Irak (95 %), en Syrie (93 %), au Yémen (92 %) et en Tunisie (90 %).

Le paysage de l'éducation générale se réduit essentiellement à l'aspect quantitatif des systèmes éducatifs, davantage qu'à leur dimension qualitative. La proportion d'élèves inscrits dans l'enseignement public tend à croître, et de nombreux pays s'approchent progressivement — comme il sera montré ultérieurement — de la réalisation de l'objectif d'un accès universel à l'éducation de base. Le secteur privé contribue également à répondre aux besoins d'une large part de la société. Sa flexibilité, ainsi que son ambition d'attirer le plus grand nombre possible d'apprenants, l'incitent à s'adapter aux évolutions sociales et technologiques afin de fournir une éducation de qualité.
Toutefois, cette dynamique ne peut être généralisée à l'ensemble des pays arabes avec la même intensité. Certains demeurent en retrait par rapport au courant dominant, confrontés à des difficultés, défis et obstacles qui, issus du contexte social et étatique, se reflètent directement dans le domaine éducatif, comme l'analyse suivante le mettra en évidence.
Les sections qui suivent examinent un ensemble d'indicateurs éducatifs relatifs aux systèmes et législations en vigueur dans les pays arabes, ainsi que les effets de leur application sur les ressources financières, humaines et matérielles consacrées à l'éducation.

2. Cadres législatifs des politiques et systèmes éducatifs

Les cadres législatifs des pays arabes reposent sur un ensemble de principes fondamentaux, inspirés des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, aux droits de l'enfant, aux droits des personnes handicapées, ainsi que d'autres conventions universelles. Ils consacrent notamment le droit à une éducation gratuite et obligatoire, garantissant l'accès à un minimum d'éducation de base, tout en incluant les soins et le développement de la petite enfance ainsi que l'enseignement préscolaire. Ces objectifs essentiels sont intégrés dans le cadre d'action adopté par l'Agenda 2030 pour le développement durable, tel que formulé dans la Déclaration d'Incheon, visant la réalisation du quatrième objectif relatif à l'éducation de qualité d'ici 2030 (UNESCO, 2016). La législation qui en découle constitue le socle juridique des politiques et programmes éducatifs, et représente ainsi l'instrument principal pour atteindre les objectifs définis par l'Agenda 2030 pour le développement durable.

2.1 Garantir le droit à l'éducation pour tous :

La cible 4 du quatrième objectif de l'Agenda 2030 pour le développement durable, telle qu'énoncée dans la Déclaration d'Incheon, stipule qu'il convient de « veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons bénéficient d'un enseignement primaire et secondaire gratuit et équitable, aboutissant à des résultats éducatifs appropriés et efficaces d'ici 2030 ». Dans les pays arabes, les lois officielles relatives à l'éducation garantissent ce droit conformément aux dispositions constitutionnelles. Elles définissent la durée de l'enseignement formel et obligatoire, précisent la responsabilité de l'État et de la société, et consacrent le principe de gratuité. La majorité de ces législations stipulent que l'éducation de base débute à l'âge de six ans, qu'elle est obligatoire et doit être accessible gratuitement à tous. Dans certains systèmes, les parents peuvent toutefois être amenés à contribuer à certaines dépenses spécifiques, telles que les vêtements, la papeterie pour les activités scolaires, le transport, et parfois les manuels.

Le tableau 6 présente les lois et législations adoptées dans un ensemble de pays arabes pour lesquels des données sont disponibles. Il examine également le nombre d'années d'éducation obligatoire et formelle de base tel qu'il ressort de ces textes. En outre, les dispositions légales de ces pays, ainsi que les délais fixés pour l'éducation obligatoire, ont été analysés. Le tableau met également en évidence l'obligation, inscrite dans les lois éducatives des pays arabes, de fixer l'âge de la scolarité obligatoire à six ans et de la prolonger jusqu'à quinze ou seize ans. Dans certains cas, la législation ne définit pas explicitement l'âge de fin de l'instruction obligatoire, mais le remplace par une référence aux étapes scolaires ou au nombre d'années que l'élève doit accomplir. Cette durée est généralement de neuf ou dix ans, conformément à la norme nationale pour l'éducation de base, qui inclut l'enseignement primaire et le secondaire inférieur.

Il convient de noter que certains pays ont porté cette durée à douze ans, comme aux Émirats arabes unis, où le niveau secondaire est désormais considéré comme obligatoire (Bureau présidentiel des Émirats arabes unis, 2022). Au Maroc, la loi intègre l'enseignement préscolaire pour les enfants âgés de quatre à six ans dans l'éducation obligatoire, en l'associant à l'enseignement primaire, conformément aux articles 8 et 19 de la loi-cadre n° 51.17 relative au système d'éducation, de formation et de recherche scientifique (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement élémentaire et des Sports, Maroc, 2019).

Tableau 6 : Quelques-uns des contenus de la législation promulguée dans les États arabes concernant la garantie de l'éducation de base pour tous

L'État	Début de l'âge obligatoire	Fin de l'âge obligatoire	Source de la législation	Les années de scolarité théorique obligatoire
Émirats arabes unis	6	Non spécifié	Décret-loi 39 de 2022 - Décret ministériel n° 24 de 2021 concernant le calcul de l'âge d'admission dans les écoles publiques et privées (Bureau de la présidence des Émirats arabes unis, 2022)	**12**
Bahreïn	6	16	(27) de 2005 (législation et avis juridique de l'Autorité du Royaume de Bahreïn, 2005).	**9**
Qatar	6	18	(25) de 2001 concernant l'éducation obligatoire (Ministère de la Justice de l'État du Qatar, 2001).	**9**
Arabie saoudite	6	15	Décret royal n° a/90 du 27/8/1412 sur la loi fondamentale de l'Etat (article 30) (139) (Formulaire de données d'état)	**9**
Koweït	6	Non inclus	Constitution de l'État du Koweït/ Article 40 (Ministère de la Justice de l'État du Koweït, 2011). (11) de 1965 (portail des lois de l'État du Koweït, 1965).	**9**
Oman	6	17	Décret royal no 31/2023 portant promulgation de la loi sur l'éducation (Journal officiel du Sultanat d'Oman, 2023, 18 mai).	**10**
Libye	6	15	Loi no 95 de 1975 et Loi no 18 de 2010 sur l'éducation (Académie libyenne de droit, 1975). (Académie de droit libyenne, 2010).	**9**
Algérie	6	16	Loi n° 08-04 sur la directive de l'éducation nationale (Ministère de l'Éducation Nationale du Peuple, République Algérienne Démocratique, 2008).	**10**
Jordanie	6	16	Loi no 3 de 94 (Ministère de l'éducation du Royaume hachémite de Jordanie, 1994).	**10**
Tunisie	6	16	Loi no 80 de 2002 sur la directive éducative (législation éducative tunisienne, 2002) et (Ministère de l'éducation de la République tunisienne, 2013).	**9**
Égypte	6	Non inclus	Constitution de la république arabe d'Égypte (Assemblée des représentants de la république arabe d'Égypte, 2019). (139) de 1981 (Publications juridiques de l'Unité de recherche en droit et société, 1981)	**9**
Liban	6	18	Loi n° 150 modifiant l'article (49) du décret législatif n° 134 de 1959 et ses amendements (Université libanaise, 2022) et Université libanaise, 2000).	**9**
Palestine	6	Non inclus	(8) de 2017 concernant l'éducation publique (Ministère de l'enseignement supérieur , État de Palestine, 2017).	**9**
Maroc	6	16	Dahir al-Sharif n° 1.63.071 + Loi cadre n° 51.17 sur le système d'éducation, de formation et de recherche scientifique (Ministère de la Justice du Royaume du Maroc, 2000).	**12**
Irak	6	12	Article 34 de la Constitution de la République d'Irak. Cinquième édition 2011 (Conseil des représentants irakien, 2011). Loi sur l'éducation no 22 de 2011 (Journal officiel de la République d'Irak, 2011)	**6**
Comores	**Les données ne sont pas disponibles**			
Syrie	6	15	Loi no 7 de 2012 (Assemblée du peuple de la République arabe syrienne, 2012).	**9**
Mauritanie	6	15	Loi n° 054:/2001 (ministère de l'éducation nationale et réforme du système éducatif de la république islamique de Mauritanie, 2022).	**9**
Soudan	6	Non inclus	Loi sur la planification et la réglementation de l'éducation publique, 2011 (Ministère de la justice de la République du Soudan, 2001).	**8**
Djibouti	Les données ne sont pas disponibles			**9**
Yémen	Non inclus	6	Constitution de la République du Yémen 2014. (45) de 1992 sur la loi générale sur l'éducation (Centre national d'information de la République du Yémen, 1992).	**9**
Somalie	18	6	Il n'y a pas de loi d'obligation dans l'éducation	**12**

2. 2. Garantir la gratuité de l'éducation :

La cible 4, inscrite dans l'Agenda 2030 pour le développement durable, vise à garantir le droit de toutes les filles et de tous les garçons à une éducation gratuite et équitable. Cet objectif est ambitieux et d'une portée considérable, notamment pour de nombreux pays en développement confrontés à des difficultés sociales et économiques ou à des crises et conflits locaux ou régionaux. Les gouvernements

sont appelés à traduire cette cible en objectifs réalisables au niveau national, en tenant compte de leurs priorités, de leurs capacités et de leurs contextes spécifiques.

Afin de soutenir cette démarche, l'UNESCO a défini des repères inspirés des objectifs mondiaux non atteints de l'Agenda 2000 de l'Éducation pour tous. Les systèmes éducatifs participants se sont engagés à poursuivre leurs efforts pour offrir « 12 ans d'enseignement primaire et secondaire de qualité, équitable et gratuit, comprenant au moins neuf années d'enseignement obligatoire, afin d'obtenir des résultats d'apprentissage appropriés » (UNESCO, 2016, p. 7). Le texte précise que ces neuf années correspondent à l'enseignement primaire et intermédiaire (de base), tel que défini par la classification internationale ISCED. L'emploi du terme « garantie » souligne la nécessité de conformité et l'obligation généralement prescrite par les lois et législations nationales. Cela implique non seulement la conception et la mise en œuvre de plans à court, moyen et long terme, mais également l'adoption d'une législation claire prévoyant douze années d'enseignement gratuit pour tous, dont au moins neuf années obligatoires.
Cette section examine les niveaux d'enseignement formel disponibles gratuitement dans chaque pays arabe, couvrant l'éducation de base et secondaire, soit un total de douze années d'enseignement formel gratuit. Le tableau 7 présente les engagements pris par les pays arabes en matière de fourniture d'une éducation gratuite et obligatoire.

Tableau 7 : Le système éducatif formel et la disponibilité de la garantie d'éducation gratuite dans les dispositions des lois des États arabes

Pays	L'échelle éducative formelle (1) enseignement primaire - (2) enseignement secondaire inférieur - (3) enseignement secondaire	Disposition pour l'éducation gratuite	Années d'éducation formelle
Émirats arabes unis	(4) - (4) - (4)	√	12
Bahreïn	(6) - (3) - (3)	√	12
Qatar	(6) - (3) - (3)	√	12
Arabie saoudite	(6) - (3) - (3)	Non inclus	12
Koweït	(5) - (4) - (3)	√	12
Oman	(4) - (6) - (2)	√	12
Libye	(9) - (3)	√	12
Algérie	(5) - (4) - (3)	√	12
Jordanie	(10) - (2)	√	12
Tunisie	(6) - (3) - (4)	√	13
Égypte	(6) - (3) - (3)	√	12
Liban	(6 - (3) - (3)	√	12
Palestine	(4) - (5) - (3)	√	12
Maroc	(6) - (3) - (3)	√	12
Irak	(6) - (3) - (3)	√	12
Comores	(6) - (4) - (3)	Aucune information	13
Syrie	(6) - (3) - (3)	√	12
Mauritanie	(6) - (3) - (3)	Non inclus	12
Soudan	(8) - (3)	Non inclus	11
Djibouti	(5) - (4) - (3)	Aucune information	12
Yémen	(6) - (3) - (3)	√	12
Somalie	(4) - (4) - (4)	√	**12**
Non inclus : Cela signifie qu'il n'y a pas de disposition claire dans la loi relative à ce domaine			

Sources des données : Lois sur l'éducation obligatoire telles que présentées dans le tableau précédent 3-4

Le tableau ci-dessus illustre l'engagement de la majorité des pays arabes en faveur de la gratuité de l'enseignement formel, lequel, selon l'échelle éducative adoptée par la plupart d'entre eux, se compose de trois étapes : primaire, intermédiaire et secondaire. Les niveaux primaire et intermédiaire sont généralement considérés, conformément aux législations nationales, comme constituant l'éducation de base. Certains systèmes se limitent toutefois à deux étapes de base (8, 9 ou 10 ans, comme au Soudan, en Libye et en Jordanie), suivies du niveau secondaire qui complète les douze années d'enseignement formel. Par ailleurs, plusieurs pays arabes ont commencé à intégrer l'éducation préscolaire dans le système éducatif formel. C'est le cas de l'Arabie saoudite, où l'enseignement préscolaire est devenu une condition préalable à l'entrée à l'école primaire depuis l'année islamique 1438 AH. D'autres pays, tels que la Tunisie, le Maroc et la Jordanie, cherchent également à ouvrir des classes pour les enfants de cinq ans dans certaines écoles primaires, en tant qu'étape préparatoire à une généralisation progressive dans les années à venir (Centre régional pour la qualité et l'excellence, 2020).

2.3. Garantir les possibilités de développement et de prise en charge dans l'enseignement préscolaire :

Dans l'éducation préscolaire, on entend la période d'apprentissage et de réception des connaissances structurées – telles que la lecture, l'écriture et l'arithmétique – qui s'étend généralement de 3 à 5 ans. La petite enfance est définie par des objectifs clairs dans le Programme de développement durable, notamment la cible 4.2 des ODD, qui stipule : « veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons aient accès à un développement, des soins et une éducation préscolaire de qualité, afin qu'ils soient prêts pour l'éducation primaire d' ici 2030 ». L'indice mondial de référence 4.2.2, correspondant au taux de participation à l'éducation préscolaire un an avant l'enseignement primaire, vise à mesurer la proportion d'enfants entrant à l'école primaire après avoir bénéficié de soins et d'une éducation en maternelle adaptés, supposant qu'ils aient acquis les compétences nécessaires. Les rapports de l'UNESCO recommandent par ailleurs la mise en place de cadres juridiques solides pour garantir le développement de la petite enfance, au moins durant l'année précédant l'entrée à l'école primaire (UNESCO, 2016).

L'éducation de la petite enfance est un défi majeur pour les États arabes à la lumière de divers facteurs : diversité culturelle, sociale et économique. D'une part, les États arabes sont parmi les plus riches en matière de fécondité et les enfants constituent une grande proportion de leur population, ce qui impose un lourd fardeau économique à l'État pour ce qui est de fournir des soins de santé et des services sociaux adéquats à ces enfants, sans parler de leur éducation. Les données collectées pour cette étape indiquent qu'il y a 7,8 millions d'enfants[13] inscrits dans l'enseignement préscolaire ; soit dans des jardins d'enfants publics, soit dans des jardins d'enfants privés.

Le tableau 8 présente les données des indicateurs précédents dans les pays arabes tels que surveillés sous les formes des pays arabes reçues par l'équipe de recherche dans cette étude, ou celles surveillées dans les sources officielles de ces pays (les sites web des ministères ou organismes officiels).

13 Ce chiffre est considéré comme approximatif car certaines données dans un certain nombre de pays arabes ne sont pas à jour, et il y a des pays pour lesquels aucune donnée statistique officielle n'est disponible à ce stade.

Tableau 8 : Indicateurs de garantie légale pour la fourniture de l'éducation préscolaire

Pays	Nombre d'enfants inscrits	Nombre d'années officielles	Politiques et plans	Nombre d'enfants enregistrés	Textes juridiques
Émirats arabes unis	190,556	2	√	Non inclus	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Bahreïn	61,543	3	√	√	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Qatar	46,917	2	√	√	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur du Qatar, 2023
Arabie saoudite	1,888,973	3	√	√	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Koweït	114,472	2	√	Non inclus	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Oman	189,563	2	√	√	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Libye	83,296	2	Donnée non disponible	Non inclus	Ministère de la Planification de l'État libyen, 2024
Algérie	992,317	2	√	√	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Jordanie	162,071	2	√	√	Ministère de l'éducation du Royaume hachémite de Jordanie, 2023
Tunisie	56,466	1	√	√	Ministère de l'éducation de la République tunisienne, 2023
Égypte	1,425,420	2	√	√	Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques en République arabe d'Égypte. 2023a
Liban	208,216	2	√	√	Centre éducatif pour la recherche et le développement en République libanaise, 2023
Palestine	169,671	2	√	√	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur de l'État de Palestine, 2023
Maroc	931,393	2	√	√	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement élémentaire et des sports du royaume du Maroc, 2022
Irak	209,935	2	√	√	Autorité des statistiques et des systèmes d'information géographique de la République d'Irak, 2020
Comores	67,100	3	√	Donnée non disponible	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Syrie	114,279	2	√	√	Bureau central de statistique de la République syrienne, 2022
Mauritanie	401,983	3	Donnée non disponible	Non inclus	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Soudan	2,700,272	2	√	√	UNESCO Institute for Statistics, 2023
Djibouti	7,197	2	√	Donnée non disponible	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle de la République de Djibouti, 2023
Yémen	Donnée non disponible	2	√	√	
Somalie	Donnée non disponible	3	√	Il n'y a pas de loi	
Total	10,021,640				
Le texte « non inclus » dans ce tableau signifie qu'il n'y a pas de disposition légale faisant référence à l'éducation pré-primaire dans la loi sur l'éducation					

Il ressort du tableau précédent que:

- Dans les pays arabes, l'enseignement préscolaire bénéficie de dispositions législatives inscrites dans les lois relatives à l'éducation gratuite et obligatoire. Dans d'autres cas, les pays s'appuient sur des politiques et des plans systématiques pour mettre en place un cadre éducatif clair pour le préscolaire. Cela se traduit par la planification et le développement de programmes éducatifs, l'instauration de systèmes d'autorisation pour les institutions et foyers de soins précoces du secteur privé afin d'établir des jardins d'enfants, ainsi que la création de structures organisationnelles au sein des ministères compétents pour superviser et contrôler le système d'éducation préscolaire.
- L'éducation préscolaire est organisée en cycles dont la durée varie selon les pays : certains adoptent un système de trois ans, d'autres un système de deux ans seulement. En Tunisie, la loi sur l'éducation a instauré une année préscolaire intégrée au système éducatif formel, progressivement incorporée à l'enseignement obligatoire. Le Maroc a adopté une approche similaire : un cadre législatif prévoit l'intégration de l'enseignement préscolaire pour les enfants

âgés de quatre à six ans dans l'enseignement primaire. La loi sur l'éducation stipule qu'un enfant est considéré comme étant en âge scolaire dès qu'il atteint l'âge de quatre ans, et ce jusqu'à seize ans (article 19 de la loi-cadre n° 51.17 relative au système d'enseignement, de formation et de recherche scientifique).

3 Application des lois et législations

La législation et les politiques éducatives adoptées par chaque pays arabe constituent un élément central pour garantir le droit et l'accès à une éducation de qualité pour tous. Toutefois, la loi seule ne suffit pas à assurer la réalisation effective de ces objectifs. Sa mise en œuvre requiert un ensemble de procédures complémentaires : élaboration de règlements précisant les responsabilités, octroi de pouvoirs aux parties prenantes, adoption de plans et de programmes opérationnels, ainsi que mise en place de mécanismes de suivi, de contrôle et de soutien destinés à surmonter les difficultés et à résoudre les problèmes là où ils apparaissent. Les indicateurs éducatifs permettent d'évaluer dans quelle mesure les lois et législations sont effectivement appliquées et quelles mesures sont nécessaires pour garantir l'accès à l'éducation à toutes les catégories d'apprenants, sans distinction.
Dans cette section, l'analyse portera sur un certain nombre d'indicateurs clés :

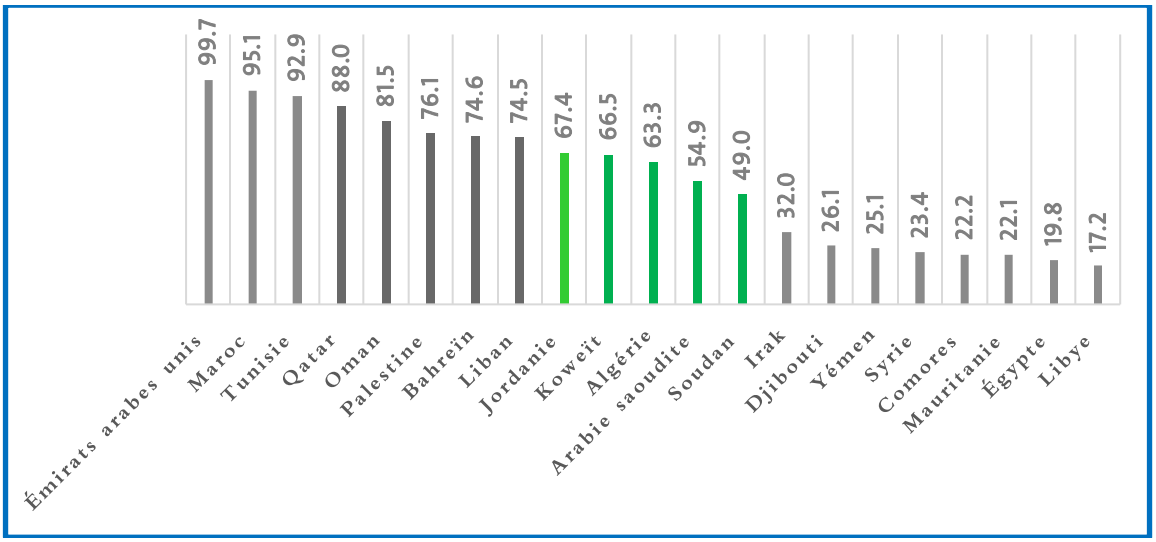
- Taux de participation à l'enseignement préscolaire
- Taux d'inscription en première année
- Taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire inférieur
- Taux net d'inscription dans l'enseignement primaire (NER)
- Taux de parité entre les sexes
- Proportion d'enfants non scolarisés dans le primaire (filles et garçons)

Chacun de ces indicateurs sera examiné séparément dans les sections suivantes afin de mettre en lumière le degré d'application des législations éducatives et leurs effets sur l'accès équitable à l'éducation.

3.1. Taux de participation à l'enseignement préscolaire:

Les rapports mettent en évidence un écart notable entre le taux de participation préscolaire observé en 2020 à l'échelle mondiale, qui s'élève à 75 %, et celui des pays arabes, limité à 46,1 % (UNESCO, 2024)[14]. Cette différence traduit les disparités dans l'application des lois et l'efficacité des politiques et plans éducatifs. La figure 19 illustre la force des cadres législatifs, l'impact des stratégies mises en œuvre et leur influence directe sur le taux de participation à l'éducation préscolaire dans les pays arabes, mesuré un an avant l'entrée dans l'enseignement primaire.

14 Le rapport de l'UNESCO note que cet indicateur est capable de refléter véritablement la participation à l'éducation préscolaire dans certains systèmes éducatifs, où les enfants sont inscrits dans l'enseignement primaire un an avant l'âge officiel d'inscription.



Sources des données : Formulaire de collecte de données sur l'éducation publique dans les États arabes - Partie II : Statistiques et indicateurs. Sauf :

- Emirates Arabes Unis: National Committee on sustainable Development Goals, 2022
- Arabie saoudite : Autorité générale pour les statistiques d'Arabie saoudite, 2022.
- Libye : Ministère de la planification de l'État de la Libye, 2024.
- Liban: UNESCO Institute for Statistics, 2023.
  Irak : Ministère de la Planification de la République d'Irak, 2021
- Comores: World Bank, 2021.
- Mauritanie : UNICEF, 2023
- Soudan: Republic of the Sudan, 2022.
- Djibouti: Ministère de l'Education Nationale Et de la formation Professionnelle, 2023.

Figure 19 : Taux de scolarisation préscolaire un an avant l'enseignement primaire formel dans les pays arabes

Les données de la figure montrent que tous les pays arabes ont commencé à intégrer l'éducation préscolaire dans leurs systèmes éducatifs, soit comme une structure obligatoire, soit comme une option facultative. Toutefois, une disparité subsiste dans la diffusion de ce niveau et dans l'accès universel des enfants concernés. L'impact des lois et politiques éducatives sur le taux de participation est manifeste, puisque les résultats varient sensiblement selon les pays.

Le premier niveau : Les pays affichant un niveau de participation supérieur à 90 % sont les Émirats arabes unis (99,7 %), le Maroc (95,1 %) et la Tunisie (92,9 %). Aux Émirats arabes unis, ce résultat reflète la mise en œuvre de plans stratégiques et de visions à long terme pour l'éducation. L'enseignement préscolaire y est intégré dans la structure du système éducatif formel, l'État veillant à le fournir gratuitement dans la limite de ses moyens, avec des cadres de licence et de gouvernance clairement définis pour les établissements préscolaires (UAE Ministry of Education, 2018).
Au Maroc, la législation impose l'obligation de fournir une éducation à cet âge, comme mentionné précédemment. En Tunisie, l'accueil de 92,9 % des enfants un an avant l'âge de l'éducation préscolaire illustre l'impact de la mise en œuvre de la loi sur l'éducation. La loi de 2002 et les directives associées ont instauré l'intégration d'une année préscolaire dans l'éducation préparatoire formelle. Cette réforme s'est accompagnée d'investissements annuels visant à renforcer l'infrastructure scolaire pour accueillir les enfants de cinq ans en année préparatoire, tout en encourageant le secteur privé à investir dans ce type d'éducation (Ministère de l'Éducation, Tunisie, 2013).

Le deuxième niveau : le nombre de pays ayant atteint des taux de participation compris entre 70 % et 89 % est de cinq, avec le Qatar en tête à 88 %. L'article 6 de la loi n° 25 de 2001 sur l'enseignement obligatoire souligne l'importance d'établir des classes maternelles avant le cycle primaire. La maternelle, destinée aux enfants âgés de quatre à cinq ans, est déjà intégrée dans l'échelle éducative officielle du pays, en tant qu'étape de fondation avec les premières et deuxièmes années du primaire. Le département d'éducation préscolaire du ministère développe des stratégies et des processus pour les stades précoces de l'éducation et assure la supervision et le suivi des écoles maternelles (Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Qatar). À Oman, qui a atteint un taux de participation de 81,5 %, l'article 22 du décret royal n° 31/2023 portant promulgation de la loi sur l'éducation stipule que l'État garantit progressivement le droit à l'éducation précoce, ce qui a permis d'atteindre le niveau mentionné.
En Palestine, où le taux de participation est de 76,1 %, la législation sur l'éducation prévoit que le système éducatif comprend des jardins d'enfants pour une durée maximale de deux ans avant l'éducation de base (article 6 de la loi sur l'éducation). Le pays s'est également engagé à étendre ses services au niveau de la maternelle dans le cadre de l'éducation obligatoire gratuite (article 7-4 de la loi sur l'éducation). Bahreïn et le Liban affichent respectivement des taux de participation de 74,6 % et 74,5 %. À Bahreïn, le ministère de l'Éducation applique la loi n° 27 de 2005, notamment en soutenant le secteur privé et en encourageant la création de jardins d'enfants, tout en assurant leur supervision éducative et administrative (article V). Au Liban, l'école maternelle de deux ans a été intégrée dans l'enseignement public conformément au décret n° 2494 du 19 février 2000.

Troisième niveau : les pays à taux de participation moyens. Ce groupe comprend cinq pays dont les taux de participation à l'éducation préscolaire se situent entre 49 % et 67,4 %. Trois pays dépassent le seuil de 60 % sans atteindre 70 %, tandis que deux autres affichent des niveaux relativement inférieurs. Il s'agit de la Jordanie (67,4 %), du Koweït (66,5 %), de l'Algérie (63,3 %), de l'Arabie saoudite (54,9 %) et du Soudan (49 %). En Jordanie, la loi sur l'éducation (article 8 de la loi n° 3 de 1994) souligne l'importance de créer des jardins d'enfants au sein des écoles primaires. Bien que les taux de participation continuent de progresser, leur évolution demeure lente et confrontée à des défis majeurs, tels que la disponibilité limitée de ressources financières dans le secteur public et la faible implication du secteur privé dans l'investissement en faveur de l'éducation préscolaire (Ministère de la Planification et de la Coopération internationale, Jordanie, 2022). Au Koweït, l'éducation préscolaire est l'une des plus anciennes de la région, intégrée dans les écoles formelles depuis les années 1960. Bien que la loi ne rende pas les jardins d'enfants obligatoires, ils font partie intégrante du système éducatif formel. Le secteur privé joue également un rôle important dans l'établissement et la gestion d'un grand nombre de jardins d'enfants (Secrétariat général du Conseil suprême pour la Planification et le Développement, Koweït, 2023). En Algérie, l'article 27 de la directive nationale sur l'éducation n° 08-04 prévoit l'inclusion de l'éducation préscolaire pour les enfants âgés de quatre et cinq ans dans l'enseignement formel, donnant ainsi au ministère le mandat d'établir des classes de maternelle dans les écoles publiques.

En Arabie saoudite, le taux de participation atteint 54,9 %. Les politiques éducatives relatives aux jardins d'enfants sont intégrées dans les stratégies nationales de développement éducatif. Un département dédié à la petite enfance fournit des services éducatifs pour les enfants de trois ans jusqu'à la troisième année du primaire. La politique éducative inclut également la mise en œuvre de projets visant à améliorer l'environnement d'apprentissage dans les jardins d'enfants, ainsi que le développement de normes d'apprentissage précoce conçues pour servir de guide aux établissements publics, privés et étrangers (Ministère de l'Éducation, Arabie saoudite). Au Soudan, où le taux de participation n'a pas dépassé 49 %, l'article 15-a de la loi sur la planification de l'éducation de 2011 confirme l'orientation vers l'inclusion de l'enseignement maternel dans le système scolaire formel. Toutefois, ces directives et initiatives ne suffisent pas sans l'adoption de lois claires garantissant le droit à l'éducation préscolaire, accompagnées d'une allocation adéquate de ressources financières, matérielles et humaines.

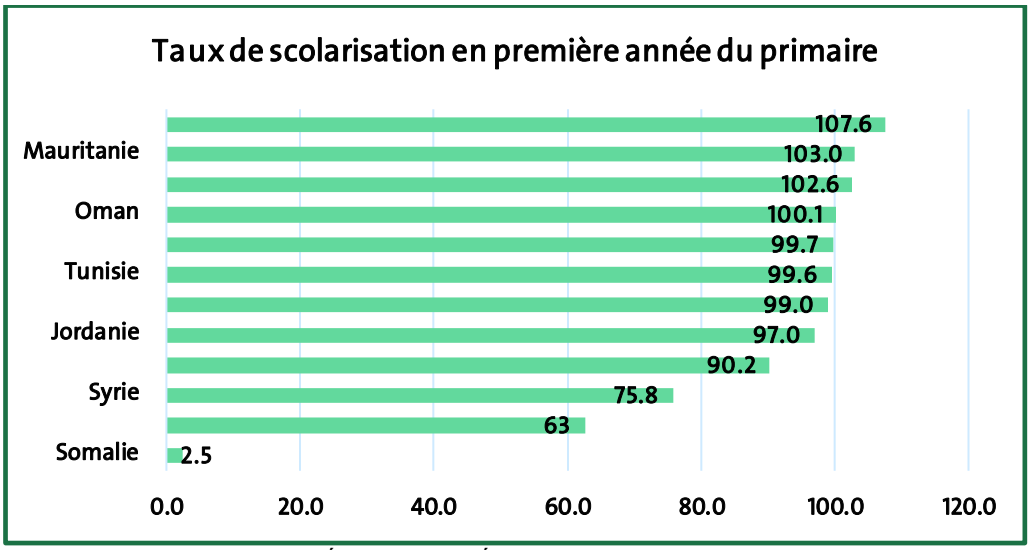
Quatrième niveau : Ce dernier groupe rassemble les pays où les taux de participation à l'éducation préscolaire demeurent inférieurs à 35 %. L'Irak enregistre un taux de 32 %, suivi de Djibouti (26 %), du Yémen (25 %) et de la Syrie (23 %). Les Comores et la Mauritanie affichent des taux de seulement 22 %. Enfin, l'Égypte et la Libye se situent au niveau le plus bas, avec respectivement 19,2 % et 17,2 %[15]. Le fait que près d'un quart des enfants âgés de cinq ans — soit un an avant leur entrée dans l'enseignement primaire — aient accès à l'éducation préscolaire dans ces pays traduit une tendance positive et une reconnaissance croissante de l'importance de cette étape dans la préparation des enfants à l'éducation formelle. Toutefois, ces progrès restent limités.

Il convient de souligner que des initiatives modestes existent pour encourager et soutenir l'expansion de ce niveau éducatif. En Syrie, par exemple, l'article VI du décret législatif n° 55 de 2004 a autorisé le ministère de l'Éducation à ouvrir des jardins d'enfants. Cette orientation s'est accompagnée de politiques éducatives spécifiques visant à inciter les écoles à créer des classes de maternelle, ainsi que de projets tels que le développement du programme d'études préscolaires et l'initiative « Get Ready to Go to School », qui cherche à intégrer l'année préparatoire dans le système éducatif formel (UNESCO, 2022).

3.2. Taux d'inscription en première année de l'école primaire :

Cet indicateur permet de mesurer la solidité de l'application de la législation rendant l'éducation obligatoire pour les enfants en âge scolaire, généralement à partir de six ans. Conformément à la loi, tous ces enfants devraient être inscrits dans l'enseignement formel — qu'il soit public ou privé — et, dans ce cas, la proportion devrait approcher les 100 %. Elle peut même dépasser ce seuil lorsque des enfants plus âgés, n'ayant pas eu auparavant les conditions nécessaires pour entrer à l'école, rejoignent le système éducatif.

La figure 20 présente les taux d'inscription en première année de l'enseignement primaire dans douze pays arabes ayant rempli le formulaire de données (Partie II sur les statistiques et indicateurs de l'éducation), ou pour lesquels des informations sont disponibles à partir de sources officielles nationales.



Source : Formulaire de données pour les États arabes - Éducation générale - Deuxième partie : Statistiques, données et indicateurs éducatifs, question six : Indicateurs de scolarisation dans l'éducation à l'exception de : État de la Libye : Ministère de la planification de l'État de la Libye, 2024

Figure 20 : Taux d'inscription primaire

15 Il convient de rappeler ici que les données de la République d'Irak et des Comores remontent à 2018 et sont les données les plus récentes dans les sources disponibles pour ces deux pays.

D'après les données présentées, huit pays se rapprochent de l'objectif fixé en matière d'éducation obligatoire pour les enfants âgés de six ans : la Palestine, la Mauritanie, le Maroc, Oman, la Libye, l'Algérie, la Jordanie et la Tunisie. En revanche, le taux d'inscription au Koweït demeure autour de 90 %, tandis que la Syrie n'a pas dépassé 75,8 % et le Qatar 62,7 %. En Somalie, le taux de scolarisation reste particulièrement faible, en l'absence de législation rendant l'éducation obligatoire. Le système éducatif somalien doit encore évoluer dans ce sens afin de garantir que les différents groupes d'enfants puissent bénéficier d'opportunités d'apprentissage équitables.

3. 3. Taux d'inscription à l'éducation de base [16]:

Cet indicateur inclut les enfants inscrits dans l'enseignement primaire et dans le premier cycle du secondaire, couvrant ainsi plus de neuf années d'éducation de base gratuite, généralement accessible aux enfants âgés de six à quatorze ou quinze ans. Il constitue un outil pertinent pour évaluer les possibilités d'apprentissage offertes aux élèves et la capacité des systèmes éducatifs à appliquer les lois relatives à l'obligation scolaire, tout en garantissant l'extension du droit à l'éducation gratuite pour tous. Un ratio de 100 % traduit, en principe, l'inclusion de l'ensemble des enfants d'âge primaire dans le système scolaire. Toutefois, ce chiffre ne reflète pas toujours la réalité, car il peut inclure des enfants plus jeunes ou plus âgés que la tranche d'âge formelle (6-14 ans). Dans ce cas, le taux peut dépasser 100 %.

Le tableau 9 présente les taux bruts de scolarisation dans l'éducation de base (primaire et secondaire inférieur) dans les pays arabes ayant renseigné ces données dans le formulaire statistique, ainsi que dans ceux pour lesquels des informations sont disponibles à partir de sources officielles.

Tableau 9 : Taux de scolarisation dans l'éducation de base dans les États arabes.

	Taux brut de scolarisation au primaire	Taux brut de scolarisation au secondaire inférieur	L'année	Sources des données
Émirats arabes unis	106.0%	Non disponible	2023	Groupe de la banque Mondiale, 2023
Bahreïn	94.3%	98.9%	2023	Formulaire de données nationales
Qatar	96.3%	95.7%	2023	Formulaire de données nationales
Arabie saoudite	103.0%	Non disponible	2023	Groupe de la banque Mondiale, 2023
Koweït	89.7%	89.0%	2023	Formulaire de données nationales
Oman	100.3%	101.2%	2023	Formulaire de données nationales
Libye	96.5%	95.9%	2023	Ministère de la Planification de l'État libyen. (2024).
Algérie	105.0%	106.2%	2023	Formulaire de données nationales
Jordanie	98.3%	96.0%	2023	Formulaire de données nationales
Tunisie	103.8%	105.4%	2022	UN. Department of Economic and Social Affairs. (2024). Statistical Yearbook 2024
Égypte	102.7%	106.1%	2023	Formulaire de données nationales
Liban	80.0%	Non disponible	2023	Groupe de la banque Mondiale, 2023
Palestine	103.0%	101.7%	2023	Formulaire de données nationales
Maroc	123.1%	109.7%	2023	Formulaire de données nationales
Irak	103.7%	Non disponible	2023	Portail arabe pour le développement, 2023
Comores	95.0%	74.6%	2023	Groupe de la banque Mondiale, 2023
Syrie	70.6%	70.6%	2023	Formulaire de données nationales
Mauritanie	126.0%	48.8%	2023	Formulaire de données nationales
Soudan	77.7%	48.6%	2023	Portail arabe pour le développement, 2023
Djibouti	99.5%	79.5%	2023	Ministère de l'Education Nationale Et de la formation Professionnelle. (2023).
Yémen	83.9%	Non disponible	2023	Portail arabe pour le développement, 2023
Somalie	33.80%	Inclus dans l'enseignement primaire	2022	Ministry of Education, Culture and Higher Education. (2022).

Les données du tableau 9 révèlent plusieurs constats importants :

- Taux de scolarisation dans l'éducation de base : La majorité des pays arabes ont atteint, ou sont sur le point d'atteindre, l'éducation universelle. Toutefois, il convient de rappeler que le calcul

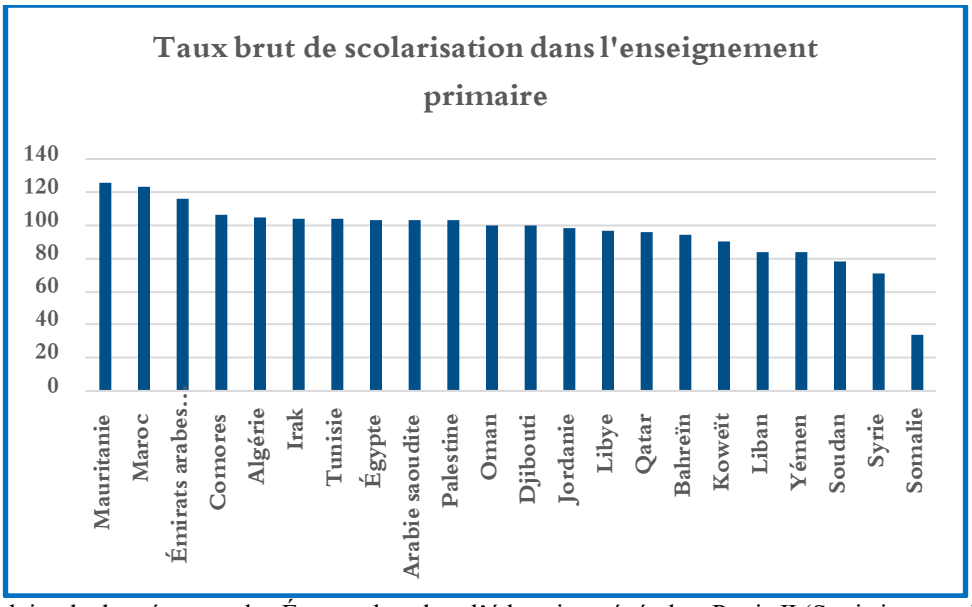
16 - Comme défini dans le formulaire de données (annexe 3); Nombre total de personnes inscrites au niveau éducatif, à tous âges , exprimé en pourcentage de la population officielle qualifiée d'âge scolaire correspondant au même niveau éducatif dans une année scolaire donnée.

du taux brut de scolarisation inclut tous les enfants inscrits à ce niveau, quel que soit leur âge. Il prend donc en compte les élèves plus âgés qui ont intégré l'école plus tard que leurs pairs. Malgré cette nuance, cet indicateur demeure une preuve que les systèmes éducatifs ont été capables d'accueillir et de contenir les enfants en âge d'apprendre.

- Pays nécessitant des efforts supplémentaires : Certains pays doivent redoubler d'efforts pour atteindre l'éducation primaire universelle. C'est le cas du Koweït, avec un taux d'inscription de 89,7 %. Bien que la loi sur l'éducation obligatoire y soit appliquée depuis 1965 pour les citoyens, la présence d'environ trois millions d'expatriés, dont une grande partie est en âge scolaire, constitue un défi majeur. Le Liban, avec un taux de 83 %, est également confronté à des pressions liées à l'accueil de nombreux migrants forcés, notamment en provenance de Syrie. Dans ce dernier pays, le taux de scolarisation est tombé à 70,6 %, conséquence directe de crises politiques et économiques prolongées, qui ont laissé plus de deux millions d'enfants sans accès à l'éducation (UNESCO, 2019a).
- Écarts entre primaire et secondaire inférieur : Certains pays arabes présentent des différences significatives entre les taux de scolarisation au primaire et au premier cycle du secondaire. C'est le cas des Comores (écart de 31,6 %), de la Mauritanie (77 %), du Soudan (29,1 %) et de Djibouti (20 %). Ces écarts traduisent l'incapacité des systèmes éducatifs à retenir les élèves jusqu'à la fin de l'éducation de base. Ils mettent également en lumière l'impact du contexte socio-économique, notamment les taux élevés de pauvreté. Dans ces pays, les familles sont souvent contraintes de pousser leurs enfants vers le marché du travail afin d'augmenter leurs revenus, ce qui affecte directement la poursuite de la scolarité aux niveaux avancés.
- Nombre d'enfants non scolarisés : Selon le deuxième rapport statistique de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO, 2015-2021), 5,3 millions d'enfants arabes ne sont pas scolarisés. Environ un tiers des enfants ne fréquentent pas l'école au Soudan (32,9 %) et à Djibouti (33,5 %), tandis que 23,1 % des enfants ne sont pas scolarisés en Mauritanie (ALECSO, 2023b, p. 38).

La figure 21 illustre les tendances relatives au taux brut d'inscription dans l'enseignement primaire pour l'ensemble des pays arabes. Ces données proviennent de diverses sources officielles, notamment les ministères de l'Éducation, les rapports publiés sur leurs sites institutionnels, ainsi que d'autres organismes arabes et internationaux. Cette représentation graphique permet de comparer les évolutions et de mettre en évidence les écarts entre pays, tout en reflétant l'impact des politiques éducatives et des cadres législatifs sur l'accès universel à l'éducation de base.[17]

[17] - Nous examinons les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement primaire uniquement pour la disponibilité des données pour tous les pays arabes.



Source: Formulaire de données pour les États arabes dans l'éducation générale - Partie II (Statistiques et indicateurs) - question six. Sauf :

- Comores, Liban, Émirats arabes unis : Groupe de la Banque mondiale, D2023.
- Arabie saoudite : Autorité générale de la statistique, 2022.
- État de la Libye : Ministère de la Planification de l'État de la Libye, 2024.
- Tunisie: UN. Department of Economic and Social Affairs, 2024.
- La République d'Irak et la République du Yémen : Portail arabe de développement, 2023.
- Djibouti: Ministère de l'Education Nationale Et de la formation Professionnelle de Djibouti, 2023.

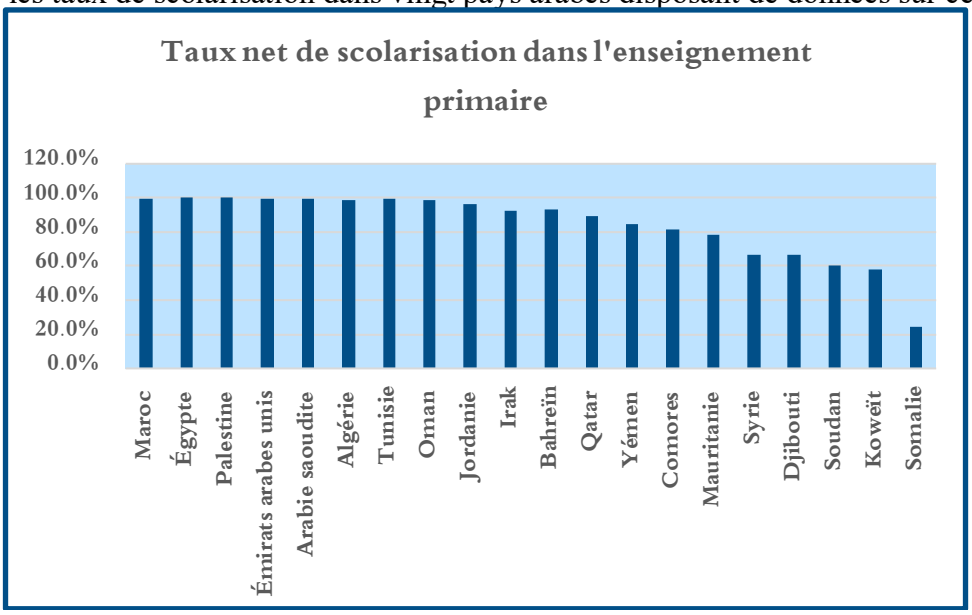
Figure 21 : Taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire dans les pays arabes

Ce taux exprime le pourcentage d'enfants scolarisés dans le primaire par rapport à la population de la tranche d'âge correspondante. Il est donc plus représentatif que le taux global de la scolarisation obligatoire des enfants en âge d'aller à l'école primaire, car il exclut les enfants qui ont dépassé l'âge légal de scolarisation. La figure 22 reflète les taux de scolarisation dans 20 pays arabes pour lesquels des données sont disponibles à ce sujet.

3.4. Taux net d'inscription primaire :

Ce taux exprime le ratio de scolarisation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire par rapport à la population du groupe d'âge correspondant. Il est donc supérieur au taux global, car il reflète la mesure dans laquelle l'éducation obligatoire a été réalisée pour les enfants en âge de fréquenter l'école primaire. Il exclut les enfants qui n'ont pas l'âge légal pour étudier. La figure 22

présente les taux de scolarisation dans vingt pays arabes disposant de données sur cet aspect.



Sources: Formulaire de collecte de données sur l'éducation publique des pays arabes sauf

- Arabie saoudite, Comores, Irak, Maroc, Émirats arabes unis, République de Djibouti : Institut de statistique de l'UNESCO, 2023 .
- Soudan: World Bank, 2025.
- Yémen: Sachs, et al, 2023.
- Somalie: Ministry of Education, Culture and Higher Education, 2022.

Figure 22 : Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire dans les pays arabes

La figure ci-dessus montre que la Palestine, l'Égypte et le Maroc ont atteint un taux net de scolarisation de 100 % dans l'enseignement primaire. Huit pays sont proches de cet objectif : les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Algérie, la Tunisie, Oman et la Jordanie. Bahreïn et l'Irak ont dépassé les 90 %. Le Qatar, le Yémen et les Comores enregistrent respectivement 89 %, 84 % et 82 %. D'autres pays doivent encore intensifier leurs efforts pour atteindre la scolarisation universelle : le Koweït, la Syrie, le Soudan, Djibouti et la Mauritanie. En Somalie, l'absence de loi sur l'éducation obligatoire se reflète dans un taux de scolarisation primaire inférieur aux niveaux acceptables.

3. 5. Gender party index (GPI) [18]:

Le développement durable dans toute société s'est attaché à promouvoir l'égalité des chances pour les filles et les femmes dans l'éducation et l'emploi en tant que droit fondamental. L'inégalité entre les sexes dans l'éducation demeurant une réalité dans de nombreux pays, cette exigence est devenue un élément central de l'Agenda 2030 pour le développement durable, en lien direct avec le cinquième objectif : « atteindre l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. »
Dans le domaine de l'éducation, la cible 4.5 stipule : « Éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation et assurer l'égalité d'accès à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle pour les groupes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les peuples autochtones et les enfants en situation vulnérable, d'ici 2030. »
Un ensemble de sous-indicateurs a été établi pour suivre la réalisation de cet objectif :

- Indice de parité des sexes pour le taux brut de scolarisation
- Indice de parité des sexes pour le taux d'achèvement
- Indice de parité hommes-femmes pour l'acquisition d'une compétence minimale en lecture et en mathématiques à la fin du cycle

18 L'indice de l'écart entre les sexes est utilisé dans quatre dimensions principales : l'économie, l'éducation, la santé et la politique.

- Indice de parité des sexes pour les femmes diplômées de l'enseignement supérieur (UNESCO, 2019b)

Dans cette section, l'attention porte sur l'indice de parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, basé sur le taux brut de scolarisation et visant une participation égale des garçons et des filles. Cet indicateur correspond au rapport entre le taux brut de scolarisation des filles et celui des garçons. La parité est atteinte lorsque la valeur est égale ou proche de 1. Dans de nombreux pays, l'indice reste inférieur, traduisant un avantage en faveur des garçons. À l'échelle mondiale, sur 169 pays disposant de données récentes, 61 % ont atteint la parité hommes-femmes, avec des valeurs comprises entre 0,97 et 1,03, seuil reconnu comme indicateur de parité (UNSD, 2022).
Le tableau 10 présente les indicateurs de parité aux niveaux primaire et préparatoire dans les pays arabes.

Tableau 10 : Indicateurs de parité entre les sexes dans le primaire et le secondaire inférieur dans les États arabes

	Enseignement primaire	Enseignement préparatoire	Enseignement secondaire
Émirats arabes unis	0.97	0.98	**0.89**
Bahreïn	1.00	1.01	**1.01**
Qatar	1.02	1.02	**1.16**
Arabie saoudite	0.98	0.79	**0.76**
Koweït	1.1	1.08	**1.17**
Oman	1.03	0.92	**1.02**
Libye	Données non disponibles		
Algérie	0.95	Données non disponibles	
Jordanie	0.99	0.99	**1.15**
Tunisie	0.97	0.98	**1.21**
Égypte	1.00	1.00	**0.96**
Liban	0.92	0.98	**1.00**
Palestine	1.00	1.05	**1.25**
Maroc	0.95	0.86	**0.95**
Irak	0.95	0.94	**0.83**
Comores	0.8	Données non disponibles	**1.07**
Syrie	0.97	0.97	**1.10**
Mauritanie	1.05	0.97	**0.93**
Soudan	0.94	0.98	**1.06**
Djibouti	0.89	0.84	**0.82**
Yémen	0.95	0.91	**0.91**
Somalie	0.8	Données non disponibles	**0.67**
Guide des champs ombrés	Inégalité en faveur des filles	Inégalité en faveur des garçons	Il y a une parité de genre

Source : UNESCO, 2019b (tableau 1) sauf (État du Qatar : Autorité de planification et de statistique du Qatar, 2022) (État du Koweït : Secrétariat général du Conseil suprême pour la planification et le développement du Koweït, 2023) (République d'Irak : Gouvernement de l'Iraq, 2022) (Comores : Banque mondiale, 2021) **et** (République du Yémen : Organisation statistique centrale de la République du Yémen, 2024) **et** (République de Somalie : Ministère de l'éducation, de la culture et de l'enseignement supérieur en Somalie, 2023)

Les schémas d'inégalité entre les sexes dans les pays en développement, y compris les pays arabes, sont souvent liés à des facteurs culturels et sociaux qui influencent les taux de scolarisation des filles et des garçons, ce qui se reflète dans l'indice de parité. Les différentes conditions propres aux États arabes affectent les opportunités éducatives entre les sexes et, par conséquent, les indicateurs de parité, comme le montre le tableau (3-8), où l'on observe des disparités entre pays dans la réalisation de l'égalité des chances en matière d'éducation et aux différents niveaux d'enseignement.

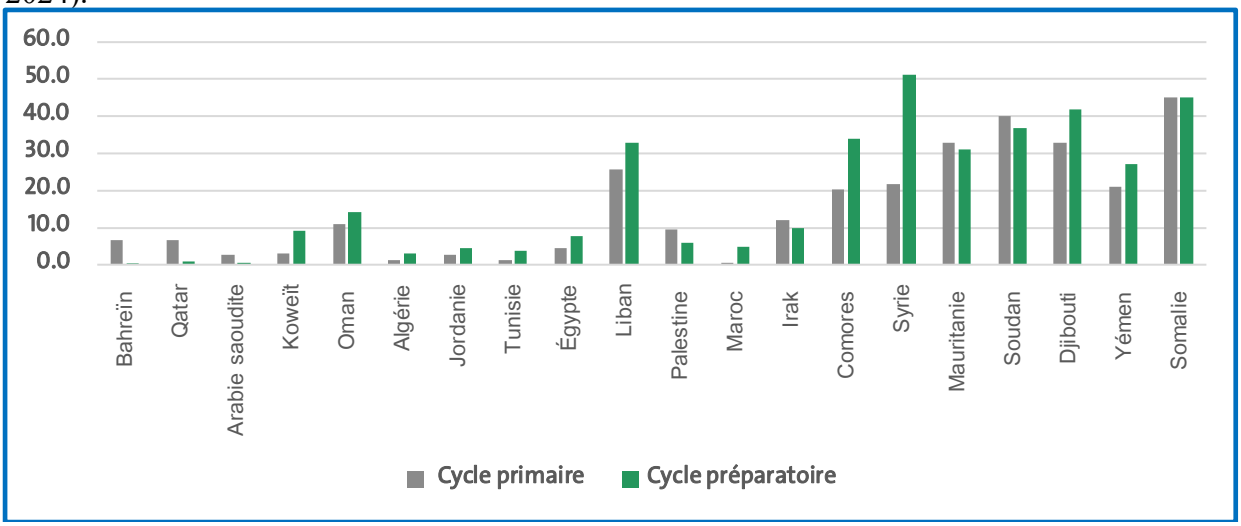
Dans l'enseignement primaire, selon les normes de parité établies (0,97 à 1,03), dix pays arabes ont atteint l'égalité entre les sexes : les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, l'Arabie saoudite, Oman, la Jordanie, l'Égypte, la Syrie, la Tunisie et la Palestine. À l'exception de la Syrie et de la Palestine, ces pays connaissent des conditions sociales stables et un niveau de conscience culturelle qui favorisent la parité. Dans le cas de la Syrie et de la Palestine, malgré des contextes difficiles, la conscience sociale et culturelle valorisant l'égalité entre filles et garçons a contribué à l'indice de parité. En revanche, l'indice reste en faveur des garçons dans neuf pays : l'Algérie, le Liban, le Maroc, l'Irak, les Comores, le Soudan, Djibouti, le Yémen et la Somalie. Ces pays diffèrent par leurs conditions sociales et économiques, ce qui explique l'évolution de leur indice. En Irak, par exemple, l'insécurité dans certaines régions empêche les filles d'accéder à l'éducation dès le plus jeune âge. De plus, des pratiques telles que le mariage précoce entraîne un abandon scolaire important (Gouvernement iraquien, 2022). En Somalie, des facteurs géographiques et démographiques influencent la faible scolarisation des filles. Le pays compte un grand nombre de personnes déplacées internes en raison de l'insécurité et des chocs climatiques. Les données montrent que l'accès et le maintien dans l'éducation sont meilleurs pour les garçons, l'écart entre les sexes augmentant avec l'âge et le niveau scolaire (UNESCO & Gouvernement fédéral de la Somalie, 2022). Au Yémen, l'insécurité affecte également la scolarisation des filles et des garçons. L'éducation a été gravement touchée par des années de guerre, laissant près de 2,3 millions d'enfants non scolarisés. Les conditions économiques difficiles, l'instabilité politique et les normes sociales liées à l'éducation des filles accentuent encore les disparités (Ministère de la Planification et de la Coopération internationale, Yémen, 2024).

Dix pays arabes ont atteint la parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire inférieur : les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, la Jordanie, le Liban, l'Égypte, la Syrie, la Mauritanie, le Soudan et la Tunisie. En revanche, l'indice reste en faveur des garçons dans cinq pays : l'Arabie saoudite, Oman, le Maroc, Djibouti et le Yémen. À l'inverse, il est en faveur des filles au Koweït et en Palestine. Les différences observées entre le primaire et le secondaire inférieur reflètent à la fois les dynamiques des systèmes éducatifs et les conditions socio-économiques. Au stade préparatoire, après au moins six années d'éducation, l'indice de parité met en évidence la capacité des systèmes à retenir les élèves. La ségrégation des sexes, appliquée dans la plupart de ces systèmes, peut également expliquer les écarts, en raison de différences d'efficacité entre les écoles de garçons et celles de filles. Une lecture critique des taux présentés dans le tableau montre un écart important en faveur des garçons au niveau primaire aux Comores, à Djibouti et en Somalie, pays à faible développement humain et parmi les moins avancés, souffrant d'infrastructures limitées en santé et en éducation. Au niveau secondaire inférieur, l'indice révèle une disparité notable en faveur des garçons en Arabie saoudite, au Maroc et à Djibouti, où des facteurs culturels et sociaux, tels que le mariage précoce ou certaines coutumes, influencent l'accès des filles à l'éducation aux niveaux avancés.

3. 6. Taux de personnes hors du système éducatif :

Le paysage de l'éducation générale dans les pays arabes ne peut être complet sans identifier la proportion d'enfants en âge de scolarité obligatoire qui restent en dehors du système éducatif, soit parce qu'ils ont abandonné leurs études avant de les terminer, soit parce qu'ils n'ont pas pu y accéder pour diverses raisons. En 2020, 14 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans les pays arabes n'étaient pas scolarisés, un taux supérieur à la moyenne mondiale de 8,8 % (CESAO, 2024). La figure 23 présente le taux d'enfants non scolarisés dans les pays arabes, selon les données de l'UNESCO sur les profils nationaux pour le suivi des objectifs de développement durable (UNESCO,

2024).



Source: UNESCO Institute for Statistics, 2023

Les données des EAU pour leur faible taux (0,2) ne sont pas incluses, ni les données pour le pays de la Libye

Figure 23 : Taux de scolarisation des élèves du primaire et du premier cycle du secondaire

La figure 23 montre que certains pays enregistrent une proportion d'enfants non scolarisés supérieure à un tiers, notamment les pays pauvres ou touchés par des conflits locaux ou régionaux. Les taux les plus élevés apparaissent en Somalie (44,6 %) et au Soudan (40 %), suivis de la Mauritanie et de Djibouti (33 % chacune), puis du Liban (25,7 %), des Comores (21,8 %) et de la Syrie (20,4 %). Ces résultats s'expliquent par divers facteurs : déplacements internes et externes liés aux conflits, migrations pour l'emploi ou la pauvreté, et recours au travail des enfants. Au niveau préparatoire, la Syrie affiche un taux supérieur à 50 %, suivie de la Somalie (44,9 %), des valeurs généralement plus élevées que celles observées au primaire. On constate que les pays arabes présentant des taux élevés d'enfants non scolarisés au primaire et au secondaire inférieur sont ceux confrontés à des conditions humanitaires difficiles : Syrie, Somalie, Irak, Yémen, Liban et Soudan. Tous connaissent des conflits internes aggravés par des difficultés économiques, ce qui accentue la crise éducative et les défis auxquels ils sont confrontés.

4. Ressources allouées à l'éducation dans les pays arabes

Ces indicateurs portent sur les ressources investies dans l'éducation : financières (allocation budgétaire de l'État), humaines (enseignants et personnels scolaires) et matérielles (bâtiments et infrastructures). Ils traduisent les choix du système éducatif pour atteindre l'éducation universelle, l'égalité des chances et une éducation de qualité. Ils reflètent également la capacité du système politique à respecter ses obligations et à mettre en œuvre ses objectifs stratégiques en faveur de l'éducation pour tous. Ces indicateurs sont liés aux objectifs de développement durable suivants :

- Objectif 4 : garantir à toutes les filles et à tous les garçons un enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité, conduisant à des résultats éducatifs adéquats d'ici 2030.
- Objectif thématique 4(a) : construire des installations éducatives adaptées aux enfants, aux personnes handicapées et au genre, améliorer les équipements existants et créer un environnement d'apprentissage sûr, inclusif et non violent.

La Déclaration d'Incheon a exhorté les pays à s'engager dans le Cadre d'action pour l'éducation 2030 en allouant entre 4 et 6 % du PIB à l'éducation ou entre 15 et 20 % des dépenses publiques (UNESCO, 2016, p. 68).

Dans le cadre du développement durable, et en particulier de l'objectif 4 (éducation de qualité), les indicateurs retenus décrivent les progrès réalisés vers des cibles précises :

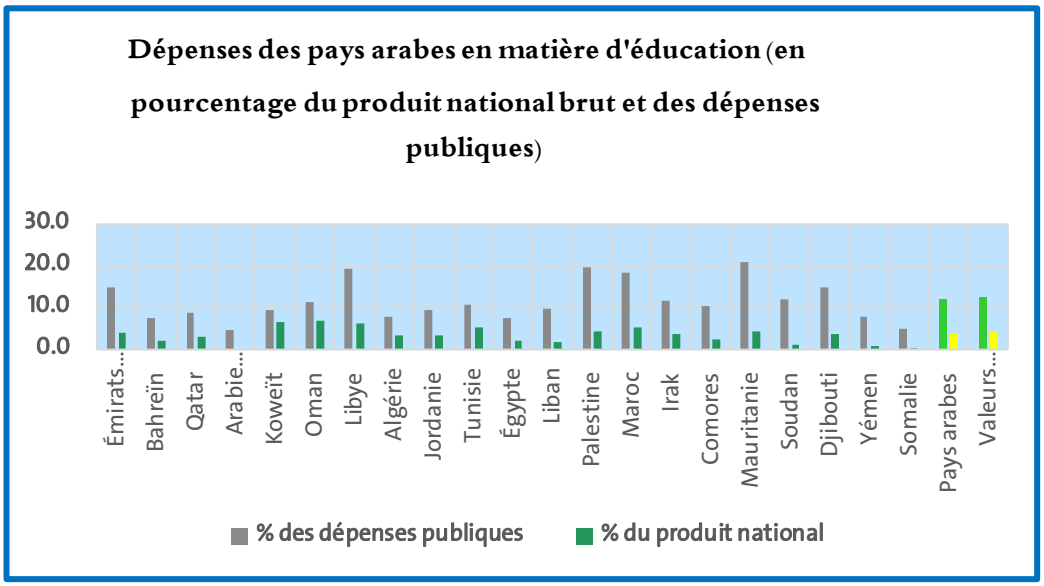
1. Dépenses d'éducation rapportées au produit national.
2. Part des dépenses publiques consacrée à l'éducation.
3. Nombre d'élèves par enseignant.
4. Proportion d'écoles disposant d'un accès à Internet et à des ordinateurs à des fins éducatives.

5. Proportion d'écoles fournissant de l'eau potable et des installations sanitaires de base.
6. Services de soutien aux apprenants (livres, transport, nutrition, etc.).
7. Proportion d'écoles équipées de ressources adaptées aux élèves handicapés.

La réalisation de ces objectifs se reflète dans les dépenses consacrées à l'éducation, la disponibilité de ressources humaines qualifiées et formées, les ressources matérielles (livres, matériel didactique) et les infrastructures (écoles, salles de classe, laboratoires, centres de ressources). Elle suppose également une distribution équitable et une utilisation efficace de ces moyens.

4.1. Ressources matérielles:

Les dépenses d'éducation sont généralement considérées comme un investissement à long terme efficace dans l'économie nationale, en particulier dans les pays qui s'appuient sur leurs ressources humaines pour développer l'industrie et la technologie, comme le Japon. Dans les États arabes, les données sur le financement de l'éducation sont souvent indisponibles ou imprécises, et celles disponibles ne fournissent pas de détails sur l'affectation des fonds ni sur leur utilisation dans les processus éducatifs. Par exemple, il n'existe pas de déclaration précise des proportions allouées ou réellement dépensées selon les niveaux d'enseignement, du coût par élève, ou encore de la répartition par district scolaire. Les budgets publics manquent généralement d'une ventilation des dépenses par bénéficiaires, ce qui limite la capacité des systèmes à suivre la mise en œuvre des ODD, notamment en matière d'égalité des chances et d'égalité des sexes. Les États arabes ne disposent pas non plus d'un système intégré pour évaluer l'efficacité des dépenses sociales, y compris celles liées à l'éducation. Les systèmes éducatifs présentent ainsi de nombreuses lacunes entraînant un gaspillage financier et humain, notamment par le redoublement et l'abandon scolaire. Enfin, l'absence d'un cadre clair de responsabilité et de supervision empêche d'assurer la transparence et de garantir que des services éducatifs de qualité parviennent aux bénéficiaires (CESAO, 2022).



Sources des données : Formes des États arabes dans l'enseignement général - Partie deux - question cinq, sauf :

- Emirates arabes unis: UNESCO institute of Statistics. (2024). SDG4–Country Profiles
- État du Qatar, État du Koweït, République libanaise, République de Djibouti, République fédérale de Somalie : Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), 2024
- Arabie saoudite : Autorité générale des statistiques d'Arabie saoudite, 2019.
- Libye : Ministère de la Planification de l'État de la Libye, 2024.
  Égypte : Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques de la République arabe d'Égypte, 2024 et Ministère de la planification et du développement économique de la République arabe d'Égypte, 2021.
- Irak : Gouvernement de l'Irak, 2022.
- Comores: Global Economy. https://www.theglobaleconomy.com
- Soudan : UNESCO, 2018.

Figure 24 : Le pourcentage des pays arabes qui dépensent pour l'éducation dans le PIB et les dépenses publiques globales

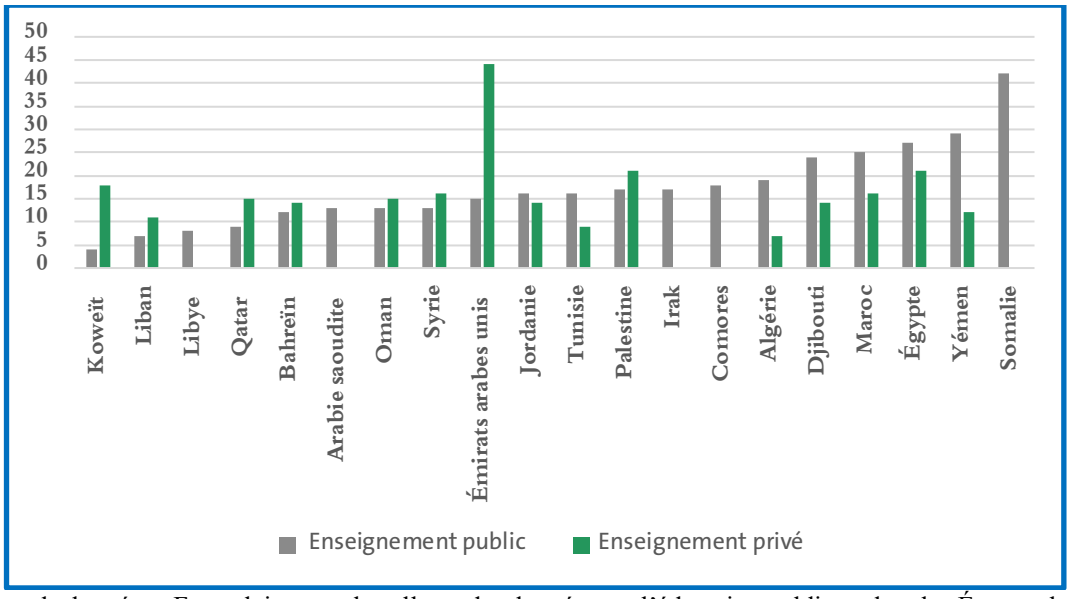
Dans le cadre du Plan de développement durable de l'éducation à l'horizon 2030, l'UNESCO a fixé des repères pour la part des dépenses éducatives : entre 4 % et 6 % du produit national et entre 15 % et 20 % des dépenses publiques. La figure 24 présente la proportion des pays arabes consacrant des ressources à l'éducation en termes de produit national brut et de dépenses publiques. Cette figure met en évidence une forte disparité entre les pays arabes. Certains dépassent la valeur de référence de l'UNESCO (4,3 %) : le Koweït (6,6 %), Oman (7 %), la Libye (6,4 %), la Tunisie (5,4 %), le Maroc (5,3 %), ainsi que la Palestine et la Mauritanie (4,5 %). Dans les pays à revenu élevé, tels que les Émirats arabes unis (3,9 %) et le Qatar (3,2 %), les taux apparaissent inférieurs à la norme, mais les montants réels restent élevés en proportion de leur PIB. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont également inférieures aux valeurs de référence en Arabie saoudite (4,8 %) et en Somalie (5,1 %). En Arabie saoudite, bien que les dépenses éducatives aient augmenté en valeur absolue, leur part dans les dépenses publiques a diminué régulièrement : 7,7 % en 2020, 6,14 % en 2021 et 4,8 % en 2022 (Autorité générale de la statistique, 2019, p. 27). En Somalie, ce faible pourcentage s'explique par la prédominance du secteur privé dans l'offre éducative, qui accueille 59 % des élèves. Toutefois, le soutien financier du gouvernement a progressé de manière constante, passant de 1,8 million de dollars en 2016 à 17,4 millions en 2020 (UNESCO et Gouvernement fédéral de la Somalie, 2022, p. 91).

4. 2. Ressources humaines :

Les enseignants constituent la pierre angulaire du processus éducatif, et l'éducation est l'un des secteurs qui mobilise le plus de ressources humaines dans le domaine gouvernemental. Il était donc logique que le Forum mondial sur l'éducation, tenu à Incheon en 2016, appelle les États à consacrer entre 15 % et 20 % de leurs dépenses publiques totales à l'éducation (UNESCO, 2016). Ce secteur absorbe une part importante des dépenses de main-d'œuvre, et l'importance d'attirer et d'employer les meilleures compétences humaines est largement reconnue afin d'améliorer la performance et la qualité de l'éducation, ce qui se reflète dans les investissements consacrés au développement et à l'amélioration des processus éducatifs. Le système éducatif des pays arabes compte plus de quatre millions d'enseignants (environ 4 285 331), chiffre limité à l'éducation publique formelle dans les secteurs public et privé. Le nombre est en réalité plus élevé si l'on inclut les enseignants du préscolaire (maternelle), de l'éducation des adultes et de l'éducation non formelle. Les enseignants du primaire représentent la plus grande part, soit 48 % du total, le reste étant réparti de manière relativement équilibrée entre l'enseignement moyen et secondaire. Les femmes constituent la majorité du personnel éducatif dans les pays arabes, représentant environ 64 % du total. Cette répartition est observée dans tous les systèmes éducatifs, le métier d'enseignant attirant particulièrement les femmes dans l'enseignement primaire, où elles représentent près de la moitié du corps enseignant (48 %). (Voir annexe 3-3, qui présente la répartition des enseignants par sexe et niveau d'éducation dans les pays arabes.)

a.Ratio élèves-enseignants:

Les enseignants assurent l'éducation de plus de 96 millions d'élèves dans les pays arabes, soit une moyenne d'environ 23 élèves par enseignant. Cet indicateur varie toutefois d'un pays à l'autre, comme l'illustre la figure 25.



Sources de données : Formulaire pour la collecte des données sur l'éducation publique dans les États arabes (Section des statistiques). Sauf :

- Arabie saoudite : Centre statistique du Conseil de coopération pour les États arabes du Golfe, 2025.
- République libanaise : Centre éducatif pour la recherche et le développement, 2023.
- République d'Irak : Autorité des statistiques et des systèmes d'information géographique, 2020.
- Comores: World Bank, 2021.
- Djibouti: Ministère de l'Education Nationale Et de la formation Professionnelle, 2023

Figure 25 : Taux d'élèves par enseignant dans les pays arabes dans l'enseignement public et privé

Cet indicateur constitue un signe initial de la qualité de l'éducation. L'enseignant, présent quotidiennement en classe, transmet connaissances, compétences et valeurs à travers divers processus éducatifs, influençant également les élèves sur le plan émotionnel et comportemental. Sa capacité à communiquer dépend du nombre d'élèves : un enseignant chargé de 20 à 25 élèves peut mieux accompagner et soutenir l'apprentissage qu'un enseignant responsable de 40 ou 50 élèves.
La figure 25 montre que le ratio élèves-enseignants varie entre l'enseignement public et privé dans les pays arabes. Dans certains États, ce ratio est plus élevé dans le public que dans le privé, ce qui peut s'expliquer par la capacité du secteur privé à employer davantage de ressources humaines et à offrir une image positive aux familles. Dans d'autres pays, la situation est inversée, avec des ratios plus élevés dans le privé, notamment au Koweït, à Bahreïn, au Qatar, à Oman, au Liban, en Palestine et en Syrie. Aux Émirats arabes unis, l'écart est particulièrement marqué : 15 élèves par enseignant dans le public contre 44 dans le privé. Cette différence doit toutefois être interprétée avec prudence, en raison de possibles variations dans la comptabilisation des données du secteur privé. Le ratio élèves-enseignants est très faible au Koweït, au Qatar, au Liban et en Libye. Ces pays, à l'exception du Liban, disposent de ressources financières importantes leur permettant d'investir dans les ressources humaines pour améliorer l'environnement éducatif. Toutefois, cet investissement peut parfois être excessif et doit être évalué à l'aune de la faisabilité et du rapport coût/bénéfice. Au Liban, où le secteur privé regroupe plus de 70 % des écoles, le faible ratio dans le secteur public joue un rôle concurrentiel et contribue à offrir un environnement éducatif similaire à celui du privé. Enfin, en Somalie, le ratio atteint 42 élèves par enseignant. Ce chiffre doit être analysé en lien avec d'autres indicateurs, tels que la part du PIB consacrée à l'éducation et l'absence d'enseignement gratuit, qui reste indisponible dans le pays.

b.Conditions d'entrée des enseignants dans la profession éducative dans les pays arabes et opportunités de développement professionnel : Les systèmes éducatifs à travers le monde accordent une attention particulière à la sélection des enseignants, tant au stade de la préparation qu'à l'entrée dans la profession, notamment par la délivrance de licences professionnelles. Ils veillent

également à la formation continue des enseignants, en leur offrant diverses opportunités pour acquérir et perfectionner les compétences nécessaires à l'exercice du métier. Toutefois, la capacité des États à encadrer l'accès à la profession, à assurer la supervision et la responsabilité varie selon les contextes éducatifs et culturels. Le programme de développement durable prévoit une disposition spécifique relative à la qualification des enseignants dans le cadre de l'objectif 4(c), qui stipule : « D'ici à 2030, accroître sensiblement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment grâce à la coopération internationale pour la formation des enseignants dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. »
Ce rapport met en évidence la qualité des enseignants dans les pays arabes en termes de qualification, de niveau de formation et d'expérience. Des éléments spécifiques ont été intégrés dans le formulaire d'enseignement général afin d'examiner les principales conditions d'accès à la profession et les opportunités offertes pour le développement professionnel et la formation continue des enseignants. Les conclusions relatives aux conditions et exigences de nomination figurent dans le tableau 11.

Tableau 11 : Conditions et exigences pour le recrutement dans la profession enseignante dans les pays arabes.

Pays	Epreuve écrite en éducation	Epreuve écrite dans la spécialité	Certificat d'aptitude à l'enseignement	Certificat pédagogique	Spécialisation scientifique	Diplôme académique	Interview
Émirats arabes unis	-	√	√	√	√	√	√
Bahreïn	-	√	-	√	√	√	√
Qatar	-	√	√	√	√	√	√
Arabie saoudite	-	-	√	√	√	√	√
Koweït	√	-	-	√	√	√	√
Oman	√	-	-	√	√	√	√
Libye	-	-	-	-	√	√	-
Algérie	-	√	-	-	√	√	√
Jordanie	-	√	-	-	√	√	√
Tunisie	√	√	√	√	√	√	√
Egypte	-	√	√	√	√	√	√
Liban	Données non disponible						
Palestine	-	√	-	√	√	√	√
Maroc	-	√	√	√	√	√	√
Irak	Données non disponibles						
Comores	Données non disponibles						
Syrie	-	√	-	√	√	√	√
Mauritanie				√	√	√	
Soudan	Données non disponibles						
Djibouti	Données non disponibles						
Yémen				√	√	√	
Somalie	√			-	√	√	√
Total	4	10	6	13	17	17	14

Source : Les États arabes forment dans l'éducation générale - Deuxième partie - question X.

Le tableau 11 montre que tous les pays arabes exigent une qualification scientifique avec un diplôme de licence comme condition de base pour accéder à la profession éducative. Toutefois, la qualification ou la préparation pédagogique n'est pas requise dans quatre pays : la Libye, l'Algérie, la Jordanie et la Somalie. Par ailleurs, quatorze pays procèdent à un entretien préalable pour les nouveaux enseignants : les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït, Oman, l'Algérie, la Jordanie, l'Égypte, la Tunisie, la Palestine, le Maroc, la Syrie et la Somalie. L'entretien est jugé plus pertinent que les tests, car il permet d'évaluer des qualités personnelles difficiles à mesurer autrement. Il constitue ainsi un outil essentiel pour garantir la préparation de l'enseignant aux exigences de la profession. En outre, six pays imposent une licence d'enseignant comme condition préalable : les Émirats arabes unis, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Tunisie, l'Égypte et le Maroc. L'instauration de cette licence contribue à professionnaliser l'éducation, en fixant des critères clairs pour l'accès à la profession, la formation, la promotion, le suivi, la responsabilité et l'évaluation. Le tableau 12 complète ce profil professionnel en précisant les exigences de

développement et de formation continue des enseignants, considérées comme des conditions nécessaires à l'avancement dans la carrière.

Tableau 12 : Programmes de développement professionnel pour les enseignants dans les pays arabes

	Assister à des conférences et séminaires	Mise en place d'ateliers pédagogiques pour les collègues de la profession	Programmes d'échange d'expérience	Programmes de formation courts (une à quatre semaines)	Programmes de formation intermédiaire (deux à six mois)	Programmes d'études de troisième cycle	Programmes d'envoi pour études supérieures
Émirats arabes unis	√	√	√	√	√	-	-
Bahreïn	√	√	√	√	√	√	√
Qatar	√	√	√	√	√	√	√
Arabie saoudite	√	√	√	√	√	√	√
Koweït	√	√	√	√	√	√	√
Oman	-	-	√	√	√	√	-
Libye	√	√	√	√	√	√	√
Algérie	√	√	√	√	√	-	-
Jordanie	√	√	√	√	√		√
Tunisie	√		√	√	-	√	√
Égypte	√	√	√	√	√	√	√
Liban	Données indisponibles						
Palestine	√	√	√	√	√	√	√
Maroc	√	√	√	√	√		√
Irak	Données indisponibles						
Comores	Données indisponibles						
Syrie	√			√			
Mauritanie		√	√	√			
Soudan	Données indisponibles						
Djibouti	Données indisponibles						
Yémen			√	√			
Soudan	√	√		√	√		
Total	14	13	15	17	13	9	10

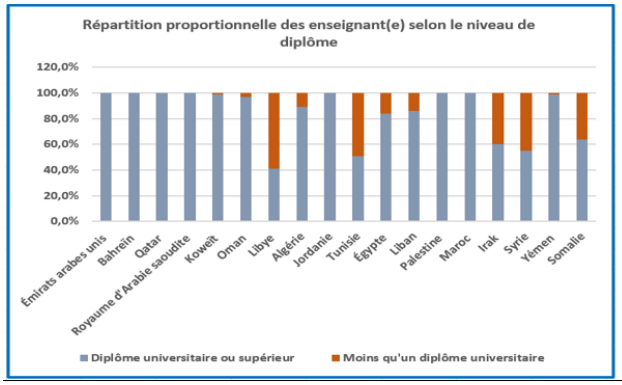
Source : Formation des États arabes dans l'enseignement général - Deuxième partie - question XIII

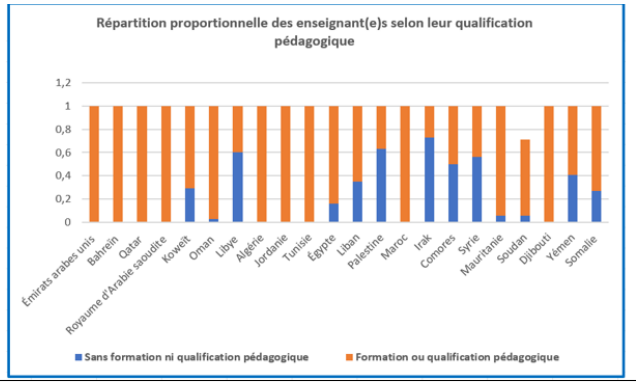
Le tableau ci-dessus, relatif aux domaines de développement professionnel et de formation des enseignants, montre que les programmes de formation courts (une à quatre semaines) constituent les opportunités les plus accessibles dans l'ensemble des pays arabes. Leur mise en œuvre est facilitée par un coût réduit par rapport aux formations longues, la possibilité de les généraliser à un plus grand nombre d'enseignants et leur flexibilité, puisqu'ils peuvent être organisés à tout moment sans perturber le processus éducatif. L'échange d'expériences entre collègues et la participation à des conférences ou séminaires occupent la deuxième place, étant proposés respectivement dans 15 et 14 pays. Ces opportunités, peu coûteuses et faciles à organiser tout au long de l'année, enrichissent le processus éducatif par des expériences entrepreneuriales et pédagogiques. Aux Émirats arabes unis, par exemple, sont mis en place des forums de bonnes pratiques, des réunions de dirigeants, des heures de consultation pour les responsables et les enseignants, ainsi que des communautés d'apprentissage. Au Qatar, les enseignants peuvent participer à des compétitions locales et régionales, telles que le Prix national d'excellence ou le Hamdan Distinguished Teacher Award.
Les ateliers éducatifs et scientifiques destinés aux enseignants sont proposés dans 13 pays arabes, de même que des programmes de formation de moyenne durée (de deux à six mois), offrant des opportunités significatives de perfectionnement professionnel. Enfin, des possibilités d'études, de recherche et de stages pour enseignants diplômés existent dans 10 et 9 pays respectivement, comme indiqué dans le tableau

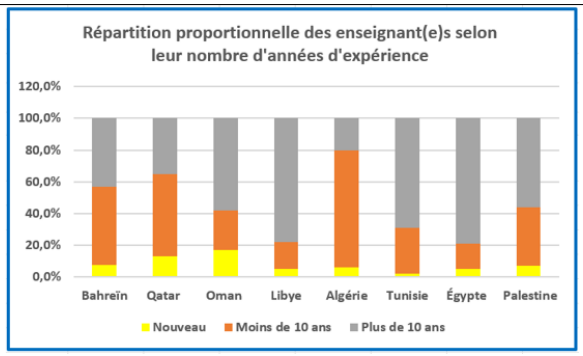
c.Enseignants dans les pays arabes selon le niveau de formation, la qualification scientifique et l'expérience : Lorsque l'enseignant conduit les processus d'enseignement, à l'intérieur comme à l'extérieur de la classe, ses compétences scientifiques et professionnelles se combinent avec ses expériences de terrain et ses dispositions envers la profession, l'apprentissage et les apprenants, produisant ainsi un ensemble intégré de pratiques pédagogiques. Cette diversité explique que les

pratiques varient d'un enseignant à l'autre, et même chez un même enseignant selon la situation éducative.

Il est donc essentiel que le système éducatif dispose de données claires et précises sur les enseignants, ventilées selon trois caractéristiques professionnelles : la qualification scientifique, le niveau de formation et les années d'expérience. Ces informations permettent aux chercheurs d'analyser l'impact de ces variables dans le domaine éducatif et aux décideurs d'orienter les politiques de formation initiale et continue des enseignants, comme l'illustre la figure 26







Sources des données : Formulaire de données sur l'éducation publique dans les États arabes, à l'exclusion des données sur la qualification éducative pour :

- Émirats arabes unis : National Committee on sustainable Development Goals, 2022
- Arabie saoudite : Autorité générale pour les statistiques d'Arabie saoudite, 2022.
- République libanaise : Centre éducatif pour la recherche et le développement, 2023.
- Comores, République arabe syrienne, République islamique de Mauritanie, République du Soudan, République de Djibouti : Institut de statistique de l'UNESCO, 2023

Figure 26 : La répartition relative des enseignants dans les pays arabes selon le certificat scientifique, la qualification éducative et les années d'expérience

La figure ci-dessus met en évidence certains indicateurs, à savoir :

a. Selon les données disponibles, 13 pays arabes (59 %) comptent au moins 75 % d'enseignants titulaires d'un diplôme universitaire : les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït, Oman, l'Algérie, la Jordanie, l'Égypte, la Palestine, le Liban, le Maroc et le Yémen.

b. Dans 11 pays (50 %), 75 % des enseignants sont qualifiés et répondent aux exigences minimales en matière de formation pédagogique : les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, l'Arabie saoudite, Oman, l'Algérie, la Jordanie, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et Djibouti.

c. Concernant l'expérience professionnelle, seuls deux des huit pays pour lesquels des données sont disponibles dépassent le seuil de 75 % : l'Égypte (79 %) et la Libye (78 %).

Ces trois indicateurs montrent que les axes d'intervention des décideurs et planificateurs éducatifs varient selon le domaine. La qualification académique est la variable la plus directement contrôlable, puisqu'elle peut être exigée dès l'entrée dans la profession. Le niveau de formation dépend davantage des ressources matérielles et financières disponibles pour la formation continue. Quant aux années d'expérience, leur maintien repose sur des facteurs tels que les incitations, les

perspectives de promotion et la création d'un environnement favorable permettant de retenir les enseignants expérimentés dans la profession.

d. Il n'existe pas de variation significative entre les pays arabes concernant les caractéristiques des enseignants selon le niveau du diplôme scientifique, la majorité disposant d'un diplôme universitaire ou supérieur. Les exceptions sont la Libye (41 %), la Syrie (55 %), la Tunisie (51 %), l'Irak (60 %) et la Somalie (64 %).

e. De même, la disparité est limitée en matière de qualification pédagogique : 14 pays arabes comptent plus de 70 % d'enseignants qualifiés, dont neuf atteignent 100 %. Il s'agit de Bahreïn, du Koweït, du Qatar, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, d'Oman, de l'Algérie, de la Jordanie, de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie, de la Mauritanie, de Djibouti et de la Somalie.

f. Dans les autres pays, les proportions sont plus faibles : Liban et Soudan (65 %), Yémen (59 %), Comores (50 %), Syrie (44 %), Libye (40 %), Palestine (37 %) et Irak (27 %).

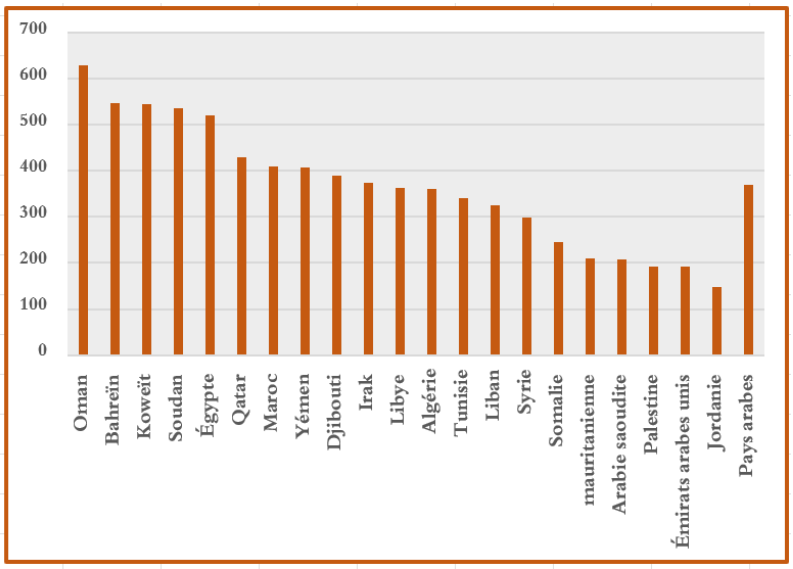
g. Concernant l'expérience professionnelle, les données disponibles pour huit pays révèlent des écarts notables. La proportion d'enseignants ayant plus de dix ans d'expérience est élevée en Égypte (79 %), en Libye (78 %) et en Tunisie (69 %). Elle dépasse également 50 % à Oman (58 %) et en Palestine (56 %). À l'inverse, trois pays comptent une majorité d'enseignants ayant moins de dix ans d'expérience : l'Algérie (80 %, dont 6 % de nouveaux enseignants), le Qatar (65 %, dont 13 % de nouveaux enseignants) et Bahreïn (57 %, dont 7 % de nouveaux enseignants).

Ces résultats traduisent la mobilité du personnel éducatif et sont influencés par les taux de rotation propres à chaque pays, ainsi que par les incitations offertes pour retenir les enseignants expérimentés dans une profession exigeante. Ils reflètent également les conditions du marché du travail et l'équilibre entre l'offre et la demande dans chaque contexte national.

4. 3. Ressources matérielles:

Le processus éducatif constitue un service quotidien continu destiné à des milliers de personnes de tous âges, interrompu uniquement lors des jours fériés. Ce service est assuré par les écoles, instituts et divers centres éducatifs, idéalement répartis sur le territoire afin d'être accessibles aux différents groupes de la société. Lorsque les établissements sont éloignés des zones de résidence, des solutions de transport scolaire ou public doivent être disponibles, adaptées en termes de temps, de coût et de lignes de desserte. La mise à disposition de bâtiments scolaires et de salles de classe doit être accompagnée d'un équipement adéquat : mobilier, ressources pédagogiques, manuels, cantines scolaires et autres services, afin de garantir un environnement favorable à l'apprentissage. Dans cette section, nous examinerons un ensemble d'indicateurs relatifs aux ressources matérielles disponibles dans les pays arabes pour l'éducation, en commençant par la question de la construction scolaire.

a. Bâtiment scolaire : L'école est considérée comme une seconde maison pour les élèves : elle accueille l'enfant dès la maternelle jusqu'à la fin du secondaire, durant des journées de cinq à six heures, où il acquiert savoirs, compétences et valeurs. Elle constitue également un espace de vie sociale et de loisirs, à travers les pauses, les activités sportives et les jeux, qui marquent durablement les souvenirs de l'enfance et de la jeunesse. Il n'est donc pas surprenant que les systèmes éducatifs s'attachent à concevoir des bâtiments scolaires favorisant un environnement sain, propice à l'apprentissage et à la communication. Selon les statistiques disponibles, les pays arabes comptent environ 260 000 écoles de différents niveaux (primaire, préparatoire et secondaire), accueillant près de 96,4 millions d'élèves. L'enseignement primaire représente les deux tiers de ces établissements, bien que cette répartition varie d'un pays à l'autre (voir annexe 3-4). La figure 27 illustre la taille moyenne des écoles dans les pays arabes, calculée sur la base du nombre total d'élèves inscrits dans les secteurs public et privé.



Sources de données pour les pays arabes : Formulaires de données pour les États arabes dans l'enseignement public sauf

- Arabie saoudite : Autorité générale des statistiques d'Arabie saoudite, 2019.
- Libye : Ministère de la Planification de l'État de la Libye, 2024.
- Égypte : Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques de la République arabe d'Égypte, 2024.
- Liban : Centre éducatif pour la recherche et le développement en République libanaise, 2023
- Mauritanie : Agence nationale de statistique, d'analyse démographique et économique de la République islamique de Mauritanie, 2024.
- Soudan: Republic of the Sudan, 2022.
- Djibouti: Ministère de l'Education Nationale Et de la formation Professionnelle de l'République de Djibouti, 2023.

Figure 27 : La taille moyenne des écoles dans les pays arabes

La littérature éducative ne propose pas de norme universelle concernant la taille idéale d'une école, car celle-ci peut varier selon le niveau d'enseignement (primaire ou secondaire) et selon le contexte (village ou ville). La taille est également liée aux coûts : un système peut choisir de gérer un grand nombre de petites écoles, ou d'opter pour des établissements plus grands, moins coûteux et plus faciles à administrer et à contrôler. Plusieurs études mettent en évidence les avantages des petites écoles, notamment en matière de sécurité, de suivi du comportement, d'orientation, de qualité des relations sociales et éducatives, ainsi que de proximité entre enseignants, élèves et parents. Toutefois, elles ne démontrent pas de lien direct et linéaire entre la taille de l'école et le rendement scolaire. À l'inverse, d'autres recherches soulignent que les grandes écoles peuvent être plus efficaces sur le plan administratif, de l'évaluation et du suivi, et qu'elles conviennent davantage aux niveaux avancés qu'aux premiers cycles (Scheerens, Hendrikd & Luyten, 2014). En définitive, la décision d'implanter de grandes, moyennes ou petites écoles dépend de multiples facteurs propres à chaque système éducatif. Il est essentiel de prendre en compte les éléments qui favorisent l'efficacité de l'enseignement et un environnement d'apprentissage de qualité pour les élèves.

Selon la figure 27, la taille moyenne des écoles varie sensiblement entre les pays arabes, allant de 147 élèves par établissement en Jordanie à 629 élèves à Oman. À Bahreïn, au Koweït, au Soudan et en Égypte, le nombre moyen d'élèves par école dépasse 500. Dans un autre groupe de pays – le Qatar, le Maroc, le Yémen, Djibouti, l'Irak, la Libye, l'Algérie, la Tunisie et le Liban – la taille moyenne se situe entre 300 et 400 élèves, ce qui correspond à la moyenne régionale. Les écoles sont plus petites en Syrie, en Arabie saoudite, en Somalie, en Mauritanie, en Palestine, en Jordanie, aux Émirats arabes unis et au Royaume-Uni. À l'exception de la Palestine, ces États se caractérisent par une vaste superficie, une diversité culturelle et des populations multiples, mais leurs conditions économiques et politiques diffèrent. En Somalie, le faible taux brut de scolarisation dans le primaire (moins d'un tiers de la population d'âge scolaire) explique la taille réduite des établissements, tandis qu'en Syrie

ce taux tombe à 70 %. Aux Émirats arabes unis, l'État consacre plus de 14 % de ses dépenses à l'éducation, avec une forte participation du secteur privé (70 %), ce qui contribue également à la petite taille des écoles. En Arabie saoudite, bien que la part des dépenses publiques allouée à l'éducation soit inférieure à la moyenne arabe, le montant en valeur absolue reste élevé : plus de 201 milliards de SAR en 2022 (Autorité générale de la statistique, 2022), ce qui reflète la capacité du pays à couvrir les besoins scolaires sur l'ensemble du territoire. Enfin, la Palestine et la Mauritanie consacrent une part particulièrement élevée de leurs dépenses publiques à l'éducation, atteignant respectivement 19,6 % et 20,8 %.

b. Assurer un environnement d'apprentissage approprié et adapté pour tous : Les caractéristiques les plus importantes d'un environnement éducatif approprié et adapté pour tous sont mises en évidence dans le cadre général du programme de développement durable dans les moyens de mise en œuvre du quatrième objectif, « Éducation de qualité », sous la cible 4.a, qui stipule : « construire des installations éducatives adaptées aux enfants, aux personnes handicapées et au genre, moderniser les installations éducatives existantes et créer un environnement d'apprentissage efficace, sûr, non violent et inclusif » (UNESCO, 2016, p. 51). Le tableau 13 passe en revue les données relatives aux six indicateurs [19]. (III)

Tableau 13 : Pourcentage d'écoles ayant l'électricité, Internet et ordinateur à des fins éducatives, eau potable et assainissement dans les écoles primaires dans les États arabes.

	Infrastructure pour les groupes à besoins spécifiques	Services d'assainissement	Eau potable	Ordinateurs	Internet	Énergie électrique	L'année
Émirats arabes unis	100	100	100	91.1	100	100	2023
Bahreïn	100	100	100	100	100	100	2023
Qatar	100	100	100	100	100	100	2023
Arabie saoudite	100	100	100	100	100	100	2023
Koweït	100	100	100	100	100	100	2023
Oman	98.2	100	100	100	100	100	2023
Libye	G.M.	G.M.	G.M.	40.36	7.32	G.M.	2022
Algérie	G.M.	100	90.4	61	61	99.8	2024
Jordanie	G.M.	G.M.	100	76.9	31.6	100	2023
Tunisie	G.M.	97.6	90	93.5	81.2	100	2023
Égypte	G.M.	100	G.M.	83.8	30.4	100	2023
Liban	10.7	89.5	60	69.8	93.7	100	2023
Palestine	65.2	100	99.1	90	98	100	2023
Maroc	24.4	84.7	81.6	69.7	71	97.6	2023
Irak	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	
Comores	G.M.	73.3	74.5	30.8	21.4	48.4	2021
Syrie	11.8	81	86	55.1	8.2	86.9	2023
Mauritanie	G.M.	27.5	50.7	14	G.M.	44	2019
République du Soudan	G.M.	73.5	93.4	G.M.	G.M.	54.1	2016
Djibouti	0.9	88.4	88.4	43.1	43.1	81.5	2023
Yémen	G.M.	G.M.	64	30.54	G.M.	60.9	2016
Somalie	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	

Légende :	0 - 50	51 - 75	76 - 90	< 90%	Données non disponibles

Sources: UNESCO institute of Statistics, 2024

Ce qui suit est un examen des principales conclusions :

- **Énergie électrique :** L'électricité constitue une exigence minimale pour le fonctionnement des bâtiments scolaires : elle alimente l'éclairage, la ventilation et l'usage des technologies éducatives (télévision, ordinateurs, etc.). Elle est devenue un pilier incontournable du parcours éducatif, sans lequel l'école ne peut remplir pleinement sa mission. Toutefois, cette évidence ne se vérifie pas dans

[19] Les données ont été obtenues à partir des fichiers des pays arabes pour les indicateurs de succès des profils de pays de la quatrième SDG sur le site web de l'Institut de statistique de l'UNESCO (UNESCO, 2024).

certains pays pauvres où l'accès à l'électricité reste limité. Cet indicateur doit donc être pris en compte pour orienter les systèmes éducatifs vers des priorités essentielles dans l'intégration et le renforcement des processus d'enseignement et d'apprentissage. À l'échelle mondiale, 9 % de la population n'a pas accès à l'électricité et une école sur quatre en est dépourvue (UNESCO, 2023, p. 17). Dans les pays arabes à revenu élevé et intermédiaire – notamment ceux du CCG et d'Afrique du Nord – l'électricité est disponible à 100 % dans les écoles primaires. Les données ne sont cependant pas disponibles pour l'Irak et la Libye. Toutes les écoles de Jordanie, du Liban, de Palestine, de Tunisie et du Maroc bénéficient de ce service, tandis que Djibouti atteint 81,5 %.. En revanche, les taux les plus faibles se trouvent au Yémen (61 %), au Soudan (54 %), aux Comores (48,4 %) et en Mauritanie (44 %). Ces chiffres traduisent directement la qualité et les progrès des processus éducatifs dans ces pays, où les taux d'enfants non scolarisés restent particulièrement élevés. Dans ce contexte, la proportion des dépenses publiques allouées à l'éducation, même conforme aux normes mondiales, ne suffira pas à atteindre les ODD sans un ajustement des ratios nationaux pour accélérer la réalisation des objectifs.

- **Internet et services informatiques à des fins éducatives :** La technologie moderne, notamment les ordinateurs et l'Internet, est désormais au cœur des processus d'enseignement et d'apprentissage. Elle permet aux apprenants d'accéder à une diversité de connaissances, de communiquer avec des sources mondiales et de développer leur créativité. La pandémie de Covid-19 a confirmé son rôle essentiel : l'enseignement à distance a permis d'éviter l'effondrement des systèmes éducatifs dans de nombreux pays, touchant près d'un milliard d'apprenants (UNESCO, 2023). Dans les États arabes, plusieurs pays ont pu gérer l'enseignement à distance grâce aux infrastructures disponibles, mais dans d'autres, les écoles, les enseignants et les familles n'étaient pas suffisamment préparés. Lors de la fermeture des établissements, environ 37 millions d'élèves ont été privés d'opportunités d'apprentissage, principalement issus de milieux vulnérables, de zones rurales ou en situation de handicap (CESAO, 2022).
  La technologie n'est plus un luxe, mais une nécessité pour conduire les processus éducatifs. Elle peut même constituer une solution pour atteindre des groupes sociaux éloignés ou marginalisés. À l'échelle mondiale, environ 40 % des écoles primaires, 50 % des collèges et 65 % des lycées disposent d'une connexion Internet. Les ordinateurs sont présents dans 47 % des écoles primaires, 62 % des collèges et 76 % des lycées (UNESCO, 2023). Dans les pays arabes, les disparités sont plus marquées que pour l'accès à l'électricité. Les États du CCG offrent ces services dans toutes leurs écoles et semblent prêts à entrer pleinement dans l'ère numérique. D'autres pays affichent des taux élevés : la Tunisie (81 % Internet, 93 % ordinateurs), la Palestine (98 % et 90 %), le Liban (94 % et 70 %) et l'Égypte (30 % et 83 %). Certains privilégient l'équipement informatique plutôt que la connectivité, comme la Jordanie, la Syrie, la Libye et les Comores.
  Le Rapport arabe sur le développement humain (PNUD, 2022) souligne la fracture numérique entre pays arabes, où l'accès à Internet et aux ordinateurs reste limité dans les pays les plus pauvres, accentuant les inégalités éducatives durant la pandémie. Si la technologie a permis de maintenir l'éducation, elle n'a pas été accessible à tous. Il est donc indispensable que les pays en retard accélèrent leurs efforts pour rattraper les plus avancés et atteindre les normes internationales dans ce domaine.
- **Services de santé et de prévention :** Le cadre d'attention à l'éducation dans le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 ne se limite pas aux objectifs de la quatrième dimension relatifs aux processus éducatifs, mais s'étend également à d'autres domaines, notamment la santé et le bien-être. Dans ce contexte, la fourniture de services de santé et de prévention dans les écoles est essentielle pour garantir un environnement sûr et favorable à l'enseignement et à l'apprentissage. Ce rapport analytique examine donc la disponibilité de ces services dans les établissements scolaires des pays arabes, en référence aux normes internationales. Selon le rapport conjoint de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la santé (2020), la couverture mondiale des services d'eau potable de base dans les écoles atteint 69 %, mais elle est plus élevée en Afrique du Nord et en Asie occidentale – régions regroupant la majorité des pays

arabes – avec un taux de 83 % (p. 16). Pour les services d'assainissement (latrines adéquates, utilisables, séparées et entretenues), la couverture dans ces régions s'élève à 87 % en 2019, contre une moyenne mondiale de 63 % (UNICEF et OMS, 2020, p. 26). Les données montrent que la plupart des pays arabes s'efforcent de fournir l'eau et l'assainissement au même niveau que l'électricité. Ainsi, toutes les écoles primaires de la moitié des pays arabes disposent de ces services. Ils sont présents dans plus de 88 % des établissements au Maroc, en Syrie et à Djibouti, et atteignent 93 % pour l'eau et 73,5 % pour l'assainissement au Soudan. Aux Comores, la couverture est d'environ 74 %. Au Yémen, 64 % des écoles disposent d'eau potable, mais aucune donnée n'est disponible pour l'assainissement. Enfin, l'absence de données dans plusieurs États arabes révèle des lacunes dans le suivi des services scolaires. Or, ce suivi est indispensable pour orienter la planification éducative et améliorer les services de soutien.

c. Ressources d'aide et de soutien pour les apprenants : Le soutien et l'aide à l'apprenant recouvrent l'ensemble des besoins quotidiens nécessaires pour poursuivre le processus éducatif dans de bonnes conditions : manuels scolaires, moyens de communication, uniformes, tableaux numériques, fournitures et repas. Si l'école est conçue comme une seconde maison après la famille, elle doit constituer un environnement d'incubation non seulement cognitif, mais aussi social et humain. Il est donc attendu qu'elle réponde aux besoins matériels des élèves, besoins qui peuvent sembler modestes du point de vue pédagogique, mais qui revêtent une grande valeur sociale et éducative. Ce soutien peut être généralisé à tous les apprenants ou ciblé sur certains groupes, tels que les élèves vulnérables, les enfants à besoins spécifiques ou d'autres catégories jugées prioritaires par l'administration scolaire. Le tableau 14 présente les résultats des données recueillies dans ce rapport à partir du formulaire de collecte d'informations sur l'éducation publique.

Tableau 14 : Soutien et services de soutien aux apprenants dans les pays arabes

PAYS	Repas	Papeterie scolaire	Cartes informatiques	Tenus officiels	Transport	Manuels	Observations
	Groupes dans le besoin	Groupes dans le besoin	Pour certaines catégories	Pour les groupes pauvres	Catégories selon les besoins	Accordé gratuitement	
Émirats arabes unis	-	-	√	-	√	√	
Bahreïn	√	√	√	√	√	√	Groupes de besoin
Qatar	√	-	-	-	√	√	Pour les groupes spéciaux
Arabie saoudite	√	√	-	√	√	√	Catégories spécifiques selon les besoins
Koweït	-	-	-	-	√	√	
Oman	-	-	-	-	√	√	
Libye	-	-	-	-	-	√	
Algérie	√	-	√	-	√	√	Pour les groupes pauvres
Jordanie	√	√	√	√	√	√	Accordé aux réfugiés
Tunisie	√	√	-	-	√	√	La catégorie des nécessiteux
Égypte	√	√	-	√	-	√	Pour les groupes pauvres
Liban	Données non disponibles						
Palestine	-	√	-	√	√	-	Personnes à besoins spécifiques
Maroc	-	-	-	-	√	√	Hébergement - Intérieur
Irak	Données non disponibles						
Comores	Données non disponibles						
Syrie	-	-	-	-	-	√	Cycle primaire seulement
Mauritanie	√	√	-	-	-	√	Cycle primaire seulement
Soudan	Données non disponibles						
Djibouti	Données non disponibles						
Yémen	-	-	-	-	-	√	
Somalie	√	√	-	-	-	√	Cycles primaire et préparatoire
Total	9	8	5	5	11	16	

Source : États arabes Formulaire de données dans l'éducation publique, Partie I : Système éducatif - question VIII.

Le service de distribution des manuels scolaires est assuré dans 16 pays arabes, ce qui en fait l'un des soutiens les plus répandus. Il est suivi par le service de transport scolaire, disponible dans 11 pays. Ces services ne doivent pas être considérés comme secondaires : ils répondent à des besoins

fondamentaux et sont généralement fournis gratuitement à l'ensemble des élèves, sans distinction de groupes sociaux. Dans plusieurs pays, des fournitures scolaires et des repas sont également distribués, constituant une aide précieuse pour les élèves issus de milieux défavorisés. Ces prestations permettent de réduire les obstacles matériels et de favoriser la continuité de l'apprentissage aux côtés de leurs camarades. Enfin, des équipements informatiques sont mis à disposition dans certains pays. Les Émirats arabes unis et l'Algérie offrent des panneaux numériques aux élèves du cycle préparatoire et secondaire, tandis que Bahreïn et l'Arabie saoudite les réservent aux étudiants qui en ont le plus besoin.

d. Infrastructure adaptée aux personnes ayant des besoins spécifiques : Le handicap ne constitue plus un obstacle insurmontable à la réalisation des objectifs individuels. Les sociétés contemporaines ont multiplié les opportunités, allant de l'adoption de lois et de législations à la mise en place d'infrastructures adaptées pour les personnes ayant un handicap auditif, visuel, moteur ou autre. Les technologies de l'information et de la communication ont également contribué à améliorer la qualité de vie, à faciliter l'intégration et à permettre aux personnes handicapées de mobiliser leurs potentialités et de participer pleinement à la société en tant que membres productifs.

La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (2006) constitue une étape majeure dans la garantie des droits et de l'égalité des chances. Son article 24 affirme le droit à l'éducation pour les personnes handicapées, à tous les niveaux et tout au long de la vie. La section 2.a précise qu'aucun enfant handicapé ne doit être exclu du système éducatif général, ni privé de l'enseignement primaire ou secondaire gratuit et obligatoire en raison de son handicap. La section 2.e insiste sur la nécessité de mesures de soutien individuel efficaces, dans des environnements favorisant le développement académique et social et conformes à l'objectif d'inclusion totale.

Dans cette logique, l'Agenda 2030 pour le développement durable s'engage à atteindre les cibles 4 et 5 de l'Objectif de développement durable 4, en éliminant les disparités entre les sexes et en garantissant aux groupes vulnérables – personnes handicapées, peuples autochtones et enfants en situation de vulnérabilité – un accès équitable à tous les niveaux d'éducation et de formation professionnelle d'ici 2030 (UNESCO, 2016). Bien que les pays arabes aient commencé à offrir des opportunités éducatives aux personnes handicapées, les préparatifs et les efforts demeurent lents et inégaux selon les contextes nationaux. La plupart des États ont inscrit dans leurs lois sur l'éducation le principe de gratuité pour ce groupe, et certains ont explicitement affirmé l'importance de l'intégration. C'est le cas des Émirats arabes unis (décret-loi fédéral n° 39/2022, art. 5), de Oman (décret royal n° 31/2023, art. 24, 26, 27), du Liban (décret n° 9706 du 07/07/2022, art. 9), de la Palestine (décret-loi n° 8/2017, art. 14-1) et du Maroc (loi-cadre n° 51.17, art. 25). La Mauritanie, à travers l'ordonnance n° 043-2007 (titre IV, art. 33-42), prévoit également des dispositions spécifiques pour garantir l'accès à l'éducation et aux facilités nécessaires.

Des mesures structurelles ont été mises en place pour faciliter l'intégration : accessibilité des bâtiments scolaires, aménagement des salles de classe, laboratoires et bibliothèques, infrastructures adaptées dans les espaces extérieurs et services d'assainissement appropriés. Ces efforts doivent être accompagnés d'une évolution des perceptions sociales, fondée sur la reconnaissance du droit des personnes handicapées à la vie, au succès, à l'épanouissement personnel et à une participation active dans la société. Les données recueillies dans 12 pays indiquent que 131 699 élèves ayant des besoins spécifiques sont inscrits, dont 60 % sont des garçons. Ces apprenants sont répartis entre des systèmes de classes séparées et des dispositifs de classes intégrées, comme le montre le tableau 15.

Tableau 15 : Répartition des élèves ayant des besoins spéciaux dans les pays arabes

PAYS	Pourcentage d'étudiants en %			Nombre d'étudiants dans les secteurs public et privé		
	Total	Classes intégrées	Classes séparées	Total	Feminin	Masculin
Bahreïn	100.0%	95.1%	4.9%	12544	5,736	6,808
Qatar	100.0%	0.0%	100.0%	3299	1,259	2,040
Oman	100.0%	77.9%	22.1%	2429	1,045	1,384
Libye	100.0%	100.0%	0.0%	12304	4,918	7,386
Algérie	100.0%	100.0%	0.0%	4676	1,585	3,091
Jordanie	100.0%	0.0%	100.0%	25856	13,844	12,012
Tunisie	100.0%	94.5%	5.5%	7341	2,728	4,613
Égypte	100.0%	0.0%	100.0%	10303	4,301	6,002
Liban	100.0%	0.0%	100.0%	9269	0	9,269
Palestine	100.0%	100.0%	0.0%	9344	4,773	4,571
Maroc	100.0%	100.0%	0.0%	25509	9,054	16,455
Yémen	100.0%	0.0%	100.0%	1423	590	833
Somalie	100.0%	0.0%	100.0%	7402	3,192	4,210
Total				**131699**	**53025**	**78674**
%				**100**	**40%**	**60%**

Source des données : Formulaire des États arabes pour l'éducation générale, Partie II - Statistiques et indicateurs - Troisième question sauf : (État du Qatar : Ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur, État du Qatar, 2023) **et (**République libanaise : Centre éducatif pour la recherche et le développement, République libanaise, 2023).

Le tableau 15 met en évidence le niveau de disponibilité des données concernant les classes accueillant des élèves à besoins spécifiques dans les pays arabes. Seuls neuf pays fournissent des données désagrégées par niveau et par sexe, tandis que pour le Qatar et le Liban, les informations proviennent de rapports officiels publiés sur les sites gouvernementaux. Cette situation reflète soit l'absence de services adaptés dans certains États, soit un manque de suivi institutionnel, ce qui traduit dans les deux cas une faiblesse des opportunités offertes aux élèves handicapés dans l'enseignement formel. En Mauritanie, l'éducation spécialisée relève du ministère de l'Action sociale, des enfants et de la famille. Les élèves à besoins spécifiques y sont inscrits dans des centres spécialisés, ce qui implique une séparation complète d'avec les écoles publiques et constitue un obstacle à l'intégration, tant sur le plan éducatif que dans la collecte de données fiables.

Le tableau distingue deux approches : certains pays (Qatar, Jordanie, Égypte, Liban, Yémen et Somalie) privilégient des classes séparées, tandis que d'autres (Bahreïn, Libye, Algérie, Tunisie, Palestine et Maroc) ont ouvert la voie à l'intégration des élèves handicapés dans des classes ordinaires. L'intégration est considérée comme la méthode la plus souhaitable, car elle favorise l'égalité de traitement et l'accès sans discrimination aux services éducatifs. En Oman, la répartition est mixte : 22 % des élèves sont dans des classes séparées et 78 % dans des classes intégrées.

Concernant les infrastructures scolaires adaptées, les pays du CCG ont généralisé les aménagements nécessaires pour accueillir les élèves handicapés. La proportion d'écoles équipées est également élevée en Palestine (65 %), mais reste plus faible ailleurs : 24 % au Maroc, 11,8 % en Syrie, 10,7 % au Liban et seulement 1 % à Djibouti.

Conclusion :

Ce chapitre constitue une introduction essentielle au suivant et en est une composante intégrante. La présentation des indicateurs éducatifs dans les pays arabes offre une vue d'ensemble de l'éducation dans la région, mais elle ne reflète pas pleinement sa réalité ni les principaux défis auxquels elle est confrontée, que ce soit du point de vue régional ou dans sa comparaison avec les autres pays du monde. Le fait que tous les enfants d'âge scolaire soient inscrits ne garantit ni la qualité de l'éducation reçue ni l'égalité des opportunités.

La conclusion de ce chapitre expose donc un cadre général de la réalité éducative, sans révéler l'image véritable de ce qui se passe dans les écoles et les classes, ni les résultats obtenus. L'analyse présentée s'est concentrée sur l'aspect quantitatif de l'éducation, qui sera complété par l'examen qualitatif dans le prochain chapitre, consacré à la qualité de l'éducation dans les pays arabes. Le résumé proposé

vise à synthétiser les indicateurs quantitatifs afin qu'ils puissent être mobilisés dans le chapitre suivant et comparés au niveau régional et mondial. Ce compendium servira ainsi de feuille de route pour l'étude des aspects qualitatifs. Étant donné la diversité des indicateurs examinés, un ensemble représentatif a été retenu pour illustrer les caractéristiques de l'éducation dans les pays arabes, en particulier dans l'enseignement primaire, où les données sont plus disponibles et qui constitue la base de l'éducation fondamentale. Treize indicateurs ont été sélectionnés comme points de référence, et le tableau 16 en présente la synthèse.

Tableau 16 : Valeurs de référence pour les indicateurs d'éducation primaire dans les États arabes

Indicateur éducatif	La valeur standard		Source de la valeur standard
Années d'éducation obligatoire	12 ans	La valeur cible	Déclaration d'Incheon - cible 4 des Objectifs de l'éducation pour le développement durable à l'horizon 2030 (UNESCO 2016)
	9	La valeur minimale	
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)	75%	La valeur cible	Valeur mondiale pour l'année 2023 (UNESCO, 2024 p. 19) Moyenne des pays arabes
	55	La valeur minimale	
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire.	102	La valeur cible	Moyenne des pays moyens Pays à faible revenu moyen (Groupe de la Banque mondiale, 2018).
	92	La valeur minimale	
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	90	La valeur cible	معدل العالم (2023 ،مجموعة البنك الدولي). Moyenne des pays arabes dans le rapport sur l'état de la qualité
	77	La valeur minimale	
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	0.97 - 1.03	La valeur cible	Valeur constante standard de l'indicateur (UNSD, 2022)
Proportion des dépenses publiques consacrées à l'éducation	15 – 20	La valeur cible	Déclaration d'Incheon (UNESCO, 2016) Moyenne des États arabes (Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALEXO), 2023A)
	12	La valeur minimale	
Tarif étudiant par enseignant	23	La valeur est ciblée	Moyenne des États arabes et moyenne mondiale (Banque mondiale, 2019).
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications éducatives	84%	La valeur cible	Moyenne pour les pays à revenu élevé Moyenne des pays pauvres (UNESCO, 2020)
	75%	La valeur minimale	
Nombre moyen d'élèves par école	> 370	La valeur maximale	Moyenne des pays arabes dans le rapport sur l'état de la qualité.
Pourcentage des écoles par accès à l'électricité	< 73	Valeur ciblée	Valeurs pour les pays à faible revenu et à revenu élevé (UNESCO, 2020) Valeur minimale : Non applicable dans ces indicateurs
Pourcentage des écoles selon l'accès à l'eau potable	< 78	Valeur ciblée	
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	< 48	Valeur ciblée	
Proportion d'écoles disposant d'ordinateurs à des fins éducatives	< 40	Valeur ciblée	

Le tableau comprend :

- Chaque indicateur éducatif est associé à une valeur standard, attendue ou espérée, que les États arabes devraient atteindre. Ces valeurs normatives sont établies à partir de diverses sources internationales et régionales.
- À côté de ces valeurs de référence, une valeur minimale est définie selon la nature de l'indicateur. Elle représente le seuil que tous les pays arabes devraient avoir dépassé, conformément aux tendances mondiales. Toutefois, certains indicateurs – tels que l'indice de parité entre les sexes ou le taux brut de scolarisation – ne se prêtent pas à l'établissement d'une valeur minimale, mais plutôt d'un plafond à atteindre.

La figure 28 illustre la répartition des États arabes en fonction de leur degré d'atteinte des valeurs standard des indicateurs relatifs à l'enseignement primaire.

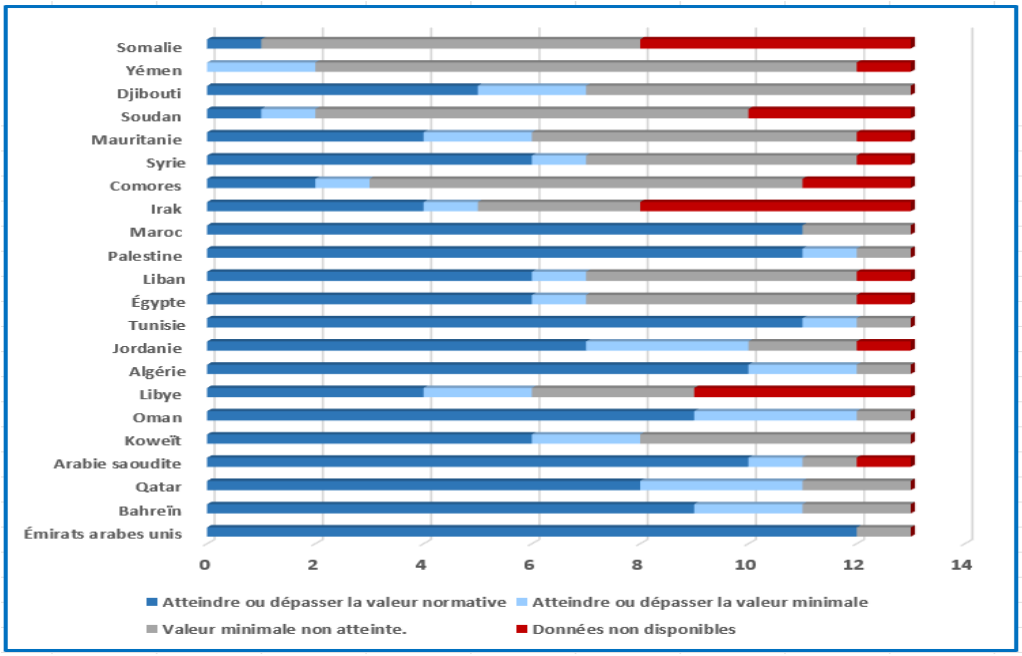


Figure 28 : Répartition des pays arabes en fonction de leur niveau de réalisation des valeurs standard ou minimum pour un ensemble d'indicateurs éducatifs dans l'enseignement primaire

Le déficit de données concernant certains États arabes, particulièrement la Somalie, l'Irak et la Libye, apparaît clairement dans la figure précédente. Cet écart souligne que les conclusions générales de ce chapitre pourraient être légèrement modifiées si les informations manquantes venaient à être disponibles. À partir des résultats présentés, il est possible de retenir deux constats principaux:

•Neuf pays arabes ont atteint les valeurs standard pour les indicateurs éducatifs, dans une fourchette comprise entre 50 % et 85.%

• Au moins six pays restent en retrait par rapport à leurs pairs, n'ayant pas atteint les niveaux minimaux requis pour ces indicateurs. Si les pays arabes peuvent être divisés selon le chiffre ci-dessus, ils peuvent être divisés en trois groupes :

a.Le groupe de pays ayant atteint des niveaux standard élevés d'indicateurs de formation allant des valeurs minimales aux valeurs standard cibles dans 11 des 13 indicateurs de neuf pays, respectivement :

- Oman, la République algérienne démocratique et populaire, la République tunisienne, les Émirats arabes unis et l'État de Palestine (12 indicateurs),
- Royaume de Bahreïn, État du Qatar, Royaume d'Arabie saoudite et Royaume du Maroc (11 indicateurs).

b. Le groupe de pays ayant atteint des niveaux intermédiaires – considérés comme modestes – dans la réalisation des valeurs standard des indicateurs éducatifs (plus de sept indicateurs ou au moins 50 % du total) comprend : le Koweït, la Jordanie, l'Égypte, le Liban, la Syrie et Djibouti.

c.Le groupe de pays ayant atteint des niveaux faibles dans les indicateurs éducatifs. Ces pays souffrent également d'un déficit de données, révélant des lacunes dans la collecte et la gestion de l'information éducative. Il s'agit de la Libye, de l'Irak, des Comores, de la Mauritanie, du Soudan, du Yémen et de la Somalie.

Dans le chapitre à venir, l'analyse portera sur les indicateurs éducatifs de nature qualitative, afin de mettre en lumière, à partir des données disponibles, la situation réelle de la qualité de l'éducation dans les pays arabes. Cette exploration sera conduite en cohérence avec le cadre général établi au début du présent chapitre, de manière à compléter l'approche quantitative par une lecture plus approfondie des aspects qualitatifs

Chapitre IV

Qualité de l'enseignement général dans les pays arabes



Chapitre IV.

Qualité de l'enseignement général dans les pays arabes

Introduction :

Les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030, tels qu'énoncés dans la Déclaration d'Incheon du Forum mondial sur l'éducation, incluent un objectif central intitulé « Une éducation de qualité ». Celui-ci affirme une orientation publique claire vers la réalisation d'une éducation inclusive et équitable pour tous. La Déclaration d'Incheon a placé la qualité de l'éducation au même niveau que la quantité, afin de garantir que les résultats éducatifs se traduisent par des compétences cognitives et appliquées permettant aux apprenants de devenir des membres productifs et efficaces de leurs communautés.

Le chapitre précédent a examiné les indicateurs de l'éducation dans les pays arabes à travers les dimensions des intrants, des processus et des résultats, afin de comprendre la structure des systèmes éducatifs et d'évaluer leurs performances en matière d'accès universel à l'éducation. Ce chapitre vient compléter cette analyse en abordant deux dimensions clés de la qualité de l'éducation :

- Les processus éducatifs : qui concernent la manière dont l'enseignement est dispensé, les méthodes pédagogiques, la formation des enseignants et l'organisation des environnements d'apprentissage.
- Les résultats de l'éducation : qui se traduisent par les acquis des apprenants, leur niveau de compétences, leur employabilité et leur capacité à contribuer activement à la société.

Ces deux dimensions seront étudiées à travers un ensemble d'indicateurs spécifiques, permettant de mesurer la qualité de l'éducation dans les pays arabes et d'identifier les progrès réalisés ainsi que les défis persistants.

1. Processus d'enseignement -apprentissage[20]

Les processus d'enseignement et d'apprentissage désignent l'ensemble des actions et interactions qui se déroulent au sein de la classe et qui permettent à l'apprenant d'acquérir des connaissances, de développer des compétences, ainsi que d'intégrer des valeurs et des attitudes.

Dans le cadre de ce rapport, l'analyse se limite à un ensemble d'indicateurs directement liés à l'apprenant et aux processus d'apprentissage, lesquels sont considérés par les études scientifiques comme des reflets de la qualité de l'éducation.

- Les éléments suivants seront donc examinés :
- Les heures d'apprentissage disponibles pour l'élève à l'école.
- Le rôle de l'enseignant dans l'établissement scolaire.
- Le programme scolaire, en particulier les matières de base.
- Le calendrier éducatif et ses fonctions organisationnelles.
- Les ressources financières et matérielles consacrées à l'éducation.

L'efficacité des processus éducatifs, mesurée par leur capacité à produire des résultats tangibles en termes d'apprentissage et de formation.

1.1 Heures d'apprentissage disponibles pour l'apprenant à l'école

Le temps d'enseignement et d'apprentissage disponible dans le système éducatif constitue une ressource pédagogique essentielle, estimée en fonction des objectifs de l'enseignement et du contenu des programmes. Selon les agences internationales, le temps approprié pour l'apprentissage au niveau primaire devrait se situer entre 850 et 1 000 heures par an (UNESCO, 2015).

[20] Ce rapport ne vise pas à révéler le processus d'éducation et les processus éducatifs, qui sont déterminés par l'interaction des éléments du processus éducatif, tels que l'apprenant, l'enseignant, le programme, les stratégies pédagogiques, l'environnement pédagogique, etc., et découvrir les relations et influences qui se trouvent en dessous dans la qualité de l'éducation.

Dans cette section, l'analyse se limite à une estimation générale de cette ressource, en considérant que le temps disponible pour l'apprenant représente un élément fondamental de l'apprentissage, contribuant à l'acquisition des connaissances et des compétences nécessaires, bien que son impact varie selon les élèves et les matières étudiées.
Le tableau 17 présente le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage des étudiants dans les pays arabes. Une distinction y est faite entre le temps d'apprentissage structuré, correspondant aux heures prévues par le programme scolaire pour l'étude des matières de base et le temps total passé à l'école, qui inclut également des activités non directement liées à l'apprentissage, telles que la file d'attente du matin, la période d'accueil des élèves, les pauses repas, les activités de renouvellement et de détente, les interactions sociales avec les camarades.
Ainsi, la journée scolaire se divise en deux composantes :
- Temps d'apprentissage structuré, inscrit dans les plans et programmes.
- Temps d'apprentissage non structuré, lié aux activités périphériques de la vie scolaire.

Tableau 17 : Nombre d'heures de formation annuelles attribuées aux étudiants

PAYS	Le nombre d'heures passées à l'école	Nombre d'heures passées à apprendre (21)	Le ratio du temps d'enseignement réel par rapport au total des heures scolaires
Émirats arabes unis	1274	955	75%
Bahreïn	1045	855	88%
Qatar	941	898	95%
Arabie saoudite	900	810	90%
Koweït	900	810	90%
Oman	984	875	89%
Libye	848	720	85%
Algérie	832	800	96%
Jordanie	1073	1024	95%
Tunisie	1041	905	87%
Égypte	1320	1218	92%
Palestine	990	840	85%
Maroc	1326	816	52%
Irak	960	Données non disponibles	
Comores			
Syrie	963	788	82%
Mauritanie	1032	460	45%
Soudan	Données non disponibles		
Djibouti	Données non disponibles		
Yémen	885	826	93%
de Somalie	1040	832	80%
Moyenne des pays arabes	1019	849	83%
La moyenne mondiale des heures de scolarité			**959 (allant de 895 à 1023 selon le grade)**

Principale source de données pour les États arabes : Formulaires de données pour l'éducation des États arabes pour 2023 (Partie I : Système éducatif et politiques éducatives - question IV : Temps scolaire). Sauf : (Arabie saoudite : Ministère

21 - Les heures annuelles ont été calculées comme suit : (Une heure de cours x le nombre de cours par jour) multiplié par le nombre de jours d'étude prévus, tel qu'indiqué dans le formulaire de données.

de l'Éducation d'Arabie saoudite, 1445 A.H.) (République d'Irak : Journal officiel de la République d'Irak, 2011) et (République arabe syrienne : Ministère de l'Éducation de la République arabe syrienne, 2022).
Source pour la moyenne mondiale des heures de scolarité **:** International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA), 2019, P: 450-451

La moyenne arabe des heures d'apprentissage dans les pays arabes est estimée à 849 heures par an, ce qui représente environ 83 % du temps total passé par l'apprenant à l'école. Ces taux sont proches de ceux observés dans les pays développés, selon les indicateurs éducatifs publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son rapport annuel Regards sur l'éducation. Le nombre moyen d'heures d'apprentissage par an dans les pays de l'OCDE est de 805 heures. Certains pays, tels que l'Australie, la Colombie, le Chili, le Costa Rica et le Danemark, dépassent les 1 000 heures ; à l'inverse, dans plusieurs pays d'Europe orientale et baltes, le nombre d'heures est réduit à 600‑750 heures (OCDE, 2023a). Par ailleurs, selon les résultats de l'Association internationale pour l'évaluation des résultats scolaires (IEA, 2019) : la moyenne internationale du nombre d'heures passées en classe est de 895 heures en quatrième année. Elle atteint 1023 heures en huitième année, ce qui correspond à la deuxième année préparatoire dans le système éducatif des pays arabes. Ces moyennes internationales sont supérieures aux moyennes arabes: 146 heures par an pour les classes primaires et 174 heures par an pour les classes préparatoires.

Le nombre total d'heures d'apprentissage prévues pour l'ensemble des étapes de l'éducation dans les pays arabes atteint en moyenne 12 228 heures, une valeur proche des estimations du Centre régional de l'UNESCO pour la qualité et l'excellence dans l'éducation (2020), qui l'évaluait à environ 12 500 heures. Cependant, les heures annuelles d'apprentissage varient considérablement d'un pays à l'autre:

- Elles ne dépassent pas 460 heures en République islamique de Mauritanie.
- Elles atteignent près de 1 000 heures aux Émirats arabes unis.
- Elles dépassent ce seuil pour atteindre plus de 1 000 heures en Jordanie et en Égypte.

La proportion de ces heures par rapport au nombre total annuel d'heures de fréquentation scolaire diffère également : 45% en Mauritanie, 52% au Maroc, Plus de 90% dans certains pays, notamment au Qatar (95%), en Algérie (96%), en Jordanie (95%), en Égypte (92%) et au Yémen (93%). Il convient de noter que le temps consacré par l'enseignant à des activités autres que l'enseignement proprement dit (organisation de la classe, vérification de l'assiduité, préparation du tableau, etc.) n'est pas inclus dans ces estimations. Le temps net d'enseignement est donc inférieur.
Selon une étude du Centre régional pour la qualité et l'excellence (2020), le temps d'enseignement réel chute à : 66 % du quota initial au Yémen et en Arabie saoudite, 61% à Oman, 53% en Jordanie et 50 % en Égypte. Ces écarts traduisent des problèmes organisationnels et éducatifs propres à chaque pays, qui doivent être pris en compte pour définir un temps d'enseignement approprié à chaque niveau scolaire. En matière d'heures non consacrées à l'enseignement, la Mauritanie se situe en tête avec 5%, suivie du Maroc avec 48%. Aux Émirats arabes unis, cette proportion atteint 25%, tandis qu'elle reste limitée à environ 1 % en Arabie saoudite et au Koweït. Elle chute encore davantage à 5% au Qatar et en Jordanie, et à seulement 4 % en Algérie. Le contexte éducatif et l'environnement scolaire jouent un rôle déterminant dans la manière dont le temps disponible est investi, influençant directement l'acquisition des connaissances et des compétences, les taux de réussite scolaire et la réduction du redoublement.
Il est intéressant de noter que le temps disponible en milieu rural peut être équivalent à celui en milieu urbain, mais il est souvent mieux exploité. Les apprenants des zones rurales tendent à être plus disciplinés et à se conformer davantage aux instructions des enseignants et de la direction de l'école. Ainsi, lorsque le système éducatif parvient à optimiser le temps scolaire réel en l'adaptant aux besoins des apprenants et à leurs origines culturelles et sociales, il génère des résultats plus efficaces. Dans ce cadre, l'enseignant occupe un rôle stratégique en tant que médiateur entre les élèves, le programme et les objectifs éducatifs.

1. 2 Rôle de l'enseignant

L'enseignant a toujours occupé une place centrale dans les programmes de réforme éducative, en raison de son rôle actif dans l'atteinte de la qualité de l'éducation. En tant que leader et guide des processus d'enseignement et d'apprentissage, il constitue l'élément clé de la réussite scolaire. Les études comparatives montrent que les pays dont les étudiants obtiennent de bons résultats dans les compétitions internationales appliquent des politiques rigoureuses pour sélectionner les meilleurs enseignants diplômés de l'université. C'est le cas notamment en Corée du Nord, en Finlande, à Singapour et à Hong Kong.

Ces pays veillent à ce que les enseignants soient choisis et retenus selon des critères exigeants, garantissant ainsi que seuls les plus compétents accèdent à la profession, grâce à un ensemble de mesures institutionnelles et organisationnelles (Barber & Mourshed, 2007). De nombreux pays arabes ont également œuvré, comme indiqué dans le chapitre précédent, à développer et appliquer des politiques adaptées pour sélectionner les meilleurs profils humains dans le domaine de l'éducation. Cela inclut la sélection rigoureuse des enseignants et l'élaboration de politiques de promotion et de développement professionnel, afin de maintenir les enseignants informés et formés face aux évolutions éducatives. Un certain nombre de pays ont franchi une étape stratégique importante dans la professionnalisation de l'éducation en adoptant des systèmes de licences pour les enseignants. Parmi eux figurent : les Émirats arabes unis, Qatar, Arabie saoudite, Oman, Égypte, Tunisie et Maroc. Dans cette section, l'analyse portera sur le quorum des enseignants, en lien avec les heures d'enseignement et les tâches auxiliaires associées et le système de rémunération des enseignants et le processus de promotion, considérés comme des incitations matérielles et morales essentielles pour assurer la fidélisation des enseignants dans la profession et permettre au système éducatif de conserver ses meilleurs éléments.

1.2.1. Quorum d'enseignants des classes d'enseignement : Le quorum hebdomadaire des classes de l'enseignant a un impact direct sur sa performance. En outre le temps disponible en dehors de ce quorum contribue à renforcer sa capacité à : enrichir le contenu des cours et le soutenir par des activités pédagogiques complémentaires et à disposer d'un espace pour la recherche, l'innovation et le développement professionnel autonome. Le quorum est défini comme : «Le nombre de sessions programmées par an, d'une durée de 60 minutes chacune, dispensées par un enseignant à temps plein à un groupe ou une classe d'élèves dans les établissements publics d'enseignement, conformément à la politique éducative » (OCDE, 2015).[22]. Ce quorum peut varier selon les niveaux d'éducation (primaire, secondaire, etc.) et les disciplines enseignées, en fonction des orientations du système éducatif et du contexte jugé approprié pour la conduite des processus pédagogiques.

Afin d'assurer une comparabilité régionale, ces informations ont été collectées auprès de 16 pays arabes dans le cadre du formulaire de données générales sur l'éducation. Le quorum a été calculé sur la base d'une heure standardisée (60 minutes), ce qui permet d'éviter les écarts liés aux différences de durée des cours entre pays. Ce quorum a ensuite été comparé au temps de travail officiel, défini comme : « Le nombre d'heures qu'un enseignant à temps plein est censé travailler conformément à la politique établie, sans compter les heures supplémentaires rémunérées » (OCDE, 2015).

Le tableau 18 présente ainsi le nombre d'heures annuelles consacrées par les enseignants des États arabes à l'enseignement dans les classes primaires et préparatoires, mettant en évidence les disparités entre pays et les implications sur la charge de travail des enseignants.

22 - L'unité du quorum des enseignants dans les pays arabes varie entre 40 minutes et 60 minutes, ce qui correspond au temps d'une leçon. Afin de faciliter le calcul de ce quorum en un an, le quorum hebdomadaire a été multiplié par le nombre de semaines dans chaque pays dans le système éducatif, qui dans ce cas est égal au nombre de jours scolaires dans le pays divisé par 5 jours par semaine.

Tableau 18 : Nombre d'heures d'enseignement légal par an pour les enseignants dans les pays arabes par niveau d'éducation

	Nombre d'heures d'enseignement légal (quorum des enseignants) par an		Heures officielles de présence à l'école / année
	Cycle primaire	Cycle préparatoire	
Émirats arabes unis	756	900	1456
Bahreïn	836	836	1330
Qatar	476	476	1368
Arabie saoudite	864	864	1440
Koweït	540	576	1260
Oman	693	693	1148
Libye	496	496	960
Algérie	1024	704	1280
Jordanie	858	858	1365
Tunisie	648	648	1448
Égypte	984	656	1624
Palestine	900	900	1260
Maroc	1230	984	1632
Irak	Les données ne sont pas disponibles		
Comores	Les données ne sont pas disponibles		
Syrie	665	665	1050
Mauritanie	1020	748	1032
Soudan	Données non disponibles		
Djibouti	Données non disponibles		
Yémen	936	864	1416
Somalie	Données non disponibles		
Moyenne des pays arabes	**808**	**742**	**1317**

Source des données : Formation des États arabes dans l'éducation générale (Partie I : Système éducatif et politiques éducatives - question 12 : Quota d'enseignants par classe)

La tendance générale dans les pays arabes en matière de quotas d'enseignants et d'heures d'enseignement révèle une distinction notable: les enseignants du niveau primaire disposent d'un quorum égal ou supérieur à celui de l'étape préparatoire. En moyenne, les enseignants passent 808 heures par an dans l'école primaire. Ce chiffre tombe à 742 heures par an au collège, sur un total de 1 317 heures de fréquentation officielle, soit 61 % des heures officielles au primaire et 56% au collège. La comparaison internationale met en évidence des écarts intéressants :

- En Suisse, pays où le temps de travail des enseignants est élevé, ceux-ci passent environ 788 heures par an au niveau primaire.
- En Grande-Bretagne, la moyenne annuelle est estimée à 900 heures, contre 855 heures en Écosse (Seith, 2025).
- Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les enseignants doivent assurer en moyenne : 773 heures au niveau primaire, 706 heures aux niveaux préparatoire et secondaire (programmes généraux) et 679 heures au niveau secondaire supérieur (OCDE, 2024).

La figure 29 illustre le quorum annuel des enseignants consacré à l'enseignement, exprimé en proportion des heures officielles de présence scolaire. Le temps de travail formel comprend les heures directement associées à l'enseignement en classe, les heures allouées aux tâches connexes, telles que: la préparation des leçons, le suivi et le conseil aux étudiants, la correction des devoirs et des évaluations, les activités de développement professionnel (formations, perfectionnement), les réunions avec les parents, les réunions pédagogiques avec les collègues, les tâches administratives et

scolaires générales. Cette répartition entre le quorum d'enseignement et les tâches complémentaires varie sensiblement d'un pays à l'autre, comme le met en évidence la figure 29. Elle reflète les différences de politiques éducatives et d'organisation du travail enseignant, influençant directement la charge de travail réelle et la qualité de l'enseignement..

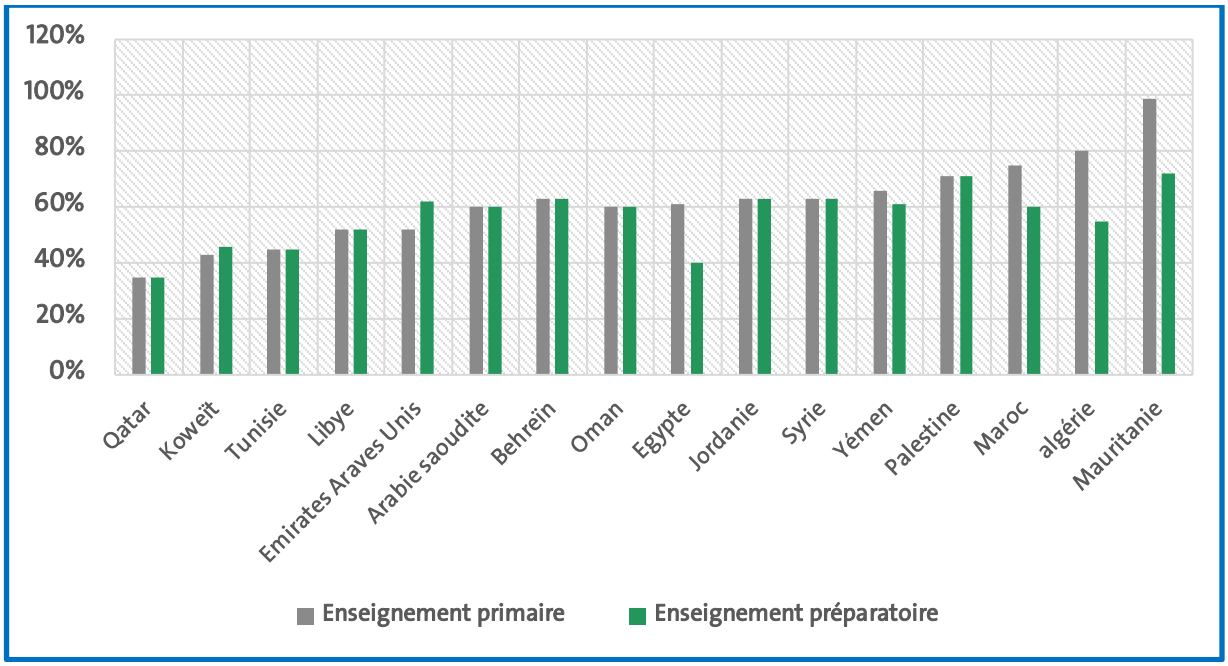


Figure 29 : Pourcentage des heures du quorum de l'enseignant par année de fréquentation scolaire officielle

Il ressort de la figure précédente qu'une part du temps de travail des enseignants est consacrée à des tâches autres que l'enseignement, et que cette proportion varie sensiblement d'un pays arabe à l'autre. L'explication de ces différences nécessite de relier ces données à deux dimensions fondamentales :
- Le niveau de revenu national : les pays disposant de ressources financières plus élevées peuvent réduire la charge d'enseignement direct par enseignant en recrutant davantage de personnel, ce qui permet de libérer du temps pour les activités complémentaires (préparation des cours, suivi des élèves, correction, formation continue).
- Les capacités budgétaires des systèmes éducatifs : la proportion du temps consacré à l'enseignement reflète directement le nombre d'enseignants requis pour couvrir les besoins pédagogiques. Plus le système peut financer un corps enseignant étoffé, plus il est possible de limiter le nombre d'heures d'enseignement par professeur et d'améliorer la qualité éducative.

Ainsi, la proportion du temps d'enseignement effectif est étroitement liée à la densité du personnel enseignant dans chaque système et aux salaires versés, qui dépendent des marges budgétaires disponibles et des priorités nationales en matière d'éducation. Dans les pays à revenu élevé, les enseignants bénéficient généralement de davantage de temps pour les tâches pédagogiques et administratives complémentaires, ce qui favorise la qualité de l'enseignement et la réussite scolaire. À l'inverse, dans les pays à revenu plus limité, les enseignants assument une charge d'enseignement plus lourde, réduisant le temps disponible pour la préparation et le perfectionnement professionnel, ce qui peut affecter l'efficacité globale du système éducatif. Les pays arabes peuvent être classés selon la proportion de leur temps de travail officiel consacré au quorum des classes.

Groupe de pays consacre moins de 60 % de leur temps d'enseignement primaire au quorum des classes, ce qui permet d'économiser environ 40% du temps de l'enseignant pour des activités complémentaires telles que la préparation pédagogique, le suivi des élèves et le développement professionnel. Ce groupe comprend : Qatar, Koweït, Tunisie, Libye et Émirats arabes unis. Selon la

Banque mondiale, la Tunisie est classée parmi les pays à revenu intermédiaire, tandis que les autres appartiennent à la catégorie des pays à revenu élevé. Cette distinction explique en partie leur capacité à réduire le quorum et à augmenter le nombre d'enseignants, en répartissant plus efficacement la charge de travail. Ces pays consacrent également une part importante de leur PIB aux dépenses d'éducation, allant de 3,2% au Qatar à plus de 6% au Koweït et en Libye (voir chapitre précédent). Cette orientation budgétaire traduit une volonté stratégique d'investir dans la qualité éducative, en permettant aux enseignants de disposer de temps pour des activités pédagogiques et professionnelles autres que l'enseignement direct.

Groupe de pays qui allouent entre 60 et moins de 70% du quota de temps de travail officiel des enseignants comprend : Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, Égypte, Jordanie, Syrie et Yémen Parmi eux, les cinq premiers sont classés par la Banque mondiale comme des pays à revenu élevé et à haut développement humain, tandis que le Yémen est considéré comme un pays à faible revenu. Cette distinction économique et sociale éclaire en partie les différences observées :

- Dans les pays à revenu élevé, les salaires des enseignants et les ressources budgétaires permettent de réserver une part significative du temps de travail à des tâches complémentaires (préparation des cours, suivi des élèves, correction, formation continue).
- Dans les pays à revenu plus limité, comme le Yémen, la charge d' enseignement est plus lourde, réduisant le temps disponible pour ces activités annexes.

Les ratios attribués à ce groupe de pays peuvent être considérés comme relativement équilibrés, car ils permettent aux enseignants de partager leur temps entre les missions d'enseignement direct et les tâches annexes indispensables au bon fonctionnement du système éducatif et à l'amélioration de la qualité pédagogique.

Groupe de pays arabes qui allouent plus de 70 % du quota de temps de travail officiel des enseignants comprend Palestine, Maroc, Algérie et Mauritanie. Parmi eux, la Mauritanie se distingue en consacrant 99% du temps officiel à l'enseignement au niveau primaire et 72% au niveau préparatoire. Dans les autres pays, les proportions varient de 71% en Palestine, aussi bien au primaire qu'au préparatoire, à 80% en Algérie pour l'enseignement scientifique au primaire, mais ce taux chute à 55 % au niveau préparatoire. Ces écarts traduisent des considérations propres à chaque système éducatif dans la détermination du quorum. La différence entre le primaire et le préparatoire peut s'expliquer par :

- La complexité accrue des programmes au niveau préparatoire, nécessitant davantage de temps de préparation pour les enseignants.
- L'organisation spécifique du système éducatif primaire, où l'enseignant est souvent accompagné d'un adjoint ou reste avec les élèves durant la majeure partie de la journée scolaire, ce qui facilite la gestion du temps et l'efficacité pédagogique.

Ainsi, la proportion élevée de temps consacré à l'enseignement dans ces pays reflète une priorité donnée à l'enseignement direct, mais elle peut aussi limiter le temps disponible pour les tâches complémentaires (préparation, suivi, formation continue), ce qui pose la question de l'équilibre entre quantité d'enseignement et qualité pédagogique.

1. 2.2. Salaires des enseignants et échelle de promotion : Les salaires des enseignants représentent généralement le poste de dépense le plus élevé dans l'éducation formelle, constituant ainsi une variable centrale que les décideurs doivent prendre en compte. Leur estimation, ainsi que la définition des échelles de promotion et des augmentations salariales, pèsent lourdement sur le budget de l'État, même lorsque les ajustements sont modestes.

Dans les pays arabes, les salaires des enseignants varient considérablement en fonction des ressources financières disponibles, de la proportion des dépenses publiques consacrée à l'éducation, des niveaux de qualification des enseignants, des années d'expérience professionnelle et parfois, la discipline enseignée.

Afin d'analyser ces disparités, les données relatives à l'échelle de carrière des enseignants dans les pays arabes ont été collectées selon trois catégories principales : le salaire de départ (au moment de l'entrée dans la profession), le salaire au milieu de carrière (après un certain nombre d'années d'expérience) et le salaire en fin de carrière (au sommet de l'échelle professionnelle). Cette classification permet de comparer les systèmes éducatifs en termes de progression salariale, de valorisation de l'expérience et de capacité des États à fidéliser leurs enseignants grâce à des incitations financières.[23]

- **Lien entre le salaire annuel des enseignants et leur grade professionnel :** sur la base des résultats obtenus, il apparaît que le système éducatif dans ces pays a institué une allocation annuelle périodique à laquelle tous les enseignants ont droit, à l'instar des autres fonctionnaires. Cependant, l'échelle de carrière des enseignants présente des caractéristiques spécifiques :
  - Elle établit un lien clair entre les grades et leurs désignations (notes de l'enseignant) et la valeur salariale correspondante.
  - Elle intègre un mécanisme de promotion permettant le passage d' un niveau à l'autre, en fonction de l'expérience et des qualifications.
  - L'enseignant peut progresser chaque année dans les notes croissantes de l'échelle salariale, tout en ayant la possibilité d'obtenir un titre de poste supérieur au cours de ce parcours.

Cette progression est souvent conditionnée par des exigences de développement professionnel, la participation à des formations continues et l'échange d'expériences pédagogiques et la contribution à l'innovation éducative. Ainsi, les années d'expérience, le niveau de qualification et le développement professionnel constituent des facteurs clés dans la promotion de l'enseignant au sein de l'échelle de carrière. Les titres de poste attribués aux enseignants varient selon les pays arabes :

Tableau 19 : Titres d'emploi par gradient d'emploi, du plus bas au plus élevé dans les pays arabes

Pays	Type d'approche appliquée	Titres de poste (classes) des enseignants
Émirats arabes unis		**Données non disponibles**
Bahreïn	Administratif et professionnel	Enseignant stagiaire - Enseignant certifié 1 - Enseignant certifié 2 - Enseignant professionnel - premier enseignant
Qatar	Comptabilité financière + Approche professionnelle	Enseignant de premier niveau - enseignant de deuxième niveau - enseignant de troisième niveau
Arabie saoudite	Professionnel	Enseignant assistant - Enseignant pratiquant - Enseignant avancé - Enseignant expert
Koweït	Comptabilité financière + Approche professionnelle	Enseignant E - Enseignant D - Enseignant H - Enseignant B - Enseignant B - Spécialiste B - Spécialiste B - Spécialiste A.
Oman	Professionnel	Nouvel enseignant - Enseignant pratiquant - Enseignant avancé - Enseignant spécialisé - Enseignant expert
Libye		Données non disponibles
Algérie	Administratif	Professeur de base - Professeur principal - Professeur de composant - Inspecteur - Directeur adjoint

23 - Des données sur cet aspect ont été recueillies auprès de quelques pays arabes, et les États qui ont répondu à cette question n'ont pas fourni tous les éléments, notamment en ce qui concerne le salaire annuel des enseignants. Les données manquantes ont été consultées à partir de sources disponibles sur les sites web, avec confirmation de la validité des données provenant de plus d'un site.

Pays	Type d'approche appliquée	Titres de poste (classes) des enseignants
Tunisie	Administratif - professionnel	Premier enseignant -- enseignant d'école primaire -- professeur au-dessus du grade -- enseignant au-dessus du grade -- professeur distingué -- premier enseignant -- professeur distingué
Égypte	Management + approche professionnelle	Enseignant assistant - enseignant - premier enseignant - enseignant expert - enseignant principal
Liban		Données non disponibles
Palestine	Une approche comptable financière	Cinquième - quatrième - troisième - deuxième - première - D2 - D1
Maroc	Une approche comptable financière	Deuxième classe - première classe - excellente classe
Irak		Données non disponibles
Comores		Données non disponibles
Syrie		Données non disponibles
Mauritanie	Approche de gestion	Enseignant assistant - enseignant - professeur principal - professeur adjoint - professeur
Soudan		Données non disponibles
Djibouti		Données non disponibles
Yémen	Approche de gestion	Éducateur d'enseignants - enseignant de la classe - enseignant de la matière - premier enseignant - guide
Somalie		Données non disponibles

Source des données : Les États arabes forment dans l'éducation générale (Partie I : Système éducatif et politiques éducatives - question 11 : Échelle de carrière pour les enseignants).

Il apparaît que les titres de poste des enseignants suivent différentes approches selon les systèmes éducatifs, lesquelles peuvent être regroupées en trois grandes catégories:

- Approche financière et comptable : les titres d'emploi prennent la forme de codes numériques ou verbaux qui traduisent une distinction essentiellement budgétaire. Exemples : « premier niveau - deuxième niveau », « enseignant (a) et enseignant (b) », ou encore « premier et deuxième degré» . Cette approche met l'accent sur la gradation salariale et la hiérarchie comptable plutôt que sur les responsabilités pédagogiques.
- Approche administrative : les intitulés de poste sont associés à une connotation organisationnelle et reflètent les tâches administratives ou le rôle hiérarchique de l'enseignant dans l'établissement. Exemples : « enseignant assistant », « premier enseignant». Cette approche traduit une logique de gestion interne et de répartition des responsabilités au sein des écoles.
- Approche professionnelle : les titres de poste mettent en avant une progression dans la carrière pédagogique et valorisent les compétences professionnelles acquises. Exemples : « enseignant en exercice », « enseignant avancé », «enseignant expert». Cette approche souligne la dimension qualitative du métier, en reconnaissant l'expérience, l'expertise et l'innovation pédagogique.

On observe que certains pays arabes ont choisi de combiner deux approches dans la définition des titres de poste des enseignants, afin de mettre davantage en évidence la dimension professionnelle de la fonction. De manière générale, l'image professionnelle de l'enseignant se distingue dans un grand nombre de pays arabes. Toutefois, l'approche administrative demeure présente dans certains systèmes, où le titre de poste traduit une volonté de différencier les tâches ; d'un côté, l'enseignant en classe, chargé de l'enseignement direct, de l'autre, il est affecté à des missions de supervision, d'orientation ou d'assistance pédagogique.

En ce qui concerne l'approche financière, elle conserve une vision traditionnelle de l'échelle salariale: le parcours commence au niveau minimal (première année ou grade de base). Il progresse graduellement jusqu'à un degré prédéterminé, en fonction de l'ancienneté et des règles budgétaires. Ainsi, des appellations comme « enseignant diplômé (a) » ou « enseignant du second degré » renvoient immédiatement à une catégorie salariale plutôt qu'à une distinction pédagogique. Quant à l'approche professionnelle, malgré la diversité des désignations (« enseignant avancé », «enseignant expert », « enseignant spécialiste »), elle ne définit pas de frontières conceptuelles claires permettant de distinguer un titre d'un autre. Cette ambiguïté peut limiter la lisibilité de la progression de carrière et réduire la valeur symbolique de ces appellations.

- **Exigences pour la promotion dans l'échelle de carrière d'un grade à un autre :** l'examen des conditions requises pour obtenir une promotion met en évidence que les pays arabes considèrent désormais le métier d'enseignant sous un angle plus professionnel. Cette évolution se traduit par l'adoption de critères clairs et structurés, comme le montre le tableau 20, qui présente ces conditions dans un certain nombre de pays arabes.

Tableau 20 : Conditions de promotion des enseignants dans les pays arabes

Pays	Permis de l'enseignant	Tests	Développement professionnel	Années d'ancienneté	Autres
Émirats arabes unis	√	√		√	
Bahreïn		√	√	√	
Qatar	√		√	√	Évaluation des performances
Arabie saoudite	√	√	√	√	
Koweït	√	√	√	√	
Oman	√		√		
Libye	Données non disponibles				
Algérie		√		√	
Jordanie	Données non disponibles				
Tunisie	Données non disponibles				
Égypte		√	√	√	Rapport d'efficacité
Liban	Données non disponibles				
Palestine				√	Rapport annuel de performance
Maroc				√	Compétence professionnelle
Irak	Données non disponibles				
Comores	Données non disponibles				
Syrie	Données non disponibles				
Mauritanie	Données non disponibles				
Soudan	Données non disponibles				
Djibouti	Données non disponibles				
Yémen			√	√	
Somalie	Données non disponibles				

Source des données : Formation des États arabes dans l'éducation générale (Partie I : Système éducatif et politiques éducatives - question 11 : Échelle de carrière pour les enseignants)

Le tableau présenté met en évidence que les pays arabes reconnaissent les années d'expérience comme un facteur déterminant dans la promotion des enseignants à un niveau supérieur. Cette condition apparaît comme une exigence logique et cohérente, puisqu'elle constitue également un critère fondamental dans l'échelle salariale. Toutefois, le tableau révèle également que les enseignants

ne sont pas systématiquement tenus de satisfaire aux exigences de développement professionnel dans tous les pays. Lorsque cette condition est en vigueur, elle suppose que le système éducatif dispose : de politiques explicites, de mesures claires et d'un environnement approprié permettant aux enseignants de répondre à ces exigences.
En ce qui concerne la licence éducative, celle-ci a été récemment introduite dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le système de licence des enseignants constitue une avancée stratégique, car il permet la création d'un environnement éducatif et professionnel intégré, l'inclusion de toutes les procédures administratives et professionnelles liées à la nomination, à la promotion et à l'évaluation des performances des enseignants et la mise en place d'une plateforme institutionnelle favorisant l'initiation et la consolidation d'une politique de professionnalisation de l'éducation et du métier enseignant.

- **Le salaire annuel minimum pour chaque titre de poste :** étant donné la grande variation des niveaux de salaire annuel des enseignants dans les pays arabes, ainsi que le fait que ces salaires soient versés dans la monnaie locale de chaque État, il devient difficile d'établir des comparaisons directes et de définir une orientation claire pour le système salarial. Afin de surmonter ces différences et de faciliter l'analyse comparative, l'échelle salariale des enseignants a été structurée en trois étapes :
  - Salaire de début de carrière : lors du recrutement, considéré comme la base de référence (valeur normalisée = 100).
  - Salaire de milieu de carrière : après 10 à 15 ans de service, exprimé en pourcentage du salaire de base.
  - Salaire de fin de carrière : après 20 à 25 ans de service, également exprimé en pourcentage du salaire de base.

Cette méthode permet de comparer les systèmes éducatifs en neutralisant les différences liées aux monnaies locales et aux niveaux de revenu national. Elle met en évidence la progression salariale au fil de la carrière, la valorisation de l'expérience et de l'ancienneté et les écarts entre pays dans la reconnaissance financière du métier d'enseignant.
La figure 30 présente un résumé de cette répartition des niveaux de salaire des enseignants selon les trois cercles définis, offrant une vision claire des trajectoires salariales dans les pays arabes.

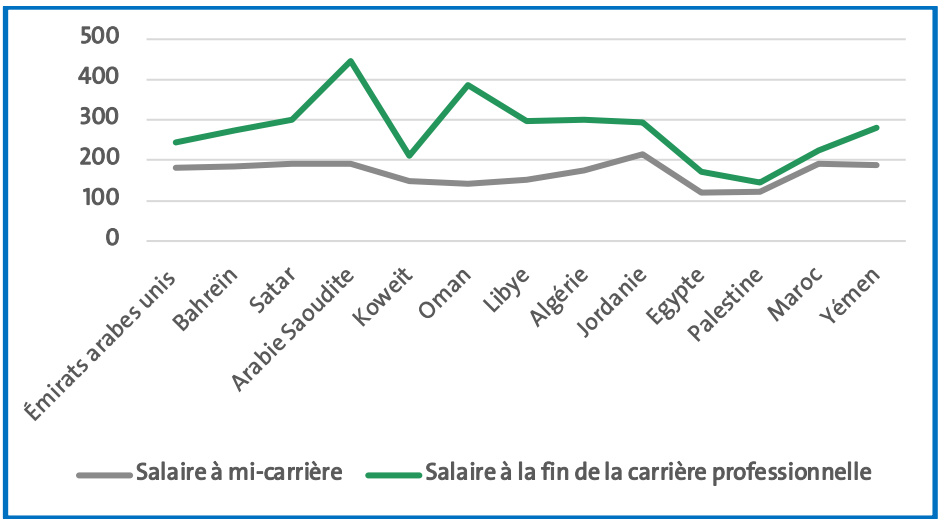


Figure 30 : L'évolution du salaire des enseignants dans les pays arabes par rapport au salaire versé au début de la nomination

La figure ci-dessus illustre l'évolution des salaires des enseignants dans les pays arabes au cours de leur carrière et met en évidence la progression de leur valeur financière à chaque étape. Il apparaît que les disparités entre pays arabes sont plus marquées en fin de carrière qu'au milieu. Les systèmes

éducatifs adoptent des approches différentes concernant l'évolution des salaires après le passage au milieu de carrière. Ainsi, en Arabie saoudite, le salaire d'un enseignant après le milieu de sa carrière est deux fois et demi supérieur à celui du début (voir annexe 4). Cette tendance constitue un facteur de motivation pour les enseignants expérimentés à rester dans la profession. Une logique similaire est observée à Oman, où le revenu après mi-carrière est 2,3 fois plus élevé que le salaire initial. En revanche, la progression est plus limitée en République algérienne démocratique et populaire, où elle atteint une fois et demie, et en Libye, où elle ne dépasse pas un quart de plus que le salaire de départ. Au Qatar, la différence entre le premier et le deuxième cycle de la carrière est réduite à une fois et 10 %. Les augmentations sont plus modestes en Palestine et au Maroc. En Palestine, le salaire augmente de 23 % au milieu de carrière, puis de seulement 22 % supplémentaires, pour atteindre environ une fois et demie le salaire initial. Au Maroc, le salaire progresse de 92 % au milieu de carrière, ce qui constitue une incitation importante à ce stade, mais l'augmentation ralentit ensuite, ne représentant plus qu'un quart du salaire de début de carrière..

L'objectif de cette analyse est d'identifier différentes perspectives quant à l'importance des politiques mises en place pour encourager les enseignants à demeurer dans la profession dès leur entrée en fonction, ainsi que pour fidéliser ceux qui disposent d'une longue expérience dans le domaine de l'éducation. Parmi les incitations essentielles figure l'augmentation des salaires à des niveaux raisonnables, de manière à motiver les enseignants à s'investir pleinement et à les attirer à différents stades de leur carrière. Cette dynamique vise également à stimuler les jeunes enseignants, qui seront encouragés à embrasser la profession en s'inspirant des parcours et des expériences de leurs prédécesseurs.

1.3. Le programme scolaire

Le programme d' études est un terme concis qui désigne les objectifs de l'éducation, lesquels se traduisent dans les compétences fondamentales des disciplines, le contenu académique, les méthodes pédagogiques ainsi que les activités menées en classe et en dehors de celle-ci. Les programmes constituent une dimension essentielle de la qualité éducative, non seulement par les matières qu'ils proposent aux élèves, mais également par leur capacité à intégrer les nouveautés et à adopter des approches diversifiées, en tenant compte de l'hétérogénéité des apprenants et de leurs besoins spécifiques.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a souligné l'importance d'un examen approfondi des différentes dimensions de la qualité de l'éducation, incluant les compétences de base et leurs composantes cognitives, les aptitudes et les aspects socio-émotionnels, les stratégies d'enseignement et d'apprentissage, ainsi que les systèmes d'évaluation. Il est donc nécessaire d'analyser le système de programmes d' études en vigueur dans les pays arabes et d'évaluer la mesure dans laquelle les compétences qu'ils visent répondent aux exigences contemporaines. Cette section portera sur plusieurs éléments : les matières de l'éducation de base (niveau primaire et secondaire inférieur), le temps scolaire consacré à l'apprentissage de ces matières et les activités éducatives associées.

1.3.1. Plans d'étude :

Les plans d'étude reflètent un aspect du programme et répondent à une partie de la question la plus importante (qu'apprennent les élèves à l'école ?). Le tableau 21 montre la part des matières du primaire et du premier cycle du secondaire dans le plan d'étude hebdomadaire dans les pays arabes.

Tableau 21 : Part des matières (%) dans les quotas totaux établis aux niveaux primaire et préparatoire dans les pays arabes.

Pays	Quotas moyens totaux au niveau primaire et secondaire inférieur	Éducation sportive - les arts de l'éducation à la citoyenneté et	Disciplines sociales	Technologies de l'information	Sciences	Mathématiques	Langues (y compris les langues nationales)	Langue anglaise	Langue arabe	Éducation religieuse
Émirats arabes unis	**35**	3.2	6.5	6.5	16.1	22.6	3.2	16.1	16.1	9.7
Bahreïn	**32**	3.7	7.4	7.4	11.2	22.2	0.0	18.5	22.2	7.4
Qatar	**34**	3.2	6.5	6.5	12.9	19.4	0.0	16.0	22.6	12.9
Arabie saoudite	**32**	3.7	7.5	3.7	11.1	22.2	0.0	11.1	22.2	18.5
Koweït	**31**	3.8	7.7	3.8	11.6	19.2	0.0	19.2	27.0	7.7
Oman	**40**	2.6	7.7	5.1	15.4	15.4	0.0	20.5	20.5	12.8
Libye	**25**	4.2	0.0	8.3	16.7	20.8	0.0	16.7	20.8	12.5
Algérie	**33**	3.0	6.3	0.0	9.4	15.6	18.8	9.4	31.2	6.3
Jordanie	**32**	3.7	7.4	3.7	14.8	18.5	0.0	14.8	26.0	11.1
Tunisie	**24**	5.0	5.0	5.0	5.0	20.0	20.0	5.0	30.0	5.0
Égypte	**38**	6.7	6.7	3.3	10.0	23.3	0.0	13.3	30.0	6.7
Liban	Données non disponibles									
Palestine	**33**	3.6	3.6	3.6	14.2	18.0	0.0	14.2	28.6	14.2
Maroc	**29**	3.6	3.6	0.0	10.7	17.9	10.7	17.9	25.0	10.6
Irak	Données non disponibles									
Comores	Données non disponibles									
Syrie	**33**	7.7	11.5	3.8	15.4	15.4	3.8	11.5	23.1	7.8
Mauritanie	**26**	4.2	4.2	0.0	8.3	20.8	20.8	0.0	29.2	12.5
Soudan	Données non disponibles									
Djibouti	Données non disponibles									
Yémen	**33**	3.4	6.9	0.0	10.3	20.7	0.0	7.0	27.6	24.1
Somalie	**38**	2.6	10.5	2.6	13.2	13.2	18.4	15.8	15.8	7.9
Cases ombrées	Plus élevé que dans d'autres pays									

Source : Formulaire de données pour les États arabes dans l'éducation générale - question cinq : Plans scolaires.

Le tableau met en évidence plusieurs constats :

- La part consacrée à l'éducation islamique varie de 5% en République tunisienne à un maximum de 24,1% en République du Yémen.
- Les quotas de langue arabe sont les plus élevés dans la majorité des pays arabes, allant de 16,1% aux Émirats arabes unis à 31,2% en Algérie.
- L'enseignement des langues étrangères inclut l'anglais, dont la proportion est la plus faible en Tunisie (5 %), où une part importante est consacrée au français (20 %). Les plans d'études hebdomadaires intègrent également les langues nationales, notamment dans plusieurs pays d'Afrique du Nord. Aux Émirats arabes unis, des langues autres que l'anglais, telles que le chinois, sont enseignées, tandis qu'en Syrie, le russe et le français figurent également au programme.
- Les mathématiques occupent la deuxième place en termes de quotas, avec un minimum de 15,'% à Oman et en Syrie, et un maximum de 23,3% en République arabe d'Égypte.
- La part des sciences varie fortement : 5% en Tunisie, contre 16,7% en Libye et 16,1% aux Émirats arabes unis.
- L'enseignement de la technologie de l'information reflète l'adaptation des programmes aux exigences contemporaines. Il représente 2,6% en Somalie et 8,3% en Libye.
- Les matières sociales (histoire, géographie, citoyenneté, etc.) présentent une flexibilité qui favorise la diversification. Les allocations vont de 3,6% en Palestine et au Maroc à 11,5% en Syrie.
- Enfin, des quotas sont également attribués aux matières complémentaires telles que l'éducation sportive, les arts, la musique et l'éducation à la citoyenneté, avec des proportions allant de 2,6% à Oman à 7,7% en Syrie.

IL ressort de ce qui précède que les plans d'études dans l'ensemble des pays arabes suivent une logique consistant à diviser le programme en disciplines distinctes, chacune délimitée par des savoirs et des compétences spécifiques, avec ses propres classes, enseignants et méthodes pédagogiques. À

l'exception de la technologie de l'information, qui peut être considérée comme une composante représentative de l'époque actuelle, aucun élément n'a été intégré dans les programmes ou les contenus pour refléter pleinement la nature et les évolutions du XXIe siècle. Or, la vision éducative mondiale s'est élargie et ses objectifs se sont diversifiés. Une nouvelle ère d'innovations scientifiques – telles que l'intelligence artificielle, la robotique, l'Internet des objets ou encore l'impression tridimensionnelle – s'est imposée, tandis que l'importance de l'enseignement de l'éthique, des valeurs et des responsabilités partagées dans une perspective universelle est de plus en plus affirmée.
Ces transformations exigent une révision des finalités et des contenus éducatifs, ainsi que l'élaboration de nouveaux cadres théoriques et pratiques. Ceux-ci doivent permettre de concevoir des programmes adaptés aux exigences contemporaines, favorisant une vie réussie et contribuant à l'édification d' une société équilibrée et saine.[24]

1.3. 2 matières de base de l'éducation (arabe, langues, mathématiques et sciences) :

Le tableau 22 indique le nombre d'heures consacrées à l'enseignement de de l'arabe, des langues, des mathématiques et des matières scientifiques.

Tableau 22 : Le nombre d'heures allouées annuellement à l'enseignement de l'arabe, de l'anglais, des mathématiques et des matières scientifiques dans les pays arabes

	Mathématiques et sciences			La langue anglaise			Langue arabe		
	Étape préparatoire	Classes supérieures	Classes inférieures	Étape préparatoire	Classes supérieures	Classes inférieures	Étape préparatoire	Classes supérieures	Classes inférieures
Émirats arabes unis	378	297	270	162	162	162	135	135	162
Bahreïn	285	257	257	143	143	143	171	171	171
Qatar	230	230	255	128	128	128	128	153	230
Arabie saoudite	243	270	243	108	81	81	135	135	189
Koweït	243	189	189	162	108	108	162	189	243
Oman	330	264	198	110	110	154	154	154	220
Libye	232	186	186	93	93	70	93	93	140
Algérie	192	192	192	192	120	120	120	264	264
Jordanie	292	234	234	146	117	117	176	205	205
Tunisie	216	216	216	72	324	108	144	216	252
Égypte	308	308	246	154	123	123	246	246	308
Liban	Données non disponibles								
Palestine	240	216	216	96	96	72	168	168	240
Maroc	369	287	287	164	246	205	164	246	369
Irak	Données non disponibles								
Comores	Données non disponibles								
Syrie	210	210	184	158	79	79	105	158	210
Mauritanie	227	149	142	91	136	136	113	143	181
Soudan	Données non disponibles								
Djibouti	Données non disponibles								
Yémen	189	210	147	0	105	0	189	126	210
Somalie	308	140	140	140	168	168	168	168	168
Moyenne des pays arabes	**261**	**227**	**211**	**132**	**137**	**123**	**151**	**175**	**221**
Répartition des heures	**271 heures - 370 heures**			**181 heures - 270 heures**			**Moins de 180**		

[24] Il convient de noter qu'il existe un certain nombre d'initiatives distinctives dans les pays du CCG qui cherchent à maintenir le programme scolaire conforme aux exigences de l'époque actuelle et aux attentes de l'avenir, telles que le lancement d'une plateforme spéciale (Alex), la Matefek Platform (MATEFIC) aux Émirats arabes unis vise à atteindre l'excellence en mathématiques et en intelligence scientifique pour les enfants dès leur plus jeune âge ; Le ministère de l'Éducation du Royaume de Bahreïn a également lancé de nouveaux manuels axés sur l'intelligence artificielle, l'innovation et l'économie numérique afin d'améliorer les compétences des étudiants en phase avec les exigences du nouveau marché, et les pousser à réfléchir activement et à innover des solutions techniques créatives. En Arabie saoudite, le programme a été développé en incorporant l'intelligence artificielle et en encourageant les activités d'enrichissement parascolaire qui permettront aux étudiants de mieux comprendre les concepts d'IA et comment les appliquer. L'État du Koweït, Oman et le Qatar se sont également efforcés d'inclure les programmes d'études en technologie de l'information, robotique et intelligence artificielle dans leurs plans d'étude et d'encourager les étudiants à participer à des compétitions internationales dans ce domaine (Bureau arabe de l'éducation pour les États du Golfe, 2025).

Source des données pour les États arabes : États arabes Formulaire de données pour l'éducation générale (Partie I : Système éducatif et politiques éducatives - question cinq : Plans scolaires

- **Langue maternelle (arabe)**

L'arabe standard constitue la langue officielle d'enseignement dans les pays arabes, aussi bien dans les établissements publics que privés. Il s'agit de la langue maternelle la plus largement utilisée dans l'ensemble du monde arabe. Toutefois, en raison des différences notables entre l'arabe standard et les dialectes locaux, l'acquisition des compétences en arabe standard − lecture, expression orale et écrite − représente un défi particulier. Comme il ne s'agit pas de la langue de communication quotidienne pour tous les enfants, son apprentissage exige un effort supplémentaire de la part des enseignants, notamment dans les classes de maternelle et de primaire, afin de garantir une maîtrise adéquate. Par ailleurs, la diversité des nationalités et des cultures dans certains pays arabes, où une partie de la population utilise une langue autre que l'arabe, a conduit ces États à intégrer des langues nationales dans leurs systèmes éducatifs, en fonction de la pluralité culturelle et identitaire de leurs sociétés. C'est le cas, par exemple, de l'amazigh en Algérie ou du kurde en Irak.

Le tableau n° 22 montre que la majorité des pays arabes accordent une place plus importante à l'enseignement de l'arabe dans les classes inférieures du primaire. Le nombre moyen d'heures annuelles consacrées à cette matière pour l'ensemble des pays arabes est de 221 heures, au Maroc et en Égypte, respectivement avec 369 heures et 308 heures. Cependant, cette tendance évolue dans les classes supérieures du primaire, où la moyenne annuelle chute à 175 heures, soit une diminution d'environ 46 heures. L'Algérie conserve la première place avec 264 heure consacrée à l'arabe, auxquelles s'ajoutent 72 heures pour l'enseignement de la langue amazighe. Quatre autres pays dépassent les 200 heures annuelles : le Maroc et l'Égypte (246 heures chacun), la Tunisie (216 heures) et la Jordanie (205 heures). Le Maroc attribue en outre 123 heures au primaire et 82 heures au niveau préparatoire pour l'enseignement de l'amazighe. Il convient de noter que le poids de l'arabe dans le cycle préparatoire diminue nettement dans la plupart des pays arabes, à l'exception de l'Égypte, qui reste en tête avec 246 heures, un chiffre supérieur à la moyenne régionale.
Enfin, en plus de l'arabe, la République de Somalie consacre 196 heures à l'enseignement de la langue somalienne dans les classes inférieures du primaire, 168 heures dans les classes supérieures, et autant dans le cycle secondaire inférieur. L'efficacité de l'utilisation de ce temps alloué à l'enseignement de l'arabe dépend de la compétence des enseignants dans l'enseignement de cette matière, et de la nature du programme appliqué et des méthodes d'enseignement. La méthode d'enseignement de la langue arabe est très importante dans l'acquisition par les élèves des compétences nécessaires pour utiliser la langue maternelle dans divers aspects de la vie, et elle est considérée comme un pont pour leur permettre d'acquérir des connaissances et des compétences dans d'autres matières. L'UNESCO a donc mis l'accent sur l'indice de compétence minimale en lecture comme l'un des indicateurs à mesurer dans le quatrième ODD. Ces indicateurs seront liés lors de l'examen des indicateurs sur les résultats en matière d'éducation.

- **Langues étrangères**

Dans les pays arabes, les programmes d'enseignement définissent l'apprentissage des langues étrangères (anglais, français ou autres) comme seconde langue, et parfois comme langue facultative, à tous les niveaux du système éducatif. L'acquisition d'une langue seconde contribue à élargir et à diversifier la culture de la communauté, favorisant ainsi la communication interculturelle et renforçant l'ouverture des individus aux autres. Le système éducatif est donc tenu d'offrir aux élèves des opportunités d'apprentissage linguistique. L'anglais constitue la deuxième langue d'enseignement dans la majorité des pays arabes, à l'exception du Maroc et de la Tunisie, où le français occupe cette place. Les pays arabes consacrent en moyenne 4 à 4,5 heures par semaine à l'étude de l'anglais ou du français dans l'éducation de base, un volume supérieur à celui observé dans les pays de l'OCDE, où les élèves de 15 ans passent environ 3,6 heures par semaine à l'apprentissage des langues étrangères (OCDE, 2020).

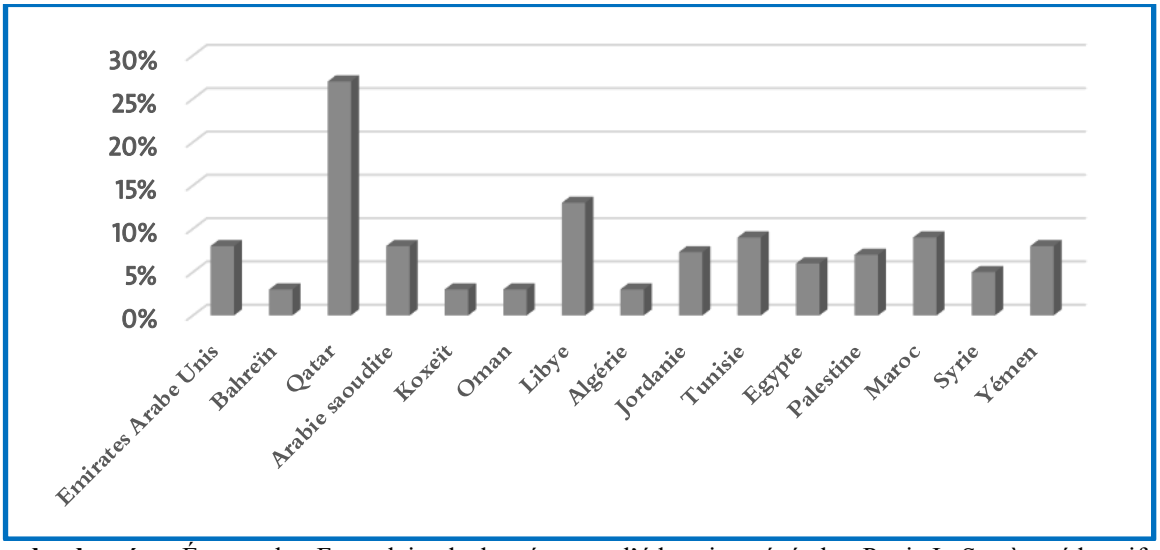
Selon le tableau n° 22, la moyenne générale pour les pays arabes est de 123 heures par an dans le premier cycle de l'école primaire, 137 heures par an dans le deuxième cycle, et 132 heures par an dans la phase préparatoire. Le même tableau indique qu'au Royaume du Maroc, l'enseignement des langues étrangères atteint un maximum de 246 heures par an au deuxième cycle du primaire et de 164 heures par an dans la phase préparatoire, où le français est enseigné. De manière générale, l'enseignement des langues étrangères se situe à un niveau inférieur en termes de volume horaire par rapport aux mathématiques et aux sciences, qui occupent la première place. L'enseignement de l'arabe apparaît quant à lui en position intermédiaire.

- **Mathématiques et sciences**

Les mathématiques et les sciences constituent un pilier essentiel des programmes de formation et d'éducation, car elles fournissent aux apprenants les connaissances, compétences et aptitudes fondamentales en matière d'analyse, de raisonnement, de résolution de problèmes et de prévision. Ces compétences sont indispensables pour répondre aux exigences contemporaines, s'adapter aux évolutions du marché du travail et relever les défis sociétaux, tout en permettant aux individus de devenir des membres actifs de leurs communautés à différents niveaux.
Le premier texte des Objectifs de développement durable (ODD) souligne l'importance de la maîtrise des mathématiques, en insistant sur la nécessité de surveiller la proportion d'enfants et de jeunes − en deuxième ou troisième année, à la fin du cycle primaire et à la fin du premier cycle du secondaire − atteignant au moins un niveau minimal de compétence en lecture et en mathématiques. Ces indicateurs sont considérés comme des repères fondamentaux d'une éducation de qualité (Nations Unies, 2015).
Selon le tableau n° 22, les mathématiques et les sciences bénéficient d'un nombre d'heures supérieur à celui alloué aux autres matières dans les classes inférieures et supérieures du primaire, ainsi qu'au collège, dans la majorité des pays arabes. La moyenne globale pour ces pays est de 211 heures par an dans les classes inférieures, puis de 227 heures par an dans les classes supérieures du primaire. Cette moyenne correspond à la moyenne internationale, d'après les résultats de l'évaluation internationale TIMSS 2023 pour la quatrième année en mathématiques et sciences. Au stade préparatoire, la moyenne des pays arabes atteint 261 heures par an, soit seulement 13 heures de moins que la moyenne internationale fixée à 274 heures.(International Association for the Evaluation of Educational Achievement IEA, 2023a, p 450 - 451 & p 468, 469.).

Le Maroc occupe la première place parmi les pays arabes en termes de nombre d'heures consacrées aux mathématiques et aux sciences, avec 287 heures par an au niveau primaire et 369 heures au stade préparatoire. Il est suivi par les Émirats arabes unis, où les élèves suivent respectivement 270 heures dans le premier cycle du primaire, 297 heures dans le second cycle, puis 378 heures au niveau préparatoire. À Oman, le volume horaire progresse de manière continue : 198 heures dans les classes inférieures du primaire, 264 heures dans les classes supérieures, et 330 heures au stade préparatoire. En Égypte, la moyenne est de 246 heures au premier cycle du primaire, puis 308 heures au deuxième cycle, avant de se stabiliser au niveau préparatoire.
En revanche, le poids accordé aux mathématiques et aux sciences est nettement plus faible en Syrie, en Mauritanie, au Yémen et en Somalie durant les premières années du primaire, bien qu'il augmente sensiblement dans les cycles supérieurs. Les mathématiques et les sciences sont considérées comme une source de savoir contemporain et un levier de compétences futures, à condition que les programmes suivent le rythme des évolutions de l'ère moderne. Il convient de noter que les pays arabes ont accordé une place importante à ces disciplines dans l'ensemble des cycles de base. Toutefois, l'élément temps ne suffit pas à lui seul : la qualité de l'enseignement dépend également de variables telles que la compétence des enseignants, la disponibilité des supports pédagogiques et des laboratoires, ainsi que des activités complémentaires qui enrichissent le programme.

1. 3.3. Activités éducatives : Les activités constituent une composante essentielle des programmes éducatifs. Elles représentent des expériences d'apprentissage organisées et structurées, conçues pour enrichir le contenu pédagogique, favoriser les processus d'apprentissage et renforcer l'engagement des apprenants. Ces activités peuvent être obligatoires ou facultatives, selon les systèmes éducatifs. Une partie du temps scolaire est ainsi consacrée aux activités parascolaires, qui contribuent au développement des connaissances et des compétences des élèves, stimulent leurs aptitudes personnelles et sociales, et encouragent des attitudes positives envers l'apprentissage ainsi que des comportements constructifs vis-à-vis des autres.
Ces activités couvrent divers domaines, tels que : clubs sportifs, clubs artistiques, activités de loisirs, service communautaire et bénévolat, et autres initiatives éducatives qui relient les apprentissages scolaires à la vie quotidienne et à la réalité sociale.
La figure 31 illustre la proportion d'heures annuelles consacrées à ces activités éducatives par rapport au nombre total d'heures de fréquentation scolaire.



Source des données : États arabes Formulaire de données pour l'éducation générale - Partie I : Système éducatif et politiques éducatives - question 7 : Activités éducatives

Figure 31 : La proportion d'heures consacrées aux activités éducatives dans les pays arabes par rapport au total des heures suivies par l'élève à l'école

La figure ci-dessus met en évidence une forte disparité dans la proportion d'heures consacrées aux activités éducatives au sein des systèmes scolaires arabes. Le Qatar se distingue comme le seul pays arabe à consacrer plus d'un quart du temps scolaire disponible à ces activités. À l'opposé, la République algérienne démocratique et populaire enregistre le taux le plus faible, avec seulement 3 % du total des heures suivies par les apprenants chaque année. Les autres pays se situent entre ces deux extrêmes : la République arabe syrienne consacre environ 5 %, tandis que la Libye atteint 13 %. Le tableau n° 23 confirme que cette disparité se manifeste également à l'échelle de l'année scolaire dans chaque pays, traduisant des choix différents en matière de valorisation des activités parascolaires dans les curricula.

Tableau 23 : Le nombre d'heures suivies par l'apprenant par an pour des activités éducatives

Pays	Cycle primaire		Cycle préparatoire	Type d'activités
	Classes inférieures	Classes supérieures		
Émirats arabes unis	72	108	108	Activités physiques et sportives, arts et culture
Bahreïn	0	0	76	Activités pratiques dans le laboratoire scientifique
Qatar	238	272	238	Centres de ressources d'apprentissage, Laboratoires, excursions, bénévolat,
Arabie saoudite	108	72	36	Diversifié dans tous les domaines
Koweït	36	36	0	
Oman	33	33	33	Activités liées au programme dans différents domaines
Libye	124	93	93	Compétences sportives et de bureau, compétitions éducatives et culturelles
Algérie	0	0	64	Activités physiques et sportives, arts et culture
Jordanie	0	78	78	Activités pratiques dans le laboratoire scientifique
Tunisie	72	72	144	Développement culturel, artistique et des compétences
Égypte	82	82	82	Spectacles scientifiques, voyages scientifiques et récréatifs, activités sportives
Liban				Données non disponibles
Palestine	36	108	72	Éducation sportive et arts et artisanat
Maroc	123	123	123	Plusieurs activités, citoyenneté, médias, compétitions et clubs
Irak				Données non disponibles
Comores				Données non disponibles
Syrie	70	70	0	Données non disponibles
Mauritanie				Données non disponibles
Soudan				Données non disponibles
Djibouti				Données non disponibles
Yémen	72	72	72	
Somalie	0	0	0	Activités sportives

Source : Les États arabes forment dans L'éducation générale - Partie I : Système éducatif et politiques éducatives : Question 7 : Activités éducatives.

La disparité dans l'allocation des heures consacrées aux activités éducatives apparaît nettement au sein de chaque pays arabe, aussi bien dans les classes inférieures que dans les classes supérieures du primaire et du secondaire inférieur. Certains systèmes privilégient les premières années de scolarité en accordant un volume horaire plus important aux activités. C'est le cas de la Libye, qui consacre 124 heures au primaire inférieur avant de réduire ce nombre à 93 heures dans les classes supérieures, ainsi que de l'Arabie saoudite, où les élèves bénéficient de 108 heures au primaire inférieur, puis seulement 72 heures au primaire supérieur et 38 heures au collège. Dans d'autres pays, la tendance est inversée : les premières années du secondaire reçoivent davantage d'heures que le primaire. Ce modèle est observé au Royaume de Bahreïn, aux Émirats arabes unis, en Tunisie et en Algérie, où l'accent est mis sur le renforcement des activités éducatives au niveau du secondaire inférieur. Enfin, certains systèmes éducatifs adoptent une répartition uniforme et stable des heures d'activités pour l'ensemble des cycles. C'est le cas du Koweït, d'Oman, de l'Égypte, de la Syrie, du Maroc et du Yémen, qui maintiennent des horaires fixes indépendamment du niveau scolaire.

IL ressort de l'analyse précédente qu'il n'existe pas, dans la majorité des pays arabes, de politique claire concernant l'allocation des heures dédiées aux activités éducatives, contrairement à ce qui est appliqué pour les disciplines académiques. Les activités éducatives apparaissent ainsi davantage comme une pratique coutumière intégrée aux programmes scolaires, offrant aux élèves un espace pour s'engager dans diverses expériences qui enrichissent leurs connaissances et perfectionnent leurs compétences. La nature des activités proposées reste relativement homogène d'un pays à l'autre, sans objectifs spécifiques clairement définis dans les documents officiels. Une exception notable est observée au Maroc, où les activités extra-scolaires sont accompagnées d'objectifs explicites et d'une diversité de domaines, traduisant la mise en œuvre d'une stratégie plus structurée en matière

d'activités éducatives. Ces activités jouent un rôle essentiel dans la réussite scolaire, car elles contribuent au développement de compétences d'apprentissage variées et favorisent l'acquisition de valeurs et d'attitudes positives qui ne peuvent être pleinement développées dans le cadre des cours traditionnels. Elles constituent donc une composante intégrante du processus éducatif. Leur diversité - culturelle, sociale, sportive ou artistique - permet de répondre aux besoins et aux caractéristiques hétérogènes des élèves.

Enfin, la manière dont ces activités sont organisées dépend largement des enseignants et des établissements scolaires. Leurs attitudes, leurs moyens et leurs ressources influencent directement la qualité de la mise en œuvre, conditionnant la capacité des activités à atteindre plusieurs objectifs éducatifs et à renforcer l' efficacité globale de l'éducation.

1.3.4. Enseigner la citoyenneté mondiale, les valeurs de paix et de sécurité, et les droits de l'homme :

Le concept de citoyenneté mondiale repose sur l'engagement de l'individu envers sa société et sur sa contribution positive aux niveaux régional, national et local. Dans ce cadre, la cible 4.7 des Objectifs de développement durable (ODD) met l'accent sur l'importance de doter tous les apprenants des connaissances et compétences nécessaires pour soutenir le développement durable, notamment à travers l'éducation aux droits humains, à l'égalité des sexes, aux modes de vie durables, à la culture de paix et de non-violence, ainsi qu'à la citoyenneté mondiale et à l'appréciation de la diversité culturelle. L'Agenda 2030 souligne un indicateur essentiel : la mesure dans laquelle ces dimensions - citoyenneté mondiale, développement durable, égalité des sexes et droits humains - sont intégrées dans les politiques éducatives nationales, les programmes scolaires, la formation des enseignants et l'évaluation des élèves. Cet indicateur met en lumière les principes de coexistence pacifique, fondés sur la solidarité, la tolérance, la compréhension mutuelle, la non-violence et le respect de la vie et de la dignité humaines.

Enfin, le tableau 24 présente le nombre d' heures annuelles consacrées à l'enseignement de la citoyenneté, illustrant l'importance accordée à cette dimension dans les systèmes éducatifs.

Tableau 24 : Le nombre d'heures qu'un étudiant passe par an dans la matière de citoyenneté des pays arabes

Pays	Heures consacrées à l'enseignement de la citoyenneté dans les pays arabes par an			Remarques
	Primaire (classes inférieures)	Primaire (classes supérieures)	Moyen (secondaire inférieur)	
Émirats arabes unis	36	36	36	
Bahreïn	38	38	38	
Qatar	34	0	0	
Arabie saoudite	Les concepts de citoyenneté et les valeurs de tolérance et de coexistence sont inclus dans les programmes. Un nouveau cours appelé développement durable a été introduit dans l'enseignement secondaire visant à promouvoir les valeurs de citoyenneté et de citoyenneté mondiale (Ministère de l'éducation, 2023).			
Koweït	0	0	0	
Oman	L'éducation à la citoyenneté devrait être appliquée pour les classes élémentaires à partir de l'année académique 2024-2025			
Libye	0	31	31	
Algérie	32	32	32	Education civique
Jordanie	68	39	39	
Tunisie	0	0	72	

Egypte	82	82	0	Au nom de "valeurs et respect des autres"
Liban	Données non disponibles			
Palestine	108	0	0	
Maroc	0	0	0	
Irak	0	0	0	
Comores	Données non disponibles			
Syrie	0	0	0	
Mauritanie	34	34	34	
Soudan	Données non disponibles			
Djibouti	Données non disponibles			
Yémen	36	36	36	
Somalie	0	0	0	

Source des données : Formulaire de données des États arabes (Partie I : Système éducatif et politiques éducatives - question cinq : Plans d'étude)

Lors de l'analyse de ce tableau, il convient de prêter attention à la nature du sujet intitulé «citoyenneté», car cette appellation recouvre une diversité de concepts, de thèmes et de valeurs susceptibles d'être enseignés sous ce nom. L'objectif de cette présentation est de mettre en évidence la tendance générale des pays arabes dans l'enseignement d'un cours d'une telle importance, à la fois sur le plan régional et international.

Le tableau révèle des orientations variées parmi les États arabes. Six d'entre eux - Arabie saoudite, Koweït, Maroc, Irak, Syrie et Somalie - n'allouent pas d'heures spécifiques à la citoyenneté. Cela ne signifie pas pour autant que les notions de citoyenneté mondiale y sont absentes, puisqu'elles peuvent être intégrées dans d'autres disciplines telles que l'histoire, la géographie ou l'éducation religieuse. En comparaison, dans les pays européens, l'éducation à la citoyenneté figure dans les programmes scolaires sans cadre uniforme : elle peut être dispensée sous forme de matière autonome ou intégrée à d'autres disciplines, et ce à tous les niveaux d'enseignement (Eurydice, 2012). Par ailleurs, l'étude « Éducation civique et citoyenneté mondiale 2022 » menée par l'IEA montre que l'éducation à la citoyenneté est enseignée comme matière distincte dans 13 pays, tandis que dans 11 autres, elle est assurée par des enseignants spécialisés en histoire, géographie, droit ou économie, sans être considérée comme une discipline indépendante. (Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire AIE, 2023a) [25].

Les pays arabes qui intègrent une matière distincte consacrée à la citoyenneté dans leurs programmes d'enseignement de base se distinguent par leurs orientations et par le nombre d'heures attribuées à cette discipline. La tendance dominante consiste à fixer un volume horaire uniforme pour l'ensemble des classes du primaire et du secondaire inférieur. Cette approche est adoptée par les Émirats arabes unis, Bahreïn, Algérie, Jordanie, Mauritanie et Yémen. En Libye, cette organisation ne concerne que les niveaux supérieurs du primaire et le secondaire inférieur. Certains pays, en revanche, réservent des heures à la citoyenneté uniquement au stade primaire. C'est le cas du Qatar, Égypte et Palestine, où le Qatar et la Palestine concentrent cet enseignement sur les classes inférieures. La Tunisie consacre pour sa part 72 heures à cette matière exclusivement au niveau préparatoire. L'Égypte se distingue par le volume horaire le plus élevé, proposant ce cours sous l'intitulé « valeurs et respect d'autrui ». Bien que le contenu varie selon les contextes, l'objectif demeure commun : développer les compétences civiques et renforcer les attitudes positives des apprenants.

[25] Cette étude traite de l'éducation civique et de la citoyenneté dans une perspective nationale. Il s'agit d'une étude approfondie menée au niveau du système, de l'école et des élèves de huitième année (groupe d'âge 13-14). Il mesure également les connaissances civiques des étudiants et leur capacité à analyser et déduire des sujets liés à l'éducation civique et à la citoyenneté. L'étude a impliqué 24 pays d'Europe occidentale et orientale, ainsi que le Brésil et la Colombie.

Dans la majorité de ces pays, l'approche par matière séparée n'est pas exclusive. L'éducation à la citoyenneté est souvent complétée par d'autres disciplines qui abordent des notions et valeurs similaires, telles que les sciences sociales, la langue arabe, l'éducation religieuse ou encore les activités extra-scolaires. Cette complémentarité reflète une volonté d'intégrer la citoyenneté dans une perspective plus large, en cohérence avec les orientations internationales en matière d'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale. La différence observée dans l'enseignement de la citoyenneté entre les pays arabes peut être considérée comme naturelle, compte tenu de la diversité des contenus que recouvre cette matière et de la possibilité de les intégrer dans d'autres disciplines sans exception. Une disparité similaire est relevée en Europe, où les systèmes éducatifs diffèrent quant au niveau scolaire auquel la citoyenneté est enseignée, à l'existence ou non d'une matière distincte, ainsi qu'à son intégration éventuelle dans d'autres programmes. Les pays européens varient également dans le nombre d'heures consacrées à cette discipline.

Les résultats de l'étude menée par l'Agence exécutive pour l'éducation, l'audiovisuel et la culture (EACEA P9 Eurydice) montrent que le temps annuel moyen dédié à l'éducation à la citoyenneté diffère largement d'un pays à l'autre. La France se situe en tête avec environ 30 heures par an, la citoyenneté y étant enseignée dès l'âge de six ans. À l'inverse, en Estonie, le volume horaire au niveau primaire ne dépasse pas 4,4 heures par an, l'enseignement étant limité à une seule année (Eurydice, 2012).

1.4 Évaluation éducative et ses fonctions

L'évaluation constitue une composante essentielle du programme scolaire et demeure étroitement liée aux processus d'enseignement et d'apprentissage. Si elle permet de mesurer les acquis des élèves, elle joue également un rôle déterminant dans la réforme éducative, en orientant la prise de décision et en guidant les politiques publiques. La portée de l'évaluation dépend du type adopté et de son niveau d'application, généralement répartis en deux catégories principales.

- L'évaluation formative est réalisée par l'enseignant en classe à travers divers outils tels que les questions orales, les devoirs, les observations ou les interactions directes. Elle s'inscrit dans une démarche continue tout au long de l'année et s'intègre pleinement au processus pédagogique. Son objectif est de fournir un retour immédiat aux apprenants, de corriger leurs erreurs et de soutenir leur progression.
- L'évaluation sommative, quant à elle, intervient à la fin d'un semestre ou d'une étape éducative. Elle peut être organisée au niveau d'une école, mais elle est le plus souvent centralisée à l'échelle provinciale ou nationale afin d'unifier les contenus des examens et d'assurer la fiabilité des résultats. Ce type d'évaluation est généralement considéré comme à haut enjeu, car ses résultats déterminent le passage des élèves aux niveaux supérieurs ou leur réussite académique.

Le tableau 25 présente les types d'examens réguliers appliqués dans les systèmes d'évaluation et d'examen des pays arabes, mettant en évidence la diversité des pratiques et leur impact sur la progression des apprenants.

Tableau 25 : Types d'examens réguliers appliqués dans les pays arabes aux niveaux primaire et préparatoire selon l'autorité responsable (école-centrale)

Pays	Evaluation centrale			Évaluation scolaire		
	Cycle primaire	Cycle préparatoire	Cycle secondaire	Cycle primaire	Cycle préparatoire	Cycle secondaire
Émirats arabes unis		1	1	1		
Bahreïn	1	1	1	1		1
Qatar	1	1	1		1	1
Arabie saoudite				1	1	1
Koweït				1	1	1
Oman	1	1			1	1
Libye		1		1		1
Algérie		1		1		1
Jordanie		1	1			
Tunisie		1	1	1	1	
Égypte		Au niveau provincial		1	1	1
Liban	Données non disponibles					
Palestine		1	1	1	1	1
Maroc		Au niveau provincial	Au niveau régional			
Irak	Données non disponibles					
Comores	Données non disponibles					
Syrie		1	1	1		
Mauritanie		1		1		1
Soudan	Données non disponibles					
Djibouti	Données non disponibles					
Yémen				1	1	1
Somalie		1		1		1
Total	**4**	**14**	**8**	**13**	**8**	**12**

Source des données : Formulaire de données des États arabes (Partie I : Système éducatif et politiques éducatives - question IX : Système d'examen et d'évaluation).

Les données présentées dans le tableau 25 reposent sur les informations relatives aux systèmes d'évaluation recueillies auprès de 17 pays arabes. Elles permettent d'identifier les pratiques en vigueur et de comparer les modalités d'examen et d'évaluation mises en œuvre dans ces différents contextes éducatifs.

Au niveau scolaire, l'administration est responsable de la définition des questions d'examen ainsi que de l'organisation et de la correction des épreuves. Ce rôle reflète le degré d'autonomie accordé aux établissements dans le domaine de l'évaluation éducative. L'évaluation formative occupe une place centrale dans la classe, où l'enseignant dispose de la liberté de choisir et d'utiliser divers outils tels que les tests mensuels ou trimestriels, les notes de participation, les activités pédagogiques ou encore les évaluations à la fin de chaque module ou semestre.
La pertinence de ce type d'évaluation repose sur la capacité et la compétence de l'enseignant à diversifier les méthodes et à les utiliser efficacement, car elles influencent directement les processus d'apprentissage et la progression des élèves dans le système éducatif. L'efficacité des pratiques enseignantes, combinée à la compétence de l'administration scolaire en matière d'orientation et de suivi, conditionne la qualité des apprentissages et la fiabilité du passage des élèves d'un niveau à l'autre. Il apparaît donc essentiel que l'évaluation formative soit intégrée dans un système éducatif cohérent, fondé sur des compétences clairement définies dans les programmes, appuyé par des stratégies pédagogiques et évaluatives explicites, et encadré par un dispositif de suivi et de responsabilité garantissant sa mise en œuvre.

Le tableau met en évidence que certains pays appliquent l'évaluation scolaire aussi bien dans les classes inférieures que dans les classes supérieures du primaire. Cette pratique traduit une autonomie accordée aux établissements dans la gestion de la progression des élèves jusqu'à la fin du cycle

primaire, ainsi que dans la décision de leur passage au niveau supérieur. Les pays concernés sont Bahreïn, Koweït, Arabie saoudite, Libye, Algérie, Égypte, Palestine, Mauritanie et Yémen. La Somalie, quant à elle, applique l'évaluation scolaire dans les deux cycles du primaire. En revanche, les Émirats arabes unis, Syrie et Tunisie limitent l'évaluation scolaire au premier cycle du primaire et organisent une évaluation centralisée à la fin du deuxième cycle. Ce dispositif vise à garantir l'intégrité et la cohérence des évaluations réalisées dans les deux cycles.

Les données du tableau indiquent également que le niveau d'indépendance accordé à l'évaluation scolaire est encadré dans certains pays, notamment Bahreïn, Qatar et Palestine, où le système impose la tenue d'un examen central à la fin du premier et du deuxième cycle. Dans ce cadre, les écoles conservent une autonomie pour organiser le passage des élèves d'une année à l'autre au sein d'un même cycle (par exemple, de la première à la deuxième année, ou de la deuxième à la troisième année). Ce dispositif centralisé permet toutefois au système éducatif d'ajuster la progression des élèves d'un cycle à l'autre en fonction des compétences de base attendues à la fin de chaque étape. Il offre également une opportunité de diagnostiquer précocement les difficultés rencontrées et de mettre en place des solutions adaptées afin d'améliorer la qualité des apprentissages.

Au niveau de l'évaluation centralisée, le ministère est responsable de la préparation des questions d'examen ainsi que de la supervision de leur administration et de la correction. Ce dispositif traduit un aspect de contrôle et de maîtrise dans la gestion du processus éducatif. Lorsqu'il est conçu pour évaluer des niveaux élevés de connaissances et de compétences - tels que la pensée critique, l'analyse, la prévision et l'innovation - il peut contribuer au développement et à l'amélioration de l'éducation en orientant les pratiques pédagogiques vers l'enseignement de ces compétences. À l'inverse, lorsque l'évaluation repose principalement sur des connaissances déclaratives et des compétences de mémorisation et de compréhension, elle tend à réduire l'apprentissage à une logique de certification. Dans ce cas, les pratiques en classe deviennent essentiellement axées sur la réussite aux examens, avec pour objectif principal de diplômer le plus grand nombre d'élèves et d'augmenter les taux de réussite, au détriment de la qualité des apprentissages.
Il est à noter qu'à la fin du primaire, ce type d'évaluation n'est appliqué que dans huit pays. En revanche, au niveau préparatoire, il est mis en œuvre dans 14 pays, à savoir : Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar, Oman, Libye, Algérie, Jordanie, Égypte (au niveau des gouvernorats), Palestine, Maroc (au niveau administratif), Syrie, Mauritanie et Somalie. Le système présente certaines limites dans l'identification des niveaux des élèves au sein de l'enseignement de base et dans la mesure de leurs acquis en fonction des compétences définies par le programme, ce qui réduit la capacité à corriger les lacunes éventuelles. En Arabie saoudite et au Koweït, où aucun examen central n'est organisé à la fin des trois cycles de base, cette fonction semble être assurée par un examen national externe, administré par des évaluateurs nationaux. Il ressort de cette analyse que les programmes d'évaluation mis en place dans la majorité des systèmes éducatifs étudiés poursuivent des objectifs et des fonctions diversifiés. Leur pertinence ne peut toutefois être garantie qu'à travers l'efficacité des normes adoptées, la crédibilité des outils mobilisés, la fiabilité de leur mise en œuvre et, enfin, l'utilisation effective des résultats obtenus pour améliorer la qualité de l'éducation.

1.5-Ressources matérielles pour l'éducation

Les données présentées dans cette section portent sur les dépenses publiques d'éducation, qui constituent la principale source de financement du secteur et représentent environ 80 % des dépenses totales. Celles-ci incluent notamment les coûts liés à la main-d'œuvre, en particulier les salaires des enseignants qui absorbent une part importante du budget, ainsi que les dépenses relatives au matériel pédagogique, aux manuels scolaires, aux moyens éducatifs, à l'électricité, à l'entretien et à d'autres charges courantes. Comme indiqué dans le chapitre précédent, ces dépenses ne représentent qu'une fraction du budget global de l'État.
Les ressources allouées à l'éducation concernent également les infrastructures scolaires, telles que les bâtiments, les salles de classe, les laboratoires et les équipements d'apprentissage, qui mobilisent une

part significative des dépenses publiques en matière de construction. Le formulaire de collecte envoyé aux pays arabes sollicitait des données agrégées sur les dépenses éducatives et leur répartition par niveaux et par domaines de dépenses. Toutefois, les réponses reçues n'ont pas été conformes aux attentes, et dans certains cas, les systèmes financiers et comptables (FAS) [26] n'ont pas permis de suivre ces données au sein des ministères concernés. L'analyse proposée dans cette section se concentrera donc sur le groupe de pays ayant fourni des données fiables sur leurs dépenses éducatives, ainsi que sur ceux pour lesquels des informations crédibles ont pu être obtenues auprès de sources complémentaires. L'accent sera mis sur les thèmes suivants :

1.5.1 Répartition des dépenses par niveau d'enseignement : La répartition des dépenses éducatives par niveau d'enseignement constitue un indicateur essentiel pour analyser les priorités des systèmes éducatifs et leurs objectifs en matière d'universalisation de l'éducation. Elle permet notamment d'examiner des facteurs connexes tels que la taille des groupes d'âge ciblés et les défis spécifiques liés au financement de chaque étape du parcours scolaire.
Le tableau 26 présente la distribution en pourcentage des dépenses publiques d'éducation selon les niveaux d'enseignement dans un certain nombre de pays arabes, offrant ainsi une base de comparaison utile pour comprendre les orientations budgétaires et les choix stratégiques adoptés par ces systèmes.

Tableau 26 : Répartition des dépenses d'éducation par niveaux éducatifs dans les pays arabes (%)

Pays	Jardins d'enfants	Enseignement primaire	Enseignement préparatoire	Enseignement secondaire	Autres types	Total
Émirats arabes unis	Données non disponibles					
Bahreïn	0.00	45.00	26.00	29.00	0.00	**100.00**
Qatar	Données non disponibles					
Arabie saoudite	Données non disponibles					
Koweït	13.00	36.00	29.00	19.00	3.00	**100.00**
Oman	Données non disponibles					
Libye	Données non disponibles					
Algérie	0.00	13.00	8.00	79.00	0.00	**100.00**
Jordanie	0.00	0.00	87.00	13.00	0.00	**100.00**
Tunisie	0.00	36.00	0.00	51.00	13.00	**100.00**
Égypte	Données non disponibles					
Palestine	3.00		52.00	43.00	2.00	**100.00**
Maroc	15.00	37.00	24.00	21.00	3.00	**100.00**
Irak	Données non disponibles					
Comores	Données non disponibles					
Syrie	Données non disponibles					
Mauritanie	Données non disponibles					
Soudan	Données non disponibles					
Djibouti	Données non disponibles					
Somalie						
Yémen	0.00	96.00	0.00	0.00	4.00	**100.00**

Source des données : États arabes Formulaire de données pour l'éducation générale (Partie II : Statistiques et indicateurs - question V : Dépenses pour l'éducation), sauf :
Koweït : Ministère de l'éducation, État du Koweït, non daté.

[26] – Nous attirons également l'attention sur le fait que certains des états financiers contenus dans les formulaires ne sont pas inclus ; Soit il n'était pas logique de les interpréter (par exemple, lorsque le total des dépenses dans les trois étapes était supérieur aux dépenses d'éducation elles-mêmes), soit il ne précisait pas la catégorie de chiffres auxquels il se référait et qui étaient dans la catégorie des millions ou des milliers. Tous les états financiers étaient exprimés en monnaie locale des pays, à l'exception d'un nombre limité qui ont été enregistrés en dollars comme demandé dans le formulaire. Les comparaisons dans cette partie viendront donc après la mise en œuvre des calculs des données pour extraire les pourcentages afin de traiter les différences de valeur des monnaies locales d'un pays à l'autre et d'assurer la validité des comparaisons.

Mauritanie : UNICFF, 2023
Somalie: UNESCO & Federal Government of Somali, 2022

Le tableau montre que la plus grande proportion des dépenses financières est allouée à l'éducation de base (primaire et secondaire inférieur). Cette tendance dominante confirme l'engagement des pays en faveur de l'éducation universelle. La part de l'enseignement primaire varie de 36% au Koweït à 45 % à Bahreïn, soit un niveau supérieur à la moyenne mondiale de 35 %. À l'échelle internationale, cette proportion se situe entre 47 % dans les pays à faible revenu et 26 % dans les pays à revenu élevé. Concernant l'enseignement secondaire, la part est de 13% en Jordanie, 19% au Koweït, 21% au Maroc et 29% à Bahreïn. La moyenne mondiale des dépenses consacrées à ce niveau est de 35 %, avec une variation allant de 27% dans les pays à faible revenu à 37 % dans les pays à revenu élevé
Il convient également de noter que l'enseignement secondaire occupe une place importante dans certains pays, notamment Algérie et Tunisie, où les dépenses du niveau préparatoire sont intégrées à celles du secondaire. En revanche, le système comptable du Yémen ne distingue pas les étapes éducatives dans le calcul des dépenses.
Malgré la diversité des facteurs qui influencent la répartition des dépenses publiques, la structure démographique joue un rôle déterminant. La proportion élevée de la population âgée de moins de 15 ans exerce une pression considérable sur les services sociaux en général, et sur l'éducation aux niveaux primaire et secondaire en particulier. Dans les pays arabes, les enfants de moins de 15 ans représentent environ 30% de la population totale, avec des taux dépassant 40% en Somalie, Mauritanie et Soudan, trois pays confrontés à des contextes économiques et politiques difficiles. Le potentiel des États en matière d'éducation se reflète dans une série d'indicateurs relatifs à l'environnement scolaire. Parmi ceux-ci, la densité des classes constitue un indicateur central, car elle traduit directement la capacité des systèmes éducatifs à répondre aux besoins d' une population jeune en forte croissance. L'analyse suivante examinera cet indicateur par niveau d'enseignement, en tenant compte des éléments déjà présentés.

1. 5.2. Densité de la classe : La salle de classe constitue un micro-environnement d'apprentissage qui reflète l'ensemble du processus éducatif, incluant les intrants matériels et humains, les pratiques pédagogiques et les résultats d'apprentissage. Le nombre moyen d'élèves par classe est ainsi un indicateur de la manière dont ces éléments sont gérés et de leur efficacité. Les classes de taille réduite sont généralement considérées comme plus favorables, car elles permettent à l'enseignant de mieux répondre aux besoins individuels des élèves et d'adapter son enseignement à leurs caractéristiques. Une densité moindre facilite également la gestion du temps et l'accompagnement des différences entre apprenants.
La littérature éducative propose des critères de référence en matière de densité de classe. L'Union nationale de l'éducation du Royaume-Uni (NEU, 2024) [27] recommande entre 25 et 30 élèves par classe aux niveaux Foundation. Dans les pays de l'OCDE, la densité moyenne dans l'enseignement primaire est inférieure à 25 élèves, avec quelques variations mineures, tandis qu'au niveau du collège elle se situe entre 23 et 30 élèves. Ce volume est resté relativement stable entre 2013 et 2022 (OCDE, 2024, chapitre D2).
Le tableau 27 présente la densité moyenne des classes dans un certain nombre de pays arabes, permettant de comparer ces données aux standards internationaux et d'évaluer leur impact sur la qualité des apprentissages.

[27] Il s'agit d'une association syndicale et professionnelle indépendante enregistrée au Royaume-Uni, dont les membres sont des enseignants, des conférenciers et du personnel travaillant dans des écoles et collèges publics et indépendants à travers le Royaume-Uni.

Tableau 27 : Intensité des classes dans les pays arabes à différents niveaux d'éducation

	Niveau primaire	Niveau intermédiaire	Niveau secondaire
Émirats arabes unis	Données non disponibles		
Bahreïn	26	27	28
Qatar	24	25	23
Koweït	25	25	25
Oman	29	30	28
Lybie	Données non disponibles		
Algérie	28	36	27
Jordanie	30.5	28.7	28.2
Tunisie	24.4	29.5	26.5
Égypte	50.1	48.03	41.52
Liban	Données non disponibles		
Palestine	30.8	32.6	28.2
Maroc	26.4	36.6	32.9
Irak	Données non disponibles		
Comores	Données non disponibles		
Syrie	30	30	30
Mauritanie	Données non disponibles		
Soudan	Données non disponibles		
Djibouti	Données non disponibles	44	
Yémen	60- 80	60 - 80	
Somalie	56.4	56.4	56.4

Source : Formulaire de données pour les États arabes dans l'éducation générale (Partie II : Statistiques et indicateurs de l'éducation - question VIII : Environnement d'enseignement et d'apprentissage) sauf : Djibouti : Ministère De L'Éducation Nationale Et De La Formation Professionnelle, 2023

Les données du tableau révèlent des écarts importants dans la densité des classes selon les pays arabes. Les taux les plus élevés sont observés au Yémen, où le nombre d'élèves atteint jusqu'à 100 par classe aux niveaux primaire et préparatoire, un chiffre particulièrement élevé. Ce taux diminue à 56 élèves par classe en Somalie, puis se situe entre 42 et 50 élèves en Égypte. Un tel surpeuplement limite l'accès au savoir, entrave la formation des élèves aux compétences d'apprentissage et de réflexion, et accroît le risque de redoublement et de décrochage scolaire. Ces phénomènes augmentent par conséquent le coût annuel de l'éducation. À l'inverse, les taux de densité des classes restent inférieurs à 30 élèves dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), en Jordanie et en Tunisie. Bien que ces chiffres ne soient pas nécessairement idéaux pour atteindre une éducation de qualité, ils demeurent dans la plupart des cas acceptables en pratique et permettent une meilleure gestion pédagogique.

1. 6 Efficience[28]

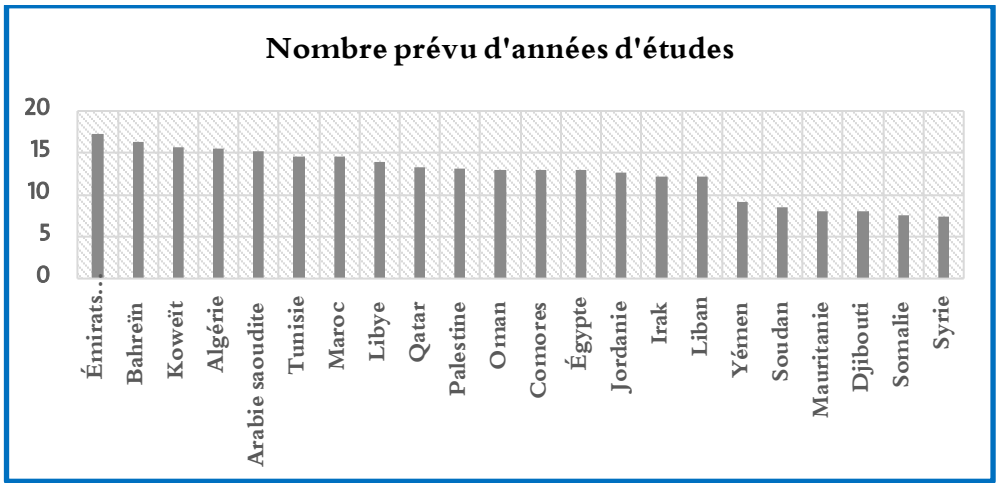
Le terme efficience, tel qu'il apparaît dans le lexique intermédiaire, renvoie à la « capacité daccomplir un travail avec succès et efficacité », en tenant compte à la fois de la qualité de la performance et de l'utilisation optimale des ressources disponibles. L'efficacité, quant à elle, désigne la « compétence et la capacité à obtenir les résultats souhaités » (Académie arabe au Caire, 2004). Le terme est également employé pour qualifier « la description de tout ce qui est fait », autrement dit la mise en œuvre effective des actions.

Dans cette section, l'analyse portera sur les caractéristiques de l'efficience des processus éducatifs à travers divers indicateurs. Parmi les plus significatifs figure le nombre moyen d'années passées à l'école, qui intègre les taux de réussite et d'abandon. Cet indicateur est particulièrement révélateur de

[28] Efficacité mesure si les objectifs d'un processus, d'un service ou d'une activité ont été atteints ou non et ce concept sera abordé dans la prochaine partie de ce chapitre.

la manière dont les systèmes éducatifs mobilisent leurs ressources humaines, financières et matérielles pour atteindre les objectifs fixés en matière d'éducation.

1.6.1. Nombre d'années d'études prévu : Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) définit cet indicateur comme « le nombre d'années de scolarité qu'un enfant en âge scolaire peut espérer accomplir si les schémas actuels de scolarisation et les taux d'inscription demeurent inchangés tout au long de sa trajectoire scolaire » (PNUD, 2024)[29]. Le maximum attendu est fixé à 18 années, en tenant compte des taux de scolarisation par âge dans l'enseignement primaire, secondaire, postsecondaire non universitaire et universitaire. Une valeur élevée peut s'expliquer par la présence d'années de redoublement, qui prolongent la durée de scolarité. À l'inverse, une valeur plus faible traduit un accès limité à l'éducation, souvent lié au décrochage scolaire (Banque mondiale, 2025).
La figure 32 illustre le nombre d'années de scolarité attendues dans les pays arabes, tel que présenté dans le Rapport sur le développement humain des Nations Unies (PNUD, 2024), offrant ainsi une perspective comparative sur les opportunités éducatives dans la région.



Source: **UNDP, 2024.** Sauf la République du Yémen : Organisation centrale de statistique de la République du Yémen, 2024

Figure 32 : Le nombre d'années de scolarité attendues dans les pays arabes

Les données montrent que les pays arabes présentent des écarts notables sur cet indicateur. Les Émirats arabes unis occupent la première place avec un nombre attendu de 17 années de scolarité, suivis de Bahreïn avec 16 années, puis Arabie saoudite, Koweït et Algérie avec 15 années. La moyenne régionale se situe entre 12 et 13 années, ce qui correspond approximativement au minimum requis pour garantir un niveau d'éducation de base. Ce résultat est observé dans des pays tels que Qatar, Oman, Jordanie, Égypte, Liban, Palestine, Irak et Comores. Certains de ces pays rencontrent des difficultés majeures pour assurer une éducation accessible à l'ensemble des segments de la société, en particulier Égypte, Irak, Liban et Palestine, où les contraintes économiques, sociales et politiques limitent la capacité de l'État à atteindre des niveaux avancés de scolarisation pour les enfants. Les circonstances propres à chaque pays influencent donc directement la possibilité d'offrir une éducation prolongée et de qualité, reflétant à la fois les priorités nationales et les capacités institutionnelles.

À l'opposé des pays mieux dotés, certains États arabes affichent un nombre attendu d'années de scolarité inférieur au seuil requis pour garantir l'éducation de base universelle, oscillant entre 7 et 9

[29] Cet indicateur est calculé en combinant les taux de scolarisation à chaque niveau d'enseignement et groupe d'âge, ajustés selon l'âge de la fréquentation officielle, ce qui donne le nombre moyen d'années qu'un enfant devrait terminer, y compris le temps passé à redoubler des cours.

années. Il s'agit de Syrie, Mauritanie, Soudan, Djibouti, Yémen et Somalie. Ces pays figurent parmi les moins avancés et sont, pour la plupart, confrontés à des conflits internes persistants.
Dans de nombreuses régions, l'insécurité limite fortement l'accès aux services essentiels tels que l'éducation et la santé, affectant particulièrement les groupes vulnérables comme les femmes et les enfants. En Syrie, la guerre et les conflits internes ont eu un impact majeur sur l'éducation : 48 % des écoles sont hors service et 5 % totalement détruites (Commission de planification et de coopération internationale, 2024). Au Yémen, le conflit en cours prive près de 2,3 millions d'enfants d'accès à l'éducation et a entraîné la destruction de 18 % des infrastructures scolaires (Ministère de la planification et de la coopération internationale, 2024).'Au Soudan, les déplacements internes dus à la guerre, la présence de réfugiés, ainsi que la situation des enfants handicapés et des enfants nomades accentuent l' exclusion scolaire. Les enfants âgés de 6 à 11 ans représentent près de 21 % du total des enfants non scolarisés (Soudan, 2022).

En Somalie, la diversité démographique - comprenant des populations urbaines, rurales, nomades et déplacées internes - constitue un défi majeur pour garantir des opportunités éducatives aux enfants en âge scolaire. La privatisation de l'éducation y a accentué les inégalités, privant plus de la moitié des enfants et des jeunes de leur droit à l'éducation en raison de l'incapacité des familles à assumer les frais de scolarité (UNESCO & Gouvernement fédéral de Somalie, 2022). En Mauritanie, des inégalités marquées apparaissent également dans l'enseignement public. L'État assure une éducation gratuite au niveau de base jusqu'à l'âge de 15 ans, mais la transition vers l'enseignement secondaire reste limitée : seuls 34 élèves sur 100 accèdent à ce niveau. Par ailleurs, l'enseignement privé est devenu une alternative privilégiée pour une large proportion de familles, y compris la majorité de la classe moyenne, qui se détournent des écoles publiques. Cette dynamique accentue la division du système éducatif entre une éducation spécialisée, réservée aux enfants issus de familles financièrement aisées, et une éducation publique destinée aux enfants des familles défavorisées (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mauritanie, 2022).

Un certain nombre de pays arabes ont adopté des plans transitoires visant à compenser les retards scolaires et à réintégrer les enfants non scolarisés dans le système éducatif, tout en créant des environnements d' apprentissage sûrs. Parmi ces initiatives figurent le Plan national du secteur de l'éducation pour la Somalie (2022-2026), le Plan stratégique pour le développement du secteur de l'éducation au Soudan (2013-2018) et le Plan d'éducation transitoire pour le Yémen (2019-2022).
La mise en œuvre de ces plans requiert un financement adéquat, un soutien humain et une couverture infrastructurelle suffisante. De nombreuses organisations internationales et partenaires de développement apportent leur appui matériel et financier afin de soutenir les ministères concernés. Par exemple, au Soudan, le ministère de l'Éducation coopère avec l'UNICEF, la Banque africaine de développement et l'UNESCO pour promouvoir l'éducation. Ce soutien se traduit par la construction d'écoles, l'élargissement de l'accès à l'éducation pour les populations vulnérables (personnes déplacées internes, nomades, enfants handicapés et réfugiés), la formation continue des enseignants, la réforme des programmes et le renforcement des systèmes de gestion de l'information éducative.
Toutefois, bien que ces efforts aient montré une certaine efficacité à court terme, ils demeurent fragmentés. Une coordination renforcée et l'élaboration de stratégies à long terme restent indispensables pour assurer la durabilité et l'impact de ces initiatives (CESAO, 2024a).

1.6.2. Taux d'achèvement de l'éducation :
Cet indicateur renvoie au calcul du taux d'inscription total des élèves qui accèdent à une phase éducative et parviennent à la poursuivre avec succès jusqu'à son terme, c'est-à-dire qu'ils atteignent la dernière année du cycle scolaire concerné. Il reflète la capacité du système éducatif à assurer la rétention et la progression des apprenants au sein du niveau où ils sont inscrits, constituant ainsi un indicateur essentiel de la qualité de l'éducation et des opportunités éducatives offertes.
L'UNESCO a conçu cet indicateur en tant qu'indicateur thématique (sous-régional) afin de contribuer à la réalisation de la première des sept cibles de l'Objectif de développement durable n° 4 (éducation

de qualité) de l'Agenda 2030. Cette cible est formulée comme suit : « Garantir que toutes les filles et tous les garçons achèvent un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité, leur permettant d'obtenir des acquis scolaires pertinents et efficaces d'ici 2030».
L'indicateur thématique est directement lié au concept d'achèvement scolaire aux niveaux primaire, secondaire inférieur et secondaire supérieur (UNESCO, 2016, tableau 2, p. 78). Il constitue un outil de suivi des progrès réalisés dans le domaine de l'éducation, permet d'identifier les défis persistants et offre des possibilités de comparaison entre pays et régions. Les systèmes d'évaluation éducative jouent un rôle dans le processus de ces groupes à travers la classe, car l'évaluation formative est courante au niveau primaire, comme nous l'avons noté dans la section sur l'évaluation éducative, en particulier dans les trois premières années, où la promotion des étudiants d'une classe à l'autre sans examens finaux est un risque élevé. Il faut également prêter attention à la possibilité de promouvoir ce système au détriment des connaissances et compétences de base nécessaires pour apprendre aux niveaux ultérieurs, ce qui peut entraîner des taux de redoublement plus élevés dans les classes suivantes.
Le tableau 28 présente les taux d'achèvement aux niveaux primaire, préparatoire et secondaire.

Tableau 28 : Taux d'achèvement dans les pays arabes

Pays	Taux d'achèvement du primaire	Taux d'achèvement moyen	Taux d'achèvement du secondaire
Émirats arabes unis	Données non disponibles		
Bahreïn	Données non disponibles		
Qatar	95	95	83
Arabie saoudite	97	90	80
Koweït	Données non disponibles		
Oman	97	88	71
Libye	Données non disponibles	94	80
Algérie	94	73	46
Jordanie	97	87	57
Tunisie	95	74	49
Égypte	91	80	42
Liban	97	84	61
Palestine	99	92	62
Maroc	91	63	48
Irak	71	46	32
Comores	82	60	37
Syrie	73	60	32
Mauritanie	58	37	15
Soudan	65	51	31
Djibouti	81	62	40
Yémen	62	46	31
Somalie	50	48	9
Indice mondial 2020 (UNESCO, 2021).	86	75	54

Sources: UNESCO Institute of Statistics, b2024 exepté

- Qatar : Ministère de la planification du développement et des statistiques du Qatar, 2024
- Arabie saoudite : Autorité générale pour les statistiques d'Arabie saoudite, 2022.
- Oman : Comité national pour la réalisation des objectifs de développement durable, Oman, 2024.
  État de la Libye : Ministère de la Planification de l'État de la Libye, 2024.
- Maroc : Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Élémentaire et des Sports du Royaume du Maroc, 2022
- Syrie : Organisation de planification et de coopération internationale de la République arabe syrienne, 2024

Les taux d'achèvement scolaire observés dans les pays arabes, selon les différentes étapes éducatives, mettent en évidence des disparités significatives entre les États ainsi qu'entre les niveaux d'enseignement au sein de chaque pays. La classification suivante illustre ces différences:
•**Premier groupe**: des pays affichant des taux d'achèvement élevés au primaire et au secondaire inférieur, ainsi que des taux relativement élevés au secondaire supérieur, bien que légèrement inférieurs. Ce groupe comprend le Qatar, l'Arabie saoudite, Oman et la Libye.

•**Deuxième groupe:** des pays où les taux d'achèvement au primaire dépassent 90 %, mais qui connaissent une baisse au secondaire inférieur, avec des niveaux supérieurs à 70 %. Au secondaire supérieur, les taux se situent entre 42 % et 62 %. Il s'agit de l'Algérie, de la Jordanie, de l'Égypte, de la Tunisie, du Liban, de l'État de Palestine et du Maroc.

•**Troisième groupe:** des pays présentant des taux d'achèvement au primaire inférieurs à ceux des groupes précédents, mais restant relativement élevés (entre 71% et 8%). Ces taux chutent au secondaire inférieur (40 % à 60 %) et diminuent davantage au secondaire supérieur (32 % à 40 %). Ce groupe inclut les Comores, Djibouti, la Syrie et l'Iraq.

•**Quatrième groupe** : des pays caractérisés par des taux d'achèvement faibles à tous les niveaux, avec toutefois des résultats meilleurs au primaire (50 % à 65 %). Les taux passent ensuite à moins de 50 % au secondaire inférieur et à moins de 40 % au secondaire supérieur. Ce groupe comprend la Mauritanie, le Soudan, le Yémen et la Somalie.

Ces tendances confirment les disparités déjà relevées concernant le nombre d'années de scolarité attendues dans les pays arabes. Elles montrent que, dans de nombreux cas, les systèmes éducatifs ne parviennent pas à assurer la rétention des élèves tout au long de leur parcours dans l'enseignement général, et que cette capacité s'affaiblit à mesure que les apprenants progressent vers des niveaux d'éducation plus avancés

1.6.3. Taux de réussite aux examens centraux : 1 Dans la plupart des pays arabes, les systèmes éducatifs reposent sur un dispositif d'examens centraux organisés à la fin de chaque cycle scolaire et placés sous la supervision directe du ministère de l'Éducation. Ces examens ont pour finalité de vérifier que les élèves ont effectivement acquis et maîtrisé les connaissances ainsi que les compétences prévues par les programmes officiels, et de déterminer leur admissibilité au passage vers le cycle suivant.

Le tableau 29 présente les taux de réussite enregistrés à ces examens centraux à l'issue des trois premiers cycles de l'éducation de base dans un ensemble de pays arabes, offrant ainsi une mesure comparative de la performance des systèmes éducatifs dans la région.

Tableau 29:Taux de réussite aux examens centraux à la fin des trois premiers cycles de l'éducation de base

PAYS	Fin du premier cycle	Fin du cycle préparatoire	Fin du second cycle
Emirates Arabes Unis	Données non disponibles		
Bahreïn	Pas d'examens centraux	99.7%	99.6%
Qatar	98.7%	98.0%	98.5%
Arabie Saoudite	Données non disponibles		
Koweït	Données non disponibles		
Oman	100.0%	98.5%	
Libye	Pas d'examens centraux	85.2%	
Algérie		62.9%	98.9%
Jordanie			
Tunisie	90.0%	84.7%	94.9%
Egypte	100.0%	93.8%	98.0%
Liban	Données non disponibles		
Palestine	Selon les ressources		
Maroc		73.2%	95.7%
Irak	Données non disponibles		
Comores	Données non disponibles		
Syrie	Données non disponibles	77.1%	
Mauritanie	Pas d'examens centraux	27.0%	56.0%
Soudan	Données non disponibles		
Djibouti	Données non disponibles		
Yémen	Données non disponibles		
Somalie	Pas d'examens centraux	90.0%	94.0%

Source : Formulaire de données pour les États arabes dans l'éducation générale - Partie II (Statistiques et indicateurs éducatifs - question VII : Indicateurs d'efficacité interne).

Les données du tableau (4-13) indiquent que, dans la majorité des pays, les examens centraux sont organisés à la fin du cycle primaire, lequel constitue une étape fondamentale et décisive pour déterminer la transition des élèves vers le niveau suivant. Les taux de réussite à ces examens sont généralement élevés, à l'exception de la Mauritanie où ils ne dépassent pas 56 %. À la fin du troisième cycle, les résultats apparaissent globalement plus faibles. En Algérie, par exemple, le taux de réussite chute de 99% à la fin du primaire à 63% à l'issue du cycle préparatoire. Au Maroc, la baisse est moins marquée mais reste significative, passant de 96% à 73%. En Mauritanie, les taux atteignent des niveaux particulièrement bas, ne dépassant pas 27%.
Ces résultats traduisent une difficulté accrue pour les élèves à franchir les étapes avancées de l'enseignement de base. Ils impliquent qu'une proportion importante d'élèves est contrainte de redoubler, ce qui accroît le risque de décrochage scolaire à ce stade..

1.6.4. Taux d'abandon par étape : Le décrochage scolaire constitue un phénomène préoccupant, représentant à la fois un gaspillage financier et humain dans le domaine de l'éducation, et révélant l'inefficacité des processus éducatifs. Le taux d' abandon scolaire est l'une des variables essentielles pour évaluer l'efficacité économique de l'éducation, aux côtés du facteur de redoublement (UNESCO, 1998). Sur le plan individuel, le décrochage traduit un déficit de connaissances et de compétences nécessaires pour poursuivre des études, accéder à un emploi et assurer des revenus futurs. Plusieurs études longitudinales, ayant suivi des cohortes d' élèves depuis le préscolaire ou le début du primaire jusqu'à la fin du secondaire, ont identifié le PPI comme le prédicteur le plus constant du décrochage scolaire ou de l'interruption des études secondaires (Rumberger & Lim, 2008).
Toutefois, le système éducatif peut limiter ce phénomène grâce à l'instauration de lois rendant l'éducation obligatoire, protégeant ainsi l'élève contre l'abandon prématuré. De telles dispositions légales visent à garantir la continuité de la scolarité jusqu'à un âge minimum fixé par la législation. La plupart des pays arabes ont adopté une loi sur l'éducation obligatoire couvrant la période de 6 ans à 15 ou 16 ans. L'analyse des taux d'abandon dans l'enseignement primaire et au premier cycle du secondaire constitue un indicateur clé de l'efficacité de ces lois et, plus largement, de la capacité des systèmes éducatifs à maintenir les élèves dans le parcours scolaire jusqu'à l'acquisition d'un niveau minimal d'éducation. Le tableau 30 présente les taux d'abandon aux niveaux primaire, secondaire inférieur et secondaire supérieur dans les pays arabes ayant fourni des données complètes sur l'enseignement général.

Tableau 30 : Taux d'abandon aux cycle primaire, préparatoire et secondaire dans les pays arabes

Pays	Cycle primaire	Cycle préparatoire	Cycle secondaire
Émirats arabes unis	Données non disponibles		
Bahreïn	0.4%	0.5%	0.7%
Qatar	5.9%	9.7%	11.6%
Arabie saoudite	Données non disponibles		
Koweït	Données non disponibles		
Oman	0.0%	0.7%	1.2%
Libye			
Algérie	0.1%	5.5%	13.2%
Jordanie	0.3%	0.9%	0.0%
Tunisie	0.9%	8.0%	9.2%
Égypte	0.3%	0.7%	Données non disponibles
Liban	Données non disponibles		
Palestine	0.3%	0.8%	2.5%
Maroc	1.5%	8.5%	7.4%
Irak	Données non disponibles		
Comores	Données non disponibles		
Syrie	3.8%	5.1%	Données non disponibles
Mauritanie	Données non disponibles		
Soudan	Données non disponibles		
Djibouti	Données non disponibles		
Yémen	23.0%	29.0%	51.0%
Somalie	1.9%	1.8%	Données non disponibles

Source : Formulaire de données pour les États arabes dans l'éducation générale - Partie II (Statistiques, données et indicateurs éducatifs - question VII : Indicateurs de compétence interne) sauf : Djibouti
Ministère De L'Éducation Nationale Et De La Formation Professionnelle de la Djibouti, 2023

Les taux présentés dans le tableau mettent en évidence un niveau élevé de gaspillage éducatif, tant sur le plan financier que social. Le phénomène du décrochage scolaire, tel qu'il est observé dans plusieurs pays arabes, traduit non seulement une perte de ressources investies dans le système éducatif, mais également une perte sociale pour les élèves qui quittent l'école sans disposer du minimum de connaissances et de compétences nécessaires pour mener une vie décente au sein de leurs communautés. Les données révèlent des disparités notables:
- Yémen: les taux d'abandon sont particulièrement élevés, atteignant 23 % au primaire, 29 % au cycle préparatoire et 51 % au secondaire.
- Qatar: le taux d' abandon scolaire est de 5,9% au primaire, 9,7% au premier cycle du secondaire et 11,6% au secondaire supérieur.
- Syrie : les taux sont de 3,8 % au primaire et 5,1% au cycle préparatoire.
- Maroc : le taux est relativement faible au primaire (1,5 %), mais augmente à 8,5% au préparatoire et 7,4 % au secondaire.
-Algérie : le taux est très faible au primaire, mais s'élève à 5,5% au collège et 13,2% au secondaire•.-
Tunisie: la situation est comparable à celle de l'Algérie, avec un taux de 0,9 % au primaire, mais une hausse significative à 8 % et 9,2% aux niveaux préparatoire et secondaire.
-Palestine : les taux sont faibles, à 0,3 % au primaire, 0,% au préparatoire et 2,5% au secondaire.
-Somalie : les taux d'abandon restent inférieurs à 2 % au primaire et au secondaire inférieur.
-Bahreïn, Oman, Jordanie et Égypte :les taux d'abandon sont réduits à environ 1% ou légèrement plus à tous les niveaux.

Ces résultats soulignent l'ampleur du défi auquel sont confrontés les systèmes éducatifs arabes. Dans certains pays, le décrochage scolaire atteint des proportions alarmantes, compromettant à la fois l'efficacité économique de l'éducation et la capacité des sociétés à garantir à leurs jeunes générations un socle minimal de compétences. Les taux présentés dans le tableau ne sauraient être appréhendés comme de simples données statistiques. Ils doivent être interprétés en termes de cohortes d'élèves ayant quitté prématurément l'école, ce qui entraîne pour la société la nécessité d'assumer les conséquences multiples de cet abandon. Ces répercussions se traduisent par des problèmes sociaux liés à l'exclusion, le recours au travail des enfants pour assurer leur subsistance, l'augmentation des taux de chômage, ainsi que par des phénomènes de marginalisation, de désœuvrement et d'errance. Le décrochage scolaire représente ainsi un coût récurrent, à la fois financier et social, pour les systèmes éducatifs et pour la collectivité dans son ensemble. Il reflète des vagues successives d'élèves quittant le système éducatif, un processus qui rapproche davantage certaines réalités éducatives du sous-développement que de l'avancement scientifique et pédagogique.

1.7 Conclusions importantes

L'examen présenté dans la section précédente met en lumière une image parallèle des processus éducatifs attendus dans les pays arabes, reflétant ainsi un aspect de la qualité de leurs systèmes d'enseignement. À ce stade, il n'est toutefois pas possible d'évaluer pleinement la situation de la qualité éducative dans la région uniquement à partir des indicateurs relatifs aux processus éducatifs, sans avoir pris en compte les indicateurs de la troisième dimension, à savoir les résultats de l'enseignement et de l'apprentissage. En conséquence, les indicateurs de la première dimension (processus éducatifs) doivent être interprétés à la lumière de leur conformité aux valeurs normatives établies au niveau international et mondial. Ces valeurs sont issues soit d'études comparatives entre pays, soit de recherches menées dans le domaine de l'éducation sur l'impact de ces indicateurs sur la qualité de l'enseignement et leur relation avec les résultats et les extrants.
Le tableau 31 présente les valeurs de référence de ces indicateurs. Chaque indicateur, pour chaque pays, a été analysé en fonction des valeurs normatives indiquées dans ce tableau. Les indicateurs

conformes aux standards internationaux ont été identifiés, classés et détaillés dans l'annexe (4-5) consacrée aux indicateurs des processus d'enseignement et d'apprentissage.

Tableau 31 : Valeurs standard pour les indicateurs des processus éducatifs dans les pays arabes

Indicateur éducatif	Valeur standard	Source de la valeur standard
Le nombre d'heures annuelles consacrées à 'apprentissage	960	Moyenne mondiale des élèves et huitième année (Source: IEA, 2019. P 450 – 451 & P 468, 469)
Nombre d'heures d'enseignement légal par an pour les enseignants du primaire	808	États arabes moyens au niveau primaire (Tableau 4-2)
Nombre d'heures d'enseignement légal par an pour les enseignants du collège	742	Pays arabes moyens en phase préparatoire (Tableau 4-2).
Heures allouées à l'enseignement des matières de la langue arabe au niveau primaire	198	Moyenne des États arabes au niveau primaire (Tableau 4-5)
Heures allouées à l'enseignement des matières de la langue arabe au cycle préparatoire	151	Moyenne des États arabes dans la phase préparatoire (Tableau 4-5)
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	127	Moyenne des États arabes au niveau primaire (Tableau 4-5)
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au cycle préparatoire	132	Moyenne des États arabes dans la phase préparatoire (Tableau 4-5)
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	227	Moyenne internationale (Source : AIE, 2019. Grade 4 – Exhibit 12.2 (p: 450) – Exhibit 13.2 (p: 468)
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au cycle préparatoire	274	Moyenne internationale (Source : AIE, 2019. Grade 8 – Exhibit 12.3 (p: 451) & Exhibit 13.3 (p: 469)
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	40	Moyenne des États arabes au niveau primaire (4-7)
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au cycle préparatoire	40	Pays arabes moyens au Moyen-Orient (4-7)
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	92	Moyenne des États arabes au niveau primaire (Tableau 4-6)
Heures allouées aux activités au cycle préparatoire	95	États arabes moyens en phase préparatoire (Tableau 4-6)
Intensité de la classe au niveau primaire.	25	Moyenne dans les pays européens développés. (Source: OECD, 2024).
Intensité de la classe au cycle préparatoire.	30	Moyenne dans les pays développés européens (OCDE, 2024).
Le nombre attendu d'années d'études dans les pays arabes.	14.5	Moyenne mondiale des pays à haut développement humain (PNUD, 2024)
Taux d'achèvement du primaire.	93	Valeurs cibles mondiales pour 2025 pour l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest (Institut de statistiques de l'UNESCO, b2021). p: 73)
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	86	
L'atteinte par chaque pays arabe des valeurs standard de ces indicateurs est le minimum requis pour classer les pays arabes selon leur atteinte de ces valeurs		

Les pays arabes sont classés dans les indicateurs de l'éducation et des processus éducatifs selon les valeurs normatives précédentes en trois niveaux :

- Atteindre des valeurs standard au même niveau ou mieux.
- Atteindre des indicateurs à un niveau proche des valeurs standard.
- Les indicateurs sont loin des valeurs standard.

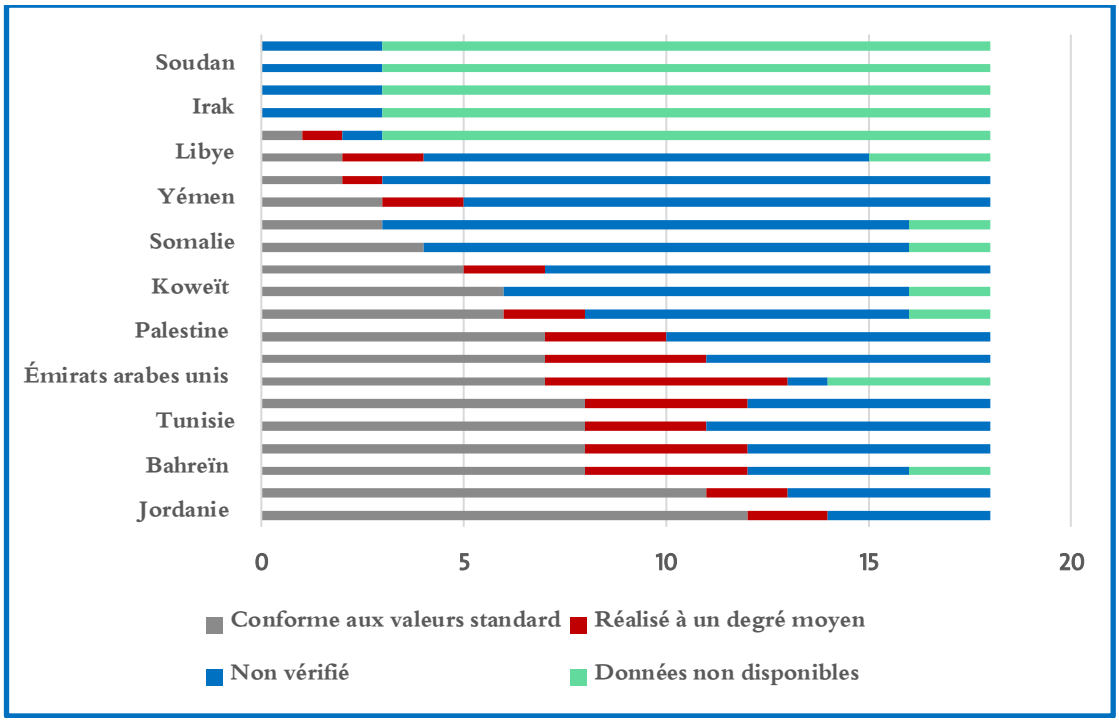


Figure 33 : Classification des pays arabes selon la réalisation des valeurs standard des indicateurs des processus éducatifs (TLDs30).

Sur la base des résultats obtenus, les pays arabes peuvent être répartis en quatre groupes distincts :

•**Premier groupe**: il rassemble les pays qui atteignent au moins la moitié des indicateurs (soit neuf indicateurs), totalement ou presque. Ce groupe est composé de la Jordanie, du Maroc, Bahreïn, de Qatar, d'Égypte, des Émirats arabes unis et d'Oman. Ces pays se distinguent par leur conformité à la moyenne mondiale en ce qui concerne le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage par les élèves, ainsi que le nombre moyen d'heures annuelles dédiées à l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire. La plupart d'entre eux atteignent également les taux de réussite attendus au niveau primaire. Cependant, des disparités notables subsistent entre ces États, notamment en ce qui concerne les quotas d'enseignants par rapport aux heures d'enseignement aux niveaux primaire et secondaire. De même, des écarts significatifs apparaissent dans l'atteinte du nombre moyen d'heures mondiales consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences.

Deuxième groupe : il regroupe les pays qui atteignent entre cinq et dix indicateurs, totalement ou presque. Ce groupe est conduit par l'État de Palestine, suivi par l'Arabie saoudite, l'État du Koweït et la République algérienne démocratique et populaire. Ces pays se distinguent par l'atteinte de la valeur normative du nombre attendu d'années de scolarité, ainsi que du nombre légal d'heures d'enseignement annuel pour les enseignants (quorum) au niveau primaire. Trois d'entre eux satisfont également aux standards relatifs aux heures consacrées à l'enseignement des matières en langue arabe au primaire, ainsi qu'au taux d'achèvement de l'éducation primaire (voir annexe 4-5).
Concernant les autres indicateurs, ces pays se situent à des niveaux proches des valeurs normatives internationales, notamment en ce qui concerne le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage et les heures attribuées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au cycle préparatoire.

[30] En tenant compte du fait que certains pays arabes ne disposent pas de données sur un certain nombre d'indicateurs, qui varient d'un pays à l'autre.

Troisième groupe : ce groupe rassemble les pays qui accusent un retard significatif dans la réalisation de la majorité des valeurs normatives des indicateurs. Il inclut la Syrie, le Yémen, la Libye, la Mauritanie et la Somalie. Parmi ces pays, la Somalie se distingue en tête par le nombre d'indicateurs atteignant les standards internationaux, avec quatre indicateurs : les heures consacrées à l'enseignement des matières en langue arabe au cycle préparatoire, les heures allouées à l'enseignement des langues étrangères aux niveaux primaire et préparatoire, ainsi que les heures dédiées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au cycle préparatoire.
Le Yémen atteint trois indicateurs de manière complète : le nombre légal d'heures d'enseignement annuel pour les enseignants aux niveaux primaire et préparatoire (quorum), ainsi que les heures allouées à l'enseignement des matières en langue arabe au cycle préparatoire. L'analyse des résultats de ces pays montre que les indicateurs atteints concernent principalement les heures prescrites pour l'enseignement des différentes disciplines. Toutefois, ces acquis demeurent limités, car le volume global d'heures allouées à l'éducation reste largement inférieur aux valeurs normatives internationales. Ces pays disposent néanmoins d'un levier fondamental pour améliorer leurs performances : l'augmentation de la ressource primaire, à savoir le temps d'apprentissage, qui peut être optimisé par l'allongement du nombre de jours scolaires annuels, l'accroissement du nombre d'heures quotidiennes d'enseignement et l'ajustement de la durée des cours.

Quatrième groupe : il regroupe les pays pour lesquels les données disponibles sur les indicateurs des processus éducatifs demeurent insuffisantes. Ce groupe comprend le Liban, l'Irak, les Comores, le Soudan et Djibouti. L'absence de données fiables ne permet pas de procéder à des évaluations précises ni de formuler des jugements sur l'efficacité des processus éducatifs dans ces États.
La section suivante poursuit l'analyse en intégrant le suivi des indicateurs relatifs aux processus éducatifs, ainsi que les indicateurs complémentaires susceptibles de refléter la fonction et l'efficacité des résultats de l'éducation dans la société. Cette dimension se rapporte directement aux acquis issus du processus d'enseignement et d'apprentissage.

2. Résultats de l'enseignement et de l'apprentissage

Dans cette section, le concept d'effectivité est mis en évidence. Ce terme, issu de l'idée d'« action », signifie, selon le Lexique médian (Académie arabe du Caire, 2004), « l'influence et la capacité à produire un impact ». En pratique, l'efficacité désigne la capacité d'un projet ou d'un programme à générer l'effet attendu. Appliquée au domaine éducatif, elle renvoie à la mesure dans laquelle les objectifs pédagogiques fixés sont atteints, en termes de capacité des étudiants à acquérir et à mobiliser les connaissances et compétences requises, indépendamment du temps passé dans le système éducatif. Il s'agit d'un processus continu qui se prolonge au-delà de l'obtention du diplôme et qui reste tributaire de l'environnement dans lequel évolue l'individu, ainsi que du degré d'efficacité de ce dernier dans l'appropriation et l'utilisation des acquis éducatifs. Les diplômés interagissent avec leur environnement sur de longues périodes, ce qui enrichit, affine ou parfois réduit leurs connaissances et compétences. L'environnement, étant diversifié, multidimensionnel et pluridisciplinaire, exerce une influence déterminante sur ce processus.
Selon les études scientifiques, l'efficacité de l'éducation peut être appréhendée à travers trois niveaux:

- Les résultats directs : ils mesurent la maîtrise par les diplômés des connaissances et compétences de base, conformément aux normes établies par le système éducatif.
- Les résultats d'apprentissage à court et moyen terme : ils concernent la fonctionnalité des acquis, permettant aux étudiants de poursuivre de nouveaux apprentissages ou de s'insérer sur le marché du travail.
- Les gains d'apprentissage ou effets à long terme : ils évaluent la contribution durable de l'éducation au développement social, économique et politique, observable à travers des générations successives de résultats éducatifs, sur une période suffisamment longue pour que ses effets se manifestent pleinement.

2. 1 Les outputs directs

Dans ce contexte, les résultats renvoient aux acquis directs des processus éducatifs. Ils englobent la formation des connaissances, des compétences et des capacités de l'apprenant, conformément aux objectifs fixés par les programmes d'enseignement. Ces résultats, étroitement liés aux pratiques pédagogiques ainsi qu'aux réglementations, politiques, mesures et dispositifs de soutien destinés aux écoles, aux enseignants et aux élèves, relèvent du contrôle de l'exécutant direct, à savoir le système éducatif et l'établissement scolaire (OCDE, 2022).

Un niveau élevé d'efficacité constitue un indicateur de la qualité du système éducatif, tandis qu' un niveau faible traduit une moindre efficacité et une qualité réduite de l'éducation. Cette lecture doit toutefois tenir compte de facteurs constants propres à chaque système, tels que les origines sociales des familles et les caractéristiques des apprenants. Lorsqu'on analyse les résultats de l'éducation sous l'angle de la qualité, l'attention se porte principalement sur les compétences fondamentales en lecture et en calcul, qui constituent la base de tout apprentissage ultérieur. À celles-ci s'ajoute un ensemble de compétences de vie essentielles, telles que la capacité de résolution de problèmes, le travail en équipe, l'auto-apprentissage, ainsi que l'interaction et la communication avec autrui.

2.1.1. Niveau de compétence en lecture : L'indice de compétence en lecture constitue l'un des indicateurs essentiels du programme de développement durable, inscrit dans le quatrième objectif relatif à l'éducation de qualité. Les pays sont encouragés à le suivre comme sous-indicateur, en tenant compte de leur contexte national, de leurs priorités politiques, ainsi que de la disponibilité des capacités techniques et des données (indicateur 4.1.1). Le programme de développement durable invite les États à « mesurer la proportion d'enfants et de jeunes (a) dans les classes II/III ; (b) à la fin du cycle primaire ; (c) à la fin du premier cycle du secondaire, atteignant au moins le niveau minimum de compétence en lecture et en mathématiques, par sexe » (UNESCO, 2016, p. 74). En raison du manque de données disponibles concernant l'indice de compétence en lecture des élèves dans les pays arabes, les rapports de l'Institut de statistique de l'UNESCO (UIS, 2024a) sur les indicateurs du développement durable ont été mobilisés afin de fournir les informations nécessaires. Le tableau 32 présente ainsi les niveaux de compétence en lecture au primaire et au premier cycle du secondaire dans un certain nombre de pays arabes.

Tableau 32 : Niveau de compétence en lecture dans les pays arabes (%)

PAYS	L'année	Enseignement primaire	L'année	Enseignement préparatoire
Émirats arabes unis	2021	75.0	2022	52.0
Bahreïn	2021	71.2	Données non disponibles	
Qatar	2021	80.4	2022	52.7
Arabie saoudite	2021	71.1	2022	37.4
Koweït			Données non disponibles	
Oman	2021	62.2	Données non disponibles	
Libye			Données non disponibles	
Algérie			Données non disponibles	
Jordanie	2021	46.6	2022	20.4
Tunisie			Données non disponibles	
Égypte	2021	44.6		
Liban	Données non disponibles		2018	32.2
Palestine				
Maroc	2021	40.6	2022	18.9
Irak			Données non disponibles	
Comores			Données non disponibles	
Syrie			Données non disponibles	
Mauritanie			Données non disponibles	
Soudan			Données non disponibles	
Djibouti			Données non disponibles	
Yémen			Données non disponibles	
Somalie			Données non disponibles	
Valeurs de référence pour les États arabes pour l'année 2025	64%		66%	

Source: UNESCO Institute Of Statistics UIS, 2024a

La compétence en lecture s'est révélée particulièrement élevée dans plusieurs pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le Qatar occupe la première place parmi les pays arabes, dépassant la valeur de référence fixée pour 2025. Il est suivi par les Émirats arabes unis, le Bahreïn et l'Arabie saoudite, où les niveaux de l'indice se rapprochent de la valeur normative attendue au niveau de l'enseignement primaire. En revanche, au niveau de l'enseignement préparatoire, l'indice demeure faible dans l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, et reste largement inférieur à la valeur de référence prévue pour les pays arabes en 2025 (66 %).
Le fait que l'indice au cycle préparatoire soit inférieur à celui du primaire révèle l'existence d'un écart entre les deux phases. Cette situation peut s'expliquer par des faiblesses non détectées au niveau primaire, liées notamment à l'adoption de systèmes de progression automatique des élèves d'une classe à l'autre, dans le premier et parfois le deuxième cycle, indépendamment de leurs niveaux réels de réussite. Dans ce contexte, les mesures correctives nécessaires pour remédier aux lacunes d'apprentissage peuvent ne pas être mises en œuvre dans les classes avancées du primaire.
Par ailleurs, d'autres insuffisances peuvent apparaître au niveau du collège, qu'il s'agisse de la pertinence des programmes, des stratégies pédagogiques ou du niveau de compétence des enseignants. Ces éléments doivent être pris en considération pour une évaluation globale de la qualité des systèmes éducatifs..

2.1.2. Pauvreté de l'apprentissage : La question de la compétence en lecture ne se limite pas aux élèves inscrits dans l'enseignement de base, mais s'étend également aux enfants non scolarisés. Ces derniers, privés dès le départ de l'opportunité d'apprendre à lire, nécessitent un environnement adapté leur permettant d'acquérir les compétences de vie fondamentales, indispensables pour communiquer avec autrui et s'adapter aux exigences de la vie contemporaine dans divers domaines. L'ensemble des groupes dépourvus d'alphabétisation élémentaire a été mis en évidence par l'indice de « Learning Poverty », lancé en 2019 par la Banque mondiale et l'Institut de statistique de l'UNESCO. Cet indicateur multidimensionnel met en lumière la crise mondiale de l'apprentissage, en particulier dans le domaine de la lecture. Il vise à mesurer la proportion d'enfants âgés de dix ans incapables de lire et de comprendre un texte simple. Le taux de « Learning Poverty » combine deux dimensions :
- La proportion d'enfants en âge d'être scolarisés au primaire mais qui ne le sont pas, définis comme privés d'éducation.
- La proportion d'élèves scolarisés dont les compétences en lecture sont inférieures au minimum requis, définis comme dépourvus d'apprentissage.

Cet indicateur revêt une importance majeure pour les systèmes éducatifs, car les compétences en lecture constituent la porte d'entrée vers l'acquisition de l'ensemble des autres compétences. Un taux élevé de pauvreté d'apprentissage est l'un des premiers signes de l'échec des systèmes éducatifs à garantir aux enfants le développement des compétences de base essentielles, et révèle la nécessité d'une réorientation des politiques éducatives. En 2019, le taux moyen mondial de pauvreté d'apprentissage dans les pays à revenu faible et intermédiaire s'élevait à 57 %. Les indicateurs mondiaux montrent que la pandémie de COVID-19 a provoqué une augmentation significative de ce taux, atteignant environ 70 %, soit 7 enfants sur 10 souffrants de pauvreté éducative (World Bank, UNESCO, UNICEF, FCDO & USAID, 2021).
Le tableau 33 présente les taux de pauvreté d' apprentissage dans un certain nombre de pays arabes. Ces estimations, produites en 2022 par l'UNESCO en coopération avec plusieurs organismes internationaux spécialisés dans l'éducation, reposent sur la disponibilité des données et des informations dans chaque pays. Elles distinguent :
- Les opportunités d'apprentissage offertes par l'école (accès et scolarisation).
- Les enfants privés d'apprentissage réel, c'est-à-dire ceux qui, bien qu'inscrits, n'acquièrent pas les compétences minimales en lecture..

Tableau 33 : Taux de privation d'éducation, de privation d'apprentissage et de pauvreté d'apprentissage dans les États arabes

PAYS	Pauvreté d'apprentissage Learning Poverty	Déni d'apprentissage Learning-Deprived	Privation d'éducation Schooling-Deprived
Émirats arabes unis	32.8	32.4	0.6
Bahreïn	32.1	30.6	2.1
Qatar	35.7	33.8	2.8
Arabie saoudite	38.2	36.7	2.5
Koweït	51.1	49.4	3.4
Oman	41.8	40.9	1.4
Libye	Données non disponibles		
Algérie	67.9	66.5	4.1
Jordanie	62.5	50	25.1
Tunisie	65.5	65.1	1.2
Égypte	69.6	69.2	1.4
Liban	Données non disponibles		
Palestine	Données non disponibles		
Maroc	64.9	63.8	3.1
Irak	Données non disponibles		
Comores	86	82.3	20.8
Syrie	Données non disponibles		
Mauritanie	94.8	92.9	25.8
Soudan	Données non disponibles		
Djibouti	Données non disponibles		
Yémen	94.7	93.5	17.8
Somalie	Données non disponibles		
Pauvreté d'apprentissage moyenne en Afrique du Nord et en Asie occidentale			**70.0**
La pauvreté d'apprentissage moyenne du monde			**64.3**

Source: World Band, UNESCO, UNECIEF, FCDO & USAID, 2021

Les indicateurs du tableau précédent mettent en évidence trois situations distinctes, correspondant à trois groupes d' États arabes :

Premier cas : les pays du CCG : Dans ce groupe, les taux de pauvreté d'apprentissage varient entre 32% et 51%. Les données montrent que la privation d'apprentissage (de 30% à 49%) est nettement plus élevée que le taux de privation d'éducation (de 0,6% à 3,4%). Cela suggère que ces pays ont pratiquement réussi à garantir l'accès à l'éducation pour la majorité des enfants d'âge scolaire. Toutefois, une proportion importante de ces élèves n'acquiert pas les compétences fondamentales en lecture, ce qui limite également l'apprentissage d'autres compétences de base telles que le calcul, les sciences et les compétences de vie. Ces difficultés d'apprentissage ne sont pas toujours détectées à temps ou ne font pas l'objet d'interventions correctives adéquates.

Deuxième cas : les pays d'Afrique du Nord : ce groupe comprend l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Les taux de pauvreté éducative y sont particulièrement élevés, oscillant entre 65% et 70%. Les indicateurs de privation d'éducation et de privation d'apprentissage présentent des similitudes avec ceux observés dans les pays du CCG : les taux de privation d'éducation se situent entre 1,2% et 4,1%, tandis que les taux de privation d'apprentissage atteignent 65 % à 70 %. Ces résultats révèlent des dysfonctionnements dans les processus éducatifs au sein des écoles, qui doivent être identifiés et corrigés afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de réduire la pauvreté d'apprentissage..

Troisième cas : les pays à très forte pauvreté d'apprentissage

Ce groupe comprend la Jordanie, les Comores, la Mauritanie et le Yémen, où les taux de pauvreté d'apprentissage varient entre 62% et 95%. Les indicateurs de privation éducative révèlent que les opportunités scolaires ne sont pas accessibles à tous les enfants en âge d'être scolarisés, avec des taux de privation éducative allant de 17,8% à 25,8%. Parallèlement, les taux de privation d'apprentissage sont particulièrement élevés, allant de 62,5% en Jordanie à 94,8% en Mauritanie, ce qui traduit une faiblesse structurelle des processus éducatifs dans les écoles de ces pays.

Face à cette crise mondiale de l'éducation, l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale ont uni leurs efforts pour fournir conseils et appui aux pays concernés. Ils ont élaboré le Cadre d'action rapide (RAPID), destiné à aider les États à sortir de la pauvreté éducative. L'objectif à long terme fixé pour les pays à revenu faible et intermédiaire est de réduire de moitié la pauvreté éducative d'ici 2030, soit atteindre une moyenne de 42% (World Bank, UNESCO, UNICEF, FCDO & USAID, 2021, p. 33).

2.1.3. Niveau de compétence en mathématiques : Les mathématiques constituent un véritable pont vers l'acquisition de diverses compétences cognitives, telles que l'analyse, la mise en relation et l'évaluation de l'information, ainsi que la pensée critique. Elles favorisent également l'apprentissage de compétences de vie contemporaines, notamment la résolution de problèmes, la capacité à relever des défis et la recherche de solutions créatives. De ce fait, l'indicateur de la compétence des apprenants en mathématiques revêt une importance particulière pour le système éducatif. En effet, si celui-ci n'est pas en mesure de qualifier les enfants dès leur jeune âge à maîtriser les bases des mathématiques, il ne pourra pas les préparer à l'apprentissage des disciplines associées. Cette insuffisance se répercutera sur les résultats éducatifs et, par extension, sur les effets de l'éducation dans la société.

Compte tenu de l'importance de cette dimension, l'indice de compétence en mathématiques a été intégré à l'indice de compétence en lecture pour former un objectif unique visant la réalisation de la cible 4.1.1 des Objectifs de développement durable (ODD) de l'éducation à l'horizon 2030. Celle-ci stipule : « Mesurer la proportion d'enfants et de jeunes (a) en deuxième/troisième année ; (b) à la fin du cycle primaire ; (c) à la fin du premier cycle du secondaire, atteignant au moins le niveau minimum de compétence en lecture et en mathématiques, par sexe » (UNESCO, 2016, p. 74).

Le tableau 34 présente les niveaux de performance des apprenants en mathématiques dans un certain nombre de pays arabes, offrant ainsi une lecture comparative des acquis dans cette discipline fondamentale.

Tableau 34 : Niveau de compétence en mathématiques dans les pays arabes (%)

	L'année	Enseignement primaire	L'année	Enseignement préparatoire
Émirats arabes unis	2023	60.0	2023	55.0
Bahreïn	2023	45.0	2023	30.0
Qatar	2023	46.0	2023	40.0
Arabie saoudite	2023	29.0	2023	30.0
Koweït	2023	22.0	2023	21.0
Oman	2023	29.0	2023	24.0
Libye	Données non disponibles			
Algérie	Données non disponibles			
Jordanie	2023	32.0	2022	17.1
Tunisie	Données non disponibles			
Égypte	Données non disponibles		2019	26.8
Liban	Données non disponibles		2019	26.8
Palestine	Données non disponibles		2023	16.0
Maroc	2023	22.0	2022	18.4
Irak	Données non disponibles			
Comores	Données non disponibles			
Syrie	Données non disponibles			
Mauritanie	Données non disponibles			
Soudan	Données non disponibles			
Djibouti	Données non disponibles			
Yémen	Données non disponibles			
Somalie	Données non disponibles			
Valeurs de référence mondiales en 2030	**76%**		**66%**	

Source: UNESCO Institute Of Statistics UIS, 2024a
Source des valeurs de références globales pour 2030: UNESCO Institute Of Statistics UIS, 2021

L'analyse des données du tableau montre que le taux de maîtrise des apprenants en mathématiques, aux niveaux élémentaire et préparatoire, demeure inférieur à celui observé en lecture dans l'ensemble

des pays arabes (voir tableau 32). La disparité entre les deux disciplines apparaît plus marquée au niveau primaire qu'au niveau préparatoire. Cela suggère que les élèves parviennent plus aisément à acquérir les compétences de lecture que celles en mathématiques durant les premières étapes de leur scolarité, et que cet écart tend à se réduire au collège. Cette différence peut être attribuée, en partie, à la nature des programmes de mathématiques et à la manière dont ils sont enseignés, laquelle diffère du processus d'apprentissage de la langue et de ses usages précoces. Il ressort également que le meilleur niveau enregistré reste inférieur à la valeur standard mondiale. Les Émirats arabes unis affichent le taux le plus élevé (60 %), tandis que le Royaume du Maroc, bien qu'en tête pour le nombre d'heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences (voir tableau 4-6), présente un niveau de compétence en mathématiques nettement plus faible au primaire (22 %).
Au niveau primaire, les taux de compétence en mathématiques sont particulièrement bas : 32 % en Jordanie, 29 % en Arabie saoudite et à Oman, 22 % au Koweït et au Maroc. Au niveau préparatoire, la maîtrise des étudiants en mathématiques reste généralement inférieure à 40 %, à l'exception des Émirats arabes unis où 55 % des élèves atteignent le niveau minimal requis. Les taux chutent à 40 % au Qatar, 30 % à Bahreïn et en Arabie saoudite, 26,8 % en Égypte et au Liban, et à moins de 25 % au Koweït, à Oman, en Jordanie, en Palestine et au Maroc.

2. 2 Résultats de l'apprentissage

Ces résultats scolaires concernent les effets à court et moyen terme des acquis. Les indicateurs spécifiques aux résultats scolaires (Outcomes) peuvent être suivis selon deux axes : le premier axe est l'enseignement supérieur, et dans quelle mesure les acquis scolaires peuvent répondre aux exigences de l'enseignement supérieur ou s'ils nécessiteront une formation ou des cours spécifiques pour aider les élèves à poursuivre leurs études. La deuxième voie est celle du marché du travail, et il peut être difficile de déterminer dans quelle mesure le marché du travail accepte ces résultats à partir des taux de chômage sur le marché du travail, car la structure du marché du travail et des professions détermine souvent les taux d'emploi et les salaires versés, ainsi que les programmes de formation professionnelle disponibles avant ou pendant le service.
La traduction pratique actuellement disponible pour évaluer l'efficacité des résultats de l'éducation du point de vue de l'acquisition de compétences fonctionnelles consiste à mesurer la compétitivité de ces résultats au niveau national, régional et mondial. Les évaluations internationales à grande échelle (Cross-national Assessment) constituent une source importante pour révéler la valeur concurrentielle des ressources humaines à différents stades de l'éducation. Ces évaluations sont mises en œuvre à l'échelle internationale par des organisations ou des organismes internationaux reconnus. Elles visent à évaluer les performances des élèves de différents pays du monde dans un ensemble de connaissances, de compétences et d'aptitudes dans plusieurs matières, notamment la lecture, les mathématiques et les sciences. En calculant la moyenne des performances des élèves dans chaque pays, il est possible de comparer les pays entre eux et d'aider les systèmes éducatifs à redéfinir leurs politiques et leurs programmes éducatifs et à améliorer les processus d'enseignement afin que leurs résultats soient compétitifs et puissent contribuer efficacement à leurs communautés dans différents domaines. Ce type d'évaluation est un outil essentiel pour évaluer la qualité et l'efficacité des systèmes éducatifs. Grâce aux indicateurs qu'il fournit, il permet de connaître la carte mondiale de l'apprentissage et la position de chaque pays sur cette carte. Un nombre limité de pays arabes participent à ces évaluations. Certains participent au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui fournit une évaluation complète des résultats scolaires et contribue à enrichir les politiques éducatives et à rationaliser les décisions concernant les efforts en cours pour améliorer la qualité de l'éducation. D'autres participent au programme TIMSS (Tendances internationales en mathématiques et en sciences). Les résultats obtenus par les pays arabes participants donneront une image de l'efficacité de l'éducation à court et moyen terme.

2. 2.1 Résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) est mis en œuvre tous les trois ans par l'OCDE. Il évalue les compétences des élèves âgés de 15 à 16 ans, inscrits à l'école et ayant

accompli au moins six années d'éducation formelle, quel que soit le type d'établissement fréquenté. Les domaines évalués sont la lecture en langue maternelle, les mathématiques et les sciences. PISA ne se limite pas à mesurer la capacité des élèves à reproduire ce qu'ils ont appris à l'école. Il vise à évaluer leur aptitude à extrapoler leurs connaissances, à penser au-delà des frontières disciplinaires, à appliquer leurs acquis de manière créative dans de nouvelles situations, et à mobiliser des stratégies d'apprentissage efficaces (OCDE, 2023b). Les résultats de l'édition PISA 2022 reflètent la période suivant la pandémie de COVID-19, qui a profondément affecté l'éducation à l'échelle mondiale. Ils révèlent une baisse sans précédent des performances dans l'ensemble des pays de l'OCDE par rapport à 2018 : une diminution moyenne de 10 points en lecture et de 15 points en mathématiques.
Cette baisse équivaut à environ trois quarts d'une année scolaire complète. Toutefois, le rapport souligne que le recul en mathématiques avait déjà commencé avant la pandémie, ce qui indique que la crise sanitaire n'est pas l'unique facteur explicatif. (OCDE, 2023b, P : 3).

Le tableau 35 présente les résultats obtenus par les pays arabes dans le cadre du cycle PISA 2022, pour les trois domaines évalués : lecture, mathématiques et sciences.

Tableau 35 : Scores moyens des étudiants participant au calendrier de Pise 2022 dans les pays arabes (31)

	Sciences		Mathématiques		Lecture	
	Différence garçons - des filles	Scores moyens	Différence garçons - des filles	Scores moyens	Différence garçons - des filles	Scores moyens
Émirats arabes unis	-17	432	-7	431	-45	**417**
Qatar	-21	432	-8	414	-40	**419**
Arabie saoudite	-15	390	2	383	-33	**489**
Jordanie	-33	375	-15	361	-46	**342**
Palestine	-30	369	-16	366	-49	**349**
Maroc	-9	365	-4	365	-22	**339**
Scores moyens de l'OCDE		**485**		**472**		476
Le signe négatif dans la colonne différence entre garçons et filles indique un résultats en faveur des filles						

Source: OECD, 2023b, Table I.3

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessus montrent que le niveau de compétences acquises en lecture, en mathématiques et en sciences chez les élèves âgés de 15 ans, ou au niveau préparatoire, dans les pays arabes demeure inférieur à la moyenne globale observée dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
En Arabie saoudite, les performances en lecture apparaissent comme les meilleures parmi les pays arabes, les élèves se situant au troisième niveau de compétence. Toutefois, le niveau général des étudiants dans ce pays retombe au premier niveau en mathématiques et en sciences. Les Émirats arabes unis obtiennent des résultats correspondant au deuxième niveau de compétence dans

31 Il n'y a pas de score minimum ou maximum dans le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA); Les résultats sont mesurés de manière à correspondre approximativement aux distributions normales, les pays de l'OCDE ayant une moyenne d'environ 500 points, les indicateurs étant divisés en six niveaux de compétence, et le deuxième niveau est le niveau de performance de base pour chacun des trois domaines (mathématiques, sciences et lecture). il s'agit également du niveau minimum de compétence en lecture et en mathématiques attendu pour les élèves de fin de collège, approuvé pour le suivi des objectifs de développement durable liés à l'éducation tels que définis dans la cible 4.1. Le score minimum dans ce niveau est – 420 – 410 pour la lecture, les mathématiques et les sciences respectivement (OCDE, 1.3B, tableaux : 2.407, 1.3.3 & 1.3.4) .

l'ensemble des matières évaluées (lecture, mathématiques et sciences). Ils sont suivis par le Qatar, dont les élèves atteignent le deuxième niveau en lecture et en sciences, mais restent au premier niveau (a) en mathématiques. Dans les autres pays arabes participants, les résultats se situent au premier niveau de compétence (a), ce qui demeure inférieur au minimum requis en lecture, en mathématiques et en sciences. Dans les six pays arabes, les filles surpassent les garçons en lecture, avec une grande différence entre les notes moyennes des hommes et celles des femmes dans cette matière, puis vient la science où les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons, mais la valeur des différences est inférieure à celle des scores en lecture. Les différences en mathématiques sont faibles, sauf pour l'Arabie saoudite, où la différence en faveur des garçons n'est que de deux degrés.

Bien que le nombre de pays arabes dont les résultats des élèves sont présentés demeure restreint − pas plus de six − et ne puisse, à lui seul, refléter l'état global de l'éducation dans la région, les données disponibles, mises en relation avec les indicateurs éducatifs relatifs aux processus pédagogiques exposés dans la section précédente, permettent néanmoins de tracer un tableau représentatif des acquis scolaires dans ces pays. Les États arabes ayant participé au programme d'évaluation PISA figurent en effet parmi ceux qui ont fourni des indicateurs éducatifs laissant entrevoir l'existence de pratiques pédagogiques prometteuses au sein de leurs établissements. Toutefois, replacés dans le cadre des comparaisons internationales, ces résultats apparaissent en deçà des attentes. Ils constituent un signal révélateur de la réalité des pratiques scolaires : la nature des contenus effectivement proposés aux élèves, les modalités de leur transmission, ainsi que les approches pédagogiques dominantes. Ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi les élèves arabes obtiennent des performances inférieures à celles de leurs pairs dans d' autres régions du monde..

2. 2. 2 Résultats scolaires dans le cadre du programme international d'évaluation des compétences en lecture (PIRLS) et en mathématiques et sciences (TIMSS):

Cette étude est pilotée par la International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA). Elle porte sur l'évaluation de la littératie (PIRLS) ainsi que des compétences en mathématiques et en sciences (TIMSS). L'évaluation PIRLS est réalisée tous les cinq ans et concerne les élèves de quatrième année en lecture, tandis que l'évaluation TIMSS est conduite tous les quatre ans et s'adresse aux élèves de quatrième et de huitième année en mathématiques et en sciences.

Le cadre de l'évaluation en lecture couvre les connaissances et les informations liées à la compréhension écrite, et teste la capacité des élèves à se souvenir, comprendre, organiser et évaluer les textes. L'évaluation en mathématiques et en sciences, quant à elle, s'articule autour de trois domaines principaux : les connaissances, l'application et le raisonnement. Les résultats sont exprimés sur une échelle allant de 300 à 700 points, et les niveaux de performance sont répartis en quatre catégories : Avancé : 625 points, élevé : 550 points, Intermédiaire : 475 points et Faible : 400 points. Un score de 500 points constitue le point de référence central, utilisé comme repère constant d'une évaluation à l'autre (IEA, 2023b).

Le tableau 36 présente les notes moyennes des élèves de quatrième année en lecture, ainsi que celles des élèves de quatrième et de huitième année en mathématiques et en sciences. Au total, onze pays arabes ont participé à cette évaluation.

Tableau 36 : Scores moyens pour les pays arabes participant au calendrier Perls 2021 et Timss 2023

	Science Grade8		Science Grade4		Mathématiques Grade8		Mathématiques Grade4		Lecture Grade4	
	Scores moyens	Différence Garçons - Filles	Scores moyens	Différence Garçons - Filles	Scores moyens	Différence Garçons - Filles	Scores moyens	Différence Garçons - Filles	Scores moyens	Différence Garçons - Filles
Émirats arabes unis	486	-5	595	1	489	13	498	14	483	-29
Bahreïn	452	-39	475	-32	426	-9	462	-8	458	-49
Qatar	481	-13	472	3	451	7	464	21	485	-17
Arabie saoudite	419	-36	428	-32	397	-4	420	3	449	-35
Koweït	420	-29	373	-20	399	2	383	8		
Oman	456	-38	433	-13	411	-15	421	1	429	-36
Jordanie	413	-21	418	-22	388	-11	427	-9	381	-36
Égypte	389	Données non disponibles	Données non disponibles		413	Données non disponibles	Données non disponibles		378	-16
Liban	377				429		Données non disponibles			
Palestine	393	-35			382	-19	Données non disponibles			
Maroc	327	-1	390	-13	378	7	393	2	372	-33
Moyenne globale	**478**	**-3**	**494**	**-1**	**478**	**6**	**503**	**11**	**500**	
La référence négative dans les données sur la différence entre hommes et femmes est en faveur des filles										
Niveaux de compétences	**Niveau rudimentaire (400)**		**Niveau intermédiaire (475)**		**Niveau élevé (550)**		**Niveau avancé (625)**			

Sources concernant la lecture: International Association For The Evaluation Of Educational Achievement (IAE), 2021
Source concernant les mathématiques et les sciences: International Association For The Evaluation Of Educational Achievement (IAE), 2023b

Le tableau précédent montre que les pays arabes participants se situent nettement en deçà de la moyenne mondiale en ce qui concerne l'atteinte des indices de compétence en lecture, en mathématiques et en sciences aux niveaux de la quatrième et de la huitième année. Les Émirats arabes unis se distinguent par des résultats supérieurs à ceux de leurs pairs : les élèves de quatrième année y atteignent un niveau plus élevé en sciences et un niveau intermédiaire en lecture, tandis que les performances en sciences se maintiennent au même niveau en quatrième et en huitième année. Bahreïn et Qatar obtiennent également des résultats moyens en sciences − en quatrième année pour Bahreïn et en huitième année pour le Qatar. Par ailleurs, le Qatar atteint un niveau moyen en lecture pour les élèves de quatrième année. Les autres pays arabes participants affichent des niveaux plus faibles, souvent inférieurs aux attentes dans ces disciplines.
De manière générale, une supériorité des filles par rapport aux garçons est observée, particulièrement en lecture et en sciences, où l'écart est plus marqué que dans les mathématiques. Dans ces dernières, les garçons surpassent les filles dans plusieurs pays, avec des différences significatives notamment aux Émirats arabes unis et au Qatar. Ces résultats soulèvent des interrogations quant à la qualité des processus éducatifs dans les systèmes scolaires arabes. Alors que les intrants éducatifs − comme l'ont montré les indicateurs précédents et les processus décrits dans la première partie − semblaient traduire une volonté d'assurer une éducation de qualité, les résultats obtenus reflètent une réalité contraire aux attentes. Les conclusions de ces évaluations doivent donc être exploitées de manière rigoureuse afin d'identifier et de corriger les faiblesses d'apprentissage sous-jacentes.

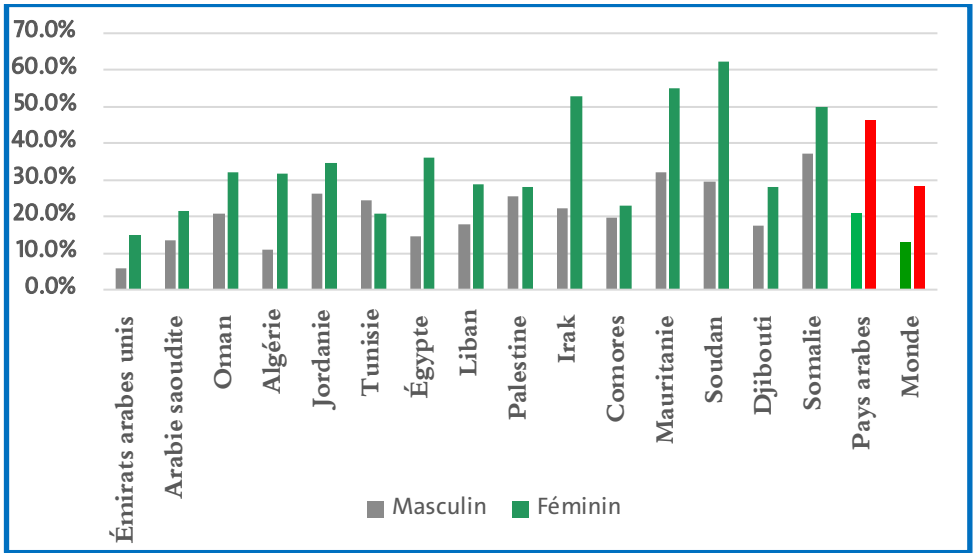
2. 3 Impact de l'apprentissage

Il constitue un indicateur de niveau à long terme. Il reflète les effets, positifs ou négatifs, prévus ou imprévus, que l'éducation engendre sur les résultats scolaires et sur la société dans son ensemble (OCDE, 2022). Les retombées de l'éducation se manifestent à la fois au niveau individuel et au niveau communautaire. Elles se traduisent notamment par des effets économiques et sociaux, par les taux d'emploi des diplômés sur le marché du travail, par le niveau d'instruction des membres de la communauté, ainsi que par leurs acquis en connaissances et en compétences. Ces acquis contribuent directement au bien-être social et à la cohésion communautaire, renforçant ainsi la capacité des sociétés à évoluer et à prospérer.

2. 3. 1 Jeunes non inscrits dans l'emploi, l'éducation ou la formation : La première empreinte économique de l'éducation dans la société apparaît lorsque des groupes d'apprenants quittent le système éducatif pour s'engager dans l'enseignement supérieur, profitant des opportunités offertes par les instituts spécialisés, les universités ou autres établissements. Sur le marché du travail, en revanche, les opportunités demeurent limitées et ne sont accessibles qu'à ceux qui disposent des compétences concurrentielles exigées par les institutions qui structurent et régulent ce marché.

L'Agenda 2030 pour le développement durable a abordé certains aspects de la relation entre l'économie et l'éducation dans son sous-objectif 4.6, qui stipule : « Réduire considérablement la proportion de jeunes non inscrits à un emploi, à l'éducation ou à une formation d'ici 2030 » (Nations Unies, 2015). La mesure de l'atteinte de cet objectif repose sur l'estimation de la proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne sont pas inclus dans l'indice NEET (Not in Employment, Education or Training)[32]. Cet indicateur revêt une importance particulière pour chaque pays, car il permet de suivre, à l'aide de données fiables, la part des jeunes exclus du marché du travail pour diverses raisons, tout en distinguant ceux qui, bien qu'en dehors de l'emploi, poursuivent une éducation ou une formation afin de développer leurs compétences et qualifications.

La figure 34 illustre la répartition des jeunes hommes et femmes sans emploi, ni éducation ni formation dans les États arabes, telle qu'elle a été observée et suivie par les organismes internationaux compétents. L'annexe (4-4) présente également ces pourcentages par sexe. [33]



Source: World Bank, 2025b. Exepté: ILO, 2025

Figure 34 : Pourcentage de jeunes qui sont sans emploi ou sans éducation ou formation dans les pays arabes

La figure ci-dessus montre que le taux moyen de jeunes arabes sans emploi, ni éducation ni formation (NEET) est nettement supérieur à la moyenne mondiale, bien qu'il existe une disparité notable entre les différents États arabes. Ce taux atteint ses niveaux les plus élevés en Somalie pour les hommes, ainsi qu'au Soudan, en Mauritanie et en Iraq, tandis que la proportion des femmes demeure largement supérieure à celle des hommes. Même si les taux observés dans le reste des pays arabes sont relativement plus faibles, ils restent néanmoins élevés, dépassant souvent les 20 %, ce qui constitue une proportion significative. Cette situation révèle l'existence d'un problème structurel dans la relation entre le système éducatif et le marché du travail. Elle souligne la nécessité d'identifier les causes profondes de cette inadéquation et de mettre en place des solutions permettant au système

[32] Le chapitre V du présent rapport sera consacré à l'enseignement universitaire.
[33] - Youth Not in Employment, Education or Training

éducatif de préparer les générations futures aux compétences requises sur le marché du travail, afin d'assurer une productivité accrue.
Ces indicateurs invitent les systèmes éducatifs à reconsidérer leurs objectifs et leurs programmes de manière à répondre aux besoins de l'économie moderne. Ils appellent à une planification stratégique à long terme, à l'ouverture d'options pratiques et à la mise en place d'expériences formatrices pour les apprenants, en adéquation avec les exigences du développement et les mutations rapides du monde du travail. Dans cette perspective, et afin de parvenir au développement durable des sociétés, l'UNESCO a appelé la communauté éducative internationale à adopter une nouvelle vision de l'éducation, orientée vers des compétences durables compatibles avec les réalités du XXIe siècle. Cela implique l'intégration dans les programmes scolaires de compétences d'avenir telles que la pensée critique et innovante, les compétences interpersonnelles (communication, travail d'équipe, coopération), les compétences personnelles (flexibilité, capacité d'apprentissage, discipline, motivation), ainsi que la maîtrise de l'information et des technologies. À cela s'ajoute la promotion d'une citoyenneté mondiale, fondée sur le respect de la diversité, la contribution à la société, la compréhension et le respect des cultures, la responsabilité, le sentiment d'appartenance et d'autres valeurs humaines essentielles (UNESCO, 2022a).

2. 3. 2 Rendement économique moyen de l'éducation: À long terme, les études scientifiques se sont concentrées sur les rendements de l'éducation, entendus comme l'ensemble des avantages que la société retire de l'accroissement de son stock de capital humain. Le taux de rendement de l'éducation est directement lié au nombre moyen d'années de scolarité des membres d'une communauté. Les recherches montrent en effet que les niveaux de productivité des individus, exprimés à travers la valeur de leur salaire annuel, dépendent à la fois du nombre d'années d'éducation suivies et de la qualité de l'enseignement reçu. Les résultats des travaux portant sur les rendements sociaux et économiques de l'éducation, fondés sur une base de données regroupant 705 observations couvrant la période de 1950 à 2014, indiquent que le taux de rendement moyen pour chaque année supplémentaire de scolarité est de 8,8%. Ce taux s'est révélé remarquablement stable au fil des décennies (Psacharopoulos & Patrinos, 2018).

Dans une étude scientifique publiée par le Journal of Economic Development (Economic Development Review) sur les tendances des rendements éducatifs dans les pays arabes, des chercheurs ont mené une analyse approfondie de seize études réalisées entre 2004 et 2014. Les résultats ont ensuite été comparés aux tendances mondiales, ce qui a permis de dégager un ensemble de conclusions générales, parmi lesquelles :
- Globalement, le taux de rendement de l'éducation dans les pays arabes demeure inférieur à la moyenne mondiale (6,7% contre 10%).
· Le taux de rendement des hommes est inférieur à celui des femmes, ce qui correspond aux tendances observées à l'échelle internationale.
- Le taux de rendement de l'enseignement primaire et secondaire est plus faible dans les pays arabes que dans le reste du monde, atteignant 3,8% contre 10,6% pour le primaire et 6,% contre 7,2% pour le secondaire.
- Le taux de rendement de l'éducation dans les pays arabes tend à augmenter avec le nombre moyen d'années de scolarité, un résultat qui contraste avec les tendances mondiales (Boutayeba & Alazmi, 2018).
Le tableau 37 illustre la rentabilité moyenne de l'éducation pour un certain nombre de pays arabes, selon les différents niveaux d'enseignement.

Tableau 37 : Rendement moyen de l'éducation aux niveaux primaire et secondaire dans un certain nombre de pays arabes

	Rendement moyen au cycle primaire	Rendement moyen au cycle secondaire
Koweït	3.0	7.0
Oman	4.7	7.9
Algérie	1.5	8.9
Jordanie	1.4	1.4
Liban	5.6	2.6
Maroc	4.2	8.5
Mauritanie	-1.0	8.1
Soudan	4.4	7.3
Djibouti	10.0	10.8
Pays arabes	3.8	6.8
Moyenne mondiale	10.6	7.2

Source: Boutayeba & Alazmi, 2018

2. 4 Conclusions importantes

La partie précédente a présenté un ensemble d'indicateurs éducatifs liés aux résultats de l'éducation, répartis en trois étapes. La première correspond au moment où les étudiants obtiennent leur diplôme du système éducatif, et concerne le degré de maîtrise des connaissances et compétences de base conformément aux normes fixées par les programmes scolaires. La deuxième étape s'intéresse à la manière dont les acquis des étudiants leur permettent soit de poursuivre de nouveaux processus d'apprentissage, soit de s'insérer sur le marché du travail. Enfin, la troisième étape examine la contribution à long terme des résultats de l'éducation au développement social, économique et politique.

Cette section met en évidence la rareté des données disponibles concernant les indicateurs de résultats et les acquis éducatifs. Les informations existantes proviennent essentiellement de rapports internationaux et d'études d'évaluation éducative. Cette situation souligne la nécessité, pour les systèmes éducatifs des pays arabes, d'accorder une attention particulière à ces indicateurs et de renforcer leurs efforts futurs afin de suivre systématiquement les éléments qui leur sont liés.

Dans le but d'identifier les tendances générales de la qualité de l'éducation selon cette dimension, les pays arabes ont été classés en fonction des valeurs normatives de ces indicateurs, telles qu'elles apparaissent dans les comparaisons internationales et mondiales. Ces résultats sont synthétisés dans le tableau 38, qui regroupe un ensemble de treize indicateurs..

Tableau 38 : Les valeurs standard adoptées pour la classification des indicateurs de résultats de l'éducation dans les pays arabes

Indicateur éducatif	La valeur standard	Source de la valeur standard
Niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire %	64%	Valeur standard moyenne pour les États arabes en 2025.
Niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire %	66%	Valeur standard moyenne pour les États arabes en 2025.
Pauvreté d'apprentissage	Moins de 52 %	Norme mondiale de l'UNESCO pour 2030 = 42 +10 % pour 2025
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire %	71%	Valeurs de référence mondiales en 2030 = 76 %-5 % pour 2025)
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	61%	Valeurs de référence mondiales en 2030 = 66 %-5 % pour 2025)
Scores moyens en lecture dans le calendrier de Pise	476	La note moyenne du programme de lecture Pisa
Scores moyens en mathématiques dans le calendrier de Pise	472	La note moyenne du programme de mathématiques de Pise
Notes moyennes en sciences dans le calendrier de Pise	485	Diplômes moyens du programme scientifique de Pise
Scores moyens en lecture pour la quatrième année dans le calendrier de Perls	500	La marque centrale des diplômes dans le programme de Perls
Notes moyennes en mathématiques pour la quatrième année dans le calendrier de Thames	503	Moyenne globale des résultats dans le calendrier Thames
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans le calendrier Thames	478	
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	494	
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans le calendrier d'excellence	478	
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	20.4%	Le pourcentage mondial moyen en 2025
L'atteinte par chaque pays arabe des valeurs standard des indicateurs constitue le minimum requis pour établir une classification fiable de ces pays en fonction de leur niveau de réalisation		

Chacun des indicateurs, ainsi que chaque pays, a été analysé en fonction des valeurs normatives présentées dans le tableau. Les indicateurs ayant atteint ces valeurs de référence ont été classés et détaillés dans les annexes (4 à 6) consacrées aux résultats éducatifs. La figure 35 illustre le classement des pays arabes selon cette lecture, mettant en évidence leur position relative par rapport aux standards internationaux.

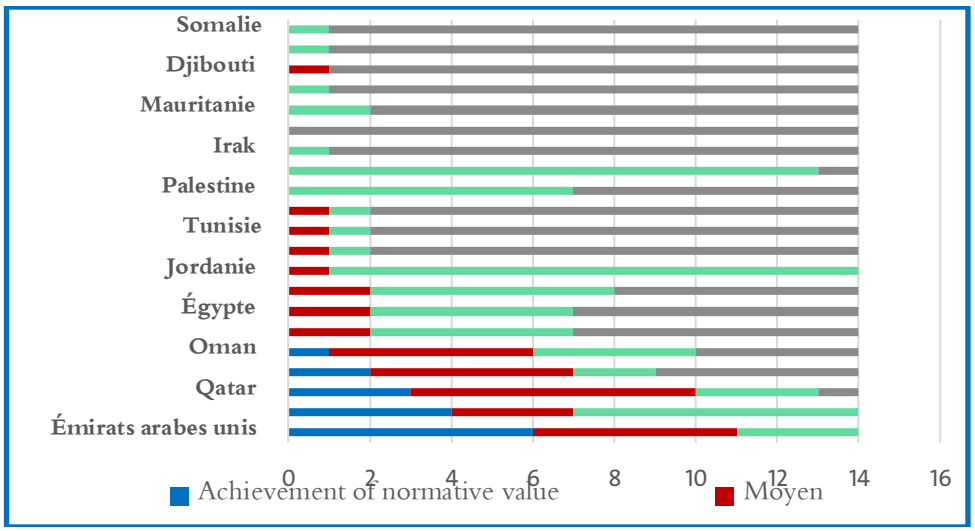


Figure 35 : Classification des pays arabes selon l'atteinte des valeurs standard des indicateurs de résultat de l'éducation

La figure ci-dessus illustre la diminution du niveau de réalisation des valeurs normatives relatives aux résultats éducatifs, par rapport au degré de réalisation des valeurs normatives liées aux processus éducatifs. Elle met également en évidence le pourcentage élevé de données manquantes dans ce domaine, ce qui confirme la nécessité, pour les pays arabes, de mettre en place un système d'information et des bases de données fiables. En effet, des études de cette ampleur et de cette qualité ne peuvent être menées sans la disponibilité de données précises et crédibles concernant à la fois les processus et les résultats de l'éducation. À partir de la figure ci-dessus, il est possible de classer les pays arabes en quatre groupes distincts, selon leur niveau de réalisation des valeurs normatives en matière de résultats éducatifs.

Le premier groupe est constitué des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui ont atteint la plupart des valeurs normatives en matière de résultats éducatifs. Ce groupe est mené par les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Bahreïn et Oman. Ces pays ont obtenu un niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire supérieur aux valeurs de référence fixées pour cet indicateur. L'indice de pauvreté d'apprentissage y demeure également inférieur au seuil mondial défini par l'UNESCO comme objectif à atteindre d'ici 2030. Ces pays ont enregistré de bons résultats en lecture moyenne pour la quatrième année dans le cadre du calendrier PIRLS, se situant à proximité de la valeur centrale (500). Ils ont également obtenu des résultats satisfaisants en mathématiques pour la huitième année, ainsi qu'en sciences pour la quatrième et la huitième année dans le cadre du calendrier TIMSS.
En revanche, le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement secondaire du premier cycle, ainsi que les indicateurs de performance en mathématiques dans l'enseignement primaire et secondaire du premier cycle, restent en deçà du niveau mondial attendu. La référence au tableau 21 montre que le nombre annuel d'heures consacrées à la lecture au niveau préparatoire est inférieur à celui de l'enseignement primaire, et que les heures annuelles d'enseignement des mathématiques sont également plus faibles au niveau préparatoire qu'au primaire. Ce facteur peut contribuer à expliquer la moindre efficacité des performances des élèves dans ces disciplines.

Le deuxième groupe se compose de pays qui n'ont pas réussi à atteindre la majorité des indicateurs de résultats d'apprentissage selon les valeurs normatives fixées. Ce groupe inclut le Koweït − seul pays du Conseil de coopération du Golfe concerné − ainsi que l'Algérie, la Jordanie, le liban, l'Egypte, la Tunisie et les Comores. Un certain nombre de ces pays, notamment la Jordanie, l'Égypte et la Tunisie, accusent également un retard par rapport aux indicateurs des processus d'apprentissage, ce qui suggère que divers facteurs et variables influencent négativement l'impact des processus éducatifs sur les résultats. Il est toutefois à noter que la plupart des indicateurs relatifs aux processus éducatifs dans ces pays restent proches de ceux observés dans les pays du CCG : les enseignants y travaillent avec un taux de quorum similaire, et l'on observe également une convergence en termes de densité des classes et de ratio élèves/enseignant.
La recherche de ces variables nécessite une analyse approfondie du fonctionnement des processus éducatifs dans ces pays, afin de mieux comprendre ce qui se passe au sein des écoles et des classes, et d'identifier les éléments qui influencent la qualité des résultats d'apprentissage. Il convient également de souligner que ce groupe comprend des pays qui n'ont pas participé aux programmes internationaux d'évaluation destinés à mesurer les résultats, le rendement et l'efficacité des principales disciplines scolaires. L'absence de telles données constitue une limite importante et souligne la nécessité de disposer d'informations plus complètes pour permettre une lecture plus fine et des comparaisons plus précises.

Le troisième groupe est composé de deux pays : la Palestine et le Maroc. Ces deux pays présentent des résultats similaires, puisqu'ils ont tous deux participé aux programmes internationaux d'évaluation des compétences PIRLS et TIMSS, où leurs performances se sont révélées inférieures à la moyenne internationale. Toutefois, les données disponibles pour Palestine demeurent incomplètes, ce qui limite la possibilité de porter un jugement définitif sur le niveau réel des résultats éducatifs.

Dans l'ensemble, la conclusion met en évidence que les indicateurs des processus éducatifs dans ces deux pays n'ont pas constitué des prédicteurs suffisamment fiables des indicateurs de résultats d'apprentissage, révélant ainsi une déconnexion entre les efforts pédagogiques et les acquis mesurés

Le quatrième groupe regroupe les États pour lesquels les données disponibles sont insuffisantes pour construire des indicateurs fiables : l'Irak, la Syrie, la Mauritanie, le Soudan, le Djibouti, le Yémen et la Somalie. Dans la section suivante, une comparaison complète de l'ensemble des pays arabes et des indicateurs examinés dans ce chapitre ainsi que dans le précédent sera présentée. Elle permettra de décrire l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes selon trois dimensions : les intrants, les processus et les produits. Malgré certaines lacunes dans des aspects importants des données, cette analyse, en raison de la nature descriptive du rapport, constitue une première étape vers des études plus approfondies sur la qualité et les systèmes éducatifs dans les pays arabes**.**

3- Conclusion : Etat de la qualité de l'éducation dans les pays arabes

Dans ce chapitre, un large éventail d'indicateurs éducatifs a été examiné et regroupé en deux catégories principales. La première regroupe les indicateurs relatifs aux processus éducatifs, qui offrent une image du fonctionnement des systèmes scolaires dans les pays arabes. La seconde rassemble les indicateurs liés aux résultats, c'est-à-dire ce qui se produit après l'achèvement des processus éducatifs.

Dans le chapitre précédent, un autre ensemble d'indicateurs avait été étudié, portant sur les intrants du processus éducatif dans les pays arabes. L'ensemble de ces données − soit 45 indicateurs au total − est intégré afin de fournir une vue globale et cohérente de la qualité de l'éducation dans la région. Les pays arabes ont été classés en fonction du degré de réalisation des valeurs normatives associées à chacun de ces indicateurs. Le tableau 39 présente les résultats de cet exercice comparatif.

Tableau 39 : Degré de réalisation des valeurs normatives conformément aux indicateurs éducatifs (chapitre III) et aux processus et résultats de l'éducation et de l'enseignement

	Degré de réalisation des valeurs standard			Total des valeurs standard	Pourcentage des valeurs atteintes	Pourcentage de données non disponibles
	Résultats de l'éducation	Processus d'éducation	Indicateurs de l'éducation			
Émirats arabes unis	6	7	12	25	56	9
Bahreïn	2	8	11	21	47	13
Qatar	3	8	11	22	49	2
Arabie saoudite	4	6	11	21	47	7
Koweït	0	6	8	14	31	20
Oman	1	7	12	20	44	9
Libye	0	2	6	8	18	47
Algérie	0	5	12	17	38	27
Jordanie	0	12	10	22	49	2
Tunisie	0	8	12	20	44	27
Égypte	0	8	7	15	33	18
Liban	0	1	7	8	18	49
Palestine	0	7	12	19	42	16
Maroc	0	11	11	22	49	2
Irak	0	0	5	5	11	73
Comores	0	0	3	3	7	64
Syrie	0	2	7	9	20	33
Mauritanie	0	3	6	9	20	33
Soudan	0	0	2	2	4	69
Djibouti	0	0	7	7	16	62
Yémen	0	3	2	5	11	31
Somalie	0	4	1	5	11	44
Nombre d'indicateurs	14	18	13	45		

Le tableau ci-dessus montre que les indicateurs éducatifs diffèrent considérablement entre les pays arabes, et que leur réalisation varie selon les trois dimensions de l'éducation : les intrants, les

processus et les résultats. Dans chacune de ces dimensions, trois niveaux de capacité du système éducatif à agir et à exercer un contrôle peuvent être distingués :

· **Niveau élevé de contrôle** : celui des intrants éducatifs (première dimension), où la volonté politique est manifeste et reflète les orientations du système éducatif visant à offrir des opportunités scolaires de qualité et accessibles à tous. Les indicateurs de cette dimension reposent sur des variables largement contrôlables, ce qui rend l'action politique plus visible et plus directe.

· **Niveau intermédiaire de contrôle** : celui des processus éducatifs (deuxième dimension), où les contextes sociétaux jouent un rôle déterminant. Le système éducatif y dispose d'une marge de contrôle plus limitée que dans la dimension des intrants, car les processus se déroulent dans le cadre de l'école et de la société, impliquant des variables proches de l'enseignant, de l'élève et des parents.

· **Niveau minimal de contrôle** : celui des résultats éducatifs (troisième dimension), qui sont le produit de l'interaction de nombreux facteurs, certains relevant du système éducatif, d'autres lui échappant. Le système doit alors recourir à des moyens indirects pour influencer ces résultats. Parmi les variables déterminantes figurent le niveau éducatif et culturel des familles, la motivation des élèves, ainsi que les conditions sociales et économiques de l'environnement extérieur à l'école.

La section suivante propose une comparaison entre les États arabes à partir des indicateurs éducatifs dans les trois dimensions précédentes. Il convient toutefois de noter que le pourcentage de données manquantes est particulièrement élevé dans certains pays : Irak (73 %), Comores (64 %), Soudan (69 %) et Djibouti (62 %). Cette situation rend la comparaison avec ces pays difficile et statistiquement peu fiable. Sur la base des valeurs normatives disponibles, les pays peuvent néanmoins être regroupés en catégories, comme le montre la figure 36.

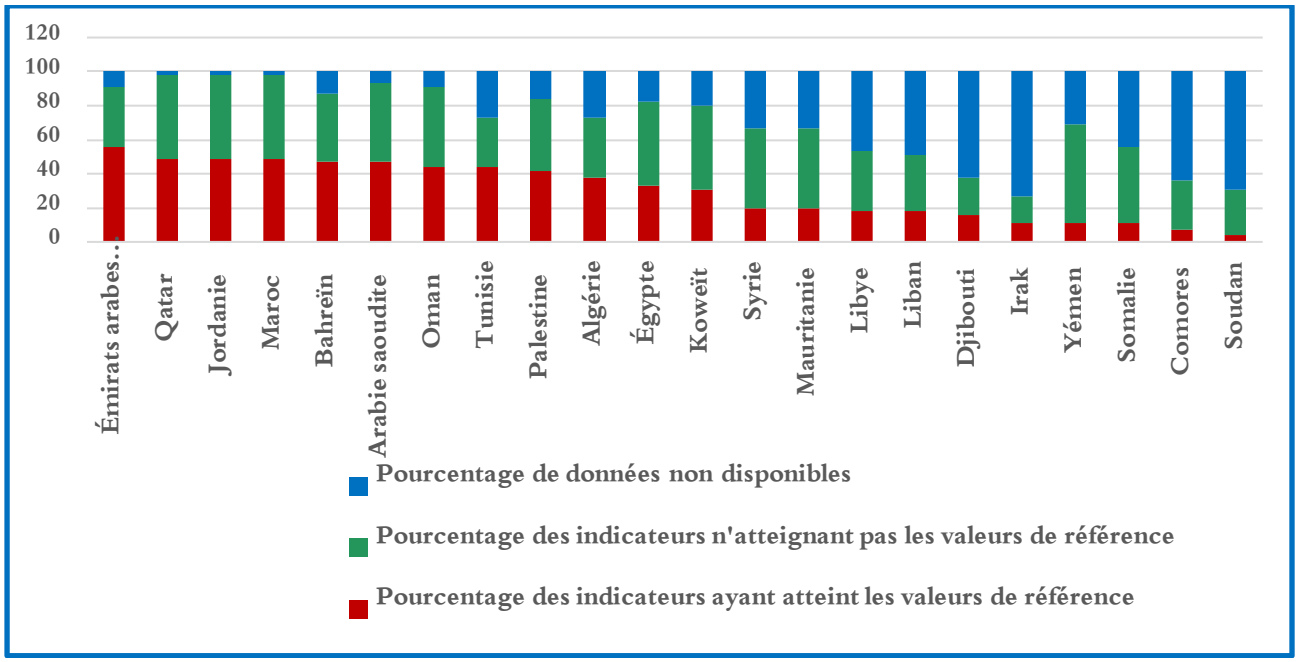


Figure 36 : Classification des pays arabes selon leur réalisation des valeurs standard des indicateurs de l'éducation, les processus éducatifs et les résultats d'apprentissage

Dans la figure ci-dessus, les pays arabes peuvent être répartis en trois groupes :

Le Groupe I comprend les pays ayant atteint des valeurs normatives comprises entre 40% et 56%. Il regroupe cinq pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) − les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Qatar et Oman − ainsi que la Jordanie, le Palestine, la Tunisie et le Maroc. Le nombre d'indicateurs atteignant les valeurs standard dans ce groupe varie de 19 à 25 sur 45 par pays. La situation en matière de qualité de l'éducation dans ces pays se caractérise par:

- Un niveau élevé d'efficacité des intrants éducatifs (première dimension).

-Un niveau intermédiaire dans les processus éducatifs (deuxième dimension).
-Un niveau faible dans les résultats scolaires (troisième dimension).

Le nombre total d'indicateurs atteints pour l'ensemble de ces pays se décline comme suit:
- Intrants éducatifs : Ces pays ont satisfait à 87,2% des exigences liées à la participation au processus d'enseignement et d'apprentissage, notamment la promulgation de lois, l' allocation de ressources financières et humaines, ainsi que la structuration des établissements et des classes.
- Processus éducatifs : La réalisation des normes requises pour garantir une éducation de qualité atteint 45,7 %. Cela inclut l'allocation d'heures appropriées pour les matières et activités scolaires, un quorum adéquat d'enseignants, la qualification du corps enseignant et la mise en œuvre de programmes de développement professionnel. À ce titre, certains pays doivent revoir les heures annuelles d'apprentissage et le quorum des classes, en particulier le Qatar et la Tunisie. De plus, des ajustements sont nécessaires dans les programmes prescrits, notamment pour l'enseignement de l'arabe aux Émirats arabes unis, à Bahreïn et en Arabie saoudite, ainsi que pour l'enseignement des mathématiques et des sciences au Qatar, en Arabie saoudite, en Tunisie et en Palestine.
- **Résultats éducatifs :** Les indicateurs atteints ne dépassent pas 12,7%. Ces pays ont néanmoins pris des mesures pour évaluer les acquis scolaires à travers des programmes nationaux et leur participation aux évaluations internationales en lecture, mathématiques et sciences. Ces démarches contribueront sans aucun doute au développement futur des processus éducatifs. Les résultats de ces évaluations soulignent toutefois la nécessité d'améliorer le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement secondaire inférieur, ainsi que la maîtrise des mathématiques dans l'enseignement primaire et secondaire inférieur. La Tunisie, en particulier, gagnerait à renforcer sa participation aux programmes internationaux d'évaluation, car ceux-ci fourniraient des informations essentielles sur la qualité des processus éducatifs et les acquis de ses élèves.

Le deuxième groupe : Les pays qui atteignent les valeurs de référence avec un score relativement moyen compris entre 20% et 38% et comprend cinq pays : Algérie, Égypte, Koweït, Syrie et Mauritanie. Le nombre d'indicateurs atteints dans ce groupe varie de 9 à 17 sur un total de 45.
- **Intrants éducatifs** : Ces pays ont satisfait à 61,5 % des besoins en intrants et des exigences de base pour l'éducation, notamment la législation, la disponibilité de ressources humaines qualifiées et un environnement scolaire adéquat. Il est toutefois nécessaire de renforcer l'éducation pré-primaire et d'augmenter les taux de scolarisation, en particulier en Égypte, en Syrie et en Mauritanie. De plus, il est indispensable d'accroître les dépenses consacrées à l'apprentissage et de mettre en œuvre des programmes adaptés pour augmenter la proportion d'enseignants qualifiés, notamment au Koweït et en Palestine.
- **Processus éducatifs** : Le pourcentage d'indicateurs atteints dans cette deuxième dimension s'élève à 26,7 %, soit un niveau nettement inférieur à celui des intrants. Ces pays devraient revoir l'ensemble de leurs plans éducatifs et les adapter aux besoins des matières scolaires, en particulier l'enseignement de l'arabe au niveau préparatoire, ainsi que des mathématiques et des sciences aux niveaux primaire et secondaire inférieur. Il est également nécessaire de prendre en compte les causes de l'échec scolaire et de l'abandon afin d'améliorer les taux de réussite à ces niveaux.
- **Résultats éducatifs** : Les données disponibles sur cette dimension sont insuffisantes. À l'exception des rapports internationaux portant sur les résultats des programmes d'évaluation en Égypte et au Koweït, les informations restent rares ou inexistantes. Ces pays devraient donc déployer un effort considérable pour évaluer et examiner les résultats de l'éducation, idéalement à travers des programmes nationaux dès les premières étapes, afin de disposer de données fiables sur la performance de leurs systèmes éducatifs et de combler les lacunes existantes.

Le troisième groupe : Les pays ayant des valeurs standard inférieur à 18 % (8 indicateurs ou moins) : Il regroupe les pays ayant atteint moins de 18 % des valeurs normatives (soit 8 indicateurs ou moins). Il comprend huit pays : Libye, Liban, Djibouti, Irak, Yémen, Somalie, Comores et Soudan.

Les données disponibles pour ce classement varient de 53 % en Libye à 27 % en Irak (voir tableau 4-22). Ces pays souffrent également d'un manque de bases de données solides permettant de mieux comprendre le fonctionnement de leurs systèmes éducatifs et les contextes environnants, ce qui limite l'efficacité de leurs politiques et programmes.

- **Intrants éducatifs** : Ces pays n'ont atteint que 31 % des indicateurs, un niveau très faible, largement influencé par l'absence de données fiables. Il apparaît nécessaire d'améliorer les taux de participation à l'enseignement pré-primaire. En particulier, la Somalie devrait adopter une législation contraignante sur l'enseignement primaire, car l'absence de cadre légal se reflète directement dans les faibles taux de participation et d'inscription. De plus, il est indispensable d'augmenter les dépenses consacrées à l'éducation et de renforcer la proportion d'enseignants qualifiés au niveau primaire.
- **Processus éducatifs** : Le pourcentage d'indicateurs atteints dans cette dimension n'a pas dépassé 10 %, principalement en raison du manque de données dans cinq pays (Liban, Irak, Djibouti, Somalie et Soudan). Les informations disponibles pour les trois autres pays confirment néanmoins la nécessité de revoir les éléments liés aux processus éducatifs, tels que les programmes scolaires, les heures d'apprentissage, les activités méthodologiques et les dispositifs de soutien aux élèves.
- **Résultats éducatifs** : Les indicateurs disponibles sont quasi inexistants, ce qui empêche de mesurer de manière fiable les acquis des élèves. Les difficultés et défis rencontrés par ces pays se reflètent clairement dans cette dimension. Une telle situation souligne l'urgence d'un soutien régional et international afin d'aider ces pays à surmonter les problèmes éducatifs auxquels ils sont confrontés.

Les résultats présentés ci-dessus peuvent être considérés comme un résumé du contexte éducatif dans les pays arabes. Toutefois, les pratiques réelles au niveau de l'école et de la salle de classe demeurent un champ de recherche distinct, qui permettrait de pénétrer la profondeur éducative propre à chaque pays et de mettre en lumière les spécificités de chaque système, ainsi que ses forces et ses faiblesses. Comme le montrent les résultats, il existe un dénominateur commun entre les pays arabes à savoir l'ouverture des opportunités d'apprentissage pour tous, la mise en place de formules presque identiques dans l'organisation des programmes et de la journée scolaire, des conditions similaires de recrutement des enseignants, et l'existence d'un environnement éducatif et de soutiens matériels et moraux appropriés aux apprenants.

Le potentiel et les capacités propres à chaque pays, ainsi que son contexte social, économique et politique, demeurent des déterminants essentiels de la capacité du système éducatif à atteindre ses buts et objectifs. La lecture des résultats doit également être replacée dans le cadre des crises traversées par la région arabe, en particulier l'impact négatif de la crise du COVID-19 sur le développement en général et sur l'éducation en particulier. La fermeture des écoles entre 2020 et 2022, pendant au moins 45 semaines (partiellement ou totalement), a entraîné une perte estimée entre 0,5 et 1,1 années de scolarité équivalente par niveau d'éducation. Les effets à long terme de cette crise devraient persister et doivent être pris en compte par les systèmes éducatifs afin de mettre en place des stratégies de remédiation (CESAO, 2024a).

Enfin, il convient de souligner deux principaux problèmes qui affectent profondément les opportunités et la qualité de l'éducation dans les pays arabes :

- Les inégalités sociales et économiques, qui influencent directement l'accès et la réussite scolaire.
- Le manque de données fiables et complètes, qui limite la capacité des systèmes éducatifs à évaluer leurs performances et à orienter efficacement leurs politiques.

À cela s'ajoutent les problèmes et conflits internes et régionaux qui marquent la région arabe depuis la dernière décennie. L'insécurité, les déplacements forcés et les migrations qu'ils provoquent menacent les valeurs humaines et accentuent les divisions au sein des sociétés. Les enfants sont particulièrement touchés : ils portent dans leur mémoire la souffrance du déplacement et de l'abandon, ainsi que la perte d'opportunités d' apprentissage et d'une vie décente.

Ces difficultés se manifestent dans plusieurs pays : Irak, Syrie, Liban, Yémen, Soudan et Somalie, où les guerres, les conflits internes, les divisions tribales ou politiques et les crises économiques sapent la sécurité intérieure et fragilisent les systèmes éducatifs. Les impacts environnementaux, notamment en Somalie et au Soudan, aggravent encore la vulnérabilité des sociétés et des économies. Le reste des pays arabes n'est pas épargné par les effets de ces crises, notamment à travers l'accueil de milliers de personnes déplacées fuyant les conflits dans les pays voisins, ce qui exerce une pression supplémentaire sur leurs systèmes éducatifs et leurs ressources. La souffrance du peuple de Gaza suite à l'agression brutale sur son territoire : L'éducation dans la bande de Gaza vit depuis 2023 jusqu'à aujourd'hui une scène extraordinaire que la plume ne peut exprimer. Bien que l'éducation dans ce secteur soit en état de siège sévère depuis de nombreuses années, la guerre féroce contre lui a aggravé le désastre et la crise de l'éducation. Les écoles ont cessé de fonctionner, la plupart des bâtiments se sont effondrés et des familles et des enfants ont été déplacés pour une période inconnue. Selon les données disponibles, depuis 2023, le nombre d'enfants privés d'éducation atteint 70000 enfants dans les jardins d'enfants, 620000 enfants en âge de fréquenter l'école primaire, et plus de 62 écoles ont été complètement détruites et plus de 119 écoles publiques ont été gravement endommagées (Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, État de Palestine,2024a).

Chapitre V
Qualité de l’enseignement Supérieur



Chapitre V.
Qualité de l'éducation dans l'enseignement universitaire

Introduction

L'enseignement supérieur constitue un système intégré, tout en demeurant une composante essentielle du système éducatif national. Il reflète les caractéristiques, les forces et les faiblesses propres à chaque pays, ainsi que ses objectifs, sa culture et ses défis. Contrairement au système pré-universitaire, il se distingue par une plus grande indépendance, une ouverture accrue et une flexibilité face aux évolutions contemporaines. Il représente également un vecteur d'innovation, de développement et de recherche scientifique au sein de la société.

Ce rapport propose une analyse approfondie des principales caractéristiques de l'enseignement universitaire dans les pays arabes et identifie les indicateurs les plus significatifs de la qualité éducative dans ce secteur. Le chapitre examine les traits essentiels de l'éducation dans les établissements universitaires, leur rôle dans la production et la diffusion de la recherche scientifique, ainsi que le niveau atteint par certaines universités arabes sur la scène internationale.

Les informations mobilisées proviennent principalement des données fournies par les pays arabes dans le cadre du formulaire de formation universitaire transmis aux ministères concernés par le Centre régional pour la qualité et l'excellence en éducation (RCQE)[34] à Riyad, entre juillet et décembre 2024. Les données incomplètes ou manquantes ont été complétées à partir des sites officiels des ministères de l'éducation, de sources scientifiques et d'études produites par des organismes régionaux et internationaux. Les références précises de ces sources seront présentées dans les sections suivantes.

1. Caractéristiques de l'enseignement universitaire

L'Agenda 2030 pour le développement durable, à travers son objectif 4 (éducation de qualité), a souligné l'importance d'ouvrir des opportunités d'apprentissage à tous les niveaux et sous toutes les formes de l'enseignement supérieur. La cible 4.3 précise qu'il convient d'« assurer l'égalité d'accès pour toutes les femmes et tous les hommes à l'enseignement technique et professionnel, ainsi qu'à un enseignement supérieur de qualité et abordable, y compris dans le tertiaire, d'ici 2030 » (UNESCO, 2016). Cet objectif se décline en deux domaines distincts de l'enseignement supérieur, différenciés selon le niveau et le type de formation dispensée :

a. Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP). Il s'agit d'un enseignement postsecondaire intermédiaire, généralement sanctionné par un diplôme délivré par des instituts ou collèges spécialisés, qu'ils soient indépendants ou rattachés à des institutions gouvernementales. Cette formation associe des connaissances scientifiques à des compétences professionnelles et appliquées, en lien avec les métiers des secteurs économiques, afin de préparer des cadres techniques qualifiés pour le marché du travail. Les programmes de qualification professionnelle sont conçus pour offrir des voies flexibles de progression et de mobilité académique, tant horizontale que verticale, vers d'autres programmes éducatifs ou vers des niveaux plus avancés, conformément au principe de l'apprentissage tout au long de la vie. Dans le même temps, les États cherchent à élargir la participation à l'enseignement technique et technologique, en l'associant à des politiques de motivation et d'incitation destinées aux individus et aux secteurs professionnels, afin de garantir un avancement scientifique et professionnel approprié dans toutes les disciplines (UNESCO, 2022b).

b. Enseignement universitaire : ce domaine correspond à l'enseignement supérieur dispensé par les établissements universitaires, couvrant les niveaux de licence, master, doctorat ou diplômes

34 Les données demandées aux ministères concernent uniquement les universités et n'incluent pas les instituts ou centres de formation postsecondaires (professionnels et non professionnels) qui ne sont pas affiliés aux universités.

supérieurs. La durée des études varie : quatre à cinq ans pour la licence, deux à trois ans pour le master, et davantage pour le doctorat selon les conditions propres à chaque université et à chaque spécialisation. Ce niveau d'éducation met l'accent sur la formation académique et la recherche scientifique. Les universités disposent de centres de recherche et attribuent des heures spécifiques aux étudiants afin de favoriser la recherche, l'innovation et la production de savoirs.

L'enseignement supérieur, dans ses deux composantes − l'enseignement technique et professionnel d'une part, et l'enseignement universitaire d'autre part − constitue une dimension essentielle des stratégies de planification et de développement adoptées par les pays arabes. Ces derniers ont cherché à élaborer une vision intégrée de l'enseignement supérieur et ont formulé des stratégies spécifiques pour ce secteur et pour la recherche scientifique, en cohérence avec leurs orientations nationales et leurs principaux objectifs de développement. Il apparaît que nombre de ces stratégies sont déjà mises en œuvre à travers une analyse critique de la réalité actuelle de l'enseignement supérieur. Cette démarche consiste à identifier les forces et les faiblesses, à analyser les difficultés rencontrées par les établissements, à examiner les enjeux de la recherche scientifique, ainsi que les défis et opportunités de développement[35]. L'objectif est de définir des programmes, des mesures et des actions permettant d'atteindre une qualité renouvelée et renforcée dans les systèmes d'enseignement supérieur des pays arabes.
La section suivante propose une vue holistique de l'enseignement supérieur dans la région, en distinguant ses deux composantes fondamentales :
- l'enseignement technique et professionnel, qui concerne la formation dans des domaines spécialisés avant l'université et se situe principalement au niveau du diplôme ;
- l'enseignement universitaire, qui offre des spécialisations scientifiques aux niveaux du bachelor, du master, du doctorat et des diplômes supérieurs.
Ce qui suit présente une vue d'ensemble de ce secteur et de ses principales caractéristiques.

1.1 Etablissements d'enseignement supérieur :

Le secteur de l'enseignement supérieur s'est considérablement étendu dans les pays arabes, avec la multiplication d'institutions spécialisées aux profils variés. Ce paysage se caractérise par la coexistence d'établissements gouvernementaux et non gouvernementaux, d'universités nationales et d'universités étrangères ou internationales. À cela s'ajoute l'émergence d'universités ouvertes, qui offrent des opportunités diversifiées et flexibles aux apprenants de tous âges, indépendamment de leur lieu de résidence, ainsi que des universités virtuelles proposant un enseignement à distance. Cette expansion ne s'est pas limitée aux universités traditionnelles : elle a également concerné des institutions non universitaires offrant des programmes courts dans certaines disciplines, des établissements d'enseignement et de formation professionnels, ainsi que des académies spécialisées. Dans ce contexte, une large gamme de programmes éducatifs s'est développée, permettant aux diplômés de l'enseignement secondaire de disposer de multiples opportunités pour choisir la filière qui correspond le mieux à leurs besoins, à leurs aspirations et aux exigences du marché du travail.
Le tableau 40 présente le nombre d'établissements d'enseignement supérieur dans les pays arabes, selon la classification évoquée ci-dessus.

[35] Voir, par exemple, le ministère de l'Éducation des Émirats arabes unis, 2018 ; le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la République arabe d'Égypte, A2025 ; le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de l'État libyen, 2023 ; et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République de Mauritanie, 2022.

Tableau 40 : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur.

PAYS	Nombre d'instituts d'enseignement technique et professionnel	Nombre d'universités	Source des données
Émirats arabes unis	13	72	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, EAU, A2023
Bahreïn	Non disponible	18	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire
Qatar	Non disponible	19	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire
Arabie saoudite [2]	291	67	Universités : Ministère de l'éducation d'Arabie saoudite, 1446 A.H. Instituts : Société de formation technique et professionnelle générale d'Arabie saoudite, 2024
Koweït	Non disponible	8	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire.
Oman	Non disponible	39	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire.
Libye	116	88	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de l'État libyen, 2023.
Algérie	Non disponible	115	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire.
Jordanie	Non disponible	43	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire
	196	117	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la République de Tunisie, 2025
Égypte	269	116	Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques de la République arabe d'Égypte, 2023
Liban	Non disponible	51	Centre éducatif pour la recherche et le développement en République libanaise, 2023
Palestine	17	33	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur de l'État de Palestine, 2025
Maroc	207	24	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire
Irak	Non disponible	49	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire
Comores	Non disponible	Non disponible	
Syrie	Non disponible	38	Formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire
Mauritanie	Non disponible	17	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, 2022.
Soudan	Non disponible	62	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République du Soudan - site officiel
Djibouti	Non disponible	1	Oxford Business Group, 2023.
Yémen	Non disponible	38	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, République du Yémen, 2025A.
Somalie	Non disponible	111	Ministry of Education, Culture and Higher Education of Somalia, 2022.

Le tableau met en évidence que les statistiques relatives aux instituts techniques dans les pays arabes ne sont pas aisément disponibles dans un grand nombre d'États. Seuls sept pays arabes ont pu fournir des données officielles permettant de dresser ce rapport. Néanmoins, leur présentation dans ce document offre une image indicative de l'enseignement technique dans la région. Ainsi, on recense 1 109 instituts ou centres techniques dans ces pays, proposant un enseignement postsecondaire intermédiaire, soit une moyenne de 158 établissements par pays. Le nombre de ces centres varie fortement : de 13 seulement aux Émirats arabes unis à 291 en Arabie saoudite.

En comparaison, le nombre d'établissements universitaires dans les pays arabes, dispensant une éducation au niveau de la licence et au-delà, est mieux documenté. Les statistiques disponibles concernent 21 pays arabes, pour un total de 1 126 établissements universitaires, soit une moyenne de 53 universités par pays. Là encore, la variation est notable : de 1 seule université à Djibouti à 117 en Tunisie.

En comparant l'enseignement technique et l'enseignement universitaire dans les pays arabes pour lesquels des données sont disponibles sur ces deux composantes de l'enseignement supérieur, il est possible de distinguer deux groupes de pays.
Le premier groupe se caractérise par un nombre d' instituts techniques et appliqués supérieur à celui des institutions universitaires. Ce groupe comprend : le Maroc (207 instituts / 24 universités), l'Arabie saoudite (291 instituts / 67 universités), l'Égypte (269 instituts / 116 universités), la Libye (116 instituts / 88 universités) et la Tunisie (196 instituts / 117 universités).
La forte présence de ces instituts s'explique par la dépendance de ces pays à l'égard d'une main-d'œuvre techniquement qualifiée, notamment dans les catégories d'âge intermédiaires. Cette orientation traduit une volonté de répondre aux besoins du marché du travail par la formation de cadres techniques spécialisés.

Il convient de souligner que la capacité d'absorption des instituts techniques demeure généralement inférieure à celle des établissements universitaires, en raison de la multiplicité des facultés et des programmes éducatifs proposés par ces derniers.

- Au Maroc, les établissements de formation professionnelle représentent un poids significatif dans l'enseignement supérieur, ayant accueilli environ 96 000 étudiants en 2023/2024 (formulaire des données sur l'enseignement supérieur, 2024). Toutefois, ce chiffre ne dépasse pas 8 % du total des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur.
- En Arabie saoudite, près de 286 000 étudiants fréquentent des établissements techniques, des collèges et des instituts afin d'obtenir un diplôme technique ou intermédiaire après l'enseignement secondaire. Les spécialités couvertes sont variées : marketing, gestion, secrétariat, banque, informatique, santé et soins infirmiers, ingénierie et métiers métalliques. Ce nombre équivaut à 18% des étudiants inscrits dans l'enseignement universitaire (Ministère de l'éducation, 1446 AH).
- En Égypte, les établissements techniques se déclinent en instituts privés supérieurs et en instituts techniques supérieurs publics et privés. Ils accueillent environ 942 218 étudiants en 2023 (Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques, 2023, tableaux 212 et 213). Ces étudiants constituent une force humaine importante pour le marché du travail, notamment dans l'industrie, l'agriculture et le commerce. Ils représentent néanmoins 27,6 % des étudiants inscrits dans les universités égyptiennes.
- En Libye, le nombre d'étudiants inscrits dans les instituts techniques a atteint environ 84 000 en 2022/2023 (Ministère de la planification, 2024). Ces établissements représentaient 20,6 % du total des étudiants de l'enseignement supérieur. Ils se répartissent entre facultés et instituts techniques supérieurs, offrant des spécialisations dans des domaines tels que la médecine, l'agriculture, l'électricité et le tourisme (Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, 2023).

Enfin, aucune information statistique n'était disponible concernant le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement technique au Bahreïn et en Tunisie.

Le deuxième groupe regroupe les pays arabes où les institutions universitaires sont nettement plus nombreuses que les instituts techniques. Il s'agit des Émirats arabes unis (13 instituts / 72 universités) et de l'État de Palestine (17 instituts / 33 universités). Ces deux pays présentent des différences notables sur le plan économique et social, et la répartition des établissements reflète la capacité d'absorption propre à chacun de leurs systèmes éducatifs.

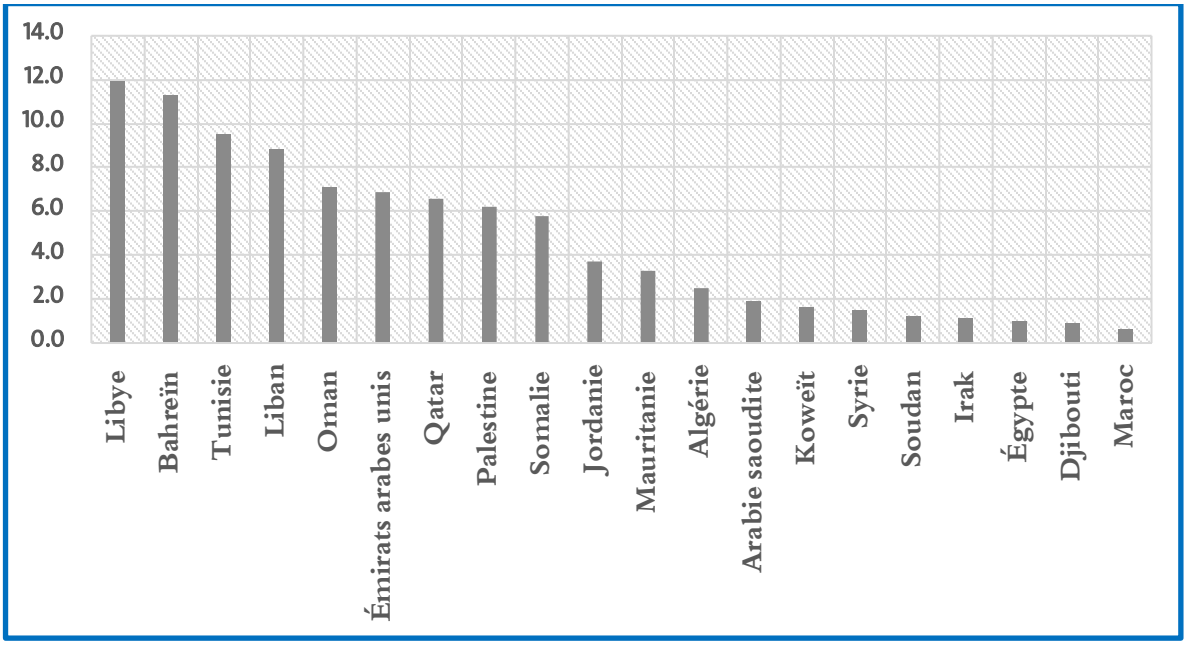
- Aux Émirats arabes unis, les Collèges supérieurs de technologie constituent la plus grande institution d'enseignement supérieur du pays et occupent une place de premier plan dans l'enseignement appliqué et technique. Ils regroupent sept collèges distincts, offrant des programmes allant du diplôme au baccalauréat dans des spécialités variées telles que la gestion, les médias appliqués et l'informatique. En 2024/2025, environ 5 200 étudiants étaient inscrits au niveau du diplôme dans ces collèges. À cela s'ajoutent plusieurs instituts et académies

multidisciplinaires, dont l'Institut national pour l'enseignement professionnel (NIVE) (Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique des Émirats arabes unis, 2023).

- En Palestine, les instituts intermédiaires accueillent environ 5 650 étudiants, soit une moyenne de 330 étudiants par établissement. Ce nombre ne représente que 4 % du total des inscrits dans les universités palestiniennes. Ces instituts comprennent notamment les collèges communautaires publics et privés de l'UNRWA (Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de l'État de Palestine, 2025).

L'analyse précédente a mis en évidence l'enseignement technique et appliqué après le niveau secondaire. Les données présentées reflètent l'attrait de ce domaine éducatif pour un segment d'étudiants dont l'importance varie selon les pays arabes, et le nombre d'instituts et de centres diffère considérablement d'un État à l'autre. Il s'agit néanmoins d'un secteur majeur, occupant une place centrale dans les systèmes éducatifs, lesquels s'attachent à définir des cadres réglementaires et politiques pour son organisation, à développer des mécanismes garantissant sa qualité et à établir des référentiels appropriés pour les qualifications éducatives. Ces aspects feront l'objet d'une analyse détaillée dans la section suivante. En ce qui concerne les établissements universitaires, le tableau précédent indique que dans 21 pays arabes, on dénombre 1 126 universités. Les pays du continent africain regroupent la majorité de ces institutions, avec 651 universités (57,8 %). Les chiffres les plus élevés sont enregistrés en Tunisie (117), en Égypte (116) et en Algérie (115), suivis par la Somalie (111), la Libye (88), le Soudan (62) et le Maroc (24). En revanche, la Mauritanie ne compte que 17 universités, tandis que Djibouti n'en possède qu'une seule.

IL convient de souligner que les établissements privés dominent largement le secteur universitaire dans les pays arabes du continent africain, représentant jusqu'à 62 % de l'ensemble des institutions universitaires. Dans la péninsule Arabique et la région du Croissant algospacien, on recense un total de 475 universités. La répartition varie sensiblement d'un pays à l'autre : l'Arabie saoudite compte 67 universités, les Émirats arabes unis en totalisent 72, le Liban en dénombre 51, et le Jordanie en compte 43. Dans les autres pays de la région, le nombre d'universités oscille entre 8 au Koweït, 38 en Syrie et au Yémen, et 39 à Oman. La participation du secteur privé est encore plus marquée dans la partie asiatique des pays arabes, où elle atteint 70,8 % de l'ensemble des établissements universitaires. Cette disparité dans la répartition des universités reflète également une inégalité dans les opportunités éducatives offertes aux étudiants. La diversité des institutions et des programmes disponibles permet néanmoins aux apprenants de disposer d'un éventail de choix adaptés à leurs besoins et aux attentes du marché du travail. La multiplication des établissements contribue également à réduire le coût des études, en rendant l'accès à l'enseignement supérieur plus abordable pour les membres de la communauté. Ces opportunités peuvent être mesurées en rapportant le nombre d'établissements universitaires par million d'habitants dans les pays arabes, comme l'illustre la Figure 37.



Source : Données démographiques pour les pays arabes : Groupe de la Banque mondiale,2022A.
Données sur les établissements universitaires : Tableau 5.1

Figure 37 : Nombre d'établissements universitaires par million d'habitants dans les pays arabes

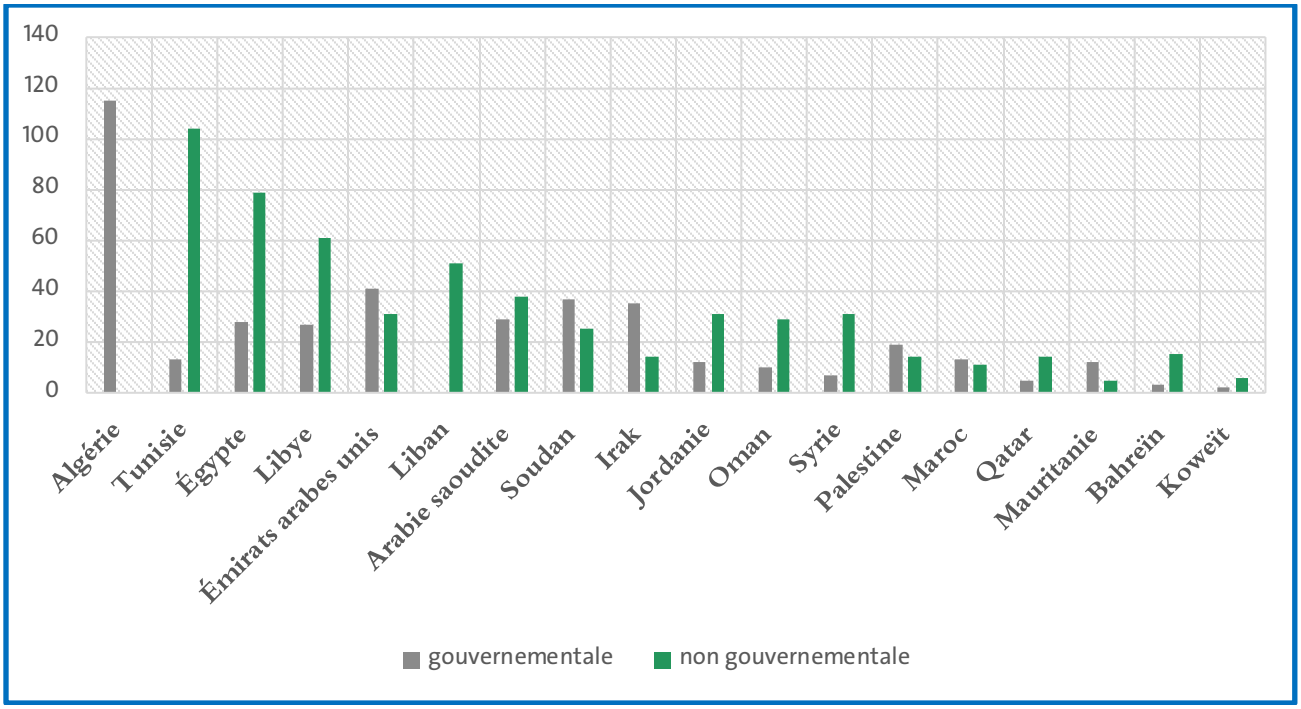
Les données présentées mettent en évidence une forte disparité des taux d'établissements universitaires par million d'habitants dans les pays arabes. La Libye et le Bahreïn enregistrent les taux les plus élevés, respectivement 11,9 et 11,3 établissements par million d'habitants, tandis que le Maroc se situe à l'extrémité de la liste avec le taux le plus bas, soit 0,6 établissement. Il est manifeste que cette disparité ne peut être expliquée par un facteur unique. Les pays concernés diffèrent sensiblement par leur niveau de revenu national, leur statut économique, la diversité culturelle de leur population et la proportion de non-citoyens, qui peut représenter une part importante de la main-d'œuvre. De manière générale, la prolifération des institutions privées dans les pays producteurs de pétrole constitue un facteur déterminant du taux élevé d'universités par million d'habitants. Ces États encouragent en effet l'implantation d'établissements d'enseignement supérieur étrangers et privés en tant que partenaires stratégiques dans ce secteur. La situation est toutefois différente en Palestine et en Somalie, où le taux d'institutions par million d'habitants est également élevé. En Palestine, pays soumis à l'occupation israélienne, le développement du secteur éducatif repose largement sur l'assistance des agences internationales, des organisations de la société civile et des institutions communautaires. En Somalie, pays à faible revenu, la demande d'éducation est principalement satisfaite par des institutions privées, avec une seule université nationale contre 110 établissements répartis sur l'ensemble du territoire. Un facteur commun ressort néanmoins de ces situations : la participation active du secteur privé dans l'enseignement supérieur. Ce dernier joue un rôle essentiel pour répondre à la demande croissante d'éducation et pour élargir les opportunités offertes aux membres de la société.

Dans les pays arabes qui se situent en bas de la liste en termes de nombre moyen d'établissements universitaires par million d'habitants, à l'exception du Koweït − pays riche en ressources financières et attractif pour une main-d'œuvre étrangère, mais dont la population est relativement élevée par rapport aux autres États − plusieurs appartiennent à la catégorie des pays à revenu intermédiaire ou faible (PNUD, 2025). Leur vaste étendue géographique constitue par ailleurs un facteur limitant,

rendant difficile l'implantation et la répartition équilibrée des institutions universitaires afin de répondre à la demande dans toutes les régions.
Dans ce contexte, il apparaît nécessaire que les ministères de l'enseignement supérieur de ces pays œuvrent à élargir le champ des universités nationales et privées, tout en encourageant le secteur privé à investir dans la création de nouvelles institutions universitaires. Une telle orientation représenterait une forme d'expansion horizontale de l' éducation, permettant de mieux répondre à la demande croissante d'enseignement supérieur et de renforcer l'accessibilité pour l'ensemble des étudiants.

1.2 Etendue de la contribution du secteur privé à l'enseignement supérieur :

Les développements économiques et technologiques ont imposé un ensemble de défis aux institutions universitaires publiques, en particulier la nécessité de proposer des disciplines scientifiques diversifiées, correspondant aux professions émergentes du futur. À cela s'ajoute le coût élevé de l'enseignement supérieur, qui pousse les gouvernements arabes à rechercher des solutions pour répondre aux besoins croissants des diplômés. L'une des orientations majeures consiste à encourager le secteur privé à investir dans l'enseignement supérieur ou à s'associer avec l'État en tant que partenaire stratégique dans ce domaine. Aujourd'hui, les investissements privés représentent une part considérable du système d'enseignement supérieur dans les pays arabes. La Figure 38 illustre la répartition des établissements universitaires entre le secteur public et le secteur privé dans un certain nombre de pays arabes pour lesquels des données fiables sont disponibles.



Source : Voir l'annexe (5-1) pour le nombre d'établissements d'enseignement universitaire publics et privés dans les pays arabes avec des sources de données pour chaque pays

Figure 38 : Répartition des établissements d'enseignement universitaire par secteur (public et privé)

Les données présentées montrent que le secteur universitaire privé occupe une proportion importante dans de nombreux pays arabes. Le Liban constitue un cas particulier, puisque l'ensemble de ses institutions universitaires relève exclusivement du secteur privé. Dans plusieurs autres pays, les établissements privés représentent la majorité du système universitaire : la Tunisie (89 %), le Bahreïn (83 %) et la Syrie (82 %). À l'inverse, certaines nations se distinguent par une prédominance absolue du secteur public, comme l'Algérie, où toutes les universités sont affiliées à l'État. Dans d'autres cas, la proportion des universités publiques reste majoritaire, notamment en Irak et en Mauritanie (71 %), ainsi qu'au Soudan (60 %). Les données détaillées figurent dans l'annexe 5-1, qui recense le nombre

d'établissements universitaires publics et privés dans les pays arabes. Il est fortement attendu que l'investissement du secteur privé dans l'éducation, et plus particulièrement dans l'enseignement supérieur, contribue à élargir les opportunités éducatives et à diversifier les domaines de formation accessibles aux étudiants qui ne peuvent intégrer les universités publiques. Le secteur privé ouvre également la voie à un enseignement compétitif de qualité, en introduisant de nouvelles disciplines adaptées aux exigences contemporaines et aux besoins de la société.

L'éducation dans plusieurs pays arabes – l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Soudan et la Jordanie – afin d'évaluer le rôle du secteur non gouvernemental dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur. Les résultats montrent que l'éducation non gouvernementale dans ces pays a contribué à élever la qualité des produits éducatifs et à accroître l'adéquation des diplômés aux besoins du marché du travail. Les programmes académiques proposés par ces institutions s'attachent en particulier à développer des compétences personnelles et transversales, telles que la communication, la maîtrise de la langue anglaise et l'utilisation des technologies modernes, ce qui favorise l'intégration des diplômés dans la vie professionnelle. Cependant, l'étude souligne également que le rôle des institutions non gouvernementales dans la recherche scientifique demeure limité. La plupart d'entre elles offrent un nombre restreint de programmes de troisième cycle, et ce déficit se fait sentir dans de nombreuses disciplines (RCQE, 2019). La multiplication des établissements privés d'enseignement universitaire nécessite la mise en place de mesures d'accréditation institutionnelle rigoureuses, afin de contrôler le processus d'expansion et de garantir que les programmes offerts répondent aux exigences du développement économique et aux standards de qualité éducative.

En Libye, par exemple, le projet de stratégie nationale pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique souligne les insuffisances des établissements privés, non seulement en ce qui concerne les infrastructures et les équipements, mais également en matière de compétence du corps enseignant. Il est également relevé que l'investissement dans l'enseignement universitaire tend à refléter une logique commerciale orientée vers le profit, davantage qu'une vision d'investissement social (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Libye, 2023). Malgré ces limites, la participation du secteur privé dans l'enseignement supérieur présente plusieurs fonctions positives pour les pays arabes. Elle contribue à :
- l'expansion et la diversification des opportunités d'apprentissage ;
- la diffusion d'une concurrence saine, incitant les institutions à améliorer la qualité de leurs services;
- l'attraction et la mobilisation d'expertises internationales, favorisant l'innovation et le développement des programmes éducatifs.
Cependant, cette dynamique soulève des défis majeurs pour les systèmes éducatifs, notamment en matière d'accréditation, de surveillance et de suivi. Il est essentiel de mettre en œuvre des études scientifiques permettant d'identifier les forces et les faiblesses de ces institutions, afin de soutenir les premières et de corriger les secondes.

1.3 Mesures officielles pour réglementer et assurer la qualité de l'enseignement supérieur:
L'expansion de l'éducation et la prolifération des établissements universitaires ont conduit les gouvernements arabes à revoir et moderniser leurs systèmes d'enseignement supérieur. La responsabilité des établissements universitaires est devenue une priorité, notamment avec l'ouverture de l'enseignement supérieur au monde extérieur, l'association de nombreuses institutions privées avec des universités étrangères, et l'accroissement de la demande pour des programmes éducatifs de haut niveau, compétitifs sur le marché du travail. Cette dynamique a favorisé l'adoption de nouvelles approches d'accréditation institutionnelle et programmatique, visant à améliorer l'image et la performance des établissements. Les États arabes ont accompli des progrès significatifs en promulguant des lois, en élaborant des règlements adaptés, et en mettant en œuvre des mesures pratiques pour assurer la qualité des programmes d'enseignement supérieur et en surveiller l'application.

Un certain nombre de pays ont également développé des critères d'évaluation des programmes éducatifs alignés sur les normes internationales les plus récentes. Ces critères permettent d'identifier les forces et les faiblesses des programmes et de prendre les mesures correctives nécessaires. La reconnaissance de ces efforts est essentielle pour mettre en lumière l'infrastructure disponible et garantir une éducation de qualité dans les établissements universitaires arabes.

Les principales mesures examinées dans cette section incluent :

- La mise en place d'organismes spécialisés chargés d'accorder l'accréditation académique, institutionnelle et programmatique sur la base de normes de qualité et de performance.
- L'établissement de normes d'accréditation académique garantissant que chaque institution répond aux exigences administratives, organisationnelles et professionnelles minimales.
- La définition d'un cadre des qualifications scientifiques, précisant les connaissances, aptitudes et compétences associées à chaque qualification, afin d'évaluer celles-ci sur la base de critères communs. Ce cadre contribue à relier l'éducation au marché du travail et à harmoniser les programmes d'enseignement supérieur aux niveaux national, régional et international.

Le tableau 41 présente les principales organisations créées par plusieurs pays arabes pour assurer la qualité des performances dans l'enseignement supérieur. Ces organismes constituent des indicateurs clés des mécanismes régissant le système éducatif et ouvrent la voie à un développement de carrière significatif pour les diplômés

Tableau 41 : Réglementations officielles relatives à l'assurance qualité de l'enseignement supérieur dans les pays arabes et cadres pour les qualifications scientifiques

	Cadres de qualifications scientifiques	Critères pour l'accréditation académique	Existence d'une autorité compétente pour l'accréditation des établissements d'enseignement supérieur	Source
Émirats arabes unis	√	√	√	Commission pour l'accréditation académique aux Émirats arabes unis. Le site officiel
Bahreïn	√	√	√	Autorité de la qualité de l'éducation et de la formation du Royaume de Bahreïn, 2023
Qatar	√	√	√	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur du Qatar. Le site officiel
Arabie saoudite	√	√	√	Autorité d'évaluation de l'éducation et de la formation de l'Arabie saoudite. Le site officiel.
Koweït	√	√	√	Agence nationale pour l'accréditation académique et l'assurance qualité de l'éducation. Le site officiel.
Oman	√	√	√	Autorité omanaise pour l'accréditation académique et l'assurance qualité de l'éducation dans le sultanat d'Oman. Le site officiel.
Libye	√	√	√	Centre national pour l'assurance qualité et l'accréditation des établissements d'enseignement et de formation dans l'État libyen. Le site officiel.
Algérie	Données non disponibles	√	√	Direction de la Planification et de la prospective du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République algérienne. Le site officiel.
Jordanie	√	√	√	Commission d'accréditation et d'assurance qualité du Royaume hachémite de Jordanie, 2025
Tunisie	√	√	√	Major officiel de la République de Tunisie, 2022
Égypte	√	√	√	Autorité nationale pour l'assurance qualité et l'accréditation de l'éducation en République arabe d'Égypte. Le site officiel.
Liban	Comité des équations	Normes de licence	Projet pour créer un corps	Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur de la République libanaise. Le site officiel.
Palestine	√	√	√	Autorité nationale pour l'accréditation et la qualité des établissements d'enseignement supérieur dans l'État de Palestine. Le site officiel.
Maroc	Données non disponibles	√	√	Agence nationale pour l'évaluation de la qualité et l'assurance de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au Royaume du Maroc, 2020.
Irak	X	X	√	Gouvernement de l'Irak, 2022
Comores			Données non disponibles	
Syrie	Données non disponibles	√	√	Autorité nationale pour la qualité et l'accréditation dans l'enseignement supérieur en République arabe syrienne, 2024
Mauritanie	Données non disponibles	Cellule interne dans chaque établissement	√	Ministère de l'éducation, de la recherche scientifique et des technologies de l'information et de la communication de la République de Mauritanie, 2020
Soudan			Données non disponibles	
Djibouti			Données non disponibles	
Yémen	Données non disponibles	√	√	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République du Yémen, 2025B.
Somalie			Données non disponibles	

Les données montrent que la majorité des États arabes ont mis en place les structures nécessaires à l'accréditation académique des établissements universitaires. En effet, 16 pays disposent d'organismes compétents pour l'accréditation et l'assurance qualité. Ces organes diffèrent selon leur statut administratif et leur degré d'indépendance: Certains ont été créés en tant qu'organismes indépendants, notamment aux Émirats arabes unis, au Bahreïn, en Arabie saoudite, au Koweït, à Oman, en Libye, en Jordanie, en Tunisie, en Égypte, en Palestine, au Maroc, en Syrie et en Mauritanie. D'autres ont été institués sous forme de comités ou conseils relevant des ministères concernés, comme au Qatar, en Algérie et au Yémen. Enfin, des projets sont en cours pour établir des organismes ou agences d'accréditation en Liban et en Irak. La mise en place de ces structures organisationnelles constitue une initiative stratégique visant à encadrer le système universitaire public, à établir des référentiels pour les programmes éducatifs, et à garantir le respect des normes de qualité. Elle contribue également à améliorer l'image de l'enseignement supérieur dans la société et à renforcer la confiance des employeurs dans les compétences et qualifications des diplômés.

La mise en place d'une structure d'accréditation et d'assurance qualité dans tout pays repose sur des preuves d'identification claires et sur des normes conformes aux standards internationaux en vigueur pour l'accréditation institutionnelle des établissements universitaires. Ces cadres doivent être présentés de manière transparente à la communauté éducative, afin de garantir la crédibilité des programmes offerts et des diplômes délivrés. Le tableau 5-2 montre que les pays ayant achevé la création d'organismes d'accréditation compétents respectent les normes et les cadres académiques requis pour les qualifications universitaires. Un exemple notable est le système national de qualifications QIMF des Émirats arabes unis, qui évalue les résultats éducatifs à trois niveaux : enseignement général, enseignement supérieur et enseignement et formation techniques et professionnels.
Ce système relie les différents niveaux d'éducation, facilite la transition entre institutions et filières, et encourage l'innovation ainsi que l'excellence académique et professionnelle. Il contribue également à former une main-d'œuvre qualifiée, capable de répondre aux exigences de l'économie de la connaissance et de la compétitivité mondiale (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique des EAU, 2024). De même, le cadre national des certifications de Bahreïn repose sur les résultats d'apprentissage et couvre l'ensemble des secteurs éducatifs et de formation, incluant les apprentissages formels, non formels et informels. Le cadre national des certifications d'Arabie saoudite constitue un système complet de conception et d'organisation des qualifications, structuré en huit niveaux. Chaque niveau décrit les résultats d'apprentissage attendus en termes de connaissances, compétences et valeurs. Enfin, le cadre national des certifications du Royaume hachémite de Jordanie classe l'ensemble des niveaux, types et diplômes associés aux programmes d'éducation formelle et informelle dans une hiérarchie à dix niveaux, couvrant les filières académiques et professionnelles

L'Algérie s'appuie sur un mécanisme spécifique de contrôle et d'assurance qualité. La responsabilité incombe au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à travers sa Direction de la planification et de la prospection, ce qui s'explique par le fait que toutes les institutions universitaires du pays relèvent de l'État et ne sont pas privées. Le ministère a adopté un système de contrôle interne fondé sur le cadre de référence national pour l'assurance qualité. Dans ce dispositif, chaque établissement universitaire dispose d'une unité interne d'assurance qualité, chargée de réaliser des processus d'auto-évaluation et de servir de liaison entre l'institution et les organes ministériels. Ce modèle vise à garantir la conformité des établissements aux normes nationales et à renforcer la cohérence du système éducatif (Direction de la planification et de la prospective, site officiel). La Mauritanie adopte une approche similaire. L'Autorité mauritanienne d'assurance qualité de l'enseignement supérieur supervise la mise en place de cellules internes d'assurance qualité dans les établissements universitaires. Ces cellules travaillent en coordination avec l'Autorité nationale, en s'appuyant également sur des processus d'auto-évaluation. Cette méthode est justifiée par la

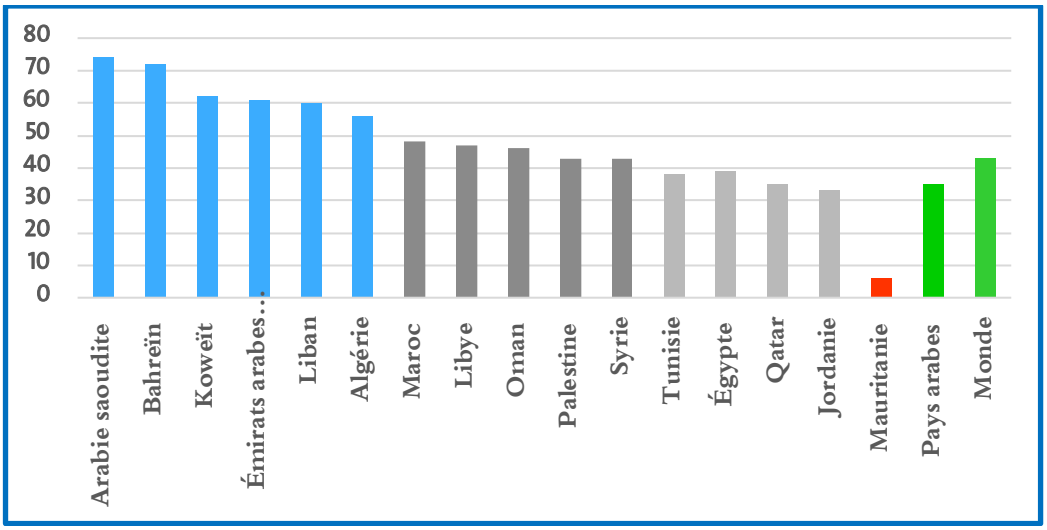
prédominance des établissements publics dans le pays, nécessitant des pré-procédures organisationnelles et éducatives conformes aux normes nationales. Cependant, malgré l'efficacité de ces mécanismes internes, la mise en place de systèmes indépendants et objectifs demeure cruciale pour assurer une qualité durable et crédible, en particulier dans les pays où le nombre d'établissements universitaires est en forte croissance, comme en Algérie, qui compte 115 universités.

À l'inverse de nombreux pays arabes, le Liban adopte une politique particulière dans laquelle l'ensemble des établissements universitaires relève du secteur privé. En l'absence d'un organisme national indépendant d'accréditation et d'assurance qualité, l'État a instauré un système de contrôle qualité obligeant chaque université à procéder à une auto-évaluation de ses programmes, suivie d'une évaluation externe réalisée par des organismes accrédités. L'obtention d'une accréditation institutionnelle ou programmatique dépend ainsi de la capacité des établissements à se conformer aux standards internationaux et à solliciter des entités indépendantes reconnues. Le plan quinquennal pour l'enseignement supérieur au Liban a défini un programme visant à créer une autorité nationale d'assurance qualité, avec pour axe stratégique la promotion et la garantie de la qualité. Il prévoit également le développement d'un cadre national des qualifications, en partenariat avec l'UNESCO (Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Liban et UNESCO, 2023).
Il est vrai que la mise en place d'organismes d'accréditation et de contrôle peut améliorer la performance des établissements universitaires. Toutefois, l'efficacité de ces structures dépend largement des objectifs fixés, des politiques adoptées, des mécanismes de mise en œuvre, ainsi que des normes de performance et des méthodes de suivi appliquées. Ces entités devraient idéalement mener des études approfondies ou des programmes d'enquête sur les résultats finaux des établissements, considérés comme des indicateurs fonctionnels de performance. Or, dans de nombreux pays arabes, les institutions d'assurance qualité souffrent encore d'un manque d'indépendance. Leur pratique se limite souvent à l'évaluation des intrants des processus éducatifs (programmes, ressources, organisation), par le biais de visites ou d'enquêtes auprès d'échantillons d'étudiants, plutôt que d'une véritable analyse des résultats obtenus et de leur adéquation aux exigences du marché du travail (CESAO, 2024a).

1.4 La demande d'enseignement universitaire dans les pays arabes.

Les établissements universitaires arabes accueillent environ 11,339 millions d'étudiants, selon les données officielles issues des formulaires nationaux et des rapports statistiques annuels. Ce chiffre serait encore plus élevé si l'on incluait les étudiants inscrits dans les institutions et instituts de formation professionnelle et technique, qui absorbent une part importante des diplômés de l'enseignement secondaire. Toutefois, les données disponibles ne permettent pas de préciser le nombre exact de ces étudiants dans l'ensemble des pays arabes.
Depuis le début du XXIe siècle, le secteur de l'enseignement supérieur arabe a connu une expansion significative. Le nombre d'étudiants inscrits a augmenté d'environ 4,6 millions au cours de la première décennie, passant de 7,6 millions en 2008/2009 à près de 12 millions au début des années 2010 (Al-Amin, 2024, p. 39). Les statistiques indiquent que le nombre d' étudiants pour 100 000 habitants dans les pays arabes est d'environ 2 800, un taux inférieur à celui observé dans d'autres régions du monde, telles que l'Amérique du Nord (5 769) et l'Asie de l'Est (3 146) (Al-Amin, 2024, p. 39).
Les opportunités d'accès à l'enseignement supérieur varient selon plusieurs facteurs :
- la disponibilité et la répartition des établissements universitaires,
- les conditions et exigences d'admission,
- la capacité des individus à supporter le coût élevé des études universitaires, souvent supérieur à celui des autres niveaux éducatifs.

La Figure 39 illustre les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur dans les pays arabes, sur la base des données de la Banque mondiale. Ce taux correspond au pourcentage de la population âgée de 18 à 22 ans inscrite dans l'enseignement supérieur, quel que soit l'âge réel des étudiants. Selon ces données, le taux moyen de scolarisation dans les pays arabes pour 2022 et 2023 est de 35 %, soit un niveau inférieur à la moyenne mondiale de 43 %.



Source:

- Groupe de la Banque mondiale, 2023E (données de 2022-2023, à l'exclusion de la République arabe syrienne, qui remonte à 2019)
- État de la Libye : Ministère de la planification de l'État de la Libye, 2024, p. 50

Figure 39 : Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur dans les pays arabes

On peut distinguer trois niveaux de systèmes d'enseignement supérieur dans les pays arabes selon leurs taux de participation. D'abord, certains pays ont réussi à offrir des opportunités d'enseignement supérieur à la majorité des jeunes de la tranche d'âge concernée, avec des taux supérieurs à 50 %, comme l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, les Émirats arabes unis, le Liban et l'Algérie. Ensuite, un deuxième groupe de pays se situe au-dessus de la moyenne mondiale (43 %) mais en dessous du seuil de 50 %, tels que le Maroc, la Libye, Oman, la Palestine et la Syrie. Enfin, un troisième groupe se rapproche de la moyenne arabe, mais reste inférieur à la moyenne mondiale, comprenant la Tunisie, l'Égypte, le Qatar et la Jordanie. Cette classification met en évidence la diversité des contextes et des capacités d'absorption des systèmes universitaires arabes, reflétant à la fois les disparités économiques, sociales et institutionnelles de la région.

La Mauritanie constitue une exception notable dans la classification des systèmes d'enseignement supérieur arabes, avec un taux d'inscription universitaire qui ne dépasse pas 6 %. Ce chiffre interpelle, car il s'agit d'un pays à revenu intermédiaire où plus de 45 % de la population vit dans la pauvreté multidimensionnelle. Sur une population estimée à 4 millions d'habitants, près d'un cinquième correspond aux jeunes âgés de 15 à 24 ans, ce qui accentue la pression sur le système éducatif (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mauritanie, 2022). Trois ministères interviennent dans ce secteur : celui de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, celui de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi que le ministère des affaires islamiques et de l'éducation originale. Malgré cette pluralité institutionnelle, la capacité des établissements universitaires demeure limitée, avec des taux élevés d'abandon avant l'obtention du diplôme et une faible adéquation des compétences des diplômés aux besoins du marché du travail. Face à ces défis, la stratégie nationale pour l'enseignement supérieur a défini des axes de réforme visant à accroître la capacité des institutions, à renforcer les financements, à améliorer la gouvernance et à optimiser l'utilisation des ressources matérielles et humaines. Elle prévoit également des mesures sociales pour améliorer les conditions de vie des étudiants, telles que l'octroi de bourses, le logement, la santé et le transport. Enfin, l'analyse des données régionales révèle que les femmes représentent 53 % des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur arabe, bien que cette proportion varie sensiblement d'un pays à l'autre, comme l'illustre le tableau 42.

Table42 : Nombre d'étudiants dans les établissements universitaires des pays arabes par sexe

PAYS	Femme	Homme	Total	Pourcentage de femmes au total
Émirats arabes unis	87,108	52,048	139,156	63
Bahreïn	31329	22981	54,310	58
Qatar	24608	18826	43,434	57
Arabie saoudite	800,780	819,711	1,620,491	49
Koweït	56121	32760	88,881	63
Oman	87,939	68,413	156,352	56
Libye	231,741	174,730	406,471	57
Algérie	869550	557976	1,427,526	61
Jordanie	263032	220721	483,753	54
Tunisie	193,168	112,467	305,635	63
Égypte	1,662,890	1,748,551	3,411,441	49
Liban	Données non disponibles		224,229	
Palestine	90,068	46,409	136,477	66
Maroc	631,599	513,554	1,145,153	55
Irak	370,997	343,975	714,972	52
Comores	Données non disponibles			
Syrie	410,383	335,903	746,286	55
Mauritanie	11,703	18,450	30,153	39
Soudan	Données non disponibles			
Djibouti	Données non disponibles		11,000	
Yémen	23,475	37,959	61,434	38
Somalie	51,015	80,681	131,696	39
Total	**5,863,141**	**5,210,158**	**11,308,528**	**52**

Source: États arabes Formulaire de données dans l'enseignement universitaire. Exepté:

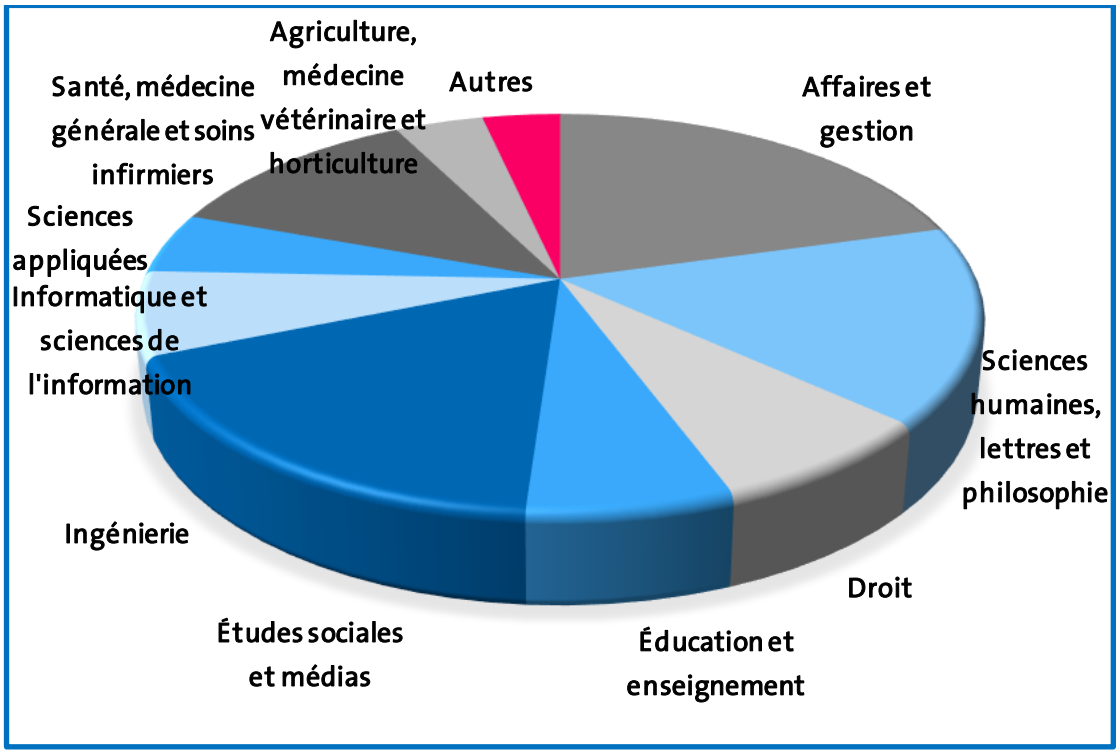
- Émirats arabes unis : Centre statistique pour le Conseil de coopération pour les États arabes du Golfe, 2025.
- Arabie saoudite : Ministère de l'éducation d'Arabie saoudite, 1446 A.H.
- Libye : Ministère de la Planification de l'État de la Libye, 2024.
- Tunisie : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République tunisienne, 2023.
- Égypte : Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques de la République arabe d'Égypte, 2023B.
- Palestine : Ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur de l'État de Palestine, 2025.
- Mauritanie : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, 2022.
- Yémen : Organisation centrale de statistique de la République du Yémen, 2024B.
- Somalie: Ministry of Education, Culture and Higher Education of Somalia, 2022

L'analyse des taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur arabe révèle une disparité notable entre les sexes, souvent en faveur des filles. Cette tendance s'explique en partie par le fait que de nombreux garçons choisissent d'entrer directement sur le marché du travail après le secondaire ou s'orientent vers des filières techniques et professionnelles, davantage adaptées à leurs profils. À l'inverse, les disciplines proposées dans les universités arabes − telles que les sciences humaines, l'éducation, le social ou les arts − attirent davantage les étudiantes. Les données montrent ainsi que les femmes constituent la majorité des étudiants dans treize pays arabes, avec des taux allant de 52 % en Irak à un maximum de 66 % en Palestine. Dans certains pays comme l'Algérie (61 %), les Émirats arabes unis, le Koweït et la Tunisie (63 %), la domination féminine est particulièrement marquée. En Égypte et en Arabie saoudite, la répartition est presque équilibrée, tandis que dans des pays comme la Somalie, la Mauritanie et le Yémen, les femmes restent minoritaires (entre 38 % et 39 %). Ces écarts reflètent des contextes sociaux, culturels et économiques spécifiques à chaque pays, où les

opportunités éducatives sont influencées par la structure du marché du travail, la diversité des programmes universitaires et la perception des rôles de genre. La prolifération des institutions universitaires et la qualité des programmes offerts jouent également un rôle déterminant, certaines disciplines constituant un facteur d' attractivité différencié selon le sexe.

1.5 Programmes de spécialisation scientifique dans l'enseignement supérieur :

L'objectif 4.4 de l'Agenda 2030 (UNESCO, 2016) met l'accent sur la nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur afin d'accroître le nombre de jeunes et d'adultes disposant de compétences adaptées, notamment techniques et professionnelles, pour favoriser l'emploi, l'accès à des emplois décents et l'entrepreneuriat d'ici 2030. Dans cette perspective, les institutions universitaires arabes sont tenues d'ajuster leurs programmes aux exigences de l'avenir, en anticipant les mutations rapides et souvent imprévisibles des environnements politiques, économiques et sociaux. Les signes de la quatrième révolution industrielle révèlent l'émergence de nouvelles disciplines génératrices de professions inédites, lesquelles requièrent des compétences intellectuelles et scientifiques avancées, tout en risquant de rendre obsolètes certaines professions existantes. L'examen des spécialisations scientifiques offertes dans les universités arabes, ainsi que l'analyse des choix des étudiants vis-à-vis de ces disciplines, permet de dégager les caractéristiques essentielles de l'enseignement supérieur dans la région. Il fournit également des indicateurs stratégiques sur la capacité de ce secteur à influencer le marché du travail et à soutenir le développement économique futur. La Figure 40 illustre la répartition des étudiants dans 14 pays arabes selon leur spécialisation principale, offrant une lecture comparative des orientations académiques et de leur impact potentiel sur les dynamiques socio-économiques.



Source :

- Qatar, Koweït, Oman, Libye, Algérie, Jordanie, Maroc, Syrie : Formulaire de données sur l'enseignement universitaire.
- Arabie saoudite : Ministère de l'éducation d'Arabie saoudite, 1446 A.H.
- Tunisie : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République tunisienne, 2023.
- Égypte : Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques de la Égypte, 2023B.
- Liban: Centre éducatif pour la recherche et le développement en République libanaise, 2023
- Palestine : Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur de l'État de Palestine, 2025.
- Somalie: UNESCO & Federal Government of Somali, 2022

Figure 40 : Répartition des étudiants dans 14 pays arabes selon les principales disciplines de leurs études

La Figure 40 met en évidence une forte concentration des étudiants arabes dans les disciplines des sciences humaines et sociales, qui regroupent la philosophie, le droit, l'éducation, les études sociales, les médias, le commerce et la gestion. Ces filières rassemblent 58 % des inscrits, mais leur capacité à générer des carrières futures solides demeure limitée, ce qui risque d'affecter l'équilibre du marché du travail et d'accroître les taux de chômage dans la région. Les sciences de l'ingénierie, de l'informatique, de la technologie et des sciences appliquées occupent la deuxième place avec 22 % des étudiants, tandis que les disciplines médicales, pharmaceutiques, agricoles et vétérinaires ne représentent que 16% du total. Cette répartition traduit la nature des programmes universitaires disponibles, majoritairement orientés vers les filières littéraires et sociales, moins coûteuses à mettre en œuvre que les filières scientifiques et médicales, lesquelles nécessitent des infrastructures lourdes, des laboratoires spécialisés et des équipements onéreux.

Le Tableau 43 complète cette analyse en présentant la répartition relative des étudiants par spécialisation et par sexe dans un ensemble de pays arabes. Les disciplines y sont regroupées en cinq catégories :

- Administration des affaires et droit ;
- Éducation et sciences sociales et humaines ;
- Médecine, pharmacie, agriculture et environnement ;
- Ingénierie, sciences appliquées et technologie ;
- Autres disciplines, incluant notamment les beaux-arts et les arts appliqués.

Cette classification permet de mieux comprendre les dynamiques de choix académiques dans la région et d'identifier les facteurs communs ou spécifiques à chaque pays, en lien avec les besoins du marché du travail et les contraintes institutionnelles.

Tableau 43 : Répartition en pourcentage des étudiants dans les établissements universitaires par domaine de spécialisation et par sexe

PAYS	Sexe	Ingénierie, sciences et technologies appliquées.	Médecine, Pharmacie, Agriculture et Environnement	Éducation, études humaines et information	Administration des affaires et droit.	Autres	Total
Qatar	Femme	17.0	2.0	33.0	**40.0**	8.0	**100**
Koweït	Femme	26.8	13.0	**47.0**	10.5	3.0	**100**
Oman	Femme	28.0	6.0	27.0	**34.0**	5.0	**100**
Libye	Femme	12.0	23.0	**56.0**	7.0	2.0	**100**
Algérie	Femme	19.3	20.3	**34.0**	26.0	0.0	**100**
Jordanie	Femme	21.0	**31.0**	25.0	18.0	5.0	**100**
Tunisie	Femme	22.0	12.0	**34.5**	24.8	7.0	**100**
Égypte	Femme	11.0	21.0	**42.0**	23.0	3.0	**100**
Palestine	Femme	**38.0**	21.0	**33.6**	0.6	7.0	**100**
Maroc	Femme	17.8	6.8	**38.0**	**37.0**	0.5	**100**
Syrie	Femme	23.0	17.0	**46.2**	12.4	1.0	**100**
Qatar	Homme	23.0	2.0	12.0	22.0	**41.0**	**100**
Koweït	Homme	**38.3**	3.2	**40.0**	16.1	2.4	**100**
Oman	Homme	**40.0**	1.0	18.5	**38.5**	2.0	**100**
Libye	Homme	28.0	16.0	**34.0**	20.0	2.0	**100**
Algérie	Homme	32.0	9.0	19.0	**37.0**	3.0	**100**
Jordanie	Homme	**34.0**	23.0	12.0	26.0	5.0	**100**
Tunisie	Homme	**33.0**	7.0	**34.0**	20.0	6.0	**100**
Égypte	Homme	25.0	17.0	21.0	**33.0**	4.0	**100**
Palestine	Homme	29.0	25.0	**33.0**	1.0	12.0	**100**
Maroc	Homme	19.0	4.0	**34.0**	**42.0**	1.0	**100**
Syrie	Homme	**42.0**	18.0	23.0	17.0	0.0	**100**

Source:

- Qatar, Koweït, Oman, Libye, Algérie, Jordanie, Maroc et Syrie : formulaire de données sur l'enseignement universitaire.
- Tunisie : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République tunisienne, 2023.

- Égypte : Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques de la République arabe d'Égypte, 2023B.
- Palestine : Ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur de l'État de Palestine, 2025.

L'examen du tableau met en évidence une préférence marquée des étudiantes arabes pour les disciplines humanitaires, éducatives et médiatiques. Cette orientation se retrouve dans la majorité des pays, avec toutefois des spécificités nationales : au Qatar, à Oman et au Maroc, une part importante des étudiantes s'oriente vers les études de gestion et de droit, tandis qu'en Palestine, l'attrait se porte davantage sur l'ingénierie et les sciences appliquées. Cette tendance dominante vers les filières sociales et humanitaires peut s'expliquer par des facteurs culturels et sociaux, qui orientent les jeunes femmes vers des carrières perçues comme plus sûres et stables, en adéquation avec les attentes de la société, contrairement à des professions plus exigeantes et incertaines comme la médecine ou l'ingénierie. En revanche, les choix des étudiants masculins apparaissent plus diversifiés et fortement influencés par les contextes nationaux. Dans des pays tels que Koweït, Oman, Jordanie, Algérie, Tunisie et Syrie, une proportion importante d'étudiants se dirige vers les sciences techniques, naturelles et l'ingénierie. Toutefois, dans certains de ces mêmes pays − notamment le Koweït, la Libye, la Tunisie, la Palestine et le Maroc − une part significative des étudiants opte également pour les filières littéraires, éducatives et médiatiques. Ainsi, la répartition des spécialisations reflète à la fois des dynamiques culturelles liées au genre et des variations structurelles propres à chaque pays, révélant une mosaïque de tendances qui influencent directement l'adéquation entre formation universitaire et besoins du marché du travail.

La situation de l'enseignement supérieur au Qatar se distingue par une forte proportion d'étudiants (41 %) inscrits dans des disciplines diverses, incluant les arts, la musique, mais aussi des programmes interdisciplinaires et des filières éducatives de base. Cette spécificité s'explique par la composition du secteur universitaire, constitué d'un mélange d'institutions publiques, privées et semi-gouvernementales, dont plusieurs sont des branches d' universités étrangères ou arabes récemment implantées. Cette diversité institutionnelle, liée au caractère encore jeune du système universitaire qatari, ouvre des perspectives de transformation et de développement plus rapides que dans d'autres pays de la région. Par ailleurs, les données révèlent une disparité entre les sexes dans l'orientation vers les disciplines médicales et de santé : 18 % des étudiantes y sont inscrites contre 14 % des étudiants masculins. Cette différence peut être attribuée à la nature des programmes proposés, souvent perçus comme plus adaptés ou plus attractifs pour les filles, tandis que les garçons se dirigent davantage vers les filières techniques et appliquées, telles que l'ingénierie ou les sciences technologiques. Ces tendances, marquées par une concentration dans certaines disciplines et un recul dans d'autres, mettent en lumière un déséquilibre entre l'offre et la demande dans l'enseignement supérieur arabe. Elles soulignent la nécessité d'examiner de manière critique les options disponibles pour les étudiants, afin de mieux aligner les résultats éducatifs sur les évolutions contemporaines et les besoins fondamentaux des sociétés arabes.

La graduation de cohortes d'étudiants dans des disciplines que le marché du travail ne peut absorber engendre des conséquences sociales et économiques multiples, dont le chômage des jeunes constitue l'un des problèmes les plus pressants dans le monde arabe. Les rapports sur le développement et l'emploi indiquent qu'en 2022, le taux de chômage des jeunes atteignait 26,3 %, soit près du double de la moyenne mondiale (14 %), tandis que celui des jeunes femmes culminait à 41,6 % (CESAO, 2024). Cette situation contribue à une fuite des cerveaux, où les talents et les compétences créatives sont contraints de migrer à l'étranger pour trouver des opportunités professionnelles adaptées. Face à ce défi, le développement des compétences et la qualité de l'éducation apparaissent comme des engagements essentiels des États arabes dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La cible 4.4 des Nations Unies insiste sur la nécessité d'« augmenter de manière significative le nombre de jeunes et d'adultes disposant de compétences appropriées, y compris techniques et professionnelles, pour l'emploi, les emplois décents et l'entrepreneuriat d' ici 2030 » (Nations Unies, 2015).

Cependant, le monde contemporain est marqué par des mutations rapides et inédites, qui affectent directement les systèmes éducatifs et les dynamiques du marché du travail. Parmi ces transformations, le changement numérique massif des économies et des sociétés constitue l'un des piliers de la quatrième révolution industrielle. Celle-ci ouvre la voie à de nouvelles professions dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la robotique, l'informatique et l'Internet des objets, l'impression 3D ou encore la sécurité de l'information (Al-Mashhadani, 2022). Ces évolutions exigent une adaptation urgente des programmes universitaires afin de préparer les jeunes générations aux compétences de demain et de réduire le décalage entre formation et emploi.

L'intelligence artificielle représente aujourd'hui l'une des révolutions scientifiques les plus marquantes, ayant profondément transformé divers aspects de la vie contemporaine. Les universités arabes sont ainsi appelées à l'intégrer sans délai dans leurs pratiques éducatives, afin de contribuer efficacement au développement humain et de ne pas être marginalisées dans le mouvement mondial. La diversification et la flexibilité des disciplines scientifiques, ainsi que l'anticipation de leurs évolutions futures, constituent dès lors une mission essentielle pour ces institutions, qui doivent s'adapter aux exigences du marché et aux besoins des économies nationales. Même si la demande actuelle sur le marché du travail arabe ne reflète pas encore pleinement les compétences requises par la quatrième révolution industrielle, il est impératif de suivre les tendances mondiales afin de garantir une durabilité à long terme des opportunités d'emploi (CESAO, 2024b). Dans ce contexte, l'enseignement supérieur arabe manifeste des tentatives sérieuses pour rester en phase avec le développement technologique et scientifique rapide, notamment par l'introduction de nouvelles disciplines académiques susceptibles de remodeler le système universitaire, à condition qu'elles bénéficient d'un soutien institutionnel et d'une promotion adéquate.
Le tableau 44 recense ainsi plusieurs domaines scientifiques prometteurs pour l'avenir, parmi lesquels l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les énergies renouvelables, la robotique (ingénierie mécatronique) et l'ingénierie nucléaire, autant de filières stratégiques qui pourraient renforcer la compétitivité des pays arabes et leur insertion dans l'économie mondiale du savoir.

Tableau 44 : Certaines disciplines scientifiques contemporaines proposées pour l'étude dans les établissements universitaires des pays arabes (pays arabes) [36]

Pays	Génie nucléaire	Robots	Énergie renouvelable	Cybersécurité	Ingénierie de l'intelligence artificielle
Émirats arabes unis	Spécialisations et programmes en génie nucléaire au niveau licence, master et diplôme supérieur	Spécialisation Mécatronique et Robotique Ingénierie, niveau Bachelor	Ingénierie des énergies renouvelables au niveau Bachelor	Spécialisations indépendantes au niveau Bachelor et Master	Université spécialisée
Bahreïn	Il n'y a pas de spécialisation directe en ingénierie nucléaire	Programme d'ingénierie mécatronique	Disciplines proches des énergies renouvelables avec un Master	Niveau bachelor	Un programme de diplôme en intelligence artificielle à distance
Qatar	Il n'y a pas de spécialisation directement	Spécialisations connexes	Licence en sciences et études supérieures en génie électrique	Bachelor et Master of Science en Cybersécurité	Programmes informatiques spécialisés
Arabie saoudite	Spécialisation en génie nucléaire au niveau du baccalauréat à la Faculté de génie et maîtrise en génie nucléaire.	La mécatronique et l'ingénierie robotique comme discipline qui intègre le génie mécanique, électrique et informatique	Spécialisations et programmes en énergie renouvelable	Master en cybersécurité	Bachelor et Master
Koweït	Il n'y a pas de spécialisation directe en ingénierie nucléaire	Licence en mécatronique, ingénierie et robotique.	Programmes "Power Systems" dans le département de génie électrique	Licence en cybersécurité	Licence en intelligence artificielle
Oman	Il n'y a pas de spécialisation directe en ingénierie nucléaire	Licence en ingénierie dans l'automatisation et l'ingénierie robotique	Programme de baccalauréat en génie en génie énergétique	Spécialisation cybersécurité au niveau Bachelor et Master en Cybersécurité.	Bachelor of Science en intelligence artificielle et Bachelor in Cloud Computing and Internet of things

[36] Les informations présentées dans ce tableau proviennent d'une navigation intensive sur Internet sur divers sites, dont les plus importants sont les sites web des universités bien connues dans les États arabes et les sites web des ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. se référer aux sources de données sur lesquelles l'intelligence artificielle est basée pour former une image claire de ces disciplines et les résumer autant que possible dans ce tableau.

Libye	Il n'y a pas de département d'ingénierie nucléaire séparé	L'un des programmes des facultés de sciences et technologies dans les domaines de la robotique, des systèmes intelligents et de l'automatisation industrielle	Licence en ingénierie des énergies renouvelables, maîtrise en énergies nouvelles et renouvelables.	Le Master se concentre sur les réseaux et la cybersécurité	Collège spécialisé en technologie de l'intelligence artificielle -
Algérie	Il n'y a pas de programmes de licence en génie nucléaire	Il n'existe actuellement aucun département spécialisé en robotique (Mécatronique)	Programmes spécialisés en « Energies renouvelables » au premier niveau universitaire et Master.	Une nouvelle école spécialisée en cybersécurité propose un Master en Cybersécurité	La spécialisation et ses applications sont proposées dans une université algérienne et la durée des études est de deux ans
Jordanie	La majeure en génie nucléaire accorde une licence.	Le programme a été établi dans une université jordanienne basée sur les normes internationales (ABET) dans son programme.	Spécialisations liées aux énergies renouvelables et programmes spécialisés en Master.	Programme de licence en cybersécurité	L'une des spécialisations dans la Faculté de technologie de l'information avec un baccalauréat.
Tunisie	Il n'y a actuellement aucune spécialisation directe en "ingénierie nucléaire"	Il n'y a pas de spécialisation en robotique ou mécatronique	Licence "Génie thermique et énergies renouvelables" ou "Génie énergétique".	Master en cybersécurité dans un institut spécialisé.	Une université en intelligence artificielle et ingénierie technologique devrait ouvrir dans 25/26
Égypte	Une université bien connue propose un programme en ingénierie nucléaire et radiologique.	La robotique et la mécatronique sont spécialisées dans les écoles d'ingénieurs et dans certains instituts spécialisés.	Programmes pour l'étude des énergies renouvelables avec étude théorique et application pratique dans les laboratoires spécialisés	Programmes de licence, master et doctorat en cybersécurité	Licence et diplôme de troisième cycle en intelligence artificielle
Liban	Il n'y a pas de spécialisation en ingénierie nucléaire dans les universités libanaises	L'enseignement est dispensé en tant que matière au sein de la spécialisation Génie mécanique.	Licence en « Ingénierie des énergies renouvelables » et filières en Master pour les sous-disciplines.	Il est dans une université et enseigne à distance	Il n'y a pas de données
Palestine	Il n'y a actuellement aucun programme pour l'ingénierie nucléaire	Spécialisation en Robotique au sein du programme de Bachelor Mécatronique	Diplôme intermédiaire en énergie renouvelable et études	Programme de licence en cybersécurité	Le programme est offert dans des

			de troisième cycle en « gestion des énergies renouvelables ».		universités « étrangères ».
Maroc	Il n'y a pas de spécialisation directe en "génie nucléaire"	Il n'y a actuellement aucune spécialisation spécifique en robotique ou en ingénierie mécatronique	Licence et Master en Ingénierie des énergies renouvelables	Master en cybersécurité et investigation numérique	Certificat d'Ingénieur d'État en Ingénierie Numérique et Intelligence Artificielle
Irak	Il n'y a pas de département spécialisé appelé "Génie nucléaire"	Cette spécialisation est offerte au sein des programmes de la Faculté d'ingénierie	Programme "Ingénierie de l'énergie et énergies renouvelables" dans le département d'ingénierie électromécanique	Programme "Ingénierie de l'énergie et énergies renouvelables" dans le département d'ingénierie électromécanique	Bachelor en intelligence artificielle des écoles d'ingénieurs
Comores	Pas de données				
Syrie	Il n'y a pas de département spécialisé appelé "Génie nucléaire"	Spécialisations liées à la robotique par le biais des programmes de génie mécatronique.	Il n'y a actuellement aucune spécialisation indépendante en ingénierie ou énergie renouvelable	Diplôme accrédité en partenariat avec des organisations internationales.	Cours et matières dans les écoles d'ingénieurs
Mauritanie	Il n'y a pas de données	Il n'y a actuellement aucune spécialisation en robotique (Mécatronique)	Niveau de licence et diplômes jusqu'au doctorat.	N'existe pas	Aucune donnée disponible
Soudan	Pas de données				
Djibouti	Pas de données				
Yémen	Il n'y a pas de données	Disciplines proches de la robotique telles que « Mechatronics Engineering ».	Licence en ingénierie des énergies renouvelables	Licence en cybersécurité	Licence en intelligence artificielle
Somalie	Il n'y a pas de données	Il n'y a pas de spécialisation en robotique ou mécatronique	Aucune donnée disponible	N'existe pas	Aucune donnée disponible

Les données présentées montrent que les institutions universitaires arabes proposent désormais des disciplines scientifiques contemporaines adaptées aux exigences actuelles, principalement au niveau du diplôme et de la licence. L'analyse des programmes disponibles sur les sites institutionnels révèle que ce sont surtout les facultés d'ingénierie et de technologies de l'information qui intègrent ces spécialisations, en raison de la nature de leurs cursus. Certaines universités vont plus loin en offrant ces nouvelles filières comme spécialisations indépendantes, accessibles dès le baccalauréat ou dans le cadre de programmes intégrés en ingénierie et en informatique.
L'essor de l'intelligence artificielle, devenue une composante majeure de la transformation numérique, illustre cette dynamique. Plusieurs pays arabes ont pris l'initiative de créer des établissements spécialisés, tels que l'Université Mohammed ben Zayed pour l'intelligence artificielle aux Émirats arabes unis, le Collège Benghazi de technologie d'intelligence artificielle en Libye, ou encore l'École nationale supérieure d'intelligence artificielle en Algérie. Ces initiatives traduisent une volonté affirmée de positionner l'enseignement supérieur arabe dans le courant mondial de l'innovation scientifique et technologique. Toutefois, cette image positive doit être consolidée par un contenu scientifique solide, capable de répondre aux attentes et aux défis futurs. Les résultats de l'apprentissage doivent non seulement préparer efficacement les étudiants aux professions émergentes, mais aussi contribuer à la production scientifique et au développement des connaissances, au-delà de la simple réception de savoirs externes. Le véritable enjeu réside donc dans la qualité et la précision des compétences transmises, qui doivent être en adéquation avec les évolutions contemporaines. Cela annonce une explosion des savoirs et des sciences, à laquelle les universités arabes doivent se préparer pour former des générations aptes à relever les défis de l'avenir.

1.6 Personnel enseignant dans les institutions universitaires :

Les données disponibles sur le personnel enseignant dans les institutions universitaires arabes révèlent une image globale mais représentative de la région. Sur les 18 pays ayant fourni des statistiques, le nombre total de membres du corps professoral atteint 485 614 enseignants, dont 55 % d'hommes et 45 % de femmes. En moyenne, chaque établissement universitaire compte environ 453 enseignants, bien que cette proportion varie selon le nombre d'institutions et la taille des cohortes étudiantes dans chaque pays.
Cette répartition reflète les différences structurelles entre les systèmes d'enseignement supérieur arabes : certains pays disposent d'un réseau dense d'universités et d'un corps professoral relativement équilibré, tandis que d'autres, avec moins d'établissements ou une population étudiante plus réduite, présentent des ratios différents. La Figure 41 illustre ces disparités en mettant en évidence le nombre moyen d'étudiants par enseignant, un indicateur clé de la qualité de l'encadrement pédagogique et de la capacité des institutions à offrir un suivi individualisé.
Ainsi, l'analyse du personnel enseignant ne se limite pas à une simple comptabilisation, mais constitue un élément essentiel pour évaluer la qualité de l'enseignement supérieur dans les pays arabes, en lien direct avec la croissance des effectifs étudiants et les défis de gouvernance universitaire.

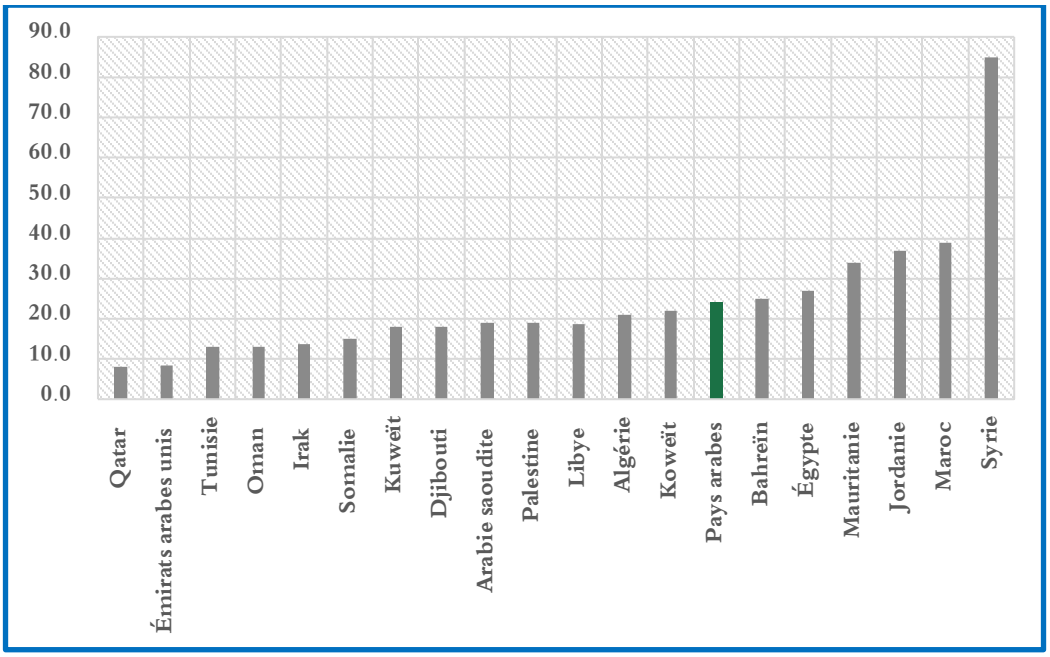


Figure 41 : Nombre d'étudiants par enseignant dans les établissements universitaires des pays arabes

La figure ci-dessus met en évidence que la moyenne générale du ratio étudiants/enseignant dans les pays arabes avoisine 23 étudiants par enseignant, ce qui correspond à la moyenne régionale. Toutefois, les écarts entre États sont considérables : le Qatar et les Émirats arabes unis affichent les taux les plus bas avec seulement 8 étudiants par enseignant, tandis que le Maroc atteint 39 étudiants, et la Syrie enregistre le chiffre le plus élevé avec 85 étudiants par enseignant. Des ratios relativement élevés sont également observés en Mauritanie (34) et en Jordanie (37). Ces disparités s'expliquent par des différences structurelles internes aux systèmes d' enseignement supérieur : la distinction entre secteur public et privé, les modes d'admission, ainsi que la nature des programmes proposés. Certaines filières, comme les sciences médicales ou techniques, nécessitent une faible densité de classes pour garantir la qualité de l'apprentissage, tandis que d'autres, telles que les facultés d'éducation, de littérature et de sciences sociales, peuvent accueillir un nombre beaucoup plus élevé d'étudiants. Ainsi, le ratio étudiants/enseignant constitue un indicateur clé de la qualité pédagogique, révélant à la fois les capacités d' accueil des institutions et les défis liés à l'équilibre entre massification de l'enseignement supérieur et maintien d'un encadrement académique efficace.

La forte densité d'étudiants par enseignant, bien qu'elle ne traduise pas directement la qualité du processus éducatif, tend à générer des pratiques pédagogiques limitées, centrées sur l'endoctrinement, la mémorisation et la transmission de savoirs figés. Ce modèle s'accompagne souvent de systèmes d'évaluation qui privilégient la valeur du certificat au détriment de l'apprentissage appliqué et de la recherche scientifique. Les études menées sur les pratiques éducatives dans les universités arabes mettent en évidence la rareté de pédagogies actives telles que l'apprentissage collaboratif, la résolution de problèmes, la discussion et le débat, particulièrement dans les facultés d'administration des affaires, d'éducation et de science politique, où la densité étudiante est élevée et la nature des études favorise des approches plus traditionnelles (Al-Amin, 2024). Par ailleurs, la répartition du personnel enseignant selon les grades académiques constitue un indicateur essentiel de la qualité des ressources humaines dans les établissements universitaires. Ces grades reflètent les niveaux d'expérience académique, scientifique et de recherche des enseignants, et s'inscrivent dans la structure organisationnelle des universités. La progression dans la carrière académique est conditionnée par des exigences précises, notamment la réalisation de travaux de recherche conformes aux normes académiques fixées par chaque institution. Le tableau 45 illustre cette répartition, mettant

en lumière le rôle des grades dans le développement professionnel des enseignants et dans la consolidation de la qualité de l'enseignement supérieur.

Tableau 45 : Répartition relative du personnel enseignant dans les établissements universitaires des pays arabes par grades académiques

	Assistant	Enseignant assistant	Enseignant	Maitre-assistant	Maitre associé	Professeur associé	Professeur	Total
Bahreïn	0.7		18.5	50.5	21.3		8.9	**100**
Qatar	9.2		34.8	42	9.2		4.8	**100**
Koweït	21.7		28.9	27.5	5.5	16.4		**100**
Oman	11.4		50.1	16.5	9.2	8	4.8	
Libye	38.7		32.3	16.8	4.4	7.8		**100**
Palestine	34.5		26.8	29.3	3.4	6.1		**100**
Irak		30.5	29.1	26.0	14.4		0.04	**100**
Syrie	24		33.9	18.9	23.1	0		**100**
Mauritanie	40		35.5	20.8	3.7		0	**100**
Somalie	9.2		42.9	1.7	35	7.5	3.7	**100**

Source : Formulaires de données pour les États arabes dans l'enseignement universitaire, sauf :

- Libye : Ministère de la Planification de l'État de la Libye, 2024.
- Palestine : Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur de l'État de Palestine, 2025.
- Mauritanie : Ministère De L'enseignement Supérieur Et De La Recherche Scientifique, 2022
- Somalie: Ministry Of Education, Culture And Higher Education Of Somalia, 2022

Les rangs académiques dans les universités arabes sont organisés selon une hiérarchie standardisée allant du niveau inférieur au niveau supérieur : enseignant, professeur adjoint, professeur associé, professeur titulaire et enfin expert. Cette structuration reflète les normes adoptées dans la communauté académique régionale, avec des désignations propres à chaque pays mais reposant sur des principes communs. L'analyse du tableau montre une disparité notable dans la répartition du personnel enseignant entre les pays arabes. Dans certains États, tels que la Somalie, la Libye et la Palestine, plus de 30 % du corps professoral est constitué d'enseignants et d'assistants d'enseignement, généralement titulaires d'une licence ou d'un master, représentant le premier échelon de la carrière académique. À l'inverse, dans d'autres pays, la majorité du personnel est composée de professeurs et maîtres assistants titulaires de doctorats, ayant accumulé plusieurs années d'expérience dans l'enseignement et la recherche, avec des publications scientifiques et des responsabilités de supervision académique. Ces enseignants constituent l'ossature du corps professoral, assurant à la fois l'enseignement et la recherche. Leur proportion varie fortement : 76,8 % au Qatar, contre 55 % en Irak, 53 % en Syrie, et des taux plus faibles en Libye (49 %) et en Somalie (% 44,6). Cette diversité met en lumière les écarts de qualification et de structuration académique entre les pays arabes, révélant des systèmes où la base professorale repose soit sur des enseignants en début de carrière, soit sur des cadres expérimentés capables de porter la recherche et l'innovation scientifique.

La proportion de membres du corps professoral occupant le rang de professeur − considéré comme un niveau intermédiaire dans la hiérarchie académique − varie sensiblement d'un pays arabe à l'autre. Ce grade, qui traduit une expérience significative acquise au sein de l'institution universitaire, combine des responsabilités en matière d'enseignement, de recherche et de transmission de savoirs, et constitue un indicateur essentiel du potentiel scientifique et de recherche des universités. Les données révèlent que ce pourcentage est particulièrement faible en Palestine (3,4 %) et en Mauritanie (3,7 %), tandis qu'il atteint son niveau le plus élevé en Somalie (35 %).
Il convient également de souligner que les systèmes de classement académique diffèrent selon les pays arabes. Certains, comme le Koweït, ne reconnaissent qu'un seul rang avancé, celui de professeur associé. D'autres, tels que le Bahreïn et le Qatar, ont adopté uniquement le grade de professeur expérimenté. Enfin, des pays comme Oman et Somalie distinguent deux niveaux supérieurs : professeur associé et professeur expérimenté. Cette diversité reflète la pluralité des traditions

académiques dans la région et met en lumière des trajectoires professionnelles différenciées, influençant directement la structuration et la capacité de production scientifique des établissements universitaires.

La répartition des rangs académiques traduit des visions divergentes parmi les autorités universitaires arabes quant à la nature du travail académique et aux attentes vis-à-vis du corps professoral. Dans certains établissements, l'accent est mis sur l'équilibre entre l'enseignement et la recherche scientifique, considérés comme les deux piliers de la vie universitaire et de la production de savoir. Toutefois, le système administratif propre à chaque institution, notamment les conditions de promotion, joue un rôle déterminant : il peut faciliter ou, au contraire, entraver l'accomplissement de cette double mission. Dans de nombreux cas, les critères de promotion reposent sur des exigences quantitatives, telles que la publication d'un nombre prédéfini d'articles dans des périodiques ou revues, sans réelle considération pour la qualité scientifique ou l'impact des travaux. Ce modèle conduit à une logique où la quantité prime sur la substance, incitant les enseignants à multiplier les publications pour progresser dans la hiérarchie académique. Une telle approche, largement répandue dans plusieurs universités arabes, favorise une production scientifique déconnectée de la création de connaissances, réduisant la recherche à un instrument de carrière plutôt qu'à un vecteur d'innovation et de développement intellectuel (Al-Amin, 2024). En somme, la question des conditions de promotion illustre les tensions entre la recherche de reconnaissance académique et la nécessité de garantir une véritable qualité scientifique, enjeu central pour l'avenir de l'enseignement supérieur dans la région

1.7 Conclusion :

Malgré l'absence d'indicateurs exhaustifs sur les conditions de qualité dans l'enseignement supérieur arabe, plusieurs éléments peuvent être dégagés des rapports et des plans stratégiques nationaux :

- Efforts gouvernementaux : les autorités responsables de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ont entrepris des initiatives notables pour diversifier les parcours et élargir les opportunités offertes aux différentes catégories sociales.
- Disparités régionales : les écarts observés entre pays reflètent directement les différences de niveaux économiques et de conditions sociales, influençant la capacité de chaque État à investir et à réformer son système universitaire.
- Transformation numérique : certains pays ont réalisé des avancées significatives dans le développement des réseaux informatiques et de données, ainsi que dans l'intégration des techniques scientifiques modernes dans les processus pédagogiques.
- Intelligence artificielle : des efforts sont visibles pour introduire et localiser l'usage de l'IA dans l'enseignement supérieur et la recherche, afin de préparer les générations actuelles à en maîtriser les applications de manière fonctionnelle et ciblée.
- Ouverture au secteur privé : la participation croissante du secteur privé constitue une tendance positive, traduisant un partenariat avec les gouvernements. Elle permet de mobiliser des ressources supplémentaires, d'accroître la flexibilité institutionnelle et de renforcer la capacité d' innovation du système universitaire.

Toutefois, l'ampleur de ces efforts demeure inégale selon les pays, en raison de volontés politiques divergentes et de conditions économiques et sociales contrastées, qui limitent la mise en œuvre effective des réformes et accentuent les défis structurels auxquels l'enseignement supérieur arabe est confronté.

L'écart entre les pays arabes dans le domaine de l'enseignement supérieur apparaît plus marqué que dans celui de l'éducation publique. Si des disparités avaient déjà été relevées dans les chapitres précédents concernant les indicateurs de qualité de l'enseignement de base, elles s'avèrent encore plus prononcées lorsqu'il s'agit de l'enseignement universitaire. Cette situation s'explique par la rapidité des mutations qui affectent le système arabe d'enseignement supérieur, confronté aux transformations mondiales, mais aussi par les différences significatives de revenus, de soutien

politique et de capacité à suivre le rythme des innovations. À cela s'ajoute l'impact des conflits internes qui freinent, voire inversent, les progrès réalisés dans certains pays. Dans ce contexte, les écarts en matière d'opportunités éducatives et de qualité de l'enseignement supérieur risquent de se creuser davantage, et les disparités pourraient s'accentuer au cours des prochaines années, renforçant les inégalités structurelles entre les États arabes.

2. Recherche scientifique dans les institutions universitaires

Les universités constituent un environnement privilégié d'incubation pour la recherche scientifique, qu'elle soit appliquée ou académique. Ce mouvement s'articule autour de deux axes principaux :

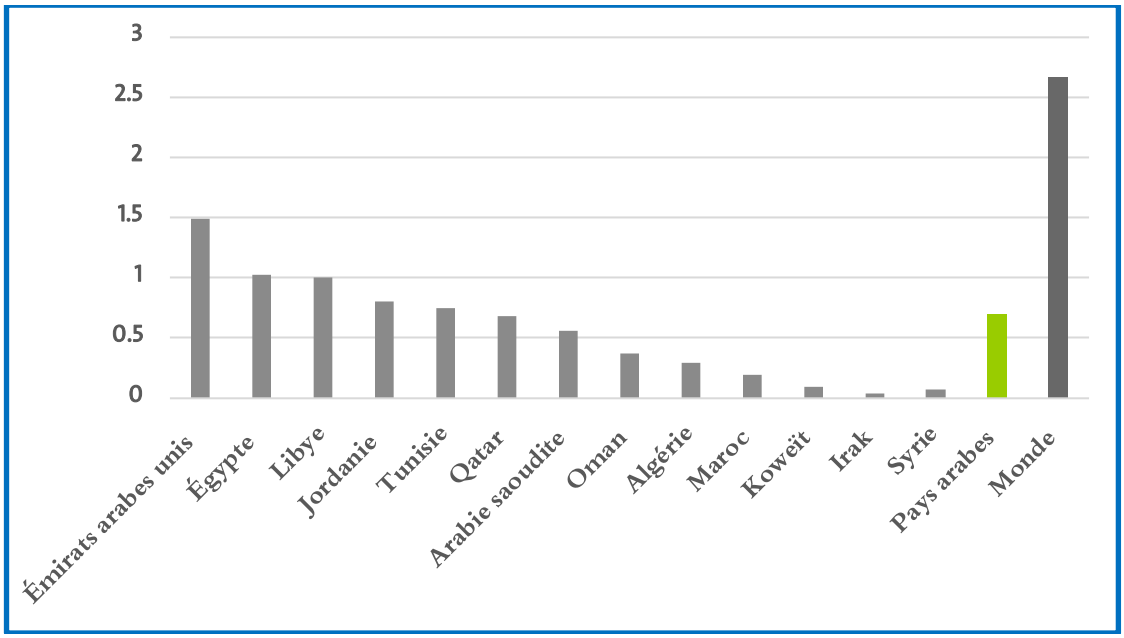
- Les programmes de troisième cycle et le corps professoral, pilotés de manière formelle et systématique par les institutions universitaires.
- Les centres de recherche scientifique, implantés au sein des universités ou dans divers secteurs nationaux (pétrolier, agricole, environnemental, etc.), créés en fonction des besoins spécifiques.

L'importance de la recherche scientifique a été consacrée dans l'Agenda 2030 pour le développement durable, dont l'objectif 9 vise à « construire une infrastructure résiliente, stimuler l'industrialisation inclusive et promouvoir l'innovation ». Le sous-objectif 9.5 engage les États à « promouvoir la recherche scientifique et améliorer les capacités technologiques dans les secteurs industriels, en particulier dans les pays en développement, d'ici 2030 ; accroître l'innovation, le nombre de chercheurs par million d'habitants et les dépenses publiques et privées consacrées à la R&D » (Nations Unies, 2015). Dans le cadre de ce rapport sur la qualité de l'éducation dans les pays arabes, une section a été consacrée à la recherche scientifique universitaire. Toutefois, les réponses fournies par les États aux formulaires envoyés se sont révélées très limitées, voire insuffisantes, ne permettant pas de dresser un tableau complet de la situation. Malgré ces lacunes, certains indicateurs essentiels ont pu être recueillis et seront examinés dans la suite de cette analyse.

2.1 Allocation financière pour la recherche scientifique :

Pour qu'un système national de recherche scientifique puisse remplir pleinement son rôle, il est indispensable de créer un environnement favorable, reposant sur une législation adaptée, des allocations financières et matérielles suffisantes, la formation et la qualification des chercheurs, ainsi que la mise à disposition d'équipements et de bases de données modernes. Les pays développés reconnaissent l'importance stratégique d'investir dans la recherche scientifique et inscrivent des ressources conséquentes à ce titre dans leurs budgets. L'indice des dépenses de recherche en pourcentage du PIB constitue un indicateur majeur de l'état de la science et de la technologie, tout en reflétant le rang d'un pays dans l'indice global de développement. Dans cette logique, les pays développés considèrent la recherche scientifique comme un investissement structurant, porteur de croissance économique et sociale.

À l'échelle mondiale, les dépenses consacrées à la recherche oscillent généralement entre 1 % et 3 % du PIB, avec une moyenne de 2,67 % en 2022. Les disparités régionales sont notables : 3,44 % en Amérique du Nord, 2,82 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, contre seulement 0,70 % dans les pays arabes la même année (Banque mondiale, 2022).



Source : World Bank, 2022 Excepté

- État de la Libye : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de l'État de la Libye, 2023, p. 11.
- Royaume hachémite de Jordanie : ministère de la Planification et de la coopération internationale du Royaume hachémite de Jordanie, 2022, p. 93
- République algérienne démocratique et populaire : formulaire de données de l'État dans l'enseignement universitaire.

Figure 42 : Le pourcentage des dépenses de recherche scientifique dans les pays arabes par rapport au PIB

La figure présentée met en évidence la place de premier plan des Émirats arabes unis dans le financement de la recherche scientifique, avec environ 1,5 % du PIB consacré à ce secteur. Les retombées de cet investissement se traduisent par la création de nombreux centres de recherche spécialisés, couvrant des domaines stratégiques et en phase avec les évolutions contemporaines : le Centre Khalifa pour la biotechnologie et le génie génétique, le Centre national des sciences et technologies spatiales de l'Université des Émirats, l'EBTIC (Centre des Émirats pour l'innovation dans les technologies de l'information et de la communication), le Laboratoire de systèmes sécurisés de l'Université Khalifa, le Centre de recherche biomédicale de l'Université Mohammed bin Rashid, ainsi que des pôles novateurs tels que le Centre d'intelligence artificielle intégrative et le Centre d'excellence en arabe de l'Université Mohammed bin Zayed. Ces initiatives traduisent une vision stratégique visant à aligner la recherche universitaire sur les besoins futurs du développement national.

L'Égypte occupe la deuxième position, suivie par la Libye, chacune consacrant environ 1 % du PIB à la recherche scientifique. L'Égypte se distingue par une tradition de recherche ancienne et diversifiée, renforcée par des réformes institutionnelles. En 2019, la création de l'Autorité de financement de la science, de la technologie et de l'innovation − remplaçant le Fonds de développement de la science et de la technologie − a marqué une étape importante. Cette autorité vise à financer la recherche et le développement technologique, tout en favorisant l'utilisation des résultats scientifiques au service du développement communautaire. Par ailleurs, l'État égyptien s'attache à soutenir l'innovation et à renforcer les liens entre la recherche et l'industrie. Cette orientation se traduit par la mise en place de nombreux incubateurs technologiques, en partenariat avec les universités nationales, afin de stimuler la coopération entre les centres de recherche et les secteurs productifs et industriels.

En somme, les exemples des Emirates arabes unis et de l'Égypte illustrent deux modèles complémentaires : l'un fondé sur une infrastructure de recherche moderne et diversifiée, l'autre sur

une institutionnalisation progressive visant à relier la recherche scientifique aux besoins socio-économiques et industriels.

Bien que la Libye consacre environ 1 % de son PIB à la recherche scientifique – un taux relativement élevé comparé à la moyenne arabe – ce chiffre doit être interprété à la lumière du contexte national. Le pays se caractérise par une population limitée, une économie fortement dépendante des exportations pétrolières, ainsi qu'un manque de ressources humaines et d'expertise qualifiée.
Le projet de Stratégie nationale pour l'enseignement supérieur 2024-2034 met en évidence plusieurs faiblesses structurelles :
- Une augmentation rapide et non planifiée des universités privées, dont les performances restent faibles et dont la contribution à la recherche scientifique demeure marginale.
- L'absence d'une stratégie intégrée reliant la recherche scientifique aux plans de développement national et aux besoins de la société.
- Une faible coordination entre les institutions universitaires, les centres de recherche et les secteurs productifs, limitant l'impact de la recherche sur l'économie réelle.
- Des infrastructures insuffisantes (laboratoires, équipements, bases de données), entraînant une perte de temps et de ressources financières.
Ces constats révèlent que, malgré un effort budgétaire notable, la Libye souffre d'un déficit de structuration et de gouvernance scientifique. Sans une stratégie cohérente et une meilleure intégration de la recherche aux besoins socio-économiques, l'investissement actuel risque de produire des résultats limités et de freiner la capacité du pays à transformer la recherche en véritable moteur de développement.

Dans la majorité des pays arabes, la part des dépenses consacrées à la recherche scientifique reste inférieure à 1 % du PIB. La Jordanie, la Tunisie, le Qatar et l'Arabie saoudite affichent des taux similaires, mais la valeur réelle des montants investis diffère fortement en raison des écarts de production nationale. Les pays riches du Conseil de coopération du Golfe (CCG) se distinguent par des allocations financières plus importantes : l'Arabie saoudite consacre environ 5,12 milliards de dollars, tandis que le Qatar dépasse le milliard de dollars. Ces investissements ont permis la création de centres de recherche avancés, mais les thématiques privilégiées semblent concentrées sur les technologies du futur et la transformation numérique (intelligence artificielle, cybersécurité, etc.), davantage que sur le développement des industries locales existantes.
À l'inverse, certains pays à revenu intermédiaire cherchent à relier la recherche scientifique aux priorités nationales de développement. Le Maroc et l'Algérie ont mis l'accent sur les énergies renouvelables. En avril 2025, le Maroc a lancé officiellement le Programme national d'appui au développement, à la recherche et à l'innovation (PNARDI), doté d'un financement mixte public-privé de 1 milliard de dirhams marocains (105 millions de dollars). Ce programme vise à soutenir les jeunes chercheurs, à renforcer le lien entre recherche et besoins économiques, et à générer de nouvelles ressources financières. De leur côté, la Jordanie et la Tunisie ont orienté leurs efforts vers la recherche sur l'eau et les ressources naturelles, conformément aux défis environnementaux et aux contraintes locales. Ces initiatives traduisent une tendance réaliste visant à adapter la recherche scientifique aux ressources disponibles et aux besoins de développement spécifiques de chaque pays

2. 2 Infrastructure de la recherche scientifique dans les institutions universitaires :

L'infrastructure de recherche scientifique repose sur plusieurs composantes essentielles : des centres spécialisés, des cadres humains qualifiés, des équipes auxiliaires, ainsi que des équipements et bases de données scientifiques. En raison du nombre limité de données disponibles, l'analyse se concentre ici sur les centres de recherche universitaires et leurs chercheurs. Ces centres jouent un rôle d'incubateur académique et appliqué, permettant aux chercheurs de produire des connaissances utiles à la prise de décision. Leur pertinence dépend de la capacité à relier les résultats de recherche aux processus décisionnels politiques et à leur application pratique. Les spécialisations varient : certains centres se consacrent à la recherche économique et politique, d'autres à la recherche scientifique et

technique appliquée, et d'autres encore aux études sociales et éducatives. Outre le soutien de l'État, ces centres cherchent à attirer des financements nationaux et internationaux, ou à répondre à des commandes spécifiques visant à résoudre des problèmes de développement.
Le capital humain constitue le véritable moteur de ces centres. Aux côtés des experts et scientifiques recrutés, les professeurs d'université et les étudiants en master et doctorat représentent une part importante des ressources humaines, contribuant à la production scientifique par leurs travaux de recherche et leurs thèses. Cependant, selon les données internationales, la contribution des pays arabes reste limitée : le nombre de chercheurs n'y dépasse pas 2, % du total mondial. À l'échelle globale, près de 80 % des chercheurs sont concentrés dans trois régions : l'Asie du Sud et de l'Est (37,6 %), l'Union européenne (23,5 %) et l'Amérique du Nord (18,1 %) (ALECSO, 2022).

Un critère de référence largement utilisé pour évaluer la capacité d'un pays à soutenir la recherche scientifique est le nombre de chercheurs par million d'habitants. Selon le rapport 2024 de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la moyenne mondiale en 2021 s'élevait à 1 353 chercheurs par million d'habitants. Les pays arabes restent nettement en deçà de ce seuil, avec seulement 630 chercheurs par million d'habitants la même année, soit moins de la moitié de la moyenne mondiale.
Cette faiblesse structurelle se reflète également dans le nombre de centres de recherche recensés dans les pays arabes, tel que présenté dans le tableau 46

Tableau 46 : Nombre de centres de recherche scientifique dans les institutions universitaires des pays arabes

	Nombre de centres par établissement universitaire	Nombre de centres de recherche dans les institutions universitaires
Émirats arabes unis	0.9	48
Bahreïn	1.2	22
Qatar	1.0	18
Arabie saoudite	0.8	52
Koweït	2.0	16
Oman	1.1	43
Libye	0.1	6
Algérie	0.3	31
Jordanie	0.9	40
Tunisie	0.6	70
Égypte	1.2	137
Liban	Aucune donnée disponible	
Palestine	Aucune donnée disponible	
Maroc	36.1	866
Irak	0.8	41
Comores	Aucune donnée disponible	
Syrie	Aucune donnée disponible	
Mauritanie	0.2	4
Soudan	Aucune donnée disponible	
Djibouti	Aucune donnée disponible	
Yémen	Aucune donnée disponible	
Somalie	Aucune donnée disponible	
États arabes	**1.3**	**1394**

Source : Formulaires de données sur l'enseignement supérieur dans les États arabes, sauf :

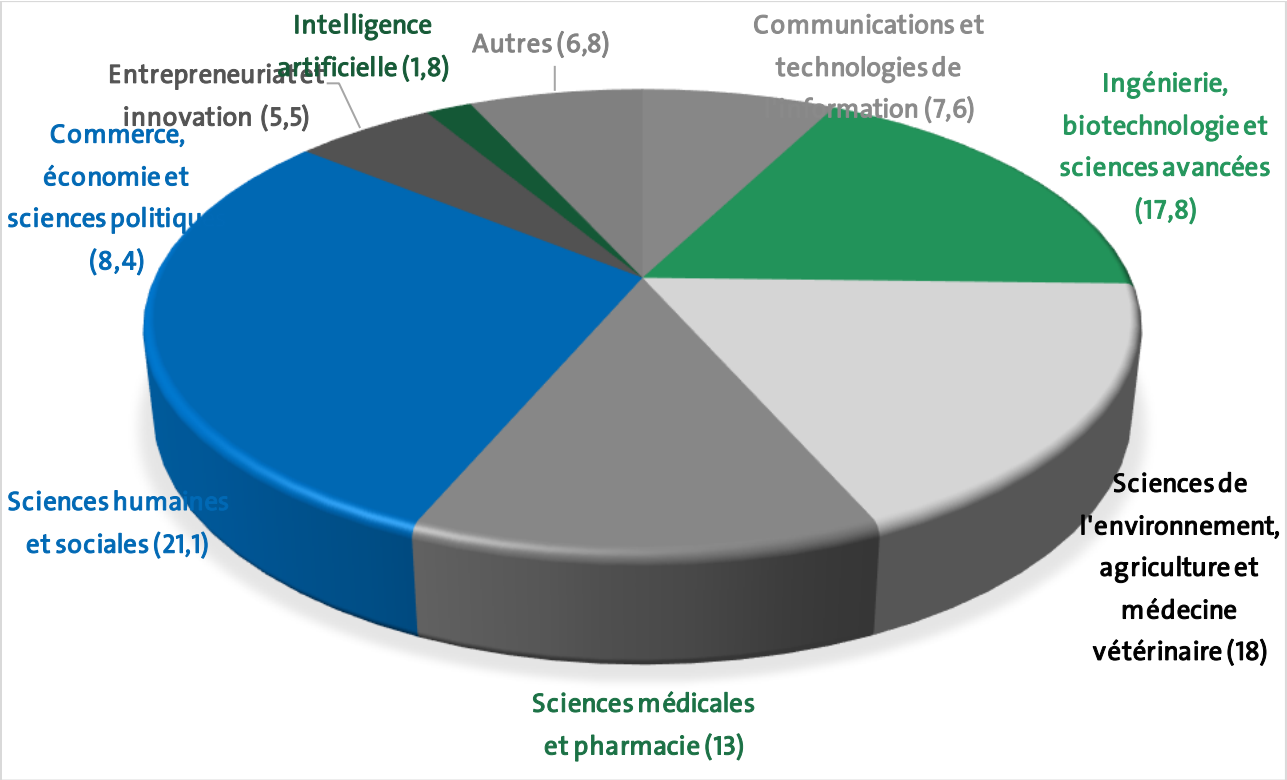
- Emirates: Commission For Academic Accreditation In UAE, 2022
- République de Tunisie : ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République tunisienne, 2023
- République arabe d'Égypte : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République arabe d'Égypte, 2025B
- République islamique de Mauritanie : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République de Mauritanie, 2022.

Le tableau 46 révèle une forte disparité dans la répartition des centres de recherche au sein des universités arabes. Le Maroc domine avec une moyenne impressionnante d'environ 36 centres par

université, traduisant une densité institutionnelle élevée et une volonté affirmée de structurer la recherche scientifique. L'Égypte occupe la deuxième place avec 137 centres, soit 1,2 centre par université, dont 11 relèvent directement du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, 14 dépendent d'autres ministères mais sont encadrés académiquement, et 126 sont affiliés aux universités publiques, avec une concentration remarquable à l'Université du Caire qui en compte 48. La Tunisie se situe en troisième position avec 70 centres, mais sa moyenne est plus faible (0,6 centre par université) en raison du grand nombre d'institutions universitaires (117), le plus élevé du monde arabe. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Oman et l'Irak suivent ensuite, tandis que la Jordanie et l'Algérie occupent des positions intermédiaires. Les pays du Golfe comme Bahreïn, le Qatar et le Koweït disposent respectivement de 22, 18 et 16 centres, alors que la Libye et la Mauritanie enregistrent des chiffres très modestes, inférieurs à dix centres chacun. Cette répartition met en évidence une géographie contrastée de la recherche scientifique arabe, où certains pays construisent une infrastructure dense et diversifiée, tandis que d'autres peinent à dépasser un rôle secondaire.

Le taux de centres de recherche par institution universitaire varie sensiblement d'un pays arabe à l'autre. Au Koweït, chaque université compte en moyenne deux centres de recherche, tandis qu'au Bahreïn, au Qatar et à Oman, il existe au moins un centre par établissement. Les Émirats arabes unis et la Jordanie affichent des taux légèrement inférieurs (0,9 centre par université), avec respectivement 55 et 43 institutions. En revanche, l'Algérie présente un taux beaucoup plus bas (0,3), malgré ses 115 universités, et la Libye atteint le niveau le plus faible avec seulement 0,1 centre par université pour un total de 88 établissements. Les données montrent qu'au moins six pays arabes disposent d'un centre de recherche par université, à l'exception notable du Maroc, où la densité est exceptionnelle avec 36 centres par institution. Dans les autres pays, la majorité des universités ne possèdent pas de centres de recherche, comme en Libye et en Tunisie. Cette tendance s'explique par le coût élevé de création et de gestion de ces structures, ainsi que par la disponibilité limitée de chercheurs qualifiés capables de mener des projets scientifiques rentables. Par ailleurs, certains établissements fonctionnent principalement comme des collèges universitaires axés sur l'enseignement, où la recherche se limite aux travaux réalisés par les étudiants de master et de doctorat.

Le domaine de spécialisation scientifique des centres de recherche dans les institutions universitaires se limite à onze pays arabes : les États du Conseil de coopération du Golfe, la République d'Irak, le Royaume hachémite de Jordanie, ainsi qu'un certain nombre de pays d'Afrique du Nord, à savoir la République arabe d'Égypte, l'État de Libye et la République algérienne démocratique et populaire. Le nombre de ces centres s'élève à 383 sur un total de 454, soit 84 %. La figure 43 illustre la distribution relative de ces centres dans les pays arabes selon leur principal domaine de spécialisation.



Source : États arabes Formulaire de données pour l'enseignement universitaire sauf : République arabe d'Égypte : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la République arabe d'Égypte, 2025B.

Figure 43 : Répartition des centres de recherche dans un certain nombre de pays arabes par domaine de spécialisation

La figure ci-dessus indique que la recherche appliquée dans les domaines de l'ingénierie, de la biotechnologie, des sciences environnementales et médicales représente la part la plus importante de la recherche scientifique (48,8 %) dans les onze pays arabes, avec une proportion notable consacrée à l'environnement, à l'agriculture et à la recherche vétérinaire. Ce type de recherche contribue à résoudre de nombreux problèmes contemporains auxquels les pays arabes sont confrontés, tels que les enjeux environnementaux, la pollution et le gaspillage, tout en soutenant des secteurs vitaux comme la sécurité alimentaire, l'amélioration de l'agriculture et l'augmentation de sa productivité, ainsi que la création d'un environnement propice à l'innovation scientifique dans l'industrie, la médecine et l'agriculture. La recherche en sciences humaines et sociales occupe une place importante avec 21,1%, ce qui reflète la forte présence de ces disciplines dans les établissements universitaires étudiés précédemment. Ces travaux sont particulièrement pertinents dans le contexte actuel puisqu'ils permettent d'analyser la situation humanitaire et les problèmes sociaux contemporains vécus par une grande partie des sociétés arabes. Les domaines de la gestion, de l'économie, des sciences politiques et des technologies de l'information et de la communication sont moins représentés, avec respectivement 8,4% et 7,6% des centres de recherche, bien qu'ils soient essentiels pour accompagner l'évolution des entreprises et renforcer la compétitivité des pays arabes dans l'économie mondiale.

Les recherches liées au leadership, à la promotion de l'innovation scientifique et aux programmes d'accompagnement tels que les incubateurs scientifiques et industriels représentent 5,5%, tandis que l'allocation de centres de recherche à l'intelligence artificielle constitue un indicateur significatif du suivi des innovations technologiques et de l'opportunité donnée aux jeunes chercheurs de développer leurs compétences en matière de recherche et d'innovation. L'examen de la répartition de ces centres par catégorie de pays permet ainsi d'identifier les domaines prioritaires de chaque groupe et de mesurer la manière dont les tendances de la recherche scientifique s'articulent avec le contexte social et économique propre à chacun. Le tableau 47 présente cette répartition par domaine de spécialisation.

Tableau 47 : La répartition relative des centres de recherche dans les institutions universitaires dans un certain nombre de pays arabes selon le domaine de spécialisation de la recherche

Domaine de spécialisation en recherche	La République d'Irak et le Royaume hachémite de Jordanie	États membres du Conseil de coopération	Pays d'Afrique du Nord (République arabe d'Égypte - État libyen - République algérienne démocratique et populaire)
Communications et technologies de l'information	3.00	12.00	4.50
Sciences de l'ingénieur, biotechnologie et sciences avancées	13.00	19.00	18.70
Sciences de l'environnement, agriculture et vétérinaire	25.00	12.00	21.60
Science médicale et pharmacie	15.00	14.40	10.40
Sciences humaines et sociales	23.00	15.00	28.40
Commerce, économie et sciences politiques	8.00	8.00	9.00
Leadership et innovation	5.00	8.60	1.50
Intelligence artificielle	0.00	3.50	0.70
Autres	8.00	7.50	5.20
Total	100.00	100.00	100.00

Source : Les États arabes forment dans l'enseignement universitaire sauf l'Égypte : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la République arabe d'Égypte, B2025.

Le tableau ci-dessus met en évidence une tendance générale à la hausse des taux d'intérêt dans la recherche appliquée en ingénierie, environnement, agriculture et médecine, qui représentent la part la plus importante des centres de recherche : 45% dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, 53% en Irak et en Jordanie, et environ 51% dans le groupe nord-africain. En revanche, les pays du CCG manifestent un intérêt marqué pour la recherche dans les technologies de l'information et de la communication (12 %), ainsi que pour le leadership, l'innovation et l'intelligence artificielle (8,6% et 3,5 % respectivement). L'Irak et la Jordanie consacrent moins de 5% de leurs centres à la recherche en leadership et en innovation, et environ 3,5% à la communication et à la technologie, sans disposer de centres dédiés à l'intelligence artificielle. Le groupe nord-africain, quant à lui, ne compte que 4,5% de centres spécialisés dans la communication et la technologie, 1,5% dans le leadership et l'innovation, et moins de 1% dans l'intelligence artificielle. Les sciences humaines et sociales occupent une place importante, particulièrement en Afrique du Nord (28,4 %), suivie par l'Irak et la Jordanie (23 %), tandis que dans le CCG, elles ne représentent que 15%. La recherche en Afrique du Nord se concentre sur les centres d'études des peuples dans divers pays, alors qu'en Jordanie, des centres sont spécifiquement consacrés aux études sur les réfugiés, les personnes déplacées, la migration forcée, ainsi qu'aux études sur les femmes et la société jordanienne.

Ce qui précède met en évidence des tendances convergentes entre différents groupes de pays arabes, tout en reflétant les disparités de leurs capacités en matière de dépenses consacrées à la recherche scientifique dans les disciplines appliquées, la technologie, le leadership et l'intelligence artificielle, domaines particulièrement coûteux et exigeant une expertise ainsi que des ressources humaines qualifiées. Il est prévu que le niveau des rémunérations versées aux chercheurs dans ces centres augmente, et que ces derniers puissent attirer des compétences étrangères afin de renforcer l'efficacité des cadres locaux et soutenir la production scientifique, le développement et l'innovation. L'ALECSO a classé les pays arabes en trois groupes selon leur degré de préparation à la recherche scientifique et à l'innovation : un premier groupe ayant dépassé le stade du renforcement des capacités et engagé dans la valorisation de la recherche, caractérisé par une production scientifique régulière, des brevets, des incubateurs et des start-ups ; un deuxième groupe disposant de structures de recherche et d' une production régulière et de qualité ; et enfin un troisième groupe comprenant des chercheurs mais sans structure claire ni production scientifique régulière (ALECSO, 2024). L'organisation souligne l'importance du financement de la recherche dans le premier groupe, ainsi que des

investissements dans la mise en place de structures permettant une production scientifique régulière et de qualité, et insiste sur le rôle des pôles technologiques dans la création de start-ups et l'attraction de financements adaptés. Le tableau 48 présente le nombre de chercheurs dans les pays arabes ainsi que leur proportion par million d'habitants, offrant ainsi une dimension supplémentaire pour comprendre le contexte de la recherche scientifique dans la région.

Tableau 48 : Nombre de chercheurs dans les pays arabes par rapport à chaque million d'habitants

	L'année	Nombre de chercheurs par million d'habitants
Émirats arabes unis	2020	2424
Bahreïn	Aucune donnée disponible	
Qatar	2018	584
Arabie saoudite	2020	453
Koweït	2020	502
Oman	2020	242
Libye	Aucune donnée disponible	
Algérie	2017	819
Jordanie	2017	596
Tunisie	2020	1945
Égypte	2020	677
Liban	Aucune donnée disponible	
Palestine	Aucune donnée disponible	
Maroc	2016	1073
Irak	2020	105
Comores	Aucune donnée disponible	
Syrie	2021	273
Mauritanie	Aucune donnée disponible	
Soudan	Aucune donnée disponible	
Djibouti	Aucune donnée disponible	
Yémen	Aucune donnée disponible	
de Somalie	Aucune donnée disponible	
États arabes	2020	579
Le monde	2020	1215

Source : Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), 2022. Sauf:

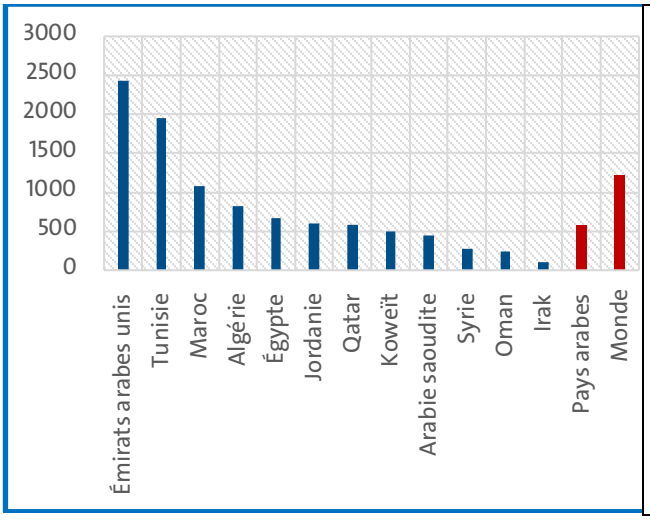
- Royaume hachémite de Jordanie : Ministère de la planification et de la coopération internationale du Royaume hachémite de Jordanie, 2022
- République arabe syrienne : Organisation de planification et de coopération internationale de la République arabe syrienne, 2024

Le tableau 48 indique que la proportion de chercheurs à temps plein dans le monde arabe n'a pas dépassé 579 en 2020 pour un million d'habitants, soit moins de la moitié de la moyenne mondiale de la même année (1215). Ce ratio varie selon les pays arabes et atteint son niveau le plus élevé aux Émirats arabes unis, avec 2424 chercheurs par million d'habitants, un chiffre supérieur à la moyenne mondiale. Les Émirats se distinguent ainsi par la part du PIB consacrée à la recherche scientifique et par la multiplication de centres de recherche avancés dans les universités nationales. La République tunisienne occupe la deuxième place avec 1945 chercheurs par million d'habitants, ce qui lui confère une position dominante parmi les pays africains, tant en proportion de chercheurs dans la population qu'en production scientifique. Le Royaume du Maroc se classe troisième avec 1073 chercheurs par million d'habitants, un chiffre supérieur à la moyenne arabe. Dans le cadre du Programme national d'appui à la recherche pour le développement et l'innovation 2025-2028, le Maroc s'efforce de soutenir les jeunes chercheurs prometteurs, en mobilisant 200 millions de dirhams pour attirer les talents marocains de l'étranger et renforcer le système national de recherche et d'innovation, tout en diversifiant les ressources et moyens de financement nécessaires à l'excellence scientifique dans des domaines stratégiques.

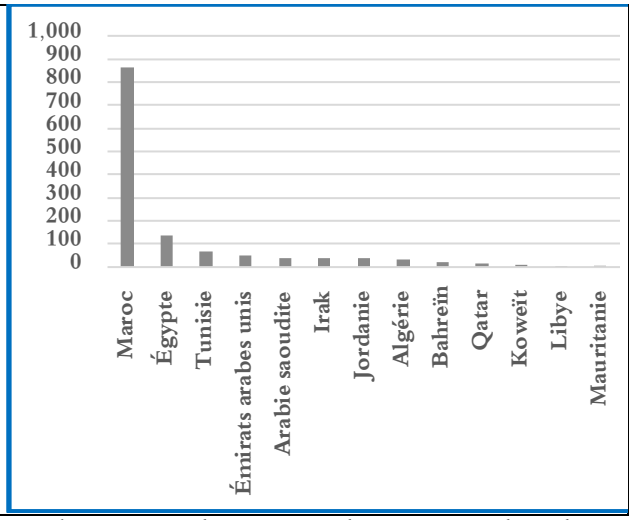
L'Algérie compte 819 chercheurs par million d'habitants, un chiffre supérieur à la moyenne arabe. Elle se distingue par la diversité de ses structures de recherche, réparties entre agences nationales

spécialisées et centres implantés sur l'ensemble du territoire. Depuis le début du XXIe siècle, la recherche y est particulièrement dynamique grâce à l'intégration des chercheurs dans ces structures et à l'allocation de ressources financières destinées au développement scientifique et technologique (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, 2021). L'Égypte enregistre 677 chercheurs par million d'habitants. Bien que ce nombre soit inférieur à celui de certains pays voisins, elle se caractérise par un environnement de recherche riche et diversifié. Celui-ci favorise la production scientifique dans de nombreux domaines, tels que les sciences naturelles, l'agriculture, l'environnement, les sciences spatiales, la géologie, les sciences marines, la médecine, la pharmacie, ainsi que les communications et les technologies de l'information. Les multiples centres et instituts offrent aux chercheurs des opportunités de formation pratique et de perfectionnement, contribuant à la constitution de cadres scientifiques et à leur rôle dans le développement communautaire (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, B2025).

Les pays du Mashreq arabe suivent ensuite, avec la Jordanie qui compte 596 chercheurs par million d'habitants et le Qatar avec 584. La Jordanie met en œuvre divers programmes de soutien aux chercheurs à travers le Fonds de soutien à la recherche scientifique et à l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur et d'organismes privés. Ce fonds vise à promouvoir la recherche appliquée et l'innovation, en apportant un appui financier aux projets dans des secteurs clés de la connaissance, contribuant ainsi à relier la recherche scientifique à l'économie et au développement (Conseil suprême pour la science et la technologie, 2025). Le Qatar, pour sa part, déploie des efforts considérables dans le cadre de la Stratégie de recherche, de développement et d'innovation 2030. L'objectif est de faire de la recherche scientifique un pilier central du système national de recherche et d'innovation, et de renforcer son rôle en tant que leader mondial dans ce domaine. Le pays s'attache à construire une base de talents locaux et étrangers afin de stimuler l'excellence et l'innovation, en s'appuyant sur une structure solide qui favorise l'attraction de compétences internationales et l'accélération du développement des ressources humaines nationales (Conseil qatari pour la recherche, le développement et l'innovation, 2025). Le Koweït compte 502 chercheurs par million d'habitants, suivi par l'Arabie saoudite avec 453. Le nombre chute ensuite en Syrie à 273, à Oman avec 242, et en Irak avec 141 chercheurs par million d'habitants. Ces taux demeurent inférieurs à la moyenne arabe. La figure 44 illustre la relation entre le nombre de centres de recherche et celui des chercheurs par million d'habitants, montrant que la multiplication des centres ne traduit pas nécessairement une augmentation proportionnelle de la production scientifique attendue.



Classement des pays arabes par nombre de chercheurs par million d'habitants



Classement des pays arabes par nombre de centres de recherche

Figure 44 : Classement des pays arabes par le nombre de centres de recherche scientifique et classés selon le nombre de chercheurs par million d'habitants

Il ressort des données précédentes que les pays occupant les premières places en termes de nombre de centres de recherche se situent également en tête pour le nombre de chercheurs par million d'habitants. Toutefois, le Maroc recule à la troisième position pour ce dernier indicateur. À l'inverse, les Émirats arabes unis dominent par leur densité de chercheurs, mais ne se classent qu'au quatrième rang en matière de centres de recherche. Cette tendance apparaît également lorsqu'on compare l'Égypte et l'Algérie : bien que l'Égypte dispose d'un nombre de centres de recherche quatre fois et demie supérieur, le nombre de chercheurs par million d'habitants reste quasiment identique dans les deux pays. La différence entre ces deux indicateurs — le nombre de centres de recherche et celui des chercheurs — s'explique par la nature et la qualité des structures disponibles. Certains domaines, comme la recherche sociale, nécessitent un grand nombre de chercheurs, tandis que d'autres, tels que les sciences expérimentales, requièrent surtout des laboratoires, du matériel scientifique ou des observatoires, et mobilisent un nombre plus restreint de chercheurs. Il convient également de rappeler que la création de centres de recherche doit être encadrée par des mécanismes de gouvernance et de redevabilité, afin de garantir leur contribution effective au développement. Ces structures absorbent en effet des ressources financières considérables, qui doivent être utilisées de manière optimale pour atteindre les résultats escomptés.

2. 3 La production scientifique et de recherche dans les établissements universitaires

La production scientifique et de recherche reflète le niveau d'activité et le dynamisme des études menées au sein des institutions universitaires. Elle résulte de la combinaison des efforts déployés par les universités et les autorités de recherche, qu'il s'agisse de l'allocation de ressources, de la création de centres et d'instituts spécialisés, de la nomination de compétences scientifiques ou de la mise à disposition d'équipements, de matériels et de soutiens adaptés. Elle repose également sur des dispositifs qui accompagnent le processus de recherche, en assurant sa planification et en valorisant ses résultats dans les décisions et les programmes de développement. La production scientifique se divise en deux grandes catégories. La première est la recherche fondamentale, qui vise à élargir le champ des connaissances, à acquérir de nouveaux savoirs ou à élaborer des théories scientifiques fondées sur l'étude des phénomènes observables. Elle peut être de nature expérimentale ou théorique et concerne des disciplines telles que l'économie, la gestion, l'éducation ou la psychologie. La seconde est la recherche appliquée, orientée vers des objectifs précis. Elle consiste à concevoir des méthodes, des outils ou des solutions pratiques permettant de répondre à des problèmes existants et de faciliter la vie dans des domaines spécifiques. Cette recherche s'appuie sur les acquis scientifiques et sur l'expérience pratique, et se déploie principalement dans des secteurs tels que l'ingénierie, la médecine et les sciences de la vie, notamment l'agriculture, la santé et l'alimentation.

Afin d'évaluer l'activité des centres de recherche scientifique, et plus largement celle des universités, l'indice de production scientifique par million d'habitants constitue un critère pertinent pour comparer les pays et mesurer l'ampleur du travail des chercheurs. Une enquête menée sur la production scientifique dans les pays arabes entre 2001 et 2020, fondée sur l'analyse d'articles et de revues publiés dans des bases de données reconnues, révèle que cette production reste nettement inférieure à la moyenne mondiale. Au cours de cette période, 601 000 articles scientifiques ont été publiés, soit 1660 articles par million d'habitants, contre une moyenne mondiale de 3671 articles par million. La part de la production arabe ne représente ainsi que 2,35 % du total mondial (Rabban, 2021). La production scientifique des chercheurs universitaires constitue l'un des principaux critères de progression dans les rangs académiques et représente, pour la majorité d'entre eux, une motivation essentielle. Les universités et centres de recherche encouragent cette dynamique en instaurant des systèmes de promotion fondés sur le nombre de publications. Si cette pratique stimule le mouvement scientifique, elle peut toutefois se faire au détriment de la qualité des travaux et de l'enrichissement réel des connaissances, une tendance fréquemment observée dans les pays arabes (Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science, 2024).

Sous la forme des données relatives à l'enseignement supérieur dans les pays arabes, une question a été posée concernant les recherches menées dans les universités au cours des années 2022 et 2023, avec une distinction entre recherche scientifique appliquée et recherche descriptive. Afin de réduire les divergences liées aux définitions de la recherche publiée et aux limites des données disponibles, il a été fait référence au rapport de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO) publié en 2022, portant sur la réalité de la recherche scientifique dans les pays arabes comparée au reste du monde. Ce rapport comprenait des données sur les publications scientifiques dans la région. Le tableau 49 présente les résultats obtenus à partir du formulaire de données transmis par les pays arabes, en indiquant le nombre de recherches par million d'habitants en 2023, et les confronte aux données publiées par l'ALECSO afin d'offrir une vision plus précise de cet aspect

Tableau 49 : Nombre de recherches appliquées et descriptives dans les institutions universitaires par million d'habitants dans les pays arabes

	Recherche en 2022/2023 par million d'habitants	Source des données
Émirats arabes unis	1101	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Bahreïn	834	Formulaire de données sur l'enseignement supérieur pour les pays arabes
Qatar	1881	
Arabie saoudite	868	
Koweït	445	
Oman	543	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Libye	23	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Algérie	311	Formulaire de données sur l'enseignement supérieur pour les pays arabes
Jordanie	1,375	
Tunisie	731	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Égypte	309	Ministère de la planification et du développement économique de la République arabe d'Égypte, 2021
Liban	668	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Palestine	263	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Maroc	274	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Irak	479	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Comores	Il n'y a pas de données	
Syrie	45	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Mauritanie	29	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Soudan	29	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Djibouti	Il n'y a pas de données	
Yémen	37	(ALECSO, 2022) Tableau 2
Somalie	Il n'y a pas de données	
Royaume-Uni	3356	(ALECSO, 2022) Tableau 2
États-Unis d'Amérique	2130	(ALECSO, 2022) Tableau 2

On observe une différence entre les données fournies par les États arabes dans le formulaire relatif à l'enseignement supérieur (sept États seulement) et celles publiées par ces mêmes pays dans le bulletin statistique de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science. Cette divergence ne s'explique pas uniquement par la date de publication, mais peut également être liée à deux facteurs principaux:

- Premièrement, les limites de la définition de la recherche achevée. Certains pays ne prennent en compte que les travaux publiés sous forme de livres, articles, périodiques ou communications scientifiques, sans inclure les projets dont les rapports restent non publiés. Or, ces derniers peuvent être particulièrement importants et contribuer à des décisions stratégiques dans le domaine du développement.
- Deuxièmement, la faiblesse des bases de données disponibles dans les pays arabes et l'absence d'un observatoire unifié permettant de suivre de manière fiable les recherches publiées et les projets réalisés. Cette lacune réduit la qualité de la documentation et compromet la fiabilité des rapports officiels.

La majorité des formulaires reçus étaient incomplets et peu adaptés à la comparaison. Parmi les sept États ayant communiqué des données sur la recherche menée en 2022 et 2023, seuls quatre ont fourni une classification distinguant la recherche appliquée de la recherche descriptive, ce qui met en évidence la fragilité des systèmes de documentation scientifique dans la région. De manière générale,

les données publiées par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science révèlent de fortes disparités entre la production scientifique des pays arabes et celle de plusieurs pays développés. Ainsi, le Royaume-Uni a produit 3356 publications scientifiques en 2022, les États-Unis 2130, et la Chine compte 546 publications par million d'habitants (ALECSO, 2022, tableau 2). Dans le monde arabe, le Qatar, la Jordanie, Bahreïn et les Émirats arabes unis occupent les premières places en nombre de publications par million d'habitants. En revanche, le taux chute à 479 en Iraq, puis à 45 en Syrie, 37 au Yémen, 29 au Soudan et 20 en Mauritanie.

Le problème central ne réside toutefois pas dans le volume des recherches publiées ni dans leur nature — appliquée ou descriptive — mais dans leur qualité, leur crédibilité et leur capacité à répondre à des problématiques réelles. Il s'agit également de la pertinence des hypothèses scientifiques formulées, des outils méthodologiques employés et, enfin, du but véritable poursuivi par la recherche. Une part importante des difficultés rencontrées dans les pays arabes, notamment au sein des institutions universitaires, provient des traditions de recherche adoptées par les chercheurs. Ceux-ci privilégient souvent la recherche de statut social et l'avancement professionnel plutôt que l'acquisition de connaissances. Cette approche les conduit à se conformer aux normes traditionnelles et à éviter les sujets socialement ou politiquement sensibles, produisant ainsi des travaux dépourvus de connaissances nouvelles et souvent redondants par rapport aux recherches antérieures (Al-Amin, 2024). Ces pratiques institutionnelles engendrent deux types de résultats : des recherches qui restent confinées aux rayonnages des bibliothèques, ou, à l'inverse, des travaux qui s'inscrivent dans une dynamique de changement et de développement continu.

2. 4 Conclusion :

Le constat précédent met en lumière l'état de la recherche scientifique dans les pays arabes. L'analyse a porté à la fois sur les structures organisationnelles disponibles — centres de recherche et ressources humaines — et sur la production scientifique, reflet du rendement de ces institutions. L'image que renvoie la recherche scientifique d'un pays traduit son niveau de développement, sa stabilité et sa position dans le concert des nations. L'évaluation de la qualité de l'enseignement universitaire diffère de celle de la recherche scientifique : il est possible d'assurer un enseignement supérieur de haut niveau grâce à des normes élevées, comme le montrent de nombreux pays. En revanche, produire une recherche de qualité exige davantage que la création de centres ou la qualification de chercheurs ; elle suppose avant tout la formation des esprits, des attitudes et des valeurs, qui constituent les véritables fondements d'une production scientifique pertinente. Ainsi, la production observée ne correspond pas toujours aux efforts investis dans l'établissement des centres et la préparation des chercheurs. Malgré des initiatives importantes et une multiplication de structures de recherche au sein des universités, les résultats demeurent en deçà des attentes, tant sur le plan local qu'international. Ce rapport souligne donc un enjeu central : l'amélioration de la qualité des performances des centres de recherche passe par le renforcement du capital humain, seul capable d'orienter des pratiques scientifiques solides, fonctionnelles et efficaces.

3. Classification internationale des établissements universitaires

Dans cette section, nous étudions le niveau des institutions universitaires en fonction de leur statut dans les classements arabes et internationaux. Il existe plusieurs catégories, dont les plus importantes sont:

- Classement mondial QS QS (QS World University Rankings)
- Classement du Times (The Times Higher Education)
- Plateforme de classement des universités arabes (Arab Ranking for Universities)

Ces classements sont établis en fonction de critères et d'indicateurs qualitatifs calculés sur la base de certains poids pour chaque indicateur, et visent à classer les universités du monde entier selon les notes qu'elles obtiennent dans ces indicateurs, pour indiquer le niveau d'efficacité et de qualité des programmes qu'ils fournissent. Ces classements sont une incitation pour les pays et les universités à rivaliser pour la qualité et la qualité dans leurs programmes, et les universités qui apparaissent dans

ces classements aux postes avancés sont considérées comme des universités internationales. Nous examinons la classification des universités arabes dans ces groupes respectivement :

3. 1 Classification mondiale QS (QS World University Rankings):

Le classement évoqué fait partie des trois principaux classements internationaux d'universités et est élaboré par une entreprise britannique spécialisée dans l'enseignement supérieur. Il repose sur dix critères qui prennent en compte la réputation académique des universités, la valeur de leurs diplômés sur le marché du travail, leurs efforts de recherche, leur rayonnement local et international, ainsi que leurs publications scientifiques. La présence d'un corps professoral international et d'étudiants étrangers constitue également un critère de cette évaluation.

Pour l'année 2025, le classement a inclus environ 1500 établissements universitaires répartis dans 105 systèmes éducatifs à travers le monde. Les universités des pays arabes représentaient 16,4 % du total, soit 246 institutions issues de 20 pays. Le tableau 50 présente les résultats obtenus par ces pays, en indiquant la performance des principales universités de chaque État. Le score numérique correspond à l'estimation attribuée par l'organisation en pourcentage du total des critères retenus.

Tableau 50 : Résultats du classement des institutions universitaires dans les pays arabes au classement mondial QS

	Nombre d'établissements universitaires soumis à la classification	L'établissement universitaire classé premier au niveau national	Classement de l'institution universitaire	Résultats numériques des établissements universitaires au niveau régional
Arabie saoudite	34	King Fahd University of Petroleum and Minerals	1	100
Qatar	2	Country University	2	98.6
Émirats arabes unis	14	Khalifa Université des Sciences et de la Technologie	4	94.7
Liban	14	Université américaine de Beyrouth	6	92
Oman	7	Université Sultan Qaboos	8	85.2
Jordanie	24	Université de Jordanie	9	83
Égypte	36	Université américaine au Caire	13	79.2
Koweït	4	Université américaine du Moyen-Orient	23	73.4
Bahreïn	5	Université des sciences appliquées	25	72.5
Irak	32	Université de Bagdad	38	57.6
Tunisie	9	Université de Tunis	44	56.6
Palestine	11	Université de Jérusalem	52	50.2
Maroc	10	Université Mohammed VI à Rabat	95	30.9
Soudan	9	Université de Khartoum	102	28.5
Algérie	17	Université Abu Bakr Balqaid Tlemcen	132	21.1
Syrie	3	Université de Damas	145	19
Libye	7	Université de Tripoli	147	18.5
Yémen	6	Université des sciences et technologies au Yémen	191-200	..
Mauritanie	1	Université de Nouakchott	201-250	..
Djibouti	1	Université de Djibouti	201-250	..
Nombre d'institutions évaluées	245			

Source: Qs World University Rankings, 2025.

Les résultats du classement QS World University 2025 mettent en évidence la position dominante des universités des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) au sein du monde arabe. L'Université Roi Fahd du pétrole et des minéraux en Arabie saoudite occupe la première place parmi les universités arabes et se classe 67e au niveau mondial, avec une estimation de 76,5 %. Le Royaume compte 34 établissements classés, soit 13,8 % du total des universités arabes évaluées, et sept de ses institutions figurent parmi les vingt premières de la région.

L'Université du Qatar se situe en deuxième position dans le monde arabe et première au niveau national, avec un rang mondial de 112 et une estimation de 66,5 %. Aux Émirats arabes unis,

l'Université Khalifa des sciences et de la technologie occupe la quatrième place dans la région et la première parmi les 14 établissements classés du pays, se positionnant 202e au niveau mondial avec une estimation de 46.1%. Au Liban, l'Université américaine de Beyrouth est la mieux classée, occupant la sixième place dans le monde arabe et la 250e place mondiale, avec une estimation de 40,6 %. La Jordanie et l'Égypte se distinguent également : l'Université de Jordanie est neuvième dans la région et 368e au niveau mondial (31,4 %), tandis que l'Université américaine du Caire est treizième dans le monde arabe et 350e au niveau mondial (32.5%). Le Bahreïn est représenté par l'Université des sciences appliquées, classée 368e au niveau mondial. Au Koweït, l'Université américaine du Moyen-Orient figure entre les rangs 601 et 620, tandis que l'Université de Bagdad en Irak se situe entre les rangs 801 et 850. La participation de pays confrontés à de fortes contraintes sociales, économiques et politiques, tels que la Syrie, la Libye ou le Yémen, mérite d'être soulignée. Leur présence dans ce classement international témoigne de la volonté des universités arabes de s'inscrire dans l'espace académique mondial et de se rapprocher des normes de qualité internationales.

3.2 Classement TIMES (The Times Higher Education):

Les résultats de ce classement offrent une mesure fiable de la performance des universités, fondée sur plusieurs critères pondérés : l'environnement d'enseignement et d'apprentissage (31%), l'environnement de recherche (31%), l'efficacité de la recherche (24 %), la réputation internationale (8%) et la relation avec la société (6%). Le tableau 51 présente les résultats obtenus par les universités arabes en 2024. Au total, 238 établissements issus de 16 pays arabes ont été intégrés dans un classement mondial regroupant 2860 institutions universitaires. Cette participation témoigne de l'ancrage croissant des universités arabes dans l'espace académique international et de leur volonté de se conformer aux standards mondiaux de qualité.

Tableau 51 : Résultats du classement 2024Times des établissements universitaires dans les pays arabes. The Times Higher Education

	Nombre d'établissements universitaires classés dans chaque pays	L'institution universitaire s'est classée première au niveau d'un pays	Classement au niveau des États arabes	Appréciation
Arabie saoudite	34	Université des sciences et technologies du roi Abdallah	1	92.1
Qatar	1	Country University	4	88.3
Liban	5	Université américaine de Beyrouth	6	82.4
Émirats arabes unis	12	Université Khalifa	6	81.5
Égypte	42	Université du Caire	8	78.8
Jordanie	19	Université de Jordanie	9	78.6
Oman	4	Université Sultan Qaboos	15	75.3
Bahreïn	2	Université privée	17	73.4
Irak	45	Université de Bagdad	20	71.6
Palestine	4	L'Université Nationale du succès	23	70.7
Tunisie	10	Université de Tunis	36	62
Maroc	14	Université Polytechnique Mohammed VI	38	60.9
Koweït	5	Université américaine du Moyen-Orient	38	60.9
Algérie	37	Université Djellali Liabeps Sidi Bel Abbès	81 - 90	45 - 47.3
Libye	2	Université de Tripoli	181-200	28.5 - 31.1
Syrie	2	Université de Damas	161-180	31.4 - 34.6
Total des établissements classés	**238**			

Source: Times Higher education, 2024

Il ressort du tableau précédent que KAUST occupe la première place parmi les universités d'Arabie saoudite et se situe également en tête des établissements arabes, avec un classement mondial supérieur à la 90e position. L'Université du Qatar se classe quatrième dans la région, suivie par l'Université américaine de Beyrouth au Liban. Plusieurs établissements en Égypte et en Jordanie affichent également des indicateurs avancés, occupant respectivement la huitième et la neuvième place dans le monde arabe, à un niveau comparable à celui de leurs homologues saoudiens, qatariens et émiratis.

L'Université Sultan Qaboos à Oman se positionne au 15e rang arabe avec une estimation de 73,4%, tandis que l'Université Al-Ahliyya au Bahreïn, participant pour la première fois à ce classement, obtient 73,3 % et se classe 17e. En Irak, l'Université de Bagdad arrive en tête des 45 établissements classés dans le pays et occupe la 20e place au niveau arabe. En Palestine, l'Université nationale d'Al-Najah se distingue en se classant 23e parmi les universités arabes, avec une estimation de 70,7%.

Malgré des positions mondiales plus modestes, plusieurs pays participent activement au classement, tels que la Tunisie (10 institutions), le Maroc (14 institutions) et l'Algérie (37 institutions). Cette présence contribue à renforcer le développement de l'enseignement supérieur en offrant un retour structuré sur les performances des universités, selon des normes internationales reconnues.

3. 3 Plateforme de classement des universités arabes (Arab Ranking for Universities ARU):

Cette classification a été élaborée en partenariat avec le Secrétariat général de la Ligue des États arabes, l'Union des universités arabes, l'Union des conseils de recherche scientifique arabes et l'ALECSO). Elle repose sur quatre axes principaux :

- Enseignement et apprentissage (qualité de l'enseignement) : 300 points
- Recherche scientifique (quantité et qualité des résultats) : 400 points
- Créativité, esprit d'entreprise et innovation : 150 points, avec une dimension économique liée au transfert et à l'exploitation des connaissances pour bâtir une économie du savoir
- Coopération locale et internationale et service communautaire : 150 points, mettant l'accent sur l'ouverture internationale et l'impact sociétal

En 2024, 180 établissements universitaires issus de 16 pays arabes ont été intégrés dans ce classement. Le tableau 52 présente, pour chaque pays, le nombre d'universités classées, l'établissement arrivé en tête au niveau national, ainsi que son rang parmi les universités arabes.

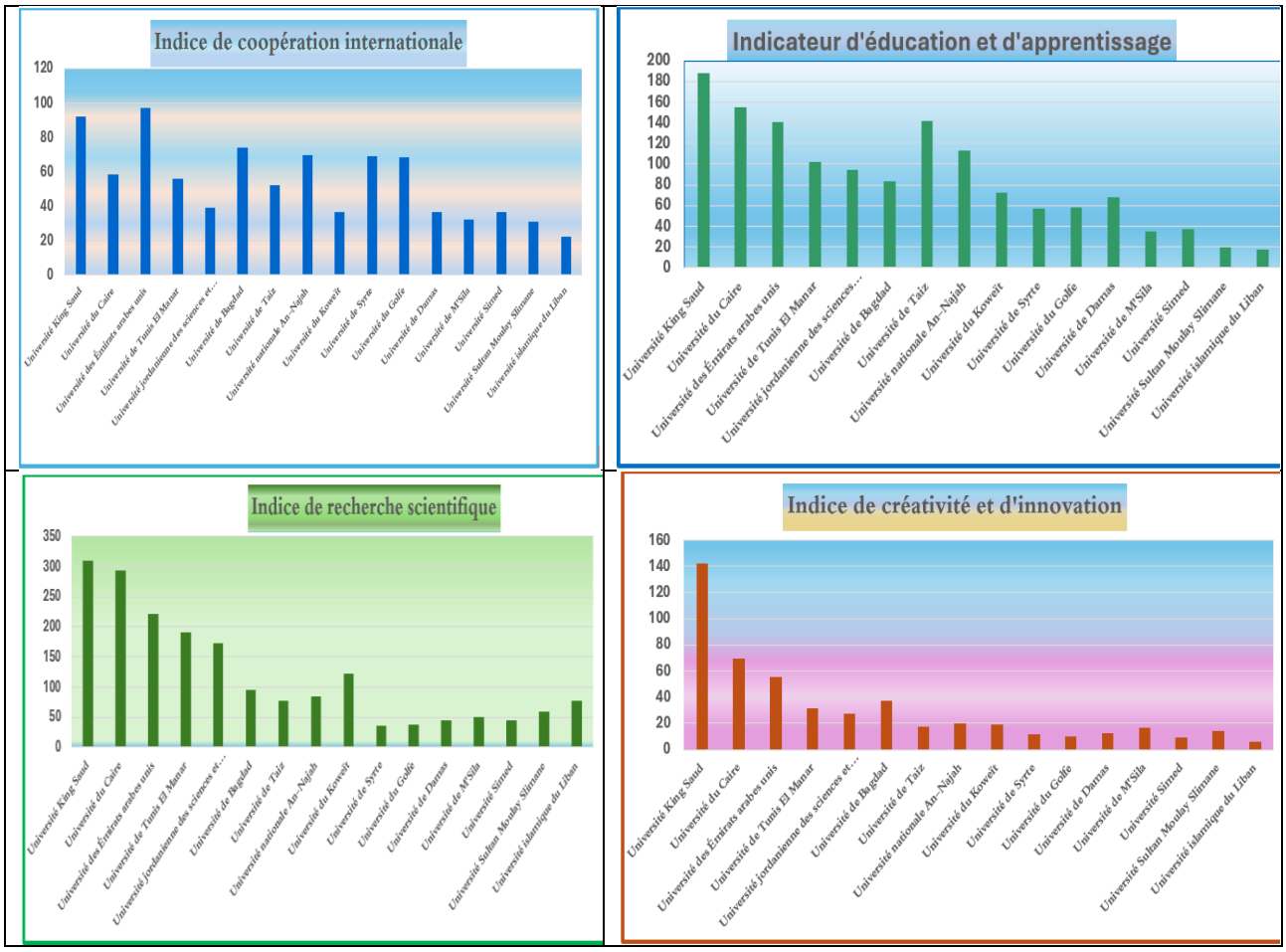
Tableau 52 : Résultats du classement ARU 2024 des institutions universitaires dans les pays arabes

	Nombre d'établissements universitaires classés dans chaque pays	Nom de l'université classée première au niveau national	Classement de l'université au niveau des pays arabes	Diplôme universitaire final
Arabie saoudite	10	Université King Saud	1	730.8
Égypte	48	Université du Caire	2	575.3
Émirats arabes unis	5	Université des Émirats arabes unis	3	515.2
Tunisie	6	Université de Tunis	10	380.4
Jordanie	17	Université jordanienne des sciences et technologies	14	332
Irak	41	Université de Bagdad	18	290
Yémen	17	Université de Taizz	19	288.1
Palestine	7	L'Université Nationale du succès	20	287.5
Koweït	1	Université du Koweït	30	251
Libye	12	Université de Surt	71	174.6
Bahreïn	1	Gulf University	74	173.3
Syrie	4	Université de Damas	84	160.8
Algérie	6	Université de Msila	107	132.8
Somalie	2	Université de SIMD	113	128.2
Maroc	1	Université Sultan Moulay Suleiman	115	124.1
Liban	2	Université islamique au Liban	117	123.1
Total	180			

Source : Conseil du classement des universités arabes, 2025

L'analyse du tableau met en évidence la domination de l'Arabie saoudite dans le classement arabe, confirmant sa position de leader déjà observée dans les classements internationaux. L'Université King Saud occupe la première place avec un score de 730,8/1000, consolidant son statut scientifique. Elle figure également au troisième rang arabe dans le classement QS World et partage la deuxième place dans la classification de Times avec l'Université King Fahd du pétrole et des minéraux. Cette convergence des résultats souligne la reconnaissance internationale et régionale des universités saoudiennes. L'Égypte se classe en deuxième position dans le classement arabe, grâce à l'Université du Caire, première parmi les 48 établissements égyptiens évalués. Toutefois, son score de 575,3/1000 reste nettement inférieur à celui de King Saud. L'Université du Caire obtient des résultats proches de KSU dans les indices liés à l'éducation et à la recherche scientifique, mais affiche un recul marqué dans les domaines de la créativité, de l'innovation et de la coopération internationale. Les Émirats arabes unis, la Tunisie et la Jordanie occupent les rangs suivants. L'Université des Émirats arabes unis, l'Université de Tunis El Manar et l'Université des sciences et technologies de Jordanie se distinguent chacune comme la première institution de leur pays, confirmant leur rôle central dans le paysage académique national. Le classement montre que l'Université de Bagdad en Irak (18e), l'Université de Taiz au Yémen (19e) et l'Université nationale de Najah en Palestine (20e) occupent les premières places dans leurs pays respectifs. Ces établissements, bien qu'en tête au niveau national, obtiennent des estimations relativement faibles. Ainsi, l'Université de Damas en Syrie ne dépasse pas 160,8 points et se situe à la 84e position, tandis que l'Université islamique du Liban n'atteint que 123,1 points, se classant 117e sur les 180 universités arabes incluses.

La figure 45 illustre les principales institutions universitaires de chaque pays dans la classification de l'ARU, en détaillant leurs résultats selon les quatre axes d'évaluation : enseignement et apprentissage, recherche scientifique, créativité et innovation, Coopération locale et internationale et service communautaire.



Source des données : Conseil du classement des universités arabes, 2025

Figure 45 : Les premiers établissements universitaires de chaque pays dans le classement ARU pour les indicateurs suivants : enseignement, recherche scientifique, créativité et innovation, coopération internationale.

La figure 45 met en évidence une disparité notable entre les établissements universitaires sur l'ensemble des indicateurs, particulièrement dans l'indice de l'innovation. L'Université King Saud se distingue avec 142 points sur 150, tandis que l'Université du Caire, pourtant la plus proche, affiche un écart de 72,5 points, révélant une différence considérable. L'inculcation de l'esprit d'innovation, de créativité et d'entrepreneuriat constitue un axe stratégique pour les universités et centres de recherche. Elle s'appuie sur :

• La promotion de programmes scientifiques et académiques adaptés.

• La création d'un environnement favorable à la culture de l'innovation, par le biais de concours, conférences et initiatives de sensibilisation.

• Le développement de partenariats avec les entreprises publiques et privées, afin de relier la recherche scientifique aux besoins de l'industrie et de l'économie.

Plusieurs pays arabes ont lancé des initiatives pour renforcer ce lien entre recherche et innovation. La Fondation des Émirats pour la science et la technologie, spécialisée dans l'exploitation des satellites d'observation de la Terre, illustre cette orientation. De même, en Égypte, l'Académie de la recherche scientifique et de la technologie a instauré en 2015 le Programme national pour les incubateurs technologiques (Intilac). Ce dispositif vise à transformer les résultats de la recherche en entreprises technologiques compétitives, en offrant aux chercheurs, innovateurs et étudiants un environnement propice à la concrétisation de leurs idées. Au cours des neuf dernières années, des incubateurs ont été créés dans 10 gouvernorats égyptiens, couvrant des disciplines variées telles que le textile, l'intelligence artificielle et l'Internet des objets. Ces initiatives traduisent une volonté claire de faire

de l'innovation un moteur de développement scientifique et économique (Centre d'information et d'aide à la décision, Égypte, 2022).

Ces initiatives révèlent des avancées positives dans certains pays, mais elles ne suffisent pas à combler le déficit manifeste en matière d'innovation et de créativité au sein des institutions universitaires arabes. Le faible rôle joué par ces établissements dans ce domaine se reflète notamment dans les statistiques : en 2022, les demandes de brevets des pays arabes ne représentaient que 0,5 % du total mondial, avec l'Algérie en tête du classement régional (CESAO, 2024A).
La figure précédente souligne également une forte disparité dans l'indice de la recherche scientifique, auquel la classification arabe des universités attribue 400 points, soit la part la plus importante des quatre axes. Cet indicateur évalue à la fois la quantité et la qualité des publications, leur diffusion aux niveaux local, régional et international, ainsi que leur impact mesuré en arabe. Les résultats mettent en évidence un retard structurel de la recherche universitaire, marqué par un faible lien avec la prise de décision et une faible intégration dans les politiques de développement. Dans ce classement, seules six institutions dépassent le seuil de 120 points (30 %), tandis que la majorité obtient des scores nettement plus bas. Les exemples les plus faibles sont l'Université du Golfe au Bahreïn (37,7 points) et l'Université de Syrte en Libye (36,5 points), sur un total de 400.
Enfin, les indicateurs de coopération internationale apparaissent insuffisants pour répondre aux besoins des pays arabes. Le renforcement de la coopération arabo-arabe et arabo-internationale est indispensable pour favoriser l'échange d'expériences et tirer profit des pratiques mondiales dans les domaines de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement supérieur. Cette ouverture constitue une condition essentielle pour améliorer la qualité et la pertinence de la production scientifique dans la région

3. 4 Conclusion :

La participation des universités arabes aux classements régionaux et internationaux constitue en effet une opportunité stratégique. Elle leur permet non seulement d'évaluer leurs performances selon des standards mondiaux, mais aussi de repenser leurs objectifs et plans d'action en fonction des tendances actuelles de l'enseignement supérieur.
Quelques points clés se dégagent :
- Ouverture internationale-: environ un cinquième des universités arabes figurent dans ces classements, avec une proportion de 22 % dans le QS World Ranking et 21 % dans le Times Higher Education Ranking. La plateforme ARU couvre quant à elle 16 % des établissements arabes.
- Impact des résultats : même si les critères mondiaux peuvent négliger certains aspects culturels et sociaux propres aux pays arabes, les résultats obtenus offrent un retour précieux. Ils mettent en lumière les points forts et les faiblesses, permettant aux universités d'identifier des axes de correction et d'amélioration.
- Initiatives locales et régionales-: ces expériences encouragent la mise en place de classements internes, adaptés au contexte de chaque système éducatif. Cela favorise une évaluation plus pertinente et contextualisée des performances.
- Rôle des organismes d'accréditation: les institutions chargées de l'assurance qualité et de l'accréditation jouent un rôle central. Elles veillent à ce que les universités respectent les normes de performance, tout en intégrant les spécificités locales dans leurs pratiques.
En somme, ces classements ne doivent pas être perçus uniquement comme une compétition internationale, mais comme un levier de transformation. Ils incitent les universités arabes à se rapprocher des standards mondiaux tout en développant des mécanismes d'évaluation adaptés à leur réalité culturelle et sociale.

4. Constatations générales

Le secteur de l'enseignement universitaire dans les pays arabes se caractérise par une grande diversité, tant au niveau des institutions que des orientations. Il regroupe des établissements publics et privés, avec une prédominance du secteur privé dans plusieurs pays, et présente des disparités de taille et de

spécialisation qui rendent les comparaisons difficiles. Certaines institutions se consacrent à des disciplines spécifiques, comme les facultés d'éducation ou de sciences de la santé, tandis que d'autres adoptent une approche pluridisciplinaire en se constituant en universités complètes. Ce paysage peut être assimilé à une mosaïque composée de multiples entités, dont l'analyse exige à la fois une vision globale pour saisir les grandes tendances et une approche détaillée pour examiner les caractéristiques propres à chaque composante.
Le rapport s'est attaché à fournir une vue d'ensemble permettant d'identifier les traits dominants du secteur, de repérer les zones de dynamisme ou de stagnation, de comprendre les variables contextuelles et leur influence, ainsi que de déterminer les perspectives de changement et de développement. Il a également entrepris une cartographie des profils institutionnels des universités arabes en s'appuyant sur des normes et des échelles internationales, afin de situer ces établissements dans le cadre mondial de l'enseignement supérieur. Ceux-ci incluent les résultats suivants :

Les établissements universitaires, publics comme privés, se sont multipliés dans les pays arabes sous l'effet d'une demande croissante pour l'enseignement supérieur. Cette dynamique a encouragé le secteur privé à investir davantage afin d'élargir l'offre éducative. Toutefois, cette expansion reste insuffisante face aux besoins réels et ne parvient pas à améliorer de manière significative les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement universitaire.
Une disparité notable apparaît entre les États arabes dans leur capacité à répondre à cette demande, ce qui peut être observé à travers deux indicateurs principaux :

- Le taux d'universités par million d'habitants, qui reflète le niveau de l'offre [37]
  - Niveau modeste : moins de 2,3 institutions par million (moyenne globale arabe).
  - Niveau moyen : entre 2,3 et 5 institutions par million.
  - Haut niveau : plus de 5 institutions par million.
- Le taux d'étudiants pour 100 000 habitants, qui reflète le niveau de la demande :
  - Niveau modeste : moins de 2400 étudiants (moyenne globale arabe).
  - Niveau moyen : entre 2500 et 3500 étudiants.
  - Niveau élevé : plus de 3500 étudiants.

En croisant ces deux indicateurs — l'offre institutionnelle et la demande étudiante — les États arabes ont été répartis en trois catégories, comme le montre le tableau 53, ce qui permet de mieux comprendre les écarts structurels et les défis propres à chaque pays dans le domaine de l'enseignement supérieur.

[37] Cette division n'est justifiée que du point de vue des auteurs du rapport afin d'aboutir à une vision globale qui reflète la réalité générale des institutions universitaires dans les pays arabes et le niveau de demande pour ces institutions. Certains des résultats peuvent changer si nous examinons de plus près les données de chaque pays, mais les conclusions de cette tentative donnent un sens à ce qui a été discuté dans ce chapitre sur l'état de l'enseignement universitaire dans les pays arabes.

Tableau 53 : Répartition des pays arabes selon le niveau de l'offre théorique des établissements universitaires par rapport au niveau de la demande théorique d'enseignement universitaire

	Niveau de la demande pour l'enseignement universitaire	Niveau d'approvisionnement des établissements d'enseignement universitaire	Situation générale
Émirats arabes unis	Modeste	Élevé	Offre supérieure à la demande
Bahreïn	Moyenne	Élevé	Offre supérieure à la demande
Qatar	Modeste	Élevé	Offre supérieure à la demande
Tunisie	Moyenne	Élevé	Offre supérieure à la demande
Palestine	Moyenne	Élevé	Offre supérieure à la demande
Mauritanie	Modeste	Moyenne	Offre supérieure à la demande
Somalie	Modeste	Élevé	Offre supérieure à la demande
Koweït	Modeste	Modeste	Demande proportionnelle à l'offre
Libye	Élevé	Élevé	Demande proportionnelle à l'offre
Algérie	Moyenne	Moyenne	Demande proportionnelle à l'offre
Liban	Élevé	Élevé	Demande proportionnelle à l'offre
Irak	Modeste	Modeste	Demande proportionnelle à l'offre
Arabie saoudite	Élevé	Modeste	Offre inférieure à la demande
Oman	Moyenne	Modeste	Offre inférieure à la demande
Jordanie		Moyenne	Offre inférieure à la demande
Égypte		Modeste	Offre inférieure à la demande
Maroc		Modeste	Offre inférieure à la demande
Syrie		Modeste	Offre inférieure à la demande
Soudan	Pas de données		
Yémen	Pas de données		
Comores	Pas de données		

Le tableau met en évidence la division des États arabes en trois groupes selon la relation entre l'offre et la demande en matière d'enseignement universitaire :

a. **Pays à prédominance d'institutions privées :** dans la majorité de ces pays, à l'exception de la Mauritanie, les établissements universitaires relèvent du secteur privé, ce qui offre aux étudiants une diversité de choix. Toutefois, l'écart entre l'offre et la demande est particulièrement marqué aux Émirats arabes unis, au Qatar et en Somalie (modeste – élevé). Dans ces contextes, la prolifération des institutions privées appelle à un examen attentif des normes et conditions d'autorisation. Le cas de la Somalie est révélateur : la demande y est très faible, avec seulement 717 étudiants pour 100 000 habitants, un chiffre nettement en deçà des besoins.

b. Pays en situation de quasi-parité entre offre et demande : certains pays ont atteint un équilibre relatif. L'Algérie, dont les institutions universitaires sont essentiellement publiques, bénéficie d'une capacité d'adaptation aux besoins futurs. Le Liban, où toutes les universités sont privées, illustre un autre modèle : l'équilibre est atteint car chaque initiative d'ouverture d'établissement est conditionnée par une évaluation économique tenant compte de la demande réelle. Dans d'autres États, la répartition entre institutions publiques et privées reste inégale, ce qui suggère l'influence de facteurs supplémentaires, tels que les stratégies nationales et les orientations politiques dans le domaine de l'enseignement supérieur.

c. Pays où l'offre est inférieure à la demande : ce groupe regroupe des pays à forte population, représentant 47 % de la population totale arabe. L'Égypte et le Maroc, en particulier, se distinguent par leur poids démographique. Ce facteur limite leur capacité à répondre à la demande croissante d'éducation universitaire, d'autant plus que la majorité de ces pays appartiennent à la catégorie des revenus moyens ou faibles. Les contraintes budgétaires réduisent les possibilités d'expansion du secteur public, tandis que les conditions économiques freinent l'ouverture d'établissements privés à grande échelle.

2- La diffusion des institutions universitaires constitue un acquis positif dans la mesure où elle élargit les opportunités éducatives offertes à un large segment de la société. Toutefois, la prolifération des établissements privés ne peut être justifiée que par cette volonté d'accroître l'accès, sans toujours s'appuyer sur des études prospectives ni sur une anticipation des besoins futurs. Les programmes proposés ne sont pas nécessairement alignés sur les exigences réelles des communautés.
On observe par ailleurs une orientation marquée des étudiants vers les sciences humaines, sociales, les médias et d'autres disciplines théoriques. Bien que cette tendance ne soit pas généralisée à l'ensemble des pays arabes, une préférence plus nette se manifeste pour les filières d'ingénierie, de sciences appliquées et de technologie, ainsi que pour les spécialités médicales et de santé, notamment en Jordanie, au Liban et en Palestine. Sans remettre en cause l'importance des disciplines théoriques, il apparaît essentiel de parvenir à un équilibre entre l'offre académique et les besoins concrets de la société, particulièrement dans un contexte de transformations rapides dans les domaines de la technologie, de l'industrie et des secteurs connexes.

3- La recherche scientifique demeure en retrait dans les pays arabes, malgré l'apparence d'un secteur universitaire doté d'un nombre important de centres de recherche — 1394 répartis dans 14 pays. En réalité, la majorité des institutions universitaires, bien qu'orientées vers la recherche et l'innovation, souffrent d'un déficit en ressources humaines hautement qualifiées capables de conduire des travaux scientifiques de niveau avancé. Cette faiblesse limite leur capacité à produire des recherches compétitives et à s'imposer sur les scènes régionale et internationale. Le nombre de chercheurs dans les pays arabes reste particulièrement bas : 614 chercheurs par million d'habitants, contre une moyenne mondiale de 1342 chercheurs par million en 2022. Cette différence se traduit directement par une production scientifique réduite, nettement inférieure à celle observée dans d'autres régions du monde.

4- La réalité actuelle des établissements d'enseignement universitaire apparaît clairement lorsqu'ils sont évalués selon les normes internationales et comparés aux meilleures institutions mondiales. Les résultats des classements internationaux montrent que la majorité des universités arabes occupent des positions inférieures, révélant des faiblesses structurelles qui peuvent être corrigées. Toutefois, certains établissements se distinguent par des performances positives, constituant des exemples encourageants et confirmant la capacité des pays arabes à rivaliser sur la scène mondiale et à figurer parmi les universités les plus prestigieuses. Pour transformer ce potentiel en résultats durables, il est indispensable de mobiliser une volonté forte et de traduire les orientations théoriques en actions concrètes, en mettant en œuvre des plans pratiques et cohérents sur le terrain.

Chapitre VI

Principaux résultats de l'étude de l'état des lieux de la qualité de l'éducation dans les pays arabes et cadre de développement



Chapitre VI.
Principaux résultats de l'étude de l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes et cadre de développement proposé

Introduction

Ce rapport de recherche s'est centré sur la question de la qualité dans l'éducation publique dans les pays arabes, en l'analysant à travers trois dimensions principales : les intrants éducatifs, les processus éducatifs et les produits éducatifs. Le cinquième chapitre, consacré à l'enseignement universitaire, complète ce panorama en examinant le rôle des institutions universitaires dans l'éducation et la recherche scientifique, ainsi que leur position dans les classements internationaux.

Dans ce chapitre, les résultats les plus significatifs concernant les pays arabes sont présentés, en les regroupant selon leur niveau de développement humain (PNUD, 2025) :

- Groupe à haut développement humain (HDG, valeur ≥ 0,800) : comprend l'ensemble des pays du CCG, soit les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït et Oman.
- Groupe à développement humain élevé (GHD, valeur entre 0,700 et 0,799) : inclut l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Jordanie et le Liban.
- Groupe à développement humain moyen (valeur entre 0,550 et 0,699) : regroupe l'Iraq, la Syrie, la Palestine, la Mauritanie et les Comores.
- Groupe à faible développement humain (valeur < 0,550) : rassemble les pays à faible revenu et à faible indice de développement humain, notamment Djibouti, la Somalie, le Soudan et le Yémen (voir annexe 6).

Ce chapitre se divise en deux parties principales :

• **Première partie** : présentation des résultats généraux du rapport sur l'état de la qualité dans l'enseignement public et universitaire, à travers une lecture analytique des chapitres II à V. Ceux-ci abordent la population et le développement humain, les indicateurs de l'éducation publique, la qualité de l'éducation publique et la qualité de l'enseignement universitaire dans les pays arabes.

• **Deuxième partie** : définition des priorités pour le développement éducatif dans les pays arabes et identification des domaines possibles de changement, accompagnée de propositions générales.

La première partie constitue un résumé des chapitres II à V et prépare le terrain pour la seconde, qui propose une vision des priorités selon trois niveaux d'intervention : la poursuite et le renforcement des politiques et actions déjà engagées; l'identification des priorités immédiates pour les cinq prochaines années, variables selon les pays ; la projection des priorités futures à moyen terme (au-delà de cinq ans) (voir encadré 6).

Cette méthodologie vise à offrir une lecture globale du paysage éducatif arabe, tout en permettant d'appréhender les spécificités propres à chaque pays comme des contextes indépendants au sein du système éducatif régional.

1 Résultats généraux de l'étude de la qualité de l'enseignement général et universitaire

1.1 Population et développement humain dans les États arabes :

Les conditions sociales, économiques et politiques des pays arabes se reflètent directement dans leurs systèmes éducatifs. La stabilité politique, sécuritaire et sociale, variable d'un pays à l'autre, constitue un facteur essentiel pour garantir une éducation stable et accessible. De même, les disparités économiques, en termes de revenu national et de revenu par habitant, influencent la capacité des États à financer l'éducation et celle des familles à scolariser leurs enfants. L'analyse du chapitre II a montré que ces disparités sont visibles à tous les niveaux parmi les quatre groupes de pays arabes, mais elles sont particulièrement marquées dans les indices de revenu et de santé. Une différence significative apparaît également dans l'indice d'éducation entre les pays à faible développement humain et ceux à

développement humain moyen, confirmant le rôle déterminant de l'éducation dans l'amélioration du niveau de développement humain.

a. **Pays à très haut développement humain** : Les pays du CCG se distinguent par un revenu national élevé, allant de 121 930 à Oman (Banque mondiale, 2024). Leur population totale est estimée à 57,9 millions de personnes, soit 12 % de la population arabe. La tranche d'âge 0-14 ans représente 22,6 % de cette population, avec des variations allant de 16 % aux Émirats arabes unis et au Qatar à 26 % à Oman. Ces sociétés, de nature essentiellement tribale, accordent un rôle central à la famille, qui constitue un soutien majeur pour l'éducation et l'orientation des individus.

b. Pays à développement humain élevé : Ces pays disposent d'économies diversifiées reposant sur plusieurs sources de revenus. Le revenu national par habitant en parité de pouvoir d'achat varie de 10 150 en Égypte (Banque mondiale, 2024). Leur population atteint 235,1 millions de personnes, soit 48,8 % de la population arabe. Malgré la présence de diverses composantes ethniques et culturelles — Amazighs en Tunisie et en Algérie, Arméniens et Circassiens en Jordanie — ces peuples partagent une identité arabe commune. Cette diversité se traduit par des besoins éducatifs variés, que les systèmes doivent prendre en compte pour répondre aux attentes de leurs sociétés.

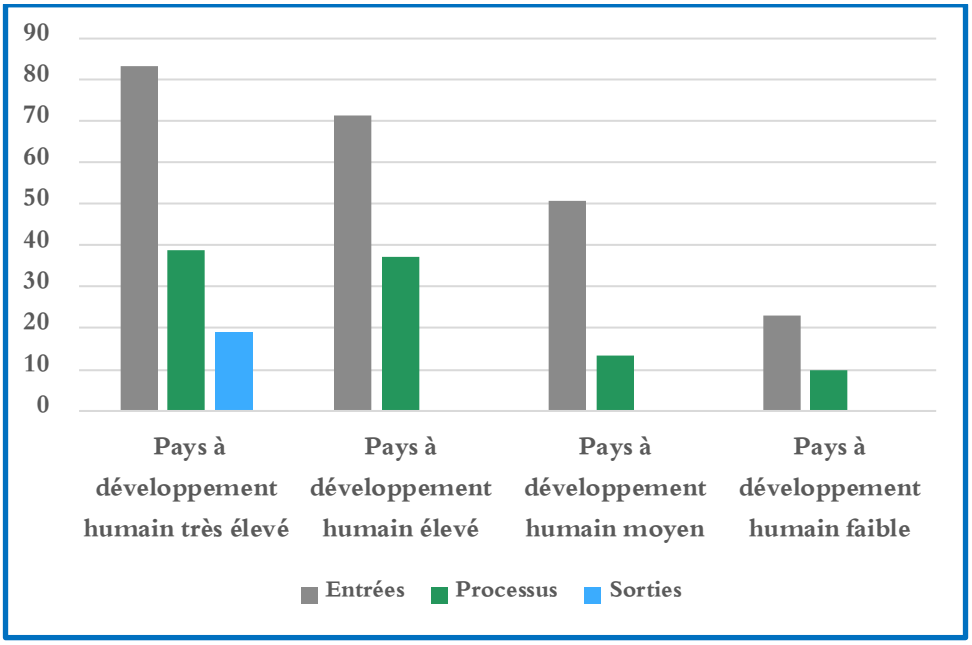
c. Pays à développement humain moyen : Ce groupe se caractérise par un revenu intermédiaire. L'Irak se distingue par une forte dépendance de son économie au secteur pétrolier, tandis que d'autres pays, comme la Syrie et les Comores, disposent de ressources agricoles importantes. L'économie palestinienne demeure la plus fragile, confrontée aux contraintes de l'occupation israélienne et à l'effondrement des bases de production lié à la guerre à Gaza. Les pays africains de ce groupe, bien que relativement stables sur le plan politique et sécuritaire, doivent relever des défis majeurs en matière de diversification économique, d'investissement dans les opportunités de développement et de consolidation des infrastructures. Le revenu national par habitant, calculé en parité de pouvoir d'achat, varie de 4 080 en Irak. La population totale de ce groupe atteint environ 79,7 millions de personnes, soit 16,5% de la population arabe. La majorité est d'origine arabe, mais certaines minorités, comme les Kurdes en Irak et en Syrie, apportent une diversité culturelle et sociale. Par ailleurs, l'influence historique du colonialisme français, notamment en Mauritanie et aux Comores, se traduit par l'usage de langues étrangères dans les relations officielles et dans l'éducation, ce qui impose une prise en compte des spécificités culturelles et linguistiques dans les systèmes éducatifs.

d. Pays à faible développement humain : À l'exception de Djibouti, ces pays connaissent une instabilité chronique due aux conflits internes et régionaux, ce qui affecte gravement leurs systèmes éducatifs et réduit les opportunités d'apprentissage pour de nombreux enfants. Djibouti, bien que relativement stable, subit les répercussions des crises régionales en accueillant des réfugiés de Somalie, d'Éthiopie et d'Érythrée. Malgré des ressources naturelles abondantes (terres fertiles, minerais, eau, position géographique stratégique), les conflits et les problèmes environnementaux — inondations, sécheresses — fragilisent leurs économies et limitent leur capacité à répondre aux besoins de la population. Djibouti tire parti de sa localisation sur la mer Rouge pour le commerce et les services maritimes, mais cette activité dépend de la stabilité régionale et reste entravée par des défis internes tels que la pauvreté et le chômage. Le Yémen, quant à lui, subit une crise économique profonde liée au conflit armé, qui a provoqué l'effondrement de son potentiel productif, notamment dans le secteur pétrolier et gazier. La population de ce groupe est estimée à 108,9 millions de personnes, dont près de 45,9% au Soudan, représentant à lui seul 22,6 % de la population arabe. Le revenu national par habitant varie de 1590 à Djibouti, en passant par 2070 au Yémen (Banque mondiale, 2024).

1.2 Indicateurs de l'état de la qualité de l'éducation dans les pays arabes :

L'analyse présentée dans les troisième et quatrième chapitres repose sur la collecte de 45 indicateurs relatifs à la qualité de l'éducation dans les pays arabes. Ces indicateurs, issus de rapports internationaux reconnus, correspondent aux indicateurs éducatifs de l'Agenda 2030 pour le

développement durable. Les résultats ont été évalués en fonction des valeurs de référence propres à chaque indicateur, afin de mesurer le degré de proximité ou d'éloignement des pays arabes par rapport aux normes internationales. Cette méthodologie a permis de dresser le profil du système éducatif, à la fois pour des groupes d'États et pour chaque pays pris individuellement. La figure 46 illustre l'atteinte des valeurs de référence des indicateurs, en les reliant au classement des pays dans l'indice de développement humain et aux trois dimensions retenues pour l'analyse (voir chapitres III et IV).



Source : Tableau 4-22. Le degré d'atteinte des valeurs normatives dans les indicateurs éducatifs (chapitre III) et dans les processus éducatifs et les résultats de l'éducation (chapitre IV)

Figure 46 : Réalisation des valeurs standard des indicateurs éducatifs dans les pays arabes

Les résultats les plus importants seront examinés et interprétés en fonction de chacune des trois dimensions décrites ci-dessus :

1.2.1 Indicateurs d'entrée de l'éducation : Étant donné que cette dimension inclut les indicateurs relatifs aux ressources financières, matérielles et humaines disponibles pour l'éducation, ainsi que leurs implications sur les taux d'inscription, il apparaît que le potentiel économique et les ressources des différents groupes d'États jouent un rôle déterminant dans la réalisation des opportunités éducatives universelles pour les élèves d'âge scolaire.

a. Pays à très haut niveau de développement humain : Les pays du CCG, grâce à leurs revenus économiques élevés et à des orientations éducatives claires, ont enregistré des progrès notables sur de nombreux indicateurs, avec des effets positifs directs sur les résultats scolaires. Toutefois, la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation reste limitée : 15 % aux Émirats arabes unis (seuil minimal fixé par l'UNESCO pour atteindre l'ODD 4), 12 % à Oman, 9 % au Qatar et au Koweït, 8 % à Bahreïn et seulement 5 % en Arabie saoudite. Bien que ces proportions soient inférieures aux recommandations, leur poids financier réel demeure substantiel compte tenu du niveau économique de ces pays, permettant de garantir les moyens matériels nécessaires au fonctionnement du système éducatif. Par ailleurs, l'ouverture au secteur privé a favorisé son rôle de partenaire dans l'éducation, contribuant à instaurer une dynamique de concurrence et à améliorer la qualité de l'enseignement. Ces pays ont ainsi atteint l'éducation de base universelle et renforcé l'efficacité des apprentissages, en dotant les élèves de compétences fondamentales adaptées à leur âge et aux exigences futures. La proportion d'enseignants qualifiés, disposant d'une formation pédagogique adéquate, atteint 100 %, tandis que la densité des classes reste faible, oscillant entre 25 et 30 élèves par classe.

b. Pays à développement humain élevé : La plupart de ces pays consacrent à l'éducation une part des dépenses publiques proche de la moyenne mondiale, allant de 8% en Égypte et en Algérie à 19% en Libye. Toutefois, la proportion du produit national destinée à l'éducation demeure variable : 6,4% en Libye contre seulement 2,1% en Égypte. Le secteur privé participe également à l'offre éducative, mais dans des proportions inégales selon les pays. La part d'enseignants qualifiés dépasse 80 % dans quatre pays, tandis qu'elle reste plus faible en Libye et en Tunisie.

c. Pays à développement humain moyen : Certains pays, comme la Palestine (20%) et la Mauritanie (21 %), consacrent une part importante de leurs dépenses publiques à l'éducation. Dans les autres, ces taux sont plus modestes: 12% en Irak et 10% aux Comores. La proportion d'enseignants qualifiés varie fortement : 94% en Mauritanie, mais seulement 50% aux Comores, 44% en Syrie, 37% en Palestine et 27 % en Irak.

d. Pays à faible développement humain : Ces pays allouent une part limitée de leurs dépenses publiques à l'éducation, inférieure aux recommandations pour atteindre les objectifs de développement durable 2030. Seule Djibouti atteint 15%, contre 12% au Soudan, 8% au Yémen et 5 % en Somalie. La proportion d'enseignants qualifiés est de 100% à Djibouti, 73% en Somalie, mais plus faible au Soudan (65%) et au Yémen (59%). Les infrastructures éducatives restent fragiles et les taux d'achèvement au primaire sont nettement inférieurs à la moyenne arabe : 50% en Somalie contre 81% à Djibouti. Enfin, le nombre d'années d'éducation prévues varie entre 6,7 et 13 ans, en deçà de la moyenne mondiale de 14,5 ans.

1.2.2. Indicateurs des processus éducatifs : La figure (6-1) met en évidence une différence significative dans les taux de réalisation des valeurs normatives entre, d'une part, les pays du premier et du deuxième groupe, et d'autre part, ceux du troisième et du quatrième groupe. Toutefois, l'écart entre les pays à très haut développement humain et ceux à fort développement reste limité, de même que la différence entre les pays à développement humain moyen et ceux à faible développement. Cela contraste avec la disparité observée dans les indicateurs d'intrants éducatifs, où les écarts sont plus marqués. Cette constatation souligne un point essentiel : la capacité des systèmes éducatifs à progresser au niveau des processus éducatifs ne dépend pas exclusivement des intrants disponibles. Ainsi, bien que les pays du premier et du deuxième groupe diffèrent nettement sur le plan économique et en termes de ressources, leurs résultats en matière de processus éducatifs sont similaires. De même, malgré les écarts économiques et humains entre les pays du troisième et du quatrième groupe, les différences dans les résultats des processus éducatifs demeurent peu significatives. On peut en conclure que l'évolution des systèmes éducatifs au niveau des processus est seulement partiellement liée aux intrants, et qu'il existe, pour chaque pays, des marges de progression vers la qualité éducative, même à partir de moyens modestes..

1.2.3. Indicateurs de résultats en matière d'éducation : La figure (6-1) montre que les indicateurs de cette dimension ne sont disponibles que pour les premier et deuxième groupes, en raison du manque de données sur les résultats scolaires. Les études internationales ont constitué une source essentielle pour recueillir ces informations, comme indiqué au chapitre IV. Les résultats des pays arabes ayant participé aux évaluations internationales de l'efficacité des acquis éducatifs ont été retenus parmi les indicateurs les plus significatifs.

a. Pays à très haut développement humain : Ces pays participent aux évaluations internationales visant à mesurer les compétences fondamentales en lecture, mathématiques et sciences. Les Émirats arabes unis ont obtenu des résultats supérieurs à la moyenne générale dans l'évaluation TIMSS en mathématiques (huitième année) et en sciences (quatrième et huitième années). Le Qatar a enregistré de bons résultats en sciences pour la huitième année dans TIMSS, tandis que l'Arabie saoudite s'est distinguée dans le test de lecture de PISA.

b. Pays à développement humain élevé : La Jordanie, le Liban, l'Égypte et le Maroc participent également à ces évaluations, mais leurs résultats demeurent en deçà de la moyenne mondiale. Le Maroc et la Tunisie organisent par ailleurs des évaluations nationales à la fin du primaire et du secondaire inférieur pour mesurer les compétences de base, mais ces résultats ne sont pas rendus publics.

1.3 Indicateurs de l'enseignement universitaire dans les pays arabes :

Les caractéristiques de l'enseignement universitaire reflètent généralement celles de l'enseignement général, puisqu'il constitue le prolongement naturel des tendances, des ressources et des contextes propres à chaque pays. Cette logique s'applique également aux pays arabes. Toutefois, les données sur la qualité de l'enseignement public et universitaire révèlent des différences notables entre les États, traduisant la diversité des approches et des stratégies adoptées dans ce domaine..

1.3.1. Opportunités éducatives pour les membres de la communauté : Le nombre moyen d'universités par million d'habitants varie selon le niveau de développement humain : environ 6 établissements dans les pays à très haut revenu (CCG), 5,4 établissements dans les pays à fort développement humain (Afrique du Nord, Liban, Jordanie), et seulement 3 établissements dans les pays à développement humain moyen ou faible. Des disparités existent toutefois à l'intérieur de chaque groupe.

Les taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur suivent la même tendance :

- 58 % en moyenne dans les pays à très haut revenu (entre 35 % et 74 %),
- 46 % en moyenne dans les pays à fort développement (entre 33 % et 60 %),
- 30 % en moyenne dans les pays à développement humain moyen (entre 6 % et 43 %).

Aucune donnée n'est disponible pour les pays à faible développement humain.

1. 3. 2. La taille du secteur privé dans l'enseignement universitaire :

Le secteur privé constitue un partenaire stratégique du développement économique et social, en particulier dans l'éducation. Son implication est devenue une nécessité, car elle permet d'alléger la charge budgétaire des États, notamment ceux confrontés à des contraintes financières.

Comme le montre le chapitre V, l'enseignement universitaire privé est particulièrement répandu dans deux contextes opposés :

a- Pays à faible développement humain : 164 établissements privés sur 212, en raison de la faible capacité du secteur public à financer l'enseignement supérieur.

b- Pays à très haut développement humain : 154 établissements privés sur 206, où l'ouverture économique et sociale favorise l'investissement privé.

Dans les pays du CCG, cette dynamique est renforcée par l'attraction d'une main-d'œuvre internationale et par des politiques ouvertes visant à offrir des opportunités éducatives aux communautés étrangères, ce qui stimule la concurrence et améliore la qualité de l'enseignement..

Dans les deuxième et troisième groupes, la place du secteur privé dans l'enseignement supérieur varie considérablement selon les pays. Certains, comme le Liban, confient entièrement ce domaine au secteur privé, tandis que d'autres l'ouvrent partiellement en fonction de la demande éducative, ou adoptent une politique d'équilibre entre public et privé. L'Algérie, en revanche, maintient un système exclusivement public. Cette diversité traduit des orientations contrastées quant à l'investissement privé dans l'éducation universitaire. Le secteur privé peut jouer un rôle majeur en diversifiant les programmes, en élargissant les opportunités d'apprentissage et en répondant aux besoins des sociétés multiculturelles. Sa participation favorise également la concurrence avec les institutions publiques, stimulant ainsi le développement, l'innovation et la modernisation du secteur.

Cependant, cet apport ne doit pas être réduit à une logique de rentabilité financière. Il est indispensable que l'enseignement universitaire privé soit encadré par des normes strictes d'assurance qualité et de fiabilité, et que les programmes proposés soient adaptés aux besoins réels du développement économique et social.

1.3.3. Infrastructure disponible pour la recherche scientifique : Les pays à développement humain élevé obtiennent de meilleurs classements dans le domaine de la recherche que ceux à très haut développement humain. Cette situation peut s'expliquer par deux facteurs principaux : la disponibilité et la qualité du capital humain dans chaque groupe et le niveau de développement scientifique et industriel, lié à l'histoire de la création des institutions universitaires et à l'existence d'un environnement favorable à la recherche. En moyenne, les pays à développement humain élevé disposent de 192 centres de recherche et de 1 022 chercheurs par pays, contre seulement 33 centres et 841 chercheurs dans les pays à très haut développement humain. Dans les pays à développement humain moyen, ces chiffres chutent à 22 centres et 189 chercheurs par pays. Les données restent insuffisantes pour les pays à faible développement humain.
La production scientifique révèle toutefois une tendance différente :
a-Les pays à très haut développement humain occupent la première place, avec 945 articles publiés par million d'habitants.
b-Les pays à développement humain élevé produisent en moyenne 527 articles par million d'habitants.
c-Les pays à développement humain moyen atteignent 204 articles par million d'habitants, mais ce chiffre tombe à seulement 33 articles par million au Soudan et au Yémen.

1. 3. 4. Classification des pays arabes dans les programmes de classification internationale : La proportion des établissements universitaires arabes soumis aux évaluations internationales atteint 22 % dans le programme QS, 21% dans le Times Higher Education, et 16% dans le classement des universités arabes (ARU), avec des variations notables selon les pays. Les résultats révèlent une disparité marquée: dans le programme QS World University Rankings (2025), seuls 53 établissements sur 245 (soit 21,6 %) ont obtenu un score supérieur à 50%, tandis que la majorité se situe en dessous de ce seuil. Dans le classement arabe (2025), seuls trois pays ont dépassé la barre des 500 points sur 1 000, se plaçant au troisième rang parmi 180 établissements, alors que les autres restent en deçà. Ces performances illustrent à la fois des réussites notables — véritables vitrines de l'enseignement supérieur dans certains pays arabes — et des faiblesses structurelles. La majorité des institutions participantes affichent des niveaux insuffisants, ce qui met en évidence la nécessité d'une révision profonde et d'une amélioration radicale des politiques et pratiques dans l'enseignement universitaire.

2. Cadre de priorités de développement et de domaines possibles de changement dans l'éducation dans les pays arabes

La section suivante expose les principales priorités de développement, organisées autour de cinq axes stratégiques :

- Cadres législatifs et politiques éducatives
- Ressources allouées à l'éducation
- Processus d'enseignement et d'apprentissage
- Résultats de l'éducation et retombées économiques et sociales
- Enseignement universitaire

Chaque axe comprend des domaines spécifiques de changement et de développement, identifiés à partir des conclusions des chapitres III, IV et V. En tenant compte des différentes circonstances mises en évidence dans ces chapitres, ces domaines sont hiérarchisés selon leur niveau de priorité, comme présenté dans le cadre (6-1)**:**

.**Encadré 6 interprétation des priorités pour les domaines proposés de développement et de changement dans les systèmes éducatifs dans les pays arabes**

- **Priorité urgente (●●●) :** En ce sens que sa mise en œuvre est une priorité absolue à l'heure actuelle pour le pays concerné, qui, selon nous, s'étend sur une période d'au moins trois à cinq ans, cette importance a été estimée du point de vue des indicateurs de l'état dans le domaine proposé, soit elle n'est jamais atteinte, soit elle est mal atteinte. sa priorité est d'atteindre d'autres priorités et objectifs. L'attention à cet aspect a donc été considérée comme une priorité absolue, à la fois urgente et nécessaire, et liée aux efforts pour y parvenir.
- **Priorité différée (●) :** Dans le sens où sa mise en œuvre est une priorité, le **pays concerné peut également la reporter pour une période ultérieure et commencer sa priorité selon notre estimation après cinq** ans avec un renforcement et un soutien continus pour le service actuel. Cette classification est également basée sur le fait que les indicateurs examinés dans le domaine proposé sont partiellement ou mal atteints.
- **La priorité régulière, non urgente et non différée ( )** concerne les domaines réalisés dans l'État concerné soit entièrement, soit presque complètement, et doit être renforcée et soutenue par une gamme de mesures, procédures ou capacités que chaque État juge appropriées.

Remarque : Ces priorités sont déterminées en fonction de chaque pays et de son classement dans l'indice de développement humain. Ce qui peut être urgent dans un pays peut être considéré comme secondaire dans un autre..

Voici un aperçu des priorités qu'il est proposé de traiter en premier lieu par des mesures adaptées à chaque pays :

2.1 Cadre législatif et politiques éducatives :

De nombreuses lois et chartes internationales ont été adoptées afin de définir les cadres politiques des États et de les engager à garantir des opportunités éducatives complètes, équitables et accessibles à tous. Toutefois, les législations nationales ne reflètent pas toujours pleinement ces orientations. Si des lois et règlements peuvent être promulgués au niveau national, leur mise en œuvre dépend largement de l'efficacité des politiques et des mesures d'application.

Il convient de rappeler que toute législation éducative implique nécessairement une organisation politique et administrative sur le terrain, ainsi qu'un suivi rigoureux, des orientations claires et des mesures correctives. Le tableau 6 présente les principaux cadres législatifs visant à assurer l'accès à l'apprentissage, ainsi que les indicateurs retenus pour évaluer l'application de ces dispositions. Ces indicateurs sont hiérarchisés selon le critère de priorité défini dans l'encadré 1.1

Tableau 54 : Domaines proposés pour le développement et le changement des cadres législatifs et des politiques éducatives dans les pays arabes

	Inclusion des personnes ayant des besoins spéciaux	Parité hommes-femmes	Éducation préscolaire	Cadres législatifs pour fournir des opportunités d'apprentissage
Le groupe des pays à très haut développement humain				
Émirats arabes unis	Données non disponible	←	←	←
Bahreïn	←	←	←	←
Qatar	←	←	←	←
Arabie saoudite	Données non disponible	←	●●●	←
Koweït	Données non disponible	←	●●●	←
Oman	←	←	←	←
Groupe de pays à haut développement humain				
Jordanie	●●●	Données non disponible	←	←
Égypte	●●●	←	●●●	←
Libye	←	Données non disponible	●●●	←
Tunisie	←	←	←	←
Algérie	←	←	←	←
Liban	●●●	●	←	←
Maroc	←	●	←	←
Groupe de pays à développement humain moyen				
Irak	Données non disponibles	Données non disponible	●●●	●●●
Syrie	Données non disponibles	←	●●●	←
Palestine	←	←	←	←
Mauritanie	Données non disponibles	●	●●●	←
Comores	Données non disponibles	●	●●●	Données non disponibles
Groupe de pays à faible développement humain				
Soudan	Données non disponibles	●	●●●	←
Yémen	●●●	●	●●●	←
Somalie	●●●	●	●	●●●
Djibouti	Données non disponibles	●	●●●	←

Source : Les indicateurs examinés au chapitre III comprennent : 1. les indicateurs des cadres législatifs pour l'éducation gratuite et obligatoire pour tous - 2 - les indicateurs de la législation et des procédures pour la fourniture d'un apprentissage structuré un an avant l'âge officiel de l'école primaire - 3 - Parité des sexes dans l'enseignement primaire - 4 - indicateurs pour l'intégration des personnes ayant des besoins spéciaux dans l'éducation.

1.Cadres législatifs relatifs à l'accès à une éducation gratuite et obligatoire pour tous : Ces cadres traduisent l'engagement de l'État et définissent le nombre minimal d'années d'éducation gratuite et obligatoire que celui-ci est tenu de garantir à toute personne atteignant l'âge légal de scolarisation. Les priorités dans ce domaine diffèrent selon le niveau de développement humain des pays arabes :
a- Pays à très haut développement humain : Les cadres législatifs relatifs à l'éducation gratuite et obligatoire sont déjà actualisés. L'enjeu principal consiste à soutenir les politiques existantes et à renforcer les mesures de mise en œuvre.
b- Pays à haut développement humain : Les législations sont également presque entièrement actualisées. La priorité réside dans le renforcement des politiques et des dispositifs d'application.
c- Pays à développement humain moyen : Bien que la législation garantissant l'éducation gratuite et obligatoire soit en place, certaines insuffisances demeurent. En République d'Irak, la durée de l'éducation obligatoire reste limitée à six ans conformément à la loi sur l'éducation n°22 de 2011. Il est urgent d'étendre cette durée à neuf ans afin de répondre aux standards internationaux.
d- Pays à faible développement humain : La situation est critique en République somalienne, où aucune loi ne prévoit l'éducation obligatoire. L'adoption d'un cadre législatif constitue donc une priorité urgente pour assurer l'accès universel à l'éducation.

2- Fournir un apprentissage structuré avant l'âge officiel de la scolarisation primaire : La mise en place d'un apprentissage structuré un an avant l'âge officiel d'entrée à l'école primaire contribue de manière significative à améliorer le niveau de préparation des enfants, à renforcer leurs capacités

d'apprentissage et à réduire les pertes éducatives. Le tableau (6-1) présente la répartition des États arabes selon le critère de priorité dans ce domaine :

a-Pays à très haut développement humain : Ces États doivent poursuivre le soutien aux politiques d'éducation pré-primaire et promouvoir l'accès à ce niveau. Toutefois, une priorité différée demeure en Arabie saoudite et au Koweït, où il est nécessaire d'accroître la scolarisation dans l'enseignement pré-primaire, malgré l'existence de dispositions légales en la matière.

b-Pays à haut développement humain : En République arabe d'Égypte, il est urgent de renforcer et d'élargir les opportunités éducatives à ce stade, bien que des textes juridiques soient disponibles (voir chapitre III). En Libye, l'absence de données sur la législation est préoccupante, et le taux de participation à l'apprentissage structuré avant l'âge officiel de la scolarisation est tombé à moins de 20 %. Il est donc impératif d'améliorer l'accès à l'éducation pré-primaire. Pour les autres pays de ce groupe, les politiques de soutien, de promotion et de suivi demeurent essentielles.

c-Pays à développement humain moyen : Les données disponibles confirment la nécessité d'accorder une priorité urgente à l'éducation pré-primaire. Bien que des dispositions et des politiques existent, les taux d'inscription restent faibles et doivent être augmentés dans un avenir proche.

d-Pays à faible développement humain : Quatre pays de ce groupe doivent établir une priorité urgente pour l'éducation pré-primaire. La République du Soudan, la République du Yémen et la République de Djibouti disposent de dispositions et de politiques en ce sens, ce qui justifie leur classement parmi les priorités urgentes. En revanche, en République somalienne, où aucune loi n'impose l'enseignement primaire obligatoire, la priorité dans ce domaine est différée jusqu'à l'adoption d'un cadre législatif pertinent.

3- Atteindre la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire : La réalisation de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire repose sur l'amélioration des opportunités éducatives offertes aux filles à différents niveaux, ainsi que sur l'analyse des facteurs influençant leur inscription. Elle implique également l'étude des causes de l'abandon scolaire chez les garçons, afin de mettre en place des politiques adaptées. Les indicateurs de parité hommes-femmes dans les États arabes soulignent l'importance de cet objectif, selon les catégories suivantes :

a-Pays à très haut développement humain : La parité entre les sexes est déjà atteinte dans l'enseignement primaire. Il convient de poursuivre le soutien et le renforcement des politiques visant à maintenir cet équilibre.

b-Pays à haut développement humain : Le maintien et le renforcement de l'indice de parité restent nécessaires. Toutefois, une priorité différée s'impose en République libanaise et au Royaume du Maroc, où des inégalités persistent dans l'enseignement primaire, particulièrement au détriment des garçons.

c-Pays à développement humain moyen : La parité des sexes présente des variations selon les niveaux éducatifs. En République islamique de Mauritanie, elle favorise les filles au primaire mais les garçons au secondaire. Aux Comores, la situation est inverse : elle bénéficie aux garçons au primaire et aux filles au secondaire. Ces disparités nécessitent une analyse approfondie et la mise en œuvre de politiques correctives.

d-Pays à faible développement humain : Dans l'ensemble de ces pays, la parité est en faveur des garçons. Une priorité urgente doit être accordée à ce domaine, en mettant l'accent sur le maintien de cette tendance dans l'immédiat.

4- Inclusion des personnes ayant des besoins spéciaux dans les écoles ordinaires

L'inclusion des élèves ayant des besoins spéciaux dans les écoles ordinaires, accompagnée de services et de soutiens adaptés, constitue une condition essentielle pour leur permettre de participer efficacement à la vie scolaire aux côtés de leurs camarades. Les indicateurs éducatifs dans ce domaine mettent en évidence les priorités suivantes selon le niveau de développement humain des États arabes:

a-Pays à très haut développement humain : Des opportunités d'intégration existent au Royaume de Bahreïn, dans l'État du Qatar et dans le Sultanat d'Oman. Ces pays nécessitent un soutien et un

renforcement continus. En revanche, les données disponibles sur les autres pays de ce groupe restent insuffisantes.

b-Pays à haut développement humain : Les informations disponibles révèlent une priorité urgente en Jordanie, en Égypte et au Liban, où les élèves ayant des besoins spéciaux sont principalement orientés vers des classes séparées et non intégrées. Dans les autres pays de ce groupe, les politiques d'intégration doivent être consolidées et renforcées.

c-Pays à développement humain moyen : La Palestine est le seul pays disposant de données sur l'intégration des élèves ayant des besoins spéciaux. Ceux-ci sont scolarisés dans des classes ordinaires, mais des politiques de soutien et de promotion restent nécessaires.

d-Pays à faible développement humain : Au Yémen et en Somalie, il est urgent de mettre en place des classes inclusives et consolidées pour les élèves ayant des besoins spécifiques, plutôt que de maintenir un système fondé sur des classes séparées.

2. 2 Ressources pour l'éducation :

Les ressources éducatives englobent l'ensemble des moyens financiers, humains et matériels qui constituent la base essentielle pour garantir la qualité de l'enseignement. Elles comprennent notamment les exigences liées à la mise en œuvre des programmes éducatifs, telles que les manuels scolaires, les outils pédagogiques et autres supports. Bien que leur seule disponibilité ne suffise pas à assurer la qualité, la relation entre ces ressources et les résultats éducatifs demeure étroite. En effet, les pratiques au sein de l'environnement scolaire sont fortement influencées par la qualité, la quantité et l'adéquation de ces intrants aux processus d'apprentissage.

Le tableau 55 présente le classement de six domaines clés selon leur ordre de priorité pour la mise en œuvre dans chaque État arabe.

Tableau 55 : Domaines proposés pour le développement et le changement dans le centre de ressources pour l'éducation dans les États arabes (États arabes) [38]

	Amélioration de l'infrastructure des écoles	Internet et ordinateu)	Ratio élèves/enseignant	Renforcement de l'efficacité des ressources humaines	Allocation des dépenses pour l'éducation
Pays à très haut développement humain					
Émirats arabes unis	←	←	●	←	←
Bahreïn	←	←	←	←	●
Qatar	←	←	←	←	●
Arabie saoudite	←	←	←	←	●
Koweït	←	←	←	←	●
Oman	←	←	←	←	←
Pays à haut développement humain					
Jordanie	←	●	←	←	●
Égypte	←	●	●	←	●
Libye	Données non disponibles	●●●	←	●●●	←
Tunisie	←	●	←	←	●
Algérie	←	●	←	←	●
Liban	←	●	←	●●●	●
Maroc	←	●	←	←	←
Pays à développement humain moyen					
Irak	Données non disponibles		←	●●●	←
Syrie	←	●●●	←	●●●	Données non disponibles
Palestine	←	←	←	●●●	←
Mauritanie	●●●	Données non disponibles	●●●	←	←
Comores	●●●	●●●	Données non disponibles	●●●	●●●
Pays à faible développement humain					
Soudan	←	Données non disponibles		●	←
Yémen	●	Données non disponibles	●	●	●
Somalie	Données non disponibles		●●●	●	●
Djibouti	←	●	●●●	←	←

Source : Indicateurs examinés au chapitre IV, qui comprennent : 1. la proportion des dépenses publiques consacrées à l'éducation - 2 - la proportion d'enseignants ayant suivi une formation ou une qualification éducative - 3 - le taux d'encadrement par enseignant - 4 - proportion des écoles ayant accès à Internet et aux services informatiques pour l'éducation - 5 - proportion des écoles ayant accès à l'électricité et aux services d'eau sanitaire.

Du tableau ci-dessus, qui est le résultat de la lecture des indicateurs de la qualité de l'éducation dans les États arabes, les priorités des États arabes peuvent être classées dans les six domaines suivants :
1.L'investissement et l'allocation des ressources dans l'éducation de base : Ils constituent un pilier fondamental pour améliorer la qualité de l'enseignement. Il est essentiel de privilégier une utilisation optimale des ressources éducatives et de mettre en place des centres de suivi et de responsabilité afin de garantir l'efficacité et l'efficience des dépenses. Les priorités des États arabes dans ce domaine se déclinent comme suit :
a-Pays à très haut développement humain : Bien que l'investissement dans l'éducation soit relativement élevé au Bahreïn, au Qatar, en Arabie saoudite et au Koweït, il demeure inférieur au taux recommandé par l'UNESCO. Cette question est considérée comme une priorité différée, car les intrants éducatifs dans ces pays sont déjà largement disponibles et complémentaires.
b-Pays à haut développement humain : La situation varie d'un pays à l'autre. Un soutien continu est nécessaire en Libye et au Maroc. Par ailleurs, une priorité différée concerne l'augmentation des dépenses éducatives en Jordanie, en Égypte, en Tunisie, en Algérie et au Liban.

38 Remarque : Il y a des données qui n'ont pas été complétées par les pays qui ont rempli le formulaire, et nous n'avons pas pu les obtenir d'autres sources scientifiques telles que des rapports sur des sites officiels.

c-Pays à développement humain moyen : La République des Comores doit accorder une priorité urgente à l'augmentation de la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation, actuellement bien inférieure aux recommandations de l'UNESCO. Les autres pays de ce groupe doivent maintenir leur soutien financier, tandis que l'Irak cherche à atteindre des niveaux plus élevés dans un avenir proche.
d-Pays à faible développement humain : Dans l'ensemble de ces pays, il est nécessaire d'augmenter et de soutenir les dépenses éducatives par rapport aux dépenses publiques. Toutefois, cette priorité est différée au Yémen et en Somalie, où l'augmentation de ce pourcentage reste un objectif à moyen terme.

2. Amélioration des compétences et de l'efficacité des enseignants : Le renforcement des compétences et de l'efficacité des enseignants constitue un axe central pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Il implique de prendre en compte les heures légales d'enseignement au niveau primaire, en les ajustant aux charges pédagogiques, aux matériels d'étude et aux exigences de développement professionnel auxquelles les enseignants doivent répondre. Les priorités dans ce domaine diffèrent selon le niveau de développement humain des États arabes :
a-Pays à très haut développement humain : La majorité des pays de ce groupe affichent des taux élevés d'enseignants qualifiés et formés, atteignant 100 %. Le Koweït demeure une exception, avec une proportion de 79 %, et doit intensifier ses efforts pour atteindre les niveaux de ses voisins du Golfe.
b-Pays à haut développement humain : La Libye et le Liban présentent des taux relativement faibles d'enseignants qualifiés (40 % et 65 % respectivement). Il est urgent d'y renforcer les compétences par des programmes de formation et de qualification. Les autres pays de ce groupe doivent poursuivre le soutien aux politiques de promotion et d'incitation afin de maintenir des niveaux élevés de qualification.
c-Pays à développement humain moyen : L'amélioration des compétences des enseignants, tant sur le plan de la formation que de la qualification scientifique, doit être une priorité urgente. La Mauritanie, en particulier, doit consolider le niveau de compétence de ses enseignants par des mesures de soutien et de promotion continues.
d-Pays à faible développement humain : À Djibouti, la proportion d'enseignants qualifiés atteint 100 %, ce qui nécessite de poursuivre les politiques de formation et de développement professionnel. Dans les autres pays de ce groupe, il est impératif de faire de ce domaine une priorité afin d'augmenter la proportion d'enseignants disposant de qualifications scientifiques solides et d'une formation professionnelle adéquate.

3. Ratio élève/enseignant : Le ratio élève/enseignant constitue un indicateur critique des pratiques pédagogiques en classe. Il détermine la capacité de l'enseignant à gérer les différences individuelles entre élèves, à fournir un soutien adapté, à améliorer la motivation et l'apprentissage, ainsi qu'à combler les lacunes éducatives en temps opportun. Les priorités dans ce domaine se déclinent comme suit :
a-Pays à très haut développement humain: les taux observés sont proches des niveaux idéaux. Toutefois, aux Émirats arabes unis, il est nécessaire de réduire le nombre d'élèves par enseignant. Cet indicateur est considéré comme une priorité différée, à examiner dans les secteurs public et privé.
b-Pays à haut développement humain: les ratios sont globalement favorables, avec une majorité de classes comptant moins de 20 élèves par enseignant. Néanmoins, en République arabe d'Égypte, où le ratio atteint 27, une priorité différée doit être accordée à sa réduction.
c-Pays à développement humain moyen : à l'exception de la Mauritanie, les pays de ce groupe présentent des ratios appropriés. En Mauritanie, la situation est préoccupante : le ratio atteint 51 élèves par enseignant, ce qui en fait une priorité urgente à corriger.
d-Pays à faible développement humain: les priorités varient selon les indicateurs disponibles. En Somalie et à Djibouti, il est urgent de réduire le ratio élèves-enseignant afin d'améliorer la qualité de l'éducation et de garantir un meilleur encadrement pour tous les élèves..

4.Renforcement des capacités technologiques des écoles : Le soutien aux capacités des établissements scolaires et la fourniture des outils nécessaires aux processus éducatifs, tels qu'Internet et les ordinateurs, sont devenus indispensables à la vie scolaire. Ces équipements constituent désormais une ressource quotidienne pour l'élève, lui permettant d'acquérir des connaissances et de développer les compétences essentielles. L'école doit ainsi suivre le rythme des évolutions technologiques et scientifiques, tout en réduisant la fracture numérique avec l'environnement extérieur, afin d'offrir aux étudiants des opportunités adaptées à leurs besoins et à leur avenir. Les priorités dans ce domaine se déclinent comme suit :

a-Pays à très haut développement humain: ces États ont déjà atteint un niveau satisfaisant en matière de ressources éducatives et doivent maintenir cette trajectoire pour garantir un environnement scolaire adapté à l'enseignement et à l'apprentissage.

b-Pays à haut développement humain: dans la plupart des pays de ce groupe, une priorité différée concerne le renforcement et la consolidation des infrastructures de base, ainsi que la fourniture d'outils technologiques tels que les ordinateurs et l'accès à Internet à des fins éducatives. En Libye, la situation est particulièrement urgente : seules 7 % des écoles disposent d'un accès Internet éducatif, ce qui nécessite une intervention immédiate, accompagnée d'un soutien continu.

c-Pays à développement humain moyen: la fourniture d'ordinateurs et de services Internet constitue une priorité urgente en République arabe syrienne et aux Comores. En Palestine, il est nécessaire de poursuivre les politiques de soutien et de promotion pour améliorer les services existants.

d-Pays à faible développement humain: malgré l'absence de données précises concernant l'environnement physique (Internet, ordinateurs, électricité, eau), il est impératif que tous les pays de ce groupe considèrent ces infrastructures comme un minimum requis pour garantir des opportunités éducatives appropriées aux élèves.

5.Amélioration de l'infrastructure scolaire : L'amélioration de l'infrastructure des établissements scolaires, notamment par la fourniture d'eau potable, d'un assainissement adéquat et de l'électricité, constitue une condition essentielle pour garantir un environnement propice à l'apprentissage et au développement des compétences. Il convient également de réduire la densité d'élèves par école, en particulier dans le primaire, car la taille des classes influence directement le niveau de concentration et l'intérêt des élèves pour l'apprentissage. Les priorités dans ce domaine se déclinent comme suit :

a-Pays à très haut développement humain: poursuite du soutien et de la promotion des infrastructures scolaires, afin de maintenir des standards élevés.

b-Pays à haut développement humain: les services de base (eau, assainissement, électricité) sont disponibles dans la majorité des établissements. L'enjeu réside dans le maintien et le renforcement continus de ces acquis.

c-Pays à développement humain moyen: la fourniture de services environnementaux physiques, tels que l'électricité et l'eau potable, constitue une priorité urgente en Mauritanie et aux Comores. Dans les autres pays de ce groupe, le soutien et le renforcement doivent se poursuivre.

d-Pays à faible développement humain: le soutien et le renforcement des infrastructures scolaires sont nécessaires au Soudan et à Djibouti. En revanche, la République du Yémen est placée en priorité différée dans ce domaine.

2. 3 Processus d'enseignement et d'apprentissage :

De nombreuses recherches mettent en évidence l'existence de facteurs critiques susceptibles d'influencer l'efficacité des dynamiques éducatives à l'école et en classe. L'UNESCO (2005) a identifié plusieurs éléments contribuant à l'amélioration de la qualité de l'éducation, parmi lesquels figure un ensemble d'indicateurs éducatifs examinés dans le présent rapport. Cette section souligne quatre facteurs essentiels et ajoute un élément spécifique aux pays arabes : l'application du modèle arabe de qualité et d'excellence dans l'éducation, tel qu'illustré dans le tableau 56.

Tableau 56 : Domaines proposés pour le développement et le changement dans l'orientation des processus d'enseignement et d'apprentissage dans les pays arabes

	Modèle arabe de qualité et d'excellence dans l'éducation	Études scientifiques	Développement professionnel de l'enseignant	Promouvoir l'alphabétisation	Temps pour l'apprentissage scolaire
Pays à très haut développement humain					
Émirats arabes unis	●	●	←	●●●	←
Bahreïn	●	●	●	●●●	←
Qatar	●	●	←	●	←
Arabie saoudite	●	●	●	●●●	●●●
Koweït	●	●	←	←	●●●
Oman	●	●	←	●	←
Pays à haut développement humain					
Jordanie	●	●	Données insuffisantes	←	←
Égypte	●	●	●	←	←
Libye	●	●	Données insuffisantes	●●●	●●●
Tunisie	●	●	Données insuffisantes	●	●
Algérie	●	●	●	●	●●●
Liban	●	●	Données insuffisantes		
Maroc	●	●	●	←	●●●
Pays à développement humain moyen					
Irak	●	●	Données insuffisantes		
Syrie	●	●	Données insuffisantes	●●●	●●●
Palestine	●	●	●	←	●●●
Mauritanie	●	●	Données insuffisantes	●●●	●●●
Comores	●	●	Données insuffisantes		
Pays à faible développement humain					
Soudan	●	●	Données insuffisantes		
Yémen	●	●	←	●●●	●●●
Somalie	●	●	Données insuffisantes	●●●	●●●
Djibouti	●	●	Données insuffisantes		

Source : Les indicateurs examinés dans le cinquième chapitre sont : 1. Temps alloué à l'apprentissage scolaire. 2. Heures allouées à l'enseignement des matières de langue arabe aux niveaux primaire et préparatoire. 3. Exigences et conditions pour la promotion des enseignants et du collège d'enseignants dans les classes d'enseignement.

Le tableau présenté ci-dessus examine les principaux indicateurs de l'efficacité des processus éducatifs. Grâce au suivi, ces indicateurs sont classés selon leur priorité d'examen et de révision par chaque pays. Les domaines retenus sont les suivants :

1.Temps consacré à l'apprentissage scolaire : Le temps d'apprentissage scolaire constitue un indicateur fondamental de l'efficacité des processus éducatifs. Il englobe l'adoption d'un nombre approprié de jours d'étude réels par an ainsi que la révision du volume horaire annuel disponible pour chaque élève. La norme internationale recommande entre 850 et 1 000 heures d'enseignement par élève et par an, soit environ 180 jours de cours. Les priorités des États arabes dans ce domaine se déclinent comme suit :

a-Pays à très haut développement humain : le temps alloué aux élèves est inférieur à la moyenne mondiale (960 heures) dans l'ensemble des pays de ce groupe. La situation est particulièrement préoccupante en Arabie saoudite et au Koweït, où la réduction est plus marquée. L'étude de cet aspect y constitue donc une priorité.

b-Pays à haut développement humain : les indicateurs disponibles révèlent une priorité urgente en Libye, en Algérie et au Maroc, où il est nécessaire d'augmenter le temps d'apprentissage annuel des élèves.

c-Pays à développement humain moyen : l'extension du temps consacré à l'éducation est une priorité urgente en Syrie, en Palestine et en Mauritanie, afin de se rapprocher des standards internationaux.

d-Pays à faible développement humain : les données disponibles pour le Yémen et la Somalie montrent des niveaux inférieurs à la moyenne arabe, avec respectivement 826 et 832 heures par an. Ce domaine doit donc être traité en priorité et avec urgence.

2.Promouvoir l'enseignement et l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en langue arabe au cycle fondamental, L'enseignement et l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en langue arabe au niveau fondamental représentent l'une des variables les plus déterminantes pour la qualité et l'efficacité du système éducatif. La maîtrise de ces compétences de base contribue à améliorer durablement la réussite scolaire et constitue un indicateur essentiel de la capacité de l'élève à poursuivre et à réussir dans d'autres disciplines.
Il est donc proposé de réviser les plans d'études approuvés pour l'ensemble des matières et d'envisager une augmentation du temps consacré à l'enseignement de l'arabe au niveau primaire. Les priorités diffèrent selon les groupes de pays arabes :
a-Pays à très haut développement humain : aux Émirats arabes unis, au Bahreïn et en Arabie saoudite, le temps alloué à l'alphabétisation est inférieur à la moyenne arabe, notamment au primaire (198 heures). Une priorité urgente doit être accordée à la révision de la répartition du temps d'enseignement entre les matières.
b-Pays à haut développement humain : en Libye, il est urgent de revoir le temps consacré à l'enseignement de l'arabe (lecture et écriture). En Tunisie et au Maroc, cette question est considérée comme une priorité différée.
c-Pays à développement humain moyen : en Syrie et en Mauritanie, l'augmentation du temps alloué à l'alphabétisation constitue une priorité urgente.
d-Pays à faible développement humain : les indicateurs disponibles montrent qu'il est urgent de revoir le temps consacré à l'alphabétisation au primaire, afin d'améliorer la qualité de l'éducation pour les élèves à ce stade.

3.Promouvoir les opportunités de développement professionnel des enseignants, La promotion des opportunités de développement professionnel pour les enseignants, l'amélioration de leurs conditions de travail et de rémunération afin de correspondre au niveau de vie dans chaque pays, ainsi que l'attention portée aux modèles de formation en cours d'emploi, constituent des axes essentiels pour renforcer l'efficacité éducative. Cette proposition s'appuie sur l'analyse des données disponibles concernant les opportunités de promotion, les conditions de travail et les quotas d'enseignants.
Les informations présentées dans ce rapport tiennent compte du nombre d'heures légales d'enseignement par an (quorum) aux niveaux primaire et secondaire inférieur. Elles soulignent la nécessité de soutenir les cadres humains des enseignants et de renforcer leurs capacités par des opportunités de formation continue, afin d'améliorer leurs pratiques pédagogiques et d'accroître leur efficacité.
Les priorités dans ce domaine se déclinent comme suit :
a-Pays à très haut développement humain: les États de ce groupe atteignent déjà un bon niveau de développement professionnel et doivent poursuivre la promotion et le soutien de ces opportunités.
b-Pays à haut développement humain: les données disponibles demeurent insuffisantes pour évaluer pleinement les opportunités de développement professionnel. Toutefois, il est recommandé que tous les pays de ce groupe accordent une priorité future à l'amélioration de ce domaine.
c-Pays à développement humain moyen: bien que les données soient limitées, il est nécessaire de considérer ce domaine comme prioritaire, qu'il s'agisse d'une urgence ou d'une priorité différée, en raison de son importance stratégique pour la qualité de l'éducation.
d-Pays à faible développement humain: malgré le manque de données, l'importance du développement professionnel des enseignants est reconnue. Ce rapport met en avant les mesures de base existantes, telles que les conditions d'admission et de promotion, les salaires et les opportunités de formation, qui doivent être consolidées et renforcées.

4. Encourager les études scientifiques sur les pratiques en classe : il est essentiel d'encourager et de soutenir les recherches scientifiques portant sur les pratiques pédagogiques en classe. L'observation des méthodes d'enseignement et des activités appliquées dans le cadre des processus éducatifs contribue de manière significative à l'identification des causes de l'échec scolaire et du décrochage, ainsi qu'aux facteurs directs qui les influencent.
Ce domaine, qui vise à rendre compte de ce qui se passe réellement dans les salles de classe, revêt une importance particulière pour l'ensemble des pays arabes. Toutefois, il a été classé comme une priorité différée, car sa mise en œuvre suppose au préalable la création d'un environnement scientifique et humain favorable à la recherche, ainsi que la disponibilité de ressources matérielles et financières, qui ne sont pas accessibles de manière uniforme dans tous les États.
Il est donc recommandé d'inscrire ce champ d'action parmi les préoccupations des systèmes éducatifs, afin de favoriser l'émergence d'une culture de recherche professionnelle chez les enseignants eux-mêmes et de renforcer, à terme, l'efficacité des pratiques éducatives**.**

5. Application du modèle arabe de qualité et d'excellence dans l'éducation
Le modèle arabe de qualité et d'excellence dans l'éducation, publié par le Centre régional de l'UNESCO pour la qualité et l'excellence en coopération avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO), repose sur des référentiels d'excellence institutionnelle et scolaire. Il propose des cadres de référence destinés à garantir la qualité de l'éducation et vise à renforcer la compétitivité des systèmes éducatifs arabes au niveau mondial. Ce modèle fournit des orientations permettant à chaque pays de réviser ses programmes et ses systèmes éducatifs à la lumière des normes établies, et de procéder aux ajustements nécessaires. Il offre des outils et des standards pour diagnostiquer la réalité éducative, analyser les pratiques, évaluer la performance des systèmes et mettre en œuvre des mesures d'amélioration, contribuant ainsi à préparer l'avenir avec un haut degré de qualité et d'efficacité.Ce modèle est considéré comme une priorité différée pour l'ensemble des pays arabes. Il leur permet de s'y familiariser progressivement et de se former à l'utilisation de ses outils, afin de favoriser la réalisation des objectifs fixés en matière de qualité et d'excellence éducative.

2. 4 Résultats de l'éducation et retombées économiques et sociales

Lorsqu'il s'agit d'évaluer les résultats de l'éducation et leur impact économique et social, la personnalité de l'apprenant est mise à l'épreuve dans toutes ses dimensions intellectuelles, émotionnelles et physiques, et ses connaissances, ses capacités et ses compétences à interagir avec lui-même et la société qui l'entoure constituent l'indicateur le plus important de la qualité réelle de l'éducation. Nous abordons ici un ensemble de mesures et de mécanismes qui peuvent aider à recueillir des indicateurs importants sur les résultats de l'éducation. Le tableau n° 57 présente quatre éléments fondamentaux sur lesquels les pays arabes peuvent agir et étudier les principaux facteurs et variables qui les influencent.

Tableau 57 : Domaines proposés pour le développement et le changement dans l'orientation des résultats éducatifs et des résultats économiques et sociaux dans les pays arabes

	Orientation vers des études pour mesurer l'impact de l'éducation sur la société	Créer des centres spécialisés pour suivre les niveaux d'efficacité	Renforcer les programmes d'évaluation de la qualité des écoles et encourager la concurrence fonctionnelle entre elles	Exploiter les programmes nationaux d'évaluation dans le domaine de la recherche scientifique
Pays à très haut développement humain				
Émirats arabes unis	● ● ●	←	←	●
Bahreïn	● ● ●	←	←	●
Qatar	● ● ●	←	←	●
Arabie saoudite	● ● ●	←	←	●
Koweït	● ● ●	Données non disponibles		●
Oman	● ● ●	←	←	●
Pays à haut développement humain				
Jordanie	● ● ●	←	←	●
Égypte	● ● ●	←	←	●
Libye	● ● ●	←	←	●
Tunisie	● ● ●	←	←	●
Algérie	● ● ●	←	←	●
Liban	● ● ●		Données non disponibles	
Maroc	● ● ●	←	←	●
Pays à développement humain moyen				
Irak	●	●		Données non disponibles
Syrie	●	●		Données non disponibles
Palestine	●	●		Données non disponibles
Mauritanie	●	←	←	●
Comores	●	●		Données non disponibles
Pays à faible développement humain				
Soudan	●	●		Données non disponibles
Yémen	●	←	←	●
Somalie	●	←	←	●
Djibouti	●	●	Données non disponibles	

Source : Informations du chapitre V sur les programmes et politiques d'évaluation et les institutions de contrôle qualité dans l'enseignement public.

Les niveaux d'intérêt dans les domaines précédemment étudiés ont été hiérarchisés en fonction des données disponibles sur les politiques éducatives des pays arabes et de leur potentiel à évaluer les résultats de l'enseignement et de l'apprentissage. Ce classement prend également en compte les politiques menées dans le domaine de la recherche, de l'édition et des études, qui permettent d'analyser ces résultats. Le tableau précédent montre que :

1. Usage des programmes nationaux d'évaluation dans le domaine de la recherche scientifique : L'emploi de programmes nationaux d'évaluation dans le domaine éducatif constitue un outil essentiel pour recueillir des données et informations permettant de détecter les forces et les faiblesses des compétences des élèves en lecture, en mathématiques et en sciences. Ces programmes devraient être accompagnés d'enquêtes de terrain portant sur les attitudes des enseignants, des élèves et des parents, à l'image des évaluations internationales. Cela permet d'établir des liens entre les résultats scolaires et les variables liées aux pratiques éducatives, aux caractéristiques personnelles et sociales des élèves, ainsi qu'aux conditions de classe. Les pays arabes peuvent être regroupés en deux catégories :
a-Pays à très haut et haut développement humain : la majorité de ces États mettent en œuvre des évaluations nationales pour mesurer les acquis des élèves. Toutefois, il n'existe pas d'indicateurs solides sur l'utilisation de ces données dans les études et recherches visant à analyser les résultats, identifier les points forts et les faiblesses, et établir des relations entre les intrants éducatifs, les pratiques pédagogiques et les performances. Ce domaine est donc considéré comme une priorité différée, en attendant la mise en place de structures scientifiques et humaines adaptées, ainsi que de ressources matérielles suffisantes.

b-Pays à développement humain moyen et faible : les données disponibles sont limitées pour la plupart des pays de ces groupes. Il est néanmoins crucial de renforcer ce domaine dans les pays disposant déjà de certaines données, notamment les Comores, le Yémen et la Somalie, afin de consolider cette expérience éducative et de permettre, à terme, la mise en œuvre et l'exploitation des résultats des programmes nationaux d'évaluation.

2. Promotion des programmes d'évaluation de la qualité de l'éducation : La mise en place de programmes d'évaluation de la qualité dans les écoles et la promotion de la concurrence fonctionnelle entre elles constituent des leviers essentiels pour améliorer la performance éducative. La publication des résultats des évaluations nationales sur les sites officiels des pays permet leur utilisation dans les études comparatives régionales et favorise la transparence.
Un certain nombre d'États arabes ont déjà accompli des progrès significatifs dans ce domaine, en créant des centres spécialisés d'évaluation et de contrôle de la qualité, ainsi qu'en établissant des normes de performance scolaire. Sur la base des avancées réalisées, les pays peuvent être regroupés comme suit :
a-Pays à développement humain très élevé et élevé : la plupart de ces États ont mis en place des centres spécialisés ou lancé des programmes réguliers d'évaluation de la qualité. Toutefois, les progrès ne doivent pas rester limités au niveau procédural. Les résultats doivent être utilisés de manière efficace pour améliorer la performance des écoles, diffuser des programmes d'excellence et d'innovation, et promouvoir une concurrence constructive entre établissements. Ces mesures ne doivent pas se limiter à la gouvernance et à la responsabilité, mais contribuer à un véritable mouvement de renouveau et de développement scolaire.
b-Pays à développement humain moyen et faible : les données disponibles sont limitées, mais l'importance de ce domaine demeure cruciale. L'évaluation de la qualité scolaire doit être considérée comme une priorité différée, mais elle devrait figurer parmi les projets à mettre en œuvre dans un avenir proche afin de renforcer les systèmes éducatifs et d'assurer une amélioration continue.

3. Création de centres spécialisés chargés de contrôler les niveaux d'efficacité dans l'apprentissage des matières fondamentales : La création de centres spécialisés chargés de surveiller les niveaux de compétence dans l'apprentissage des matières de base constitue un complément essentiel aux programmes d'évaluation de la qualité scolaire. En raison de l'ampleur du travail requis et de la nécessité d'une expertise spécialisée, cette initiative peut être mise en œuvre à travers des partenariats avec le secteur privé, des institutions internationales ou encore par des échanges d'expériences avec les pays arabes ayant déjà accompli des progrès dans ce domaine.
Les priorités de mise en œuvre se déclinent comme suit :
a-Pays à développement humain très élevé et élevé : ces États présentent des niveaux de performance similaires en termes d'avancement. Les différences peuvent résider dans les domaines ciblés, les infrastructures disponibles ou l'expertise mobilisée. Ils doivent poursuivre et renforcer leurs politiques et programmes de soutien dans ce domaine.
b-Pays à développement humain moyen et faible : la majorité de ces pays doivent accorder une priorité différée à la création de tels centres, en raison du coût élevé et des besoins en expertise spécialisée. Toutefois, cette orientation reste stratégique pour améliorer durablement la qualité de l'éducation.

4. Orientation vers des études de recherche visant à mesurer le rendement de l'éducation pour la société : L'orientation vers des études de recherche visant à mesurer l'impact de l'éducation sur la société est essentielle. Elle inclut l'analyse de la contribution de l'éducation au développement économique et à la productivité du marché du travail. Cette démarche doit être menée en partenariat avec les autorités concernées et les centres de recherche universitaires, qui ont un rôle central à jouer, voire à diriger, en tant que véritables partenaires entre l'éducation publique et l'enseignement supérieur.
Les priorités dans ce domaine se déclinent comme suit :

a-Pays à développement humain très élevé et élevé : ce champ constitue une priorité urgente et une exigence fondamentale. Les pays de ce groupe disposent déjà de centres de recherche spécialisés qui réalisent des travaux de qualité dans divers domaines. L'attention doit être portée sur la mise en œuvre de recherches à long terme, suivant des cohortes d'apprenants sur plusieurs années, afin d'évaluer les compétences et les capacités des diplômés et de mesurer leur contribution réelle au développement économique et social.

b-Pays à développement humain moyen et faible : ces pays ne disposent pas encore des moyens nécessaires pour mettre en œuvre de telles études. Toutefois, il est recommandé de travailler dans cette direction à moyen terme. La priorité est donc différée, mais elle doit être inscrite dans les projets futurs afin de renforcer progressivement les capacités de recherche et d'évaluation.

2. 5 Évolution et qualité de l'enseignement universitaire

Historiquement, l'enseignement universitaire était réservé à une élite composée d'étudiants exceptionnels et de ceux disposant des moyens financiers nécessaires pour poursuivre leurs études. La valeur économique d'un diplôme universitaire était alors très élevée, car le nombre de diplômés était limité et la demande sur le marché du travail particulièrement forte. Aujourd'hui, les cohortes d'étudiants à ce niveau d'éducation ont considérablement augmenté, parallèlement à la multiplication des institutions universitaires dans les pays arabes afin de répondre à la demande croissante. Cette expansion a naturellement influé sur la valeur des diplômés sur le marché du travail : ils sont désormais évalués non seulement sur la possession d'un diplôme, mais surtout sur leurs compétences réelles et leur capacité à répondre aux besoins du marché.

Ainsi, la détention d'un certificat universitaire ne constitue plus, à elle seule, un critère suffisant pour l'accès à l'emploi ou la promotion professionnelle. Ce sont désormais divers indicateurs et critères — liés aux compétences, à l'adaptabilité et à la performance — qui déterminent l'aptitude d'un individu à exercer une profession donnée. Par conséquent, la qualité de l'enseignement universitaire ne peut être examinée sous un seul angle (par exemple, le nombre de diplômés dans une discipline particulière), mais doit être évaluée à travers plusieurs dimensions, en fonction des réalités économiques et sociales propres à chaque pays et des tendances mondiales. Cette perspective guide l'analyse de la réalité de l'enseignement universitaire dans les pays arabes et permet de formuler des perceptions sur ce qui devrait être envisagé pour l'avenir du secteur. Le tableau 58 présente les priorités proposées pour les États arabes, en cohérence avec les indicateurs étudiés au chapitre V du présent rapport.

Tableau 58 : Axes de développement et de changement proposés dans l'axe de la formation universitaire dans les pays arabes

	Renforcer le rôle des institutions universitaires dans le développement de la société	Élargir et renforcer les possibilités des institutions universitaires dans la recherche scientifique	Diversification des opportunités et domaines d'enseignement universitaire	Examiner les politiques adoptées dans l'expansion des établissements d'enseignement universitaire
Pays à très haut développement humain				
Émirats arabes unis	●	←	←	●
Bahreïn	●	●	←	●
Qatar	●	●	←	●
Arabie saoudite	●	●	←	●
Koweït	●	● ● ●	←	←
Oman	●	●	←	● ● ●
Pays à haut développement humain				
Jordanie	●	●	●	● ● ●
Égypte	●	●	●	●
Libye	●	●	●	←
Tunisie	●	●	●	●
Algérie	●	● ● ●	←	←
Liban	●	Aucune donnée disponible	←	←
Maroc	●	● ● ●	←	● ● ●
Pays à développement humain moyen				
Irak	●	● ● ●	●	←
Syrie	●	● ● ●	●	●
Palestine	●	Aucune donnée disponible	●	←
Mauritanie	●	Aucune donnée disponible	●	←
Comores	Aucune donnée disponible			
Pays à faible développement humain				
Soudan	●	Aucune donnée disponible	● ● ●	●
Yémen	●	Aucune donnée disponible	● ● ●	Aucune donnée disponible
Somalie	●	Aucune donnée disponible	● ● ●	●
Djibouti	●	Aucune donnée disponible	● ● ●	●

Source : Les indicateurs examinés dans le chapitre spécial sont : 1. taux brut de scolarisation dans l'éducation - 2 - nombre d'universités par million d'habitants - 3 - proportion d'établissements d'enseignement universitaire publics et privés - 4 - ratio des dépenses de recherche au PIB - 5 - proportion de femmes dans l'enseignement universitaire - 6 - nombre de chercheurs par million d'habitants 2022 - 7 - nombre de recherches/ millions.

Le tableau présenté ci-dessus examine les alternatives offertes aux pays arabes dans chacun des quatre domaines liés à l'enseignement universitaire. Ces alternatives permettent de mettre en lumière les politiques adoptées, les priorités établies et les implications pour le développement de l'enseignement supérieur. Les résultats et leurs implications se déclinent comme suit :

1. Révision des politiques suivies en matière d'expansion des établissements d'enseignement universitaire : L'université constitue une opportunité fondamentale pour les jeunes de poursuivre des études supérieures, de s'ouvrir au monde extérieur et de développer leur culture scientifique ainsi que leurs compétences pratiques en recherche. Les politiques adoptées dans ce domaine reposent traditionnellement sur deux axes : l'investissement du secteur privé dans l'enseignement supérieur et la création d'universités et de collèges nationaux par les gouvernements, en fonction des besoins de développement. Ces politiques favorisent l'élargissement des modèles d'enseignement supérieur et stimulent la recherche scientifique, contribuant ainsi au développement économique et social. Les alternatives disponibles dans ce domaine ont été évaluées selon plusieurs indicateurs :

- Nombre d'universités par million d'habitants.
- Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants.
- Nombre d'étudiants par université.
- Taux de participation du secteur privé à l'enseignement universitaire.
- Taux d'inscription à l'université.

a.Pays à très haut niveau de développement humain :

La majorité des pays de ce groupe considèrent l'expansion universitaire comme une priorité différée, en raison de taux d'inscription déjà élevés et d'une offre largement assurée par des établissements privés. Toutefois, il demeure nécessaire de renforcer le suivi de la qualité et de vérifier dans quelle

mesure ces institutions répondent aux besoins de développement. Le Sultanat d'Oman constitue une exception, avec une priorité urgente liée à des taux d'inscription plus faibles et une offre universitaire inférieure à la demande. Quant à l'État du Koweït, il devrait poursuivre le soutien à ses politiques et programmes universitaires existants.

b.Pays à haut développement humain : la situation varie selon les pays. En Jordanie, où l'enseignement est principalement privé et les taux d'inscription relativement faibles, l'expansion universitaire est une priorité urgente afin d'élargir les opportunités d'apprentissage. Il est également recommandé d'encourager les établissements à développer des spécialités techniques et professionnelles adaptées au marché du travail. En Égypte, en Tunisie et au Maroc, cette priorité est différée, car les taux d'inscription sont satisfaisants et le secteur privé joue un rôle important en Égypte et en Tunisie. Toutefois, au Maroc, où l'enseignement est surtout public, une priorité urgente consiste à ouvrir davantage d'opportunités au secteur privé pour qu'il contribue à l'investissement universitaire. En Libye, au Liban et en Algérie, il est nécessaire de poursuivre et de renforcer les politiques actuelles afin de soutenir les objectifs éducatifs et de développement.

c.Pays à développement humain moyen : ce domaine est hautement prioritaire en Syrie, où l'enseignement est principalement privé mais ne couvre pas la demande croissante. Les taux de scolarisation sont élevés, et la concurrence entre établissements privés peut jouer un rôle dans l'amélioration de l'offre et de la qualité. Dans les autres pays de ce groupe, la conclusion est de poursuivre les politiques de soutien et de renforcement du secteur universitaire, majoritairement public, tout en favorisant l'expansion du secteur privé pour diversifier les disciplines et répondre aux besoins futurs.

d.Pays à faible développement humain : les informations disponibles sont limitées pour la Somalie et Djibouti. En Somalie, où l'offre privée est élevée, il est nécessaire de surveiller la qualité des institutions et de s'assurer qu'elles répondent aux besoins réels de développement, ce qui en fait une priorité urgente. À Djibouti, l'enseignement est assuré par une seule université nationale, avec un faible taux d'universités par million d'habitants. La priorité différée consiste à envisager l'ouverture de nouvelles opportunités universitaires afin de diversifier les spécialisations scientifiques accessibles à la société.

2.Diversification des opportunités et domaines d'enseignement universitaire : La diversification des opportunités d'enseignement universitaire et des domaines de spécialisation académique et scientifique constitue un axe stratégique majeur. Elle permet aux institutions universitaires d'offrir des disciplines adaptées aux différents groupes sociaux, en lien avec le marché du travail et les besoins du développement économique. Cette orientation vise également à ajuster les programmes aux évolutions technologiques et aux transformations rapides de la société.

Les indicateurs retenus pour définir les priorités sont :

- Répartition de l'enseignement supérieur entre le pré-universitaire et l'universitaire.
- Taux de participation des femmes à l'enseignement universitaire.
- Répartition des étudiants selon les disciplines scientifiques.
- Introduction de disciplines contemporaines dans l'enseignement universitaire.

a.Pays à très haut développement humain : Les pays de ce groupe présentent des caractéristiques similaires et poursuivent des politiques de diversification des disciplines et des domaines d'éducation disponibles pour les jeunes. Des initiatives existent dans les établissements publics afin de suivre les évolutions contemporaines. L'ouverture rapide de ces systèmes, soutenue par un potentiel financier important, favorise cette orientation. Toutefois, il est nécessaire de renforcer et d'investir ces politiques de manière fonctionnelle, afin que les résultats répondent aux besoins réels de chaque État.

b.Pays à haut développement humain : quatre pays, la Jordanie, l'Égypte, la Libye et la Tunisie, considèrent ce domaine comme une priorité future. Ils ont déjà accompli des progrès notables dans l'enseignement universitaire et ouvert des disciplines variées, y compris au niveau pré-universitaire. Compte tenu de la taille de leur population, de leurs ressources et de leur diversité culturelle, il est essentiel d'élargir les opportunités éducatives, notamment pour les filles. Les autres pays du groupe,

Algérie, Liban et Maroc, ont également progressé dans ce domaine. Malgré des structures institutionnelles différentes, chacun doit continuer à soutenir ses politiques et renforcer la diversification de l'enseignement universitaire, en l'adaptant à ses besoins spécifiques, afin d'accroître la valeur et le rôle de l'université dans le développement.

b-Pays à développement humain moyen : dans l'ensemble de ce groupe, la diversification est considérée comme une priorité future. Les conditions propres à chaque pays imposent des approches différenciées. L'enseignement universitaire est assuré par des établissements publics et privés, et certaines institutions introduisent déjà des spécialisations contemporaines. Toutefois, l'expansion de l'éducation pré-universitaire pour les deux sexes, la diversification des disciplines universitaires et l'ouverture de nouvelles opportunités pour les spécialisations contemporaines demeurent des impératifs à court terme.

c-Pays à faible développement humain : la diversification est une priorité urgente pour tous les pays de ce groupe. Les données disponibles restent limitées, mais les indicateurs révèlent une baisse du nombre d'universités par million d'habitants au Soudan et à Djibouti. Ils montrent également un taux de scolarisation des filles inférieur à celui des garçons en Somalie et à Djibouti. Il est donc nécessaire de collecter davantage d'indicateurs éducatifs afin d'orienter les décideurs dans le développement de ce secteur, de manière à répondre aux besoins des communautés et à favoriser l'équité.

3.Élargir et améliorer les possibilités des institutions universitaires en matière de recherche scientifique : Ce rapport confirme le rôle de la recherche scientifique et les possibilités de l'institution universitaire pour faciliter les processus de recherche pour les professeurs et les étudiants. Les centres de recherche sont la principale artère qui alimente le renouvellement et l'innovation des institutions universitaires. Les indicateurs suivants ont été utilisés dans les conclusions relatives à ce domaine (voir également le chapitre V).

- Pourcentage des dépenses de recherche
- Nombre de centres de recherche par établissement universitaire
- Nombre de chercheurs par million d'habitants, 2022
- Nombre de recherches/millions.

a-Pays à très haut niveau de développement humain : Dans l'État du Koweït, où le niveau des indicateurs dans ce domaine est inférieur à celui des autres pays de ce groupe, il est urgent d'envisager en priorité de renforcer les possibilités de recherche scientifique. La priorité pour Oman est à venir, en particulier en ce qui concerne les dépenses consacrées à la recherche scientifique et l'offre de chercheurs qualifiés pour travailler dans des centres de recherche. Le reste des pays sont au niveau de conditions normales requises, avec renforcement et soutien, en particulier vers la mort de chercheurs qualifiés au Qatar et en Arabie Saoudite.

b. Pays à fort développement humain: Les indicateurs sont une priorité urgente en République algérienne démocratique et populaire et au Royaume du Maroc, notamment en ce qui concerne l'augmentation de la part du produit national allouée à la recherche scientifique, et diriger la recherche scientifique dans les centres de recherche scientifique avec plus d'encouragement et de promotion. Dans le reste de ce groupe, la priorité est devant, et bien que toutes les exigences soient également importantes pour le besoin d'attention et de soutien, il y a un besoin de pousser pour de nouvelles études, recherches et production scientifique.

c-Pays à développement humain moyen : Les priorités dans ce groupe sont urgentes, tant pour la République d'Irak que pour la République arabe syrienne, et aucune information n'est disponible sur le reste des pays de ce groupe. Dans ces deux pays, l'accent devrait être mis sur l'augmentation des dépenses consacrées à la recherche scientifique et à la formation de chercheurs dans des domaines scientifiques spécialisés afin d'élever le niveau de production scientifique.

d-Pays à faible développement humain : Il n'y a pas assez de données disponibles pour en déduire dans ce groupe.

4.Renforcer le rôle des institutions universitaires dans le développement communautaire : Les institutions universitaires constituent un environnement d'incubation pour les innovateurs, inventeurs et leaders appelés à conduire les processus de développement et de transformation sociale. Leur rôle dépasse la simple transmission de savoirs : elles doivent être des moteurs de progrès, capables de relier la recherche scientifique et l'enseignement aux besoins réels des communautés.

Afin de mesurer l'efficacité de ce rôle, il est nécessaire de mettre en place des organismes indépendants, compétents et organisés, chargés de réguler les institutions universitaires, d'évaluer leur qualité et de les classer au niveau national. Une telle démarche favorise la concurrence constructive entre établissements et stimule l'amélioration continue. Les informations disponibles (chapitre V) montrent que la plupart des pays arabes s'orientent vers des politiques de gouvernance et d'évaluation de la qualité dans l'enseignement universitaire. Toutefois, cette orientation suppose une réelle efficacité dans la performance des organes de régulation et dans la prise de décision, notamment en ce qui concerne l'exploitation des résultats pour un développement ultérieur.

Par ailleurs, un grand nombre de pays arabes se sont engagés dans l'adoption de normes internationales, permettant à leurs productions académiques et scientifiques d'être compétitives à l'échelle mondiale. Cette tendance positive reflète une vision renouvelée de l'enseignement universitaire et de son rôle dans le développement communautaire. Le tableau (6-5) indique que les priorités dans ce domaine concernent tous les États arabes sans exception. Chaque pays est invité à examiner ce champ en fonction de ses propres normes, de son niveau d'éducation universitaire et de ses conditions spécifiques, afin de renforcer le lien entre l'enseignement supérieur et le développement socio-économique**.**

2. 6 Conclusion :

Le tableau 59 présente une synthèse des résultats prioritaires pour l'ensemble des domaines étudiés dans l'enseignement général et universitaire, répartis selon les groupes de pays arabes.

Les priorités ont été classées selon trois niveaux :

- Urgent : domaines nécessitant une action immédiate pour répondre à des besoins pressants.
- •Soutien continu et promotion : domaines où les politiques existantes doivent être consolidées et renforcées.
- En avant : domaines considérés comme des priorités différées, à développer dans un horizon futur.
- La hiérarchisation des priorités repose sur le nombre de répétitions du même niveau dans chaque groupe de pays. Lorsque des disparités évidentes apparaissent entre les pays d'un même groupe dans une zone donnée, elles sont signalées dans la case correspondante du tableau..

Tableau 59 : Domaines proposés pour le développement et le changement dans l'enseignement public et universitaire par groupes de pays dans l'indice de développement humain.

L'intervention principale	Pays à faible développement humain	Pays à développement humain moyen	Pays à haut développement humain	Pays à très haut développement humain
Premièrement : Les résultats du tableau 6 se concentrent sur les cadres législatifs et les politiques éducatives dans les États arabes.				
Cadres législatifs pour fournir des opportunités d'apprentissage	←	←	←	←
Ouvrir des opportunités éducatives dans l'éducation pré-primaire	●●●	●●●	←	←
Parité hommes-femmes	●	←	←	←
Inclusion des personnes ayant des besoins spéciaux	●●●	Données insuffisantes		←
Deuxièmement : Les résultats du tableau 6 - 2 proposent des domaines de développement et de changement dans l'axe des ressources disponibles pour l'éducation dans les pays arabes				
Investissement et allocation des dépenses pour l'éducation	●	←	●	●
Améliorer l'efficacité des cadres humains des enseignants	●	●●●	←	←
Tarif étudiant par enseignant	●●●	←	←	←
Possibilités éducatives des écoles (Internet et ordinateur)	●●●	●●●	●	←
Améliorer l'infrastructure des écoles	●●●	●●●	←	←
Troisièmement : Résultats du tableau 6 - 3 domaines proposés pour le développement et le changement dans l'orientation des processus d'enseignement et d'apprentissage dans les pays arabes				
Temps pour l'apprentissage scolaire	●●●	●●●	Il y a une disparité	←
Promouvoir l'alphabétisation	●●●	●●●	Il y a une disparité	
Promouvoir des opportunités de développement professionnel pour les enseignants	Données insuffisantes		●	←
Encourager les études scientifiques dans le domaine des pratiques en classe	●	●	●	●
Appliquer le modèle arabe de qualité et d'excellence dans l'éducation	●	●	●	●
Quatrièmement : Les résultats du tableau 6 - 4 domaines proposés pour le développement et le changement dans l'orientation des produits éducatifs et des retombées économiques et sociales				
Employer des programmes nationaux d'évaluation dans la recherche scientifique	●	Données insuffisantes	●	●
Promouvoir des programmes d'évaluation de la qualité pour les écoles et encourager la concurrence fonctionnelle entre elles	←	Données insuffisantes	←	←
Établir des centres spécialisés pour surveiller les niveaux d'efficacité	←	●	←	←
Orientation vers des études de recherche pour mesurer l'impact de l'éducation sur la société	●	●	●●●	●●●
Cinquièmement : Résultats du tableau 6 - 5 domaines proposés pour le développement et le changement dans l'axe de l'enseignement universitaire dans les pays arabes				
Examiner les politiques adoptées dans l'expansion des établissements d'enseignement universitaire	●	←	Il y a une disparité	●
Diversification des opportunités et des domaines de l'enseignement universitaire	●●●	●●●	Il y a une disparité	←
Élargir et renforcer les possibilités des institutions universitaires dans la recherche scientifique	Données insuffisantes	●●●	●	Il y a une disparité
Renforcer le rôle des institutions universitaires dans le développement de la société	●	●	●	●
Sixièmement : Recommandations générales				
Mise en place d'un observatoire de base de données arabe	●●●			

La figure 47 reflète les caractéristiques générales de cette vision selon les priorités présentées.

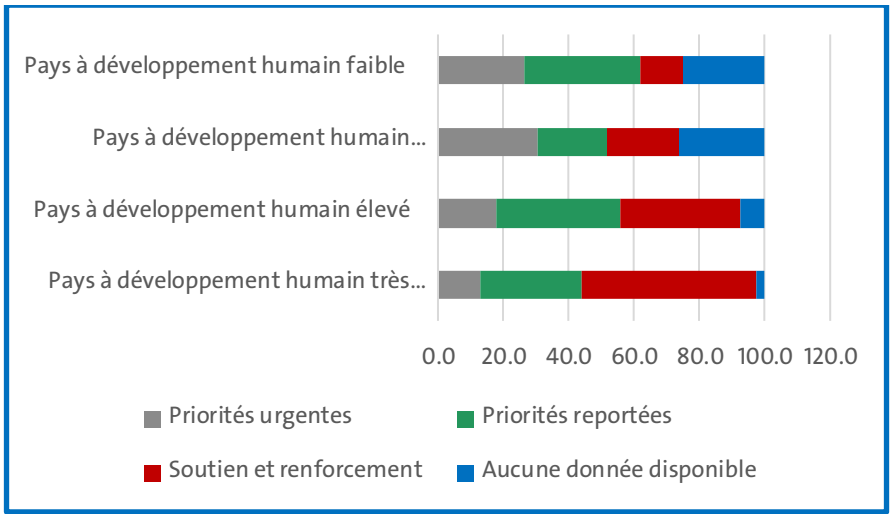


Figure 47 : Répartition des domaines de développement et le changement dans l'enseignement public et universitaire en fonction des priorités attribuées à chaque groupe de pays arabes, selon leur niveau de développement humain.

Comme le montrent le tableau 59 et la figure précédente, les priorités d'intervention varient en fonction du classement des pays arabes dans l'indice de développement humain.

a-Pays à développement humain moyen et faible :

Les priorités urgentes concernent des domaines essentiels et communs aux deux groupes, notamment:

- l'ouverture d'opportunités d'éducation pré-primaire.
- le renforcement des infrastructures de base (électricité et eau potable).
- l'amélioration des possibilités éducatives grâce à l'accès à Internet et aux technologies informatiques.
- l'élargissement du champ de l'éducation temporelle et l'augmentation du temps disponible pour l'apprentissage à l'école.
- le soutien et l'augmentation du temps consacré à l'enseignement de la lecture au niveau primaire et secondaire inférieur.
- la diversification des opportunités et des domaines de l'enseignement universitaire.

b-Pays à développement humain très élevé et élevé : les priorités immédiates sont similaires et consistent principalement à :

- développer des études de recherche pour mesurer l'impact de l'éducation sur la société.
- consolider et promouvoir les politiques existantes, avec un nombre de domaines proposés pour le soutien et le développement continu presque identique entre les pays.

Un élément marquant est le manque de données fiables et documentées, particulièrement dans les pays à développement humain moyen et faible. Ce déficit reflète une faiblesse structurelle dans la constitution de bases de données éducatives, mais il concerne l'ensemble des pays arabes, à des degrés divers. Cette carence appelle à une approche unifiée entre les États arabes, visant à étudier la situation de manière collective, mettre en place un observatoire arabe de bases de données éducatives, chargé de collecter, documenter et analyser les informations et s'aligner sur les pratiques internationales, où de tels observatoires existent déjà et contribuent à la planification et au suivi des politiques éducatives.

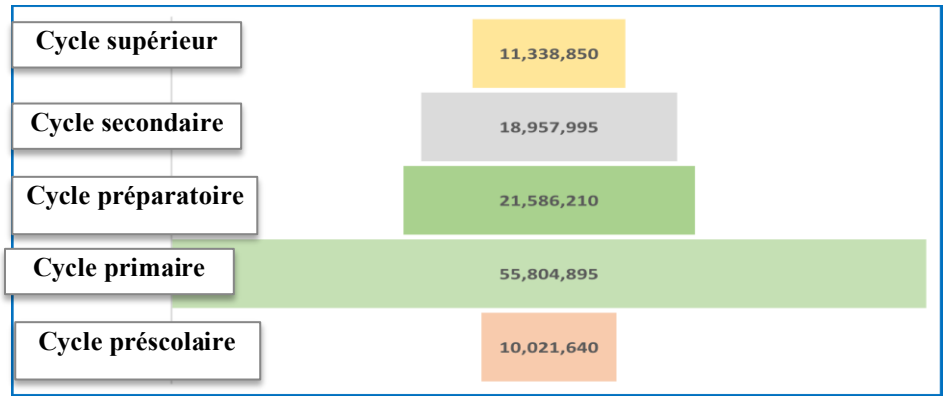
3. Conclusion : Le système éducatif dans les États arabes:

Dans cette dernière étape, l'analyse passe d'une lecture partielle — fondée sur les indicateurs par groupes de pays selon l'indice de développement humain — à une approche holistique, qui examine les indicateurs globaux des pays arabes combinés. L'objectif est de compléter le tableau général et de mettre en évidence les caractéristiques de l'éducation dans les pays arabes, tant dans le secteur public qu'universitaire. En termes démographiques, environ 481,7 millions de personnes vivent dans la zone géographique des pays arabes, qui s'étend sur près de 12 millions de km². Cette population est composée de différentes ethnies et affiliations, mais elle est unie par une langue commune, une histoire partagée et des objectifs collectifs.

La structure démographique montre que :

- les jeunes âgés de 15 à 64 ans représentent environ 63 % de la population totale.
- les enfants de moins de 15 ans constituent en moyenne 30 % de la population.

Ces données démographiques confirment l'importance stratégique de l'éducation pour les pays arabes, où une large proportion de la population est en âge scolaire ou universitaire. Malgré des stades de développement éducatif différents, influencés par des facteurs économiques, sociaux et politiques, les États arabes ont accompli des progrès significatifs dans l'enseignement général et universitaire, comme démontré dans les chapitres précédents. La figure 48 illustre la pyramide de l'éducation des étudiants dans l'ensemble des pays arabes pour l'année 2023/2024, comprenant l'enseignement pré-primaire, l'enseignement général dans ses trois étapes (primaire, secondaire inférieur et secondaire supérieur) et l'enseignement universitaire.



Source: Formulaires des États arabes + Rapports statistiques des États qui n'ont pas rempli le formulaire.
Note: Les chiffres enregistrés par étapes sont approximatifs et ne doivent pas être utilisés comme référence pour le total des étudiants dans les pays arabes et sont présentés dans cette figure car ils constituent une approche de la réalité de l'éducation selon les étapes dans ces pays en premier lieu.

Figure 48 : Répartition des étudiants dans les pays arabes par niveau d'éducation.

La figure ci-dessus montre un large aperçu du paysage éducatif global dans tous les pays arabes et de la nécessité d'une intervention.

3.1. Enseignement préscolaire :

Comme le montre la figure précédente, l'éducation préscolaire continue de lutter pour trouver sa place parmi les étapes constitutives. la fourniture d'une éducation gratuite aux enfants est mentionnée au début de cette section, ainsi qu'au chapitre III, qui montre qu'un certain nombre d'États arabes ont déjà commencé à promouvoir cette étape éducative par une législation appropriée pour fournir une éducation formelle un an avant l'âge officiel de l'inscription à l'école primaire et une éducation pré-primaire gratuite (jardins d'enfants) est disponible dans 11 pays arabes, mais la route est encore en cours de démarrage dans d'autres pays. Le taux moyen de scolarisation dans l'enseignement préscolaire un an avant l'âge légal pour les États arabes était de 55%, soit 20% de moins que le taux recommandé par l'UNESCO dans ce domaine.

3. 2 Enseignement de base (primaire et préparatoire) [39]:

39 Il convient de noter ici qu'un certain nombre de pays arabes enregistrent les étudiants au stade préparatoire avec des données sur l'enseignement primaire, et que d'autres pays enregistrent des données sur les étudiants au stade préparatoire avec des données sur l'enseignement secondaire. Par conséquent, les données des étudiants à ce stade ne montrent pas les entiers réels des étudiants inscrits au stade préparatoire. Étant donné l'importance de cette étape éducative, et faisant partie du stade obligatoire de l'éducation, il est essentiel que les bases de données dans ces pays enregistrent séparément le nombre d'étudiants à ce stade afin de pouvoir suivre le niveau d'enregistrement et d'application de l'obligation dans l'éducation.

Les pays arabes ont accompli des progrès notables dans le domaine de la législation éducative, en garantissant l'égalité des chances pour l'accès à l'éducation de base. Celle-ci est désormais obligatoire dans 19 pays arabes. Les données disponibles montrent :

- 55,8 millions d'élèves inscrits dans l'enseignement primaire.
- 21,9 millions d'élèves dans l'enseignement secondaire inférieur.
- Soit un total de 77,4 millions d'élèves âgés de 6 à 15 ans ou un peu plus.

Les indicateurs révèlent que :

- le taux moyen de scolarisation dans le primaire atteint 96 %.
- le taux moyen de scolarisation dans le secondaire inférieur est de 89 %.
- le taux moyen d'achèvement est de 83 % pour le primaire et 70 % pour le secondaire inférieur, des niveaux inférieurs aux moyennes mondiales (87 % et 77 % respectivement, selon DSNU 2022).

Ces résultats traduisent l'aspect quantitatif de l'éducation universelle, tel que défini dans le Cadre d'action de Dakar (2000-2015) et repris dans la Déclaration d'Incheon. Toutefois, l'aspect qualitatif demeure central : garantir une éducation équitable, inclusive et de qualité, et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie. La qualité est mesurée par les compétences cognitives et appliquées acquises par les apprenants, leur permettant de devenir des membres productifs et efficaces de leurs communautés. Or, les indicateurs examinés dans le chapitre IV montrent que la qualité reste en deçà des attentes dans la majorité des pays arabes. Certains pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) obtiennent de bons résultats dans les évaluations internationales tandis que 11 pays arabes se situent en dessous de la moyenne mondiale.

Le taux de pauvreté d'apprentissage (enfants de 10 ans incapables de lire et comprendre un texte simple) est particulièrement élevé, variant de 32,1 % à 94,8 % selon les pays. Enfin, de nombreux indicateurs mettent en évidence un déséquilibre entre la quantité et la qualité, ainsi qu'entre les sexes, dans l'éducation. Ces déséquilibres se reflètent également dans l'enseignement secondaire. Ils exigent une compréhension approfondie de ce que signifie la qualité éducative et une application systématique des normes de qualité, adaptées aux différents contextes nationaux, à travers des politiques, plans et mesures ciblées.

3. 3. Enseignement secondaire :

La figure montre que le nombre d'étudiants inscrits à ce stade de l'éducation atteint 19 millions, soit 19,7 % du total des élèves de l'enseignement général. Il convient de noter que certains pays arabes, tels que l'Irak, la Mauritanie et la Somalie, comptabilisent les élèves de l'enseignement préparatoire aux côtés de ceux du secondaire, ce qui rend le chiffre légèrement inférieur à l'estimation globale. Ces données doivent être examinées avec attention, car elles concernent les cohortes d'élèves ayant achevé l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire pour poursuivre leurs études à ce niveau. Il faut également tenir compte des groupes d'élèves qui n'ont pas pu atteindre ce stade, et dont le nombre se chiffre en millions. Les systèmes éducatifs arabes ont traditionnellement divisé l'enseignement secondaire en différentes sections, permettant aux élèves de choisir la filière adaptée à leurs capacités et à leurs aspirations. Les formulaires reçus des États indiquent que l'enseignement secondaire est généralement réparti en: filières littéraires, filières scientifiques, filières commerciales, filières techniques et professionnelles et autres sections spécifiques selon les orientations nationales Certaines particularités existent, en Arabie saoudite et au Maroc, il existe une filière religieuse alors qu'en Tunisie, une spécialisation en langues est proposée.

Ce stade est caractérisé comme la fin de l'éducation formelle. Les élèves doivent réussir un examen central commun (enseignement général) ou un examen central standardisé (enseignement spécialisé), parfois de niveau international selon le type d'établissement. Les certificats délivrés doivent être validés par le ministère ou l'autorité compétente. Ainsi, l'enseignement secondaire revêt un caractère crucial dans la mesure où il constitue une étape de spécialisation et de préparation. Les étudiants deviennent éligibles à deux options principales : soit poursuivre une formation universitaire ou technique appliquée pour obtenir des diplômes supérieurs ou rejoindre directement le marché du travail, en fonction des compétences acquises.

Les données disponibles ne permettent pas de juger pleinement la qualité des processus d'enseignement secondaire dans les États arabes. Elles soulignent toutefois des interrogations concernant la compétence des connaissances et des compétences scientifiques et techniques acquises par les jeunes, et leur capacité à concourir efficacement au-delà des murs de l'école.
Le quatrième chapitre a révélé une proportion importante de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne sont ni dans l'éducation, ni dans la formation, ni dans l'emploi :

- 8,9 % aux Émirats arabes unis.
-Entre 20 % et 30 % dans les pays à développement humain élevé.
-Au-delà de 30 % dans les pays à développement humain moyen et faible.

Ces chiffres traduisent une incapacité des marchés du travail à absorber ces jeunes, ainsi qu'une insuffisance des établissements de formation professionnelle et universitaire pour répondre à leurs besoins. L'enseignement secondaire occupe une position intermédiaire .D'un côté, il prolonge l'éducation de base et constitue une priorité politique et éducative, nécessitant des ressources financières, humaines et matérielles, de l'autre, il se situe en relation avec l'enseignement universitaire, tout en étant un secteur relativement indépendant, fixant ses propres conditions et politiques pour l'acceptation des résultats.
Cette dualité place l'enseignement secondaire dans un labyrinthe d'objectifs éducatifs multiples :

- former des tendances et construire des compétences intégrées.
-préparer une main-d'œuvre adaptée au marché du travail.
- produire des cohortes capables de poursuivre des études supérieures.

L'enseignement secondaire occupe une place charnière dans le système éducatif, puisqu'il relie directement les étapes de base qui le précèdent, l'enseignement universitaire qui le suit, ainsi que le marché du travail et l'économie du développement. Ce rôle stratégique impose un examen urgent de ses objectifs, de ses filières et de ses processus pédagogiques, afin d'assurer l'efficacité du système et d'améliorer la qualité des résultats obtenus.

3. 4. Enseignement universitaire :

Les données du cinquième chapitre montrent que le nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement universitaire dépasse 11 millions. Bien que les taux de participation soient jugés raisonnables et globalement bons par rapport à la moyenne mondiale (43 %), ce chiffre ne représente pas plus de 10 % de l'ensemble des étudiants inscrits dans l'éducation à tous les niveaux (de l'enseignement primaire à l'université). Concrètement, on compte un étudiant universitaire pour 8,5 étudiants dans l'enseignement général. Ces chiffres ne reflètent pas pleinement la réalité, car ils n'incluent pas systématiquement les étudiants inscrits dans l'enseignement technique et appliqué. Selon une enquête menée sur les sites officiels de dix pays arabes, ce secteur regroupe environ 1 627 391 étudiants.
Compte tenu de la taille des États arabes, de leur potentiel humain, naturel et industriel, mais aussi des défis et difficultés auxquels ils sont confrontés — notamment les conflits et crises persistantes dans plusieurs régions — il serait illusoire d'attendre que l'enseignement universitaire joue immédiatement le rôle stratégique attendu, sans un ensemble cohérent de stratégies et de plans.
Malgré les lacunes identifiées dans le cinquième chapitre, l'enseignement universitaire présente de nombreuses opportunités et points positifs. Dans certains pays arabes, des pratiques pionnières et réussies existent déjà et méritent d'être adoptées et diffusées.
Le succès et l'excellence de l'enseignement universitaire reposent principalement sur deux piliers: des ressources humaines universitaires qualifiées, capables de transmettre des savoirs et de former des générations compétentes, et la recherche scientifique dans divers domaines, qui constitue le moteur de l'innovation et du développement.

Chapitre VII
Profils des pays



Table des matières

	PAYS	PAGE
1	Royaume hachémite de Jordanie	**241**
2	Etat des Émirats arabes unis	**244**
3	Royaume de Bahreïn	**247**
4	République de Tunisie	**250**
5	République algérienne démocratique et populaire	**253**
6	République de Djibouti	**256**
7	Royaume d'Arabie saoudite	**259**
8	République du Soudan	**262**
9	République arabe syrienne	**265**
10	République fédérale de Somalie	**268**
11	République d'Irak	**271**
12	Sultanat d'Oman	**274**
13	État de Palestine	**277**
14	État du Qatar	**280**
15	Union des Comores	**283**
16	État du Koweït	**286**
17	République libanaise	**289**
18	L'État de la Libye	**292**
19	République arabe d'Égypte	**295**
20	Royaume du Maroc	**298**
21	République islamique de Mauritanie	**301**
22	République du Yémen	**304**

Le Royaume hachémite de Jordanie
Jordan



1. Population et développement humain :

Population (2023)	**11439213**
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	**32%**
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	**10570 $**
Âge moyen à la naissance	**78**
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	**95.3%**
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	**99.4%**

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

LOI/LEGISLATION SUR L'EDUCATION GRATUITE ET OBLIGATOIRE	**LOI SUR L'EDUCATION N° (3) DE 1994 ET SES AMENDEMENTS**
Nombre d'années de scolarité obligatoire	**10 ANS**
Le début de l'âge obligatoire	**SIX ANS**

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	**0**	**1**	**2**	**3**
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	**ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**
Nombre d'années	2	6	4	**2**
	0	Obligatoire	Obligatoire	

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	**PHASE**	**NOMBRE D'ETUDIANTS**
02	Jardins d'enfants	**162071**
1	Enseignement primaire - de base	**1116614**
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	**727251**
3	Enseignement secondaire	**300636**

1. 4. Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :
2.

INDICATEUR	**SOURCE DE LA VALEUR STANDARD**	La valeur standard	**LA VALEUR DE L'INDICE**
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	**10**
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	**67**

INDICATEUR	SOURCE DE LA VALEUR STANDARD	La valeur standard	LA VALEUR DE L'INDICE
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	**98.3%**
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	**96%**
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	**NON DISPONIBLE**
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	**10%**
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	**15**
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	**100%**
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	**147**
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	**100%**
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	**100%**
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	**31.6%**
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	**76.9%**
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	**1024**
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	**858**
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	**858**
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	**205**
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	**176**
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	**117**
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	**146**
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	**234**
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au stade préparatoire	Moyenne internationale	274	**292**

INDICATEUR	SOURCE DE LA VALEUR STANDARD	La valeur standard	LA VALEUR DE L'INDICE
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	**53**
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	**39**
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	**0**
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	**0**
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	**31**
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	**29**
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	**12.6**
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	**97%**
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	**87%**
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	**46.6%**
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	**20.4%**
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	**60.5%**
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	**32%**
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	**17.1%**
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	**342**
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	**361**
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	**375**
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	**381**
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	**427**

INDICATEUR	SOURCE DE LA VALEUR STANDARD	La valeur standard	LA VALEUR DE L'INDICE
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	**388**
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	**418**
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	**413**
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	**30.2%**

3 Enseignement universitaire :

NOMBRE D'ETUDIANTS	PHASE
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	**483753**
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	**54%**
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	**33%**
Nombre d'universités publiques et privées	**43**
Nombre d'universités par million d'habitants	**3.7**
Centres de recherche scientifique dans les universités	**40**
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	**596**
Nombre de recherches par million d'habitants	**665**

Émirats arabes unis



1. Population et développement humain :

Population (2023)	10,483,751
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	15%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$78,110
Âge moyen à la naissance	78.7
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	98.42
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	99.7

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Décret-loi no 39 de 2022 - Arrêté ministériel no 24 de 2021 portant calcul de l'âge d'admission dans les écoles publiques et privées
Nombre d'années de scolarité obligatoire	8
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	4	4	4
	0	Obligatoire	Obligatoire	

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	190,556
1	Enseignement primaire - de base	569,321
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	350,879
3	Enseignement secondaire	274,823

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	12
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	100
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	115.9
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	99
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.97
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	15%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	32
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	100%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	191
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	100
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	100
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	91.1
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	955
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	756
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	900
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	148
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	135
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	162
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	162

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	283
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au stade préparatoire	Moyenne internationale	274	378
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	36
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	36
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	89
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	108
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	Non disponible
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	Non disponible
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	17.2
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	Non disponible
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	75.0
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	52.0
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	32.8
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	60
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	55
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	417
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	431
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	432

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	483
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	498
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	489
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	595
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	486
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	8.9%

3 Enseignement universitaire :

	Nombre d'étudiants
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	139,156
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	63%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	61%
Nombre d'universités publiques et privées	72
Nombre d'universités par million d'habitants	5.2
Centres de recherche scientifique dans les universités	48
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	2424
Nombre de recherches par million d'habitants	1101

Royaume de Bahreïn



1. Population et développement humain :

Population (2023)	1,577,059
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	20%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	63,610 $
Âge moyen à la naissance	81
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	98.29
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	100%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	(27) de 2005 concernant l'éducation
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	3	6	3	3
	0	Obligatoire	Obligatoire	

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	61,543
1	Enseignement primaire - de base	117,496
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	56,051
3	Enseignement secondaire	51,206

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	75%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	**94.3%**
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	93.0%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	1.0
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	8%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	13
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	100%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	546
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	100%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	100%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	100%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	855
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	836
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	836
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	171
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	171
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	143
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	143
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	157
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au stade préparatoire	Moyenne internationale	274	285

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	38
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	38
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	0
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	76
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	26
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	27
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	16.3
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	Non disponible
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	71.2%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	32.1
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	45%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	30%
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Il n'existe pas
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Il n'existe pas
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Il n'existe pas
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	458
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	462

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	426
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	475
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	452
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	Non disponible

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	54,310
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	58%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	72%
Nombre d'universités publiques et privées	18
Nombre d'universités par million d'habitants	11.3
Centres de recherche scientifique dans les universités	22
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	676

République de Tunisie



1. Population et développement humain :

Population (2023)	12,200,431
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	25%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	14,090 $
Âge moyen à la naissance	77
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	91.39%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	97.7%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Loi d'orientation relative à l'éducation et à l'enseignement scolaire 2002
Nombre d'années de scolarité obligatoire	11 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	1	6 Obligatoire	3 Obligatoire	4

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	56,466
1	Enseignement primaire - de base	1,333,153
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	595,195
3	Enseignement secondaire	547,911

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	93%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	103.8%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	99%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.97
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	11%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	15
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	100
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	340
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	90%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	81.2%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	93.5%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	905
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	648
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	648
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	234
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	144
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	216
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	72
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	216
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	216

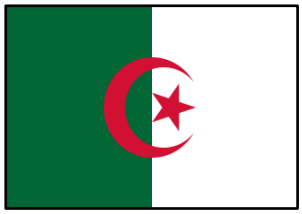
Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	0
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	72
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	72
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	144
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	24
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	30
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	14.6
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	95
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	74
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	65.5%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	22.6

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	305,635
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	63%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	38%
Nombre d'universités publiques et privées	117
Nombre d'universités par million d'habitants	9.5
Centres de recherche scientifique dans les universités	70
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	1945
Nombre de recherches par million d'habitants	731

République algérienne démocratique et populaire



1. Population et développement humain :

Population (2023)	46,164,219
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	31%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$17,220
Âge moyen à la naissance	76
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	Non disponible
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	74%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Loi d'orientation pour l'éducation nationale n° 08-04
Nombre d'années de scolarité obligatoire	10 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	5	4	3
		Obligatoire	Obligatoire	

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	992,317
1	Enseignement primaire - de base	5,735,284
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	3,748,754
3	Enseignement secondaire	1,644,102

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	10

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	**63%**
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	105%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	99%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.95
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	8%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	19
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	100%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	360
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	99.8%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	90.4%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	61%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	61%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	800
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	1024
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	704
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	264
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	120
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	120
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	192
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	192

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au stade préparatoire	Moyenne internationale	274	192
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	32
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	32
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	0
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	64
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	28
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	36
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	15.5
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	94
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	73
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	67.9%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	20.9

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	1,427,526
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	61%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	56%
Nombre d'universités publiques et privées	115
Nombre d'universités par million d'habitants	2.5
Centres de recherche scientifique dans les universités	31
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	819
Nombre de recherches par million d'habitants	191

République de Djibouti



1. Population et développement humain :

Population (2023)	1,152,944
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	30%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$7,850
Âge moyen à la naissance	66
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	60.7 (2018)
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	Non disponible

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Données non disponibles
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	5	4	3

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	7,197
1	Enseignement primaire - de base	69,705
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	45,204
3	Enseignement secondaire	24,158

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	26%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	99.5%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	67%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.89
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	15%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	51
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	100%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	390
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	81.5%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	88.4%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	43.1%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	43.1%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	Non disponible
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	Non disponible
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	Non disponible
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	Non disponible
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	Non disponible
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	8
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	81
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	62
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	22.8

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	11000
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Nombre d'universités publiques et privées	1
Nombre d'universités par million d'habitants	0.9
Centres de recherche scientifique dans les universités	Non disponible
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	Non disponible

Arabie saoudite



1. Population et développement humain :

Population (2023)	33,264,292
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	27%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$71,600
Âge moyen à la naissance	79
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	97.38%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	99.5%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Décret royal n° a/90 du 27/8/1412 sur la loi fondamentale de l'Etat (article 30) et décision du Conseil des ministres n° (139)
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	3 Obligatoire	6 Obligatoire	3	3

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	1,888,973
1	Enseignement primaire - de base	3,329,059
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	1,535,879
3	Enseignement secondaire	1,532,703

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	55%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	102.6%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	99%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.98
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	5%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	13
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	100%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	207
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	100%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	100%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	100%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	810
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	864
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	864
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	162
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	135
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	81
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	108
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	256
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	243

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	0
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	0
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	90
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	36
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	Non disponible
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	Non disponible
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	15.2
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	97
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	90
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	71.1%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	37.4%
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	38.2%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	29%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	30%
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	489
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	383
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	390
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	449
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	420

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	397
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	428
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	419
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	17.0%

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	1,620,491
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	49%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	74%
Nombre d'universités publiques et privées	67
Nombre d'universités par million d'habitants	1.9
Centres de recherche scientifique dans les universités	52
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	453
Nombre de recherches par million d'habitants	1085

République du Soudan



1. Population et développement humain :

Population (2023)	50,042,791
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	41%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$2,070
Âge moyen à la naissance	66
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	61.7%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	73%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Loi de 2011 sur la planification et l'organisation de l'enseignement public
Nombre d'années de scolarité obligatoire	8 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2		8	3
			Obligatoire	

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	2,700,272
1	Enseignement primaire - de base	7,266,589
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	3,238,515
3	Enseignement secondaire	2,847,472

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	8
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	49%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	77.7%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	62%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.94
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	12%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	Non disponible
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	65%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	536
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	54.1%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	93.4%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	Non disponible
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	Non disponible
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	Non disponible
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	Non disponible
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	Non disponible
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	Non disponible
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	Non disponible
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	8.5
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	65%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	51%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	46.5%

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	Non disponible
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Nombre d'universités publiques et privées	62
Nombre d'universités par million d'habitants	1.2
Centres de recherche scientifique dans les universités	Non disponible
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	29

République arabe syrienne



1. Population et développement humain :

Population (2023)	23,594,623
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	31%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$4,480
Âge moyen à la naissance	72
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	70.0%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	96.1%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Loi n° 7 de 2012
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	6	3	3
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	114,279
1	Enseignement primaire - de base	2,172,382
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	852,984
3	Enseignement secondaire	502,604

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	23

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	70.6%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	67%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.97
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	Non disponible
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	14
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	44%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	299
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	87.0%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	86.0%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	8.2%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	55.1%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	788
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	665
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	665
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	184
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	105
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	79
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	158
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	197
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	210

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	0
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	0
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	70
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	0
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	30
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	30
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	7.4
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	73.0%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	60.0%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	Non disponible

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	746,286
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	55%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	43%
Nombre d'universités publiques et privées	38
Nombre d'universités par million d'habitants	1.5
Centres de recherche scientifique dans les universités	Non disponible
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	273
Nombre de recherches par million d'habitants	45

République fédérale de Somalie



1. Population et développement humain :

Population (2023)	18,358,615
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	47%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$1,590
Âge moyen à la naissance	59
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	75.7%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	N'existe pas
Nombre d'années de scolarité obligatoire	Non applicable
Le début de l'âge obligatoire	Non applicable

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	3	4	4	4

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	Non disponible
1	Enseignement primaire - de base	686,778
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	176,389
3	Enseignement secondaire	

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	pas de loi d'obligation
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	23

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	33.8%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	25.0%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.80
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	5%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	42
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	73%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	246
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	Non disponible
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	Non disponible
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	Non disponible
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	Non disponible
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	832
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	168
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	168
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	168
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	140
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	140
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	308

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	0
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	0
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	0
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	0
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	56
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	56
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	7.6
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	50
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	48
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	43.7%

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	131,696
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	39.0%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Nombre d'universités publiques et privées	111
Nombre d'universités par million d'habitants	5.8
Centres de recherche scientifique dans les universités	Non disponible
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	Non disponible

La République Irakienne



1. Population et développement humain :

Population (2023)	45,074,049
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	38%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$14,550
Âge moyen à la naissance	72
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	77.3%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	93.5%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Article 34 de la Constitution de la République d'Irak. 2011. Loi sur l'éducation n o 22 de 2011.
Nombre d'années de scolarité obligatoire	6 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	6	3	3
		Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	209,935
1	Enseignement primaire - de base	6,637,127
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	3,258,718
3	Enseignement secondaire	

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	6
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	32%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	103.7%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	94.0%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	Non disponible
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	12%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	21
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	27%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	373
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	Non disponible
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	Non disponible
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	Non disponible
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	Non disponible
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	Non disponible
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	Non disponible
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	Non disponible
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	Non disponible
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	Non disponible
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	12.2
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	71%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	46%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

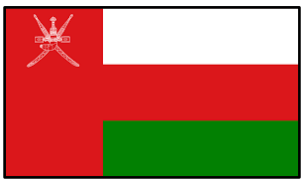
Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	36.9

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	714,972
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	52%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Nombre d'universités publiques et privées	49
Nombre d'universités par million d'habitants	1.1
Centres de recherche scientifique dans les universités	41
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	105
Nombre de recherches par million d'habitants	479

Sultanat d'Oman

Oman



1. Population et développement humain :

Population (2023)	5,049,269
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	27%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$38,840
Âge moyen à la naissance	80
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	97.3%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	98.6%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Décret royal n° 31/2023 relatif à la promulgation de la loi sur l'éducation.
Nombre d'années de scolarité obligatoire	10 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	4	6	2
		Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	189,563
1	Enseignement primaire - de base	562,814
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	263,293
3	Enseignement secondaire	83,865

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	10
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	82.0%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	100.3%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	98.0%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	1.03
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	12%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	13
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	97.0%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	629
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	100%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	100%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	100%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	875
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	693
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	693
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	187
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	154
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	132
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	110
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	231
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	330

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	0
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	0
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	33
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	33
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	29
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	30
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	13
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	97%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	88%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	62.2%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	41.8%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	29%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	24%
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	429
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	421

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	411
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	433
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	456
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	25.5%

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	156,352
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	56%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	46%
Nombre d'universités publiques et privées	39
Nombre d'universités par million d'habitants	7.7
Centres de recherche scientifique dans les universités	43
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	242
Nombre de recherches par million d'habitants	543

État de Palestine



1. Population et développement humain :

Population (2023)	5,165,775
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	39%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$5,310
Âge moyen à la naissance	65
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	83.6%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	Non disponible

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Décret royal n° 31/2023 relatif à la promulgation de la loi sur l'éducation.
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	6	3	3
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	169,671
1	Enseignement primaire - de base	764,661
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	350,171
3	Enseignement secondaire	268,100

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	8
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	75%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	103%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	100%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	1.0
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	20%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	18
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	37.0%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	192
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	99.1%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	98.0%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	90.0%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	840
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	900
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	900
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	204
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	168
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	84
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	96
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	216
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	240

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	54
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	0
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	72
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	72
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	31
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	33
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	13.2
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	99%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	92%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	16.0%
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	349
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	366
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	369
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	382
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	393
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	26.7%

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	136,477
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	66%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	43%
Nombre d'universités publiques et privées	33
Nombre d'universités par million d'habitants	6.2
Centres de recherche scientifique dans les universités	Non disponible
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	263

État du Qatar



1. Population et développement humain :

Population (2023)	2,656,032
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	16%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$121,930
Âge moyen à la naissance	82
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	99.2%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	94.6%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Loi n° (25) de 2001 relative à l'enseignement obligatoire.
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	**0**	**1**	**2**	**3**
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	6	3	3
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	**Phase**	**Nombre d'étudiants**
02	Jardins d'enfants	46,917
1	Enseignement primaire - de base	175,066
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	76,758
3	Enseignement secondaire	66,794

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	88%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	96.3%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	89%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	1.02
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	9%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	12
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	100%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	429
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	100%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	100%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	100%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	898
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	476
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	476
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	191
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	128
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	128
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	128
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	242
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	230

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	17
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	0
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	255
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	238
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	24
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	25
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	13.3
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	95%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	95%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	80.4%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	52.7%
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	35.7%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	46%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	40%
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	419
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	414
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	432
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	485
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	464

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	451
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	472
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	481
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	Non disponible

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	43,434
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	57%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	35%
Nombre d'universités publiques et privées	19
Nombre d'universités par million d'habitants	6.6
Centres de recherche scientifique dans les universités	18
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	584
Nombre de recherches par million d'habitants	1881

République des Comores



1. Population et développement humain :

Population (2023)	850,387
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	38%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$4,080
Âge moyen à la naissance	67
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	74.5%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	81.2%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Non disponible
Nombre d'années de scolarité obligatoire	Non disponible
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	3	6	4	3

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	67,100
1	Enseignement primaire - de base	124,240
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	48,010
3	Enseignement secondaire	22,940

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	Non disponible
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	38%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	106.2%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	82%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.80
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	10%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	18
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	50%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	Non disponible
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	48.4%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	74.5%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	21.4%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	30.8%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	Non disponible
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	Non disponible
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	Non disponible
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	Non disponible
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	Non disponible
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	13
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	82
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	60
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	86%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	21.1%

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	Non disponible
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Nombre d'universités publiques et privées	Non disponible
Nombre d'universités par million d'habitants	Non disponible
Centres de recherche scientifique dans les universités	Non disponible
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	Non disponible

État du Koweït



1. Population et développement humain :

Population (2023)	4,853,420
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	21%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$62,460
Âge moyen à la naissance	83
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	97.6%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	99.3%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Constitution de l'État du Koweït / Article 40 - et loi n° (11) de 1965
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	5	4	3
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	114,472
1	Enseignement primaire - de base	266,643
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	205,974
3	Enseignement secondaire	144,942

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	67%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	89.7%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	58%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	1.10
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	9%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	6
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	71%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	545
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	100%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	100%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	100%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	810
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	540
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	576
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	216
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	162
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	108
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	162
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	189
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	243

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	0
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	0
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	36
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	0
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	25
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	25
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	15.7
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	Non disponible
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	51.1%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	22%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	21%
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	383

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	399
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	373
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	420
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	Non disponible

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	88,881
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	63%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	62%
Nombre d'universités publiques et privées	8
Nombre d'universités par million d'habitants	1.6
Centres de recherche scientifique dans les universités	16
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	502
Nombre de recherches par million d'habitants	586

La République libanaise



1. Population et développement humain :

Population (2023)	5,773,493
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	27%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$12,530
Âge moyen à la naissance	78
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	85.6%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	99.8%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Loi n° 150 modifiant l'article (49) du décret législatif n° 134 de 1959 et ses modifications
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	**0**	**1**	**2**	**3**
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	6	3	3
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	**Phase**	**Nombre d'étudiants**
02	Jardins d'enfants	208,216
1	Enseignement primaire - de base	524,141
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	207,048
3	Enseignement secondaire	139,643

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	79%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	83.6%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	Non disponible
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.92
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	10%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	10
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	65%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	324
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	60%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	93.7%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	69.8%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	Non disponible
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	Non disponible
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	Non disponible
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	Non disponible
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	Non disponible
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	Non disponible
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	Non disponible
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	Non disponible
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	Non disponible
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	12.1
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	97%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	84%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	32.2%
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	26.8%
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	353
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	393
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	384
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	429
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	377
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	23.5%

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	224,229
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	60%
Nombre d'universités publiques et privées	51
Nombre d'universités par million d'habitants	8.8
Centres de recherche scientifique dans les universités	Non disponible
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	668

L'État de la Libye



1. Population et développement humain :

Population (2023)	**7,305,659**
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	**28%**
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	**$14,050**
Âge moyen à la naissance	**69**
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	**96.5%**
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	**99.6%**

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Loi n° 95 de 1975 et loi n° 18 de 2010 relatives à l'éducation
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	**0**	**1**	**2**	**3**
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	6	3	3
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	**Phase**	**Nombre d'étudiants**
02	Jardins d'enfants	83,296
1	Enseignement primaire - de base	1,428,870
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	611,272
3	Enseignement secondaire	361,379

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	17%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	96.5%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	Non disponible
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	Non disponible
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	19
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	11
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	40%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	363
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	Non disponible
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	Non disponible
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	7.3%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	40.4%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	720
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	496
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	496
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	116
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	93
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	81
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	93
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	186
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	232

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	15
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	31
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	108
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	93
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	Non disponible
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	Non disponible
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	14
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	Non disponible
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	94
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	Non disponible

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	406,471
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	57%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	47%
Nombre d'universités publiques et privées	88
Nombre d'universités par million d'habitants	11.9
Centres de recherche scientifique dans les universités	116
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	103

République arabe d'Égypte



1. Population et développement humain :

Population (2023)	114,535,772
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	33%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$18,230
Âge moyen à la naissance	72
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	71.2%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	91.5%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Constitution de la République arabe d'Égypte et loi n° 139 de 1981 sur l'éducation.
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	6	3	3
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	1,425,420
1	Enseignement primaire - de base	15,104,042
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	6,519,041
3	Enseignement secondaire	4,776,911

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	20%

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	102.7%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	101%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	1.00
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	8%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	26
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	84.0%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	520
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	100
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	Non disponible
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	30.4%
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	83.8%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	1218
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	984
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	656
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	277
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	246
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	123
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	154
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	277
Heures consacrées à l'enseignement des	Moyenne internationale	274	308

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
mathématiques et des sciences au stade préparatoire			
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	82
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	0
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	82
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	82
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	50
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	48
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	12.9
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	91%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	80%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	44.6%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	69.6%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	26.8%
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	378
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	413
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	386
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	24.6%

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	3,411,441
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	49%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	39%
Nombre d'universités publiques et privées	116
Nombre d'universités par million d'habitants	1.0
Centres de recherche scientifique dans les universités	137
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	677
Nombre de recherches par million d'habitants	309

Royaume du Maroc



1. Population et développement humain :

37,712,505	**عدد السكان (2023)**
27	**Proportion de la population âgée de moins de 15 ans**
$10,150	**Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024**
75	**Âge moyen à la naissance**
73.8%	**Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus**
98.4%	**Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans**

2. Éducation publique : Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site du ministère de l'Éducation.

2 Loi sur l'éducation obligatoire

AL-DAHIR AL-SHARIF N° 1.63.071 + LOI CADRE N° 51.17 SUR LE SYSTEME D'EDUCATION, DE FORMATION ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE	**LOI/LEGISLATION SUR L'EDUCATION GRATUITE ET OBLIGATOIRE**
9 ans	**NOMBRE D'ANNEES DE SCOLARITE OBLIGATOIRE**
6 ans	**LE DEBUT DE L'AGE OBLIGATOIRE**

2. 2 Échelle éducative selon toISCED

3	**2**	**1**	**0**	**ISCED**
Enseignement secondaire	Moyen (secondaire inférieur)	Enseignement primaire de base	Éducation préscolaire (maternelle)	**PHASE**
3	3	6	2	**NOMBRE D'ANNEES**
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques de l'éducation pour 23/24

NOMBRE D'ETUDIANTS	**PHASE**	**ISCED**
931,393	Jardins d'enfants	**02**
4,683,013	Enseignement primaire - de base	**1**
2,153,931	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	**2**
1,243,349	Enseignement secondaire	**3**

2. 4. Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

La valeur de l'indice pour le pays	La valeur standard	Source de la valeur standard	Indicateur
9	12	Déclaration d'Incheon	Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi
95%	75.0	Valeur globale pour l'année 2023	Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)
123.1%	92 - 102	La moyenne arabe et mondiale	Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire
112%	< 90 - 77	La moyenne arabe et mondiale	Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire
0.95	0,97 et 1,03	Valeur scientifique	Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire
18%	15% - 20%	Déclaration d'Incheon	Pourcentage des dépenses publiques
23	23<	La moyenne arabe et mondiale	Tarif étudiant par enseignant
100%	75 - 84	La moyenne mondiale	Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques
410	370	Moyenne des pays arabes	Nombre moyen d'élèves par école
97.6%	< 73	Valeurs universelles	Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité
81.6%	< 78	Valeurs universelles	Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable
71.0%	< 48	Valeurs universelles	Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives
69.7%	< 40	Valeurs universelles	Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives
816	960	La moyenne mondiale	Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage
1230	808	Moyenne des pays arabes	Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire
984	742	Le stade de base moyen dans les pays arabes	Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège
307	198	Moyenne des pays arabes	Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire
164	151	Moyenne des pays arabes	Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire
225	127	Moyenne des pays arabes	Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire
164	132	Moyenne des pays arabes	Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire
287	227	Moyenne internationale	Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire
369	274	Moyenne internationale	Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au stade préparatoire

La valeur de l'indice pour le pays	La valeur standard	Source de la valeur standard	Indicateur
0	40	Moyenne des pays arabes	Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire
0	40	Moyenne des pays arabes	Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire
123	92	Moyenne des pays arabes	Heures allouées pour les activités au niveau primaire
123	95	Moyenne des pays arabes	Heures allouées aux activités en phase préparatoire
26	25	Taux moyen dans les pays développés	Intensité de la classe au niveau primaire
37	30	Taux moyen dans les pays développés	Intensité de la classe au stade préparatoire
14.6	14.5	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes
91%	%93	Valeurs de référence mondiales en 2030	Taux d'achèvement du primaire
63%	%86	Valeurs de référence mondiales en 2030	Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire
40.6%	64.0%	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves
18.9%	66.0%	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants
64.9%	52.0%	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	Pauvreté d'apprentissage
22%	71.0%	Valeurs de référence mondiales en 2030	Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire
18.4%	61.0%	Valeurs de référence mondiales en 2030	Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire
339	476	متوسط درجات دول OECD	Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise
365	472	متوسط درجات دول OECD	Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa
365	485	متوسط درجات دول OECD	Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise
372	500	Le panneau central	Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls
393	503	Moyenne globale des résultats	La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames
378	478	Moyenne globale des résultats	Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames

La valeur de l'indice pour le pays	La valeur standard	Source de la valeur standard	Indicateur
390	494	Moyenne globale des résultats	La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames
327	478	Moyenne globale des résultats	Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence
Non disponible	25.0%	Le pourcentage mondial moyen en 2025	Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation

3 Enseignement universitaire.

NOMBRE D'ETUDIANTS	PHASE
1,145,153	**NOMBRE D'ETUDIANTS DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE 22/23**
55%	**% DES ETUDIANTES DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**
48%	**TAUX BRUT DE SCOLARISATION DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**
24	**NOMBRE D'UNIVERSITES PUBLIQUES ET PRIVEES**
0.6	**NOMBRE D'UNIVERSITES PAR MILLION D'HABITANTS**
866	**CENTRES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LES UNIVERSITES**
1073	**LE NOMBRE DE CHERCHEURS PAR MILLION D'HABITANTS EST 2022**
274	**NOMBRE DE RECHERCHES PAR MILLION D'HABITANTS**

République islamique de Mauritanie



1. Population et développement humain :

5,022,441	**عدد السكان (2023)**
42%	**Proportion de la population âgée de moins de 15 ans**
$7,200	**Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024**
68	**Âge moyen à la naissance**
67.0%	**Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus**
76.5%	**Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans**

2. Éducation publique. Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2 Loi sur l'éducation obligatoire

LOI DIRECTIVE N° 54 DE 2001	**LOI/LEGISLATION SUR L'EDUCATION GRATUITE ET OBLIGATOIRE**
9 ans	**NOMBRE D'ANNEES DE SCOLARITE OBLIGATOIRE**
6 ans	**LE DEBUT DE L'AGE OBLIGATOIRE**

2. 2 Échelle éducative selon toISCED

3	**2**	**1**	**0**	**ISCED**
Enseignement secondaire	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement primaire de base	Éducation préscolaire (maternelle)	**PHASE**
3	4	6	3	**NOMBRE D'ANNEES**
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

NOMBRE D'ETUDIANTS	**PHASE**	**ISCED**
401,983	Jardins d'enfants	**02**
861,768	Enseignement primaire - de base	**1**
336,515	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	**2**
	Enseignement secondaire	**3**

2. 4. Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

La valeur de l'indice pour le pays	La valeur standard	Source de la valeur standard	Indicateur
9	12	Déclaration d'Incheon	Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi
22%	75.0	Valeur globale pour l'année 2023	Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)
126%	92 - 102	La moyenne arabe et mondiale	Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire
78%	< 90 - 77	La moyenne arabe et mondiale	Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire
1.05	0,97 et 1,03	Valeur scientifique	Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire
21%	15% - 20%	Déclaration d'Incheon	Pourcentage des dépenses publiques
51	23<	La moyenne arabe et mondiale	Tarif étudiant par enseignant
94%	75 - 84	La moyenne mondiale	Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques
210	370	Moyenne des pays arabes	Nombre moyen d'élèves par école
44%	< 73	Valeurs universelles	Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité
50.7%	< 78	Valeurs universelles	Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable
Non disponible	< 48	Valeurs universelles	Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives
14%	< 40	Valeurs universelles	Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives
460	960	La moyenne mondiale	Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage
1020	808	Moyenne des pays arabes	Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire
748	742	Le stade de base moyen dans les pays arabes	Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège
162	198	Moyenne des pays arabes	Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire
113	151	Moyenne des pays arabes	Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire
136	127	Moyenne des pays arabes	Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire
91	132	Moyenne des pays arabes	Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire
142	227	Moyenne internationale	Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire
227	274	Moyenne internationale	Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au stade préparatoire

La valeur de l'indice pour le pays	La valeur standard	Source de la valeur standard	Indicateur
34	40	Moyenne des pays arabes	Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire
34	40	Moyenne des pays arabes	Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire
0	92	Moyenne des pays arabes	Heures allouées pour les activités au niveau primaire
0	95	Moyenne des pays arabes	Heures allouées aux activités en phase préparatoire
Non disponible	25	Taux moyen dans les pays développés	Intensité de la classe au niveau primaire
Non disponible	30	Taux moyen dans les pays développés	Intensité de la classe au stade préparatoire
8.1	14.5	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes
58%	%93	Valeurs de référence mondiales en 2030	Taux d'achèvement du primaire
37%	%86	Valeurs de référence mondiales en 2030	Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire
Non disponible	64.0%	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves
Non disponible	66.0%	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants
94.8%	52.0%	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	Pauvreté d'apprentissage
Non disponible	71.0%	Valeurs de référence mondiales en 2030	Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire
Non disponible	61.0%	Valeurs de référence mondiales en 2030	Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire
Non disponible	476	متوسط درجات دول OECD	Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise
Non disponible	472	متوسط درجات دول OECD	Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa
Non disponible	485	متوسط درجات دول OECD	Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise
Non disponible	500	Le panneau central	Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls
Non disponible	503	Moyenne globale des résultats	La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames
Non disponible	478	Moyenne globale des résultats	Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames

La valeur de l'indice pour le pays	La valeur standard	Source de la valeur standard	Indicateur
Non disponible	494	Moyenne globale des résultats	La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames
Non disponible	478	Moyenne globale des résultats	Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence
44.1%	25.0%	Le pourcentage mondial moyen en 2025	Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation

3. Enseignement universitaire.

NOMBRE D'ETUDIANTS	PHASE
30,153	**NOMBRE D'ETUDIANTS DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE 22/23**
39%	**% DES ETUDIANTES DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**
6%	**TAUX BRUT DE SCOLARISATION DANS L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**
17	**NOMBRE D'UNIVERSITES PUBLIQUES ET PRIVEES**
3.3	**NOMBRE D'UNIVERSITES PAR MILLION D'HABITANTS**
4	**CENTRES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LES UNIVERSITES**
Non disponible	**LE NOMBRE DE CHERCHEURS PAR MILLION D'HABITANTS EST 2022**
20	**NOMBRE DE RECHERCHES PAR MILLION D'HABITANTS**

République du Yémen



1. Population et développement humain :

Population (2023)	39,390,799
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	39%
Revenu national par habitant à parité de pouvoir d'achat aux prix actuels du dollar américain en 2024	$3,020
Âge moyen à la naissance	69
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus	41%
Taux d'alphabétisation de la population de 15 ans	77%

2. Éducation du public :

Les données de ces tableaux sont basées sur des informations reçues de l'État et de sources officielles sur le site web du ministère de l'Éducation.

2.1 Loi sur l'éducation obligatoire

Loi/législation sur l'éducation gratuite et obligatoire	Constitution de la République du Yémen 2014. (45) de 1992 sur la loi générale de l'éducation
Nombre d'années de scolarité obligatoire	9 ans
Le début de l'âge obligatoire	6 ans

2. 2 Échelle éducative selon ISCED

ISCED	0	1	2	3
Phase	Education précoce (maternelle	Enseignement primaire de base	Intermédiaire (secondaire inférieur)	Enseignement secondaire
Nombre d'années	2	6	3	3
	Obligatoire	Obligatoire		

2. 3. Statistiques sur l'éducation pour 23/24

ISCED	Phase	Nombre d'étudiants
02	Jardins d'enfants	Non disponible
1	Enseignement primaire - de base	2,276,129
2	Enseignement intermédiaire - secondaire inférieur	336,515
3	Enseignement secondaire	

2.4 Indicateurs de l'éducation (État de la qualité dans l'éducation) :

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Années d'éducation obligatoires telles que prescrites par la loi	Déclaration d'Incheon	12	9

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Taux de participation à l'apprentissage structuré (un an avant l'âge officiel d'inscription à l'école primaire)	Valeur globale pour l'année 2023	75.0	25%
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	92 - 102	83.9%
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire	La moyenne arabe et mondiale	< 90 - 77	84.0%
Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire	Valeur scientifique	0,97 et 1,03	0.95
Pourcentage des dépenses publiques	Déclaration d'Incheon	15% - 20%	8%
Tarif étudiant par enseignant	La moyenne arabe et mondiale	23<	26
Pourcentage d'enseignants ayant une formation ou des qualifications pédagogiques	La moyenne mondiale	75 - 84	59%
Nombre moyen d'élèves par école	Moyenne des pays arabes	370	407
Pourcentage d'écoles ayant des services d'électricité	Valeurs universelles	< 73	60.9%
Proportion des écoles ayant accès aux services de base d'eau potable	Valeurs universelles	< 78	64.0%
Proportion d'écoles ayant accès à l'Internet à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 48	Non disponible
Proportion d'écoles disposant de services informatiques à des fins éducatives	Valeurs universelles	< 40	30.5%
Le nombre d'heures annuelles consacrées à l'apprentissage	La moyenne mondiale	960	826
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du primaire	Moyenne des pays arabes	808	936
Heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants du collège	Le stade de base moyen dans les pays arabes	742	864
Heures allouées à l'enseignement de la langue arabe au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	198	168
Heures allouées à l'enseignement de l'arabe au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	151	189
Heures pour l'enseignement des langues étrangères au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	127	52
Heures allouées à l'enseignement des langues étrangères au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	132	0
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au niveau primaire	Moyenne internationale	227	178

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences au stade préparatoire	Moyenne internationale	274	189
Heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	40	36
Les heures allouées à l'éducation à la citoyenneté au stade préparatoire	Moyenne des pays arabes	40	36
Heures allouées pour les activités au niveau primaire	Moyenne des pays arabes	92	72
Heures allouées aux activités en phase préparatoire	Moyenne des pays arabes	95	72
Intensité de la classe au niveau primaire	Taux moyen dans les pays développés	25	90
Intensité de la classe au stade préparatoire	Taux moyen dans les pays développés	30	70
Le nombre d'années d'études attendues dans les pays arabes	La moyenne mondiale des pays à haut développement humain	14.5	9.1
Taux d'achèvement du primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	93	62%
Taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	86	46%
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement primaire est % de tous les élèves	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	64.0%	Non disponible
Le niveau de compétence en lecture dans l'enseignement préparatoire est % du total des étudiants	Valeur standard moyenne pour les pays arabes 2025	66.0%	Non disponible
Pauvreté d'apprentissage	La norme mondiale de l'UNESCO pour 2030	52.0%	94.7%
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire	Valeurs de référence mondiales en 2030	71.0%	Non disponible
Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire	Valeurs de référence mondiales en 2030	61.0%	Non disponible
Scores moyens en lecture dans l'évaluation Pise	Moyenne des pays OECD	476	Non disponible
Scores moyens en mathématiques dans l'évaluation Pisa	Moyenne des pays OECD	472	Non disponible
Notes moyennes en sciences dans l'évaluation de Pise	Moyenne des pays OECD	485	Non disponible
Notes moyennes en lecture pour la quatrième année dans l'évaluation de Perls	Le panneau central	500	Non disponible

Indicateur	Source de la valeur standard	La valeur standard	La valeur de l'indice
La note moyenne en mathématiques pour la quatrième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	503	Non disponible
Notes moyennes en mathématiques pour la huitième année dans l'évaluation Thames	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
La moyenne de la note de science pour la quatrième année dans le calendrier Thames	Moyenne globale des résultats	494	Non disponible
Notes moyennes en sciences pour la huitième année dans l'évaluation d'excellence	Moyenne globale des résultats	478	Non disponible
Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans travail, sans éducation ou sans formation	Le pourcentage mondial moyen en 2025	25.0%	Non disponible

3 Enseignement universitaire :

Phase	**Nombre d'étudiants**
Nombre d'étudiants dans l'enseignement universitaire 22/23	61,434
% des étudiantes dans l'enseignement universitaire	38%
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement universitaire	Non disponible
Nombre d'universités publiques et privées	38
Nombre d'universités par million d'habitants	1.0
Centres de recherche scientifique dans les universités	Non disponible
Le nombre de chercheurs par million d'habitants est 2022	Non disponible
Nombre de recherches par million d'habitants	37

Sources et références arabes et étrangères



Sources et références arabes

الأمانة العامة للمجلس الأعلى للتخطيط والتنمية بدولة الكويت. (2023). *تقرير الاستعراض الوطني الطوعي الثاني بشأن أهداف التنمية المستدامة 2023*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 30 أغسطس 2024 على الرابط https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-10/arabic._the_second_voluntary_national_review_report_2023_vnr2.pdf

الأمم المتحدة. (2015). *تحويل عالمنا: خطة التنمية المستدامة للعام 2030: الوثيقة الختامية لمؤتمر قمة الأمم المتحدة لاعتماد خطة التنمية لما بعد عام 2015. الدورة السبعون. الأمم المتحدة*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 22 فبراير 2024 عبر الرابط: https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n15/291/87/pdf/n1529187

الأمم المتحدة (2020). *إطار المؤشرات العالمية لأهداف وغايات خطة التنمية المستدامة للعام 2030*. https://archive.unescwa.org/

الأمم المتحدة. (2023). *تقرير أهداف التنمية المستدامة. إصدار خاص: نحو خطة إنقاذ للناس والكوكب*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 22 فبراير 2024 عبر الرابط https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/

الأمين، عدنان. (2024). تشخيص واقع التعليم العالي العربي ومقارنته دوليا في ضوء أهداف برنامج التعليم 2030. المؤتمر الثامن *عشر للوزراء والمسؤولين عن التعليم العالي والبحث العلمي في الوطن العربي. 26 – 28* ديسمبر 2021. تم الاطلاع بتاريخ 28 يوليو 2025 على الرابط http://www.alecso.org/publications/wp-content/uploads/2025/05/pour-site-%D9%83%D8%AA%D8%A7%D8%A8-%D9%88%D9%82%D8%A7%D9%8A%D9%94%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%88%D9%94%D8%AA%D9%85%D8%B1-18.pdf

أبابطين، عبد الحكيم بن عبد المحسن وسمور، رضا حلمي أحمد. (2019). *الجودة الشاملة والاعتماد الأكاديمي بالتعليم العالي*. جامعة الملك سعود. تم الاطلاع بتاريخ 8 سبتمبر 2025 على الرابط https://fac.ksu.edu.sa/sites/default/files/abdulhakim_al-babtain_ar.pdf/

أحمد، بلعابد ونور الدين، كروش. (2022). التنويع الاقتصادي في الدول العربية بين إمكاناتها الاقتصادية وواقعها. *مجلة الدراسات الاقتصادية المعاصرة*. 7(1)، 581-600. تم الاطلاع عليه تاريخ 30 أبريل 2024م عبر الرابط https://www.asjp.cerist.dz/en/article/196369

أطلس بيانات العالم Knoema (2021). *فلسطين – الصحة*. تم الاطلاع عليه في 22 مايو 2024 على الرابط https://ar.knoema.com/atlas

برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. (2015). *لمحة عامة: تقرير التنمية البشرية 2015 التنمية في كل عمل*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 14 أبريل 2024 م عبر الرابط https://www.un.org/ar/esa/hdr/hdr15.shtml.

برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. (2019). *تقرير التنمية البشرية لعام 2019: ما وراء الدخل والمتوسط والحاضر: أوجه عدم المساواة في القرن الحادي والعشرين*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 30 مايو 2023 عبر الرابط https://www.undp.org/ar/arab-states/publications/tqryr-altnmyt-albshryt-2019

برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. (a2022). *تقرير التنمية البشرية 2021/2022*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 14 أبريل 2024 على الرابط https://hdr.undp.org/system/files/documents/global-report-document/hdr2021-22ar.pdf

برنامج الأمم المتحدة الإنمائي **UNDP**. (2022). *تقرير التنمية الإنسانية العربية للعام 2022*. المكتب الإقليمي للدول العربية. تم الاطلاع عليه في 13 ابريل 2024 عبر الرابط https://arab-hdr.org/report/ahdr-2022/?lang=ar

برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. (2025). *تقرير التنمية البشرية: رهن بخيار الإنسان والإمكانات في عصر الذكاء الاصطناعي*. تم الاطلاع بتاريخ 6 يونية 2025 على الرابط https://hdr.undp.org/system/files/documents/global-report-document/hdr2025overviewpreliminaryar.pdf

البوابة العربية للتنمية **Arab Development Portal**. (2023). *لمحات إحصائية عن الدول العربية*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 25 مايو 2024 على الرابط https://www.arabdevelopmentportal.com/ar

بوابة القوانين بدولة الكويت. (1965). *قانون رقم 11 لسنة 1965 في شأن التعليم الإلزامي (1965 / 11)*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 1 أكتوبر 2024 على الرابط https://hamdykhalifa.com/wp-content/uploads/2021/04/

التشريع التربوي التونسي. (2002). *القانون التوجيهي للتربية والتعليم المدرسي 2002*.تم الاطلاع عليه بتاريخ 3 سبتمبر 2024 على الرابط https://bououniahmed.wordpress.com/page/2/

التصنيف العربي للجامعات. (2025). *تصنيف الجامعات العربية 2024*. تم الاطلاع بتاريخ 4 أغسطس 2025 على الرابط https://www.auranking.aaru.edu.jo/

جاد الرب، حسام الدين. (2005). *جغرافية العالم العربي*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 15 يوليو 2024 عبر الرابط https://books.google.com.bh/books?id=N_k6hfxj5xcC&printsec=frontcover&hl=ar&source=gbs_ge_summary_r&pli=1#v=onepage&q&f=false

الجامعة اللبنانية. (2000). *مرسوم رقم 2494 تاريخ 19/2/ 2000*. مركز الأبحاث والدراسات في المعلوماتية القانونية. تم الاطلاع بتاريخ 4 أكتوبر 2024 على الرابط http://77.42.251.205/Law.aspx?lawId=226807

الجامعة اللبنانية. (2022). *مرسوم رقم 9706 تاريخ 2022/07/07*. مركز الأبحاث والدراسات في المعلوماتية القانونية. تم الاطلاع بتاريخ 19 فبراير 2025 على الرابط http://77.42.251.205/Law.aspx?lawId=302208

الجريدة الرسمية لجمهورية العراق. (2011). *قانون التربية رقم 22 لسنة 2011. العدد 4209*. أيلول 2011 السنة الثالثة والخمسون. تم الاطلاع بتاريخ 25 ابريل 2025 على الرابط https://moj.gov.iq/uploaded/4209.pdf

الجريدة الرسمية لسلطنة عمان. (2023، مايو 18). *مرسوم سلطاني رقم 2023/31 بإصدار قانون التعليم المدرسي*. العدد 1494. تم الاطلاع عليه بتاريخ 17 سبتمبر 2024 على الرابط https://home.moe.gov.om/images/library/file/Book441843.pdf

جهاز التخطيط والإحصاء بدولة قطر. (2022). *أهداف التنمية المستدامة لدولة قطر لعام 2022*. تم الاطلاع بتاريخ 23 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.psa.gov.qa/en/knowledge/Doc/Sustainable/SDG_Report_2022_Ar.pdf

الجهاز المركزي للإحصاء بالجمهورية اليمنية. (a2024). *مؤشرات أهداف التنمية المستدامة في اليمن 2024*.الإدارة العامة للتنمية المستدامة. عدد (2). تم الاطلاع عليه بتاريخ 30 أغسطس 2024 على الرابط https://cso-ye.org/blog/2024/06/04

الجهاز المركزي للإحصاء بالجمهورية اليمنية. (b2024). *الكتاب الإحصائي السنوي 2023*. تم الاطلاع بتاريخ 11 أغسطس 2025 على الرابط https://cso-ye.org/%D8%A5%D8%AD%D8%B5%D8%A7%D8%A1%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%8A%D9%85/

الجهاز المركزي للتعبئة العامة والإحصاء بجمهورية مصر العربية. (a2023). *النشرة السنوية للتعليم قبل الجامعي للعام الدراسي 2023/2022*. تم الاطلاع بتاريخ 29 أغسطس 2024 على الرابط https://censusinfo.capmas.gov.eg/Metadata-ar-v4.2/index.php/catalog/1848

الجهاز المركزي للتعبئة العامة والإحصاء بجمهورية مصر العربية. (b2023). *النشرة السنوية: الطلاب المقيدون – أعضاء هيئة التدريس بالتعليم العالي 2023/2022*. تم الاطلاع بتاريخ 18 فبراير 2025 على الرابط http://www.capmas.gov.eg/Pages/Publications.aspx?page_id=5104&Year=23350

الجهاز المركزي للتعبئة العامة والإحصاء بجمهورية مصر العربية. (2024). *مصر في أرقام: التعليم*. تم الاطلاع بتاريخ 27 مايو 2024 على الرابط https://www.capmas.gov.eg/Pages/Publications.aspx?page_id=5104&Year=23636.

الجهاز الوطني للاعتماد الأكاديمي وضمان جودة التعليم بدولة الكويت. الموقع الرسمي. https://nbaq.edu.kw/website/

حكومة العراق. (2022). *الإستراتيجية الوطنية للتربية في العراق 2022– 2030*. تم الاطلاع بتاريخ 26 ابريل 2025 على الرابط https://www.dirasat-gate.org/assets/documents/files/National-Strategy-Education.pdf

ديوان الرئاسة بدولة الإمارات العربية المتحدة. (2022). *مرسوم بقانون اتحادي رقم (39) لسنة 2022 في شأن التعليم الإلزامي*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 23 مايو 2024 على الرابط https://uaelegislation.gov.ae/ar/legislations/1565/download

الرائد الرسمي للجمهورية التونسية. (2022). *مرسوم عدد 46 لسنة 2022 مؤرخ في 24 جوان 2022 يتعلق بإحداث الوكالة التونسية للتقييم والاعتماد في التعليم العالي والبحث العلمي*. عدد 2022–072. تم الاطلاع بتاريخ 27 يوليو 2025 على الرابط https://9anoun.tn/kb/jorts/jort-2022-072-da61c

الربان، موزة بنت محمد. (2021). *البحث العلمي العربي 2001 – 2020: نظرة عامة على البحث العلمي العربي خلال عشرين عاما*. منظمة المجتمع العلمي العرب. تم الاطلاع بتاريخ 3 أغسطس 2025 على الرابط https://arsco.org/wp-content/uploads/2024/04/150921021447.zip

صندوق النقد العربي. (2023). *التقرير الاقتصادي العربي الموحد 2023*. جامعة الدول العربية. تم الاطلاع عليه بتاريخ 25 مايو 2024 عبر الرابط https://www.amf.org.ae/ar/publications/altqryr-alaqtsady-alrby-almwhd/altqryr-alaqtsady-alrby-almwhd-2023

صوت الديرة. (2024). *سلم رواتب المعلمين في سلطنة عمان 2024*. تم الاطلاع بتاريخ 28 يونية 2025 على الرابط **https://www.sawtaldirah.com/1439**

اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا). (2011). *الهجرة الدولية والتنمية في بلدان الإسكوا: التحديات والفرص*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 19 مايو 2024 عبر الرابط http://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/international-migration-development-escwa-region-challenges-opportunities-arabic.pdf

اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الاسكوا). (2018). *تقرير السكان والتنمية، العدد الثامن*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 15 يوليو 2024 على الرابط **https://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/ population-development-report-8-arabic.pdf**

اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا). (a2022). *تقرير حالة الهجرة الدولية لعام 2021 بناء مستقبل أفضل للمهاجرين واللاجئين في المنطقة العربية*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 20 مايو 2024 م عبر الرابط **unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/situation-report-international-migration-2021-arabic.pdf**

اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا). (b2022). *مرصد الإنفاق الاجتماعي للدول العربية: نحو جعل الميزانيات أكثر إنصافا وكفاءة وفعالية لتحقيق أهداف التنمية المستدامة*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 25 مايو 2024 على الرابط https://www.unicef.org/mena/media/20071/file/social-expenditure-monitor-budgets-sdgs-policy-brief-arabic

اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا). (a2023). *التقرير العربي الثاني حول الفقر المتعدد الأبعاد*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 14 ابريل 2024 م على الرابط http://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/arab-multidimensional-poverty-second-report-arabic.pdf

اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا). (b2023). *الفقر في بلدان مجلس التعاون الخليجي 2010 – 2023*. منشورات الإسكوا. تم الاطلاع عليه في 22 مايو 2024 عبر الرابط http://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/policy-reforms-lift-three-million-gcc-nationals-poverty-arabic_3.pdf

اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الإسكوا). (a2024). *التقرير العربي للتنمية المستدامة 2024*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 30 أغسطس 2024 على الرابط https://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/arab-sustainable-development-report-2024-arabic_0.pdf.

اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا (الاسكوا). (b2024). *الاستعراض السنوي لأهداف التنمية المستدامة. تنمية المهارات وتحفيز الابتكار ودور القطاع الخاص*. تم الاطلاع بتاريخ 23 مايو 2024 على الرابط https://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/annual-sdg-review-2024-ar.pdf

اللجنة الوطنية لتحقيق أهداف التنمية المستدامة بسلطنة عمان. (2024). *التقرير الوطني الطوعي: حالة التنمية المستدامة*. تم الاطلاع بتاريخ 21 سبتمبر 2024 على الرابط https://hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2024/VNR%202024%20Oman%20Report.pdf.

المؤسسة العامة للتدريب التقني والمهني بالمملكة العربية السعودية. (2024). *المنشآت التدريبية*. تم الاطلاع بتاريخ 5 سبتمبر 2025 على الرابط https://tvtc.gov.sa/ar/Training-Facilities/Pages/default.aspx

المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي بالمملكة المغربية. (2021). *البرنامج الوطني لتقييم المكتسبات لتلامذة السنة السادسة ابتدائية والثالثة ثانوي اعدادي 2019* ***PNEA****: تقرير تحليلي*. تم الاطلاع بتاريخ 11 يونية 2025 على الرابط https://www.csefrs.ma/wp-content/uploads/2021/11/30-11-Rapport-PNEA-2019-Arab.pdf

المجلس الأعلى للعلوم والتكنولوجيا بالمملكة الأردنية الهاشمية. (2025). *صندوق دعم البحث العلمي والابتكار*. تم الاطلاع بتاريخ 14 سبتمبر 2025 على الرابط https://www.srf.gov.jo/Default/AR

مجلس التصنيف العربي للجامعات. (2025). *تصنيف الجامعات العربية 2024*. تم الاطلاع بتاريخ 4 أغسطس 2025 على الرابط https://www.auranking.aaru.edu.jo/

مجلس الشعب بالجمهورية العربية السورية. (2012). *القانون 7 لعام 2012 بإلزام أولياء الأطفال السوريين إلحاق أطفالهم بمدارس التعليم الأساسي*. تم الاطلاع بتاريخ 4 ابريل 2025 على الرابط http://www.parliament.gov.sy/arabic/index.php?node=201&nid=4329&ref=tree

مجلس قطر للبحوث والتطوير والابتكار. (2025). استراتيجية قطر للبحوث والتطوير والابتكار 2030. تم الاطلاع بتاريخ 14 سبتمبر 2025 على الرابط https://qrdi.org.qa/ar-QA/

مجلس النواب بالجمهورية العراقية. (2011). *دستور جمهورية العراق*. الطبعة الخامسة. تم الاطلاع عليه بتاريخ 10 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.constituteproject.org/constitution/Iraq_2005.pdf?lang=ar

مجلس النواب بالمملكة الأردنية الهاشمية. (2022). *الدستور الأردني لسنة 1952 مع جميع التعديلات التي طرأت عليه*. مطبوعات مجلس النواب (ط:10). تم الاطلاع عليه بتاريخ 14 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.constituteproject.org/constitution/Jordan_2016.pdf?lang=ar

مجلس النواب بجمهورية مصر العربية. (2019). *دستور جمهورية مصر العربية: الباب الثاني: المقومات الأساسية للمجتمع*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 29 أغسطس 2024 على الرابط https://www.parliament.gov.eg/Constitution.aspx

المجمع القانوني الليبي. (1975). *قانون رقم 95 لسنة 1975 م بشأن التعليم الإلزامي*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 10 سبتمبر 2024 على الرابط https://ls.org.ly/a/nvlg

المجمع القانوني الليبي. (2010). *قانون رقم 18 لسنة 2010 م بشأن التعليم*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 21 سبتمبر 2024 على الرابط https://lawsociety.ly/#copy_link

المجمع القانوني الليبي. (2023). *قانون رقم 18 لسنة 2023 م بإصدار قانون مرتبات الموظفين الوطنيين بالجهات الممولة من الخزانة العامة وتقرير بعض الأحكام: جدول رقم 3 – أ مرتبات الوظائف التعليمية والتدريبية (معلم – مدرب)*. تم الاطلاع بتاريخ 28 يونية 2025 على الرابط https://lawsociety.ly/categories/laws/

مجمع اللغة العربية بالقاهرة. (2004). *المعجم الوسيط*. ط 4. مكتبة الشروق الدولية. https://archive.org/details/04_20200414_20200414

مجموعة الأمم المتحدة للتنمية المستدامة UNSDG (2018). *إطار المؤشرات العالمية لأهداف وغايات خطة التنمية المستدامة للعام 2030*. تم الاطلاع عليه تاريخ 22 فبراير 2024 على الرابط:
https://unstats.un.org/sdgs/indicators/Global%20Indicator%20Framework%20after%202020review_Ara.pdf

مجموعة البنك الدولي. (2018). *صافي معدل الالتحاق بالصف الأول (% من التعداد الرسمي للطلاب في سن الدراسة*. تم الاطلاع بتاريخ 21 مايو 2025 على الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SE.PRM.NINT.ZS

مجموعة البنك الدولي. (2019). *نسبة التلاميذ إلى المعلم في المرحلة الابتدائية*. تم الاطلاع في 21 مايو 2025 على الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SE.PRM.ENRL.TC.ZS

مجموعة البنك الدولي. (2022 a). *تعداد السكان في العالم العربي*. تم الاطلاع عليها بتاريخ 10 مارس 2024 عبر الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SP.POP.TOTL

مجموعة البنك الدولي. (2022 b). *الزيادة السكانية (% سنويا)*. تم الاطلاع عليها بتاريخ 19 مايو 2024 عبر الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SP.POP.GROW

مجموعة البنك الدولي. (2022 c). *عدد السكان في الفئات العمرية كنسبة مئوية من الإجمالي*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 10 مارس 2024 عبر الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SP.POP.0014.TO.ZS

مجموعة البنك الدولي. (2023 a). *سكان المناطق الريفية % من السكان*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 28 أبريل 2024 عبر الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS

مجموعة البنك الدولي. (2023 b). تصنيفات مجموعة البنك الدولي للبلدان حسب مستوى الدخل. مدونات البنك الدولي. تم الاطلاع عليه بتاريخ 13 يوليو 2024 على الرابط https://blogs.worldbank.org/ar/opendata/tsnyfat-mjmwt-albnk-aldwly-llbldan-hsb-mstwy-aldkhl-llsnt-almalyt-2024-1-ywlywtmwz-2023-30

مجموعة البنك الدولي. (2023 c). *معدل إتمام مرحلة التعليم الابتدائي من الشريحة العمرية ذات الصلة*. تم الاطلاع بتاريخ 26 ابريل 2025 على الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SE.PRM.CMPT.ZS

مجموعة البنك الدولي. (2023 d). *الالتحاق بالمدارس، المرحلة الابتدائية (% من الإجمالي)*. تم الاطلاع بتاريخ 21 مايو 2025 على الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SE.PRM.ENRR

مجموعة البنك الدولي. (2023e). *الالتحاق بالتعليم العالي (% من اجمالي السكان في الفئة العمرية 18 – 24)*. تم الاطلاع بتاريخ 25 يوليو 2025 على الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/SE.TER.ENRR

مجموعة البنك الدولي. (2024). نصيب الفرد من الدخل القومي وفقا لتعادل القوة الشرائية بالأسعار الجارية للدولار الامريكي GNI per capita, PPP. تم الاطلاع بتاريخ 27 أغسطس 2025 على الرابط https://data.albankaldawli.org/indicator/NY.GNP.PCAP.PP.CD

مديرية التخطيط والاستشراف بوزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالجمهورية الجزائرية. الموقع الرسمي. https://www.mesrs.dz/

مدينة الرواتب. (2025). *نظام الرواتب للمعلمين في الجزائر*. تم الاطلاع بتاريخ 28 يونية 2025 على الرابط https://city-salary.com/

المركز الإحصائي لدول مجلس التعاون لدول الخليج العربية GCC-STAT. (2025). *الكتاب الإحصائي السنوي لدول مجلس التعاون لدول الخليج العربية*. العدد 7. تم الاطلاع بتاريخ 23 ابريل 2025 على الرابط https://www.gccstat.org/images/gccstat/docman/publications/Statistical_Yearbook_2024.pdf

المركز التربوي للبحوث والإنماء بالجمهورية اللبنانية. (2023). *النشرة الإحصائية للعام الدراسي 2023/2022*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 12 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.crdp.org/statistics-bulletin

مركز المعلومات ودعم اتخاذ القرار بجمهورية مصر العربية. (2022). *سبع سنوات من الإنجازات: التنمية البشرية قطاع التعليم العالي والبحث العلمي*. تم الاطلاع بتاريخ 2 أغسطس 2025 على الرابط https://idsc.gov.eg/upload/7%20years/sector/03%20%D9%82%D8%B7%D8%A7%D8%B9%20%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%8A%D9%85%20%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%84%D9%8A%20%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%A8%D8%AD%D8%AB%20%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%84%D9%85%D9%8A.pdf

المركز الوطني لتطوير التعليم بدولة الكويت. (2025). *مشروع الدراسات المحلية والدولية*. تم الاطلاع بتاريخ 1 يوليو 2024 على الرابط https://www.nced.edu.kw/ar/

المركز الوطني لضمان جودة واعتماد المؤسسات التعليمية والتدريبية بدولة ليبيا. الموقع الرسمي. https://qaa.ly/

المركز الوطني للمعلومات بالجمهورية اليمنية. (1992). قانون رقم (45) لسنة 1992م بشأن القانون العام للتربية والتعليم. تم الاطلاع بتاريخ 23 سبتمبر 2024 على الرابط https://watchlist.org/wp-content/uploads/5-

مركز اليونسكو الإقليمي للجودة والتميز RCQE. (2016). *جودة التعليم في العالم العربي: مؤشرات ومقارنات إحصائية*. تم الاطلاع عليها عبر الرابط: https://rcqe.org/wp-content/uploads/2020/07/directory.pdf بتاريخ: 17 فبراير 2024

مركز اليونسكو الإقليمي للجودة والتميز RCQE. (2019). *مدى إسهام القطاع غير الحكومي في تحقيق جودة التعليم العالي في الدول العربية*. تم الاطلاع بتاريخ 23 مايو 2024 على الرابط https://search.shamaa.org/PDF/Reports/Su/RCQE/su_rcqe_2019_298058.pdf

مركز اليونسكو الإقليمي للجودة والتميز RCQE (a2020). *ورشة العمل الإقليمية "ضمان الجودة في التعليم والتعلم عن بعد: المتطلبات والتحديات والآمال"*. أغسطس 17-18- الجبيل الصناعية.

مركز اليونسكو الإقليمي للجودة والتميز RCQE. (b2020). *دراسة مقارنة لتطوير هيكل السلم التعليمي طوال العام واليوم الدراسي في الدول العربية*. تم الاطلاع بتاريخ 1 أغسطس 2025 على الرابط https://search.shamaa.org/PDF/Reports/Su/RCQE/su_rcqe_2020_307787.pdf

مركز اليونسكو الإقليمي للجودة والتميز (2024). *مشروع النموذج العربي للجودة والتميز في التعليم*. مركز اليونسكو الإقليمي للجودة والتميز (RCQE).

المشهداني، عبد الرحمن نجم. (2022). *استشراف مستقبل مواكبة التعليم مع متطلبات سوق العمل في العراق 2050*. منظمة العمل الدولية. تم الاطلاع بتاريخ 24 يوليو 2025 على الرابط https://www.ilo.org/ar/publications/astshraf-mstqbl-mwakbt-altlym-m-mttlbat-swq-alml-fy-alraq

معهد اليونسكو للإحصاء. (2022). *تحديد الالتزامات: المعايير الوطنية للهدف 4 من أهداف التنمية المستدامة لتحويل التعليم*. تم الاطلاع بتاريخ 21 مايو 2025 على الرابط https://inee.org/sites/default/files/resources/382829ara.pdf

مفوضية الاعتماد الأكاديمي بدولة الإمارات العربي المتحدة. الموقع الرسمي: https://caa.ae/

مفوضية حقوق الإنسان والعمل الإنساني والعلاقات مع المجتمع المدني بجمهورية موريتانيا. (2019). *مجموعة النصوص القانونية المتعلقة بحماية وترقية حقوق الانسان في موريتانيا*. تم الاطلاع بتاريخ 2 ابريل 2025 على الرابط https://cdhahrsc.gov.mr/wp-content/uploads/2021/07/RECUEILTEXTESDROITSDEHOMME2019AR.pdf

مكتب التربية العربي لدول الخليج. (2025). *الذكاء الاصطناعي – ممارسات الدول الأعضاء*. تم الاطلاع بتاريخ 22 أغسطس 2025 على الرابط https://goaie.abegs.org/gulf-countries

المكتب المركزي للإحصاء بالجمهورية السورية. (2022). *الكتاب الاحصائي السنوي. التعليم*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 10 سبتمبر 2024 على الرابط http://www.cbssyr.sy/yearbook_2022.htm

مكتب اليونسكو الإقليمي للتربية في الدول العربية. (2009). إنجازات التعليم العالي في البلدان العربية وتحدياته (2009 – 1998). *المؤتمر الإقليمي العربي حول التعليم العالي. القاهرة، 31 أيار/مايو – 2 حزيران يونيو 2009*. تم الاطلاع بتاريخ 27 فبراير 2024 على الرابط https://knowledge4all.com/

منشورات قانونية لوحدة أبحاث القانون والمجتمع بجمهورية مصر العربية. (1981). *قانون التعليم رقم 139 لسنة 1981*. كلية الشؤون الدولية والسياسات العامة بالجامعة الأمريكية بالقاهرة. تم الاطلاع بتاريخ 30 سبتمبر 2024 على الرابط https://manshurat.org/node/63716

منشورات قانونية. (2019). *قانون إنشاء هيئة تمويل العلوم والتكنولوجيا والابتكار رقم 150 لسنة 2019*. الجريدة الرسمية. العدد (34 تابع أ) 22 أغسطس 2019. تم الاطلاع بتاريخ 14 سبتمبر 2025 على الرابط https://manshurat.org/file/71639/download?token=22H990cy

منظمة الصحة العالمية. (2021) النشرة الإخبارية، يونية 22. تم الاطلاع عليها في 16 يونية 2024 على الرابط https://www.who.int/ar/news/item/

منظمة الصحة العالمية. (2022a). *مؤشرات الصحة العالمية*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 22 مايو 2024 على الرابط https://data.who.int/ar/indicators/i/E3CAF2B/

منظمة الصحة العالمية. (2022b). *تحسين فرص بقاء الأطفال على قيد الحياة وعافيتهم*. تم الاطلاع عليه بتاريخ: 23 أبريل 2024 عبر الرابط https://www.who.int/ar/news-room/fact-sheets/detail/children-reducing-mortality

المنظمة العربية للتربية والثقافة والعلوم (ألكسو). (2022). *واقع البحث العلمي في الدول العربية مقارنة مع بقية دول العالم. النشرة الإحصائية الثامنة لسنة 2022*. تم الاطلاع عليه في 8 يوليو 2024 على الرابط https://observatory.alecso.org/Data/?p=2557

المنظمة العربية للتربية والثقافة والعلوم (الألكسو) (a2023). الأمية في الدول العربية: الوضع الحالي والتقديرات المستقبلية في حدود 2030. *النشرة الإحصائية التاسعة لمرصد الالكسو*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 18 مارس 2024 عبر الرابط https://observatory.alecso.org/Data?p=2561

المنظمة العربية للتربية والثقافة والعلوم (ألكسو). (b2023). تقرير الألكسو الاحصائي الثاني حول التربية والثقافة والعلوم في الدول العربية 2015-2021. مرصد الألكسو. تم الاطلاع عليه بتاريخ 27 ابريل 2024 عبر الرابط https://observatory.alecso.org/Data?p=2561

المنظمة العربية للتربية والثقافة والعلوم (ألكسو). (2024). التعليم العالي والبحث العلمي في الوطن العربي في أفق 2030: الرؤية والتوجهات. *المؤتمر الثامن عشر للوزراء والمسؤولين عن التعليم العالي والبحث العلمي في الوطن العربي*. 26- 28 ديسمبر 2021. تم الاطلاع بتاريخ 28 يوليو 2025 على الرابط http://www.alecso.org/publications/wp-content/uploads/2025/05/pour-site-%D9%83%D8%AA%D8%A7%D8%A8-%D9%88%D9%82%D8%A7%D9%8A%D9%94%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%88%D9%94%D8%AA%D9%85%D8%B1-18.pdf

منظمة العمل الدولية. (2024). *التشغيل والآفاق الاجتماعية في الدول العربية – اتجاهات 2024*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 25 ابريل 2024 عبر الرابط https://www.ilo.org/ar/media/515656/download

موقع السبورة (2025). *جدول مرتبات المعلمين الجديد بجمهورية مصر العربية*. تم الاطلاع بتاريخ 28 يونية 2025 على الرابط https://www.alsbbora.info/458494

هيئة الإحصاء ونظم المعلومات الجغرافية بالجمهورية العراقية. (2020). *تقارير التربية والتعليم*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 10 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.cosit.gov.iq/ar/2015-11-23-08-09-54

هيئة الاعتماد وضمان الجودة بالمملكة الأردنية الهاشمية. (2025). *التقرير السنوي 2024*. تم الاطلاع بتاريخ 3 سبتمبر 2025 على الرابط https://www.heac.org.jo/Ar/List/%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%82%D8%A7%D8%B1%D9%8A%D8%B1_%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%86%D9%88%D9%8A%D8%A9

هيئة التخطيط والتعاون الدولي بالجمهورية العربية السورية. (2024). *الاستعراض الوطني الطوعي الثاني عن أهداف التنمية المستدامة 2020*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 30 أغسطس 2024 على الرابط https://hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2024/VNR%202024%20Syrian%20Republic%20Report.pdf

هيئة التشريع والرأي القانوني بمملكة البحرين. (2005). *قانون رقم (27) لسنة 2005 بشأن التعليم*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 27 مارس 2024 على الرابط https://www.lloc.gov.bh/Legislation/HTM/K2705

هيئة تقويم التعليم والتدريب بالمملكة العربية السعودية. الموقع الرسمي. https://etec.gov.sa/

هيئة تقويم التعليم والتدريب بالمملكة العربية السعودية. (2025). *الاختبارات الوطنية نافس*. تم الاطلاع بتاريخ 1 يوليو 2025 على الرابط https://etec.gov.sa/

هيئة جودة التعليم والتدريب بمملكة البحرين. (2023). *الإستراتيجية 2023 – 2026*. تم الاطلاع بتاريخ 27 يوليو 2025 على الرابط https://784ec626.delivery.rocketcdn.me/wp-content/uploads/2024/12/BQA-Strategy-2023-2026-AR-FINAL.pdf

الهيئة العامة للإحصاء بالمملكة العربية السعودية. (2019). *الكتاب الإحصائي السنوي لعام 2019*. العدد 55. تم الاطلاع بتاريخ 22 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.stats.gov.sa/ar/1010-0

الهيئة العامة للإحصاء بالمملكة العربية السعودية. (2022). *التقدم المحرز لأهداف التنمية المستدامة 2022*. تم الاطلاع بتاريخ 22 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.stats.gov.sa/sites/default/files/Stats_SDG%202022_AR_2.pdf

الهيئة العمانية للاعتماد الأكاديمي وضمان جودة التعليم بسلطنة عمان. الموقع الرسمي. https://www.oaaaqa.gov.om/

الهيئة القومية لضمان جودة التعليم والاعتماد بجمهورية مصر العربية. الموقع الرسمي. https://naqaae.eg/

الهيئة الوطنية للاعتماد والجودة لمؤسسات التعليم العالي بدولة فلسطين. الموقع الرسمي. https://aqac.mohe.gov.ps/

الهيئة الوطنية للجودة والاعتمادية بالجمهورية العربية السورية. (2024). *دليل إجراءات ومعايير ضمان الجودة لاعتمادية المؤسسات التعليمية في الجمهورية العربية السورية*. تم الاطلاع بتاريخ 3 سبتمبر 2025 على الرابط http://ncaq-gov.sy/download.aspx?fileID=6422

وزارة التخطيط بالجمهورية العراقية. (2021). *التقرير الطوعي الوطني الثاني للمتحقق من أهداف التنمية المستدامة والعودة الى المسار التنموي*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 30 أغسطس 2024 على الرابط https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/279412021_VNR_Report_Iraq.pdf

وزارة التخطيط بدولة ليبيا. (2024). *الاستعراض الطوعي الثاني ليبيا 2024 لمتابعة تحقيق أهداف التنمية المستدامة*. تم الاطلاع بتاريخ 21 سبتمبر 2024 على الرابط https://hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2024/VNR%202024%20Libya%20Report_1.pdf

وزارة التخطيط والتعاون الدولي بالمملكة الأردنية الهاشمية. (2022). *الاستعراض الوطني الطوعي الثاني 2022*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 30 أغسطس 2024 على الرابط https://www.mop.gov.jo/ebv4.0/root_storage/ar/eb_list_page/jordan-vnr-ar-dig_(1)-1.pdf

وزارة التخطيط التنموي والإحصاء بدولة قطر. (2023). *تقرير أهداف التنمية البشرية لدولة قطر لعام 2022*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 23 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.psa.gov.qa/en/knowledge/Doc/Sustainable/SDG_Report_2022_Ar.pdf

وزارة التخطيط والتنمية الاقتصادية بجمهورية مصر العربية. (2021). *تقرير التنمية البشرية في مصر 2021: التنمية حق للجميع- مصر المسيرة والمسار*. تم الاطلاع عليه في 27 أغسطس 2024 على الرابط https://www.arabdevelopmentportal.com/sites/default/files/publication/arabic_full20report_sep2012

وزارة التربية بالجمهورية التونسية. (2013). *الحق في التعليم في تونس*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 16 مارس 2024 على الرابط http://www.education.gov.tn/article_education/planification/droit_education_tunisi.pdf

وزارة التربية بالجمهورية التونسية. (2023). *التربية في أرقام*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 23 مايو 2024 على الرابط http://www.edunet.tn/article_education/statistiques/stat2022_2023/education_ar.pdf

وزارة التربية والتعليم بدولة الإمارات العربية المتحدة. (2018). *الإطار العام لسياسات التعليم في دولة الإمارات العربية المتحدة*. تم الاطلاع بتاريخ 4 ابريل 2025 على الرابط https://www.moe.gov.ae/Ar/MediaCenter/Documents/archive/FinalG.pdf

وزارة التربية والتعليم بدولة الإمارات العربية المتحدة. (2021). *قرار وزاري رقم 24 لسنة 2021 بشأن تاريخ تحديث احتساب سن القبول في المدارس الحكومية والخاصة*. تم الاطلاع بتاريخ 4 ابريل 2025 على الرابط https://u.ae/-/media/Documents-2022/Admission-age-in-government-schools.pdf

وزارة التربية والتعليم بالمملكة الأردنية الهاشمية. (1994). *قانون التربية والتعليم رقم (3) لسنة 1994 وتعديلاته*. تم الاطلاع بتاريخ 14 سبتمبر 2024 على الرابط https://moe.gov.jo/sites/default/files/qnwn_wzr_ltrby_wltlym.pdf

وزارة التربية والتعليم بالمملكة الأردنية الهاشمية. (2023). *التقرير الإحصائي للعام الدراسي 2022-2023*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 13 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.moe.gov.jo/ar/reports

وزارة التربية والتعليم بالجمهورية العربية السورية. (2022). *الخطة الدراسية للعام 23/22*. تم الاطلاع بتاريخ 26 مارس 2024 على الرابط http://moed.gov.sy/moefiles/docs-2022/pdf/plan-2023.pdf

وزارة التربية والتعليم بسلطنة عمان. (2019). *الإطار العام للاختبارات الوطنية للصفوف المرحلية*. تم الاطلاع بتاريخ 1 يوليو 2025 على الرابط https://home.moe.gov.om/images/library/file/0077.pdf

وزارة التربية والتعليم بدولة فلسطين. (2022). *دراسة التقويم الوطني: نشرة تعريفية*. تم الاطلاع بتاريخ 26 مارس 2024 على الرابط https://www.moe.pna.ps/uploads/20230314091708.pdf

وزارة التربية والتعليم العالي بدولة فلسطين. (2025). *الكتاب الإحصائي السنوي لمؤسسات التعليم العالي 24/23*. تم الاطلاع بتاريخ 8 يونية 2025 على الرابط https://www.mohe.pna.ps/LinkClick.aspx?fileticket=iYNk3lN1x3Y%3d&tabid=138&portalid=0&mid=924

وزارة التربية والتعليم العالي بدولة فلسطين. (2017). *قرار بقانون رقم (8) لسنة 2017 بشأن التربية والتعليم العام*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 12 سبتمبر 2024 على الرابط https://maqam.najah.edu/legislation/629

وزارة التربية والتعليم العالي بدولة فلسطين. (2023). *الكتاب الإحصائي التربوي السنوي للعام الدراسي 2022-2023*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 12 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.moe.pna.ps/uploads/20240104134818.pdf

وزارة التربية والتعليم العالي بدولة فلسطين. (2024). *التعليم في غزة منذ بدء العدوان*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 4 سبتمبر 2024 على الرابط http://www.lasportal.org/ar/infocus/Documents/Edu-Gaza_240818_134520.pdf.

وزارة التربية والتعليم والتعليم العالي بدولة قطر. الموقع الرسمي https://www.edu.gov.qa/ar/

وزارة التربية والتعليم والتعليم العالي بدولة قطر. (2023). النشرة الإحصائية للتعليم للسنة الدراسية 2023. تم الاطلاع عليه بتاريخ 27 أغسطس 2024 على الرابط https://www.edu.gov.qa/?file=d2a81287-7a28-4f7e-b444-313986b85344

وزارة التربية والتعليم العالي بالجمهورية اللبنانية. الموقع الرسمي. https://www.mehe.gov.lb/ar

وزارة التربية والتعليم العالي بالجمهورية اللبنانية واليونسكو. (2023). الخطة الخمسية للتعليم العالي في لبنان 2023 – 2027. تم الاطلاع بتاريخ 5 سبتمبر 205 على الرابط https://bhassociates.squarespace.com/s/DGHE-Presentation-at-Launch_230123.pdf

وزارة التربية الوطنية بالجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية. (2008). *القانون التوجيهي للتربية الوطنية (08 – 04)*. النشرة الرسمية للتربية الوطنية. تم الاطلاع عليها بتاريخ 28 أغسطس 2024 على الرابط https://tachri3.com/wp-content/uploads/2019/02/loi08-04.pdf

وزارة التربية الوطنية والتعليم الأولي والرياضة بالمملكة المغربية. (2019). *الإطار رقم 51.17 المتعلق بمنظومة التربية والتكوين والبحث العلمي*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 4 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.men.gov.ma/Ar/Documents/loicadre511717072019.pdf

وزارة التربية الوطنية والتعليم الأولي والرياضة بالمملكة المغربية. (a2022). *مؤشرات التربية 2023/2022*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 23 مايو 2024 على الرابط https://www.men.gov.ma/Ar/Documents/Indicateurs_Statiqtiques18-23/INDICATEURS-EDUCAT22-23.pdf

وزارة التربية الوطنية والتعليم الأولي والرياضة بالمملكة المغربية. (b2022). *التقرير المرحلي الثاني 2019-2021 حول الهدف الرابع من أهداف التنمية المستدامة*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 23 مايو 2024 على الرابط https://www.men.gov.ma/Ar/Documents/Rapport1921-ODD4vf.pdf.

وزارة التعليم بالمملكة العربية السعودية. (1445 هـ). *دليل الخطط الدراسية: الإصدار الثالث*. مركز تطوير المناهج. تم الاطلاع عليه بتاريخ 30 سبتمبر 2024 على الرابط https://moe.gov.sa/ar/education/generaleducation/StudyPlans/Documents/Study-plans-1445.pdf

وزارة التعليم بالمملكة العربية السعودية. (1446 هـ). *إحصائيات عامة – التعليم الجامعي 2023*. تم الاطلاع بتاريخ 20 فبراير 2025 على الرابط https://moe.gov.sa/ar/knowledgecenter/dataandstats/edustatdata/Pages/HigherEduStat.aspx

وزارة التعليم والبحث العلمي وتقنيات الاعلام والاتصال بالجمهورية الموريتانية. (2020). *مقرر رقم 000745 بإنشاء خلايا داخلية لضمان الجودة بمؤسسات التعليم العالي*. تم الاطلاع بتاريخ 8 سبتمبر 2025 على الرابط https://amaqes.mr/ar/sites/default/files/files/ARRETE%20745%20Cr%C3%A9ation%20CIAQ%20(1).pdf

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بدولة الامارات العربية المتحدة. (2023a). *مؤسسات التعليم العالي في دولة الإمارات*. تم الاطلاع بتاريخ 1 اكتوبر 2025 على الرابط https://www.mohesr.gov.ae/Ar/OpenData/Pages/default.aspx

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بدولة الامارات العربية المتحدة. (2023b). *الالتحاق الطلابي حسب المستوى والجنس 2024-2025*. تم الاطلاع بتاريخ 2 أكتوبر 2025 على الرابط https://hct.ac.ae/wp-content/uploads/2023/09/Enrollments_By_Level_And_Gender-2024_2025.xlsx

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بدولة الإمارات العربية المتحدة. (2024). *الإطار الوطني للمؤهلات QFEmirates*. تم الاطلاع بتاريخ 3 سبتمبر 2025 على الرابط https://caa.ae/PORTALGUIDELINES/QF%20Emirates%202024%20(Arabic%20&%20English).pdf

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالجمهورية التونسية. (2022). *المشروع السنوي لمهمة التعليم العالي والبحث العلمي لسنة 2023*. تم الاطلاع بتاريخ 14 سبتمبر 2025 على الرابط http://www.gbo.tn/sites/default/files/2023-01/PAP%202023M%20enseign%20sup2023%20.pdf

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالجمهورية التونسية. (2023). *التعليم العالي والبحث العلمي بالأرقام 2022/2023*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 24 مايو 2024 على الرابط http://www.mes.tn/image.php?id=18230

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالجمهورية الجزائرية. (2021). *نظام التعليم العالي والبحث العلمي في الجزائر: الوضع الراهن والأفق المستقبلية*. تم الاطلاع بتاريخ 31 أغسطس 2025 على الرابط https://alecso.org/cmae/algerie.pdf

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بدولة ليبيا. (2023). *مشروع الإستراتيجية الوطنية للتعليم العالي والبحث العلمي 2024 – 2034*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 10 سبتمبر 2024 على الرابط https://mhesr.gov.ly/wp-content/uploads/2023/08/%D9%88%D8%AB%D9%8A%D9%82%D8%A9_%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AA%D9%8A%D8%AC%D9%8A%D8%A9_%D8%A7%D9%84%D9%86%D9%87%D8%A7%D8%A6%D9%8A_10_8_2023.pdf

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالسودان – الموقع الرسمي https://www.mohe.gov.sd/index.php/sport/2024-08-27-11-52-01

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بجمهورية مصر العربية. (a2025). *الإستراتيجية الوطنية للتعليم العالي والبحث العلمي 2030: السياسة الوطنية للابتكار المستدام*. تم الاطلاع بتاريخ 23 يوليو 2025 على الرابط https://mohesr.gov.eg/ar-eg/Documents/NPDSI/MoHESR-NSIP-Doc-17Feb2025V1.pdf

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بجمهورية مصر العربية. (b2025). *الجامعات الحكومية*. تم الاطلاع بتاريخ 30 يوليو 2025 على الرابط https://mohesr.gov.eg/index.php

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالجمهورية الموريتانية. (2022). *الاستراتيجية الوطنية للتعليم العالي في أفق 2030*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 9 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.mesrs.gov.mr/sites/default/files/inline-files/strategie%20ar%20pdf.pdf

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالجمهورية اليمنية. (a2025). *الجامعات اليمنية*. تم الاطلاع بتاريخ 5 سبتمبر 2025 على الرابط https://moheye.net/public-universities /

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالجمهورية اليمنية. (b2025). *مجلس الاعتماد الأكاديمي وضمان جودة التعليم العالي*. تم الاطلاع بتاريخ 5 سبتمبر 2025 على الرابط https://moheye.net/council-for-academic-accreditation/#

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار بسلطنة عمان. (2023). *نشرة بيانات التعليم العالي للعام الأكاديمي 23/22*. تم الاطلاع بتاريخ 25 يوليو 2025 على الرابط https://www.moheri.gov.om/InnerPage.aspx?id=53c48c8e-d793-44e6-9a04-32d13ad404b3

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار بالمملكة المغربية. (2025). *الإطلاق الرسمي للبرنامج الوطني لدعم البحث التنموي والابتكار 2028-2025 (PNARDI)*. تم الاطلاع بتاريخ 14 سبتمبر 2025 على الرابط https://www.enssup.gov.ma/

وزارة التشغيل والتكوين المهني بالجمهورية التونسية. (2025). *المنظومة الوطنية للتكوين المهني بتونس*. تم الاطلاع بتاريخ 4 سبتمبر 2025 على الرابط https://www.emploi.gov.tn/ar/career

وزارة التهذيب الوطني وإصلاح النظام التعليمي بالجمهورية الإسلامية الموريتانية. (2022). *نص مشروع القانون التوجيهي للنظام التربوي الوطني*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 9 سبتمبر 2024 على الرابط https://alakhbar.info/?q=node/41610

وزارة العدل بجمهورية السودان. (2001). *قانون تخطيط التعليم العام وتنظيمه لسنة 2001*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 2 سبتمبر 2024 على الرابط https://media.unesco.org/sites/default/files/webform/r2e002/96804ceccc71831cf9d9f1dd9c7fbcb641dadf3e.pdf

وزارة العدل بدولة قطر. (2001). *قانون رقم (25) لسنة 2001 بشأن التعليم الإلزامي 25 / 2001*. تم الاطلاع بتاريخ 27 أغسطس 2024 على الرابط https://www.almeezan.qa/LawView.aspx?opt&LawID=3973&language=ar

وزارة العدل بدولة الكويت. (2011). *الدستور الكويتي والمذكرة التفسيرية*. تم الاطلاع عليها بتاريخ 15 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.moj.gov.kw/AR/Documents/MojDocs/%D8%AF%D8%B3%D8%AA%D9%88%D8%B1%20%D8%A7%D9%84%D9%83%D9%88%D9%8A%D8%AA.pdf

وزارة العدل بالمملكة المغربية. (2000). *الظهير الشريف رقم 1.63.071 حول إلزامية التعليم الأساسي*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 14 سبتمبر 2024 على الرابط https://www.men.gov.ma/Ar/Documents/loi04.00.pdf

وظائف الامارات. (2024). *سلم رواتب المعلمين في الامارات للمواطنين والوافدين 2024*. تم الاطلاع بتاريخ 28 يونية 2025 على الرابط
https://jobuae1.blogspot.com/search/label/%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%85%D8%A7%D8%B1%D8%A7%D8%AA

الوكالة الوطنية للإحصاء والتحليل الديمغرافي والاقتصادي بالجمهورية الإسلامية الموريتانية. (2024). *الدليل السنوي للإحصاءات الديمغرافية والاجتماعية*. تم الاطلاع بتاريخ 15 ابريل 2025 على الرابط
https://ansade.mr/ar/%d8%a7%d9%84%d8%af%d9%84%d9%8a%d9%84-%d8%a7%d9%84%d8%b3%d9%86%d9%88%d9%8a-%d9%84%d9%84%d8%a5%d8%ad%d8%b5%d8%a7%d8%a1%d8%a7%d8%aa-%d8%a7%d9%84%d8%af%d9%8a%d9%85%d9%88%d8%ba%d8%b1%d8%a7%d9%81%d9%8a-2/

الوكالة الوطنية لتقييم وضمان جودة التعليم العالي والبحث العلمي بالمملكة المغربية. (2020). *معايير الجودة: الدليل المرجعي الوطني لتقييم وضمان جودة التعليم العالي*. تم الاطلاع بتاريخ 1 سبتمبر 2025 على الرابط https://www.aneaq.ma/wp-content/uploads/2020/04/Referentiel_ANEAQ_Ar_2020.pdf

يوسف، سوالمة؛ عناتي، جهاد؛ شحادة، محمد؛ الموسى، جعفر؛ شواشرة، لؤي؛ المومني، محمد؛ ويدك، فاطمة. (2024). *الإطار الوطني لتقييم الطلبة في الأردن*. تم الاطلاع بتاريخ 1 يوليو 2025 على الرابط
https://moe.gov.jo/sites/default/files/ltr_lwtny_ltqyym_ltlb_fy_lrdn_2024.pdf

اليونسكو. (2000). *إطار عمل دكار التعليم للجميع: الوفاء بالتزاماتنا الجماعية*. المنتدى العالمي للتربية. دكار، السنغال. تم الاطلاع عليه بتاريخ 25 فبراير 2024 عبر الرابط: https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000121147

اليونسكو. (2005). *التقرير العالمي لرصد التعليم للجميع: ضرورة ضمان الجودة*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 12 فبراير 2024 على الرابط: https://www.unesco.org/gem-report/en/efa-quality .

اليونسكو. (2009). *مؤشرات التربية: توجيهات فنية تقنية*. تم الاطلاع في 2 يونية 2025 على الرابط
https://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/education-indicators-technical-guidelines-ar.pdf.

اليونسكو. (2015). التقرير العالمي لرصد التعليم للجميع 2000 – 2015 (الإنجازات والتحديات) الملخص. اليونسكو. تم الاطلاع عليه عبر الرابط: https://www.unesco.org/gem-report/ar/efa-achievements-challenges بتاريخ 13 فبراير 2024 م.

اليونسكو. (2016). *إعلان إنشيون وإطار العمل لتحقيق الهدف الرابع من التنمية المستدامة التعليم حتى عام 2030*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 17 فبراير 2024 م عبر الرابط https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000243278_ara

اليونسكو. (2018). *السودان: مراجعة سياسات التعليم: تمهيد الطريق على عام 2030*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 23 مايو 2024 على الرابط https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000265447_ara

اليونسكو. (2019 a). *التقرير العالمي لرصد التعليم: الدول العربية (الهجرة والنزوح والتعليم) بناء الجسور لا الجدران*. تم الاطلاع عليه في 20 مايو 2024 م عبر الرابط http://gem-report-2019.unesco.org/ar/arab-states-ar/

اليونسكو. (2019 b). *التقرير العالمي لرصد التعليم: بناء الجسور لتحقيق المساواة بين الجنسين*. تم الاطلاع بتاريخ 17 مايو 2025 على الرابط https://inee.org/sites/default/files/resources/370688ara.pdf

اليونسكو. (2020). *تعزيز الصحة والتغذية المدرسية الفعالة: شراكة من أجل متعلمين أصحاء ومستقبل أكثر إشراقا*. تم الاطلاع عليه بتاريخ 16 يونية 2024 عبر الرابط https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373431_ara

اليونسكو. (2022). *التقرير الوطني للجمهورية العربية السورية للمشاركة في أعمال المؤتمر العالمي لرعاية الطفولة المبكرة والتعليم* ***WCECCE***. أوزبكستان– طشقند. تم الاطلاع عليه بتاريخ 10 سبتمبر 2024 على الرابط https://sepel.edu.sy/images/att/1119201622_r_567.pdf

اليونسكو. (2023). *ملخص التقرير العالمي لرصد التعليم: التكنولوجيا في مجال التعليم: ماهية هذه الأداة ومن يضع شروطها*؟ تم الاطلاع عليه في 1 يونيو 2024 عبر الرابط **ttps://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386165_ara**

اليونسكو. (2024). *التقرير العالمي لرصد التعليم: مهارات القيادة في مجال التعليم*. تم الاطلاع بتاريخ 17 مايو 2025 على الرابط https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391758_ara

اليونسيف. (2009). *دليل المدارس الصديقة للطفل*. تم الاطلاع في 22 يونية 2024 على الرابط https://www.anecd.net/wp-content/uploads/2022/08/child_friendly_schools_manual_ar.pdf

اليونسيف ومنظمة الصحة العالمية. (2020). *التقدم في خدمات مياه الشرب والصرف الصحي والنظافة الصحية في المدارس*. تم الاطلاع بتاريخ 12 ابريل 2025 على الرابط https://www.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2023/02/inclusive_edu.pdf

Sources et références étrangères

Arab Development Portal. (2023). *Thematic Datasets: Education*. Retrieved on 27 May 2024 at Website https://data.arabdevelopmentportal.com/ThematicDatasets?theme=de7a22a0c94aa64ba2449e520aa20c99.

Barber, M., & Mourshed, M. (2007). *How the world best performing school system come out on top*. McKinsey & Company. Retrieved on 13 June 2023 at Web Site https://www.mckinsey.com/industries/education/our-insights/how-the-worlds-best-

Barrett, AM., & Tikly, LP. (2007). Education Quality: Research Priorities and Approaches in the *Global Era. International Conference, University of Oxford, 11-13 September*. Récupéré le 26 juillet 2024 athttps://www.academia.edu/102185234/education_quality_research_priorities_and_approaches_in_the_global_era

Boutayeba., Faiçal.; & Alazmi., Meznah S. KH. (2018). The Trends of Returns to Education in the Arab Countries. In: *Economic Development Review*. 3 (2) 251-264. Retrieved on 20 July 2025 at Website https://asjp.cerist.dz/en/downArticle/336/3/2/77071.

Commission for Academic Accreditation in UAE. (2023). *Higher Education Institutions*. Retrieved on 2 Aug 2025 at Website https://www.caa.ae/Pages/Institutes/All.aspx

Creemers, P.B.M. & Kyriakides, L. (2010). Validity of Educational Indicators. *International Encyclopedia of Education (3rd Edition)*. 193-199. Disponible sur : https://gnosis.library.ucy.ac.cy/handle/7/37841?show=full . Retrieved on: 5 Feb 2024.

Economic and Social Commission for Western Asia. (2021). *Quality of education Measurement and implications for Arab States*. Retrieved on 24 February 2024 at Web Site https://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/quality-education-measurement-implications-arab-states-english.pdf

Eurydice. (2012). *Citizenship Education in Europe*. Retrieved on 30 June at Web Site https://ec.europa.eu/citizenship/pdf/citizenship_education_in_europe_en.pdf.

Global Economy. https://www.theglobaleconomy.com

ILO. (2025). *Statistics in Arab States*. Récupéré le 16 juillet 2025 sur le site web https://rplumber.ilo.org/dataexplorer/?region=roas&lang=en&segment=indicator&id=sdg_0861_sex_rt_a .

International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA). (2019). *TIMSS 2019 International Results in Mathematics and Science*. Retrieved on 9 July at Website https://neqmap.bangkok.unesco.org/wp-content/uploads/2021/02/TIMSS-2019-International-Results-in-Mathematics-and-Science.pdf

International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA). (2021). *PIRLS 2021 Results, Countries' Reading. Achievement*. Retrieved on 16 July 2025 at Website https://timssandpirls.bc.edu/pirls2021/index.html

International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA). (2023a). *Education for Citizenship in Times of Global Challenge: IEA International Civic and Citizenship Education Study 2022 International Report*. Retrieved on 30 June 2025 at Web Site https://www.iea.nl/sites/default/files/2023-11/ICCS2022-International-Report.pdf

International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA). (2023b). *TIMSS 2023 International Results in Mathematics and Science*. Retrieved on 22 June 2025 at Website https://timss2023.org/results

Kolesnikova, N. (2010). The Return to Education Isn't Calculated Easily. *Regional Economist, Federal Reserve Bank of St. Louis*. Retrieved on 1st June 2024 at Web Site https://www.stlouisfed.org/publications/regional-economist/january-2010/the-return-to-education-isnt-calculated-easily

Ministry of Education, Culture and Higher Education in Somalia. (2022). *Annual statistics year book 2021/2022*. Federal Government of Somalia. Retrieved on 20th March 2024 on website https://moe.gov.so/wp-content/uploads/2024/01/FGS-Annual-Statistics-yearbook-2022.pdf.
Ministry of Education, Culture and Higher Education in Somalia. (2023). Annual Statistics year Book2023. Federal Government of Somalia.
Ministry of Planning and International Cooperation in Yaman. (2024). *Yaman Voluntary National Review* 2024. Retrieved on 21 Sep 2023 at Web Site https://hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2024/VNR%202024%20Yemen%20Report%20Eng.pdf.
Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle de la République de Djibouti. (2023). *Annuaire Statistique 2022/2023*. Retrieved on 8 September 2024 at Website http://www.education.gov.dj/media/k2/items/cache/1d05de4b50ede21b7617d543f5f98a74_XL.jpg
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. (2022). *Annuaire Statistique de l'Enseignement supérieur 2021/2022.* Retrieved on 29 Sep at Web site https://www.mesrs.gov.mr/sites/default/files/inline-files/Annuaire_2122_F.pdf
National Committee on sustainable Development Goals. (2022). *UAE and the 2030 agenda for sustainable development: Voluntary National Review 2022*. Retrieved on 21 Sep at website https://hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2022/VNR%202022%20UAE%20Report.pdf
National Education Union (NEU). (2024). *Class sizes*. Retrieved on 12 July 2025 at Web Site https://neu.org.uk/advice/classroom
Organization for Economic Co-operation and Development [OECD], (2015). *Education indicators in focus. 29; February 2015*. Retrieved on 15 June 2025 at Web Site https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2015/02/how-much-time-do-teachers-spend-on-teaching-and-non-teaching-activities_g17a25d2/5js64kndz1f3-en.pdf.
Organization for Economic Co-operation and Development [OECD]. (2020). *PISA in Focus: The socio-economic gap in foreign-language learning*. Retrieved on 11 July 2025 at Web Site https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2021/11/the-socio-economic-gap-in-foreign-language-learning_c357eab2/953199e1-en.pdf.
Organization for Economic Co-operation and Development [OECD]. (2022). Education at a Glance 2022: OECD Indicators. OECD. Retrieved on 24th of February 2024 at Web Site https://doi.org/10.1787/3197152b-en .
Organization for Economic Co-operation and Development [OECD]. (2023a). *Education at a Glance 2023: OECD Indicators*. Retrieved on 1 June 2024 at Web Site https://www.oecd-ilibrary.org/deliver/e13bef63-en.pdf?itemId=%2Fcontent%2Fpublication%2Fe13bef63-en&mimeType=pdf
Organization for Economic Co-operation and Development [OECD]. (2023b). *PISA 2022 results (volume I): The state of learning and equity in education, PISA*. Retrieved on 10 June 2025 at Website https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2023/12/pisa-2022-results-volume-i_76772a36/53f23881-en.pdf.
Organization for Economic Co-operation and Development [OECD]. (2024). *Education at a Glance 2024: OECD Indicators*. OECD. Retrieved on 22 June 2025 at Website https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2024/09/education-at-a-glance-2024_5ea68448/c00cad36-en.pdf.
Ogawa, R. T. & Collom, Ed. (1998). *Educational Indicators: What Are They? How Can Schools and School Districts Use Them?* California Educational Research Cooperative (CERC). Retrieved on 20 March 2024 at Web Site https://www.researchgate.net/publication/234714989_Educational_Indicators.
Our World on Data. (2023). *Adult literacy rate*. Retrieved on 9 November 2024 on website https://ourworldindata.org/grapher/literacy-rate-adults?tab=table&time=latest.
Our World on Data. (2024). *Global Literacy Today. Youth literacy Rate*. Retrieved on 25 May 2024 on website https://ourworldindata.org/grapher/cross-country-literacy-rates.
Oxford Business Group. (2023). *Why education in Djibouti is more accessible across the country*. Retrieved on 9 Sep 2024 at Website https://oxfordbusinessgroup.com/reports/djibouti/2023-

report/health-education/greater-reach-progress-is-being-made-to-make-education-more-accessible-nationwide-in-both-rural-and-urban-areas-overview/
QS World University Rankings. (2025). *QS Top Universities*. Récupéré le 4 août sur websitehttps://www.topuniversities.com/sites/default/files/2025-06/2025%20qs%20world%20university%20rankings%202.2%20%28for%20qs.com%29.xlsx
Pigozzi, M.J. (2006). What is "The quality of Education"? (A UNESCO perspective). In *Ross & Jurgens Genevois (Eds.). Cross National Studies of the quality of education: Planning their design and managing their impact*. Paris. International Institute of Educational Planning. pp: 39 - 49. Retrieved on 20th July 2024 at Website https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED495399.pdf.
Psacharopoulos, George & Patrinos, Harry Antony. (2018). *Returns to Investment in Education: A Decennial Review of the Global Literature*. Retrieved on 15 June 2025 at Website https://documents1.worldbank.org/curated/en/442521523465644318/pdf/WPS8402.pdf.
Republic of the Sudan. (2022). *Voluntary National Review for 2022*. Retrieved on 21 Sep 2024 at Website https://hlpf.un.org/sites/default/files/vnrs/2022/VNR%202022%20Sudan%20Report.pdf
Rodney Ogawa, Ed Collom. (1998). Educational Indicators: What Are They? How Can Schools and School Districts Use Them? California Educational Research Cooperative (CERC). Retrieved on 20 March 2024 at Web Site https://www.researchgate.net/publication/234714989_Educational_Indicators_
Rumberger. Russell., & Ah Lim. Sun. (2008). *Why Students Drop Out of School: A Review of 25 Years of Research. Policy Brief* 15. Retrieved on 8 July at Website https://www.hws.edu/offices/geneva-2030/pdf/school_dropouts.pdf
Sachs, J.D., Lafortune, G., & Fuller, G. (2024). The SDGs and The UN Summit of The Future. Sustainable Development Report 2024. Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press. Retrieved on 23 Aug 2024 at Website https://s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2024/sustainable-development-report-2024.pdf.
Scheerens, J., Hendriks, M., & Luyten, H. (2014). School size effects: review and conceptual analysis. In *H. Luyten, M. Hendriks, & J. Scheerens (Eds.), School size effects revisited: a qualitative and quantitative review of the research evidence in primary and secondary education* (pp. 7-40). (SpringerBriefs in education). Springer. Retrieved on 14 Aug 2025 at Web Site https://research.utwente.nl/en/publications/school-size-effects-review-and-conceptual-analysis.
Seith, Emma. (2025). *How does teachers' contact time vary around the world - and why does it matter?* TES Magazine. Retrieved on 15 June at Website https://www.tes.com/magazine/analysis/general/teacher-workload-how-teaching-time-varies-around-the-world
The Statistics Division of the United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNSD). (2022). *The Sustainable Development Goals: Extended Report 2022*. Retrieved on 21 May 2025 at Web Site https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/extended-report/Extended-Report_Goal-4.pdf.
Times Higher Education. (2023). *World University Rankings 2024 methodology*. Times Higher Education (THE). Available at https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings/world-university-rankings-2024-methodology.
Times Higher education. (2024). *Regional university rankings*. Retrieved on 5 Aug at Website https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings/2024/arab-university-rankings
UN. Department of Economic and Social Affairs. (2024). *Statistical Yearbook 2024, 67 issues*. Retrieved on 4 April 2025 at Website https://desapublications.un.org/file/20893/download
UNDP. (1990, March 5-9). World Declaration on Education for All and Framework for Action to Meet Basic Learning Needs. *World Conference on Education for All.* Jamtien. Available at: https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000127583. Retrieved on 25 February 2024.
UNDP. (2024). *Human Development Report 2023/2024: Breaking the gridlock*. Retrieved on 23rd of May 2024 on Web Site https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2023-24
UNESCO. (1998). *Wasted Opportunities: When Schools Fail. Repetition and Drop-out in Primary Schools. Education for All: Status and Trends*. Retrieved on 8 July at Website https://files.eric.ed.gov/fulltext/ED425116.pdf

UNESCO. (2003). Report on Ministerial Round Table on the Quality of Education. General Conference. 32nd Session of the General Conference. October, 2-3. Available at: https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000134972. Retrieved on 21 June 2023.
UNESCO. (2004). *Education for all: the quality imperative; EFA global monitoring report 2005; Résumé*. Paris: UNESCO. https://www.right-to-education.org/
UNESCO (2019). SDG 4 Data Digest How to Produce and Use the Global and Thematic Education Indicators. Available at: https://uis.unesco.org/en/document/sdg-4-data-digest-2019-how-produce-and-use-global-and-thematic-education-indicators. 17 February 2024
UNESCO. (2020). *World Teachers' Day 2020 Fact Sheet*. Retrieved on 2 February 2024 at Website https://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/world_teachers_day_fact_sheet_2020.pdf
UNESCO. (2022a). *Progress of SDG4 in the Arab Region A Summary Review*. Retrieved on 25 May 2024 at Website https://www.sdg4progress.org/ar/
UNESCO. (2022b). UNESCO Higher Education Global Data Report: *Working document. 3rd UNESCO World Higher Education Conference. May 18-20, 2022*. Retrieved on 7 Aug 2025 at Website https://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/UNESCO_Higher%20Education%20Global%20Data%20Report_Working%20document_May2022_EN_0.pdf
UNESCO. (2023*). Progress of SDG4 in the Arab Region A Summary Review*. Retrieved on 25 May 2024 at Website https://www.sdg4progress.org/ar/
UNESCO & Federal Government of Somali. (2022). Education Sector Analysis. Retrieved on 6 September 2024 at Website https://moe.gov.so/wp-content/uploads/2022/07/Somalia-Education-Sector-Analysis-Jan-2022-1.pdf
UNESCO Institute of Statistics (UIS). (2021a). Guidelines for Data Collection to Measure SDG 4.7.4 and 4.7.5 (June 2021). Retrieved on: 4 February 2024 at Web Site https://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/guidelines_sdg_474_475_final_v3.pdf
UNESCO Institute of Statistics (UIS). (2021b). *National SDG 4 benchmarks: Fulfilling our neglected commitment*. Retrieved on 10 March 2024 at Website https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380396_ara.
UNESCO Institute of Statistics (UIS). (2022) *Background Information on Education Statistics in the UIS Database.* Available at: https://uis.unesco.org/sites/default/files/bgdocs/background-information-education-statistics-uis-database-en.pdf . Retrieved on: 12 February 2024.
UNESCO Institute of Statistics (UIS). (2023). SDG Country Profile. Retrieved on 8th April 2024 on website https://www.bing.com/search?q=sdg+4+country+profile&FORM=R5FD.
UNESCO Institute for Statistics (UIS). (2024a). *SDG Country Profiles*. Retrieved on 15 May 2025 at Website https://tcg.uis.unesco.org/country-profile-new/
UNESCO Institute of Statistics (UIS). (2024b). *SDG 4 Scorecard: Progress report on national benchmarks*. Retrieved on 18 March 2025 at Website https://inee.org/sites/default/files/resources/382076eng.pdf
United Nation Human settlement program (UN. Habitat). (2018). *Migration and inclusive cities: A guide for Arab city leaders*. Retrieved on 23rd May 2024 on website https://unhabitat.org/migration-and-inclusive-cities-a-guide-for-arab-city-leaders
UNICEF. (2023). *Note Budgetaire Education*. Retrieved on 29 Sep 2024 at Website https://www.unicef.org/mauritania/media/4346/file/UNICEF%20Education%20budget%20brief.pdf
.
World Bank. (2021). *A Virtual Assessment of the Pre-tertiary Education System of Comoros.* Retrieved on 26 Sep at Website http://documents1.worldbank.org/curated/en/099625012152115623/pdf/P17443203a278e060b1b607154998bf331.pdf
World Bank. (2022). *Research and Development Expenditure (% of GDP).* Retrieved on 2 Aug at Website https://data.worldbank.org/indicator/GB.XPD.RSDV.GD.ZS
World Bank. (2025a). *World Development Indicators: Sudan*. Retrieved on 3 September 2024 at Website https://api.worldbank.org/v2/en/country/SDN?downloadformat=excel

World Bank. (2025b). *Databank: Metadata Glossary*. Retrieved on 11 July 2025 at Website https://databank.worldbank.org/metadataglossary/all/series
World Bank, UNESCO, UNECIEF, FCDO & USAID. (2021). *The State of Global Learning Poverty*. Retrieved on 13 Nov 2022 at website https://www.unicef.org/media/122921/file/StateofLearningPoverty2022.pdf.

Annexes



Annexe 3-1
Centre régional de l'UNESCO pour la qualité et l'excellence

Formulaire de collecte de données sur l'éducation publique

Les informations et données fournies dans ce formulaire et dans tout document joint à celui-ci seront utilisées uniquement aux fins du rapport périodique sur la qualité de l'éducation dans les pays arabes.

	Pays
Nom du ministère chargé de l'éducation	
Site officiel	
La fonction de la personne qui rencontre les données	
Adresse e-mail	
Accréditation des données mises à jour	
Date de collecte des données	

Ce formulaire se compose de deux parties
a. Partie I : Système éducatif et politiques éducatives pour mener les processus d'enseignement et d'apprentissage Nombre de questions 16
b. Partie II : Statistiques, données et indicateurs éducatifs pour l'éducation générale
Nombre de questions 8

Chaque question donne lieu à une série de questions secondaires portant sur des données fondamentales relatives à l'éducation dans le pays .Il est demandé de répondre à toutes les questions du questionnaire .
L'équipe de recherche souhaite également obtenir des rapports ou des études de recherche sur les résultats scolaires aux différents niveaux, comprenant une évaluation des résultats des élèves, de leurs connaissances et des compétences acquises à la fin de chaque cycle scolaire, en particulier dans les domaines de la lecture, de l'écriture, des mathématiques, des sciences et des technologies.

Premièrement : Système éducatif et politiques éducatives pour la gestion des processus d'enseignement et d'apprentissage

1 - y a-t-il une loi sur l'éducation obligatoire dans votre pays ? Oui Non.

Si vous répondez (oui), veuillez répondre aux questions suivantes :

a. Veuillez indiquer le numéro de la loi pour cette obligation et la date de son émission : ----------

b. Quel est l'âge spécifique/prescrit pour la scolarité obligatoire tel que stipulé par la loi mentionnée ci-dessus (fournir la réponse appropriée)?

De l'âge :----------

Jusqu'à l'âge :----------

1-2 : Échelle éducative : Indiquez le nombre d'années scolaires selon l'échelle éducative officielle de votre pays.

Cycle	**Nombre d'années scolaires**	**L'âge officiel des étudiants**	
Éducation préscolaire (maternelle)		De :	À :
Enseignement primaire de base (niveaux inférieurs)		De :	À :
Enseignement primaire de base (classes supérieures)		De :	À :
Intermédiaire (secondaire inférieur)		De :	À :
Enseignement secondaire		De :	À :

1-3 : Éducation gratuite : Indiquez les niveaux d'enseignement qui sont gratuits selon les réglementations ou législations relatives à l'éducation dans le pays. Vous pouvez sélectionner plusieurs réponses (cochez la case correspondante).

- ☐ Maternelle (avant l'âge de la scolarité obligatoire).
- ☐ Stade primaire.
- ☐ Moyen (secondaire inférieur).
- ☐ Niveau secondaire.

1 - 4 Temps scolaire : Indiquez dans le tableau suivant les données relatives à la durée des études pendant l'année scolaire et pendant la journée scolaire à chaque cycle des cycles suivants (après déduction des congés hebdomadaires et officiels)

	Les données requises	Enseignement primaire		Enseignement préparatoire	Enseignement secondaire
		Classes inférieures	Classes supérieures		
Année scolaire	A. Date de début de l'année scolaire				
	B. Date de fin de l'année scolaire				
	C. Nombre réel de jours d'école par an				
Journée scolaire	D. Nombre d'heures par jour d'école				
	E. Nombre de cours par jour d'école				
	F. Une seule fois en minutes				

1-5 : Plans d'étude : Indiquez dans le tableau suivant le nombre d'heures hebdomadaires consacrées à chacune des matières suivantes suivies par l'élève dans l'enseignement primaire et secondaire :

Matériel éducatif	Enseignement primaire		Niveau d'enseignement intermédiaire
	Classes inférieures	Classes supérieures	
Éducation religieuse et morale			
Langue arabe			
La langue anglaise			
Mathématiques			
Science			
Technologie et Technologies de l'information			
Matériel social			
Éducation sportive			
Art et musique			
Éducation citoyenne			
Autres : lesquels ?			

1-6 : Plans d'étude : Indiquez dans le tableau suivant le nombre d'heures hebdomadaires consacrées à chacune des matières scientifiques suivantes suivies par l'élève dans l'enseignement secondaire (selon les filières ou les sections).

Matériel éducatif	Enseignement secondaire technique et professionnel	Enseignement secondaire - spécialisation commerciale	Enseignement secondaire - spécialisation scientifique	Enseignement secondaire - spécialisation littéraire	Autres spécialisations
Éducation religieuse et morale					
Langue arabe					
Études Littéraires et Psychologie					
Matériel social					
La langue anglaise					
Mathématiques					
Physique, chimie et biologie					
Technologie et Technologies de l'information					
Matières industrielles et techniques spécialisées (mécanique, électricité, menuiserie, maintenance)					
Éducation sportive					
Art et musique					
Matières optionnelles					

1-7 : Activités parascolaires :

Il s'agit du temps consacré aux élèves en dehors des cours habituels, pendant ou après les heures de classe. Les activités extrascolaires visent à développer les compétences cognitives et émotionnelles des élèves. Elles comprennent des activités de recherche et d'information dans les centres de ressources pédagogiques, les laboratoires scientifiques et d'autres lieux, telles que des visites sur le terrain, la participation à des clubs, l'apprentissage autonome ou des activités bénévoles, etc.

Indiquez ci-dessous le nombre d'heures consacrées aux activités extrascolaires (en pourcentage du nombre total d'heures hebdomadaires).

Cycle	Niveau	Activités parascolaires		Activités parascolaires
		Heures hebdomadaires	% du total des actions	
Enseignement primaire	1ère primaire			
	2ème primaire			
	3ème primaire			
	4ème primaire			
	5ème primaire			
	6ème primaire			
Enseignement préparatoire	1ère			
	2ème			
	3ème			
Enseignement secondaire	Premier			
	Deuxième			
	Troisième			

1.8 Services et soutien : Dans le tableau suivant, indiquez les services gratuits fournis aux élèves ou à certains groupes (veuillez indiquer la catégorie dans ce cas).

	Classes inférieures de l'enseignement primaire	Classes supérieures de l'enseignement primaire	Niveau d'enseignement intermédiaire	Enseignement secondaire général
Manuels				
Transport de la maison à l'école et vice versa				
Uniformes				
Ordinateur (Tablette)				
Papeterie scolaire (sacs + cahiers, stylos, etc.)				
Repas				
Autre (souvenez-vous)				

1-9 : Le système d'examens et d'évaluation des apprenants à la fin de chaque cycle éducatif :

Habituellement, les programmes d'évaluation et les examens à la fin de chaque cycle éducatif dans plusieurs domaines, dont les plus importants sont :

A. Passage au cycle éducatif suivant.
B. Prise de décision concernant l'obtention du diplôme et l'octroi du certificat officiel.
C. Contrôle et assurance de la qualité des résultats éducatifs.
D. Participation aux examens internationaux.
E. Autres fonctions (telles que les études évaluatives, le diagnostic et le traitement, etc.)

Indiquez dans le tableau suivant lesquelles des fonctions mentionnées ci-dessus sont associées aux examens suivants, si elles sont appliquées dans le système éducatif de votre pays.

	Examen scolaire (l'administration scolaire est responsable de la rédaction des questions d'examen et de la mise en œuvre de toutes les procédures relatives à l'examen et à la correction)	Examen centralisé (le ministère est chargé de rédiger les questions d'examen, de superviser le déroulement des épreuves et de corriger les copies)	Examen externe (organisme externe indépendant chargé de préparer les questions d'examen, de les appliquer et de les corriger en coordination avec le ministère)
Fin des classes inférieures de l'enseignement primaire.			
Fin des classes supérieures de l'enseignement primaire.			
Fin de l'enseignement intermédiaire (secondaire inférieur).			
Fin de l'enseignement secondaire.			

1-10 : Nomination des enseignants : mentionnez ci-dessous les principales conditions requises pour la nomination des enseignants dans les écoles publiques.

	Enseignement primaire	Enseignement intermédiaire	Enseignement secondaire
Diplôme académique			
Spécialisation scientifique			
Certificat d'enseignement			
Certificat de licence d'enseignant			
Test écrit			
Interview			
Autres exigences : lesquelles ?			

1-11 : Échelle de carrière des enseignants : indiquez le nombre de grades ou de niveaux que l'enseignant peut atteindre dans l'échelle hiérarchique de l'enseignement, avec les intitulés des postes et le nombre maximal d'années pour accéder au deuxième grade :

Niveaux fonctionnels du plus bas au plus élevé	Intitulé de poste du rang	Salaire annuel		Nombre d'années pour atteindre la **2**ème place	Exigences de mise à niveau			
		Min	Max		Expérience de plusieurs années au niveau précédent	Dévelop-pement profession-nel (formation)	Tests	Autre (mentionné brièvement)
1ère								
2ème								
3ème								
4ème								
5ème								

1-12 : Quota d'enseignants des classes par semaine (moyenne réelle des heures d'enseignement par semaine). Dans le tableau suivant, indiquez le nombre d'heures d'enseignement que l'enseignant doit consacrer à l'éducation (quorum).

Cycle	Nombre de quotas	Observations éventuelles
Enseignement primaire (cycles inférieurs)		
Enseignement primaire (cycles supérieurs)		
Enseignement intermédiaire (premier cycle du secondaire)		
Enseignement secondaire		
Si le quorum varie en fonction des matières enseignées par l'enseignant, veuillez l'indiquer dans la zone de commentaires.		

1-13 : Développement professionnel de l'enseignant : Citez les principaux programmes de développement professionnel disponibles. :

	Mettez un marqueur de col si disponible	Notes, le cas échéant
Programmes d'études de troisième cycle		
Programmes de formation intermédiaire (deux à six mois)		
Programmes de formation courts (une à 4 semaines)		
Programmes d'échange d'expérience avec des collègues professionnels		
Mettre en œuvre des préoccupations éducatives et scientifiques pour les collègues de la profession		
Assister à des conférences et séminaires (en ligne)		
Études et recherches		
Autre : Souvenez-vous		

1-14 : Système d'assurance qualité de l'éducation : Énumérez ci-dessous les méthodes et les outils utilisés par le système éducatif pour contrôler et superviser la qualité de l'enseignement.

Le corps contrôlé Type de contrôle ou de supervision	École	Directeur de l'école	Enseignants	Personnel	Observations
Système périodique de supervision et de suivi					
Système central d'évaluation (Ministère)					
Une évaluation externe indépendante					
Autre (souvenez-vous)					

1.15 s'il y a un ou des organisme (s) responsable(s) de l'évaluation de la qualité dans les écoles, veuillez fournir les précisions suivantes :

Question	Réponse			
Nom de l'entité responsable				
Secteur d'affiliation	Organisme gouvernemental indépendant	Sous la tutelle du ministère de l'Éducation	Secteur privé	Other
Institutions soumises à une évaluation de la qualité	Écoles publiques	Écoles privées	Universités et collèges	
Fréquence d'évaluation d'une seule organisation	Annuellement	Tous les deux ans	Tous les trois ans	Other
Documents publiés sur le site web de l'entité concernée	Vision et mission	Critères d'évaluation	Plan d'évaluation annuel pour les établissements d'enseignement	Preuve indicative
	Résultats de l'évaluation	Suivi et plan de développement		
Évaluation des élèves Évaluer les élèves dans les matières concernées (rappel : ----------	Évaluation des élèves Évaluer les élèves dans les matières concernées (rappel : ----------			

1-16 : Participation familiale et communautaire : Énumérez ci-dessous les principales méthodes et mécanismes qui traduisent la relation entre l'école et la famille, en expliquant brièvement chacune d'entre elles.

Méthodes	Mécanismes
Conseil des parents	
Journée portes ouvertes	
Communication ouverte entre l'enseignant et la famille via des applications mobiles (mobile)	
Faire du bénévolat pour participer et organiser des activités et des programmes	
Autre (lesquels)	

Deuxièmement : Statistiques, données et indicateurs éducatifs :

2. Données statistiques sur l'éducation :

Le tableau suivant présente le nombre total d'élèves, d'enseignants et d'établissements scolaires pour l'année scolaire 2023/2024 (secteurs public et privé) :

Cycle	Sexe	Secteur public			Secteur privé		
		Nombre d'élèves	**Nombre d'enseignants**	**Nombre d'écoles**	**Nombre d'élèves**	**Nombre d'enseignants**	**Nombre d'écoles**
Enseignement primaire (cycles inférieurs)	Masculin						
	Féminin						
Enseignement primaire (cycles supérieurs)	Masculin						
	Féminin						
Enseignement intermédiaire	Masculin						
	Féminin						

Cycle	Sexe	Secteur public			Secteur privé		
		Nombre d'élèves	**Nombre d'enseignants**	**Nombre d'écoles**	**Nombre d'élèves**	**Nombre d'enseignants**	**Nombre d'écoles**
(premier cycle du secondaire)							
Enseignement secondaire	Masculin						
	Féminin						

2-2 : Données statistiques sur l'éducation :

Si le système scolaire de votre pays fonctionne depuis plus d'une période scolaire, le tableau suivant présente le nombre total d'élèves par période de fréquentation scolaire pour 2023/2024.

Cycle	Sexe	1ère période		2ème période		3ème période	
		De l'heure	À l'heure	De l'heure	À l'heure	De l'heure	À l'heure
Enseignement primaire (cycles inférieurs)	Masculin						
	Féminin						
Enseignement primaire (cycles supérieurs)	Masculin						
	Féminin						
Enseignement intermédiaire (premier cycle du secondaire)	Masculin						
	Féminin						
Enseignement secondaire	Masculin						
	Féminin						

2-3 : Données statistiques sur l'éducation pour les personnes ayant des besoins spéciaux (y compris les sourds, les muets, les aveugles, les apprenants lents, etc.) :

Le tableau suivant montre le nombre total d'étudiants ayant des besoins spéciaux pour l'année académique en cours 2023/2024 (gouvernement et secteur privé) :

Cycle	Sexe	Secteur public		Secteur privé	
		Cours spéciaux séparés	Cours intégrés	Cours spéciaux séparés	Cours intégrés
Enseignement primaire (cycles inférieurs)	Masculin				
	Féminin				
Enseignement primaire (cycles supérieurs)	Masculin				
	Féminin				
Enseignement intermédiaire (premier cycle du secondaire)	Masculin				
	Féminin				
Enseignement secondaire	Masculin				
	Féminin				

2-4 : Enseignants :

A: Je mentionnerai ci-dessous les données relatives aux enseignants de l'enseignement public et privé en fonction du niveau de qualification.

Cycle	Qualification scientifique spécialisée	Secteur public			Secteur privé		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Enseignement primaire (cycles inférieurs)	Moins qu'un 1er diplôme universitaire						
	Premier diplôme universitaire ou supérieur						
Enseignement primaire (cycles supérieurs)	Moins qu'un premier diplôme universitaire						
	Premier diplôme universitaire ou supérieur						
Enseignement intermédiaire (premier cycle du secondaire)	Moins qu'un premier diplôme universitaire						
	Premier diplôme universitaire ou supérieur						
Enseignement secondaire	Moins qu'un premier diplôme universitaire						
	Premier diplôme universitaire ou supérieur						

2.4.b : Enseignants et enseignantes. Voici les données relatives aux enseignants et enseignantes dans l'enseignement public et privé, selon le niveau de formation ou les qualifications pédagogiques

Cycle	Diplôme	Secteur public			Secteur privé		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Enseignement primaire (cycles inférieurs)	Sans formation ni diplôme						
	Avec formation ou diplôme						
Enseignement primaire (cycles supérieurs)	Sans formation ni diplôme						
	Avec formation ou diplôme						
Enseignement intermédiaire (premier cycle du secondaire)	Sans formation ni diplôme						
	Avec formation ou diplôme						
Enseignement secondaire	Sans formation ni diplôme						
	Avec formation ou diplôme						

2.4.c: Enseignants et les enseignantes. Voici les données relatives aux enseignants et enseignantes dans l'enseignement public et privé, en fonction de leurs années d'expérience dans l'enseignement..

Cycle	Années d'expérience	Secteur public			Secteur privé		
		Masculin	**Féminin**	**Total**	**Masculin**	**Féminin**	**Total**
Enseignement primaire (cycles inférieurs)	Nouveau						
	Moins 10 ans						
	Plus 10 ans						

Cycle	Années d'expérience	Secteur public			Secteur privé		
		Masculin	**Féminin**	**Total**	**Masculin**	**Féminin**	**Total**
Enseignement primaire (cycles supérieurs)	Nouveau						
	Moins 10 ans						
	Plus 10 ans						
Enseignement intermédiaire (1er cycle du secondaire)	Nouveau						
	Moins 10 ans						
	Plus 10 ans						
Enseignement secondaire	Nouveau						
	Moins 10 ans						
	Plus 10 ans						

2-5: Dépenses consacrées à l'éducation :

A : Le tableau suivant présente les données relatives aux dépenses publiques en matière d'éducation :

	2021	2022	2023
Dépenses réelles totales consacrées à l'éducation (en dollars américains internationaux)			
La part des dépenses d'éducation dans les dépenses publiques.			
Dépenses d'éducation en pourcentage du PIB.			

B : Vous trouverez ci-dessous les données relatives aux dépenses publiques d'éducation par type de dépense :

	2021	2022	2023
Dépenses liées à la main-d'œuvre			
Services (électricité, transport, entretien, etc.)			
Dépenses de consommation telles que les matériaux, les livres, les fournitures de bureau, etc.			
Dépenses d'investissement telles que le mobilier, l'équipement, les voitures, etc.			
Subventions et aides financières			
Projets de construction			

C: Vous trouverez ci-dessous les données actuelles relatives aux dépenses publiques consacrées à l'éducation, par niveau d'enseignement.:

	2021	2022	2023
Dépenses d'enseignement primaire			
Dépenses d'enseignement intermédiaire			
Dépenses d'enseignement secondaire			
Dépenses pour d'autres types d'enseignement (rappel)			

2-6 Indicateurs relatifs à la scolarisation :

Les principaux indicateurs relatifs à la scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire de base sont les suivants.

Taux	Méthode de calcul	Masculin	Féminin	Total
Taux de scolarisation dans le préscolaire (une année de préscolaire)	Exprimé en pourcentage de la population dans la tranche d'âge officielle du groupe concerné par sexe = nombre de personnes enregistrées/population dans la tranche d'âge correspondante			

Taux	Méthode de calcul	Masculin	Féminin	Total
Taux de scolarisation dans le primaire :	Nouvelles inscriptions en première année du primaire/population du même âge (par sexe).			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement primaire :	Le nombre total d'inscriptions au niveau d'enseignement, tous âges confondus, est égal, exprimé en pourcentage de la population officielle qualifiée en âge scolaire correspondant au même niveau d'enseignement au cours d'une année scolaire donnée.			
Taux brut de scolarisation des élèves dans l'enseignement secondaire :				
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire :	La proportion d'enfants scolarisés dans le public en âge d'aller à l'école primaire qui sont effectivement inscrits dans le primaire correspond au nombre total d'enfants scolarisés dans le primaire pour le même groupe d'âge, exprimé en pourcentage.			

2-7: Indicateurs d'efficacité interne :

Voici les principaux indicateurs de réussite et d'abandon dans l'enseignement primaire et intermédiaire de base

Taux	Méthode de calcul	Masculin	Féminin	Total
Taux d'achèvement du cycle primaire (taux brut de scolarisation dans la dernière année du cycle primaire) :	Égal au nombre de nouveaux entrants (inscrits moins les démissions) dans la dernière année de l'enseignement primaire, quel que soit leur âge, divisé par la population en âge d'être inscrite en dernière année.			
Taux (pourcentage) d'élèves atteignant la cinquième année du cycle primaire dans la cohorte totale des nouveaux élèves du primaire)	Égal au nombre d'élèves atteignant la cinquième année, exprimé en pourcentage des élèves inscrits en première année du primaire.			
Taux d'abandon/de décrochage dans l'enseignement primaire	Égal à la proportion d'élèves qui abandonnent leurs études parmi un groupe inscrit dans une classe donnée au cours d'une année scolaire donnée.			
Taux d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire inférieur (moyenne)				
Taux d'abandon scolaire dans l'enseignement secondaire				
Taux de réussite aux examens centraux finaux à la fin du cycle	Égal au nombre d'examens centraux finaux réussis à la fin			

Taux	Méthode de calcul	Masculin	Féminin	Total
inférieur de l'enseignement primaire	d'un cours donné, divisé par le nombre de candidats (qui ont passé l'examen).			
Taux de réussite aux examens centraux finaux à la fin du cycle supérieur de l'enseignement primaire				
Taux de réussite aux examens centraux finaux à la fin de l'enseignement intermédiaire				

2-8: Indicateurs de l'environnement d'enseignement et d'apprentissage :
Voici les indicateurs les plus importants de l'environnement d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles.

Taux	Masculin	Féminin	Total
Part des élèves du primaire par enseignant			
Part des élèves du collège par enseignant			
Part des élèves du secondaire par enseignant			
Pourcentage d'enseignants possédant des qualifications pédagogiques dans le primaire			
Pourcentage d'enseignants possédant des qualifications pédagogiques parmi l'ensemble des enseignants du secondaire			
Pourcentage d'enseignants ayant des qualifications pédagogiques parmi l'ensemble des enseignants du niveau secondaire			
Densité des classes au niveau primaire			
Densité des classes au niveau intermédiaire			
Densité des classes au niveau secondaire			
Proportion d'écoles utilisant les technologies modernes de l'Internet et les moyens de communication électroniques			
Pourcentage d'écoles disposant de bibliothèques de ressources pédagogiques			
Proportion d'écoles disposant de laboratoires scientifiques et de laboratoires			

Le formulaire est terminé.

Merci pour votre réponse.

Annexe 3-2

Centre régional de l'UNESCO pour la qualité et l'excellence dans l'éducation

Formulaire de données sur l'enseignement universitaire

Les informations et données fournies dans ce formulaire et dans les documents joints ne seront utilisées qu'aux fins du rapport périodique sur la qualité de l'éducation dans les États arabes.

	État :
Nom du ministère chargé de l'éducation	
Site officiel	
La fonction de la personne qui rencontre les données	
Adresse e-mail	
Accréditation des données mises à jour	
Date de collecte des données	

Ce formulaire comprend 12 questions sur l'enseignement universitaire dans le pays et est suivi d'un tableau. Veuillez remplir les sous-données de base requises dans chaque question. Toutes les questions du formulaire doivent être remplies .
Tout document universitaire lié aux questions contenues dans le formulaire peut également être joint .
Les données requises dans ce formulaire concernent les universités et les collèges universitaires des secteurs public et privé. Cela n'inclut pas les instituts ou les centres de formation postsecondaire (professionnels et non professionnels) qui ne sont pas affiliés à des universités.

1. Les noms des universités et les données statistiques pour chaque université sont répertoriés ci-dessous.

	Nom de l'université	Type de secteur	Nombre d'établissements (spécialisations)	Nombre de membres du corps enseignant		Nombre d'étudiants	
				Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Type de secteur : Cela comprend le secteur public, le secteur privé, les succursales d'une université étrangère ou arabe, ainsi que les partenariats avec une université étrangère

2: Voici les données statistiques sur les membres du corps enseignant dans les universités, classés par grade universitaire.

	Nom de l'université	Préparé Enseignant	Préparé Enseignant	Professeur adjoint	Professeur	Professeur expérimenté
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

3: Le nombre et les noms des centres de recherche scientifique dans les universités sont les suivants :

	Nom du centre de recherche	Université	Spécialisation de recherche du Centre	Le budget alloué au Centre représente % du budget de l'université.	Date de création
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

4 : Nombre d'étudiants inscrits dans les universités par programmes académiques au cours de l'année académique 2023/2024 :

	Nom de l'université	Premier niveau universitaire	Études de troisième cycle				L'université propose-t-elle des programmes d'enseignement à distance ? Le nombre d'étudiants qui ont bénéficié de ces programmes au cours de l'année écoulée 2023
			Diplôme supérieur	Master	Doctorat	Autres	
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

5 : Nombre d'étudiants inscrits dans les universités (niveau licence) par discipline au cours de l'année académique 2023/2024 :

	Domaine d'études	Domaines de spécialisation	Masculin	Féminin	Nombre d'universités proposant ces disciplines
1	Affaires et gestion	Marketing - Comptabilité - Gestion - Ressources Humaines			
2	Éducation, enseignement et formation	Enseignement - Éducation des enfants - Psychologie			
3	Études sociales et d'information	Politique - Sciences sociales - Cinéma - Journalisme - Relations internationales - Études environnementales			
4	Agriculture et médecine vétérinaire	Gestion de ferme - Médecine vétérinaire - Horticulture -			

	Domaine d'études	Domaines de spécialisation	Masculin	Féminin	Nombre d'universités proposant ces disciplines
5	Santé et médecine	Médecine générale - Dentisterie - Soins infirmiers - Pharmacie - Nutrition et Veille sanitaire			
6	Sciences humaines et littérature	Langues - Littérature - Culture - Philosophie - Histoire - Études religieuses ...			
7	Sciences appliquées	Environnement - Biologie - Sciences de la Terre - Géographie - Physique - Mathématiques - Chimie - Astronomie			
8	La loi	Droit public - Droit civil - Droit international			
9	Ingénierie	Civil - Électronique - Mécanique - architectural - Chimique - Aviation - Technologie - véhicules ...			
10	Informatique et technologies de l'information	Technologie de l'information - Multimédia - Programmation - Informatique ...			
11	Beaux-arts et arts appliqués.	Photographie - Sculpture - Musique - Graphisme - Cinéma et TV - décor ...			

6 : Nombre de diplômés universitaires selon les programmes éducatifs pour l'année académique (2022/2023)

	Nom de l'université	Le premier niveau universitaire	Études de troisième cycle			Autres
			Diplôme supérieur	Master	Doctorat	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

7 : Nombre d'étudiants ayant quitté l'université avant l'obtention de leur diplôme, par programme académique, pour l'année universitaire 2023/2024:

	Nom de l'université	Le premier niveau universitaire	Études de troisième cycle			Autres
			Diplôme supérieur	Master	Doctorat	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						

8 : Recherche scientifique dans les universités : veuillez fournir les données relatives à la recherche scientifique au cours des deux dernières années, 2022 et 2023. (On entend par recherche scientifique toute activité scientifique dont le but est d'accéder à des faits, de découvrir des lois ou d'appliquer des connaissances scientifiques afin d'acquérir de nouvelles connaissances ou de résoudre un problème).

	Nom de l'université	Nombre de recherches scientifiques en 2022			Nombre de recherches scientifiques en 2023		
		Application/ Expérimental	Théorie/ Description	Autres	Application/ Expérimental	Théorie/ Description	Autres
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							

9 : Revues scientifiques et revues éditées par des universités ou collèges affiliés :

Nombre	Arbitrage	Le numéro de classification internationale	Langues de publication	Nombre de publications par an	Université/ Collège	Titre du périodique	Site web
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							

10 La proportion des dépenses publiques et des subventions accordées aux universités au cours des trois dernières années :

Type de dépense	Déclaration	2021	2022	2023
Dépenses publiques pour l'enseignement universitaire	Dépenses réelles totales (en dollars É.-U. internationaux)			
	Pourcentage des dépenses publiques			
	Pourcentage des dépenses par rapport au PIB			
Soutien aux universités	Soutien financier du gouvernement			
	Le pourcentage de soutien financier provenant des dépenses publiques			
Recherche scientifique	Dépenses de recherche scientifique			
	Pourcentage des dépenses publiques totales			
	Pourcentage des dépenses par rapport au PIB			

11 : Ressources de l'enseignement universitaire : indiquez ci-dessous le pourcentage (%) de contribution de chacun des éléments suivants aux ressources de l'université pour la gestion de ses activités et de ses programmes par rapport au total des ressources allouées.

Num.	Activités commerciales	Subventions ou aides	Partenariats	Programmes de recherche	Frais de scolarité	Financement du gouvernement	Université	Autres
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								

12 : Standing scientifique : La caractéristique la plus importante de chaque université dans l'un des domaines énumérés ci-dessous

Num.	Classification internationale	Prix régionaux ou internationaux	Admission des diplômés sur le marché du travail	Classification locale	Brevets d'invention	Programmes de recherche avec des partenaires internationaux	Admission et inscription des étudiants de différents pays du monde	Université	Autres
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

Le formulaire est terminé
Merci pour la coopération et la réponse

Annexe 3-3

Nombre d'enseignants dans les pays arabes dans l'éducation formelle par sexe et par éducation[40]

	Nombre d'enseignants par sexe			Nombre d'enseignants par niveau d'enseignement				Nombre d'enseignants par niveau d'enseignement
États arabes	Masculin	Féminin	Total	Primaire	Préparatoire	Secondaire	Total	
Émirats arabes unis	12,546	26,593	39,139	12,496	11,446	15,197	39,139	
Bahreïn	5,671	12,183	17,854	8,963	4,286	4,605	17,854	
Qatar	8,982	18,236	27,218	14,905	6,103	6,210	27,218	
Arabie saoudite	222,227	256,167	478,394				478,394	
Koweït	26,903	70,972	97,875	35,594	28,541	20,775	84,910	
Oman	20,610	49,924	70,534	39,650	15,868	5,677	61,195	
Libye	19,426	199,139	218,565	122,156	62,171	34,238	218,565	
Algérie	146,781	449,306	596,087	267,693	198,356	130,038	596,087	
Jordanie	44,904	94,363	139,267	64,592	47,355	27,320	139,267	
Tunisie	59,853	110,476	170,329	83,281	Avec secondaire	87,048	170,329	
Égypte	436,546	581,411	1,017,957	485,470	275,228	257,259	1,017,957	
Liban	16,729	73,867	90,596				90,596	
Palestine	27,951	47,834	75,785	38,627	19,634	17,524	75,785	
Maroc	165,766	191,306	357,072	189,855	90,720	76,497	357,072	
Irak	175,760	290,869	466,629	292,824		173,805	466,629	
Comores	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	G.M.	
Syrie	42,149	217,608	259,757	Avec préparatoire	185,439	74,318	259,757	
Mauritanie			23,385	16,522	Avec secondaire	6,863	23,385	
Soudan	N.A	N.A	N.A	N.A	N.A	N.A	N.A	
Djibouti	4,281	2,012	6,293	2,739	1,849	1,705	6,293	
Yémen	58,720	42,314	101,034	83,175		17,859	101,034	
Somalie	18,368	2,352	20,720	13,917		6,803	20,720	

[40] - Sources des données : formulaires d'état pour l'éducation publique dans l'étude de recherche sur l'état de la qualité dans l'éducation, en plus des rapports publiés sur les sites web des ministères concernés avec les pays arabes ou dans les rapports des organismes internationaux tels que l'UNESCO, la Banque mondiale, l'UNICEF et d'autres.

Annexe 3 - 4 (a)

Nombre d'écoles dans les pays arabes par cycle

Numéro	État	Primaire	Préparatoire	Secondaire	Total
1	Émirats arabes unis	3,350	1,677	1,411	6,438
2	Bahreïn	205	118	89	412
3	Qatar	325	218	200	743
4	Arabie saoudite	13,648	7,986	9,330	30,964
5	Koweït	446	391	296	1,133
6	Oman	..	..	..	1,446
8	Libye	..	..	..	6,611
9	Algérie	21,472	6,449	2,974	30,895
10	Jordanie	8,594	4,122	1,864	14,580
11	Tunisie	5,261	..	2,016	7,277
12	Égypte	23,578	17,268	9,959	50,805
13	Liban	570	1,221	898	2,689
14	Palestine	4,088	1,847	1,271	7,206
15	Maroc	12,367	4,440	2,890	19,697
16	Irak	17,945	Avec secondaire	8,612	26,557
17	Comores	N.A			
18	Syrie	9,559	Avec le primaire	2,252	11,811
19	Mauritanie	4,471	Avec le primaire	1244	5,715
20	Soudan	20,432	Avec le primaire	4,493	24,925
21	Djibouti	224	85	309	357
22	Yémen	5,055	Avec le primaire	1,412	6,467
23	Somalie	2,397	Avec le primaire	1,107	3,504
	Total	153987	45822	52627	260232

Annexe 3 - 4 (b)

Nombre d'écoles dans les pays arabes par secteur

Numéro	État	Public	Privé	Total
1	Émirats arabes unis	1,097	5,341	6,438
2	Bahreïn	238	174	412
3	Qatar	262	481	743
4	Arabie saoudite	27,167	3,797	30,964
5	Koweït	680	453	1,133
6	Oman	986	460	1,446
8	Libye	4,760	1,851	6,611
9	Algérie	29,046	1,849	30,895
10	Jordanie	9,941	4,639	14,580
11	Tunisie	6,047	1,230	7,277
12	Égypte	33,522	17,283	50,805
13	Liban	1180	1,509	2,689
14	Palestine	5,256	1,950	7,206
15	Maroc	12,133	7,564	19,697
16	Irak	23,600	2,957	26,557
17	Comores			

Numéro	État	Public	Privé	Total
18	Syrie	11,074	737	11,811
19	Mauritanie			5,715
20	Soudan			24,925
21	Djibouti	254	113	357
22	Yémen	5,866	601	6,467
23	Somalie			3,504

Annexes au chapitre IV.

Annexe 4-1
Échelle salariale des enseignants dans les pays arabes en trois étapes (salaire minimum, salaire à mi-carrière et salaire en fin de carrière)

	Salaire en monnaie locale			Pourcentage du salaire au début de la carrière		
État	Salaire minimum	Salaire en milieu de carrière	Salaire à la fin de la vie professionnelle	Salaire en milieu de carrière	Salaire à la fin de la vie professionnelle	Différence entre l'augmentation à mi-carrière et à la fin de carrière
Émirats arabes unis	8,595	15,500	20,850	180	243	63
Bahreïn	488	908	1,331	186	273	87
Qatar	5,200	9,950	15,650	191	301	110
Arabie saoudite	62,400	119,400	278,040	191	446	255
Koweït	450	675	948	150	211	61
Oman	640	908	2,466	142	385	243
Libye	1,150	1,750	3,411	152	297	145
Algérie	40,000	70,000	120,000	175	300	125
Jordanie	540	1,160	1,580	215	293	78
Égypte	6,000	7,200	10,200	120	170	50
Palestine	1,700	2,090	2,460	123	145	22
Maroc	71,563	137,234	159,706	192	223	31
Yémen	36858	69700	103900	189	282	93

Source des données pour les pays : États arabes Formulaire de données dans l'éducation publique. La onzième question, sauf :

- Émirats arabes unis : Emplois des Émirats, 2024.
- Oman : Sound of Deira, 2024.
- Libye : Le complexe juridique libyen, 2023.
- Algérie : Ville de Salaire, 2025.
- Égypte : Blackboard, 2025.

Annexe 4-2

Part des dépenses d'éducation à la charge des étudiants dans plusieurs pays arabes, en monnaie locale

État	Primaire	Préparatoire	Secondaire	Pourcentage d'élèves passant de l'école primaire à l'école secondaire
Bahreïn	746	900	1,123.00	1.51
Koweït	2,962.00	3,078.00	2,743.00	0.93
Oman	1,670.00	1,613.00	2,360.00	1.41
Jordanie	712	712	648	0.91
Tunisie	2,070.00	Avec le secondaire	3,388.00	1.64
Palestine	398	Avec le secondaire	1,357.00	3.41
Maroc	1,225.00	1,725.00	2,617.00	2.14

Source : Formes de l'enseignement général dans les États arabes (Partie II : Statistiques et indicateurs - question I : Données statistiques sur l'éducation + question cinq : Dépenses consacrées à l'éducation), à l'exception du Sultanat d'Oman. Il est fait référence à ce qui suit : Ministère de l'Éducation du Sultanat d'Oman, 2024.

Annexe 4-3

Programmes de calendrier national dans un certain nombre de pays arabes.

L'État	**Niveaux**	**Sujets**	**Objectif**	**Organisme chargé de la mise en œuvre**
Émirats arabes unis	Quatrième, sixième, huitième et dixième années	Arabe, anglais, mathématiques et sciences	Suivre le développement des élèves pendant la phase d'enseignement général.	Centre national pour la qualité de l'éducation
Bahreïn	Neuvième et douzième années	Arabe, anglais, mathématiques et sciences	Évaluer les compétences et les connaissances acquises par les élèves conformément au programme national bahreïni.	Autorité chargée de la qualité de l'éducation et de la formation
Arabie saoudite	Troisième année du primaire, sixième et neuvième années	Lecture, mathématiques et sciences	Surveiller le niveau de progression des élèves et leur degré d'atteinte des objectifs d'apprentissage fondamentaux conformément aux normes nationales des programmes d'enseignement.	Autorité chargée de l'évaluation de l'éducation et de la formation
Koweït	Fin de chaque cycle scolaire (cinquième, neuvième et douzième années)	Mathématiques, sciences, arabe et anglais	Mesurer l'efficacité du système éducatif	Centre national pour le développement de l'éducation/Ministère de l'Éducation
Oman	À la fin du premier épisode (quatrième année), septième année et dixième année	Arabe, anglais, mathématiques et sciences	Fournir des informations statistiques et des indicateurs sur la qualité des processus d'enseignement et d'apprentissage	Direction générale de l'évaluation éducative/Ministère de l'Éducation

L'État	Niveaux	Sujets	Objectif	Organisme chargé de la mise en œuvre
Jordanie	Quatrième, huitième et dixième année de l'enseignement fondamental	Arabe, anglais, mathématiques et sciences	Pour connaître dans quelle mesure les élèves acquièrent les connaissances et compétences de base et permettre la comparaison entre les écoles et les régions	Département des examens/Ministère de l'Éducation
Palestine	Cinquième, sixième et neuvième années	Arabe, mathématiques, sciences et anglais	Mesurer le degré de maîtrise par les élèves des connaissances et compétences visées dans le programme national	Ministère de l'Éducation
Maroc	Fin de l'école primaire et fin de l'école préparatoire	Arabe, français, mathématiques, activités scientifiques, physique, chimie, sciences de la vie et de la Terre (les matières varient selon le niveau scolaire)	Évaluation des acquis des élèves dans les matières fondamentales	Commission nationale d'évaluation / Conseil suprême de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique

Sources des données : Émirats arabes unis (Ministère de l'éducation, Émirats arabes unis, 2018) - Royaume de Bahreïn (Autorité de la qualité de l'éducation et de la formation, Royaume de Bahreïn, 2025) - Arabie saoudite (Autorité d'évaluation de l'éducation et de la formation, Royaume d'Arabie saoudite, 2025) - État du Koweït (Centre national de développement de l'éducation, État du Koweït, 2025) - Sultanat d'Oman (Ministère de l'Éducation, Sultanat d'Oman, 2019) - Royaume hachémite de Jordanie (Yusuf, Salma et al., 2024) - État de Palestine (Ministère de l'Éducation, État de Palestine, 2022) - Royaume du Maroc (Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, Royaume du Maroc, 2021).

Annexe 4-4

Pourcentage des jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans emploi, sans éducation ou formation dans les pays arabes

État	Masculin	Féminin	Total	Année
Émirats arabes unis	6.00%	14.90%	8.90%	2023
Bahreïn	Données non disponibles			
Qatar	Données non disponibles			
Arabie saoudite	13.50%	21.50%	17.00%	2023
Koweït				
Oman	20.80%	32.10%	25.50%	2022
Libye	Données non disponibles			
Algérie	10.90%	31.70%	20.90%	2017
Jordanie	26.30%	34.50%	30.20%	2023
Tunisie	24.40%	20.80%	22.60%	2023
Égypte	14.60%	36.20%	24.60%	2023
Liban	17.90%	28.90%	23.50%	2019
Palestine	25.60%	27.90%	26.70%	2024
Maroc	Données non disponibles			
Irak	22.10%	52.70%	36.90%	2021
Comores	19.60%	22.80%	21.20%	2021
Syrie	Données non disponibles			
Mauritanie	32.00%	54.80%	44.10%	2019
Soudan	29.60%	62.10%	46.50%	2022
Djibouti	17.60%	28.00%	22.80%	2017
Yémen	Données non disponibles			
Somalie	37.20%	49.70%	43.70%	2019
Moyenne des pays arabes	21.00%	46.40%	33.10%	2025
Moyenne mondiale	13.10%	28.20%	20.40%	2025

Ajouté 4 à 5

Pays arabes selon le niveau de réalisation des valeurs standard des indicateurs des processus d'enseignement et d'apprentissage

	Le nombre d'heures consacrées chaque année à	Nombre d'heures d'enseignement juridique par an pour les enseignants		Heures consacrées à l'enseignement de l'arabe		Heures consacrées à l'enseignement des langues étrangères		Heures consacrées à l'enseignement des mathématiques et des sciences		Heures consacrées à l'enseignement de la citoyenneté		Horaires des activités		Intensité des cours		Nombre d'années d'études prévu	Taux d'achèvement du cycle primaire	Taux d'achèvement du premier cycle de
		Primaire	Préparatoire	Primaire	Préparatoire	Primaire	Préparatoire	Primaire	Préparatoire	Primaire	Préparatoire	Primaire	Préparatoire	Primaire	Préparatoire			
Valeur standard	**960**	**808**	**742**	**198**	**151**	**127**	**132**	**227**	**274**	**40**	**40**	**92**	**95**	**36**	**35**	**14.5**	**93**	**86**
Émirats arabes unis	955	756	900	148	135	162	162	283	378	36	36	89	108	..	..	17.2	..	..
Bahreïn	855	836	836	171	171	143	143	157	285	38	38	0	76	26	27	16.3	..	..
Qatar	898	476	476	191	128	128	128	242	230	17	0	255	238	24	25	13.3	95	95
Arabie saoudite	810	864	864	162	135	81	108	256	243	0	0	90	36	..	..	15.2	97	90
Koweït	810	540	576	216	162	108	162	189	243	0	0	36	0	25	25	15.7	..	..
Amman	875	693	693	187	154	132	110	231	330	0	0	33	33	29	30	13	97	88
Libye	720	496	496	116	93	81	93	186	232	15	31	108	93	..	..	14	..	94
Algérie	800	1024	704	264	120	120	192	192	192	32	32	0	64	28	36	15.5	94	73
Jordanie	1024	858	858	205	176	117	146	234	292	53	39	0	0	31	29	12.6	97	87
Tunisie	905	648	648	234	144	216	72	216	216	0	72	72	144	24	30	14.6	95	74
Égypte	1218	984	656	277	246	123	154	277	308	82	0	82	82	50	48	12.9	91	80
Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12.1	97	84
Palestine	840	900	900	204	168	84	96	216	240	54	0	72	72	31	33	13.2	99	92
Maroc	816	1230	984	307	164	225	164	287	369	0	0	123	123	26	37	14.6	91	63
Irak	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12.2	71	46
Comores	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13	82	60
Syrie	788	665	665	184	105	79	158	197	210	0	0	70	0	30	30	7.4	73	60
Mauritanie	460	1020	748	162	113	136	91	142	227	34	34	0	0	....	..	8.1	58	37
Soudan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8.5	65	51

Ajouté 4 à 6

Pays arabes selon le niveau de réalisation des valeurs standard des indicateurs de résultats d'apprentissage et d'enseignement

	Le niveau de maîtrise de la lecture dans l'enseignement primaire est de % de l'ensemble des élèves.	Le niveau de maîtrise de la lecture dans l'enseignement préparatoire est de % du nombre total d'élèves.	Pauvreté de l'apprentissage	Niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement primaire % du nombre total d'élèves	Le niveau de compétence en mathématiques dans l'enseignement préparatoire correspond à % du nombre total d'élèves	Moyennes en lecture dans le calendrier Pisa	Moyennes en mathématiques dans le calendrier Pisa	Moyennes en sciences dans le calendrier Pisa	Moyennes en lecture pour la quatrième année dans le calendrier	Moyennes en mathématiques pour la quatrième année dans le	Moyennes en mathématiques pour la huitième année dans le calendrier	Moyenne en sciences pour la quatrième année dans le calendrier	Moyennes en sciences pour la huitième année dans le calendrier	Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études et ne suivent pas de formation
Valeur standard	**64.00%**	**66.00%**	**>52.0%**	**71.00%**	**61.00%**	**476**	**472**	**485**	**500**	**503**	**478**	**494**	**478**	**>25.0%**
Émirats arabes unis	75	52	32.8	60	55	417	431	432	483	498	489	595	486	8.90%
Bahreïn	71.2		32.1	45	30	..	..	..	458	462	426	475	452	..
Qatar	80.4	52.7	35.7	46	40	419	414	432	485	464	451	472	481	..
Arabie saoudite	71.1	37.4	38.2	29	30	489	383	390	449	420	397	428	419	17.00%
Koweït	..	..	51.1	22	21	..	..	..	..	383	399	373	420	
Amman	62.2	..	41.8	29	24	..	..	..	429	421	411	433	456	25.50%
Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Algérie	..	..	67.9	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20.90%
Jordanie	46.6	20.4	62.5	32	17.1	342	361	375	381	427	388	418	413	30.20%
Tunisie	..	..	65.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22.60%
Égypte	44.6	..	..	..	26.8	..	..	..	378	..	413	..	389	24.60%
Liban	..	32.2	..	..	26.8	353	393	384	..	..	429	..	377	23.50%
Palestine	..		..	..	16	349	366	369	..	..	382	..	393	26.70%
Maroc	40.6	18.9	64.9	22	18.4	339	365	365	372	393	378	390	327	..
Irak	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	36.90%
Comores	..	..	86	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	21.20%
Syrie	..	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mauritanie	..	..	94.8	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	44.10%
Soudan	..	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	46.50%
Djibouti	..	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22.80%
Yémen	..	..	94.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Somalie	..	..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	43.70%
Légende	Données non disponibles					Vérifiez que la valeur est égale ou supérieure à la valeur standard.			Nous nous rapprochons de la valeur standard de 90 % et plus.			Il n'atteint pas la valeur standard et ne semble pas près de l'atteindre.		

Annexe 5 nombre d'institutions universitaires publiques et privées dans les pays arabes

État	Organisme officiel responsable	Nombre d'universités			Source des données
		Public		**Total**	
Émirats arabes unis	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	41	31	72	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique des Émirats arabes unis. (2023a).
Bahreïn	Conseil de l'enseignement supérieur	3	15	18	Formulaire de données nationales sur l'enseignement universitaire
Qatar	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	5	14	19	Formulaire de données nationales sur l'enseignement universitaire
Arabie saoudite	Ministère de l'Éducation	29	38	67	Ministère de l'Éducation du Royaume d'Arabie saoudite, 1446 H.
Koweït	Ministère de l'Enseignement supérieur	2	6	8	Formulaire de données nationales sur l'enseignement universitaire
Oman	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	10	29	39	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Sultanat d'Oman, 2023.
Libye	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	27	61	88	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de l'État de Libye, 2023.
Algérie	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	115	0	115	Formulaire de données nationales sur l'enseignement universitaire
Jordanie	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	12	31	43	Formulaire de données nationales sur l'enseignement universitaire
Tunisie	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	13	104	117	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la République tunisienne, 2023.
Égypte	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	28	88	116	Organisation centrale pour la mobilisation publique et les statistiques de la République arabe d'Égypte, 2023.
Liban	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	0	51	51	Centre éducatif pour la recherche et le développement en République libanaise, 2023.
Palestine	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	19	14	33	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de l'État de Palestine, 2025.
Maroc	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la	13	11	24	Formulaire de données nationales sur l'enseignement universitaire

État	Organisme officiel responsable	Nombre d'universités			Source des données
		Public		**Total**	
	Recherche scientifique et de l'Innovation				
Irak	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	35	14	49	Formulaire de données nationales sur l'enseignement universitaire
Comores	Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche scientifique, de la Formation et de l'Insertion professionnelle	Données non disponibles			
Syrie	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	7	31	38	Formulaire de données nationales sur l'enseignement universitaire
Mauritanie	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	12	5	17	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, 2022.
The Sudan	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	37	25	62	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la République du Soudan - site web officiel.
Djibouti	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	1		1	Oxford Business Group, 2023.
Yémen			Données non disponibles		
Somalia	Ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur	1	110	111	Ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur de Somalie, 2022
Total		**419**	**707**	**1126**	

Annexe 5 - 2 nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dans les pays arabes selon les spécialisations

	Affaires et gestion	Éducation et formation	Sciences sociales et information	Agriculture, médecine vétérinaire et jardinage	Santé, médecine générale et soins infirmiers	Sciences humaines, littérature et philosophie	Science appliquée	Droit	Ingénierie	Informatique et sciences informatiques	Beaux-arts et arts appliqués.	Autre	Total
Qatar	10,301	6,955	1,138		900	1,145	265	2,487	6,027	2,547	472	11,195	43,432
Arabie saoudite	180,946	23,923	40,537	6,499	85,655	155,423	108,551	79,252	44,457	73,459	19,276	59,733	877,711
Koweït	3,365	9,074	5,693	0	5,094	8,286	3,498	2,989	8,388	3,868	689	636	51,580
Amman	20299	11120	0	261	2687	5595	1747	4426	10548	10211	2338	414	69,646
Libye	3,683	6,463	1,216	59	8,425	12,038	2,981	1,682	2,473	2,623	655	105	42,403
Algérie	227,278		213,082	139,614	86,080	189,833	46,511	205,402	217,889	83,104	3,767	14,966	1,427,526
Jordanie	66,516	32,684	13,552	6,095	125,535	46,825	20,751	37,786	49,521	60,945	10,468	13,075	483,753
Équipe nationale de football de Tunisie	54,137	7,984	74,687	3,051	26,841	22,276	20,319	16,137	58,892	0	13,624	7,687	305,635
Égypte	#######	381,492	111,323	151,578	548,466	654,131	73,188		335,665	261,543		122,250	3,693,042
Liban	51,978	12,447	13,072	4,527	25,385	31,431	20,611	7,066	31,667	19,337	1,193	5,515	224,229
Palestine		31,381	1,862	16,009	14,531	12,152	35,663	1,192	4,788	7,041		11,858	136,477
Maroc	137,617	34,674	153,492	2,681	61,109	210,767	101,271	296,329	54,925	47,749	2,433	4,177	1,107,224
Irak													802,751
République arabe syrienne	26,894	44,340	4,448	21,946	47,790	91,665	6,216	29,474	91,890	26,118	2,672	..	393,453
Yémen													61,434
Somalie	7,936	6,348	26,330	2,309	30,929	3,550	387		3,064	13,501		157	94,511

Annexe 6-1
Indice de développement humain pour les États arabes 2023

Source : PNUD, 2025

	Etat	Valeur probante	Classement des pays
Développement humain très élevé			
1	Émirats arabes unis	0.94	15
2	Arabie saoudite	0.9	37
3	Bahreïn	0.899	38
4	Qatar	0.866	43
5	Oman	0.858	50
6	Koweït	0.852	52
Développement humain élevé			
7	Algérie	0.769	96
8	Égypte	0.754	100
9	Jordanie	0.754	100
10	Liban	0.752	102
11	Tunisie	0.746	105
12	Libye	0.721	115
13	Maroc	0.71	120
Développement humain moyen			
14	Irak	0.695	126
15	Palestine	0.674	133
16	Comores	0.603	152
17	Syrie	0.564	162
18	Mauritanie	0.563	163
Faible développement humain			
19	Djibouti	0.513	175
20	Soudan	0.511	176
21	Yémen	0.47	184
22	Somalie	0.404	192

© UNESCO Centre Régional pour la Qualité et l'Excellence dans l'Education

+966-13-3400444

info@rcqe.org

District d'Al Hijaz - Ville industrielle de Jubail

Royaume d'Arabie saoudite



Premier Rapport Annuel – 2025